# Chapitre J.01

## Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine


1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM).

2 Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE).

3 Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année).

4 Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année).

5 Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP) (encours en fin d'année).

6 Tableau d'opérations financières (Tof) (encours en fin d'année et flux).

7 Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels en 2003 (encours en fin d'année).

8 Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne (taux d'intérêt nominal annuel).

9 Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets (encours en fin d'année).

10 Principaux taux d'intérêt débiteurs.

11 Crédits distribués par les institutions financières monétaires (encours en fin d'année).

12 Crédits distribués par les établissements de crédit (encours en fin d'année).

13 Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna (encours en fin d'année).

14 Taux d'intérêt pour la France et différents pays.

## 1

## ❍ Présentation

L'appréciation de l'euro se poursuit en 2004. Comme les deux années précédentes, la monnaie européenne est soutenue par la persistance des déficits jumeaux américains (extérieur et budgétaire). Cependant, l'euro s'apprécie moins qu'en 2003, sa progression étant limitée par des perspectives de croissance économique plus favorables aux États-Unis et par une inversion du différentiel de taux d'intérêt au profit du dollar en cours d'année, suite au relèvement des taux directeurs de la Réserve Fédérale américaine. Ainsi, entre décembre 2003 et décembre 2004, le taux de change effectif nominal de l'euro progresse de 2,9 % selon la Banque centrale européenne (BCE), contre 11,7 % entre décembre 2002 et décembre 2003. Face au dollar, l'euro progresse de 9,1 % sur un an contre 20,7 % l'année passée.

Dans un contexte de croissance économique modérée et d'inflation stable, la BCE a maintenu ses taux directeurs inchangés tout au long de l'année 2004. En particulier, son principal taux directeur (taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement) demeure égal à 2 %, soit son plus bas niveau historique. Il avait été fixé à cette valeur le 6 juin 2003.

En parallèle avec les taux directeurs, le taux interbancaire à trois mois dans la zone euro (Euribor) est relativement stable autour d'une moyenne de 2,11 % en 2004. Malgré un rebond temporaire au deuxième trimestre, le taux des obligations publiques à dix ans s'inscrit en baisse dans la zone euro sur l'ensemble de l'année, passant de 4,36 % en décembre 2003 à 3,69 % en décembre 2004. En France, le taux des emprunts d'État à 10 ans passe dans le même temps de 4,34 % à 3,64 %. La baisse des taux longs s'expliquerait en partie par des perspectives de croissance dégradées, dans un contexte d'inflation stable.

L'écart de taux d'intérêt entre les obligations privées et publiques se réduit en 2004 pour la deuxième année consécutive. L'écart de rendement a baissé en 2004 de 28 points de base pour les obligations de 1 à 3 ans et de 10 points de base pour les obligations de 7 à 10 ans. Ce mouvement peut être attribué principalement à l'amélioration de la rentabilité des entreprises.

D'une manière générale, la baisse des taux d'intérêts sur les prêts effectués par les Institutions financières monétaires (IFM) se poursuit dans la zone euro en 2004. Ce mouvement résulte d'une forte concurrence au sein du secteur bancaire, dans un contexte où des taux directeurs historiquement bas assurent aux IFM de faibles coûts de refinancement. En France, pour les ménages, le taux moyen des crédits à la consommation (nouveaux contrats) passe ainsi de 6,4 % à 6,3 % entre décembre 2003 et décembre 2004, tandis que le taux des crédits à l'habitat revient de 4,3 % à 3,9 % sur la même période (pour les crédits avec période de fixation initiale du taux supérieure à un an). En revanche, le taux moyen des crédits aux Sociétés non financières (SNF) s'établit en décembre 2004 au même niveau qu'un an auparavant, à 3,9 %.

La croissance annuelle de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro atteint 6,3 % en décembre 2004, contre 6,4 % en décembre 2003. Elle demeure ainsi largement supérieure à la valeur de référence de moyen terme de 4,5 % établie par la BCE, ce qui s'explique essentiellement par le bas niveau des taux d'intérêt, qui favorise le recours au crédit. Toutes les composantes de M3 progressent fortement : la croissance annuelle des billets et pièces atteint 17,7 % en décembre 2004, les dépôts à vue augmentent de 6,5 % sur la même période, les autres dépôts à court terme de 4,5 % et les instruments négociables de 6,0 %. Du côté des contreparties de M3, la forte progression de la masse monétaire correspond à une hausse des créances aussi bien sur les résidents de la zone euro (Administrations publiques comme secteur privé) que sur les non-résidents.

La contribution de la France à l'agrégat M3 de la zone euro s'accroît de 8,2 % sur un an en décembre 2004 contre 4,8 % en décembre 2003.

Cette accélération traduit un développement important des crédits. Ainsi, les crédits obtenus par les ménages français auprès des Institutions Financières résidentes progressent de 9,1 % en moyenne en 2004, contre 7,0 % en 2003. Ce sont les crédits à l'habitat qui s'avèrent les plus dynamiques, avec une hausse des crédits offerts par les établissements de crédit de 13,6 % en 2004, après 9,9 % en 2003. Les crédits de trésorerie progressent pour leur part de 4,4 % en 2004, contre 5,1 % en 2003. Les crédits des Institutions Financières résidentes aux Sociétés Non Financières enregistrent une hausse de 4,8 %, alors qu'ils avaient baissé de 2,6 % l'année précédente, avec l'effort de désendettement des entreprises. En revanche, les crédits aux Administrations publiques reculent de 1,8 % alors qu'ils avaient augmenté de 4,9 % en 2003. Les Administrations publiques développent cependant leur financement par le marché (+ 7,2 %, après + 11,2 % en 2003), alors que les SNF le réduisent (- 2,9 %, après + 4,1 % l'année précédente).

Ces évolutions induisent une forte hausse de l'Endettement Intérieur Total (EIT), qui atteint 5,4 % sur un an en 2004, après 5,3 % en 2003. Les ménages voient leur endettement progresser de 9,1 % par rapport à l'année précédente, tandis que l'endettement des SNF augmente de 3,1 % et celui des Administrations publiques de 5,7 %.

La forte hausse de l'EIT favorise une hausse de l'ensemble des placements. Les Agents non financiers résidents augmentent de 8,7 % leurs placements de type actions et autres participations. Toutefois, les placements en actions cotées se réduisent de 6,5 %, malgré une hausse des indices boursiers. Les placements de type obligataire augmentent pour leur part de 5,7 %, tandis que les dépôts et titres à court terme progressent de 7,9 %.

## 2

## ❍ Méthodologie

Les statistiques permettant de suivre l'activité bancaire en France sont établies par la Banque de France.

Le calcul des agrégats de la zone euro est effectué par la Banque centrale européenne (BCE) à partir des données fournies par les banques centrales nationales (BCN).

Le calcul et le suivi d'agrégats monétaires dans un cadre national ne présentent pas d'intérêt du strict point de vue de la définition et de l'orientation de la politique monétaire unique de la zone euro. Néanmoins, compte tenu du poids de la France dans la zone, le suivi des instruments monétaires détenus au plan national peut permettre d'identifier les chocs susceptibles d'affecter la stabilité des agrégats monétaires européens.

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée [1], relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce l'activité des établissements de crédit établis en France. Elle a confié l'ensemble des fonctions de tutelle et de contrôle de la profession bancaire à trois instances collégiales distinctes, au fonctionnement desquelles la Banque de France est étroitement associée : le Comité de réglementation bancaire et financière (CRBF), le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) et le Conseil national du crédit et du titre (CNCT).

Le code monétaire et financier, qui a notamment codifié les dispositions de la loi du 24 janvier 1984, est entré en vigueur le 1er janvier 2001. Il les a réparties entre plusieurs des sept livres qu'il compte. Les dispositions relatives aux opérations de banque figurent au livre III « Les services », celles régissant les établissements de crédit, prestataires de services d'investissement et autres établissements bancaires au livre V « Les prestataires de services » et celles gouvernant les autorités bancaires au livre VI « Les institutions en matière bancaire et financière » ; les dispositions du livre VII regroupent les dispositions relatives à l'application du Code à l'Outre-mer.

[1] La loi bancaire a notamment été modifiée par la loi de modernisation des activités financières (MAF) du 2 juillet 1996, qui a transposé en droit français la directive européenne du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans les valeurs mobilières.

Le Système européen de Banques centrales (SEBC) s'est doté d'un ensemble de concepts statistiques, permettant de définir de façon homogène les institutions créatrices de monnaie, dénommées institutions financières monétaires (IFM), et d'un cadre comptable commun. Il s'est pour cela très largement appuyé sur les définitions retenues dans le Système européen de comptes rénové (SEC 95) applicable à partir de 1999.
La « monnaie fiduciaire » détenue par les agents non financiers (ANF) n'est pas une donnée directement fournie par le bilan des IFM, mais est estimée dans le cadre des comptes nationaux.
Les données financières des comptes nationaux sont issues de la Base de données des agents financiers (Bafi) de la Commission bancaire, de la base de données sur les OPCVM de la Banque de France, de la Commission de contrôle des Assurances, de la Comptabilité publique, de la Balance des paiements et du Système intermédiaire d'entreprise (SIE) géré par l'Insee.

**Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières**

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale [1].
Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

***INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) :***

Les institutions financières monétaires (IFM) comprennent les établissements de crédit résidents tels qu'ils sont définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (et/ou de proches substituts des dépôts) d'entités autres que les IFM et qui consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières.
Aux termes de cette définition, la population des IFM comprend :
– la Banque de France, le Fonds de stabilisation des changes et l'IEDOM :
  - Banque de France [2] ;
  - Fonds de stabilisation des changes [2 3] ;
  - l'Institut d'Émission des Départements d'outre-mer (IEDOM).
– les Banques :
  - Banques « Association Française des Banques » (AFB) ;
  - Banques mutualistes ou coopératives :
    - Banques populaires,
    - Réseau Crédit agricole,
    - Réseau Crédit mutuel,
    - Réseau de crédit coopératif,
    - Caisses d'épargne et de prévoyance,
    - Banque fédérale mutualiste.
  - Crédits municipaux ;
  - Institutions financières des Dom.
– CDC :
    - Caisse des dépôts et consignations (CDC) [2] ;
    - Caisse nationale d'épargne (CNE) (La Poste) [2] ;
    - Efiposte.
– les Sociétés financières et assimilées :
    - Sociétés financières soumises à des dispositions particulières (liste A) :
      - Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (Sicomi),
      - Sofergie,
      - Sociétés de financement des télécommunications,
      - Sociétés de crédit différé,
      - Sociétés anonymes de crédit immobilier (Saci),
      - Caisse de refinancement hypothécaire.
    - Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI) (liste B) :
      - Sociétés de crédit-bail immobilier,
      - Sociétés de location avec option d'achat,
      - Sociétés de gestion de moyens de paiements,
      - Autres sociétés financières.
    - Sociétés financières spécialisées dans les services d'investissement.
– les Institutions financières spécialisées (IFS) :
    - Agence française de développement ;
    - Crédit foncier de France et Cie de financement foncier ;
    - Sociétés de développement régional (SDR) ;
    - Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (Sofaris) [3] ;
    - CEPME ;
    - Euronext PARIS SA ;
    - Caisse de Garantie du Logement Locatif Social [4].
– les OPCVM monétaires [2 5] :
    - Sociétés d'investissement à capital variable (Sicav) monétaires ;
    - Fonds communs de placement (FCP) monétaires.

***AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (hors assurances et fonds de pension) :***

– Institutions financières diverses et assimilées :
  - Fonds communs de créances (FCC) [2] ;
  - Groupements professionnels de répartition d'emprunts collectifs au profit d'agents non bancaires [2 3] ;
  - Autoroutes de France [2] ;
  - Comités interprofessionnels du logement (Cil) [2 3] ;
  - Entreprises d'investissement ;
  - Instituts régionaux de participation (IRP) [2 6] ;
  - Sociétés de caution mutuelle (SCM) [3] ;
  - Caisse nationale des autoroutes (CNA) [2].
– Autres organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) [2 5] :
  - Sicav et FCP long terme à vocation générale ;
  - Sociétés d'investissement à capital fixe (Sicaf) [3] ;
  - FCP Entreprises [3] ;
  - Fonds Commun sur les marchés à terme ;
  - FCP à Risque [3] ;
  - Sociétés civiles de placements immobiliers.

***AUXILIAIRES FINANCIERS :***

– Holdings financières n'ayant pas le statut d'établissements de crédit et n'étant pas controlées par la Commission de Contrôle des Assurances ;
– Sociétés de gestion de portefeuille [7];
– Changeurs manuels ;
– Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Carte Bleue ;
– Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Carte Bancaire ;
– Fonds de garantie des dépôts.

## 3 ○ Définitions

**Agent résident**

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences

[1] Pour la comptabilité nationale, activités métropolitaines des agents financiers résidant en métropole, Monaco exclu, c'est-à-dire à l'exclusion des collectivités d'outre-mer. Pour les statistiques monétaires, activités des agents financiers résidant sur le territoire français (métropole, Monaco, départements d'outre-Mer, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte).

[2] Hors loi bancaire.

[3] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires.

[4] Ce nouvel établissement public national à caractère administratif a été créé le 1er janvier 2001 par l'article 163 de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 (dite loi SRU). Il remplace la Caisse de Garantie du Logement Social.

[5] Depuis le 1er janvier 1994, les catégories d'OPCVM (Sicav et FCP) sont d'une part les OPCVM « monétaires », d'autre part les autres OPCVM, « obligations et autres titres de créances », « actions », « garantis » et « diversifiés ».

[6] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires et financières, faute de données disponibles.

[7] Dépendent juridiquement des entreprises d'investissement.

temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

### Agrégats monétaires de la zone euro

Les agrégats monétaires recensent les moyens de paiement directement utilisables dans les transactions, détenus par les agents de la zone euro autres que les institutions financières monétaires (IFM) et les Administrations centrales, ainsi que ceux des placements financiers auprès des IFM qui en constituent de proches substituts. Les actifs retenus sont aisément mobilisables et ne comportent que peu ou pas de risque en capital.

L'agrégat monétaire étroit M1 regroupe les moyens de paiement directement utilisables :

– les pièces et billets en circulation,
– les dépôts à vue.

L'agrégat intermédiaire M2 comprend, en plus de M1, les autres dépôts à court terme :

– les dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois,
– les dépôts à terme d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans.

La masse monétaire au sens large, M3, inclut, outre M2, les instruments négociables émis à court terme :

– les titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires,
– les titres de créance de durée initiale inférieure ou égale à deux ans émis par des IFM,
– les créances résultant de prises en pension sur des titres émis par des IFM.

Les dépôts avec un préavis inférieur ou égal à trois mois sont les dépôts d'épargne à vue qui présentent, à la différence des dépôts à vue, un caractère incomplet de transférabilité. En France, il s'agit par exemple des livrets A et bleus, des Codevi, des livrets jeunes, des comptes d'épargne logement, des livrets d'épargne populaire et des livrets soumis à l'impôt.

Les dépôts à terme sont les dépôts qui ne peuvent être convertis en espèces avant un terme fixe convenu ou qui ne peuvent être convertis en espèces avant ce terme que moyennant une réfection totale ou partielle de la rémunération convenue.

Les pensions sont les espèces perçues en contrepartie de titres vendus à un prix donné dans le cadre d'un engagement de rachat desdits titres (ou de titres similaires) à un prix et une date déterminés.

### Comptes de patrimoine

Les comptes de patrimoine décrivent l'état de l'actif (financier et non financier) et du passif de chaque secteur institutionnel en fin d'année. Ils recensent les actifs et passifs économiques sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés. Des éléments tels que le capital écologique (l'air, la biodiversité...) ou le « capital humain » en sont exclus. Les éléments retenus sont issus de processus de production ou sont naturels (terre, gisements...), financiers ou non financiers.

Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché, de transaction ou au coût technique de renouvellement (cas des actifs fixes productifs). La valeur des actions non cotées est estimée par référence à celle des actions cotées. Les plus-values latentes sur l'immobilier sont imputées aux terrains sous-jacents.

Les comptes de patrimoine ont pour solde la valeur nette, différence entre le total des actifs (non financiers et financiers) détenus par chaque secteur institutionnel, ou l'économie nationale, et ses dettes. Le patrimoine national représente la valeur des actifs non financiers détenus par les unités résidentes, majorée des actifs financiers, nets des passifs, vis-à-vis d'unités non-résidentes. Il correspond également à la valeur nette de l'économie nationale ou à la somme des valeurs nettes des secteurs résidents.

La notion de valeur nette ne revêt pas la même signification pour les ménages et les sociétés. En effet, ces derniers sont les propriétaires ultimes de leur patrimoine, contrairement aux sociétés, dont on considère que les propriétaires ultimes sont les détenteurs du capital. La valeur nette des sociétés apparaît donc comme l'écart entre le montant qu'on estime pouvoir tirer de la vente de leurs actifs, déduction faite du remboursement de leurs dettes, et la valeur des actions qu'elles ont émises. Une valeur nette des sociétés négative s'interprète comme le fait que les marchés valorisent le secteur au-delà de la situation nette (différence entre le total des actifs et les dettes).

L'actif non financier détenu par les unités résidentes, se compose d'actifs produits fixes corporels (logements, autres constructions, matériels, actifs cultivés) ou incorporels (logiciels, œuvres originales), d'actifs produits circulants (stocks), d'actifs corporels non produits (terrains, gisements) et d'actifs incorporels non produits (brevets, fonds de commerce...). L'actif financier regroupe principalement les liquidités, les valeurs mobilières (actions, obligations) et les prêts. Ce sont des droits sur le patrimoine d'autres unités, résidentes ou non, chez qui l'on enregistre les passifs correspondants.

Le patrimoine des ménages ne comprend pas les biens durables (automobiles, meubles...). Il n'intègre pas non plus les droits à la retraite des régimes par répartition.

Le patrimoine des Administrations publiques comprend l'ensemble du domaine privé de l'État, des collectivités locales et des autres organismes publics : bâtiments administratifs, matériels... Il est plus difficile de déterminer la propriété du domaine public. Le domaine public aérien, les rivages et les eaux territoriales sont exclus du champ de la Comptabilité nationale. Le patrimoine des Administrations comprend le domaine public artificiel créé par investissement lorsque la dépense correspondante est enregistrée au compte de capital (routes, ports, aérodromes). En revanche, les biens immobiliers mis à la disposition d'autres organismes et les concessions de services publics (autoroutes...) n'en font pas partie. Le domaine public artificiel qui n'a pas été acquis à titre onéreux (monuments historiques) n'est pas pris en compte actuellement, en partie faute d'informations statistiques.

### Contreparties de M3

Les contreparties de M3 visent à mettre en évidence les principales sources de la création monétaire. Elles regroupent :

– les créances sur les autres résidents (non-IFM) :
  - les crédits accordés aux non-IFM,
  - le portefeuille de titres émis par des non-IFM ;
– les créances nettes sur l'extérieur ;
– les ressources non monétaires des institutions financières monétaires (IFM) – à déduire ;
– un poste « divers ».

Les crédits incluent les crédits à l'habitat, à la consommation, à l'investissement, de trésorerie, les autres crédits, les créances douteuses brutes, le crédit-bail, les avoirs en titres non négociables et les dettes subordonnées constituées sous forme de dépôts ou prêts.

La rubrique « créances nettes sur l'extérieur » retrace le solde des créances et des engagements nets sur les non-résidents.

La rubrique « divers » inclut, entre autres, le solde des créances et des engagements inter-IFM et les acquisitions par des IFM d'actifs immobiliers pour compte propre auprès d'un agent non financier.

### Endettement intérieur total (EIT)

L'endettement intérieur total (EIT) mesure l'ensemble des financements des agents non financiers résidents obtenus par voie d'endettement (donc à l'exclusion des émissions d'actions ou des renforcements de fonds propres), que ce soit auprès des établissements de crédit ou sur les marchés de capitaux, tant auprès des résidents que des non-résidents. L'EIT se compose des crédits obtenus auprès des agents résidents, des financements obtenus en contrepartie d'émissions de titres sur les marchés internes monétaire ou obligataire et, enfin, des crédits obtenus directement à l'étranger et des obligations émises sur les marchés internationaux.

### Tableau des financements et placements (TFP)

Le tableau des financements et des placements financiers (TFP) est une présentation synthétique des placements et du patrimoine financier des agents non financiers (ANF) résidents.

Il retrace comment et au profit de qui ont été distribués les financements, et comment les agents ont arbitré entre placements monétaires et placements non monétaires, information essentielle dans l'appréciation des effets de la politique monétaire.

Les agents non financiers sont regroupés en trois grandes catégories : les sociétés non financières (SNF), les ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et les Administrations publiques. Le tableau présenté dans cet annuaire est un tableau agrégé pour l'ensemble des agents non financiers.

Cette population se différencie du secteur détenteur de monnaie dans la mesure où elle comprend les organismes d'Administration centrale mais pas les institutions financières non monétaires (sociétés d'assurance et fonds de pension, autres intermédiaires financiers).

Il en résulte en particulier que la composante française de l'agrégat large M3 de la zone euro ne peut pas être dérivée directement du TFP. En effet, à l'inverse du TFP, elle inclut les engagements liquides des IFM résidentes vis-à-vis des institutions financières non monétaires résidentes et des résidents des autres pays de la zone euro appartenant au secteur détenteur de monnaie ; par ailleurs, elle exclut leurs engagements vis-à-vis des Administrations centrales.

À l'actif du TFP, les instruments financiers sont regroupés en deux grandes catégories :

### *Dépôts et titres à court terme*

• *Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme*

Les dépôts à court terme sont repris des statistiques monétaires. Ils recouvrent les dépôts à vue, ceux remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois, et ceux assortis d'une échéance initiale inférieure ou égale à deux ans. Les autres dépôts à court terme comprennent notamment les dépôts auprès des non-résidents.

En outre, les avoirs liquides des organismes d'Administration centrale, qui ne se sont pas repris dans les agrégats monétaires, figurent dans le TFP par respect de la définition des ANF.

• *Instruments négociables à court terme*

Cette catégorie regroupe les titres de créance d'une durée inférieure ou égale à 2 ans, les titres d'OPCVM monétaires, les pensions et les autres titres à court terme.

La notion de titres de créance recouvre ici non seulement les bons à moyen terme négociables (BMTN) mais aussi les certificats de dépôt émis par des IFM résidentes. Le regroupement avec les titres d'OPCVM monétaires s'explique par la part importante des titres du marché monétaire dans les portefeuilles des OPCVM monétaires et l'indexation de leur rémunération sur les taux d'intérêt monétaires. La même logique guide l'inclusion des prises en pension de titres des ANF auprès des IFM.

Les autres titres à court terme correspondent notamment aux parts de fonds communs de créance, aux billets de trésorerie, aux bons du Trésor à taux fixe (BTF), et aux bons du Trésor à taux annualisé (BTAN) à 2 ans.

Cet ensemble regroupe les dépôts à court terme des ANF résidents auprès des institutions financières non monétaires résidentes (fonds communs de créance, entreprises d'investissement, ...), leur portefeuille de titres à court terme émis par les résidents autres que des IFM (billets de trésorerie, bons du Trésor à taux fixe — BTF —, bons du Trésor à taux annualisé — BTAN — à 2 ans), mais aussi l'ensemble des avoirs à court terme des ANF auprès des non-résidents, quels qu'en soient les supports.

### *Placements à moyen et long termes des Agents non financiers*

• *Dépôts à terme d'une durée initiale supérieure à deux ans :* cette catégorie inclut les comptes à terme et les bons de caisse et d'épargne à plus de 2 ans, ainsi que les plans d'épargne logement et les plans d'épargne populaire de type bancaire.

• *Placements de type « obligations » :* ils recouvrent les titres de créance d'une durée à l'émission supérieure à 2 ans (BTAN à 5 ans, BMTN à plus de 2 ans), les obligations et les titres d'OPCVM obligations, mais également les placements auprès des sociétés d'assurance (dont les Pep assurances) et les titres d'OPCVM garantis. L'inclusion des ces derniers se justifie par la composition des portefeuilles des sociétés d'assurance et des OPCVM garantis, qui sont largement investis en obligations.

• *Placements de type « actions et autres participations » :* figurent sous cette rubrique les différentes catégories d'actions et les titres d'OPCVM largement investis en actions. Au sein des actions détenues par les ANF, on distingue les actions cotées des autres types de parts sociales (actions non cotées et autres participations). Les OPCVM sont quant à eux subdivisés en OPCVM actions, OPCVM diversifiés et autres OPCVM [1].

## Tableau d'opérations financières (Tof)

Le tableau d'opérations financières (Tof) est la partie financière des comptes nationaux. Il présente des équilibres entre actifs et passifs.

En flux, les comptes financiers retracent les opérations financières effectuées par les agents économiques. À ce titre, ils s'insèrent à la suite de la séquence des comptes non financiers des secteurs institutionnels, l'articulation se faisant au niveau de la capacité de financement. Ils décrivent, par type d'instruments, les variations d'actifs financiers et de passifs qui composent la capacité de financement.

Les encours d'actifs et de passifs financiers sont évalués à prix courants. Les encours de dépôts et crédits figurent à leur valeur nominale, les titres cotés (obligations, actions cotées et parts d'OPCVM) à leur valeur de marché.

Les stocks ou « encours » sont les actifs financiers et les passifs des comptes de patrimoine.

## Taux d'intérêt directeurs de la BCE

La Banque centrale européenne (BCE) est en situation de monopole en matière de création de la base monétaire [2]. Elle est donc en mesure d'influer sur le marché monétaire [3] notamment sur le niveau des taux d'intérêt, par lesquels les impulsions de politique monétaire se transmettent à l'ensemble de l'économie.

La plupart des opérations menées par la BCE sur le marché monétaire sont des opérations d'open-market, c'est-à-dire des opérations exécutées à son initiative. Celles-ci prennent majoritairement la forme d'opérations principales de refinancement [4].

Afin de contrôler les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire, notamment de limiter leur volatilité, l'Eurosystème offre en outre des facilités permanentes à ses contreparties, laissées sur l'initiative de ces dernières. Ce sont la facilité de prêt marginal et la facilité de dépôt.

Compte tenu de ce cadre opérationnel, l'Eurosystème dispose de trois taux directeurs pour indiquer l'orientation de sa politique monétaire :

– le taux des opérations principales de refinancement, qui consistent en des opérations de cession temporaire par lesquelles les Banques centrales nationales (BCN) fournissent des liquidités contre des actifs éligibles, selon une fréquence hebdomadaire et une échéance de deux semaines ; depuis le 28 juin 2000, afin de mettre fin au phénomène de « sur-

---

[1] Ces derniers recouvrent les OPCVM de droit étranger (monétaires et généraux), les sociétés civiles en placements immobiliers (SCPI), les fonds communs de placements d'entreprises (FCPE), les FCP à risques, les fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (FCIMT) et les sociétés d'investissement à capital fixe (Sicaf).

[2] La base monétaire est la monnaie dont les banques commerciales ont besoin pour faire face à la demande de billets et pièces, régler les opérations interbancaires et constituer leurs réserves obligatoires.

[3] Le marché monétaire est le marché sur lequel l'échéance des transactions est généralement inférieure à un an.

[4] Les autres types d'opération d'open-market de l'Eurosystème sont les opérations de refinancement à plus long terme, les opérations de réglage fin et les opérations structurelles.

soumissionnement » de la part des contreparties (né des anticipations de hausse de taux directeurs qui prévalaient alors), les adjudications se déroulent selon une procédure à taux variable (procédure à taux multiple) [1];
– le taux de la facilité de prêt marginal, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent obtenir des Banques centrales nationales des liquidités au jour le jour contre des actifs éligibles ; le taux de la facilité de prêt marginal constitue normalement un plafond pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour ;
– le taux de la facilité de dépôt, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent effectuer des dépôts au jour le jour auprès des Banques centrales nationales ; le taux de la facilité de dépôt constitue normalement un plancher pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour.
Afin que l'Eurosystème n'influence le marché monétaire qu'en un point de la courbe de rendement, avant les opérations mensuelles de refinancement à plus long terme (échéance de trois mois), l'Eurosystème se contente d'indiquer le volume de liquidités qu'il est prêt à octroyer, sans indication de taux. Ces adjudications se déroulent à taux variable, multiple depuis mars 1999.

### Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs

Sont présentés dans cet annuaire les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (Caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre J.02 ci-après, « Marché financier et Bourse ».

## 4 ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « direction des Études statistiques et Statistiques monétaires » (SASM et Sesof) et de l'Insee, « direction des Comptes nationaux, division Synthèse générale des comptes » et « direction des Études et des Synthèses économiques, division Synthèse conjoncturelle ».*

### Organismes :

– Banque de France ;
– Banque centrale européenne ;
– Institut d'émission des départements d'outre-mer et Institut d'émission d'outre-mer ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ;
– Agence France Trésor ;
– Caisse nationale d'épargne.

### Sites Internet :

– www.banque-france.fr
– www.ecb.int
– www.iedom.fr
– www.finances.gouv.fr
– www.francetresor.gouv.fr

### Publications :

***Lois et décrets***
– Loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière ;
– Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 relative à la modernisation des activités financières ;
– Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire.

***Banque de France***
*Rapport – Exercice 2004* – adressé à Monsieur le Président de la République et au Parlement par Monsieur Christian Noyer, gouverneur.
*Rapport annuel* de la Commission bancaire.
*Rapport annuel* du Conseil national de Crédit et du Titre.
*Rapport annuel* du Conseil national de Crédit et du Titre, dans le rapport 1998, p.195-202, article méthodologique : « La nouvelle base de comptabilité nationale ».
*Rapport annuel* de la zone franc.
*Bulletin (mensuel)* :
– « Le coût du crédit aux entreprises », et « La situation du système bancaire français en 2004 », juillet 2005, n° 139 ;
– « Les comptes financiers de la Nation en 2004 », mai 2005, n° 137 ;
– « Les résultats des établissements de crédit en 2003 et au premier semestre 2004 », décembre 2004, n° 132.
*Bulletin de la Banque de France*, supplément statistiques (trimestriel).
*Cahier des titres de créances négociables (mensuel).*
*Rapport du centre de liaison sur les moyens de paiement.*
*Rapport annuel* - « La balance des paiements et la position extérieure de la France », Banque de France et Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie.

***Banque centrale européenne***
*Bulletin (mensuel).*
*Rapport annuel.*
*The monetary policy of the ECB*, avril 2002.

***Insee***
*Insee-Première* :
– « Les comptes financiers de la Nation en 2004 - Forte poussée de l'endettement immobilier des ménages », Bricongne Jean-Charles, Banque de France, n° 1019, mai 2005 ;
– « Patrimoine des ménages début 2004 - le déploiement de l'épargne salariale », Cordier Marie, Rougerie Catherine, n° 985, septembre 2004.
*Insee-Références :*
– « L'économie française - Comptes et dossiers », édition 2005-2006 ;
– Tableaux de l'économie française 2005-2006.
*Économie et statistique* :
– « Le financement des agents non financiers en Europe : le rôle des intermédiaires financiers demeure prépondérant », Gunther Capelle-Blancard, Jézabel Couppey-Soubeyran, n° 336, décembre 2003 ;
– « L'estimation d'une valeur de marché des actions non cotées », Claude Picart, n° 336, décembre 2003.

***Autres***
*Rapports annuels de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer* – Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion ; Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon.
*Rapports annuels de l'Institut d'émission d'outre-mer* – Polynésie française, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie.
*Rapports annuels des caisses d'épargne* (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne).
Voir également les publications du chapitre I.01.

[1] Dans une adjudication à taux multiple, les demandes des contreparties sont satisfaites, par ordre décroissant du taux offert, au taux offert par chacune d'elles – contrairement aux procédures à taux unique, où toutes les contreparties sont servies au même taux – ; au taux minimal, les demandes restantes sont satisfaites au *prorata* de la quantité totale de liquidités que la BCE a décidées d'allouer.

## TABLEAU J.01-1

### Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM)

*Source* : Banque centrale européenne

| Pays | Monnaie | Unité | Euro |
|---|---|---|---|
| Allemagne | Deutsch Mark | DEM | 1,95583 |
| Autriche | Schilling autrichien | ATS | 13,7603 |
| Belgique | Franc belge | BEF | 40,3399 |
| Espagne | Peseta | ESP | 166,386 |
| Finlande | Mark finlandais | FIN | 5,94573 |
| **France** | **Franc français** | **FRF** | **6,55957** |
| Grèce | Drachme | GRD | 340,750 |
| Irlande | Punt irlandaise | IEP | 0,787564 |
| Italie | Lire italienne | ITL | 1 936,27 |
| Luxembourg | Franc luxembourgeois | LUF | 40,3399 |
| Pays-Bas | Florin néerlandais | NLG | 2,20371 |
| Portugal | Escudo | PTE | 200,482 |

## TABLEAU J.01-2

### Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE)

*Source* : Banque centrale européenne — *Unité* : % par an

| Avec effet à compter du (1) | Facilité de dépôt | Opérations principales de refinancement | | Facilité de prêt marginal |
|---|---|---|---|---|
| | | Taux fixe | Taux de soumission minimal | |
| 1999 | | | | |
| 1er janvier | 2,00 | 3,00 | /// | 4,50 |
| 4 janvier (2) | 2,75 | 3,00 | /// | 3,25 |
| 22 Janvier | 2,00 | 3,00 | /// | 4,50 |
| 9 avril | 1,50 | 2,50 | /// | 3,50 |
| 5 novembre | 2,00 | 3,00 | /// | 4,00 |
| 2000 | | | | |
| 4 février | 2,25 | 3,25 | /// | 4,25 |
| 17 mars | 2,50 | 3,50 | /// | 4,50 |
| 28 avril | 2,75 | 3,75 | /// | 4,75 |
| 9 juin | 3,25 | 4,25 | /// | 5,25 |
| 28 juin (3) | 3,25 | /// | 4,25 | 5,25 |
| 1er septembre | 3,50 | /// | 4,50 | 5,50 |
| 6 octobre | 3,75 | /// | 4,75 | 5,75 |
| 2001 | | | | |
| 11 mai | 3,50 | /// | 4,50 | 5,50 |
| 31 août | 3,25 | /// | 4,25 | 5,25 |
| 18 septembre | 2,75 | /// | 3,75 | 4,75 |
| 9 novembre | 2,25 | /// | 3,25 | 4,25 |
| 2002 | | | | |
| 6 décembre | 1,75 | /// | 2,75 | 3,75 |
| 2003 | | | | |
| 7 mars | 1,50 | /// | 2,50 | 3,50 |
| 6 juin | 1,00 | /// | 2,00 | 3,00 |
| 2004 (4) | | | | |

(1) Du 1er janvier 1999 au 9 mars 2004, la date fait référence aux facilités de dépôt et de prêt marginal. Pour les opérations principales de refinancement, les modifications du taux sont effectives à compter de la première opération qui suit la date indiquée. La modification du 18 septembre 2001 a pris effet à cette date. À compter du 10 mars 2004, la date fait référence aux facilités de dépôt et de prêt marginal et aux opérations principales de refinancement (modifications effectives à compter de la première opération principale de refinancement qui suit les délibérations du Conseil des gouverneurs), sauf indication contraire.

(2) Le 22 décembre 1998, la BCE a annoncé que, à titre de mesure exceptionnelle, un corridor étroit de 50 points serait appliqué entre le taux de la facilité de prêt marginal et celui de la facilité de dépôt pour la période du 4 au 21 janvier 1999, pour faciliter la transition des opérateurs de marché vers le nouveau régime.

(3) Le 8 juin 2000, la BCE a annoncé que, à compter de l'opération devant être réglée le 28 juin, les opérations principales de refinancement de l'Eurosystème seraient effectuées par voie d'appels d'offres à taux variable. Le taux de soumission minimal est le taux d'intérêt le plus bas auquel les contreparties peuvent soumissionner.

(4) Pas de modification de taux.

## TABLEAU J.01-3

### Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année)

*Sources* : Banque Centrale Européenne (1) et Banque de France (2) — *Unité* : Milliard d'euros

| | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| **ZONE EURO (1)** | | | | | |
| **Agrégats de monnaie** | | | | | |
| Billets et pièces en circulation | 348,4 | 239,7 | 341,2 | 397,9 | 468,4 |
| Dépôts à vue | 1 736,2 | 2 039,3 | 2 158,3 | 2 329,2 | 2 480,5 |
| **Total M1** | **2 084,6** | **2 279,0** | **2 499,4** | **2 727,1** | **2 948,9** |
| Dépôts à terme <= à 2 ans | 991,7 | 1 088,8 | 1 075,7 | 1 039,2 | 1 040,5 |
| Dépôts avec préavis terme <= à 3 mois | 1 223,4 | 1 316,6 | 1 406,3 | 1 529,6 | 1 642,9 |
| **Total M2** | **4 299,6** | **4 684,4** | **4 981,4** | **5 295,8** | **5 632,2** |
| Pensions | 174,9 | 218,5 | 226,9 | 208,7 | 228,8 |
| Titres d'OPCVM monétaires | 300,0 | 398,0 | 471,0 | 581,5 | 604,9 |
| Titres de créances émis <= à 2 ans | 135,7 | 145,9 | 128,5 | 92,7 | 102,3 |
| **Total M3** | **4 910,3** | **5 446,8** | **5 807,8** | **6 178,7** | **6 568,2** |
| **Contreparties de M3** | | | | | |
| **Créances nettes sur l'extérieur** | **71,7** | **78,7** | **208,7** | **251,8** | **392,3** |
| **Crédits** | **6 927,0** | **7 367,0** | **7 618,5** | **7 942,6** | **8 390,7** |
| Secteur privé | 6 091,8 | 6 519,3 | 6 781,2 | 7 102,5 | 7 556,8 |
| Secteur public | 835,2 | 847,7 | 837,2 | 840,1 | 834,0 |
| **Titres** | **1 876,7** | **2 084,3** | **2 160,8** | **2 416,8** | **2 573,1** |
| Secteur privé | 787,3 | 905,1 | 939,8 | 1 052,6 | 1 133,2 |
| Secteur public | 1 089,5 | 1 179,2 | 1 221,0 | 1 364,1 | 1 439,9 |
| **Ressources non monétaires des IFM (à déduire)** | **3 872,8** | **4 028,4** | **4 122,4** | **4 294,4** | **4 623,6** |
| Dépôts de l'administration centrale | 164,5 | 139,0 | 136,4 | 155,7 | 162,4 |
| Dépôts à terme > 2 ans | 1 168,3 | 1 169,1 | 1 189,5 | 1 256,5 | 1 365,1 |
| Dépôts de préavis > 3 mois | 125,4 | 115,8 | 105,6 | 92,2 | 91,1 |
| Titres de créances émis > 2 ans | 1 525,3 | 1 613,6 | 1 689,3 | 1 785,4 | 1 958,0 |
| Capital et réserves | 889,3 | 990,8 | 1 001,6 | 1 004,7 | 1 047,0 |
| **Divers** | **– 92,2** | **– 54,9** | **– 57,6** | **– 138,0** | **– 164,3** |
| **Total** | **4 910,3** | **5 446,8** | **5 807,8** | **6 178,7** | **6 568,2** |
| **COMPOSANTES FRANCE (2)** | | | | | |
| **Éléments de M1** | | | | | |
| Dépôts à vue | 333,5 | 371,2 | 374,0 | 380,9 | 402,4 |
| Billets et pièces | 49,2 | 34,6 | 74,2 | 85,0 | 97,8 |
| **Éléments de M2 - M1** | | | | | |
| Comptes sur livrets | 274,6 | 294,3 | 319,9 | 351,8 | 377,5 |
| Dépôts à terme <= à 2 ans | 56,5 | 63,6 | 60,4 | 49,6 | 45,5 |
| **Éléments de M3 - M2** | | | | | |
| Pensions | 26,5 | 30,7 | 27,7 | 30,7 | 43,2 |
| Titres d'OPCVM monétaires | 187,9 | 218,0 | 237,8 | 255,0 | 275,8 |
| Titres de créances émis <= à 2 ans | 69,2 | 49,5 | 54,6 | 41,2 | 46,4 |
| **Prêts** | **1 167,8** | **1 222,8** | **1 258,2** | **1 318,4** | **1 403,7** |
| *dont* : Secteur privé | 1 045,5 | 1 103,5 | 1 130,8 | 1 176,2 | 1 264,0 |

(1) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) de la zone euro avec les autres résidents de la zone euro.
(2) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) françaises avec les autres résidents français, sauf pour l'endettement intérieur total, qui regroupe les différentes formes d'endettement des résidents non financiers.

## TABLEAU J.01-4

### Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année)

*Source* : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

| | *r* 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Endettement intérieur total** | **1740,9** | **2 276,0** | **2 433,9** | **2 545,2** | **2 681,3** | **2 825,5** |
| Ménages et assimilés (1) | 396,7 | 498,3 | 525,6 | 559,6 | 598,6 | 652,9 |
| ≤ 1 an | 17,7 | 31,1 | 33,0 | 34,3 | 35,6 | 37,5 |
| > 1 an | 379,0 | 467,2 | 492,6 | 525,4 | 563,0 | 615,4 |
| Sociétés non financières | 703,0 | 974,3 | 1 074,4 | 1 093,2 | 1 099,3 | 1 133,2 |
| ≤ 1 an | 254,8 | 397,2 | 402,8 | 387,1 | 379,7 | 403,6 |
| > 1 an | 448,2 | 577,1 | 671,6 | 706,1 | 719,6 | 729,6 |
| Administrations publiques | 641,2 | 803,4 | 833,9 | 892,3 | 983,4 | 1 039,3 |
| ≤ 1 an | 114,9 | 76,8 | 83,6 | 116,6 | 144,7 | 132,8 |
| > 1 an | 526,3 | 726,6 | 750,3 | 775,7 | 838,7 | 906,5 |
| **Crédits obtenus auprès des IF résidentes (2)** | **1057,9** | **1 181,7** | **1 216,4** | **1 257,3** | **1 288,7** | **1 366,9** |
| Ménages et assimilés (1) | 396,7 | 498,3 | 525,6 | 559,6 | 598,6 | 652,9 |
| ≤ 1 an | 17,7 | 31,1 | 33,0 | 34,3 | 35,6 | 37,5 |
| > 1 an | 379,0 | 467,2 | 492,6 | 525,4 | 563,0 | 615,4 |
| Sociétés non financières | 471,8 | 537,9 | 554,2 | 560,8 | 546,5 | 572,9 |
| ≤ 1 an | 154,8 | 169,8 | 156,0 | 144,1 | 138,0 | 144,8 |
| > 1 an | 317,0 | 368,1 | 398,2 | 416,8 | 408,4 | 428,1 |
| Administrations publiques (3) | 189,4 | 145,4 | 136,7 | 136,9 | 143,6 | 141,0 |
| ≤ 1 an | 63,7 | 25,4 | 21,6 | 18,7 | 25,8 | 22,5 |
| > 1 an | 125,7 | 120,1 | 115,1 | 118,2 | 117,8 | 118,5 |
| **Crédits obtenus auprès des non-résidents (4)** | **103,4** | **206,5** | **233,4** | **246,1** | **254,9** | **270,3** |
| **Financements de marchés** | **579,6** | **887,8** | **984,0** | **1 041,8** | **1 137,6** | **1 188,3** |
| Sociétés non financières | 134,1 | 238,1 | 296,3 | 296,1 | 308,1 | 299,0 |
| ≤ 1 an | 20,2 | 56,4 | 56,2 | 42,6 | 34,3 | 35,6 |
| > 1 an | 113,9 | 181,7 | 240,1 | 253,4 | 273,8 | 263,4 |
| Administrations publiques | 445,5 | 649,7 | 687,7 | 745,7 | 829,6 | 889,3 |
| ≤ 1 an | 44,9 | 43,2 | 52,4 | 88,2 | 108,7 | 101,3 |
| > 1 an | 400,6 | 606,5 | 635,2 | 657,5 | 720,9 | 788,0 |
| **Financement monétaire du Trésor public (5)** | **37,6** | **41,1** | **41,6** | **42,1** | **10,2** | **9,0** |

(1) Ménages + institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
(2) IF (Institutions financières) = Institutions financières monétaires (IFM) + Autres intermédiaires financiers (Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Caisse Nationale des Télécommunications (CNT), Comité Interprofessionnel du Logement (CIL), OPCVM non monétaires, fonds communs de créances (FCC)).
(3) Dont dépôts du secteur privé, y compris par l'intermédiaire de La Poste, auprès du Trésor public. Depuis juillet 2003, La Poste a complètement cessé de déposer les fonds de CCP auprès du Trésor public.
(4) Prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe + prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs + crédits commerciaux.
(5) Depuis juillet 2003, les fonds des comptes chèques postaux (CCP) ne sont plus centralisés par le Trésor public et ne constituent donc plus un financement monétaire de ce dernier. La rubrique "Financement monétaire du Trésor public" est donnée pour information. Les montants correspondants sont intégrés aux rubriques de crédits pour le calcul de l'Endettement Intérieur Total.

## TABLEAU J.01-5

### Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP) (encours en fin d'année)

*Source* : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

| | | r 2000 | r 2002 | r 2003 | r 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| **PLACEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RESIDENTS** | | | | | |
| **DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME** | (A) | **972,8** | **1 061,0** | **1 145,1** | **1 235,7** |
| **Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme** | | **743,5** | **840,9** | **906,6** | **976,0** |
| Monnaie fiduciaire | | 43,8 | 29,7 | 33,0 | 36,1 |
| Dépôts à vue | | 318,7 | 359,6 | 361,7 | 384,9 |
| Placements à vue | | 270,7 | 315,6 | 347,1 | 372,2 |
| Dépôts à terme ≤ 2 ans | | 49,5 | 55,1 | 44,1 | 41,7 |
| Dépôts de l'administration centrale | | 7,6 | 12,5 | 39,3 | 44,2 |
| Autres dépôts (à l'étranger...) | | 53,2 | 68,4 | 81,5 | 96,8 |
| **Instruments négociables à court terme** | | **229,4** | **220,1** | **238,6** | **259,7** |
| Titres de créance ≤ 2 ans | | 79,9 | 45,2 | 42,0 | 50,5 |
| Titres d'OPCVM monétaires | | 125,6 | 165,2 | 182,9 | 195,2 |
| Pensions sur titres auprès des IFM | | 2,2 | 2,3 | 1,4 | 1,7 |
| Autres titres à court terme | | 21,7 | 7,4 | 12,2 | 12,2 |
| **PLACEMENTS À MOYEN ET LONG TERMES** | (B) | **4 239,7** | **3 602,8** | **3 962,5** | **4 257,6** |
| **Dépôts à terme > 2 ans** | | **276,1** | **276,5** | **289,0** | **295,8** |
| **Placements de type obligataire** | | **900,7** | **990,1** | **1 055,1** | **1 114,9** |
| Obligations | | 112,9 | 124,4 | 107,9 | 104,7 |
| Autres titres de créance > 2 ans | | 11,5 | 5,7 | 10,5 | 12,3 |
| OPCVM obligataires | | 52,9 | 57,7 | 62,2 | 67,8 |
| OPCVM garantis | | 36,7 | 38,5 | 45,9 | 33,7 |
| Provisions techniques d'assurance-vie | | 686,7 | 763,9 | 828,7 | 896,4 |
| **Placements de type actions et autres participations** | | **3 062,9** | **2 336,2** | **2 618,5** | **2 847,0** |
| Actions cotées | | 610,3 | 338,6 | 383,1 | 358,2 |
| Autres types de parts sociales | | 2 217,5 | 1 799,2 | 2 012,5 | 2 253,5 |
| OPCVM actions | | 97,3 | 57,4 | 69,2 | 76,8 |
| OPCVM diversifiés | | 59,3 | 66,2 | 72,2 | 79,1 |
| Autres OPCVM | | 78,5 | 74,8 | 81,5 | 79,3 |
| **TOTAL DES PLACEMENTS** | (C = A + B ) | **5 212,5** | **4 663,7** | **5 107,7** | **5 493,3** |
| **FINANCEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RÉSIDENTS** | | | | | |
| **Crédits** | (D) | **1 388,2** | **1 503,4** | **1 543,6** | **1 637,2** |
| ≤ 1 an | | 226,3 | 197,0 | 199,4 | 204,8 |
| > 1 an | | 955,4 | 1 060,4 | 1 089,3 | 1 162,0 |
| Crédits auprès des non-résidents | | 206,5 | 246,1 | 254,9 | 270,3 |
| **Financements de marché** | (E) | **887,8** | **1 041,8** | **1 137,6** | **1 188,3** |
| ≤ 1 an | | 99,6 | 130,8 | 143,0 | 136,9 |
| > 1 an | | 788,2 | 911,0 | 994,7 | 1 051,4 |
| **ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens des statistiques monétaires)** | (F = D + E) | **2 276,0** | **2 545,2** | **2 681,3** | **2 825,5** |
| Passage aux statistiques financières | (G) | 433,4 | 498,3 | 536,0 | 556,6 |
| **ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens de la comptabilité nationale)** | (H = F + G) | **2 709,5** | **3 043,5** | **3 217,3** | **3 382,1** |
| **Émissions d'actions et autres parts sociales** | (I) | **3 336,7** | **2 357,3** | **2 710,3** | **2 942,9** |
| Actions cotées | | 1 235,3 | 716,4 | 817,9 | 835,1 |
| Autres types de parts sociales | | 2 101,4 | 1 640,9 | 1 892,4 | 2 107,8 |
| **TOTAL DES FINANCEMENTS** | (J = G + I) | **6 046,2** | **5 400,8** | **5 927,6** | **6 324,9** |

## TABLEAU J.01-6

### Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux)

*Source* : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

| | *r* 2000 | | *r* 2002 | | *r* 2003 | | 2004 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Encours** | Flux | **Encours** | Flux | **Encours** | Flux | **Encours** | Flux |
| **Résidents** | | | | | | | | |
| **ACTIF** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | **28,9** | 0,1 | **32,4** | 0,1 | **32,7** | 0,1 | **32,5** | – 0,4 |
| Numéraire et dépôts | **2 455,0** | 3,8 | **2 713,0** | 153,5 | **2 760,7** | 120,6 | **3 033,6** | 301,0 |
| Titres hors actions | **1 733,1** | 541,6 | **1 887,6** | 717,4 | **2 031,3** | 984,8 | **2 236,2** | 990,2 |
| Crédits | **1 813,3** | 153,0 | **1 998,4** | 85,7 | **2 092,9** | 116,2 | **2 239,2** | 136,9 |
| Actions et titres d'OPCVM | **4 830,2** | 368,3 | **3 863,1** | 180,7 | **4 474,0** | 165,8 | **4 947,7** | 200,5 |
| Provisions techniques d'assurance | **766,5** | 66,6 | **852,4** | 58,1 | **921,8** | 60,2 | **993,2** | 61,3 |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **1 079,1** | 92,7 | **1 171,5** | – 62,8 | **1 153,8** | 0,1 | **1 219,6** | 69,2 |
| **PASSIF ET VALEUR NETTE** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Numéraire et dépôts | **2 589,7** | 44,7 | **2 803,8** | 130,4 | **2 904,9** | 145,3 | **3 232,2** | 357,1 |
| Titres hors actions | **1 698,2** | 574,1 | **1 901,6** | 714,7 | **2 089,7** | 972,9 | **2 308,3** | 996,6 |
| Crédits | **1 734,5** | 152,2 | **1 922,6** | 88,3 | **1 999,5** | 89,7 | **2 138,9** | 135,3 |
| Actions et titres d'OPCVM | **4 710,0** | 260,9 | **3 675,7** | 153,9 | **4 274,9** | 160,3 | **4 731,1** | 152,5 |
| Provisions techniques d'assurance | **768,1** | 66,5 | **854,4** | 58,3 | **923,8** | 60,2 | **995,2** | 61,3 |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **1 067,1** | 98,6 | **1 160,8** | – 66,7 | **1 147,8** | – 2,3 | **1 218,2** | 73,2 |
| **Valeur financière nette** | **138,6** | /// | **199,5** | /// | **126,6** | /// | **78,1** | /// |
| **Solde des opérations sur actifs et passifs financiers** | /// | **29,2** | /// | **53,9** | /// | **21,7** | /// | **– 17,3** |
| **Sociétés non financières** | | | | | | | | |
| **ACTIF** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Numéraire et dépôts | **147,1** | 17,9 | **159,3** | – 10,2 | **175,4** | 17,5 | **187,7** | 12,7 |
| Titres hors actions | **142,9** | 25,5 | **108,0** | 21,1 | **112,9** | 50,6 | **132,0** | 33,5 |
| Crédits | **365,9** | 66,4 | **466,4** | 41,9 | **524,7** | 70,6 | **580,5** | 49,6 |
| Actions et titres d'OPCVM | **2 296,8** | 159,1 | **1 791,5** | 72,8 | **2 050,9** | 46,1 | **2 223,2** | 77,2 |
| Provisions techniques d'assurance | **14,1** | – 0,2 | **15,1** | 0,3 | **15,2** | 0,1 | **16,1** | 0,9 |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **630,0** | 69,5 | **652,4** | – 36,1 | **634,2** | – 24,3 | **657,6** | 23,1 |
| **PASSIF ET VALEUR NETTE** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Numéraire et dépôts | /// | – 0,1 | /// | n. s. | /// | /// | /// | /// |
| Titres hors actions | **254,6** | 36,4 | **311,7** | 6,1 | **342,6** | 42,7 | **359,7** | 22,4 |
| Crédits | **916,6** | 114,3 | **1 045,4** | 57,8 | **1 067,0** | 35,7 | **1 136,6** | 69,3 |
| Actions et titres d'OPCVM | **3 336,7** | 128,5 | **2 357,3** | 73,1 | **2 790,9** | 79,1 | **3 064,1** | 79,1 |
| Provisions techniques d'assurance | **0,0** | – | **0,0** | – | **0,0** | – | **0,0** | – |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **604,4** | 25,3 | **642,4** | – 29,6 | **647,1** | 24,0 | **702,5** | 54,6 |
| **Valeur financière nette** | **– 1 515,6** | /// | **– 1 164,1** | /// | **– 1 334,2** | /// | **– 1 465,8** | /// |
| **Solde des opérations sur actifs et passifs financiers** | /// | **33,8** | /// | **– 17,6** | /// | **– 20,9** | /// | **– 28,3** |
| **Ménages (y compris entrepreneurs individuels)** | | | | | | | | |
| **ACTIF** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Numéraire et dépôts | **824,4** | 3,7 | **864,0** | 30,7 | **900,1** | 38,0 | **945,8** | 45,6 |
| Titres hors actions | **70,8** | 0,3 | **64,2** | – 4,3 | **51,2** | – 10,7 | **49,4** | – 2,0 |
| Crédits | **22,7** | 2,0 | **21,0** | – 2,1 | **24,6** | 3,5 | **20,9** | – 3,7 |
| Actions et titres d'OPCVM | **725,3** | 3,9 | **601,7** | 24,9 | **677,7** | 13,1 | **725,4** | 7,8 |
| Provisions techniques d'assurance | **751,6** | 66,8 | **836,4** | 57,7 | **905,6** | 60,1 | **976,1** | 60,3 |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **85,2** | – 5,4 | **111,8** | 29,0 | **116,9** | 7,3 | **132,6** | 12,7 |
| **PASSIF ET VALEUR NETTE** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Numéraire et dépôts | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Titres hors actions | **0,1** | /// | **0,3** | 0,1 | **0,4** | 0,2 | **0,5** | 0,1 |
| Crédits | **520,6** | 29,0 | **581,7** | 32,7 | **617,8** | 33,7 | **670,9** | 53,1 |
| Actions et titres d'OPCVM | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Provisions techniques d'assurance | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **151,3** | 20,3 | **145,2** | – 24,9 | **119,1** | – 30,1 | **130,8** | 11,7 |
| **Valeur financière nette** | **1 808,1** | /// | **1 771,9** | /// | **1 938,8** | /// | **2 047,9** | /// |
| **Solde des opérations sur actifs et passifs financiers** | /// | **21,9** | /// | **127,8** | /// | **107,4** | /// | **55,9** |

N.B. - Voir note en fin de tableau.

## TABLEAU J.01-6 (suite et fin)

### Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux)

*Source* : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

| | *r* 2000 | | *r* 2002 | | *r* 2003 | | 2004 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Encours** | Flux | **Encours** | Flux | **Encours** | Flux | **Encours** | Flux |
| **Administrations publiques** | | | | | | | | |
| **ACTIF** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Numéraire et dépôts | **63,2** | – 5,5 | **88,3** | 26,8 | **91,7** | 3,4 | **99,6** | 7,9 |
| Titres hors actions | **29,5** | 1,6 | **25,0** | – 9,6 | **24,2** | – 3,5 | **28,0** | 3,0 |
| Crédits | **55,1** | – 7,1 | **55,1** | – 2,8 | **51,0** | – 0,8 | **49,0** | – 2,0 |
| Actions et titres d'OPCVM | **233,0** | 7,1 | **183,0** | 1,9 | **212,4** | 18,4 | **249,8** | 1,9 |
| Provisions techniques d'assurance | **0,4** | n.s. | **0,4** | n.s. | **0,5** | n.s. | **0,5** | /// |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **149,6** | 3,6 | **168,9** | 13,3 | **204,7** | 28,8 | **193,7** | – 7,1 |
| **PASSIF ET VALEUR NETTE** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Numéraire et dépôts | **68,4** | – 7,7 | **69,7** | 5,6 | **54,2** | – 14,9 | **56,5** | 2,3 |
| Titres hors actions | **699,3** | 31,4 | **807,8** | 59,2 | **891,3** | 85,7 | **982,3** | 72,0 |
| Crédits | **159,0** | – 7,0 | **156,0** | 1,7 | **167,4** | 12,0 | **167,0** | – 1,3 |
| Actions et titres d'OPCVM | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Provisions techniques d'assurance | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **111,1** | 4,3 | **133,0** | 12,1 | **171,3** | 30,1 | **161,1** | – 9,1 |
| **Valeur financière nette** | **– 506,9** | /// | **– 645,8** | /// | **– 699,8** | /// | **– 746,3** | /// |
| **Solde des opérations sur actifs et passifs financiers** | /// | **– 21,2** | /// | **– 48,9** | /// | **– 66,5** | /// | **– 60,2** |
| **Reste du Monde** | | | | | | | | |
| **ACTIF** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Numéraire et dépôts | **590,9** | 42,3 | **639,9** | 28,5 | **659,9** | 58,8 | **791,9** | 135,3 |
| Titres hors actions | **586,1** | 203,4 | **827,1** | 260,5 | **989,8** | 343,6 | **1 101,7** | 389,1 |
| Crédits | **157,3** | 38,4 | **215,3** | 26,0 | **223,1** | 21,3 | **250,3** | 26,8 |
| Actions et titres d'OPCVM | **998,1** | 87,3 | **689,7** | 23,4 | **824,2** | 32,5 | **915,9** | 16,0 |
| Provisions techniques d'assurance | **1,6** | – 0,1 | **1,9** | 0,1 | **2,0** | 0,1 | **2,0** | /// |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **72,9** | 4,0 | **70,0** | – 2,4 | **67,0** | – 2,3 | **75,3** | 7,5 |
| **Valeur financière nette** | **138,6** | /// | **199,5** | /// | **126,6** | /// | **78,1** | /// |
| **Solde des opérations sur actifs et passifs financiers** | /// | **29,2** | /// | **53,9** | /// | **21,7** | /// | **– 17,2** |
| **PASSIF ET VALEUR NETTE** | | | | | | | | |
| Or monétaire et DTS (1) | **28,9** | 0,1 | **32,4** | 0,1 | **32,7** | 0,1 | **32,5** | – 0,4 |
| Numéraire et dépôts | **456,3** | 1,4 | **549,1** | 51,6 | **515,8** | 34,1 | **593,2** | 79,2 |
| Titres hors actions | **621,0** | 170,9 | **813,1** | 263,1 | **931,4** | 355,6 | **1 029,6** | 382,7 |
| Crédits | **236,1** | 39,2 | **291,1** | 23,4 | **316,5** | 47,8 | **350,6** | 28,4 |
| Actions et titres d'OPCVM | **1 118,4** | 194,8 | **877,0** | 50,2 | **1 023,3** | 38,1 | **1 132,5** | 64,0 |
| Provisions techniques d'assurance | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Autres comptes à recevoir ou à payer | **84,9** | – 1,9 | **80,7** | 1,5 | **73,0** | 0,1 | **76,6** | 3,5 |

(1) Les flux d'or monétaire ou de Droits de tirages spéciaux (DTS) enregistrés ici correspondent aux échanges entre Banques centrales nationales de ces actifs. Ce sont donc, par construction, des opérations enregistrées entre la Banque centrale nationale et le reste du monde. La monétisation/démonétisation de l'or ou l'allocation/annulation de DTS donne lieu à des flux d'« autres changements de volumes » d'actifs ou de passifs financiers.

## TABLEAU J.01-7

### Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels en 2003 (1) (encours en fin d'année)

*Source* : Insee (Comptes nationaux) — *Unité* : Milliard d'euros

| | | Sociétés non financières | Sociétés financières | Administrations publiques | Ménages | Institutions sans but lucratif | Reste du monde |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** | **A** | **6 067,9** | **6 821,8** | **1 592,0** | **7 037,3** | **66,0** | **2 766,1** |
| **ACTIFS NON FINANCIERS** | | **2 554,5** | **174,5** | **1 007,7** | **4 361,1** | **20,0** | /// |
| **Actifs produits** | | **1 743,4** | **112,9** | **692,7** | **2 427,7** | **15,3** | /// |
| Actifs fixes | | 1 460,3 | 112,9 | 678,0 | 2 325,6 | 15,3 | /// |
| *dont* : Logements | | 382,4 | 37,8 | 40,6 | 2 143,2 | /// | /// |
| Stocks | | 283,1 | /// | 14,7 | 28,3 | /// | /// |
| Objets de valeur | | /// | /// | /// | 73,8 | /// | /// |
| **Actifs non produits** | | **811,1** | **61,6** | **315,0** | **1 933,5** | **4,7** | /// |
| Actifs corporels non produits | | 655,6 | 55,4 | 314,3 | 1 887,2 | 4,7 | /// |
| Actifs incorporels non produits | | 155,5 | 6,2 | 0,7 | 46,3 | /// | /// |
| **ACTIFS FINANCIERS** | | **3 513,4** | **6 647,3** | **584,4** | **2 676,2** | **46,0** | **2 766,1** |
| Or monétaire et DTS (2) | | /// | 32,7 | /// | /// | /// | /// |
| Numéraire et dépôts | | 175,4 | 1 575,2 | 91,7 | 900,1 | 18,3 | 659,9 |
| Titres hors actions | | 112,9 | 1 839,8 | 24,2 | 51,2 | 3,3 | 989,8 |
| Crédits | | 524,7 | 1 492,6 | 51,0 | 24,6 | /// | 223,1 |
| Actions et titres d'OPCVM | | 2 050,9 | 1 508,7 | 212,4 | 677,7 | 24,3 | 824,2 |
| *dont* : Actions cotées | | 237,5 | 463,1 | 63,0 | 80,2 | 1,0 | 395,7 |
| Provisions techniques d'assurance | | 15,2 | 0,4 | 0,5 | 905,6 | 0,1 | 2,0 |
| Autres comptes à recevoir | | 634,2 | 198,0 | 204,7 | 116,9 | /// | 67,0 |
| **PASSIF** | | | | | | | |
| **PASSIFS FINANCIERS** | **B** | **4 847,6** | **6 456,4** | **1 284,1** | **737,4** | **15,2** | **2 892,7** |
| Or monétaire et DTS (2) | | /// | /// | /// | /// | /// | 32,7 |
| Numéraire et dépôts | | /// | 2 850,7 | 54,2 | /// | /// | 515,8 |
| Titres hors actions | | 342,6 | 855,3 | 891,3 | 0,4 | /// | 931,4 |
| Crédits | | 1 067,0 | 136,6 | 167,4 | 617,8 | 10,6 | 316,5 |
| Actions et titres d'OPCVM | **X** | 2 790,9 | 1 479,6 | /// | /// | 4,5 | 1 023,3 |
| *dont* : Actions cotées | | 817,9 | 174,9 | /// | /// | /// | 232,1 |
| Provisions techniques d'assurance | | /// | 923,8 | /// | /// | /// | /// |
| Autres comptes à recevoir | | 647,1 | 210,4 | 171,3 | 119,1 | /// | 73,0 |
| **VALEUR NETTE** | **(C = A - B)** | **1 220,3** | **365,4** | **307,9** | **6 299,9** | **50,9** | **– 126,6** |
| **Fonds propres** | **(D = C + X)** | **4 011,2** | **1 845,0** | **307,9** | **6 299,9** | **55,4** | **896,7** |

(1) Chiffres révisés.
(2) DTS : Droits de tirages spéciaux.

## TABLEAU J.01-8

### Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne (taux d'intérêt nominal annuel)

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France (mis à jour le 30 août 2005)

| | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **LIVRETS D'ÉPARGNE** | | | | | | | | |
| Livret A (Caisses d'Épargne, Poste) et Livret bleu (Crédit mutuel) : | | | | | | | | |
| Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (1) | 4,50 | 2,25 | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 2,25 | 2,25 | 2,00 |
| Plafond de dépôt (francs) (2) | 100 000 | 100 000 | 100 000 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Plafond de dépôt (euros) (2) | /// | /// | /// | 15 300 | 15 300 | 15 300 | 15 300 | 15 300 |
| CODEVI (3) banques et caisses d'épargne : | | | | | | | | |
| Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (1) | 4,50 | 2,25 | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 2,25 | 2,25 | 2,00 |
| Plafond de dépôt (francs) (4) | 30 000 | 30 000 | 30 000 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Plafond de dépôt (euros) (4) | /// | /// | /// | 4 600 | 4 600 | 4 600 | 4 600 | 4 600 |
| Livret jeunes (depuis le 03 mai 1996) : | | | | | | | | |
| Taux d'intérêt (%) (5) | ... | 3,18 | 4,08 | 4,08 | 4,08 | 3,90 | 3,88 | 3,71 |
| Plafond de dépôt (francs) | ... | 10 000 | 10 000 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Plafond de dépôt (euros) | /// | /// | /// | 1 600 | 1 600 | 1 600 | 1 600 | 1 600 |
| Livret d'épargne populaire (6) banques et caisses d'épargne : | | | | | | | | |
| Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (7) | 5,50 | 4,00 | 4,25 | 4,25 | 4,25 | 4,25 | 3,25 | 3,00 |
| Plafond de l'impôt sur le revenu (francs) | 1 890 | 4 170 | 4 200 | 4 260 | /// | /// | /// | /// |
| Plafond de l'impôt sur le revenu (euros) | /// | /// | /// | /// | 660 | 672 | 684 | 696 |
| Plafond de dépôt (francs) (8) | 40 000 | 50 000 | 50 000 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Plafond de dépôt (euros) (8) | /// | /// | /// | 7 700 | 7 700 | 7 700 | 7 700 | 7 700 |
| Livret ordinaire (soumis à l'impôt) Caisses d'Épargne, Poste et banques : | | | | | | | | |
| Taux d'intérêt brut (%) | 4,50 | 2,05 | 2,78 | 2,81 | 2,82 | 2,29 | 2,25 | 2,27 |
| Taux d'intérêt net (%) (9) | 3,63 | 1,54 | 2,09 | 2,11 | 2,12 | 1,72 | 1,69 | 1,68 |
| **ÉPARGNE LOGEMENT (taux avec prime)** (banques et Caisses d'Épargne) | | | | | | | | |
| Compte Épargne-Logement (CEL) (10) : | | | | | | | | |
| Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (11) | 3,50 | 2,25 | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 2,25 | 2,25 | 2,00 |
| Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%) | 3,50 | 2,03 | 2,70 | 2,70 | 2,70 | 2,03 | 2,03 | 1,78 |
| Plafond de prime (francs) (12) | 7 500 | 7 500 | 7 500 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Plafond de prime (euros) (12) | /// | /// | /// | 1 144 | 1 144 | 1 144 | 1 144 | 1 144 |
| Plafond de dépôt (francs) (12) | 100 000 | 100 000 | 100 000 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Plafond de dépôt (euros) (12) | /// | /// | /// | 15 300 | 15 300 | 15 300 | 15 300 | 15 300 |
| Plan Épargne-Logement (PEL) : | | | | | | | | |
| Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (13) | 5,25 | 3,60 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 3,50 | 3,50 | 3,50 |
| Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%) | 5,25 | 3,24 | 4,05 | 4,05 | 4,05 | 3,15 | 3,15 | 3,12 |
| Plafond de prime (francs) (14) | 10 000 | 10 000 | 10 000 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Plafond de prime (euros) (14) | /// | /// | /// | 1 525 | 1 525 | 1 525 | 1 525 | 1 525 |
| Plafond de dépôt (francs) (14) | 400 000 | 400 000 | 400 000 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Plafond de dépôt (euros) (14) | /// | /// | /// | 61 200 | 61 200 | 61 200 | 61 200 | 61 200 |

(1) En 1996 à compter du 1er mars. En 1998, à compter du 16 juin. En 1999, à compter du 1er août. En 2000, à compter du 1er juillet. En 2003, à compter du 1er août. En 2005, à compter du 1er août.
(2) Livret A : plafonné à 15 300 euros (100 000 francs) depuis le 1er novembre 1991 pour les personnes physiques. Livret bleu : plafonné à 15 300 euros (100 000 francs) depuis cette même date, pour les personnes physiques. Pour les livrets bleus détenus par des personnes morales, le plafond est de 500 000 F depuis le 15 décembre 1996.
(3) Codévi : Compte pour le Développement Industriel, institué (loi n° 83-607) à compter d'octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France.
(4) Codévi plafonné à : 4 600 euros (30 000 francs) depuis le 1er octobre 1994 ; 20 000 francs du 1er juillet 1993 au 30 septembre 1994 ; 15 000 francs du 1er novembre 1991 au 30 juin 1993 ; 10 000 francs avant le 31 octobre 1991.
(5) Livret jeune : plafonné à 1 600 euros (10 000 francs) depuis le 3 mai 1996. Le taux de rémunération est librement fixé avec un plancher égal au taux du livret A depuis le 16 juin 1998. Moyenne pondérée des conditions offertes par les principaux établissements de la place. En 2002, moyenne des taux prévalant en août. En 2003, à compter du 1er août. En 2005, taux du mois de juin.
(6) Institué à compter de juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année).
(7) En 1996 à compter du 1er mars. En 1999, à compter du 1er août. En 2000, à compter du 1er juillet. En 2004, à compter du 1er août. En 2005, à compter du 1er août.
(8) Livret d'épargne populaire plafonné à : 7 700 euros (50 000 francs) depuis le 1er août 1999 ; 40 000 francs du 1er novembre 1991 au 31 juillet 1999 ; 30 000 francs avant le 31 octobre 1991. Le taux de rémunération indiqué est un taux minimal auquel peut s'ajouter un complément portant sur la partie des dépôts restée stable au moins 6 mois en cas de perte de pouvoir d'achat.
(9) Net du prélèvement libératoire (optionnel jusqu'en 1995) et des prélèvements sociaux. En 2005, taux du mois de juin.
(10) Le versement de la prime est conditionné à une demande de prêt au logement.
(11) En 1994, à compter du 16 février. En 1998, à compter du 16 juin. En 1999, à compter du 1er août. En 2000, à compter du 1er juillet. En 2003, à compter du 1er août. En 2005, à compter du 1er août.
(12) Compte épargne-logement : plafonné à 15 300 euros (100 000 francs) depuis le 17 mars 1976. Les intérêts versés par les établissements teneur de compte peuvent être augmentés d'une prime lors de l'obtention du prêt d'épargne-logement. Cette prime a été plafonnée à 1 144 euros par opération de prêt (7 500 francs depuis le 17 mars 1976).
(13) En 1990, à compter du 31 juillet. En 1994, à compter du 7 février. En 1997, à compter du 23 janvier. En 1998, à compter du 9 juin. En 1999, à compter du 26 juillet. En 2000, à compter du 1er juillet. En 2003, à compter du 1er août. En 2005, à compter du 1er août.
(14) Plan épargne-logement : plafonné à 61 200 euros (400 000 francs) depuis le 1er avril 1992 ; 300 000 francs avant le 31 mars 1992. Depuis le 1er avril 1992, (décret et arrêté du 4 avril 1992), la durée minimale du plan a été ramenée de 5 à 4 ans et le plafond de 10 ans a été fixé pour la demande des prêts. Les intérêts sont complétés par le versement d'une prime d'état, dans la limite de 1 525 euros (10 000 francs). En 2002, à compter du 12 décembre, l'octroi de la prime d'épargne est subordonné à la contraction d'un prêt immobilier et s'établit à 2/5 des intérêts.

## TABLEAU J.01-9

### Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets (encours en fin d'année)

*Source* : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

| | 1995 | 2000 | 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Dépôts à vue** | **248,8** | **333,5** | **374,0** | **380,9** | **402,4** |
| Total agents non financiers (1) | 237,4 | 318,7 | 359,6 | 361,7 | 384,9 |
| Ménages et assimilés (2) | 136,9 | 170,1 | 187,1 | 202,4 | 212,9 |
| Sociétés non financières | 72,9 | 108,0 | 116,5 | 120,0 | 124,2 |
| Administrations publiques hors administration centrale | 27,6 | 40,6 | 56,0 | 39,2 | 47,8 |
| Autres agents (3) | 11,4 | 14,8 | 14,4 | 19,2 | 17,5 |
| **Dépôts à terme** | **284,4** | **336,3** | **343,7** | **348,9** | **351,9** |
| Dépôts à terme ≤ 2 ans | 63,2 | 56,5 | 60,4 | 49,6 | 45,5 |
| Dépôts à terme > 2 ans | 221,2 | 279,8 | 283,3 | 299,3 | 306,4 |
| Ménages et assimilés | 215,9 | 274,3 | 273,9 | 279,1 | 282,6 |
| *dont* : Plans d'épargne-logement | 114,8 | 190,3 | 205,0 | 216,7 | 224,2 |
| Plans d'épargne populaire | 61,2 | 60,5 | 48,1 | 46,0 | 42,5 |
| Autres | 39,8 | 23,4 | 20,8 | 16,4 | 15,9 |
| Sociétés non financières | 2,9 | 1,7 | 2,4 | 9,9 | 13,1 |
| Administrations publiques hors administration centrale | 0,2 | 0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,0 |
| Autres agents (3) | 0,5 | 3,8 | 6,9 | 10,3 | 10,6 |
| **Comptes sur livrets** | **221,5** | **274,6** | **319,9** | **351,8** | **377,5** |
| Livrets A | 112,3 | 101,1 | 109,8 | 112,2 | 113,5 |
| Livrets bleus | 14,9 | 14,2 | 14,9 | 15,5 | 16,3 |
| Comptes épargne-logement | 21,7 | 27,7 | 33,2 | 36,0 | 38,5 |
| Codévi | 29,5 | 35,9 | 41,1 | 43,2 | 45,7 |
| Livrets d'épargne populaire | 15,3 | 44,5 | 49,5 | 53,8 | 56,7 |
| Livrets jeunes | /// | 5,0 | 5,4 | 5,7 | 6,1 |
| Livrets soumis à l'impôt | 27,8 | 46,1 | 65,9 | 85,3 | 100,7 |

(1) Agents non financiers : ménages et assimilés, sociétés non financières, administrations publiques .
(2) Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
(3) Principalement les sociétés d'assurance et fonds de pension, les OPCVM non monétaires, les entreprises d'investissement et les fonds communs de créance.

## TABLEAU J.01-10

### Principaux taux d'intérêt débiteurs

*Source* : Banque de France — *Unité* : % par an

| | 1995 | | 2000 | | 2003 | | 2004 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Déc. (1) | Moy. | Déc. (1) | Moy. | Déc. (1) | Moy. | Déc. (1) | Moy. |
| Taux au jour le jour | 5,0 | 6,4 | 4,8 | 4,1 | 2,1 | 2,3 | 2,0 | 2,0 |
| Taux interbancaire à 3 mois à Paris (Pibor) | 5,6 | 6,6 | – | – | – | – | – | – |
| Taux interbancaire à 3 mois zone euro (Euribor) | – | – | 4,9 | 4,4 | 2,2 | 2,3 | 2,2 | 2,1 |
| Taux des obligations publiques à 10 ans (Emprunt phare) | 6,7 | 7,5 | 5,0 | 5,4 | 4,3 | 4,1 | 3,6 | 4,1 |
| Taux de base bancaire | 7,5 | 8,1 | 7,1 | 6,7 | 6,6 | 6,6 | 6,6 | 6,6 |
| **Taux des crédits aux entreprises d'une durée :** | | | | | | | | |
| ≤ 1 an | 8,2 | 8,2 | 6,0 | 5,5 | /// | /// | /// | /// |
| > 1 an | 8,2 | 8,3 | 5,9 | 5,4 | /// | /// | /// | /// |
| **Taux des crédits à la consommation** | **12,4** | **12,5** | **9,8** | **9,5** | /// | /// | /// | /// |
| **Taux des crédits à l'habitat à taux fixe** | **9,3** | **9,4** | **7,0** | **6,8** | /// | /// | /// | /// |
| **Taux sur les crédits nouveaux à la clientèle résidente (2)** | | | | | | | | |
| **Crédits aux sociétés non financières** | /// | /// | /// | /// | **3,9** | **4,1** | **3,9** | **4,1** |
| *dont* : Découvert (3) | /// | /// | /// | /// | 3,7 | 3,9 | 3,9 | 3,9 |
| Crédit d'une PFIT ≤ à un an (hors découvert) (4) | /// | /// | /// | /// | 2,9 | 3,0 | 3,1 | 2,9 |
| Crédit d'une PFIT > à un an (4) | /// | /// | /// | /// | 4,3 | 4,5 | 4,1 | 4,5 |
| **Crédits aux ménages** | /// | /// | /// | /// | **5,4** | **5,6** | **5,1** | **5,3** |
| *dont* : Découvert (3) | /// | /// | /// | /// | 11,0 | 10,8 | 10,2 | 10,4 |
| Consommation (hors découvert) | /// | /// | /// | /// | 6,4 | 6,7 | 6,3 | 6,5 |
| Habitat d'une PFIT ≤ à un an (hors découvert) (4) | /// | /// | /// | /// | 3,8 | 4,0 | 3,5 | 3,6 |
| Habitat d'une PFIT > un an (4) | /// | /// | /// | /// | 4,3 | 4,4 | 3,9 | 4,2 |

(1) Moyenne arithmétique simple.
(2) Taux d'intérêt sur les contrats nouveaux. Nouvelles statistiques de taux d'intérêt résultant de la collecte mise en place début 2003. Des séries longues seront publiées ultérieurement.
(3) Découvert : comptes ordinaires débiteurs + créances commerciales (escompte) + affacturage + crédits de trésorerie non échéancés (dont utilisations d'ouvertures de crédits permanents).
(4) PFIT : période de fixation initiale du taux. C'est la période sur laquelle le taux d'un crédit est fixe. PFIT ≤ 1 an : crédits dont le taux est révisable au moins une fois par an + crédits à taux fixe de durée initiale ≤ 1 an. PFIT > 1 an : crédits à taux révisable selon une périodicité supérieure à l'année + crédits à taux fixe de durée initiale > 1 an.

## TABLEAU J.01-11

### Crédits distribués par les institutions financières monétaires (encours en fin d'année)

*Source* : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

| | 1995 | 2000 | 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Répartition par réseau distributeur** | **998,5** | **1 167,8** | **1 258,2** | **1 318,4** | **1 403,7** |
| Métropole + Monaco | | | | | |
| Banques (1) | 552,0 | 875,8 | 947,4 | 984,3 | 1 087,7 |
| Caisse des dépôts et consignations + caisse nationale d'épargne (1) | 174,5 | 102,5 | 102,8 | 115,2 | 102,9 |
| Établissements spécialisés (2) | 244,4 | 174,1 | 190,8 | 200,5 | 195,0 |
| Autres institutions financières monétaires (3) | 27,6 | 15,3 | 17,2 | 18,4 | 18,2 |
| **Répartition par secteur bénéficiaire** | **998,5** | **1 167,8** | **1 258,2** | **1 318,4** | **1 403,7** |
| Secteur privé | 837,9 | 1 045,7 | 1 130,8 | 1 176,2 | 1 264,0 |
| Administrations publiques | 160,6 | 122,1 | 127,4 | 142,2 | 139,7 |

(1) L'ensemble des banques regroupe les établissements adhérents à la Fédération bancaire française. Les données correspondant aux catégories « Banques » et « CDC et Caisse d'épargne » ont été révisées suite au reclassement du réseau des caisses d'épargne au sein des « Banques », en application de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.
(2) Institutions financières spécialisées (IFS) et sociétés financières.
(3) Banque de France, OPCVM monétaires et institutions financières monétaires (IFM) sises outre-mer.

## TABLEAU J.01-12

### Crédits distribués par les établissements de crédit (encours en fin d'année)

*Source* : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

| | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **A- Crédits des établissements de crédit de la métropole** | | | | | | |
| Trésorerie des entreprises (1) et autres agents (2) | 167,2 | 188,6 | 185,0 | 188,3 | 175,3 | 178,4 |
| Exportation | 2,8 | 2,9 | 2,6 | 2,2 | 2,1 | 1,9 |
| Investissement | 293,8 | 327,0 | 342,2 | 350,0 | 357,5 | 371,3 |
| Trésorerie des particuliers | 63,8 | 97,8 | 103,0 | 105,7 | 110,7 | 115,5 |
| Habitat | 333,7 | 407,2 | 430,0 | 457,5 | 500,6 | 555,3 |
| Titres reçus en pension | 4,5 | 14,3 | 14,9 | 14,6 | 18,9 | 20,8 |
| Autres crédits | 50,2 | 42,9 | 41,4 | 42,2 | 35,9 | 40,8 |
| Créances douteuses brutes | 75,9 | 49,7 | 50,3 | 52,8 | 53,0 | 51,7 |
| **B- Crédits des établissements de crédit aux sociétés non financières et aux ménages (3)** | | | | | | |
| **Crédits aux sociétés non financières** | **441,5** | **507,3** | **522,8** | **529,0** | **514,8** | **541,5** |
| Investissement | 144,8 | 178,0 | 193,0 | 201,0 | 207,1 | 216,3 |
| Trésorerie | 124,5 | 164,1 | 163,2 | 162,4 | 136,6 | 144,4 |
| Autres objets | 172,2 | 165,1 | 166,7 | 165,6 | 171,2 | 180,9 |
| **Crédits aux ménages** | **383,0** | **482,5** | **508,9** | **541,8** | **580,5** | **638,9** |
| Habitat | 240,4 | 305,3 | 324,6 | 350,7 | 385,5 | 438,1 |
| Trésorerie | 64,7 | 100,2 | 105,3 | 108,2 | 113,7 | 118,7 |
| Autres objets | 77,9 | 77,1 | 78,9 | 82,8 | 81,3 | 82,1 |

(1) L'agent « entreprises » regroupe les sociétés non financières et les entrepreneurs individuels.
(2) Les « Autres agents » comprennent les entreprises d'assurance et de capitalisation, les administrations publiques et les administrations privées.
(3) Dans une perspective de demande de crédit, les encours incorporent les crédits titrisés.

## TABLEAU J.01-13

### Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna (encours en fin d'année)

*Source* : Institut d'émission des départements d'outre-mer — *Unité* : Millier d'euros

| | 2000 | 2003 | 2004 | | 2000 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **M1** | **19 995** | **27 562** | **30 729** | **Avoirs hors zone d'émission** | **16 576** | **32 774** | **33 948** |
| Circulation fiduciaire | 5 263 | 10 869 | 11 497 | Institut d'émission | 7 282 | 15 218 | 16 027 |
| Dépôts à vue | 14 732 | 16 693 | 19 232 | Établissements de crédit locaux | 9 293 | 17 556 | 17 921 |
| | | | | **Créances sur le Trésor public** | **11 916** | **4 081** | **3 616** |
| **M2 - M1** | **1 450** | **2 807** | **2 774** | | | | |
| | | | | **Concours sur ressources monétaires** | **2 976** | **603** | **1 060** |
| **M3 - M2** | **10 022** | **7 089** | **5 121** | Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux | 11 849 | 12 511 | 12 369 |
| Dépôts à terme | 9 972 | 7 048 | 5 083 | Ressources non monétaires des | | | |
| Bons | 50 | 42 | 38 | établissements de crédit locaux | – 8 874 | – 11 908 | – 11 305 |
| **TOTAL M3** | **31 468** | **37 459** | **38 624** | **TOTAL** | **31 468** | **37 459** | **38 624** |

## TABLEAU J.01-14

### Taux d'intérêt pour la France et différents pays

*Source* : OCDE — %

| | 1985 | 1990 | 1995 | *r* 1999 | *r* 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Taux d'intérêt à long terme (1)** | | | | | | | | | |
| Allemagne | 7,2 | 8,7 | 6,8 | 4,3 | 5,4 | 4,8 | 4,7 | 3,9 | 4,0 |
| États-Unis | 10,6 | 8,6 | 6,9 | 6,2 | 6,1 | 5,6 | 5,3 | 4,8 | 4,9 |
| **France** | **11,9** | **9,9** | **7,7** | **4,9** | **5,9** | **5,4** | **5,3** | **4,3** | **4,2** |
| Italie | 13,7 | 13,5 | 11,8 | 4,7 | 5,6 | 5,2 | 5,0 | 4,3 | 4,3 |
| Japon | 6,5 | 7,0 | 3,2 | 1,7 | 1,7 | 1,3 | 1,3 | 1,0 | 1,5 |
| Royaume-Uni | 11,0 | 11,8 | 8,2 | 5,1 | 5,3 | 4,9 | 4,9 | 4,5 | 4,9 |
| Zone euro | ... | 11,1 | 8,7 | 4,7 | 5,4 | 5,0 | 4,9 | 4,2 | 4,1 |
| **Taux d'intérêt à court terme (2)** | | | | | | | | | |
| Allemagne (3) | 5,4 | 8,5 | 4,5 | 3,0 | 4,4 | 4,3 | 3,3 | 2,3 | 2,1 |
| États-Unis | 8,3 | 8,2 | 5,9 | 5,3 | 6,5 | 3,7 | 1,7 | 1,2 | 1,6 |
| **France (3)** | **9,9** | **10,3** | **6,6** | **3,0** | **4,4** | **4,3** | **3,3** | **2,3** | **2,1** |
| Italie (3) | 15,2 | 12,2 | 10,5 | 3,0 | 4,4 | 4,3 | 3,3 | 2,3 | 2,1 |
| Japon | 6,6 | 7,7 | 1,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Royaume-Uni | 12,2 | 14,8 | 6,7 | 5,4 | 6,1 | 5,0 | 4,0 | 3,7 | 4,6 |
| Zone euro (3) (4) | 9,9 | 10,9 | 6,5 | 3,0 | 4,4 | 4,3 | 3,3 | 2,3 | 2,1 |

(1) Les taux d'intérêt publiés par l'OCDE se réfèrent au rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels. Les durées de long terme sont variables selon les pays. Pour plus de précisions, se reporter aux définitions de l'OCDE, « Principaux indicateurs économiques ».
(2) Les taux d'intérêt à court terme se réfèrent généralement aux taux interbancaires à 3 mois ou aux taux des certificats de dépôts ou des bons du trésor à 3 mois.
(3) Depuis janvier 1999, les taux d'intérêt à court terme sont identiques pour tous les pays de la zone euro.
(4) Avant janvier 1999, taux synthétiques calculés à partir des taux nationaux pondérés par le PIB.

# Chapitre J.02

## Marché financier et Bourse


1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Définitions.

4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces.

2 Capitalisation boursière des valeurs françaises (fin d'année).

3 Transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris.

4A Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre.

4B Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre – Groupes économiques.

5 Marchés dérivés.

6 Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières (fin décembre).

7 Indices internationaux.

8 Cours des principales devises et de l'or - Moyenne annuelle.

## 1
## ○ Présentation

En 2004, avec 77,5 milliards d'euros, les émissions d'actions sont en recul de 11,5 % par rapport à 2003.
Les introductions en bourse de sociétés françaises sur les marchés réglementés sont plus nombreuses : 25 sociétés ont été introduites en 2004 contre 6 en 2003 et 19 sociétés sont admises sur le marché non réglementé (Marché Libre).
Les indices boursiers français terminent l'année en hausse : le CAC 40 progresse de 7,6 % (après + 16,1 % en 2003 et - 33,7 % en 2002), tandis que le le Dow-Jones baisse de 3,6 % (après + 25,3 % en 2003 et - 16,7 % en 2002). Cette remontée des cours en France depuis 2003, ainsi que les efforts réalisés par les autorités boursières visant à renforcer la sécurité financière sur les marchés, a aidé les actionnaires individuels à retrouver le chemin de la confiance et les sociétés le chemin de la bourse.

## 2
## ○ Méthodologie

### Émissions de valeurs mobilières

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, présentée ici, est établie par la Banque de France (Direction des études et statistiques monétaires).
Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, Administrations publiques, Administrations privées).

### Indices des cours des valeurs

• *Indices Marché français*
Les indices, qu'ils soient représentatifs de l'ensemble du marché, d'un secteur d'activité ou d'une population de valeurs spécifiques, sont des instruments essentiels d'une gestion de portefeuille.
Les indices calculés par Euronext Paris sont présentés dans ce chapitre sur la période 1995 à 2004.
Le principal indice de référence est le CAC 40. Il est calculé depuis 1987 et représente la performance des 40 plus grandes valeurs cotées en continu sur le Premier Marché, sélectionnées selon des critères de liquidité et de capitalisation. Il est pondéré depuis le 1er décembre 2003 par la capitalisation flottante, afin de limiter les phénomènes de volatilité occasionnés par une distorsion trop importante entre le poids d'une valeur dans l'indice et la part des capitaux flottants disponibles sur le marché. Le CAC 40 sert de support d'options et de contrats à terme.
L'indice SBF 120 a été créé en 1993 pour compléter et élargir le CAC 40. Il est composé de 120 valeurs sélectionnées parmi les valeurs de taille importante cotées en continu sur le Premier Marché ou sur le Second Marché et selon des critères de rang de liquidité et de rang de capitalisation.
En décembre 1993, un nouvel indice représentatif du niveau des cours des actions cotées, le SBF 250, a été mis au point. Il a remplacé l'indice SBF 240. Il représente les 250 premières capitalisations d'Euronext cotées à Paris parmi les valeurs ayant plus de 5 % de taux de rotation annuelle. Les indices sectoriels sont calculés sur la base de l'échantillon du SBF 250.
Ces indices sont emboîtés, c'est à dire que les valeurs de l'indice CAC 40 vont toutes faire partie de l'indice SBF 120 et les valeurs de l'indice SBF 120 vont toutes faire partie de l'indice SBF 250. L'indice SBF 80 est composé des valeurs du SBF 120 qui n'appartiennent pas au CAC 40.
En mai 1995, a été créé l'indice MIDCAC, représentatif des valeurs moyennes du Premier et du Second Marché.
L'indice du Second Marché est constitué de valeurs cotées sur le Second Marché et l'indice du Nouveau Marché de valeurs cotées sur le Nouveau Marché.
Dans le cadre de la réforme de cote mise en place au début de l'année 2005, Euronext a créé une liste unique, l'Eurolist, qui est constituée des valeurs précédemment cotées sur les Premier, Second et Nouveau Marché et classées par ordre alphabétique. Euronext a également développé une nouvelle gamme d'indices de valeurs moyennes (MidCaps 100, SmallCaps 90, Mid & SmallCaps 19O), qui a été complétée par un indice AllShares comprenant environ 500 valeurs. Un indice NextCAC 20 est également calculé. Les indices Midcap, Second Marché et Nouveau Marché ne sont plus calculés depuis le 1er Juillet 2005.
Pour tous ces indices, trois types sont calculés :
– un indice « nu » calculé avec les cours cotés des valeurs ;
– un indice « global » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, à la date de leur échéance ;
– un indice « net » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, sans avoir fiscal, à la date de leur échéance.
Ces deux derniers indices sont utilisés par les gestionnaires de Sicav et de Fonds communs de placement.
Les indices présentés ici, pour les années 1995 à 2004, sont les moyennes mensuelles des indices de clôture de chaque jour de bourse du mois.

• *Indices marchés étrangers.*
L'Insee ne calcule plus depuis le 1er janvier 1994 d'indice des cours des actions étrangères. Les indices des principales bourses étrangères repris dans le tableau J.02-7 ont été fournis par la Fédération Internationale des Bourses via Euronext.

• *Indices marchés européens.*
Euronext N.V. est la première bourse paneuropéenne née, le 22 septembre 2000, de la fusion des bourses d'actions et de produits dérivés d'Amsterdam (AEX), de Bruxelles (BXS), et de Paris (ParisBourse S.A).
En 2002, Euronext s'est élargie en fusionnant avec BVLP (la bourse portugaise pour les produits d'actions et de dérivés), et en acquérant le Liffe (la bourse de produits dérivés basée à Londres).
Créée en réponse à la mondialisation des marchés et pour offrir aux investisseurs une liquidité accrue tout en réduisant les coûts de transaction, Euronext a déjà réalisé une grande partie de son intégration.
FTSE Group et Euronext se sont alliés pour créer une nouvelle génération d'indices négociables européens : les indices FTSEurofirst. Ils répondent aux besoins exprimés par les investisseurs de disposer d'une plus large couverture, une meilleure liquidité, une négociabilité plus grande et une précision accrue.
La composition de ces indices est la suivante :
– FTSEurofirst 80 : l'indice FTSE Eurobloc, 60 plus grandes valeurs des marchés éligibles (zone Euro) et 20 valeurs choisies au sein des secteurs économiques sous-représentés par rapport à l'univers de l'indice.
– FTSEurofirst 100 : l'indice FTSE Developed Europe, 60 plus grandes valeurs des marchés éligibles (zone Euro + Royaume-Uni) et 40 valeurs choisies au sein des secteurs économiques sous-représentés par rapport à l'univers de l'indice.
La base est 3 000 au 31 décembre 2002. Les indices sont disponibles depuis le 31 décembre 1993.

## 3
## ○ Définitions

### Action

Une action est un titre représentatif d'un titre de propriété sur une société. Elle donne un droit de vote aux assemblées, une part des bénéfices (dividende) et une quote-part de l'actif net éventuel en cas de liquidation.

### Alternext

Alternext est un marché boursier créé sur mesure pour les PME de la zone euro en mai 2005. Marché non réglementé mais régulé par Euronext, il offre des conditions d'accès simplifiées et à coûts réduits pour les PME. Il offre également une information transparente pour les investisseurs.

### Bourse

La bourse est un marché entre une offre et une demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une

valeur mobilière. Elle comprend le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà émis).
En France, il existait plusieurs marchés gérés par Euronext Paris : 3 marchés réglementés (Premier Marché, Second Marché et Nouveau Marché) et 1 marché non réglementé (Marché Libre). Depuis le 21 Février 2005, il n'existe plus qu'un seul marché réglementé, l'Eurolist, un marché non réglementé , le Marché Libre et depuis mai 2005, un marché non réglementé mais régulé, Alternext.
Deux instances assurent le fonctionnement des marchés : l'AMF (Autorité des Marchés Financiers), issue de la fusion du Conseil des Marchés Financiers (CMF) et de la Commission des Opérations de Bourse (Cob) en 2003 et Euronext Paris.

### Capitalisation boursière

Produit du nombre des titres cotés par leur cours boursier.

### Contrat à terme

C'est un produit financier « dérivé » qui engage aujourd'hui un acheteur et un vendeur sur le prix d'un bien qu'ils s'échangeront à une échéance donnée. Ce contrat peut être revendu ou racheté avant la date d'échéance.

### Cotation en Continu

Lorsque le marché est en continu, les ordres d'achat et de vente sont confrontés en continu tout au long d'une plage horaire déterminée. Il y a autant de cours que de rencontres d'offres et de demandes.

### Eurolist d'Euronext

Seul marché réglementé depuis le 21 Février 2005, date à laquelle les Premier, Second et Nouveau Marché ont été réunis dans une liste unique. Les valeurs y sont classées par ordre alphabétique.
Au 31 décembre 2004, la cote d'Euronext Paris était constituée de 787 sociétés dont 124 étrangères.

### Marchés dérivés

Euronext.liffe, la branche internationale des produits dérivés d'Euronext assure l'organisation et le bon fonctionnement du marché des options sur action et indice de Paris (Monep) qui a démarré son activité le 10 septembre 1987. Ce marché des dérivés est placé sous l'autorité de l'Autorité des Marchés Financiers et géré par Euronext Paris SA.
Les instruments financiers à terme admis sur le marché d'Euronext.liffe Paris sont des contrats d'options et des contrats à terme fermes sur valeurs mobilières ou sur paniers et indices de valeurs mobilières.

### Marché Libre

Le Marché Libre est un marché non réglementé ouvert en septembre 1996. Il offre un moyen de diffusion des ordres d'achat et de vente et une facilité de négociation sur des sociétés dont les titres ne sont pas inscrits sur les marchés réglementés d'Euronext.
Au 31 décembre 2004, 245 sociétés sont inscrites sur le Marché Libre.

### Nasdaq (National Association of Securities Dealers Automated Quotation)

Ce marché a été créé aux États-Unis, en 1971, pour permettre aux petites entreprises de collecter des capitaux.

### Nouveau Marché

Créé le 14 février 1996, le Nouveau Marché s'adresse aux entreprises qui ont un projet de développement à financer et un fort potentiel de croissance. Au 31 décembre 2004, 128 sociétés sont inscrites sur le Nouveau Marché, dont 9 valeurs étrangères. Depuis le 21 Février 2005, les valeurs du Nouveau Marché sont intégrées dans la liste unique d'Euronext, l'Eurolist.

### Obligation

Une obligation est un titre de créance à moyen terme dont l'intérêt, fixé ou indexé, est payable par coupons annuels ou lors du remboursement. Elle est elle-même remboursable en une seule fois ou par tranche. Elle est négociable en Bourse. On distingue :
– les obligations émises par les sociétés, les institutions financières et les collectivités locales ;
– les rentes ou autres valeurs d'État ;
– les obligations convertibles ou remboursables en actions non encore converties.

### Option

Une option d'achat donne le droit d'acheter un actif à un prix fixé à l'avance jusqu'à une date donnée. Une option de vente donne le droit de vendre ce même actif dans les mêmes conditions. Les options sont des contrats négociables dans le cadre de marchés réglementés.

### Premier Marché

Le Premier Marché remplace l'appellation « Cote Officielle ». Les titres des sociétés les plus importantes y sont négociés. Au 31 décembre 2004, il comprend 353 sociétés dont 107 sociétés étrangères. Depuis le 21 Février 2005, les valeurs du Premier Marché sont intégrées dans la liste unique d'Euronext, l'Eurolist.

### Réforme de la cote d'Euronext

Depuis le 21 février 2005, les différents compartiments de marché réglementé sont fusionnés et remplacés par une liste unique correspondant à des conditions d'admissions uniques. La cote est classée par ordre alphabétique, les sociétés étant en outre identifiées par un critère de capitalisation.
Par ailleurs les valeurs moyennes bénéficient de dispositifs spécifiques permettant d'accroître leur liquidité et d'améliorer leur suivi en analyse financière ; la gamme d'indices sera renouvelée.

### Second Marché

Créé le 1er Février 1993, le Second Marché accueille des sociétés de taille moyenne à des conditions plus souples que le Premier Marché. Au 31 décembre 2004, il comprend 306 sociétés cotées dont 8 sociétés étrangères. Depuis le 21 Février 2005, les valeurs du Second Marché sont intégrées dans la liste unique d'Euronext, l'Eurolist.

### SRD (Service de règlement différé)

Il permet pour certaines valeurs de différer le paiement ou la livraison au dernier jour de bourse du mois. Ce service donne lieu à une commission.

### Trackers (ou fonds indiciels)

Les trackers sont des fonds cotés dont la performance suit étroitement l'évolution d'un indice. Ils donnent lieu au versement de dividendes sur la base de ceux des valeurs qui composent l'indice.

## 4 ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, de la Société Euronext, de la Fédération internationale des bourses de valeur et de l'Insee.*

### Organismes :

– Euronext Paris.
– AMF – Autorité des Marchés Financiers (ex Cob et CMF)
– Banque de France.
– Fédération internationale des bourses de valeur.

### Sites Internet :

– www.euronext.com, www.alternext.fr,
– www.banque-france.fr,
– www.world-exchanges.org,
– www.monep.fr,
– www.insee.fr

### Publications :

***Euronext***
– Factbook 2004.
***Autorité des Marchés Financiers***
– Notes et études.
– Rapport annuel.
***Autres***
– Rapport annuel, *Conseil national du crédit.*
– « Le dictionnaire technique de la bourse et des marchés financiers, édition 2005-2006 », Jeanne France de Villeneuve, *Soficom*, 2004.

## TABLEAU J.02-1

### Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces

*Sources* : Banque de France
Euronext Paris

*Unité* : Million d'euros

| | r 2003 | | | 2004 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montant effectif | Déductions | Montant net versé | Montant effectif | Déductions | Montant net versé |
| **SELON LA NATURE DE L'ÉMISSION** | | | | | | |
| I. Émissions d'actions et titres assimilés | 87 623 | – | 87 623 | 77 510 | – | 77 510 |
| II. Émissions d'obligations et titres assimilés | 121 342 | 77 868 | 43 474 | 113 150 | 86 129 | 27 021 |
| **TOTAL DES ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES (I + II)** | **208 965** | **77 868** | **131 097** | **190 660** | **86 129** | **104 531** |
| **SELON LA QUALITÉ DE L'ÉMETTEUR** | | | | | | |
| **ACTIONS** | | | | | | |
| Sociétés et quasi-sociétés non financières | 83 834 | – | 83 834 | 75 071 | – | 75 071 |
| Institutions financières | 3 126 | – | 3 126 | 745 | – | 745 |
| Entreprises d'assurance | 616 | – | 616 | 1 625 | – | 1 625 |
| Administrations publiques | 46 | – | 46 | 63 | – | 63 |
| Administrations privées | 1 | – | 1 | 6 | – | 6 |
| **Total** | **87 623** | **–** | **87 623** | **77 510** | **–** | **77 510** |
| **OBLIGATIONS** | | | | | | |
| Sociétés et quasi-sociétés non financières | 19 243 | 21 223 | - 1 980 | 3 886 | 21 302 | - 17 416 |
| Institutions financières | 19 110 | 22 070 | - 2 960 | 21 247 | 23 903 | - 2 656 |
| Entreprises d'assurance | 250 | 120 | 130 | 200 | – | 200 |
| Administrations publiques | 82 739 | 34 455 | 48 284 | 87 817 | 40 924 | 46 893 |
| **Total** | **121 342** | **77 868** | **43 474** | **113 150** | **86 129** | **27 021** |

## TABLEAU J.02-2

### Capitalisation boursière des valeurs françaises (fin d'année)

*Source* : Euronext Paris

*Unité* : Million d'euros

| | 1981 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ACTIONS : | | | | | | | | |
| Premier marché | 34 722 | 243 712 | 349 813 | 1 463 029 | 1 258 118 | 884 238 | 1 024 326 | 1 093 098 |
| Second marché | – | 21 179 | 22 955 | 53 506 | 46 136 | 37 284 | 42 747 | 47 742 |
| Nouveau marché | – | – | – | 24 275 | 15 011 | 6 813 | 7 904 | 6 197 |
| **Total** | **34 722** | **264 891** | **372 768** | **1 540 810** | **1 319 265** | **928 334** | **1 074 978** | **1 147 037** |
| OBLIGATIONS : | | | | | | | | |
| Premier marché | 92 166 | 394 685 | 628 912 | 776 511 | 792 970 | 816 557 | 807 731 | 813 769 |
| Second marché | – | 892 | 1 137 | 2 337 | 1 767 | 1 420 | 1 019 | – |
| Nouveau marché | – | – | – | 219 | 331 | 224 | 147 | – |
| **Total** | **92 166** | **395 577** | **630 049** | **779 067** | **795 068** | **818 201** | **808 897** | **813 769** |
| **Total des valeurs** | **126 888** | **660 468** | **1 002 817** | **2 319 877** | **2 114 333** | **1 746 535** | **1 883 875** | **1 960 806** |

## TABLEAU J.02-3

### Transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris (1)

*Source* : Euronext Paris

*Unité* : Million d'euros

| | 1981 | 1990 | 1995 | (2) 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Actions | 7 227 | 105 141 | 157 734 | 1 176 213 | 1 202 530 | 1 164 802 | 974 258 | 1 082 059 |
| Obligations | 13 200 | 471 005 | 858 590 | 50 411 | 45 011 | 21 129 | 8 243 | 8 925 |
| **Total** | **20 427** | **576 146** | **1 016 324** | **1 226 624** | **1 247 541** | **1 185 931** | **982 501** | **1 090 984** |

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au premier marché (règlement mensuel et comptant) et au second marché.
(2) Depuis 1996, il concerne également les actions inscrites au nouveau marché et, depuis 1997, les obligations inscrites au nouveau marché.

## TABLEAU J.02-4A

### Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre

*Source* : Euronext Paris

| | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | Variation 2004 / 2003 % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeurs françaises** | | | | | | | | |
| Base 1 000 au 31-12-1987 | | | | | | | | |
| CAC 40 | 1 871,97 | 5 958,32 | 5 926,42 | 4 624,58 | 3 063,91 | 3 557,90 | 3 821,16 | 7,40 |
| Base 1 000 au 31-12-1990 | | | | | | | | |
| SBF 120 | 1 283,50 | 4 052,58 | 4 022,53 | 3 176,04 | 2 148,59 | 2 510,37 | 2 715,25 | 8,16 |
| Ensemble SBF 250 | 1 232,86 | 3 810,86 | 3 771,25 | 2 981,35 | 2 053,26 | 2 411,51 | 2 634,12 | 9,23 |
| MIDCAC | 999,06 | 2 283,15 | 2 477,28 | 1 923,46 | 1 414,48 | 1 882,79 | 2 290,81 | 21,67 |
| SECOND MARCHÉ | 1 283,00 | 2 436,78 | 2 817,02 | 2 279,82 | 1 840,59 | 2 216,32 | 2 739,25 | 23,59 |
| NOUVEAU MARCHÉ | /// | 2 974,58 | 2 904,40 | 1 082,91 | 509,53 | 642,91 | 661,57 | 2,90 |
| **Valeurs européeennes** | | | | | | | | |
| Base 3 000 au 31-12-2002 | | | | | | | | |
| FTSEurofirst 100 | /// | 5 593,40 | 5 462,33 | 4 519,97 | 3 000,00 | 3 285,92 | 3 481,41 | 5,95 |
| FTSEurofirst 80 | /// | 5 827,15 | 5 882,31 | 4 673,49 | 3 000,00 | 3 440,10 | 3 700,89 | 7,58 |

## TABLEAU J.02-4B

### Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre
### Groupes économiques

*Source* : Euronext Paris — *Unité* : Indice SBF 250, base 1 000 au 31 décembre 2001

| Groupes économiques | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| Ressources | 981,15 | 1 000 | 838,93 | 912,70 | 1 009,51 |
| Industries de base | 1 044,35 | 1 000 | 773,42 | 903,34 | 1 085,72 |
| Industries généralistes | 1 328,56 | 1 000 | 623,90 | 815,69 | 952,83 |
| Biens de consommation cycliques | 1 245,31 | 1 000 | 887,82 | 1 116,50 | 1 184,13 |
| Biens de consommation non cycliques | 1 100,90 | 1 000 | 802,96 | 790,83 | 866,34 |
| Services cycliques | 1 240,04 | 1 000 | 509,41 | 609,09 | 658,93 |
| Services non cycliques | 1 570,36 | 1 000 | 555,84 | 701,33 | 670,27 |
| Services aux collectivités | 1 215,91 | 1 000 | 640,93 | 628,99 | 777,65 |
| Sociétés financières | 1 188,34 | 1 000 | 792,57 | 984,63 | 1 124,58 |
| Technologies de l'information | 1 936,14 | 1 000 | 400,06 | 618,63 | 569,41 |

## TABLEAU J.02-5

### Marchés dérivés

*Source* : Euronext Paris — *Unité* : Volume en millier de contrats

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Produits dérivés sur action** | | | | | |
| Options sur action échéances courtes | 78 996,4 | 148 707,4 | 201 056,7 | 145 165,9 | 183 760,3 |
| Options sur action échéances longues | 10 438,0 | 29 622,9 | 45 109,2 | 29 321,5 | 47 103,3 |
| **Produits dérivés sur indice** | | | | | |
| Contrats à terme | | | | | |
| CAC 40 | 18 249,9 | 22 923,6 | 26 411,3 | 29 319,6 | 24 058,5 |
| Contrats d'option | | | | | |
| CAC 40 | 84 036,8 | 107 251,4 | 84 342,7 | 73 668,1 | 63 152,3 |
| **Produits dérivés sur matières premières** | | | | | |
| Contrats à terme | | | | | |
| Maïs | 27,7 | 57,7 | 98,7 | 91,0 | 71,1 |
| Colza | 115,8 | 135,7 | 165,5 | 174,5 | 191,6 |
| Blé meunier | 33,0 | 57,2 | 107,6 | 114,8 | 160,2 |
| Contrats d'option | | | | | |
| Colza | 5,3 | 7,6 | 9,8 | 7,0 | 7,6 |
| Blé meunier | – | – | 1,7 | 7,6 | 7,6 |

## TABLEAU J.02-6

### Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières (fin décembre)

*Source* : World Federation of Exchanges

*Unité* : Milliard de dollars

| | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 577,4 | 1 086,7 | 1 432,2 | 1 270,2 | 1 071,7 | 686,0 | 1 079,0 | 1 194,5 |
| Amsterdam | 286,7 | 600,5 | 695,2 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Euronext (1) | /// | /// | /// | 2 271,7 | 1 889,5 | 1 538,7 | 2 076,4 | 2 441,3 |
| Hong-kong | 303,7 | 343,6 | 609,1 | 623,4 | 506,1 | 463,1 | 714,6 | 861,5 |
| Italie | 209,5 | 566,0 | 728,2 | 768,4 | 527,5 | 477,1 | 614,8 | 789,6 |
| Londres | 1 346,6 | 2 372,7 | 2 855,4 | 2 612,2 | 2 164,7 | 1 856,2 | 2 460,1 | 2 865,2 |
| Nasdaq | 1 159,9 | 2 243,7 | 5 204,6 | 3 597,1 | 2 739,7 | 1 994,5 | 2 844,2 | 3 532,9 |
| New-York Stock Exchange | 5 654,8 | 10 277,9 | 11 437,6 | 11 534,5 | 11 026,6 | 9 015,3 | 11 329,0 *r* | 12 707,6 |
| Paris | 500,0 | 984,9 | 1 496,9 | /// | /// | /// | /// | /// |
| Taïwan | 187,2 | 260,5 | 376,5 | 247,6 | 292,9 | 261,3 | 379,1 | 441,4 |
| Tokyo | 3 545,3 | 2 439,5 | 4 463,3 | 3 157,2 | 2 264,5 | 2 069,3 | 2 953,1 | 3 557,7 |
| Toronto | 366,3 | 543,4 | 789,2 | 766,2 | 611,5 | 570,2 | 888,7 | 1 177,5 |
| Zurich | 398,1 | 701,6 | 693,1 | 792,3 | 625,9 | 547,0 | 727,1 | 826,0 |

(1) Euronext comprend : Euronext Amsterdam, Euronext Brussels, Euronext Lisbon et Euronext Paris.

## TABLEAU J.02-7

### Indices internationaux

*Source* : World Federation of Exchanges

| | | Base | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| AEX | Amsterdam | 45,38 au 02/01/1983 | 322,7 | 337,7 | 348,1 |
| BEL 20 | Bruxelles | 1 000 au 12/12/1990 | 2 025,0 | 2 244,2 | 2 932,60 |
| CAC 40 | Paris | 1 000 au 31/12/1987 | 3 063,9 | 3 557,9 | 3 821,20 |
| PSI 20 | Lisbonne | 3 000 au 31/12/1992 | 5 824,7 | 6 747,4 | 7 600,20 |
| DAX | Allemagne | 100 au 31/12/1987 | 2 892,6 | 3 965,2 | 4 256,10 |
| Korea composite | Corée | 100 au 04/01/1972 | 627,6 | 810,7 | /// |
| Hang Seng Index | Hong-kong | 100 au 31/07/1964 | 9 321,3 | 12 575,9 | 14 230,10 |
| MIB 30 | Italie | 10 000 au 31/12/1992 | 23 886,0 | 26 715,0 | 30 903,00 |
| LUxX | Luxembourg | 1 000 au 04/01/1999 | 789,7 | 1 018,9 | 1 292,20 |
| FTSE 100 | Londres | 1 000 au 03/01/1984 | 3 940,4 | 4 476,9 | 4 814,30 |
| IBEX 35 | Madrid | 3 000 au 31/12/1989 | 6 036,9 | 7 737,2 | 9 080,80 |
| Nasdaq Composite | Nasdaq | 100 au 02/02/1971 | 1 335,5 | 2 003,4 | /// |
| Dow Jones | New-York | 100 au 02/10/1931 | 8 341,6 | 10 453,9 | 10 080,00 |
| OMX | Stockholm | 125 au 30/09/1986 | 493,2 | 636,3 | 741,9 |
| RTX | Russie | 1000 au 08/10/1997 | 588,0 | 1 019,0 | 996,7 |
| Nikkei 225 | Tokyo | 1000 au 16/05/1949 | 8 579,0 | 10 676,6 | /// |
| TSE 300 | Toronto | 1000 au 03/01/1977 | 6 614,5 | 8 220,9 | /// |
| DJ Euro STOXX 50SM | Zone euro | 1 000 au 31/12/1991 | 2 386,4 | 2 760,7 | 2 951,20 |
| SMI | Suisse | 1 500 au 30/06/1988 | 4 630,8 | 5 487,8 | 5 693,20 |

## TABLEAU J.02-8

### Cours des principales devises et de l'or - moyenne annuelle

*Sources* : Eurostat, Banque centrale européenne, Banque de France, Euronext Paris

*Unité* : Euro

| | Unité | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Cours libre de l'or (1) : | | | | | | |
| Lingot d'un kg | 1 lingot | 9 732,32 | 9 791,43 | 10 571,65 | 10 330,53 | 10 150,00 |
| Pièces françaises de 20 F (2) | 1 pièce | 55,23 | 55,81 | 60,35 | 59,03 | 59,00 |
| Cours de devises étrangères (3) : | | | | | | |
| Australie | 1 AUD | 1,5894 | 1,7325 | 1,7366 | 1,7384 | 1,7539 |
| Canada | 1 CAD | 1,3712 | 1,3867 | 1,4828 | 1,5821 | 1,6483 |
| Danemark | 1 DKK | 7,4538 | 7,4522 | 7,4305 | 7,4307 | 7,4381 |
| États-Unis | 1 USD | 0,9240 | 0,8957 | 0,9449 | 1,1309 | 1,3604 |
| Japon | 1 JPY | 99,53 | 108,73 | 118,07 | 130,97 | 141,03 |
| Norvège | 1 NOK | 8,1137 | 8,0489 | 7,5101 | 7,9995 | 8,2435 |
| Royaume-Uni | 1 GBP | 0,6095 | 0,6219 | 0,6288 | 0,6919 | 0,7100 |
| Suède | 1 SEK | 8,4154 | 9,2557 | 9,1591 | 9,1244 | 9,0155 |
| Suisse | 1CHF | 1,5577 | 1,5104 | 1,4672 | 1,5207 | 1,5440 |

(1) Dernier cours au 30 juillet 2004 suite à l'arrêt de la cotation de l'or.
(2) 5,806 grammes d'or fin.
(3) Parités fixes des monnaies de la zone Euro (sauf Grèce) depuis le 1er janvier 1999 soit : Allemagne (1,9558), Autriche (13,7603), Belgique (40,340), Espagne (166,386), Finlande (5,9457), France (6,55957), Irlande (0,7876), Italie (1936,27), Pays-Bas (2,2037), Portugal (200,482). Parité fixe pour la Grèce au 1er janvier 2001 : 340,75.

# Chapitre J.03

## Finances publiques


1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Définitions.

4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Exécution des lois de finances.

2 Dette de l'État (situation en fin d'année).

3 Prélèvements obligatoires des Administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total.

4 Prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés.

5 Dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes).

6 Recettes fiscales du budget général.

7 Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis - France entière.

8 Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu en 2003.

9 Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national.

10 Opérations de fonctionnement des régions, départements et communes.

11 Opérations d'investissement des régions, départements et communes.

12 Intercommunalité : nombre de groupements par région au 1er janvier 2005 – France entière.

## 1

## ❍ Présentation

En 2004, le besoin de financement des Administrations publiques se réduit pour atteindre 60,1 milliards d'euros soit 3,6 points de PIB (4,2 points de PIB en 2003). La réduction du déficit public en 2004 s'explique par une croissance moins forte de la dépense (+ 3,6 % après + 4,2 % en 2003) et celle, plus soutenue, des recettes (+ 4,7 % contre + 2,2 % en 2003), notamment des recettes fiscales (+ 6,2 % contre + 1,5 % en 2003) tirée par l'amélioration conjoncturelle. Le poids des dépenses publiques se réduit légèrement (53,5 points de PIB contre 53,7 en 2003). Le poids de la dette des Administrations publiques continue sa progression : de 62,8 points à la fin de l'année 2003 à 64,7 points de PIB fin 2004.

En 2004, les prélèvements obligatoires augmentent légèrement, atteignant 43,4 points de PIB (après 43,1 en 2003). Ils croissent à un rythme un peu plus rapide que celui du PIB en valeur (+ 4,8 % contre 4,0 %). Plusieurs éléments expliquent cette croissance significative. L'accélération conjoncturelle stimule les recettes les plus réactives aux inflexions de l'activité. Ainsi, l'impôt sur les sociétés est en très forte croissance (+ 12,4 %). De même, la vigueur de la consommation des ménages induit une forte croissance des recettes de TVA (+ 6,1 %). Les recettes de la fiscalité locale bénéficient du dynamisme des prix immobiliers et croissent sous l'effet de hausses de taux. En matière sociale, les taux de certaines cotisations sociales (régimes de retraite complémentaires) augmentent. Enfin, la mise en place de la contribution de solidarité d'une journée de travail supplémentaire rapporte 1 milliard d'euros à la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

Le besoin de financement de l'État se réduit fortement en 2004 pour atteindre 52,2 milliards d'euros, après 62,2 milliards d'euros en 2003, essentiellement sous l'effet de la progression soutenue des recettes fiscales. Le périmètre des dépenses et recettes change substantiellement par rapport à 2003 avec d'une part, la budgétisation du Forec et d'autre part, la décentralisation du RMI. Hors changement de périmètre, les dépenses progressent à un rythme ralenti de 2,3 % en raison principalement de la modération salariale.

L'État finance sous forme de transferts en capital différents Odac (Organismes divers d'Administration centrale) pour une somme de 4,2 milliards d'euros. Ces transferts, qui pèsent sur le déficit de l'État, ont un effet opposé sur la capacité de financement des Odac. Avec la soulte versée par EDF et la Cogema au CEA (1,6 milliard d'euros) pour le démantèlement des installations de Marcoule et de Pierrelatte, ils expliquent la progression de cette capacité de financement (+ 9,9 milliards d'euros contre + 4,9 milliards d'euros en 2003).

Pour la première fois depuis 1995, les collectivités locales sont en déficit (- 1,9 milliard d'euros). Malgré une progression vigoureuse, induite notamment par l'augmentation de la fiscalité locale, la croissance des recettes (+ 7 %, + 4,3 % hors transfert de TIPP) ne suffit pas à compenser celle des dépenses (+ 8,5 % au total, + 5,5 % hors transfert de la charge du RMI), tirée par l'investissement (+ 7,1 %), les subventions (poursuite de la régionalisation des transports ferroviaires) et les dépenses de fonctionnement (+ 6 %).

Le déficit des Administrations de sécurité sociale se détériore à nouveau, passant de 9,8 milliards d'euros en 2003 à 15,9 milliards d'euros en 2004. Cette dégradation s'explique essentiellement par la forte croissance des dépenses (+ 4,5 %), notamment des dépenses de santé, des prestations familiales (mise en place de la Paje) et des dépenses d'investissement (montée en charge rapide du plan hôpital). Dans le même temps, la progression modérée de la masse salariale bride la croissance des cotisations sociales en dépit des hausses de taux (cf. supra).

L'ancrage de l'intercommunalité à fiscalité propre dans le paysage institutionnel local s'est encore approfondi en 2004. 64 nouveaux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont venus s'ajouter aux 2 461 recensés l'année précédente portant leur effectif total à 2 525 au 1er janvier 2005.

En France (Métropole + Dom), 88 % des communes soit 32 311 sont désormais membres d'un EPCI, c'est-à-dire d'une communauté de communes, d'une communauté d'agglomération, d'une communauté urbaine ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle. Elles regroupent 84 % de la population totale, soit 52,2 millions d'habitants. La couverture du territoire par des structures intercommunales à fiscalité propre est donc en passe d'être achevée.

## 2

## ❍ Méthodologie

### L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

***Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice.***

L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une comptabilité de gestion (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations) ; ainsi se trouvent décrites, pour chaque année, des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un solde de l'exécution des lois de finances (signe moins dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe plus dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses opérations de trésorerie (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).

C'est au contraire dans l'optique de la comptabilité d'exercice que sont analysées, en détail, les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.

Les tableaux sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la direction générale de la Comptabilité publique et publiée mensuellement au Journal officiel.

### L'exécution des budgets 2003 des régions, des départements et des communes

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.

Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. À la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.

À la différence du compte administratif qui se limite à la transcription de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.

Les budgets locaux s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année dont toutefois le 31 décembre est prolongé fictivement jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour les opérations de fonctionnement, de manière à permettre le rattachement à la gestion des opérations déjà engagées.

**La section de fonctionnement** retrace toutes les opérations concernant l'exploitation (la gestion courante des services).

Y sont inscrits notamment :

#### 1) En produits

– les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'État, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers ;

### 2) En charges

– les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).

Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. La section de fonctionnement fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'équipement. Il figure, à ce titre, dans la section d'investissement qui inclut également d'autres recettes telles que les subventions et les emprunts.

**La section d'investissement** retrace toutes les opérations en capital (les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine).

Y figurent :

### 1) En recettes

– « l'autofinancement brut » dégagé par la section de fonctionnement ;

– des recettes constituées pour l'essentiel par des « subventions » et des « emprunts ».

### 2) En dépenses

– les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations) ;

– les dépenses indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées...).

La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement selon les résultats de l'année.

Les comptes de fonctionnement et d'investissement retracent, après élimination de toutes les opérations comptables d'ordre, les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.

Les comptes des régions proviennent des comptes définitifs des régions de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, payeurs régionaux. Les comptes des départements proviennent des comptes de gestion définitifs des départements de métropole et d'outre-mer tenus par les payeurs départementaux, comptables du Trésor. Les instructions comptables applicables aux régions restent la M 51. La M 71 est expérimentée par les régions métropolitaines depuis le 1er janvier 2005, pendant deux ans (cycle budgétaire complet) ; pour les régions d'outre-mer, l'expérimentation débutera à compter du 1er janvier 2006. Les départements ont adopté la M 52 depuis le 1er janvier 2004. Les comptes des communes proviennent des comptes de gestion définitifs des communes de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, trésoriers municipaux. L'instruction comptable applicable aux communes est, depuis 1997, la M 14, qui tend à se rapprocher du Plan Comptable Général.

### Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :

– les impôts directs, perçus au profit du budget général, qui comprennent les impôts établis par voie de rôles (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires ;

– les impôts directs locaux, perçus au profit des régions, des départements, des communes, EPCI et de divers établissements ou fonds, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent les taxes foncières, la taxe d'habitation (supprimée pour les régions depuis 2000), la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

## 3

## ❍ Définitions

### Autofinancement brut

L'autofinancement brut est égal à l'excédent des produits réels de fonctionnement de l'exercice sur les charges réelles de fonctionnement de l'exercice. Ce solde constitue la capacité d'autofinancement des investissements, capacité qui a pu n'être que partiellement utilisée au cours de l'exercice.

### Budget par nature des charges

La présentation par nature des charges du budget général est établie à partir de la présentation administrative du budget de l'État. Elle distingue pour les dépenses de fonctionnement des services : les dépenses de rémunérations et celles de matériel. En ce qui concerne les dépenses d'intervention, on a, les interventions sociales (concours à divers régimes de sécurité sociale, allocations aux adultes handicapés, fonds national de solidarité, anciens combattants), économiques (emploi, logement, subventions à la SNCF) et diverses (subventions aux collectivités locales, actions culturelles et éducatives, formation professionnelle).

### Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades)

Établissement public créé en 1996 dans le cadre de la réforme de la protection sociale, il est destiné, en particulier, à recueillir le prélèvement de 0,5 % sur l'ensemble des revenus appelé au remboursement de la dette sociale (CRDS).

### Collectivités territoriales (régime administratif)

Au sens de l'article 72 de la Constitution, les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les régions, les collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer. En 1982, le régime administratif des collectivités locales a été modifié par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui supprime toute forme de tutelle, sur les décisions des collectivités locales.

Le statut particulier de la Corse a été renforcé par la loi n° 91 428 du 13 mai 1991. La Corse n'est plus juridiquement une région au sens de collectivité locale, mais une collectivité territoriale à statut unique. Ce statut lui confère d'importantes compétences nouvelles et des ressources fiscales indirectes en partie étrangères à celles des régions du continent.

La région Île-de-France comporte également des spécificités budgétaires depuis que la région a succédé au District de la Région parisienne.

### Comptes spéciaux du Trésor

Comptes distincts du budget général, retraçant des dépenses et des recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (comptes d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (comptes de prêts par exemple).

### Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)

En vigueur depuis le 1er février 1996 pour une durée de dix-huit ans, les recettes de cet impôt servent à rembourser progressivement la dette de la Sécurité sociale. Son taux est de 0,5 %. Il concerne :

– la totalité des revenus d'activité ;

– la quasi-totalité des revenus de remplacement (allocations chômage, retraites, allocations logement, indemnités de licenciement...) à l'exception des minima sociaux (RMI), minimum vieillesse et des prestations familiales (en 1996 seulement) ;

– la quasi-totalité des revenus de placement (y compris ceux de l'épargne logement), à l'exception des revenus des livrets A et assimilés.

### Contribution sociale généralisée (CSG)

Instituée par la loi de finances pour 1991, elle est destinée à financer les régimes de protection sociale. Elle porte sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus de capitaux mobiliers soumis au prélèvement libératoire et sur les revenus du patrimoine. Son taux de 1,1 % a été relevé à 2,4 % au 1er juillet 1993, à 3,4 % au 1er janvier 1997 et à 7,5 % depuis 1998 (le taux des cotisations sociales des salariés passe en contrepartie de 5,5 % à 0,75 %). La réforme de l'assurance maladie adoptée en août 2004 prévoit :

– un élargissement de l'assiette de la CSG assise sur les salaires ;

– un relèvement de 0,4 point du taux de la CSG portant sur les pensions de retraite des retraités imposables ;
– un relèvement de 0,7 point du taux de la CSG portant sur les revenus financiers.

### Dépenses de fonctionnement

Elles comprennent notamment les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers.

### Dépenses d'investissement (dépenses en capital)

Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les bâtiments, les travaux ainsi que le remboursement en capital de la dette.

### Dépenses ordinaires

Ce sont les dépenses de fonctionnement et d'intervention.

### Dette de l'État

Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis (cf. tableau J.03-2).
Par ailleurs, le traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er novembre 1993, a défini cinq critères de convergence que les États membres doivent respecter pour passer à la monnaie unique, l'Euro. Deux critères sont relatifs à la maîtrise des déficits publics : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des Administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB (cf. Méthodologie du chapitre I.01 et tableau I.01-16).

### Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'État aux collectivités locales sera compensé par un transfert de ressources.
La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'État et pour le solde par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.
Depuis le 1er janvier 2004, la quasi totalité de la DGD a été intégrée dans la dotation globale de fonctionnement (DGF).

### Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.
Ce versement inconditionnel et non affecté est effectué chaque année par l'État aux communes, départements, et à leurs regroupements.

### Dotation régionale d'équipement scolaire (Dres) Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)

À compter du 1er janvier 1986, les dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors dépenses pédagogiques et de personnel restant de la compétence de l'État) des établissements scolaires du second degré sont prises en charge par la région pour les lycées et établissements de niveau équivalent, par le département pour les collèges.
Si le transfert de compétences en matière de fonctionnement est financé dans le cadre de la DGD versée aux collectivités locales, en matière d'investissement il entraîne, conformément aux articles 16 et 17 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, la création :
– d'une dotation régionale d'équipement scolaire attribuée aux régions en fonction de critères objectifs reflétant la capacité d'accueil des établissements (lycées) et l'évolution de la population scolarisable ;
– d'une dotation départementale d'équipement des collèges attribuée aux départements à partir d'enveloppes régionales définies selon les mêmes critères que ci-dessus (appliqués aux collèges), par l'intermédiaire de la conférence des présidents de conseils généraux ou, à défaut d'accord, par le préfet de région.

### Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux organismes territoriaux pour la première fois en 1979.
Son montant est réévalué en fonction de la progression du PIB et de l'inflation, selon un mode de prélèvement et de répartition fixé chaque année par la loi de finances.
La loi de finances pour 2004 a rénové l'architecture des concours financiers de l'État en globalisant plusieurs dotations et compensations fiscales au sein de la DGF. Cette dernière a ainsi vu son montant multiplié par deux. Depuis 2004, la DGF est versée comme auparavant aux communes, aux groupements et aux départements mais également aux régions.

### Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus d'un an contractés pendant l'exercice.

### Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet le remboursement par l'État aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.
Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement sur recettes de l'État.

### Impôts directs et indirects

Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA).

### Intérêts des emprunts

Ce sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins d'un an qui fait partie, non des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie et qui peut également donner lieu à des paiements d'intérêts.

### Loi de finances

• *Initiale.* Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.
• *Rectificative (appelée aussi « collectif »).* Loi modifiant en cours d'exercice les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.
• *De règlement.* Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par des lois de finances rectificatives.

### Opérations

*À caractère définitif.* Opérations effectuées sans espoir de récupération des sommes en jeu. Exemple : paiement de traitement ou de pension, investissement routier, etc.
*À caractère temporaire.* Prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.

### Prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires sont les impôts et cotisations sociales effectives reçues par les Administrations publiques et les institutions européennes. Cotisations sociales et impôts sont comptabilisés pour leurs montants dus, mais les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables.

## 4

## ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction générale des Impôts, la direction générale de la Comptabilité publique, la direction de la Prévision et la direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.*

### Organismes :

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
- Direction générale des Impôts.
- Direction générale de la Comptabilité publique.
- Direction générale de l'Insee.
- Direction générale du Trésor et de la politique économique.

**Sites Internet :**

– www.finances.gouv.fr
– www.colloc.minefi.gouv.fr
– www.francetresor.gouv.fr
– www.interieur.gouv.fr
– www.insee.fr

**Publications :**

***Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie***

***- Direction du Budget***

*Notes bleues de Bercy :*

– « Principales orientations de finances publiques pour 2006-2008, et enjeux du PLF 2006 », n° 295, août 2005 ;
– « Les comptes des régions 2003 », n° 286, mars 2005.

***- Direction générale de la Comptabilité publique***

– « Les comptes des régions 2003 ».
– « Les comptes des communes 2003 » .
– « Les comptes des départements 2003 ».

***- Direction générale des Impôts***

– Annuaire statistique, Collection « *Secteur public local* » ;
– Rapport du conseil des Impôts.

***- Insee***

*Insee-Première :*

– « Les comptes financiers de la Nation en 2004 », n° 1019, mai 2005 ;
– « Les comptes des Administrations publiques en 2004 – Une amélioration globale grevée par les soldes sociaux », n° 1018, mai 2005 ;
– « Les comptes de la Nation en 2004 », n° 1017, mai 2005.

***Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales***

***- Direction générale des Collectivités locales, département des études et des statistiques locales***

– « Intercommunalité : une dynamique renforcée dans un cadre juridique rénové », bilan au 1er janvier 2005.
– « Guide statistique de la fiscalité directe locale 2004 : statistiques fiscales, collectivités locales, 2005.

*Bulletin d'informations statistiques :*

– « Les budgets primitifs des collectivités locales en 2005 », n° 49, novembre 2005 ;
– « La fiscalité directe locale en 2005 : une évolution contrastée selon les collectivités », n° 48, septembre 2005.

***Autres***

– « Finances publiques européennes : une réforme politiquement acceptable du Pacte de stabilité et de croissance, *Revue d'économie financière*, n° 79, 2005.
– « L'évolution des prélèvements obligatoires - Finances publiques : scénarios pour demain », *Revue française de finances publiques*, n° 87, septembre 2004.

## TABLEAU J.03-1

### Exécution des lois de finances (1)

*Source* : Lois de règlement. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie — *Unité* : Million d'euros

| | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OPÉRATIONS DÉFINITIVES : | | | | | | | | | |
| **Budget général (2) :** | | | | | | | | | |
| Dépenses | 161 411,5 | 195 428,1 | 243 425,1 | 263 243,5 | 262 340,2 | 268 669,5 | 280 099,7 | 280 820,0 | 290 893,0 |
| Recettes | 137 857,5 | 180 731,8 | 197 080,3 | 230 430,0 | 233 025,3 | 237 064,4 | 230 112,7 | 224 105,0 | 245 484,0 |
| **Solde** | **– 23 554,0** | **– 14 696,2** | **– 46 344,8** | **– 32 813,4** | **– 29 314,9** | **– 31 605,1** | **– 49 987,0** | **– 56 715,0** | **– 45 409,0** |
| **Comptes d'affectation spéciale (opérations définitives) :** | | | | | | | | | |
| Dépenses | 1 680,8 | 1 999,5 | 6 113,7 | 9 358,1 | 5 536,5 | 6 787,0 | 10 134,2 | 6 563,0 | 9 176,0 |
| Recettes | 1 743,7 | 2 195,9 | 6 432,9 | 9 845,3 | 5 863,0 | 6 941,1 | 10 405,6 | 6 150,0 | 9 253,0 |
| **Solde** | **63,0** | **196,4** | **319,2** | **487,2** | **326,5** | **154,1** | **271,4** | **– 413,0** | **77,0** |
| **Ensemble des opérations définitives** | | | | | | | | | |
| Dépenses | 163 092,2 | 197 427,6 | 249 538,8 | 272 601,6 | 267 876,7 | 275 456,5 | 290 233,9 | 287 383,0 | 300 069,0 |
| Recettes | 139 601,2 | 182 927,7 | 203 513,2 | 240 275,4 | 238 888,4 | 244 005,5 | 240 518,3 | 230 255,0 | 254 737,0 |
| **Solde** | **– 23 491,0** | **– 14 499,9** | **– 46 025,6** | **– 32 326,2** | **– 28 988,3** | **– 31 451,0** | **– 49 715,6** | **– 57 128,0** | **– 45 332,0** |
| OPÉRATIONS TEMPORAIRES | | | | | | | | | |
| **Solde** | **– 811,0** | **– 399,1** | **– 3 166,8** | **921,6** | **– 137,7** | **– 575,7** | **420,6** | **182,0** | **677,0** |
| **Solde général d'exécution (hors FMI)** | **– 24 302,1** | **– 14 899,0** | **– 49 192,4** | **– 31 404,6** | **– 29 126,0** | **– 32 026,7** | **– 49 295,0** | **– 56 946,0** | **– 43 881,0** |
| **Solde général d'exécution (hors FMI et hors Fonds de stabilisation des changes)** | **– 23 368,1** | **– 14 200,8** | **– 49 234,3** | **– 31 404,6** | **– 29 151,8** | **– 32 038,9** | **– 49 296,3** | **– 56 946,0** | **– 43 881,0** |

(1) Hors FMI.
(2) Hors remboursements et dégrèvements fiscaux.

## TABLEAU J.03-2

### Dette de l' État (situation en fin d'année)

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Agence France Trésor/Direction générale de la comptabilité publique (SROT) — *Unité* : Milliard d'euros

| | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dette négociable (1)** | **208,5** | **431,4** | **583,0** | **616,3** | **653,3** | **717,2** | **787,7** | **832,9** |
| Dette à long terme (OAT) (2) | 124,7 | 270,5 | 395,1 | 419,1 | 442,5 | 477,8 | 511,5 | 552,0 |
| Dette à moyen terme (BTAN) | 62,0 | 115,9 | 154,3 | 154,1 | 158,4 | 151,2 | 167,5 | 183,8 |
| Dette à court terme (BTF) | 21,8 | 44,9 | 33,7 | 43,0 | 52,4 | 88,2 | 108,7 | 97,1 |
| **Dette non négociable (valeur nette)** | **63,2** | **65,0** | **70,5** | **67,2** | **70,5** | **56,2** | **39,7** *r* | **39,8** |
| Engagements de l'État | 12,1 | 10,4 | 3,4 | 2,6 | 2,1 | 0,9 | 0,9 | 0,9 |
| Bons du trésor sur formules | 4,6 | 1,6 | 2,0 | 1,8 | 1,4 | 0,6 | 0,2 | 0,1 |
| Bons souscrits par des organismes internationaux | 5,8 | 9,0 | 10,3 | 12,1 | 11,2 | 10,5 | 9,1 | 9,8 |
| Dépôts des correspondants du Trésor | 49,3 | 58,3 | 74,2 | 68,5 | 66,2 | 71,2 | 56,6 | 58,2 |
| Divers | 2,6 | 5,2 | 4,0 | 3,7 | 3,1 | 2,9 | 2,6 | 2,7 |
| Créances + solde du compte de l'État à la Banque de France (-) | – 11,3 | – 19,5 | – 23,4 | – 21,5 | – 13,5 | – 29,9 | – 29,7 | – 31,9 |
| **Total de la dette de l'État** | **271,7** | **496,4** | **653,5** | **683,5** | **723,8** | **773,4** | **827,4** | **872,6** |

(1) Hors intérêts courus non échus.
(2) Y compris provisions pour indexation du capital des OAT indexées à partir de 1998.

## TABLEAU J.03-3

### Prélèvements obligatoires des Administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total

*Sources* : Insee, Comptes de la Nation - base 2000
Années 2005 et 2006 : Rapport économique, social et financier PLF 2006 (1)

*Unité* : % de PIB

| | *r* 1995 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *r* 2004 | (2) 2005 | (2) 2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **État** | **15,9** | **17,4** | **16,5** | **16,1** | **15,5** | **15,2** | **16,3** | **16,0** | **14,8** |
| *dont* : Cotisations sociales | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,4 |
| **Organismes divers d'administration centrale** | **0,4** | **0,7** | **0,7** | **0,7** | **0,9** | **0,9** | **1,0** | **1,0** | **1,1** |
| *dont* : CRDS | – | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| **Administrations publiques locales** | **5,4** | **5,5** | **5,2** | **5,0** | **4,9** | **5,0** | **5,3** | **5,6** | **5,8** |
| **Administrations de sécurité sociale** | **20,2** | **20,8** | **21,1** | **21,4** | **21,4** | **21,6** | **20,5** | **20,9** | **22,1** |
| *dont* : CSG | 1,2 | 4,0 | 4,1 | 4,1 | 4,0 | 4,0 | 4,0 | 4,1 | 4,2 |
| *dont* : Cotisations sociales | 18,1 | 15,8 | 15,6 | 15,6 | 15,7 | 15,9 | 15,8 | 15,9 | 16,0 |
| **Institutions européennes** | **0,8** | **0,6** | **0,6** | **0,6** | **0,5** | **0,4** | **0,3** | **0,3** | **0,3** |
| **Total** | **42,7** | **44,9** | **44,1** | **43,8** | **43,1** | **43,1** | **43,4** | **43,9** | **44,0** |

(1) PLF : Projet de loi de finances.
(2) Prévisions.

## TABLEAU J.03-4

### Prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés

*Source* : Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE 1965-2004

*Unité* : % du PIB

| | *r* 1990 | *r* 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne (1) | 35,7 | 38,2 | 37,4 | 37,0 | 37,1 | 37,7 | 37,8 | 36,8 | 36,0 | 36,2 |
| Belgique | 43,2 | 44,8 | 45,0 | 45,4 | 46,2 | 45,7 | 45,7 | 45,9 | 46,4 | 45,8 |
| Danemark | 47,1 | 49,4 | 49,9 | 49,8 | 50,1 | 51,5 | 49,6 | 49,9 | 48,9 | 49,0 |
| Espagne | 33,2 | 32,8 | 32,6 | 33,5 | 34,0 | 35,0 | 35,2 | 35,0 | 35,6 | 35,8 |
| **France** | **43,0** | **43,9** | **45,0** | **45,2** | **45,0** | **45,7** | **45,2** | **44,9** | **44,0** | **44,2** |
| Grèce | 29,3 | 32,4 | 40,2 | 34,0 | 35,9 | 36,9 | 38,2 | 36,6 | 35,9 | 35,9 (2) |
| Irlande | 33,5 | 32,8 | 32,8 | 32,2 | 31,7 | 31,9 | 32,2 | 30,1 | 28,4 | 30,0 |
| Italie | 38,9 | 41,2 | 42,7 | 44,2 | 42,5 | 43,3 | 43,2 | 43,0 | 42,6 | 43,4 |
| Luxembourg | 40,8 | 42,3 | 42,4 | 41,5 | 40,2 | 40,1 | 40,2 | 40,7 | 41,8 | 41,6 |
| Pays-Bas | 42,9 | 41,9 | 41,6 | 41,9 | 40,0 | 41,4 | 41,2 | 39,8 | 39,2 | 38,8 |
| Portugal | 29,2 | 33,6 | 34,4 | 34,7 | 34,9 | 36,0 | 36,4 | 35,6 | 33,9 | 33,9 (2) |
| Royaume-Uni | 36,5 | 35,0 | 34,7 | 35,3 | 36,4 | 36,7 | 37,4 | 37,2 | 35,8 | 35,3 |
| Suède | 53,2 | 48,5 | 50,4 | 51,7 | 52,1 | 52,4 | 53,8 | 51,9 | 50,2 | 50,8 |
| États-Unis | 27,3 | 27,9 | 28,3 | 28,7 | 29,3 | 29,4 | 29,9 | 28,9 | 26,5 | 25,4 |
| Japon | 30,2 | 27,8 | 27,7 | 28,0 | 27,0 | 26,4 | 27,1 | 27,4 | 25,8 | 15,3 |
| Moyenne UE (à 15) | 39,4 | 40,3 | 41,3 | 41,1 | 41,1 | 41,7 | 41,8 | 41,2 | 40,6 | 40,6 (2) |
| **Ensemble OCDE** | **34,8** | **35,9** | **36,5** | **36,5** | **36,5** | **37,0** | **37,2** | **36,8** | **36,3** | **36,3 (2)** |

(1) Allemagne réunifiée à partir de 1991.
(2) Montants de 2002.

## TABLEAU J.03-5

### Dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes)

*Source* : Lois de règlement — *Unité* : Million d'euros

| | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses ordinaires :** | | | | | | | | | |
| Dette publique et garanties | 14 999,5 | 23 010,3 | 37 789,1 | 39 902,6 | 39 253,2 | 39 918,9 | 41 251,7 | 40 797,0 | 41 104,0 |
| Pouvoirs publics | 394,4 | 532,4 | 604,2 | 710,1 | 731,9 | 755,6 | 796,2 | 813,0 | 830,0 |
| Rémunérations et charges sociales | 41 789,3 | 51 792,7 | 64 645,9 | 71 990,8 | 73 075,5 | 74 684,3 | 77 877,4 | 78 267,0 | 75 469,0 |
| *dont* : civiles | 33 545,2 | 42 245,1 | 52 892,3 | 59 061,5 | 60 000,6 | 61 431,6 | 63 946,2 | 63 988,0 | 61 040,0 |
| Pensions | 14 680,8 | 18 779,3 | 24 094,9 | 28 000,3 | 29 332,7 | 30 450,2 | 31 848,4 | 33 335,0 | 35 168,0 |
| Subventions de fonctionnement | 4 732,6 | 5 301,7 | 7 436,3 | 8 276,8 | 8 588,1 | 8 946,5 | 9 235,0 | 9 280,0 | 8 567,0 |
| Matériel, entretien et charges diverses de fonctionnement | 7 642,0 | 10 371,1 | 11 263,8 | 10 736,2 | 11 008,5 | 11 256,4 | 12 212,4 | 12 341,0 | 18 413,0 |
| Interventions économiques | 18 887,4 | 16 973,5 | 25 920,8 | 26 803,6 | 22 355,0 | 21 127,2 | 19 709,9 | 17 880,0 | 33 716,0 |
| Interventions sociales | 24 987,2 | 25 131,5 | 27 244,9 | 29 733,5 | 30 745,0 | 30 280,7 | 32 932,0 | 32 345,0 | 27 159,0 |
| Autres interventions | 10 273,1 | 14 712,9 | 17 533,9 | 21 406,7 | 20 835,5 | 24 120,6 | 26 096,5 | 26 943,0 | 19 290,0 |
| **Total des dépenses ordinaires** | **138 386,2** | **166 605,4** | **216 533,7** | **237 560,7** | **235 925,2** | **241 540,4** | **251 959,5** | **252 001,0** | **259 716,0** |
| **Dépenses en capital :** | | | | | | | | | |
| Investissements civils directs | 4 732,5 | 5 429,6 | 3 790,3 | 3 414,4 | 3 358,6 | 3 769,7 | 3 996,0 | 4 081,0 | 4 132,0 |
| Subventions d'investissements civils | 8 163,9 | 8 837,8 | 11 708,7 | 11 748,9 | 12 367,4 | 12 534,4 | 12 811,5 | 12 918,0 | 14 666,0 |
| Réparations des dommages de guerre | 1,7 | 0,3 | – | – | – | – | – | – | – |
| Équipement militaire | 10 127,2 | 14 554,9 | 11 392,4 | 10 519,4 | 10 689,0 | 10 825,1 | 11 331,9 | 11 820,0 | 12 379,0 |
| **Total des dépenses en capital** | **23 025,3** | **28 822,6** | **26 891,4** | **25 682,8** | **26 415,0** | **27 129,2** | **28 139,4** | **28 819,0** | **31 177,0** |
| **Total du budget général (dette brute)** | **161 411,5** | **195 428,1** | **243 425,1** | **263 243,5** | **262 340,3** | **268 669,6** | **280 098,9** | **280 820,0** | **290 893,0** |

## TABLEAU J.03-6

### Les recettes fiscales du budget général

*Source* : Direction du Budget — *Unité* : Million d'euros

| | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Impôts directs** | | | | | | | | | |
| Impôt sur le revenu (1) | 32 204,5 | 40 094,7 | 45 287,9 | 50 860,3 | 53 253,2 | 53 457,7 | 49 992,7 | 53 754,0 | 53 887,0 |
| Autres impôts perçus par voie de rôles | 2 775,5 | 3 496,6 | 7 836,8 | 8 234,2 | 8 269,3 | 9 195,4 | 8 763,2 | 4 623,0 | 4 415,0 |
| Impôt sur les sociétés (recettes brutes) (1) | 13 351,3 | 25 389,6 | 22 997,8 | 41 380,5 | 45 147,2 | 49 241,5 | 47 173,2 | 48 470,0 | 50 513,0 |
| Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers | 5 193,6 | 4 802,8 | 2 271,9 | 1 733,7 | 1 723,9 | 2 196,7 | 2 092,9 | 1 808,0 | 1 702,0 |
| Taxes sur les salaires | 3 783,0 | 5 036,9 | 6 774,1 | 7 304,1 | 7 588,9 | 8 017,6 | 8 333,7 | 8 539,0 | 9 015,0 |
| Autres impôts directs | 1 969,3 | 2 252,9 | 2 607,6 | 3 842,5 | 5 231,3 | 6 980,7 | 6 492,2 | 6 482,0 | 6 902,0 |
| **Total** | **59 277,4** | **81 073,5** | **87 776,2** | **113 355,3** | **121 213,7** | **129 089,6** | **122 847,9** | **123 676,0** | **126 434,0** |
| **Impôts indirects** | | | | | | | | | |
| Enregistrement, timbre et bourse | 7 795,5 | 11 834,2 | 12 210,4 | 13 989,9 | 14 426,4 | 13 136,6 | 12 784,1 | 12 584,0 | 19 631,0 |
| Taxe intérieure sur les produits pétroliers | 12 680,3 | 17 504,8 | 21 851,6 | 24 649,5 | 24 270,6 | 23 408,9 | 23 962,4 | 24 303,0 | 20 025,0 |
| Autres produits des douanes | 1 679,4 | 1 785,0 | 1 747,4 | 1 581,5 | 1 765,7 | 1 664,6 | 1 560,6 | 1 496,0 | 2 104,0 |
| Taxe sur la valeur ajoutée (recettes brutes) | 69 031,8 | 95 343,3 | 102 021,5 | 128 277,9 | 133 265,4 | 136 496,7 | 138 499,7 | 142 132,0 | 155 641,0 |
| Droits de consommation sur les tabacs | 2 261,1 | 2 947,4 | 6 286,8 | 6 327,7 | 480,2 | 0,9 | 0,5 | – | 2 385,0 |
| Autres droits indirects | 1 943,0 | 2 185,2 | 417,9 | 670,0 | 757,8 | 1 756,4 | 1 896,3 | 1 760,0 | 3 905,0 |
| **Total** | **95 391,0** | **131 599,9** | **144 535,5** | **175 496,6** | **174 966,2** | **176 464,1** | **178 703,6** | **182 275,0** | **203 691,0** |
| **Total des recettes fiscales brutes** | **154 668,4** | **212 673,4** | **232 311,7** | **288 851,9** | **296 179,9** | **305 553,7** | **301 551,5** | **305 951,0** | **330 125,0** |
| Remboursement et dégrèvements fiscaux | – 15 058,9 | – 28 879,9 | – 33 871,7 | – 50 176,5 | – 56 132,9 | – 60 706,9 | – 61 329,4 | – 66 134,0 | – 64 472,0 |
| **Total des recettes fiscales nettes** | **139 609,5** | **183 793,4** | **198 440,0** | **238 675,4** | **240 047,0** | **244 846,8** | **240 222,1** | **239 817,0** | **265 653,0** |

(1) Y compris fraction de la contribution représentative du droit de bail recouvré avec l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés depuis 1999.

## TABLEAU J.03-7

### Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis - France entière

*Source* : Direction générale des impôts (état n°1913) — *Unité* : Million d'euros

| | 1990 | 1995 | 2000 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT | | | | | | |
| **Impôt sur le revenu et contributions représentatives droit de bail** | **42 732,4** | **45 336,4** | **53 084,7** | **51 024,1** | **52 920,6** | **52 869,1** |
| Rôles établis au titre de l'année précédente | 39 286,3 | 42 113,0 | 50 210,3 | 48 322,3 | 50 026,0 | 49 774,1 |
| Rôles établis au titre des années antérieures | 3 446,1 | 3 186,5 | 2 838,9 | 2 655,7 | 2 848,1 | 3 048,3 |
| Retenue à la source sur indemnités des élus locaux | /// | 36,9 | 35,5 | 46,2 | 46,5 | 46,6 |
| **Impôt sur les sociétés et contributions représentatives droit de bail (1)** | **27 297,5** | **26 066,3** | **49 974,6** | **51 628,3** | **48 589,1** | **50 186,5** |
| **Impôts divers (1)** | **5 231,7** | **7 896,1** | **10 176,6** | **11 525,8** | **10 867,2** | **11 632,5** |
| Taxe sur les salaires (taux normaux et majorés) | 5 040,6 | 6 827,7 | 7 647,5 | 8 392,5 | 8 636,7 | 8 975,9 |
| Autres impôts (2) | 191,2 | 1 068,4 | 2 529,1 | 3 133,4 | 2 230,4 | 2 656,6 |
| **Produits divers du budget (3)** | **118,9** | **84,3** | **247,6** | **236,8** | **227,0** | **233,7** |
| **Total des impôts directs d'État** | **75 380,6** | **79 383,1** | **113 483,5** | **114 415,0** | **112 603,8** | **114 921,8** |
| IMPÔTS DIRECTS LOCAUX | | | | | | |
| **Taxes principales (4)** | **28 675,1** | **42 078,5** | **50 274,8** | **50 261,6** | **52 293,7** | **54 463,4** |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | 7 004,3 | 10 851,9 | 13 873,8 | 14 994,3 | 15 886,1 | 16 583,1 |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 1 173,4 | 863,8 | 832,1 | 871,9 | 897,8 | 920,9 |
| Taxe d'habitation | 7 217,4 | 9 220,0 | 11 431,5 | 11 444,7 | 12 116,8 | 12 698,5 |
| Taxe professionnelle | 13 280,0 | 21 142,8 | 24 137,4 | 22 950,7 | 23 392,9 | 24 260,9 |
| **Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements, des communes, groupements de communes et de divers établissements ou fonds (4)** | **3 144,7** | **4 189,5** | **5 374,4** | **5 959,4** | **6 412,1** | **6 778,7** |
| **Sommes revenant à l'État sur les impôts directs locaux** | **2 219,5** | **3 636,5** | **4 380,3** | **4 437,8** | **4 685,6** | **4 808,1** |
| **Total des impôts directs locaux** | **34 039,3** | **49 904,5** | **60 029,5** | **60 658,8** | **63 391,4** | **66 050,1** |
| **Total impôts directs** | **109 419,8** | **129 287,6** | **173 513,1** | **175 073,8** | **175 995,2** | **180 971,9** |

(1) Montants émis et versements spontanés. Impôts cogérés par la DGI et le Direction générale de la Comptabilité publique (DGCP) en 2004.
(2) Le montant comprend essentiellement la cotisation minimale de taxe professionnelle et la taxe sur les locaux à usage de bureaux.
(3) Y compris les sommes revenant à l'État sur les prélèvements sociaux et les contributions sociales.
(4) Non compris les sommes revenant à l'État.

## TABLEAU J.03-8

### Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu en 2003 (1)

Répartition par tranche de revenu fiscal de référence

*Source* : Direction générale des Impôts (état n° 1921) — *Unité* : Million d'euros

| Tranches de revenu fiscal de référence (euro) | (2) Total des revenus déclarés | | (3) Charges déclarées | | (4) Revenu fiscal de référence | | Nombre de contribuables | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Imposables | Non imposables | Imposables | Non imposables | Imposables | Non imposables | Imposables | Non imposables |
| 0 à 7 500 | 1 900,7 | 65 290,0 | 94,2 | 948,9 | 616,7 | 37 642,7 | 185 121 | 10 132 517 |
| 7 501 à 9 000 | 9 105,6 | 23 630,1 | 99,8 | 312,2 | 6 064,5 | 15 254,7 | 719 214 | 1 880 688 |
| 9 001 à 10 500 | 19 137,6 | 20 398,6 | 223,4 | 240,2 | 12 958,9 | 13 357,1 | 1 353 038 | 1 386 947 |
| 10 501 à 12 000 | 22 598,5 | 18 337,9 | 286,3 | 198,0 | 15 395,2 | 12 247,0 | 1 397 673 | 1 093 336 |
| 12 001 à 13 500 | 24 828,5 | 14 112,5 | 328,8 | 140,5 | 16 947,3 | 9 509,0 | 1 353 749 | 750 676 |
| 13 501 à 15 000 | 26 944,3 | 8 983,5 | 349,4 | 85,4 | 18 426,6 | 6 162,9 | 1 311 281 | 434 382 |
| 15 001 à 19 000 | 67 784,8 | 13 020,7 | 870,8 | 110,8 | 47 053,7 | 9 184,5 | 2 788 762 | 549 643 |
| 19 001 à 23 000 | 69 347,9 | 6 365,9 | 810,2 | 51,9 | 48 456,4 | 4 633,2 | 2 321 851 | 224 197 |
| 23 001 à 31 000 | 109 779,0 | 3 778,8 | 1 239,9 | 36,7 | 77 272,1 | 2 942,1 | 2 885 062 | 113 671 |
| 31 001 à 39 000 | 71 511,8 | 1 337,8 | 793,6 | 16,1 | 51 044,4 | 1 108,3 | 1 450 608 | 32 053 |
| 39 001 à 78 000 | 121 035,0 | 1 637,2 | 1 456,9 | 22,4 | 87 762,1 | 1 436,0 | 1 647 939 | 28 783 |
| Plus de 78 000 | 91 202,5 | 417,0 | 1 493,0 | 10,1 | 69 824,5 | 412,6 | 375 714 | 2 980 |
| **Total** | **635 176,2** | **177 310,1** | **8 046,2** | **2 176,2** | **451 822,3** | **114 084,1** | **17 790 012** | **16 629 873** |

(1) Situation des rôles concernant la dernière émission de décembre 2004.
(2) Hors revenus exonérés, déficits globaux antérieurs des années, plus-values imposées en sursis de paiement et revenus exceptionnels ou différés au quotient.
(3) Charges déductibles du revenu, non compris les déficits antérieurs reportables.
(4) À compter de 2003, la notion de revenu net imposable est remplacée par la notion de revenu fiscal de référence.

## TABLEAU J.03-9

### Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national

*Source* : Direction générale des Impôts (état n° 1921)

*Unité* : Million d'euros

| Année des revenus (1) | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | (3) 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Revenus nets imposables :** | | | | | | | |
| imposables | 269 478,8 | 317 269,9 | 365 316,7 | 382 886,2 | 400 537,6 | 419 984,2 | 451 822,3 |
| non imposables | 73 659,9 | 83 290,4 | 90 517,4 | 94 892,0 | 102 341,7 | 106 967,9 | 114 084,1 |
| **Nombre de contribuables :** | | | | | | | |
| imposables | 14 296 524 | 15 474 244 | 16 989 818 | 17 258 821 | 17 310 679 | 17 592 545 | 17 790 012 |
| non imposables | 13 732 940 | 15 110 886 | 15 444 602 | 15 663 743 | 16 053 544 | 16 303 583 | 16 629 873 |
| Montant de l'impôt net (2) | 42 279,0 | 42 805,4 | 47 947,6 | 48 137,8 | 45 875,9 | 46 040,7 | 48 152,5 |

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis en N et N+1.
(2) Contribuables imposables.
(3) À compter de 2003, la notion de revenu net imposable est remplacée par la notion de revenu fiscal de référence.

## TABLEAU J.03-10

### Opérations de fonctionnement des régions, départements et communes

*Source* : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Million d'euros

**RÉGIONS**

| Charges | 2000 | 2002 | 2003 | Produits | 2000 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Achats et charges externes | 362,8 | 532,2 | 777,4 | Transferts reçus (2) | 2 828,3 | 4 238,0 | 4 506,1 |
| Frais de personnel | 398,0 | 471,9 | 521,0 | *dont* : Participations de l'État | | | |
| Impôts et taxes, reversements et restitutions | 10,4 | 39,0 | 67,3 | hors DGF-DGD et FCDR (3) | 1 686,0 | 1 505,0 | 1 931,6 |
| Transferts versés (1) | 4 337,5 | 5 926,0 | 6 101,1 | DGF-DGD et FCDR (3) | 947,7 | 2 469,0 | 2 574,5 |
| Charges financières | 484,6 | 385,0 | 326,2 | Impôts et taxes | 7 130,2 | 7 757,0 | 7 956,8 |
| *dont* : Intérêts des emprunts | 412,4 | 342,6 | 282,4 | *dont* : Impôts locaux | 3 948,2 | 3 017,0 | 3 065,8 |
| Autres charges diverses | 167,4 | 198,0 | 203,0 | Attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes | 3 182,0 | 4 740,0 | 2 927,9 |
| | | | | Ventes, prestations et autres produits | 2,0 | 2,0 | 1,8 |
| **Total des charges** | **5 760,8** | **7 552,0** | **7 995,8** | Autres produits courants non financiers | 152,6 | 190,0 | 77,2 |
| | | | | Produits courants financiers | 55,2 | 66,0 | 66,0 |
| **Autofinancement brut** | **4 416,2** | **4 711,0** | **4 619,9** | Produits exceptionnels | 8,6 | 12,0 | 7,9 |
| | | | | **Total des produits** | **10 177,0** | **12 264,0** | **12 615,8** |

**DÉPARTEMENTS**

| Charges | 2000 | 2002 | 2003 | Produits | 2000 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Achats et charges externes | 10 839,2 | 11 386,5 | 12 020,0 | Ventes, prestations et autres produits | 81,5 | 88,8 | 95,4 |
| Frais de personnel | 4 216,6 | 4 874,2 | 5 267,9 | Transferts reçus (4) | 8 738,2 | 11 531,8 | 12 661,4 |
| Impôts et taxes, reversements et restitutions | 184,0 | 89,9 | 85,0 | *dont* : Dotations de l'État hors DGD | 4 376,5 | 4 938,1 | 5 060,9 |
| Transferts versés (1) | 7 202,0 | 9 699,7 | 11 307,6 | Impôts et taxes | 22 921,1 | 23 077,8 | 24 670,9 |
| Charges financières | 960,2 | 809,5 | 691,3 | *dont* : Impôts locaux | 13 846,4 | 14 209,5 | 15 062,6 |
| *dont* : Intérêts des emprunts | 898,0 | 748,3 | 652,5 | Attributions fiscales, péréquations et | | | |
| Charges exceptionnelles | 404,5 | 380,7 | 466,1 | compensations, autres impôts et taxes | 9 074,7 | 8 868,3 | 9 608,3 |
| Charges à déduire | – 1,8 | – 2,6 | – 1,7 | Autres produits courants non financiers | 272,5 | 280,4 | 286,6 |
| | | | | Produits courants financiers | 66,8 | 58,4 | 65,6 |
| **Total des charges** | **23 804,6** | **27 236,8** | **29 837,1** | Produits exceptionnels | 63,4 | 70,7 | 89,8 |
| **Autofinancement brut** | **8 338,9** | **7 871,2** | **8 032,6** | **Total des produits** | **32 143,5** | **35 108,0** | **37 869,7** |

**COMMUNES (5)**

| Charges | 2000 | 2002 | 2003 | Produits | 2000 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Achats et charges externes | 12 429,8 | 13 045,9 | 13 095,6 | Production | 3 728,5 | 3 811,5 | 3 828,5 |
| Impôts et taxes | 320,0 | 324,4 | 349,4 | Ressources fiscales | 31 120,1 | 33 892,1 | 34 818,7 |
| Charges de personnel | 23 327,5 | 25 397,1 | 25 999,1 | *dont :* Impôts locaux | 25 689,8 | 23 406,2 | 23 482,9 |
| Autres charges de gestion courante | 10 220,5 | 10 261,7 | 10 168,3 | Fiscalité reversée | /// | 5 502,9 | 6 690,7 |
| *dont* : Contingents et participations | 3 458,0 | 3 412,0 | 3 101,3 | Autres impôts et taxes | 5 430,3 | 4 983,0 | 4 645,1 |
| Subventions | 5 726,6 | 5 587,1 | 5 776,1 | Dotations et subventions | 21 525,8 | 20 937,4 | 20 929,5 |
| Autres charges | 1 035,9 | 1 262,6 | 1 290,8 | *dont :* Dotations de l'État | 11 880,6 | 12 260,8 | 12 388,4 |
| Charges financières | 2 920,5 | 2 672,7 | 2 428,6 | Subventions et participations | 4 059,1 | 2 742,5 | 2 633,9 |
| Charges exceptionnelles | 690,6 | 755,0 | 765,0 | Autres attributions | 5 586,0 | 5 934,1 | 5 907,3 |
| | | | | Autres produits de gestion courante | 1 992,4 | 2 024,2 | 2 226,2 |
| | | | | Transferts de charges | 702,2 | 636,3 | 584,7 |
| **Total des charges** | **49 908,9** | **52 456,9** | **52 805,9** | Produits financiers | 166,3 | 161,0 | 189,9 |
| | | | | Produits exceptionnels | 458,6 | 447,9 | 477,7 |
| **Autofinancement brut** | **9 785,0** | **9 453,4** | **10 249,4** | **Total des produits** | **59 693,9** | **61 910,3** | **63 055,3** |

(1) Participations, contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y compris la dotation générale de décentralisation, les subventions et participations reçues, les recouvrements de prestations et traitements.
(3) DGF : dotation globale de fonctionnement ; DGD : dotation générale de décentralisation ; FCDR : fonds de correction des déséquilibres régionaux.
(4) Dotation globale de fonctionnement y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements divers.
(5) Les données sont présentées, maintenant, selon la nomenclature M 14.

## TABLEAU J.03-11

### Opérations d'investissement des régions, départements et communes

*Source* : Direction générale de la Comptabilité Publique

*Unité* : Million d'euros

| | 2000 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|
| **Dépenses - Régions** | | | |
| Dépenses d'investissement direct | 2 131,0 | 2 279,9 | 2 496,9 |
| Dépenses définitives d'investissement | 5 292,4 | 6 137,1 | 6 696,2 |
| **Dépenses totales d'investissement** | **7 196,9** | **8 588,5** | **9 525,8** |
| Variation du fonds de roulement | 15,4 | 213,0 | – 108,0 |
| **Dépenses - Départements** | | | |
| Dépenses d'investissement direct | 5 447,8 | 6 242,6 | 6 582,6 |
| Dépenses définitives d'investissement | 9 206,0 | 10 228,5 | 10 785,1 |
| **Dépenses totales d'investissement** | **14 086,9** | **15 076,9** | **16 114,5** |
| Variation du fonds de roulement | 112,2 | 118,2 | 384,7 |
| **Dépenses - Communes (1)** | | | |
| Dépenses d'investissement direct | 16 331,6 | 15 061,3 | 16 215,7 |
| Dépenses définitives d'investissement | 17 064,2 | 15 844,8 | 17 039,0 |
| **Dépenses totales d'investissement** | **24 754,1** | **24 018,5** | **25 634,4** |
| Variation du fonds de roulement | – 33,0 | 743,2 | 1 067,9 |

| | 2000 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|
| **Recettes - Régions** | | | |
| Recettes définitives d'investissement | 1 293,8 | 1 516,6 | 1 529,6 |
| *dont* : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) | 298,9 | 291,0 | 314,0 |
| Dotation régionale d'équipement scolaire | 529,2 | 559,2 | 566,1 |
| Subventions et participations d'équipement reçues | 195,0 | 215,1 | 271,9 |
| Recettes réelles d'investissement | 2 796,1 | 4 089,8 | 4 797,9 |
| Autofinancement brut | 4 416,2 | 4 711,5 | 4 619,9 |
| **Recettes totales d'investissement** | **7 212,3** | **8 801,3** | **9 417,8** |
| **Recettes - Départements** | | | |
| Recettes définitives d'investissement | 2 345,5 | 2 472,0 | 2 581,7 |
| *dont* : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) | 758,1 | 783,7 | 869,5 |
| Dotation globale d'équipement | 417,7 | 427,1 | 399,3 |
| Dotation départementale d'équipement des collèges | 243,0 | 264,7 | 275,1 |
| Subventions et participations d'équipement reçues | 669,0 | 694,4 | 714,1 |
| Recettes réelles d'investissement | 5 859,7 | 7 323,8 | 8 465,7 |
| Autofinancement brut | 8 339,4 | 7 871,2 | 8 032,6 |
| **Recettes totales d'investissement** | **14 199,1** | **15 195,0** | **16 498,2** |
| **Recettes - Communes (1)** | | | |
| Recettes définitives d'investissement | 7 208,5 | 7 487,5 | 7 927,9 |
| *dont* : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) | 1 692,6 | 2 043,0 | 2 070,3 |
| Subventions d'investissement | 3 942,2 | 4 013,7 | 4 239,2 |
| Recettes réelles d'investissement | 14 935,9 | 15 308,2 | 16 452,9 |
| Autofinancement brut | 9 785,0 | 9 453,4 | 10 249,4 |
| **Recettes totales d'investissement** | **24 720,9** | **24 761,7** | **26 702,3** |

(1) Les données sont présentées maintenant selon la nomenclature M 14.

**TABLEAU J.03-12**

## Intercommunalité : nombre de groupements par région au 1er janvier 2005 - France entière

*Source* : Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire
Direction générale des collectivités locales

| Région | Communauté d'agglomération | Communauté urbaine | | Communauté de communes | | Syndicat d'agglomération nouvelle | (1) Total EPCI | | Population regroupée (2) | % de la population régionale (2) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | avec TPU (1) | Sans TPU (1) | avec TPU (1) | Sans TPU (1) | | avec Fiscalité propre | *dont* avec TPU | | |
| Alsace | 2 | 1 | – | 15 | 59 | – | 77 | 18 | 1 693 695 | 95,6 |
| Aquitaine | 6 | 1 | – | 62 | 109 | – | 178 | 69 | 2 828 244 | 93,3 |
| Auvergne | 6 | – | – | 62 | 33 | – | 101 | 68 | 1 308 822 | 96,1 |
| Bourgogne | 4 | 1 | – | 19 | 102 | – | 126 | 24 | 1 501 589 | 89,8 |
| Bretagne | 9 | 1 | – | 89 | 17 | – | 116 | 99 | 2 980 747 | 97,4 |
| Centre | 8 | – | – | 75 | 44 | – | 127 | 83 | 2 162 146 | 85,6 |
| Champagne-Ardenne | 4 | – | – | 9 | 100 | – | 113 | 13 | 1 204 621 | 86,6 |
| Corse | 2 | – | – | 6 | 9 | – | 17 | 8 | 188 584 | 69,7 |
| Franche-Comté | 3 | – | – | 27 | 68 | – | 98 | 30 | 1 125 316 | 96,8 |
| Ile-de-France | 27 | – | – | 24 | 39 | 4 | 94 | 55 | 4 869 915 | 43,7 |
| Languedoc-Roussillon | 9 | – | – | 62 | 57 | – | 128 | 71 | 2 266 029 | 94,8 |
| Limousin | 2 | – | – | 37 | 26 | – | 65 | 39 | 722 332 | 97,2 |
| Lorraine | 5 | 1 | – | 29 | 103 | – | 138 | 35 | 2 175 478 | 91,2 |
| Midi-Pyrénées | 8 | – | – | 82 | 113 | – | 203 | 90 | 2 431 188 | 90,3 |
| Nord-Pas-de-Calais | 11 | 3 | – | 51 | 32 | – | 97 | 65 | 4 020 684 | 98,7 |
| Basse-Normandie | 2 | – | 2 | 23 | 100 | – | 127 | 25 | 1 440 935 | 97,5 |
| Haute-Normandie | 7 | – | – | 13 | 56 | – | 76 | 20 | 1 810 072 | 99,1 |
| Pays de la Loire | 6 | 1 | 1 | 64 | 63 | – | 135 | 71 | 3 309 532 | 98,3 |
| Picardie | 5 | – | – | 17 | 62 | – | 84 | 22 | 1 828 154 | 95,6 |
| Poitou-Charentes | 7 | – | – | 30 | 62 | – | 99 | 37 | 1 700 110 | 98,5 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 14 | 1 | – | 31 | 40 | 1 | 87 | 47 | 4 109 119 | 89,0 |
| Rhône-Alpes | 9 | 1 | – | 91 | 122 | 1 | 224 | 102 | 5 233 878 | 89,7 |
| Outre-Mer | 6 | – | – | 4 | 5 | – | 15 | 10 | 1 341 412 | 78,7 |
| **France entière** | **162** | **11** | **3** | **922** | **1 421** | **6** | **2 525** | **1 101** | **52 252 602** | **84,1** |

(1) TPU : taxe professionnelle unique ; EPCI : établissement public de coopération intercommunale.
(2) La population regroupée correspond à la population totale au recensement de 1999, corrigée des recensements complémentaires le cas échéant, pour les groupements cités.

# Chapitre K.01

## Commerce extérieur


1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Définitions.

4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


**1** Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble Fab-Fab - France entière.

**2** Commerce extérieur de la France par zone géo-économique - France entière.

**3** Commerce extérieur de la France par pays - France entière.

**4** Commerce extérieur de la France par produit - France entière.

**5A** Commerce extérieur de la France : indices de volume.

**5B** Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire.

**6** Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations (Caf) par les exportations (Fab) en volume, par produit (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2000).

**7** Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit.

**8** Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique.

**9** Commerce extérieur des Départements d'outre-mer.

**10** Commerce extérieur des Collectivités d'outre-mer.

## 1

## ❍ Présentation

En 2004, les exportations françaises de biens (Fab et hors matériel militaire) se redressent après trois années difficiles. En valeur et en moyenne annuelle, elles progressent de + 4,6 %, après une baisse de - 2,2 % en 2003 et une quasi-stagnation en 2002 (- 0,8 %). En dépit de la force de la monnaie unique et des incertitudes liées à l'envolée des cours du pétrole et des matières premières, les exportations françaises bénéficient en 2004 du rebond des commandes extérieures.

La demande intérieure étant aussi plus vigoureuse, les importations de biens (Caf et hors matériel militaire) reprennent également en 2004, et très nettement : + 7,8 % en valeur, après - 1,3 % en 2003 et - 2,0 % en 2002. Toutefois, cette hausse est en partie imputable aux achats de produits énergétiques. Comme elle est plus rapide que celle des exportations, le solde des échanges de biens (Caf-Fab, hors matériel militaire), déjà déficitaire en 2003 (- 6,1 milliards d'euros), se creuse de 10,8 milliards d'euros, pour s'établir à - 16,9 milliards.

Le rééquilibrage du commerce mondial et un effet de change devenu plus neutre se répercutent sur l'orientation géographique des échanges. À l'inverse de l'année précédente, les ventes à destination de l'Union européenne (à 15) progressent de + 4,2 %, après un recul de - 1,3 % en 2003, et les achats en provenance de cette zone s'orientent en hausse également (+ 5,7 % après - 1,2 %). Les échanges reprennent notamment avec deux grands partenaires, l'Allemagne et l'Italie, après trois années de stagnation. Le recul des exportations vers les pays dont les monnaies se sont dépréciées, tels que le Royaume-Uni, les États-Unis et le Japon, s'interrompt. Les importations en provenance des États-Unis, dopées par les achats de Boeing, se retournent également (+ 6,2 % après - 18,6 %).

Mais le marché asiatique est de loin le plus dynamique : il a rattrapé, en valeur, celui du continent nord-américain. Les exportations vers la Chine augmentent de + 14,9 %, après une hausse spectaculaire de + 31,8 % en 2003. À l'importation, la place de ce pays sur le marché français s'est nettement consolidée grâce à des taux de croissance à deux chiffres (+ 22,2 % en 2004 et + 17,0 % en 2003). Par ailleurs, un autre géant asiatique commence à s'ouvrir : l'Inde, dont les achats à la France s'accroissent de + 29,0 % en 2004, et les ventes de + 13,5 %. Quelle que soit la zone, les soldes se creusent, plus particulièrement avec l'Asie, l'Allemagne et les Pays-Bas.

Après une année morose, les exportations de biens sont tirées par les produits manufacturés dont tous les postes se retournent, en moyenne annuelle (+ 5,1 % en valeur en 2004, après - 2,7 % en 2003 et - 1,4 % en 2002). La progression des ventes de l'industrie automobile se poursuit (+ 7,9 % après + 2,5 % en 2003). Les exportations de biens intermédiaires rebondissent de + 6,1 % (après - 2,6 % en 2003). Les ventes de biens d'équipement augmentent de + 2,6 % (- 6,6 % en 2003). Les exportations de biens de consommation se redressent également : + 4,3 %, après un recul de - 1,9 % en 2003. Seules les exportations de produits agricoles et agroalimentaires continuent à stagner.

Les importations de biens d'équipement augmentent de + 6,7 % en 2004, en moyenne annuelle et en valeur, après - 5,2 % en 2003, en réponse à la demande des entreprises ; de plus, elles sont dopées par d'importants achats aéronautiques (Boeing et pièces destinées à la construction du gros porteur d'Airbus, l'A380). Les biens intermédiaires repartent également, après deux années de recul (+ 7,6 % contre - 2,0 % en 2003 et - 3,6 % en 2002). Les importations de biens de consommation progressent de + 5,4 % en valeur en 2004, après une légère baisse en 2003 (- 1,0 %). Enfin, les importations de produits de l'automobile augmentent de + 8,7 %, une hausse inédite depuis 2000. Soutenues par tous les grands postes, les importations de produits manufacturés augmentent, au total, de + 7,1 % en valeur, alors qu'elles reculaient depuis deux ans (- 2,2 % en 2003 et - 2,1 % en 2002). Les importations de produits agricoles et agroalimentaires restent moroses (+ 1,0 %) après avoir stagné en 2003.

Malgré la force de la monnaie européenne qui limite l'impact de l'envolée des cours du pétrole (+ 32,6 % en 2004, en moyenne annuelle, pour le cours du brut en dollars) sur les prix en euros, la hausse des prix des hydrocarbures importés se répercute sur les importations de produits énergétiques en valeur : elles explosent de + 20,7 %, ce qui alourdit la facture énergétique de 5,8 milliards ; elle s'établit à - 28,6 milliards. Pour le reste, la dégradation du solde Caf-Fab des échanges de biens est essentiellement imputable aux biens d'équipement, dont le solde, certes excédentaire, se replie de - 2,6 milliards, et dans une moindre mesure aux biens intermédiaires dont le déficit s'accroît de 1,6 milliard.

## 2

## ❍ Méthodologie

### Sources statistiques et nomenclatures

Les résultats publiés dans ce chapitre sont établis à partir des statistiques douanières (valeurs et quantités) sur les échanges de marchandises, établies par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Les indices de valeur unitaire sont calculés par l'Insee.

Les statistiques douanières sont élaborées à partir des déclarations en douane remises par les opérateurs du commerce extérieur s'il s'agit d'échanges entre la France et les pays qui n'appartiennent par à l'Union européenne. Depuis la suppression des barrières douanières au sein de l'Union européenne, les mouvements de marchandises intra-communautaires sont enregistrés, depuis janvier 1993, dans un système spécifique, Intrastat, sur la base de « déclarations d'échanges de biens » (DEB). Ces déclarations sont remises chaque mois par les entreprises concernées et contiennent des informations détaillées, en particulier sur le type de produit et le pays partenaire. Pour les échanges intra-communautaires, sont enregistrées les opérations pour lesquelles la TVA est devenue exigible au cours du mois de référence, c'est-à-dire les mouvements pour lesquels le transfert physique et la facturation sont intervenus au titre de ce mois. Certains mouvements du mois précédent pour lesquels la facturation sera établie ultérieurement sont également enregistrés par avance.

La Direction générale des douanes et des droits indirects établit des statistiques mensuelles par type de flux (importation et exportation), croisé avec le type de produit et le pays d'origine ou de destination.

Le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises, institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, est appliqué depuis le 1er janvier 1988 au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire, le règlement CEE n° 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres.

L'administration douanière peut ainsi répondre à des demandes d'informations très détaillées : par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation et pour tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental. En particulier, elle est en mesure de fournir les éléments qui permettront d'élaborer des instruments d'analyse économique, tels que les comptes nationaux et les indices de valeur unitaire.

Trois nomenclatures de produits sont utilisées pour présenter les statistiques douanières :

– pour comparer les résultats sur les échanges extérieurs dans l'Union européenne, on utilise la Nomenclature Combinée (NC), nomenclature à 8 chiffres, comportant 10 000 positions environ ;

– pour des comparaisons internationales plus larges, on utilise la classification type pour le commerce international (CTCI), troisième révision (3 118 rubriques à 5 chiffres). Cette dernière

correspond à un poste ou à un regroupement de postes du SH, sauf pour les produits pétroliers pour lesquels est utilisé le Système harmonisé lui-même ; ce dernier comporte 5 000 positions élémentaires dont celles de la nomenclature combinée ;
– enfin pour les études, le suivi conjoncturel et la comptabilité nationale on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont articulées à partir de la CPF (Classification des Produits Française). Ces nomenclatures permettent de mettre en parallèle le commerce extérieur, la production et la consommation.
L'Insee calcule chaque mois des indices de valeur unitaire et des indices de volume des échanges extérieurs selon une méthode dont le principe est exposé ci-dessous (rénovée et mise en place dans le courant de l'année 2002).
En comptabilité nationale, les indices de valeur unitaire sont utilisés comme déflateurs des échanges extérieurs. Les volumes ainsi obtenus sont notamment repris dans les équilibres emplois-ressources des produits ; mais à cette occasion, ils sont confrontés à d'autres indices de prix (prix à la production et à la consommation), ce qui peut conduire dans certains cas à les modifier. Les indices de prix des comptes nationaux peuvent donc *in fine* s'écarter légèrement des indices de valeur unitaire.

## Contenu des données statistiques

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale à l'exclusion des marchandises qui sont importées puis réexportées en l'état.
– Les importations représentent le total combiné des importations entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinées à la consommation intérieure directe) et des marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être offertes à la consommation ;
– Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvraison en France.
Toutefois, l'enregistrement des produits pétroliers fait exception. Ces produits sont enregistrés selon le système du « commerce général », qui comptabilise toutes les entrées et sorties du territoire statistique, pour tenir compte des problèmes techniques inhérents à leur spécificité.
Certains mouvements de marchandises ou catégories de biens sont exclus des statistiques du commerce extérieur, ce sont principalement :
– les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime ;
– les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime ;
– les livraisons à l'avitaillement ;
– les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports ;
– le matériel militaire : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé ;
– l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal ;
– un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.) ;
– des échanges de faible valeur :
  – les échanges extra-communautaires dont la valeur est inférieure à 800 euros et la masse à 1 000 kg ;
  – les échanges intra-communautaires effectués par des opérateurs non soumis à l'obligation statistique (moins de 100 000 euros par an d'échanges).

## Valeur des marchandises

Dans les statistiques douanières, la valeur des échanges est mesurée au passage de la frontière française.
– Les importations sont mesurées Caf (« coût, assurance et fret ») : cette valeur comprend les coûts de transport et d'assurance entre le point de production et la frontière française, à la différence de la valeur Fab qui ne comprend que les coûts de transport et d'assurance à l'intérieur du pays exportateur. Cette valeur s'entend avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.
– Les exportations sont mesurées Fab : « franco à bord » à la frontière française (valeur au prix de base, c'est-à-dire augmentée des impôts et diminuée des subventions). Cette mesure n'intègre que les coûts de transport et d'assurance en France.
La différence entre la valeur Caf et la valeur Fab des importations, la correction Caf-Fab, correspond aux coûts de transport et d'assurance entre les frontières du pays partenaire et celles de la France (territoire de transit). La correction Caf-Fab des importations n'est connue que globalement. Elle permet de passer, dans les comptes nationaux, d'un enregistrement Caf-Fab des échanges à un enregistrement Fab-Fab. En revanche, les flux d'importations par produits sont toujours valorisés Caf.

## Spécification par tableau

- **Résultats d'ensemble**

Le tableau 1 est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, y compris le matériel militaire.

- **Résultats par pays ou zone géo-économique**

Les marchandises importées sont classées selon leur pays d'origine, c'est-à-dire le pays où elles ont été produites, transformées (produits manufacturés), extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires).
Par contre, les marchandises exportées sont classées en fonction de la dernière destination connue.
La nomenclature des zones géo-économiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

- **Résultats en valeur par produit**

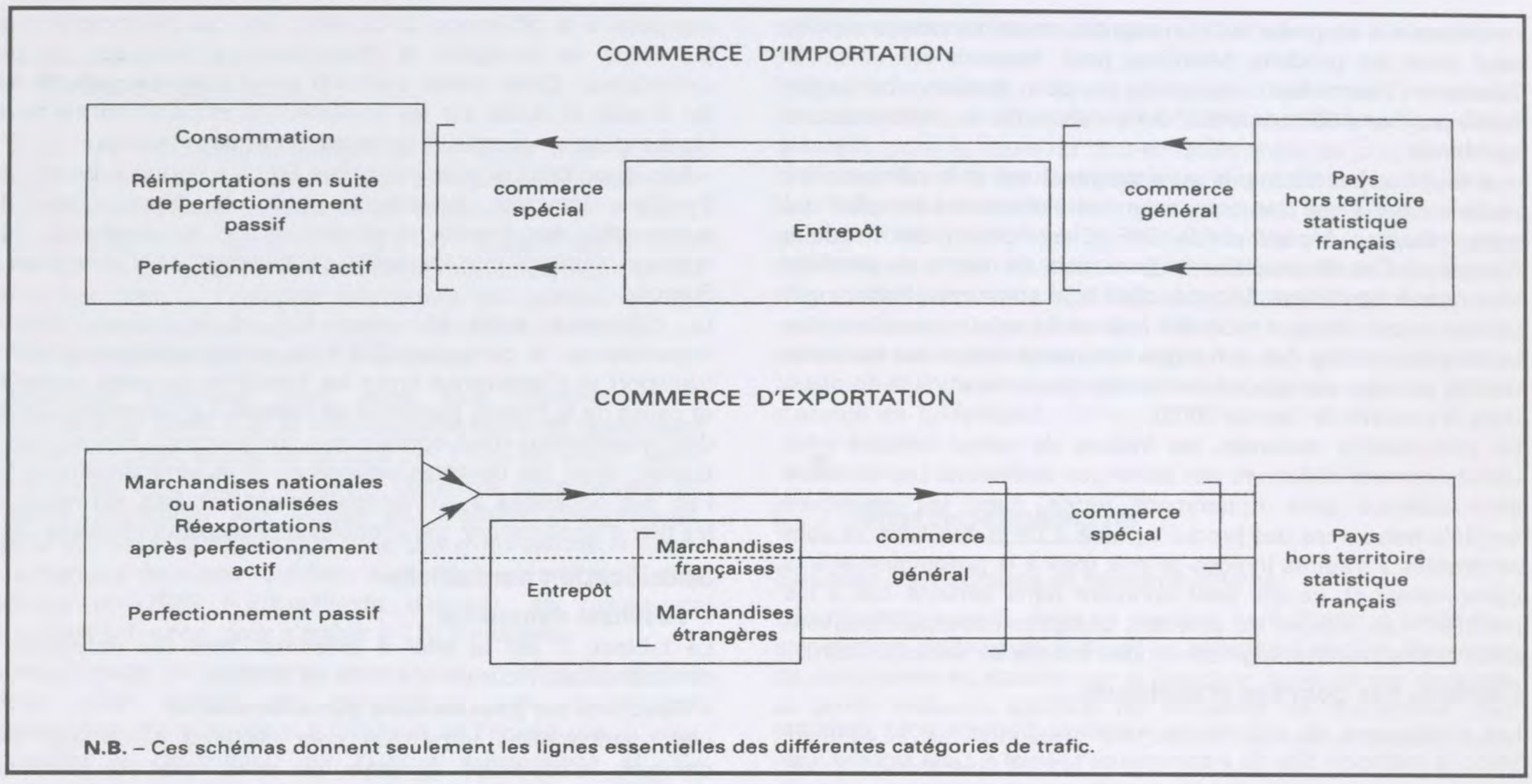
La nomenclature utilisée est la NES 16 (nomenclature économique de synthèse à 16 positions).

## Indice de valeur unitaire : éléments de méthode

Les indices de valeur unitaire sont des indices de Paasche chaînés, établis en base 100 en 1994. Les formules d'agrégation sont des moyennes harmoniques des indices élémentaires, pondérées par les valeurs courantes des échanges. Les indices de volume sont des indices de Laspeyres.
Les indices de valeur unitaire se définissent comme le rapport entre la valeur d'une strate et la quantité correspondante (exprimée en unité de poids ou dans une unité complémentaire). Ces indices sont calculés, pour les importations et les exportations, selon un découpage croisant un niveau fin de la nomenclature de produits et 18 zones géo-économiques, faisant notamment la distinction entre les principaux pays partenaires de l'Union européenne (Allemagne, Italie, etc.), le Japon et les États-Unis, isolés de la zone OCDE hors Union européenne, le Monde hors OCDE. Les indices élaborés à un niveau fin sont ensuite agrégés selon la formule de Paasche. Des contrôles sont effectués sur les indices de valeur unitaire élémentaires pour détecter et redresser les anomalies.
Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans le cas des produits pour lesquels le poids net ou éventuellement la quantité complémentaire (nombre d'unités, unité de volume, de surface, etc.) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dans le cas de produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne constituent qu'une approximation de l'évolution des prix.
En outre, du fait que ces indices sont agrégés à l'aide des valeurs courantes, ils sont sensibles aux déformations de la structure des échanges en valeur au sein d'une strate. On dit qu'ils sont affectés par des « effets de structure ».
Les indices de volume sont obtenus comme quotient des indices de valeur par les indices de valeur unitaire.

## Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale

Les résultats figurant dans les tableaux 6, 7 sont issus des comptes nationaux aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2000. Les chiffres des trois dernières années sont susceptibles de révision.




**N.B.** – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

## 3 ○ Définitions

### Union européenne (à 15)

– *Union Monétaire* : France, Allemagne, Belgique et Luxembourg, Espagne, Italie, Pays-Bas, Irlande, Portugal, Finlande, Autriche, Grèce.
– *Hors Union Monétaire* : Royaume-Uni, Danemark, Suède.

### Nouveaux pays adhérents de l'Union européenne

Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie.

### OCDE

Pays de l'Union européenne, Suisse, Islande, Norvège, États-Unis, Japon, Turquie, Canada, Mexique, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande.

### Pays de l'Est

Pays de l'ex-Yougoslavie, pays de l'ex-URSS, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

### Économies en développement rapide d'Asie

Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Chine, Taiwan, Hongkong.

### Pays du Moyen-Orient

Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen, Territoire palestinien occupé, Cisjordanie/Bande de Gaza.

### Afrique

Tous les pays d'Afrique.

### Reste du Monde

Pays n'appartenant pas aux zones décrites précédemment.

### Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et les Dom. Il n'inclut pas les Collectivités d'outre-mer – dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre.

### Pénétration étrangère sur le marché intérieur

Le taux de pénétration étrangère sur le marché intérieur se définit comme le rapport des importations Caf (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) à la demande intérieure aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (ensemble production plus importations moins exportations).

### Taux de couverture en volume par produit

Le taux de couverture se définit comme le rapport entre le volume des exportations Fab (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) et le volume des importations Caf (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995).

### Termes de l'échange par produit

Les termes de l'échange se définissent comme le rapport entre l'indice de prix des exportations et l'indice de prix des importations. Une amélioration des termes de l'échange signifie que la croissance du prix des exportations est plus rapide que celle du prix des importations.

### Valeurs Caf et Fab

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les importations sont mesurées Caf (coût de la marchandise, assurance, fret), les exportations sont mesurées Fab (franco à bord).
Dans le tableau 1, les importations comme les exportations, sont mesurées Fab, de manière à faire apparaître le solde des échanges commerciaux au sens strict.

## 4 ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « échanges extérieurs » de l'Insee.*

### Organismes :

– Insee.
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), Direction régionale des douanes de Nouvelle-Calédonie, Direction régionale des douanes de Polynésie française.

### Sites Internet :

– www.indices.insee.fr
– www.finances.gouv.fr/douanes
– www.minefi.gouv.fr/notes_bleues
– www.douane.gouv.nc
– www.polynesie-francaise.gouv.fr/services/douanes

**Publications :**

***Insee***

*Insee-Première* :

– « Les comptes extérieurs de la France en 2004 », n° 1035, juin 2005 ;

– « La France et les nouveaux pays de l'Union européenne », n° 1012, avril 2005.

*Bulletin mensuel de statistique* :

– « Indices de valeur et volume du commerce extérieur rénovés, nouvelle méthodologie », septembre 2002.

***Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie***

***– Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)***

– Commentaires annuels ;

– Résultats annuels par NC8 et par pays ;

– Annuaire abrégé ;

– Banque de données BÉAXNET.

***– Direction des Relations avec les publics et de la Communication***

*Les Notes Bleues de Bercy* :

– « Le commerce extérieur de la France en 2004 », n° 285, février 2005 ;

– « Les résultats 2003 du commerce extérieur de la France », n° 266, février 2004.

***Autres***

– H Tyrman « Les comptes nationaux face à l'évolution des statistiques du commerce extérieur », 7ème colloque de comptabilité nationale, janvier 1998, Paris, Collection « Économica », 1999.

– « Les statistiques des échanges de biens : guide de l'utilisateur », thème 6, série E, Eurostat, 1998.

## TABLEAU K.01-1

### Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble Fab-Fab - France entière

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *r* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Importations Fab (1) | 205 582 | 212 615 | 234 499 | 254 678 | 269 832 | 329 907 | 331 446 | 325 144 | 322 435 | 350 180 |
| Exportations Fab (1) | 214 689 | 224 100 | 258 294 | 275 383 | 284 135 | 325 711 | 331 935 | 330 432 | 323 305 | 341 796 |
| **Balance Fab-Fab (1)** | **9 107** | **11 485** | **23 795** | **20 705** | **14 303** | **– 4 196** | **489** | **5 288** | **870** | **– 8 384** |
| Importations Caf (2) | 212 906 | 219 469 | 241 397 | 261 324 | 276 332 | 336 920 | 336 833 | 329 977 | 325 651 | 350 974 |
| Exportations Fab (2) | 213 038 | 221 270 | 254 073 | 270 998 | 281 471 | 323 639 | 329 382 | 326 689 | 319 521 | 334 068 |
| **Coefficient Caf-Fab (3)** | **96,7** | **96,7** | **96,7** | **97,0** | **97,0** | **97,0** | **97,0** | **98,0** | **98,0** | **98,0** |

(1) Y compris matériel militaire.
(2) Hors matériel militaire.
(3) Les coefficients Caf/Fab permettent d'établir, au seul niveau global (hors matériel militaire), la conversion des importations Caf en importations Fab.

## TABLEAU K.01-2

### Commerce extérieur de la France par zone géo-économique - France entière (1)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

| Zone géo-économique | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|
| **Importations Caf** | | | | |
| **Union européenne à quinze** | **198 680** | **198 574** | **196 196** | **207 284** |
| Union monétaire (2) | 166 145 | 167 164 | 167 417 | 177 192 |
| **Nouveaux pays adhérents de l'UE (3)** | **7 901** | **8 471** | **8 931** | **10 188** |
| **OCDE hors Union européenne** | **64 094** | **58 444** | **53 408** | **58 230** |
| États-Unis | 29 641 | 25 978 | 21 135 | 22 435 |
| Japon | 11 239 | 10 658 | 10 448 | 10 730 |
| Suisse | 7 597 | 7 162 | 7 095 | 7 966 |
| Autres pays OCDE | 15 617 | 14 646 | 14 730 | 17 099 |
| **Monde hors OCDE** | **66 158** | **64 488** | **67 116** | **75 272** |
| Afrique | 15 315 | 14 688 | 14 861 | 14 934 |
| Pays de l'Est | 7 893 | 8 379 | 9 529 | 11 519 |
| Économies en développement rapide d'Asie | 21 709 | 21 388 | 23 462 | 26 664 |
| Pays du Moyen-Orient | 6 828 | 6 183 | 5 478 | 7 052 |
| Autres pays (y compris Com) | 14 413 | 13 850 | 13 786 | 15 103 |
| **Total** | **336 833** | **329 977** | **325 651** | **350 974** |
| **Exportations Fab** | | | | |
| **Union européenne à quinze** | **203 144** | **204 046** | **201 379** | **209 895** |
| Union monétaire (2) | 163 159 | 162 687 | 163 685 | 171 509 |
| **Nouveaux pays adhérents de l'UE (3)** | **10 256** | **11 054** | **11 172** | **11 990** |
| **OCDE hors Union européenne** | **56 778** | **54 823** | **50 513** | **53 124** |
| États-Unis | 28 527 | 26 071 | 22 000 | 23 065 |
| Japon | 5 464 | 5 565 | 5 288 | 5 348 |
| Suisse | 10 981 | 10 495 | 10 595 | 10 241 |
| Autres pays OCDE | 11 806 | 12 692 | 12 630 | 14 470 |
| **Monde hors OCDE** | **59 204** | **56 766** | **56 457** | **59 059** |
| Afrique | 18 389 | 18 579 | 17 628 | 18 214 |
| Pays de l'Est | 5 149 | 5 655 | 6 567 | 7 546 |
| Économies en développement rapide d'Asie | 14 279 | 11 904 | 12 372 | 14 064 |
| Pays du Moyen-Orient | 9 582 | 9 716 | 10 400 | 10 492 |
| Autres pays (y compris Com) | 11 805 | 10 912 | 9 490 | 8 743 |
| **Total** | **329 382** | **326 689** | **319 521** | **334 068** |
| **Balance des exportations Fab et des importations Caf** | | | | |
| **Union européenne à quinze** | **4 464** | **5 472** | **5 183** | **2 611** |
| Union monétaire (2) | – 2 986 | – 4 477 | – 3 732 | – 5 683 |
| **Nouveaux pays adhérents de l'UE (3)** | **2 355** | **2 583** | **2 241** | **1 802** |
| **OCDE hors Union européenne** | **– 7 316** | **– 3 621** | **– 2 895** | **– 5 106** |
| États-Unis | – 1 114 | 93 | 865 | 630 |
| Japon | – 5 775 | – 5 093 | – 5 160 | – 5 382 |
| Suisse | 3 384 | 3 333 | 3 500 | 2 275 |
| Autres pays OCDE | – 3 811 | – 1 954 | – 2 100 | – 2 629 |
| **Monde hors OCDE** | **– 6 954** | **– 7 722** | **– 10 659** | **– 16 213** |
| Afrique | 3 074 | 3 891 | 2 767 | 3 280 |
| Pays de l'Est | – 2 744 | – 2 724 | – 2 962 | – 3 973 |
| Économies en développement rapide d'Asie | – 7 430 | – 9 484 | – 11 090 | – 12 600 |
| Pays du Moyen-Orient | 2 754 | 3 533 | 4 922 | 3 440 |
| Autres pays (y compris Com) | – 2 608 | – 2 938 | – 4 296 | – 6 360 |
| **Balance totale** | **– 7 451** | **– 3 288** | **– 6 130** | **– 16 906** |

(1) Hors matériel militaire.
(2) L'Union monétaire, jusqu'en 2000, se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro et le Pacte de stabilité et de croissance (politique monétaire unique, Banque centrale unique...), leur taux officiel de conversion en « euro » a été arrêté le 1er janvier 1999. À partir de l'année 2001, la Grèce devient le douzième membre de l'Union monétaire.
(3) Les nouveaux pays adhérents de l'UE au 1er mai 2004 sont : Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Malte, Pologne, Slovénie et Slovaquie.

## TABLEAU K.01-3

### Commerce extérieur de la France par pays - France entière (1)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité* : Million d'euros

| Pays (2) | Exportations (Fab) et importations (Caf) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *r* 2001 | | *r* 2002 | | *r* 2003 | | 2004 | |
| | Importations | Exportations | Importations | Exportations | Importations | Exportations | Importations | Exportations |
| **EUROPE** | **231 951** | **233 459** | **231 740** | **235 860** | **230 936** | **234 671** | **247 548** | **245 666** |
| *dont* : Allemagne | 56 372 | 48 162 | 56 887 | 47 382 | 56 640 | 47 855 | 60 980 | 50 266 |
| Espagne | 23 023 | 31 803 | 23 846 | 31 982 | 24 726 | 32 675 | 25 935 | 33 527 |
| Royaume-Uni | 25 412 | 32 643 | 24 325 | 34 036 | 21 875 | 30 876 | 22 786 | 31 268 |
| Italie | 30 905 | 29 152 | 30 252 | 29 627 | 30 242 | 29 684 | 31 522 | 31 219 |
| Belgique et Luxembourg | 23 712 | 25 885 | 23 287 | 26 328 | 24 180 | 26 805 | 27 204 | 27 511 |
| Pays-Bas | 16 182 | 12 744 | 16 013 | 12 561 | 15 196 | 12 319 | 15 528 | 13 229 |
| Suisse | 7 597 | 10 981 | 7 162 | 10 495 | 7 095 | 10 595 | 7 966 | 10 241 |
| Suède | 4 522 | 4 923 | 4 511 | 4 690 | 4 321 | 4 348 | 4 517 | 4 551 |
| Portugal | 3 346 | 4 737 | 3 469 | 4 825 | 3 561 | 4 351 | 3 668 | 4 419 |
| Pologne | 2 116 | 3 488 | 2 501 | 3 789 | 2 738 | 3 944 | 3 147 | 4 276 |
| Turquie | 2 492 | 2 236 | 2 712 | 2 893 | 2 805 | 3 269 | 3 270 | 4 234 |
| Autriche | 3 412 | 3 287 | 3 421 | 3 079 | 3 323 | 3 180 | 3 203 | 3 527 |
| Grèce | 551 | 2 687 | 655 | 2 671 | 505 | 2 842 | 531 | 3 448 |
| Russie | 5 143 | 2 256 | 5 247 | 2 346 | 6 177 | 2 801 | 7 332 | 3 148 |
| Irlande | 6 090 | 2 876 | 6 663 | 2 645 | 6 768 | 2 201 | 6 459 | 2 594 |
| Danemark | 2 601 | 2 419 | 2 574 | 2 633 | 2 583 | 2 470 | 2 789 | 2 567 |
| République tchèque | 1 547 | 2 121 | 1 727 | 2 111 | 1 740 | 2 150 | 2 056 | 2 294 |
| Hongrie | 2 008 | 1 825 | 2 012 | 1 945 | 2 173 | 1 953 | 2 144 | 2 082 |
| Finlande | 2 552 | 1 826 | 2 671 | 1 587 | 2 276 | 1 773 | 2 162 | 1 769 |
| Roumanie | 1 118 | 1 018 | 1 294 | 1 122 | 1 382 | 1 426 | 1 556 | 1 635 |
| Norvège | 7 051 | 1 194 | 6 075 | 1 253 | 6 014 | 1 202 | 6 920 | 1 285 |
| Slovénie | 741 | 1 088 | 783 | 1 063 | 703 | 956 | 725 | 1 159 |
| Malte | 226 | 466 | 235 | 575 | 194 | 530 | 297 | 660 |
| Slovaquie | 596 | 525 | 677 | 625 | 711 | 652 | 644 | 639 |
| Ukraine | 185 | 315 | 174 | 370 | 188 | 442 | 207 | 481 |
| Bulgarie | 382 | 439 | 375 | 423 | 423 | 432 | 483 | 452 |
| Croatie | 189 | 360 | 174 | 460 | 145 | 487 | 119 | 442 |
| Lituanie | 369 | 236 | 376 | 277 | 445 | 313 | 636 | 303 |
| Chypre | 11 | 245 | 11 | 364 | 59 | 342 | 13 | 290 |
| Estonie | 106 | 125 | 78 | 164 | 92 | 189 | 269 | 163 |
| Lettonie | 181 | 137 | 71 | 141 | 76 | 143 | 257 | 124 |
| Islande | 123 | 101 | 128 | 61 | 132 | 84 | 116 | 78 |
| **AFRIQUE** | **15 315** | **18 389** | **14 688** | **18 579** | **14 861** | **17 628** | **14 934** | **18 214** |
| *dont* : Algérie | 3 057 | 3 412 | 2 721 | 3 715 | 3 072 | 3 700 | 2 892 | 4 236 |
| Maroc | 2 550 | 2 740 | 2 597 | 2 671 | 2 531 | 2 745 | 2 576 | 2 771 |
| Tunisie | 2 299 | 2 799 | 2 486 | 2 792 | 2 520 | 2 598 | 2 606 | 2 640 |
| Afrique du Sud (République d') | 1 077 | 1 088 | 968 | 1 328 | 865 | 1 403 | 1 030 | 1 667 |
| Égypte | 258 | 1 009 | 280 | 1 024 | 311 | 987 | 311 | 1 011 |
| Nigéria | 1 256 | 716 | 1 135 | 963 | 1 240 | 879 | 915 | 763 |
| Côte-d'Ivoire | 727 | 704 | 733 | 668 | 696 | 560 | 598 | 597 |
| Sénégal | 141 | 511 | 139 | 535 | 113 | 505 | 102 | 535 |
| Cameroun | 317 | 588 | 325 | 583 | 264 | 513 | 290 | 463 |
| Gabon | 404 | 380 | 243 | 411 | 176 | 346 | 201 | 346 |
| Île Maurice | 386 | 295 | 388 | 303 | 361 | 258 | 323 | 248 |
| Libye | 750 | 260 | 409 | 288 | 757 | 273 | 1 045 | 224 |
| Angola | 735 | 162 | 674 | 190 | 614 | 232 | 655 | 220 |
| Madagascar | 374 | 279 | 345 | 175 | 354 | 239 | 355 | 214 |
| Congo | 80 | 216 | 143 | 235 | 76 | 220 | 84 | 213 |
| Burkina Faso | 17 | 129 | 16 | 169 | 11 | 209 | 7 | 209 |
| Mali | 6 | 205 | 8 | 186 | 8 | 189 | 8 | 196 |
| Bénin (Dahomey) | 3 | 231 | 3 | 227 | 4 | 209 | 4 | 192 |
| Ghana | 102 | 146 | 137 | 112 | 154 | 136 | 146 | 183 |
| Togo | 10 | 109 | 10 | 168 | 9 | 157 | 12 | 142 |
| Mauritanie | 53 | 159 | 91 | 146 | 84 | 130 | 77 | 116 |
| Guinée | 96 | 120 | 69 | 151 | 67 | 113 | 47 | 109 |
| Kenya | 77 | 111 | 67 | 121 | 71 | 89 | 84 | 107 |
| République démocratique du Congo (Ex-Zaïre) | 8 | 44 | 38 | 83 | 28 | 107 | 12 | 98 |
| Niger | 77 | 81 | 63 | 81 | 67 | 75 | 111 | 82 |
| Soudan | 47 | 110 | 19 | 67 | 13 | 68 | 21 | 76 |
| Tchad | 6 | 106 | 4 | 135 | 4 | 79 | 7 | 65 |
| Tanzanie | 22 | 58 | 21 | 51 | 22 | 51 | 26 | 53 |
| Liberia | 43 | 1 162 | 109 | 465 | 47 | 19 | 10 | 49 |
| Seychelles et dépendances | 49 | 42 | 72 | 44 | 66 | 53 | 58 | 41 |
| Djibouti | 1 | 48 | 1 | 54 | 1 | 41 | 1 | 41 |

N.B. Voir notes en fin de tableau.

## TABLEAU K.01-3 (suite et fin)

### Commerce extérieur de la France par pays - France entière (1)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

| Pays (2) | Exportations (Fab) et importations (Caf) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *r* 2001 | | *r* 2002 | | *r* 2003 | | 2004 | |
| | Importations | Exportations | Importations | Exportations | Importations | Exportations | Importations | Exportations |
| **AMÉRIQUE** | **38 107** | **39 969** | **33 600** | **36 535** | **28 664** | **31 104** | **30 542** | **31 550** |
| *dont* : États-Unis d'Amérique du Nord | 29 641 | 28 527 | 25 978 | 26 071 | 21 135 | 22 000 | 22 435 | 23 065 |
| Canada | 2 009 | 2 896 | 1 793 | 2 695 | 1 789 | 2 353 | 1 759 | 2 442 |
| Brésil | 2 582 | 2 753 | 2 344 | 2 692 | 2 445 | 1 501 | 2 489 | 1 816 |
| Mexique | 609 | 1 393 | 561 | 1 495 | 609 | 1 400 | 636 | 1 510 |
| Argentine | 501 | 809 | 482 | 341 | 484 | 363 | 411 | 539 |
| Panama | 20 | 198 | 9 | 140 | 18 | 382 | 12 | 400 |
| Chili | 900 | 986 | 765 | 690 | 788 | 420 | 1 241 | 339 |
| Colombie | 220 | 327 | 194 | 256 | 210 | 378 | 256 | 233 |
| Vénézuela | 298 | 365 | 282 | 333 | 198 | 240 | 205 | 198 |
| El Salvadore | 13 | 343 | 14 | 175 | 11 | 153 | 5 | 125 |
| Îles vierges britanniques | 10 | 71 | 7 | 24 | 8 | 63 | 13 | 123 |
| Pérou | 143 | 115 | 131 | 112 | 123 | 94 | 124 | 86 |
| Cuba | 54 | 242 | 51 | 205 | 38 | 131 | 34 | 78 |
| Uruguay | 43 | 120 | 35 | 62 | 37 | 64 | 44 | 67 |
| Costa-Rica | 162 | 109 | 127 | 129 | 67 | 165 | 92 | 57 |
| République Dominicaine | 55 | 76 | 60 | 75 | 40 | 52 | 43 | 50 |
| Équateur | 83 | 98 | 86 | 75 | 88 | 146 | 102 | 48 |
| **PROCHE et MOYEN-ORIENT** | **6 828** | **9 582** | **6 183** | **9 716** | **5 478** | **10 400** | **7 054** | **10 493** |
| *dont* : Émirats arabes unis | 424 | 2 597 | 428 | 2 389 | 396 | 2 934 | 522 | 2 587 |
| Iran | 799 | 1 189 | 848 | 1 531 | 1 057 | 2 051 | 1 414 | 2 314 |
| Arabie saoudite | 2 430 | 1 499 | 2 250 | 1 552 | 2 128 | 1 456 | 3 101 | 1 309 |
| Israël | 946 | 1 389 | 834 | 1 172 | 786 | 1 010 | 829 | 992 |
| Qatar | 35 | 270 | 17 | 645 | 26 | 775 | 10 | 987 |
| Liban | 33 | 617 | 24 | 590 | 25 | 823 | 30 | 642 |
| Koweit | 363 | 285 | 334 | 274 | 482 | 268 | 377 | 311 |
| Yémen | 39 | 168 | 13 | 168 | 19 | 141 | 16 | 305 |
| Syrie | 643 | 369 | 513 | 297 | 333 | 390 | 333 | 302 |
| Irak | 986 | 664 | 787 | 477 | 177 | 155 | 277 | 236 |
| Bahreïn | 118 | 99 | 64 | 95 | 28 | 101 | 106 | 203 |
| Jordanie | 7 | 249 | 6 | 368 | 10 | 173 | 10 | 199 |
| Oman | 6 | 179 | 66 | 153 | 12 | 121 | 28 | 101 |
| **ASIE** | **40 031** | **25 738** | **39 147** | **23 796** | **40 993** | **24 008** | **45 867** | **26 604** |
| *dont* : Japon | 11 239 | 5 464 | 10 658 | 5 565 | 10 448 | 5 288 | 10 730 | 5 348 |
| Chine | 11 018 | 3 319 | 11 571 | 3 490 | 13 533 | 4 600 | 16 543 | 5 286 |
| Singapour | 1 987 | 2 020 | 1 842 | 1 897 | 2 419 | 2 094 | 2 573 | 2 700 |
| Australie | 779 | 1 379 | 849 | 1 668 | 886 | 1 925 | 933 | 2 349 |
| Hong-Kong | 725 | 3 927 | 630 | 2 733 | 616 | 2 190 | 603 | 2 145 |
| Corée du Sud | 2 265 | 2 380 | 2 206 | 2 392 | 2 179 | 1 992 | 3 139 | 2 101 |
| Taïwan | 2 364 | 2 156 | 2 132 | 1 293 | 2 166 | 1 283 | 2 317 | 1 635 |
| Inde | 1 497 | 1 019 | 1 471 | 1 000 | 1 478 | 1 003 | 1 677 | 1 294 |
| Thaïlande | 1 794 | 880 | 1 479 | 773 | 1 499 | 668 | 1 479 | 773 |
| Malaisie | 1 986 | 972 | 2 028 | 803 | 1 631 | 708 | 1 560 | 750 |
| Nouvelle-Zélande | 288 | 227 | 323 | 236 | 317 | 405 | 326 | 472 |
| Indonésie | 1 368 | 493 | 1 245 | 517 | 1 200 | 492 | 1 165 | 419 |
| Philippines | 469 | 514 | 460 | 399 | 397 | 337 | 423 | 357 |
| Viêt-Nam | 830 | 316 | 887 | 352 | 844 | 384 | 881 | 320 |
| Pakistan | 389 | 291 | 380 | 289 | 395 | 199 | 419 | 281 |
| Sri Lanka | 129 | 112 | 122 | 93 | 122 | 107 | 121 | 95 |
| Bangladesh | 503 | 95 | 509 | 98 | 527 | 79 | 624 | 65 |
| Afghanistan | 1 | 53 | 1 | 15 | 2 | 29 | 1 | 42 |
| **DIVERS** | **4 601** | **2 245** | **4 619** | **2 203** | **4 719** | **1 710** | **5 029** | **1 541** |
| *dont* : Collectivités d'outre-mer | 138 | 1 327 | 158 | 1 295 | 149 | 1 378 | 151 | 1 222 |
| Pays Non Dénommés ailleurs | 762 | 918 | 673 | 907 | 691 | 333 | 708 | 316 |
| France (3) | 3 702 | – | 3 788 | – | 3 879 | – | 4 174 | – |
| **MONDE** | **336 833** | **329 382** | **329 977** | **326 689** | **325 651** | **319 521** | **350 974** | **334 068** |

(1) Non compris le matériel militaire.
(2) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et Droits indirects.
(3) Réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées, uniquement.

## TABLEAU K.01-4

### Commerce extérieur de la France par produit (1) - France entière (2)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité* : Million d'euros

| Produits (1) | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|
| **Importations Caf** | | | | |
| Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche | 8 492 | 8 582 | 8 723 | 8 553 |
| Produits des industries agricoles et alimentaires | 22 086 | 22 669 | 22 540 | 23 020 |
| Biens de consommation | 54 046 | 55 986 | 55 447 | 58 449 |
| Produits de l'industrie automobile | 35 469 | 37 101 | 37 562 | 40 845 |
| Biens d'équipement | 77 093 | 71 542 | 67 808 | 72 374 |
| Biens intermédiaires | 105 391 | 101 551 | 99 513 | 107 057 |
| Produits énergétiques | 32 483 | 30 803 | 32 369 | 39 073 |
| Divers | 1 773 | 1 743 | 1 689 | 1 603 |
| **Total** | **336 833** | **329 977** | **325 651** | **350 974** |
| **Exportations Fab** | | | | |
| Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche | 9 692 | 10 366 | 10 487 | 10 239 |
| Produits des industries agricoles et alimentaires | 28 250 | 29 217 | 29 212 | 29 338 |
| Biens de consommation | 47 771 | 49 698 | 48 768 | 50 859 |
| Produits de l'industrie automobile | 46 518 | 47 975 | 49 198 | 53 074 |
| Biens d'équipement | 84 076 | 79 155 | 73 893 | 75 840 |
| Biens intermédiaires | 101 884 | 99 454 | 96 913 | 102 829 |
| Produits énergétiques | 9 694 | 9 412 | 9 590 | 10 488 |
| Divers | 1 497 | 1 412 | 1 460 | 1 401 |
| **Total** | **329 382** | **326 689** | **319 521** | **334 068** |
| **Balance des exportations Fab et des importations Caf** | | | | |
| Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche | 1 200 | 1 784 | 1 764 | 1 686 |
| Produits des industries agricoles et alimentaires | 6 164 | 6 548 | 6 672 | 6 318 |
| Biens de consommation | – 6 275 | – 6 288 | – 6 679 | – 7 590 |
| Produits de l'industrie automobile | 11 049 | 10 874 | 11 636 | 12 229 |
| Biens d'équipement | 6 983 | 7 613 | 6 085 | 3 466 |
| Biens intermédiaires | – 3 507 | – 2 097 | – 2 600 | – 4 228 |
| Produits énergétiques | – 22 789 | – 21 391 | – 22 779 | – 28 585 |
| Divers | – 276 | – 331 | – 229 | – 202 |
| **Balance totale** | **– 7 451** | **– 3 288** | **– 6 130** | **– 16 906** |

(1) Ce tableau, comme ceux issus des comptes nationaux, chapitre I.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(2) Non compris le matériel militaire.

## TABLEAU K.01-5A

### Commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et Insee

Base 100 en 1995

| Produits | (2) Code | Importations 2001 | Importations 2002 | Importations 2003 | Importations 2004 | Exportations 2001 | Exportations 2002 | Exportations 2003 | Exportations 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | | **183,6** | **191,0** | **189,8** | **212,8** | **178,1** | **188,0** | **184,9** | **199,3** |
| Ensemble hors énergie | | 187,7 | 196,3 | 196,7 | 224,3 | 178,2 | 187,3 | 187,8 | 198,6 |
| Ensemble des produits agro-alimentaires | EA à EB | 129,7 | 140,4 | 141,9 | 147,9 | 116,6 | 123,3 | 124,8 | 126,2 |
| Ensemble des produits manufacturés | EC à EF | 196,4 | 204,7 | 201,7 | 228,8 | 190,3 | 199,9 | 195,8 | 208,6 |
| **NIVEAU E** | | | | | | | | | |
| Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche | EA | 159,6 | 185,7 | 190,6 | 186,8 | 129,8 | 141,9 | 142,8 | 137,7 |
| Produits des industries agricoles et alimentaires | EB | 120,3 | 126,2 | 126,6 | 135,7 | 112,1 | 117,0 | 118,6 | 122,3 |
| Biens de consommation | EC | 174,9 | 188,0 | 192,7 | 227,8 | 184,9 | 198,8 | 186,4 | 212,0 |
| Produits de l'industrie automobile | ED | 164,7 | 182,3 | 179,2 | 198,8 | 189,5 | 214,5 | 221,1 | 231,2 |
| Biens d'équipement | EE | 255,6 | 258,0 | 251,8 | 298,3 | 216,5 | 218,4 | 215,8 | 228,0 |
| Biens intermédiaires | EF | 183,2 | 189,4 | 184,5 | 198,6 | 174,3 | 181,4 | 175,9 | 184,2 |
| Produits énergétiques | EG | 135,8 | 129,9 | 143,0 | 150,4 | 171,1 | 210,7 | 213,9 | 356,3 |

(1) Ces indices de volume ne résultent pas du partage volume-prix de la Comptabilité nationale.
(2) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

## TABLEAU K.01-5B

### Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1)

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et Insee

Base 100 en 1995

| Produits | (2) Code | Importations 2001 | Importations 2002 | Importations 2003 | Importations 2004 | Exportations 2001 | Exportations 2002 | Exportations 2003 | Exportations 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | | **94,0** | **88,6** | **88,6** | **86,7** | **90,1** | **86,2** | **86,2** | **84,7** |
| Ensemble hors énergie | | 89,7 | 84,7 | 84,0 | 80,0 | 89,9 | 86,5 | 84,8 | 84,6 |
| Ensemble des produits agro-alimentaires | EA à EB | 98,1 | 96,2 | 95,2 | 95,2 | 101,3 | 100,5 | 99,0 | 99,8 |
| Ensemble des produits manufacturés | EC à EF | 88,9 | 83,6 | 83,8 | 80,8 | 88,6 | 84,9 | 85,0 | 84,5 |
| **NIVEAU E** | | | | | | | | | |
| Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche | EA | 86,1 | 82,8 | 82,1 | 85,0 | 87,9 | 89,3 | 89,0 | 91,9 |
| Produits des industries agricoles et alimentaires | EB | 103,2 | 102,4 | 101,5 | 99,6 | 106,6 | 105,2 | 103,2 | 102,9 |
| Biens de consommation | EC | 96,7 | 92,9 | 91,9 | 83,9 | 89,4 | 87,4 | 91,7 | 85,1 |
| Produits de l'industrie automobile | ED | 101,7 | 102,3 | 107,2 | 106,2 | 92,5 | 94,4 | 93,7 | 96,8 |
| Biens d'équipement | EE | 84,6 | 76,0 | 74,6 | 69,2 | 87,9 | 81,1 | 78,6 | 77,7 |
| Biens intermédiaires | EF | 85,8 | 79,9 | 80,4 | 81,7 | 88,0 | 83,1 | 83,5 | 84,8 |
| Produits énergétiques | EG | 162,0 | 156,8 | 146,9 | 164,1 | 96,0 | 75,9 | 78,1 | 55,2 |

(1) Ces indices de valeur unitaire ne sont pas nécessairement ceux retenus dans les Comptes nationaux car ils ont pu faire l'objet d'arbitrages.
(2) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

## TABLEAU K.01-6

### Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations (Caf) par les exportations (Fab) en volume, par produit (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2000) (2)

*Source* : Insee — %

| Produits - CPF (2) | *r* 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche . . . | 109,3 | 116,0 | 126,8 | 119,8 | 120,4 | 126,6 | 114,5 | 119,2 | 119,8 | 114,6 |
| Produits des industries agricoles et alimentaires . . . . . | 140,1 | 138,9 | 148,7 | 140,6 | 139,8 | 134,9 | 126,7 | 128,0 | 129,3 | 124,4 |
| Produits manufacturés . . . . . | 100,9 | 104,2 | 110,7 | 107,8 | 104,7 | 101,0 | 103,5 | 103,3 | 101,4 | 98,7 |
| *dont* : Biens de consommation . . . . . | 85,9 | 90,0 | 92,2 | 90,4 | 90,6 | 86,6 | 90,1 | 89,3 | 87,1 | 84,5 |
| Produits de l'industrie automobile . . . . . | 111,1 | 114,4 | 143,5 | 132,5 | 126,6 | 126,8 | 132,0 | 128,7 | 132,7 | 124,8 |
| Biens d'équipement . . . . . | 114,8 | 118,2 | 126,1 | 124,8 | 114,9 | 110,3 | 108,2 | 107,3 | 101,0 | 99,1 |
| Biens intermédiaires . . . . . | 96,1 | 98,4 | 100,7 | 97,4 | 97,2 | 93,4 | 97,4 | 99,2 | 98,5 | 96,9 |
| Produits énergétiques . . . . . | 22,4 | 25,4 | 27,7 | 31,5 | 29,6 | 33,8 | 35,5 | 36,0 | 36,1 | 31,3 |
| **Ensemble (3)** . . . . . | **95,2** | **98,2** | **104,7** | **102,5** | **99,7** | **97,0** | **98,4** | **98,6** | **97,1** | **94,1** |

(1) Rapport entre les exportations et les importations. Les importations sont mesurées Caf (Coûts des marchandises, assurances, frêts) et les exportations Fab (Franco à bord) ; un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre égal à 100.
(2) Ce tableau, comme ceux issus des Comptes nationaux, chapitre I.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix d'importations et d'exportations utilisés pour calculer les taux de couverture sont en indice « base 100 en 1995 ».
(3) Y compris matériel militaire.

## TABLEAU K.01-7

### Commerce extérieur de la France : termes de l'échange (1) par produit

*Source* : Insee — Base 100 en 2000

| Produits - CPF (2) | *r* 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche . . . | 108,7 | 107,4 | 98,7 | 103,2 | 106,8 | 100,0 | 100,0 | 101,7 | 100,5 | 104,8 |
| Produits des industries agricoles et alimentaires . . . . . | 95,0 | 96,8 | 96,3 | 96,8 | 97,5 | 100,0 | 101,4 | 101,4 | 100,5 | 102,5 |
| Produits manufacturés . . . . . | 101,1 | 100,8 | 100,0 | 99,1 | 99,9 | 100,0 | 100,1 | 101,8 | 102,5 | 103,4 |
| *dont* : Biens de consommation . . . . . | 102,8 | 102,4 | 102,0 | 99,9 | 100,0 | 100,0 | 98,9 | 100,3 | 101,8 | 103,1 |
| Produits de l'industrie automobile . . . . . | 103,9 | 101,9 | 101,2 | 100,9 | 100,4 | 100,0 | 99,6 | 100,9 | 98,6 | 103,7 |
| Biens d'équipement . . . . . | 98,6 | 96,5 | 95,6 | 93,4 | 97,0 | 100,0 | 102,7 | 107,1 | 110,9 | 110,8 |
| Biens intermédiaires . . . . . | 101,3 | 102,9 | 102,0 | 102,3 | 101,5 | 100,0 | 98,7 | 98,6 | 98,4 | 97,7 |
| Produits énergétiques . . . . . | 182,6 | 144,3 | 131,6 | 140,7 | 136,1 | 100,0 | 97,1 | 95,8 | 92,6 | 97,6 |
| **Ensemble (3)** . . . . . | **105,7** | **104,0** | **102,5** | **103,0** | **103,3** | **100,0** | **100,3** | **102,0** | **102,1** | **102,2** |

(1) Les termes de l'échange rapportent l'indice de prix des exportations à l'indice de prix des importations. Ces indices sont élaborés en base 100 en 1995. Les termes de l'échange sont établis en base 100 en 2000.
(2) Ce tableau, comme ceux issus des comptes nationaux, chapitre I.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(3) Y compris matériel militaire.

## TABLEAU K.01-8

### Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et Insee

Base 100 en 1995

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|
| **IMPORTATIONS CAF** | | | | |
| **Total des produits** | **94,0** | **88,6** | **88,6** | **86,7** |
| Union européenne | 89,1 | 85,9 | 89,1 | 87,6 |
| OCDE hors UE | 96,7 | 88,2 | 85,3 | 82,4 |
| Reste du monde | 108,0 | 99,1 | 91,1 | 89,0 |
| **Produits manufacturés** | **88,9** | **83,6** | **83,8** | **80,8** |
| Union européenne | 86,8 | 83,6 | 86,8 | 85,7 |
| OCDE hors UE | 92,3 | 84,3 | 80,4 | 76,1 |
| Reste du monde | 93,8 | 83,8 | 79,2 | 72,8 |
| **EXPORTATIONS FAB** | | | | |
| **Total des produits** | **90,1** | **86,2** | **86,2** | **84,7** |
| Union européenne | 91,9 | 90,3 | 91,4 | 89,3 |
| OCDE hors UE | 84,3 | 76,9 | 76,6 | 74,6 |
| Reste du monde | 90,7 | 84,3 | 81,2 | 81,6 |
| **Produits manufacturés** | **88,6** | **84,9** | **85,0** | **84,5** |
| Union européenne | 90,5 | 89,2 | 90,2 | 90,7 |
| OCDE hors UE | 81,7 | 74,6 | 74,4 | 71,8 |
| Reste du monde | 90,1 | 83,7 | 81,0 | 81,1 |

## TABLEAU K.01-9

### Commerce extérieur des Départements d'outre-mer

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)

*Unités* : Valeurs : Millier d'euros
Quantités : Tonne

| | *r* 2001 | | *r* 2002 | | *r* 2003 | | 2004 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valeurs | Quantités | Valeurs | Quantités | Valeurs | Quantités | Valeurs | Quantités |
| **GUADELOUPE** | | | | | | | | |
| Importations | 1 858 722 | 1 779 092 | 1 887 168 | 1 778 300 | 1 894 676 | 1 689 674 | 1 817 548 | 1 730 575 |
| Exportations | 175 268 | 208 661 | 166 370 | 203 398 | 179 882 | 188 618 | 156 997 | 196 182 |
| **GUYANE** | | | | | | | | |
| Importations | 643 204 | 447 393 | 640 622 | 447 099 | 635 200 | 477 581 | 671 602 | 492 292 |
| Exportations | 138 078 | 26 551 | 135 273 | 39 651 | 111 042 | 29 854 | 90 525 | 20 532 |
| **MARTINIQUE** | | | | | | | | |
| Importations | 1 888 829 | 1 711 645 | 1 870 072 | 1 738 684 | 1 899 072 | 1 819 259 | 2 022 977 | 1 863 181 |
| Exportations | 311 758 | 1 305 915 | 350 210 | 1 330 233 | 363 265 | 2 383 806 | 343 098 | 1 286 368 |
| **RÉUNION** | | | | | | | | |
| Importations | 2 864 552 | 2 563 450 | 2 980 048 | 2 518 051 | 3 272 101 | 2 644 211 | 3 298 679 | 2 946 896 |
| Exportations | 228 776 | 242 238 | 219 556 | 211 839 | 238 602 | 287 391 | 249 297 | 286 088 |

## TABLEAU K.01-10

### Commerce extérieur des Collectivités d'outre-mer

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction régionale des douanes de Nouvelle-Calédonie et Direction régionale des douanes de Polynésie française)

*Unités* : Valeurs : Millier d'euros
Quantités : Tonne

| | *r* 2001 | | *r* 2002 | | *r* 2003 | | 2004 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valeurs | Quantités | Valeurs | Quantités | Valeurs | Quantités | Valeurs | Quantités |
| **NOUVELLE CALÉDONIE** | | | | | | | | |
| Importations | 1 042 638 | 1 065 603 | 1 055 655 | 1 327 170 | 1 350 752 | 1 436 980 | 1 299 503 | 1 393 460 |
| Exportations | 499 522 | 4 209 586 | 523 560 | 3 088 350 | 693 517 | 3 724 598 | 811 963 | 4 014 317 |
| **POLYNÉSIE FRANCAISE** | | | | | | | | |
| Importations | 1 136 368 | 779 675 | 1 342 297 | 813 492 | 1 383 161 | 859 854 | 1 190 699 | 877 449 |
| Exportations | 196 037 | 16 005 | 176 603 | 18 361 | 132 555 | 20 357 | 147 457 | 20 542 |

# Chapitre K.02

## Balance des paiements


1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Balance des paiements.

2 Transactions entre la France, l'UE, l'OCDE et l'Opep en 2004.

3 Transactions entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc en 2004.

4 Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne.

5 Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes en 2004.

6 Balances des paiements française et étrangères : grands soldes.

7A Soldes des flux d'investissements directs français à l'étranger par secteur économique.

7B Soldes des flux d'investissements directs étrangers en France par secteur économique.

8 Investissements directs en soldes, de la France avec divers pays de l'OCDE.

# 1

## ❍ Présentation

**AVANT PROPOS**

Depuis 1999, les onze pays membres fondateurs de l'Union monétaire – dont la France – contribuent, sous l'égide de la Banque centrale européenne, à l'élaboration d'une balance des paiements de la zone euro, tout en continuant à produire et à publier leur propre balance des paiements nationale.

La balance des paiements de l'Union monétaire est en effet un élément important du dispositif statistique européen dans le nouvel environnement économique et monétaire créé par le lancement de l'euro.

Mais plusieurs raisons militent parallèlement pour le maintien des balances des paiements nationales au sein de la zone euro.

Chaque État-membre de la zone euro reste individuellement membre du FMI et de l'OCDE, comme d'Eurostat et doit à ce titre leur fournir des données sur sa balance des paiements, qui, dans le cas du FMI, concourent notamment au calcul des quotes-parts nationales.

Les éléments du compte de transactions courantes permettent d'élaborer le compte du reste du monde qui est lui-même une partie intégrante des comptes nationaux trimestriels et annuels (détermination du PIB et du PNB, ce dernier participant en partie à la mesure de la contribution de la France au budget de l'Union européenne, etc.).

Le compte financier fournit des indications sur l'intégration financière au sein de la zone euro et dans le monde ainsi que sur l'intérêt des investisseurs étrangers pour les valeurs mobilières nationales, publiques et privées, ou l'influence que ces investisseurs détiennent dans l'évolution des marchés primaire et secondaire nationaux. Les flux d'investissements directs permettent d'apprécier d'une part l'insertion des entreprises françaises dans l'économie mondiale, d'autre part la place dévolue à la France dans les stratégies d'implantation des firmes multinationales.

Le « bouclage » des balances des paiements nationales par les « autres investissements » des autorités monétaires et du secteur bancaire contribue à l'étude du comportement des banques résidentes, notamment en matière de refinancement au sein de la zone euro. Au total, les balances des paiements nationales demeurent des outils essentiels pour la conduite de la politique économique de pays qui restent souverains sur les plans économique et budgétaire.

De façon quelque peu paradoxale, on peut même considérer que l'Union monétaire (UM) rend plus nécessaire que jamais l'élaboration améliorée des balances des paiements nationales, dans la mesure où l'Union monétaire devrait accroître les échanges entre pays membres, renforcer l'intégration économique entre ces pays et les rendre plus interdépendants. Se priver des balances des paiements nationales, ce serait se priver de la capacité de mesurer l'impact de l'Union monétaire et de la possibilité d'évaluer aussi bien les progrès en termes d'échanges intercommunautaires que, le cas échéant, d'éventuels chocs asymétriques affectant les pays membres. Et d'autant plus que la balance des paiements de l'UM est élaborée à partir des données fournies par les pays membres à l'occasion de la constitution de leur propre état statistique.

***Les grands traits de la balance des paiements en 2004***

Prolongeant le redressement amorcé dès la seconde partie de l'année 2003, croissance économique et commerce international enregistrent une accélération en 2004. Selon le FMI, l'activité mondiale aurait progressé de plus de 5 % en moyenne annuelle, niveau le plus élevé de la dernière décennie, tandis que les échanges internationaux de biens et services en volume se seraient accrus de près de 10 %, rythme plus de deux fois supérieur à celui de l'année 2003.

Dans ce contexte international très porteur à court terme, mais rendu fragile par l'ampleur croissante des déséquilibres externes des États-Unis, la croissance et les échanges extérieurs de biens et services de la France connaissent une reprise en 2004. Les exportations françaises de biens et services en valeur enregistrent une progression de 5 % sur l'année, alors qu'elles avaient légèrement reculé en 2003. Stimulées par une demande intérieure plus dynamique que dans les autres pays de la zone euro, mais aussi par la hausse des prix de l'énergie et des matières premières, les importations en valeur croissent plus vivement encore (8,5 %). De ce fait, les transactions courantes, qui comprennent également les revenus et les transferts courants, présentent un solde déficitaire de 6,8 milliards (– 0,4 % du PIB), mettant fin à une décennie d'excédents.

Au sein du compte financier, les investissements directs français à l'étranger augmentent de près de 20 % en 2004, à 38,5 milliards, en dépit d'une progression des flux vers la zone euro, tandis que les investissements directs étrangers en France chutent presque de moitié, à 19,6 milliards. Après les niveaux exceptionnels atteints en 2003, les investissements de portefeuille fléchissent également, particulièrement en engagements des résidents. En contrepoint, les institutions financières monétaires (IFM), qui contribuent très largement aux investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers, accroissent sensiblement leurs engagements nets sous forme d'emprunts vis-à-vis de l'extérieur, bénéficiant de près des deux tiers des entrées de capitaux au titre des « autres investissements ».

En 2004, le solde de la position extérieure de la France se dégrade légèrement pour s'établir à 110,8 milliards (soit 6,8 % du PIB) avec une valorisation des stocks d'investissements directs en valeur de marché, et à – 56,4 milliards (soit – 3,5 % du PIB) avec une valorisation des stocks d'investissements directs en valeur comptable. Cette évolution reflète pour l'essentiel l'impact des modifications des prix des actifs financiers, la variation des cours des devises ayant eu peu d'influence en raison d'une compensation de l'effet de change sur les différents types d'investissements (– 2,6 milliards).

Les effets négatifs liés à l'évolution des cours boursiers proviennent surtout des investissements de portefeuille. En effet, la hausse des cours boursiers est plus marquée pour les valeurs françaises que pour les titres étrangers et se traduit par un accroissement significatif de la position débitrice en investissements de portefeuille (– 15 milliards).

L'appréciation de l'euro contribue à la dégradation de la position nette des investissements directs (– 7,8 milliards) et plus faiblement à celle des investissements de portefeuille (- 1,7 milliard). En revanche, elle améliore sensiblement le solde des « autres investissements » (+ 9,1 milliards), dont l'endettement net est principalement libellé en devises.

Le solde créditeur net des investissements directs en valeur de marché progresse de 2,9 % pour atteindre 336,6 milliards tandis qu'en valeur comptable, il croît de 7 % pour s'élever à 169,4 milliards. La position nette débitrice en investissements de portefeuille se contracte pour s'établir à 159,3 milliards après 187,7 milliards en 2003. Enfin, en raison de la forte augmentation des engagements nets des IFM, le solde débiteur des « autres investissements » s'accroit pour s'établir à 115,3 milliards après 66,5 milliards à fin 2003.

# 2

## ❍ Méthodologie

### *21. Règles de présentation et d'établissement*

#### 211. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif - inscrit en crédit - traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

La présence en plus d'une rubrique « total », qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations économiques et

leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

### 212. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste, dans un premier temps, à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la prise en compte des transactions sur marchandises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement, permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions. Les bénéfices réinvestis désormais introduits, viennent modifier les flux d'investissements directs et en contrepartie, les flux de revenus des investissements. Cette modification n'est que la plus évidente des modifications statistiques supplémentaires apportées à l'« état des règlements ».

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements, soit prêts et crédits commerciaux).

Depuis 2002 suite à la mise en circulation de l'Euro fiduciaire (pièces et billets de banques) en lieu et place des anciennes dénominations nationales (Franc, Lire,...) de l'Euro - monnaie unique - les informations concernant les voyages sont issues de l'usage d'enquêtes particulières régulières auprès des résidents (dépenses à l'étranger) et auprès des non-résidents (voyageurs en France).

## *22. Les résultats*

### 221. Classement des agents

Les agents résidents sont regroupés au sein de quatre secteurs :

– le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France : Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public) ;

– le secteur des Administrations (Gouvernement français et ses démembrements : Administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats, Banque de France, Caisse Française de Développement, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du Gouvernement français aux gouvernements étrangers) ;

– le secteur des autorités monétaires : Banque de France (et certaines fonctions de l'État) pour son rôle dans la gestion des réserves et avoirs et engagements officiels autres ;

– le secteur privé non bancaire renommé « Autres secteurs » (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents, à savoir, entreprises non financières, ménages et institutions à but non lucratif, assurances, OPCVM monétaires et OPCVM à long terme).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non-résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français. On distingue :

– les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier) ;

– les clients non-résidents (autres agents non-résidents).

### 222. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation, soit lors de leur règlement. Dans le premier cas, l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976, cette dernière est devenue la seule publication officielle.

Depuis l'année 1995, le V$^{ème}$ Manuel du FMI est devenu la nouvelle base méthodologique de la balance des paiements.

### 223. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :

– des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire ; la part déclarée directement par les entreprises tend à devenir prépondérante ;

– de différents états d'encours des opérations bancaires retraçant les relations entre résidents et non-résidents ;

– des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, et de diverses administrations ;

– d'une enquête par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), auprès d'un échantillon d'entreprises permettant d'obtenir les évolutions des crédits commerciaux et avances à la commande des exportateurs et des importateurs résidents, et ainsi d'obtenir une décomposition de l'écart entre règlements et transactions de marchandises ;

– d'enquêtes annuelles portant sur les investissements directs des résidents à l'étranger et des non-résidents en France permettant aussi bien l'établissement de la position extérieure que la détermination détaillée des stocks des investissements directs français à l'étranger qu'étrangers en France.

Les sources d'information sur les voyages : Jusqu'en décembre 2001, les flux de la ligne « voyages » étaient appréhendés à partir des échanges de billets de banque, des transactions déclarées par les agences de voyages et des paiements effectués par carte bancaire. La mise en place de l'euro fiduciaire en janvier 2002 a rendu ce système d'informations caduc. La Banque de France a par conséquent élaboré un nouveau système d'informations qui repose sur deux sources :

– Les enquêtes auprès des voyageurs internationaux permettant d'évaluer les résultats annuels et trimestriels ;

– Les déclarations des émetteurs de cartes de crédit, utilisées pour l'estimation des résultats mensuels avancés de la balance des paiements.

Les enquêtes, pilotées conjointement avec la direction du Tourisme (ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer) permettent d'obtenir les flux globaux de la ligne « voyages » ainsi que les montants réglés par carte bancaire.

La balance des paiements et la position extérieure de la France sont ainsi élaborées grâce aux déclarations effectuées par plus de 400 établissements de crédit et près de 3 570 entreprises (786 déclarants directs généraux, dont Assurances et Compagnies aériennes, 1 565 déclarants directs partiels et un échantillon de 1 219 entreprises pour l'enquête sur les avances à la commande et les crédits commerciaux avec l'étranger), ainsi que par un échantillon d'OPCVM fournissant des déclarations sur leurs placements à court terme à l'étranger.

Des informations sont également reçues des Administrations publiques, des Institutions financières non soumises à la loi bancaire telles que la Banque de France, l'IEOM [1], l'IEDOM, la Caisse française de développement ainsi que de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

[1] La Banque de France élabore pour les besoins de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie Française des balances de paiements spécifiques qui ont aussi pour vocation de contribuer à l'élaboration de la Balance des paiements transmise au FMI.

### Règlements

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « Marchandises générales », aux crédits commerciaux et aux bénéfices réinvestis, les montants repris dans les autres rubriques expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :

– des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents ;

– de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers ;

– d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile 152 millions d'euros et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

### Données exogènes

La ligne « Marchandises générales » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects[1].

### Traitement de l'écart règlements - transactions

La prise en compte des « termes de paiement » - pour le passage des règlements aux transactions - tient compte des conséquences de la mise en place du marché unique européen depuis le 1.1.1993 et du système Intrastat de recensement des échanges de marchandises à l'intérieur de la Communauté européenne qui l'accompagne.

Ce passage s'est notamment traduit par des simplifications de déclaration de la part des opérateurs économiques redevables, et par l'amélioration de la prise en compte des opérations dites « sans paiement ».

Une enquête spécifique auprès d'un échantillon d'entreprises et relative aux encours de crédits commerciaux et d'avances à la commande a été mise en place pour pallier cette suppression. Les résultats de l'enquête permettent désormais de ventiler l'écart résiduel entre règlements et transactions de marchandises et de servir différentes rubriques, crédits commerciaux et avances à la commande à l'exportation et à l'importation.

### 224. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en euros depuis 1999. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en euros sur la base du cours moyen mensuel.

En ce qui concerne les flux de capitaux à long terme (crédits commerciaux, prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre euro pour la période considérée (mois ou trimestre).

### 225. Description analytique des tableaux

Le tableau 1 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « Balance des paiements entre la France et l'extérieur » sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales).

On remarquera que la rubrique « Marchandises générales » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, en raison de l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (passage du concept territorial aux concepts résidents et non-résidents, évaluation des prix Fab, élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

### 226. Principaux soldes d'analyse utilisés

Bien que l'équilibre comptable de la balance des paiements soit, par construction, assuré par la méthode d'enregistrement des flux, on parle néanmoins à son propos d'« excédent » ou de « déficit », parce qu'on tire des soldes intermédiaires pour en analyser la structure (transactions courantes, financement...). L'utilisation habituelle des expressions « déficit » ou « excédent » ne doit pas forcément entraîner comme conclusion que les résultats sont mauvais ou bons, comme c'est parfois le cas.

Un solde aboutit en effet à résumer en un seul chiffre des phénomènes complexes, ne représentant qu'un point de vue particulier de l'analyse économique et monétaire. Sous ces réserves, il paraît utile de souligner l'intérêt de quelques soldes :

– certains sont tirés directement de la présentation de la balance des paiements : solde des transactions courantes, soldes des mouvements de capitaux à long terme et à court terme ;

– d'autres sont construits en vue de faire référence à la comptabilité nationale : solde des biens et services (= solde des marchandises + solde des services), somme des soldes des transactions courantes et des transferts en capital qui donne une valeur approximative de la capacité ou du besoin de financement de la Nation ;

– enfin, le solde à financer (solde des transactions courantes + solde des transferts en capital + net des investissements directs) se substitue au solde de la balance économique, tandis que le nouveau solde de la balance globale, somme des soldes des transactions courantes, des transferts en capital et des mouvements de capitaux à l'exclusion de ceux imputables au secteur bancaire et au secteur officiel, donne une approximation de la création monétaire imputable à l'extérieur au cours de la période considérée (aux opérations extérieures des OPCVM près).

## 3 ○ Définitions

### Balance des paiements

La balance des paiements est un état statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).

Pour la France, elle est élaborée, par la Banque de France, par délégation de la Direction générale du trésor et de la politique économique.

### Compte de transactions courantes ou paiements courants

Ce sont les postes :

Marchandises (balance commerciale Fab/Fab),

Services (dont voyages),

Revenus des facteurs,

Transferts unilatéraux (notamment transferts d'économies de travailleurs, dons du secteur privé, dépenses de coopération du secteur public, opérations avec les communautés européennes).

### Compte de capital

Comprend les transferts de capital (remises de dettes, aides à l'investissement, y compris de la CEE, transferts d'épargne de

[1] Les données reproduites dans cette partie tiennent compte de la modification substantielle de contenu des données douanières qui ont fait l'objet au 1er janvier 1997 d'une modification de périmètre territorial : les statistiques du commerce extérieur incluent les relations extérieures des Départements d'outre-mer (pas les Collectivités d'outre-mer). Les chiffres des années antérieures ont été rectifiés en conséquence. Le territoire de la Balance des paiements publié est ainsi en cohérence avec celui du territoire Douanier.

migrants) et les échanges d'actifs incorporels non produits (brevets, droits d'auteurs, marques..).

### Compte financier

Comprend les investissements directs (y compris désormais les bénéfices réinvestis et les flux de prêts et crédits à long et à court terme entre maisons mère et filiales), les investissements de portefeuilles (actions, obligations, bons de toutes échéances et opérations sur produits dérivés) et les autres investissements (avoirs et engagements autres de toutes natures, en détaillant les relations de crédit commerciales).

### Investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

Ce poste regroupe les investissements directs des secteurs bancaires et autres secteurs.

Il reprend, pour ce qui concerne les investissements français à l'étranger (la définition serait symétrique pour les investissements étrangers en France) :

• *Au débit les opérations afférentes* :

– à la création de succursales par des entreprises résidentes, que ces entreprises soient des sociétés ou appartiennent à des personnes physiques ;

– à la souscription d'actions en nombre suffisant, lors de la constitution de sociétés non-résidentes, pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;

– à l'achat d'actions de sociétés non-résidentes déjà constituées, en nombre suffisant pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;

– à l'achat de biens immobiliers par des résidents (sociétés ou particuliers) ;

– aux prêts et crédits à court et à long terme entre maisons-mères et filiales ;

– au maintien dans la société non-résidente contrôlée de la partie des bénéfices dégagés qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en distribution (dividendes ou autre formule).

• *Au crédit, la liquidation de ces investissements.*

En pratique la notion de contrôle est difficile à apprécier. Les montants retenus en balance des paiements correspondent en règle générale, aux opérations qui conduisent à une participation dans l'entreprise étrangère égale ou supérieure à 10 % du capital.

### Non-résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, française ou étrangère, qui ont leur domicile principal à l'étranger[1] ;

b) les fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France[2].

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés à l'étranger, à l'exception, pour les françaises, des personnes morales résidentes énumérées en b ci-dessous ;

b) les ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers en France ainsi que les unités d'armée étrangère venant à séjourner en France ;

c) les organismes internationaux de caractère inter-gouvernemental installés en France.

### OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a, en 1961, succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), fondée en 1948 pour gérer l'aide américaine d'après-guerre (plan Marshall). L'OCDE regroupe une trentaine de pays : toute l'Europe occidentale et l'Amérique du nord, plus le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée et, depuis 1995 et 1996, certains pays d'Europe centrale (République tchèque, Hongrie, Pologne). L'OCDE, principal rassembleur de statistiques sur les pays développés, siège à Paris.

### Pays du Maghreb

Algérie, Maroc, Tunisie.

### Pays de l'Opep

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) créée en 1960 (Conférence de Bagdad), siège à Vienne et regroupe onze pays (l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes unis, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweit, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuéla). Elle se fixe pour objectif de coordonner les politiques pétrolières des États membres, à la fois pour rentabiliser les investissements des producteurs et assurer l'approvisionnement des consommateurs.

### Pays de la zone franc

Burkina Faso, Bénin, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Comores, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

### Réserves internationales

Elles comprennent les droits de tirage spéciaux (DTS), les disponibilités au fonds monétaire international et les réserves en devises.

### Résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal en France, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui sont non-résidents quelle que soit la durée de leur mission ;

b) les fonctionnaires et militaires français en poste à l'étranger ;

c) les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non-résident.

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception des personnes morales non-résidentes énumérées (cf. parties b et c des non-résidents) ;

b) les ambassades, missions diplomatiques, consulats français à l'étranger et les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

## 4 ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et la direction générale des Études et des Relations Internationales de la Banque de France.*

### Organismes :

– Banque de France : direction de la Balance des paiements.

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : direction du Trésor.

– Fonds monétaire international (FMI).

– UE : Union européenne.

### Sites Internet :

– www.banque-france.fr

– www.finances.gouv.fr

– www.imf.org/external/np/sta/bop/bop.htm

– epp.eurostat.cec.eu.int

### Publications :

***Banque de France***

*Bulletin de la Banque de France* :

– « La balance des paiements de la France en 2004 », n° 138, juin 2005.

***Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, direction du Trésor***

***Banque de France, direction générale des Études et des Relations internationales***

– « *Balance des paiements et position extérieure de la France - année 2004* » ; document accompagné d'un volume d'annexes enrichi d'année en année et portant notamment sur les relations

[1] Les personnes physiques acquièrent la qualité de résident dès lors qu'elles sont en mesure de justifier leur installation effective en France. Le critère de domicile principal doit toujours prévaloir sur celui de l'activité professionnelle.

[2] Par « France » il faut entendre France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les Départements d'outre-mer et les Collectivités d'outre-mer à statut particulier de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

bilatérales de la France et les flux et les stocks d'investissements directs sectorisés. Désormais publié électroniquement sur le site de la Banque de France.

***Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, direction des Relations avec les publics et de la Communication***

*Notes bleues de Bercy* :

« Bilan des investissements étrangers en France en 2004 », n° 292, juin 2005.

***Fonds monétaire international***

– « *Balance of payments statistics* », publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

***Eurostat***

– « Balance des paiements de la Zone euro, de l'Union européenne et par pays », données disponibles sur le site Internet.

## TABLEAU K.02-1

### Balance des paiements (1)

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

*Unité* : Million d'euros

| Titres, postes, rubriques | *r* 2003 | | | *p* 2004 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits | Débits | **Soldes** | Crédits | Débits | **Soldes** |
| **1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES** | **505 663** | **498 644** | **7 019** | **535 580** | **542 333** | **– 6 753** |
| **1-1. Biens** | **319 995** | **317 130** | **2 865** | **338 689** | **345 004** | **– 6 315** |
| Marchandises générales | 311 087 | 307 624 | **3 463** | 329 431 | 335 192 | **– 5 761** |
| Données douanières | 323 084 | 320 879 | **2 205** | 341 178 | 348 529 | **– 7 351** |
| Corrections | – 11 997 | – 13 255 | **1 258** | – 11 747 | – 13 337 | **1 590** |
| Avitaillement | 721 | 1 486 | **– 765** | 980 | 1 450 | **– 470** |
| Travail à façon et réparations | 8 187 | 8 020 | **167** | 8 278 | 8 362 | **– 84** |
| **1-2. Services** | **87 341** | **73 339** | **14 002** | **88 819** | **78 550** | **10 269** |
| Transports | 19 066 | 18 829 | **237** | 20 614 | 21 118 | **– 504** |
| Maritimes | 4 855 | 5 558 | **– 703** | 5 660 | 6 821 | **– 1 161** |
| Aériens | 8 510 | 8 269 | **241** | 9 007 | 9 230 | **– 223** |
| Autres | 5 701 | 5 002 | **699** | 5 947 | 5 067 | **880** |
| Voyages | 32 349 | 20 713 | **11 636** | 32 834 | 23 021 | **9 813** |
| Services de communication | 2 209 | 1 760 | **449** | 2 440 | 1 515 | **925** |
| Services de construction | 2 477 | 1 192 | **1 285** | 2 579 | 1 383 | **1 196** |
| Services d'assurances | 1 873 | 2 121 | **– 248** | 1 215 | 1 759 | **– 544** |
| Services financiers | 948 | 1 699 | **– 751** | 1 164 | 2 010 | **– 846** |
| Services d'informatique et d'information | 1 113 | 1 099 | **14** | 1 191 | 1 157 | **34** |
| Redevances et droits de licence | 3 593 | 2 150 | **1 443** | 4 059 | 2 520 | **1 539** |
| Autres services aux entreprises | 21 363 | 20 755 | **608** | 20 207 | 21 088 | **– 881** |
| Négoce international | 2 591 | – | **2 591** | 1 771 | – | **1 771** |
| Autres services commerciaux | 1 853 | 4 491 | **– 2 638** | 1 939 | 4 726 | **– 2 787** |
| Locations | 711 | 873 | **– 162** | 639 | 819 | **– 180** |
| Services divers aux entreprises | 16 208 | 15 391 | **817** | 15 858 | 15 543 | **315** |
| Services personnels, culturels et récréatifs | 1 653 | 2 069 | **– 416** | 1 824 | 2 077 | **– 253** |
| Services des administrations publiques | 697 | 952 | **– 255** | 692 | 902 | **– 210** |
| **1-3. Revenus** | **76 747** | **69 667** | **7 080** | **87 170** | **80 312** | **6 858** |
| 1-3-1. Rémunérations des salariés | 9 602 | 1 362 | **8 240** | 9 775 | 1 366 | **8 409** |
| 1-3-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis) | 67 145 | 68 305 | **– 1 160** | 77 395 | 78 946 | **– 1 551** |
| *Investissements directs* | 14 320 | 4 210 | **10 110** | 19 482 | 6 909 | **12 573** |
| *Investissements de portefeuille* | 32 927 | 43 798 | **– 10 871** | 41 449 | 53 107 | **– 11 658** |
| *Autres* | 19 898 | 20 297 | **– 399** | 16 464 | 18 930 | **– 2 466** |
| **1-4. Transferts courants** | **21 580** | **38 508** | **– 16 928** | **20 902** | **38 467** | **– 17 565** |
| Secteur des administrations publiques | 13 296 | 24 395 | **– 11 099** | 13 220 | 24 167 | **– 10 947** |
| Autres secteurs | 8 284 | 14 113 | **– 5 829** | 7 682 | 14 300 | **– 6 618** |
| Envois de fonds des travailleurs | 407 | 2 520 | **– 2 113** | 405 | 2 540 | **– 2 135** |
| Autres transferts | 7 877 | 11 593 | **– 3 716** | 7 277 | 11 760 | **– 4 483** |
| **2. COMPTE DE CAPITAL** | **1 693** | **9 359** | **– 7 666** | **2 566** | **825** | **1 741** |
| **2-1. Transferts en capital** | **1 665** | **9 287** | **– 7 622** | **1 827** | **734** | **1 093** |
| Remises de dettes des administrations publiques | – | 1 308 | **– 1 308** | – | 198 | **– 198** |
| Autres transferts des administrations publiques | 1 371 | 180 | **1 191** | 1 484 | 239 | **1 245** |
| Remises de dettes des autres secteurs | 3 | 7 616 | **– 7 613** | 70 | 152 | **– 82** |
| Autres transferts des autres secteurs | 291 | 183 | **108** | 273 | 145 | **128** |
| **2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)** | **28** | **72** | **– 44** | **739** | **91** | **648** |
| **3. COMPTE FINANCIER** | **5 711 105** | **5 701 395** | **9 710** | **6 688 592** | **6 688 269** | **323** |
| **3-1. Investissements directs** | **85 346** | **94 781** | **– 9 435** | **42 713** | **61 626** | **– 18 913** |
| **Français à l'étranger** | **25 206** | **72 296** | **– 47 090** | **6 900** | **45 398** | **– 38 498** |
| Capital social | 25 206 | 36 983 | **– 11 777** | 6 900 | 29 694 | **– 22 794** |
| Bénéfices réinvestis | – | 1 740 | **– 1 740** | – | 3 870 | **– 3 870** |
| Autres opérations | – | 33 573 | **– 33 573** | – | 11 834 | **– 11 834** |
| **Étrangers en France** | **60 140** | **22 485** | **37 655** | **35 813** | **16 228** | **19 585** |
| Capital social | 35 628 | 20 565 | **15 063** | 20 711 | 16 228 | **4 483** |
| Bénéfices réinvestis | – | 1 920 | **– 1 920** | 1 068 | – | **1 068** |
| Autres opérations | 24 512 | – | **24 512** | 14 034 | – | **14 034** |

N.B. Voir note en fin de tableau.

## TABLEAU K.02-1 (suite et fin)

### Balance des paiements (1)

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

*Unité* : Million d'euros

| Titres, postes, rubriques | r 2003 | | | p 2004 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits | Débits | **Soldes** | Crédits | Débits | **Soldes** |
| **3-2. Investissements de portefeuille** | **5 586 206** | **5 580 436** | **5 770** | **6 475 625** | **6 521 947** | **– 46 322** |
| **3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)** | **3 678 871** | **3 849 499** | **– 170 628** | **4 403 376** | **4 583 340** | **– 179 964** |
| 3-2-1-1. Actions | 682 503 | 724 843 | **– 42 340** | 734 799 | 783 919 | **– 49 120** |
| *Secteur bancaire* | – | 14 392 | **– 14 392** | – | 19 911 | **– 19 911** |
| *Autres secteurs (y compris tous OPCVM)* | – | 27 948 | **– 27 948** | – | 29 209 | **– 29 209** |
| 3-2-1-2. Obligations et assimilés | 2 167 475 | 2 268 729 | **– 101 254** | 2 732 878 | 2 852 266 | **– 119 388** |
| *Secteur des autorités monétaires* | – | – | **–** | – | 497 | **– 497** |
| *Secteur bancaire* | – | 30 874 | **– 30 874** | – | 59 677 | **– 59 677** |
| *Autres secteurs* | – | 70 380 | **– 70 380** | – | 59 214 | **– 59 214** |
| 3-2-1-3. Instruments du marché monétaire | 828 893 | 855 927 | **– 27 034** | 935 699 | 947 155 | **– 11 456** |
| *Secteur bancaire* | – | 25 944 | **– 25 944** | – | 3 195 | **– 3 195** |
| *Autres secteurs* | – | 1 090 | **– 1 090** | – | 8 261 | **– 8 261** |
| **3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)** | **1 907 335** | **1 730 937** | **176 398** | **2 072 249** | **1 938 607** | **133 642** |
| 3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM | 522 665 | 504 544 | **18 121** | 549 856 | 524 840 | **25 016** |
| *Secteur bancaire* | 69 397 | 71 620 | **– 2 223** | 54 415 | 56 915 | **– 2 500** |
| *Autres secteurs (y compris OPCVM)* | 453 268 | 432 924 | **20 344** | 495 441 | 467 925 | **27 516** |
| 3-2-2-2. Obligations et assimilés | 751 482 | 607 324 | **144 158** | 684 586 | 590 136 | **94 450** |
| *Secteur des administrations publiques* | 512 247 | 452 854 | **59 393** | 479 651 | 403 156 | **76 495** |
| *Secteur bancaire* | 121 878 | 74 516 | **47 362** | 128 369 | 93 572 | **34 797** |
| *Autres secteurs* | 117 357 | 79 954 | **37 403** | 76 566 | 93 408 | **– 16 842** |
| 3-2-2-3. Instruments du marché monétaire | 633 188 | 619 069 | **14 119** | 837 807 | 823 631 | **14 176** |
| *Secteur des administrations publiques* | 175 199 | 159 333 | **15 866** | 216 353 | 204 526 | **11 827** |
| *Secteur bancaire* | 124 455 | 129 777 | **– 5 322** | 123 930 | 121 094 | **2 836** |
| *Autres secteurs* | 333 534 | 329 959 | **3 575** | 497 524 | 498 011 | **– 487** |
| **3-3. Produits financiers dérivés (1)** | **–** | **6 058** | **– 6 058** | **5 100** | **–** | **5 100** |
| *Institutions monétaires et financières* | – | 6 058 | **– 6 058** | 5 100 | – | **5 100** |
| **3-4. Autres investissements** | **39 553** | **17 949** | **21 604** | **163 956** | **99 989** | **63 967** |
| **3-4-1. Avoirs** | **746** | **14 439** | **– 13 693** | **10 246** | **99 989** | **– 89 743** |
| 3-4-1-1. Crédits commerciaux | – | 597 | **– 597** | – | 3 797 | **– 3 797** |
| 3-4-1-2. Prêts | 746 | 13 809 | **– 13 063** | 10 246 | 96 187 | **– 85 941** |
| *Autorités monétaires* | 746 | – | **746** | 9 040 | – | **9 040** |
| *Administrations publiques* | – | 2 345 | **– 2 345** | 1 206 | – | **1 206** |
| *Institutions financières monétaires* | – | 3 567 | **– 3 567** | – | 94 574 | **– 94 574** |
| *Autres secteurs* | – | 7 897 | **– 7 897** | – | 1 613 | **– 1 613** |
| 3-4-1-3. Autres avoirs | – | 33 | **– 33** | – | 5 | **– 5** |
| *Administrations publiques* | – | 33 | **– 33** | – | 5 | **– 5** |
| *Autres secteurs* | – | – | **–** | – | – | **–** |
| **3-4-2. Engagements** | **38 807** | **3 510** | **35 297** | **153 710** | **–** | **153 710** |
| 3-4-2-1. Crédits commerciaux | – | 2 996 | **– 2 996** | 7 367 | – | **7 367** |
| 3-4-2-2. Prêts | 38 807 | 514 | **38 293** | 146 343 | – | **146 343** |
| *Autorités monétaires* | 1 813 | – | **1 813** | 1 373 | – | **1 373** |
| *Administrations publiques* | – | 514 | **– 514** | 1 957 | – | **1 957** |
| *Institutions financières monétaires* | 34 676 | – | **34 676** | 135 233 | – | **135 233** |
| *Autres secteurs* | 2 318 | – | **2 318** | 7 780 | – | **7 780** |
| 3-4-2-3. Autres engagements | – | – | **–** | – | – | **–** |
| **3-5. Avoirs de réserve** | **–** | **2 171** | **– 2 171** | **1 198** | **4 707** | **– 3 509** |
| Or | – | – | **–** | 423 | – | **423** |
| Avoirs en droits de tirages spéciaux | – | 69 | **– 69** | – | 62 | **– 62** |
| Position de réserve au FMI | – | 1 087 | **– 1 087** | 775 | – | **775** |
| Devises étrangères | – | 1 015 | **– 1 015** | – | 4 645 | **– 4 645** |
| Créances sur la BCE (Banque centrale européenne) | – | – | **–** | – | – | **–** |
| **4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES** | **–** | **9 063** | **– 9 063** | **4 689** | **–** | **4 689** |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **6 218 461** | **6 218 461** | **–** | **7 231 427** | **7 231 427** | **–** |

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie : les produits financiers dérivés sont enlevés des investissements de portefeuille et constituent un chapitre à part dans « COMPTE FINANCIER ».

## TABLEAU K.02-2

### Transactions (1) entre la France, l'UE, l'OCDE et l'Opep en 2004

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

*Unité* : Million d'euros

| Titres, postes, rubriques | Pays membres de l'UE | | OCDE | | Pays membres de l'Opep | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits | Débits | Crédits | Débits | Crédits | Débits |
| **1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES** | **332 350** | **339 767** | **430 464** | **421 001** | **20 802** | **13 828** |
| **1-1. Biens** | **210 739** | **209 057** | **273 006** | **270 925** | **16 140** | **10 462** |
| Marchandises générales | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Avitaillement | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Travail à façon et réparations | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **1-2. Services** | **42 073** | **39 347** | **68 479** | **58 701** | **3 508** | **1 673** |
| Transports | 8 091 | 8 280 | 14 015 | 14 484 | 693 | 736 |
| Voyages | 19 959 | 11 108 | 28 856 | 15 279 | 1 030 | 422 |
| Services de communication | 1 591 | 994 | 2 047 | 1 211 | 80 | 59 |
| Services de construction | 592 | 611 | 1 028 | 919 | 586 | 102 |
| Services d'assurances | 887 | 1 286 | 1 028 | 1 465 | 31 | – 3 |
| Services financiers | 398 | 984 | 698 | 1 731 | 18 | 7 |
| Services d'informatique et d'information | 623 | 551 | 1 142 | 1 116 | 7 | 1 |
| Redevances et droits de licence | 1 635 | 1 070 | 3 747 | 2 319 | 46 | 4 |
| Autres services aux entreprises | 6 969 | 13 216 | 14 219 | 17 959 | 954 | 270 |
| Services personnels, culturels et récréatifs | 910 | 1 110 | 1 623 | 1 950 | 36 | 10 |
| Services des administrations publiques | 417 | 137 | 78 | 268 | 26 | 64 |
| **1-3. Revenus** | **62 019** | **64 288** | **79 561** | **75 172** | **1 103** | **322** |
| 1-3-1. Rémunérations des salariés | 5 125 | 801 | 9 299 | 1 152 | 34 | 18 |
| 1-3-2. Revenus des investissements | 56 894 | 63 487 | 70 261 | 74 020 | 1 069 | 304 |
| **1-4. Transferts courants** | **17 518** | **27 075** | **9 418** | **16 203** | **52** | **1 371** |
| Secteur des administrations publiques | 12 511 | 18 693 | 2 556 | 4 172 | 6 | 980 |
| Autres secteurs | 5 007 | 8 382 | 6 862 | 12 030 | 46 | 391 |
| **2. COMPTE DE CAPITAL** | **1 760** | **312** | **1 063** | **423** | **5** | **1** |
| **3. COMPTE FINANCIER** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **3-1. Investissements directs** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Français à l'étranger | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Étrangers en France | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **3-2. Investissements de portefeuille** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **3-2-1. Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-1-1. Actions | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-1-2. Obligations | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-1-4. Produits financiers dérivés | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **3-2-2. Engagements (non-résidents sur titres émis par résidents)** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-2-1. Actions | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-2-2. Obligations et assimilés | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-2-4. Produits financiers dérivés | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **3-3. Autres investissements** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **3-3-1. Avoirs** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-3-1-2. Prêts | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-3-1-3. Autres avoirs | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **3-3-2. Engagements** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-3-2-2. Prêts | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 3-3-2-3. Autres engagements | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **3-4. Avoirs de réserve** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **TOTAL** | ... | ... | ... | ... | ... | ... |

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (V$^{ème}$ manuel du FMI).

## TABLEAU K.02-3

### Transactions entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc en 2004 (1)

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

*Unité* : Million d'euros

| Titres, postes, rubriques | Pays du Maghreb | | Pays de la Zone Franc | |
|---|---|---|---|---|
| | Crédits | Débits | Crédits | Débits |
| **1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES** | **12 990** | **13 550** | **5 519** | **2 845** |
| **1-1. Biens** | **9 523** | **7 659** | **3 053** | **1 302** |
| Marchandises générales | ... | ... | ... | ... |
| Avitaillement | ... | ... | ... | ... |
| Travail à façon et réparations | ... | ... | ... | ... |
| **1-2. Services** | **2 866** | **3 122** | **1 670** | **1 230** |
| Transports | 565 | 1 013 | 567 | 428 |
| Voyages | 988 | 1 635 | 485 | 291 |
| Services de communication | 116 | 118 | 37 | 15 |
| Services de construction | 149 | 14 | 90 | 15 |
| Services d'assurances | 30 | 23 | 29 | 17 |
| Services financiers | 10 | 4 | 4 | 2 |
| Services d'informatique et d'information | 10 | 2 | 3 | – |
| Redevances et droits de licence | 17 | 10 | 18 | 6 |
| Autres services aux entreprises | 907 | 228 | 317 | 227 |
| Services personnels, culturels et récréatifs | 15 | 15 | 19 | 9 |
| Services des administrations publiques | 59 | 60 | 103 | 220 |
| **1-3. Revenus** | **522** | **128** | **714** | **48** |
| 1-3-1. Rémunérations des salariés | 71 | 37 | 57 | 30 |
| 1-3-2. Revenus des investissements | 451 | 92 | 656 | 18 |
| **1-4. Transferts courants** | **80** | **2 640** | **81** | **264** |
| Secteur des administrations publiques | 7 | 1 348 | 2 | 119 |
| Autres secteurs | 73 | 1 292 | 79 | 146 |
| **2. COMPTE DE CAPITAL** | **9** | **4** | **1** | **140** |
| **3. COMPTE FINANCIER** | ... | ... | ... | ... |
| **3-1. Investissements directs** | ... | ... | ... | ... |
| Français à l'étranger | ... | ... | ... | ... |
| Étrangers en France | ... | ... | ... | ... |
| **3-2. Investissements de portefeuille** | ... | ... | ... | ... |
| **3-2-1. Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)** | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-1-1. Actions | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-1-2. Obligations | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-1-4. Produits financiers dérivés | ... | ... | ... | ... |
| **3-2-2. Engagements (non-résidents sur titres émis par résidents)** | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-2-1. Actions | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-2-2. Obligations et assimilés | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire | ... | ... | ... | ... |
| 3-2-2-4. Produits financiers dérivés | ... | ... | ... | ... |
| **3-3. Autres investissements** | ... | ... | ... | ... |
| **3-3-1. Avoirs** | ... | ... | ... | ... |
| 3-3-1-2. Prêts | ... | ... | ... | ... |
| 3-3-1-3. Autres avoirs | ... | ... | ... | ... |
| **3-3-2. Engagements** | ... | ... | ... | ... |
| 3-3-2-2. Prêts | ... | ... | ... | ... |
| 3-3-2-3. Autres engagements | ... | ... | ... | ... |
| **3-4. Avoirs de réserve** | ... | ... | ... | ... |
| **4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES** | ... | ... | ... | ... |
| **TOTAL** | ... | ... | ... | ... |

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (V$^{ème}$ manuel du FMI).

## TABLEAU K.02-4

### Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

*Unité* : Million d'euros

| | 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *r* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total des opérations avec l'Union européenne (hors Fed) (1)** | **– 2 247** | **– 2 805** | **– 3 786** | **– 3 707** | **– 3 743** | **– 3 298** |
| **Total des recettes** | **9 804** | **11 735** | **10 831** | **11 070** | **12 604** | **12 099** |
| *dont* : Feoga-Orientation (2) | 248 | 252 | 111 | 116 | 91 | 94 |
| Feoga-Garanties (2) | 8 339 | 8 997 | 9 222 | 9 753 | 10 420 | 9 389 |
| FSE (3) | 632 | 867 | 488 | 404 | 540 | 662 |
| Feder (4) | 424 | 1 488 | 819 | 502 | 1 279 | 1 386 |
| **Total des contributions** | **12 051** | **14 540** | **14 618** | **14 776** | **16 346** | **15 396** |
| *dont* : Versement TVA | 7 174 | 6 077 | 5 608 | 3 842 | 3 685 | 2 235 |
| Versement PNB | 2 485 | 5 522 | 5 650 | 7 585 | 9 596 | 10 203 |
| Droits de douanes | 1 518 | 1 486 | 1 458 | 1 299 | 1 243 | 1 340 |
| Cotisation sucrière | 372 | 231 | 214 | 234 | 49 | 93 |
| **Fonds européen de développement (net)** | **– 387** | **– 349** | **– 442** | **– 547** | **– 434** | **– 579** |
| **Impôts, taxes et divers** | **59** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** |
| **Total des transferts unilatéraux avec l'UE et le Fed** | **– 2 575** | **– 3 154** | **– 4 229** | **– 4 253** | **– 4 177** | **– 3 877** |
| Total des recettes | 9 877 | 11 745 | 10 831 | 11 070 | 12 604 | 12 099 |
| Total des contributions | 12 452 | 14 899 | 15 060 | 15 323 | 16 780 | 15 975 |
| **Recettes du Gouvernement français (5)** | **189** | **183** | **169** | **594** | **346** | **377** |
| **Flux financiers nets avec les institutions communautaires** | **– 2 386** | **– 2 971** | **– 4 060** | **– 3 659** | **– 3 830** | **– 3 499** |

(1) Fed : Fonds Européen de Développement.
(2) Feoga : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole.
(3) FSE : Fonds Social Européen.
(4) Feder : Fonds Européen de Développement Régional.
(5) Une retenue pour frais d'assiette et de perception est appliquée sur la cotisation sucrière et les droits de douane : le produit est inscrit sur cette ligne relevant des services et non des transferts unilatéraux. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte ces flux pour apprécier l'impact total des relations financières avec les institutions communautaires.

## TABLEAU K.02-5

### Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes en 2004

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

*Unité* : Million d'euros

| Pays | Transactions courantes | | | | Compte financier | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Total** | *dont* : | | | **Total** | *dont* : | | |
| | | Marchandises (1) | Services (1) | Revenus | | Investissements directs (1) | Investissements de portefeuille (1) | Autres investissements (1) |
| **Union européenne à 15 :** | | | | | | | | |
| Allemagne | **– 9 992** | – 11 796 | – 838 | 3 560 | ... | ... | ... | ... |
| Autriche | **753** | 255 | – 63 | 647 | ... | ... | ... | ... |
| U.E.B.L. (2) | **– 13 048** | – 64 | 2 378 | – 14 668 | ... | ... | ... | ... |
| Danemark | **– 188** | – 245 | 366 | – 346 | ... | ... | ... | ... |
| Espagne | **5 326** | 7 325 | – 5 713 | 4 173 | ... | ... | ... | ... |
| Finlande | **130** | – 345 | 114 | 341 | ... | ... | ... | ... |
| Grèce | **3 911** | 3 252 | – 47 | 690 | ... | ... | ... | ... |
| Irlande | **– 1 931** | – 2 288 | 83 | 380 | ... | ... | ... | ... |
| Italie | **5 095** | – 907 | 606 | 6 047 | ... | ... | ... | ... |
| Pays-Bas | **1 851** | – 2 416 | 1 130 | 3 381 | ... | ... | ... | ... |
| Portugal | **70** | 776 | – 221 | 1 024 | ... | ... | ... | ... |
| Royaume-Uni | **5 041** | 8 090 | 4 338 | – 7 676 | ... | ... | ... | ... |
| Suède | **286** | 44 | 158 | 68 | ... | ... | ... | ... |
| Australie | **1 774** | 1 551 | – 35 | 265 | ... | ... | ... | ... |
| Canada | **693** | 877 | – 374 | 286 | ... | ... | ... | ... |
| États-Unis | **8 719** | 2 748 | 4 848 | 1 992 | ... | ... | ... | ... |
| Islande | **– 125** | – 36 | – 90 | 3 | ... | ... | ... | ... |
| Japon | **– 3 585** | – 4 763 | 1 083 | 83 | ... | ... | ... | ... |
| Norvège | **– 4 407** | – 5 224 | – 15 | 806 | ... | ... | ... | ... |
| Nouvelle-Zélande | **78** | 148 | – 80 | 14 | ... | ... | ... | ... |
| Suisse | **5 667** | 2 680 | 1 411 | 2 431 | ... | ... | ... | ... |
| Turquie | **1 536** | 987 | 363 | 245 | ... | ... | ... | ... |

(1) Nouvelle méthodologie.
(2) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

## TABLEAU K.02-6

### Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

*Source* : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

| Pays | 1994 | 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *p* 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **U.E.B.L. (1) :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | 10,64 | 10,84 | 10,73 | 12,38 | 10,94 | 13,22 | 12,35 | 10,50 | 15,88 | 12,51 |
| Compte de capital | – | 0,29 | 0,14 | 0,36 | – 0,10 | – 0,05 | – 0,23 | 0,03 | – 0,88 | – 1,01 |
| Compte financier | – 8,62 | – 9,83 | – 9,56 | – 10,76 | – 14,43 | – 12,64 | – 10,02 | – 8,92 | – 15,02 | – 0,94 |
| Avoirs de réserves (bruts) | – 0,19 | – 0,18 | – 0,46 | – 0,94 | 1,88 | 1,75 | 1,04 | – 1,61 | – | 1,43 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 1,84 | – 1,12 | – 0,85 | – 1,04 | 1,70 | – 2,28 | – 3,14 | – | 0,02 | – 11,98 |
| **Danemark :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | 2,70 | 1,41 | 2,41 | 0,82 | – 1,81 | 2,74 | 2,62 | 5,50 | 5,30 | 5,44 |
| Compte de capital | – | – | – | 0,11 | 0,04 | 1,02 | – 0,02 | – 0,03 | 0,11 | – 0,04 |
| Compte financier | – 4,78 | – 0,33 | 1,47 | 7,56 | – 1,34 | 5,86 | – 4,16 | – 5,75 | 2,68 | – 3,98 |
| Avoirs de réserves (bruts) | 1,57 | – 1,90 | – 2,78 | – 5,81 | 3,81 | – 8,86 | 6,13 | – 3,65 | – 5,97 | – 4,14 |
| Erreurs et omissions (nettes) | 0,51 | 0,82 | – 1,10 | – 2,68 | – 0,71 | – 0,76 | – 4,58 | 3,93 | – 2,13 | 2,72 |
| **France :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | 6,28 | 8,25 | 16,03 | 33,63 | 33,91 | 29,91 | 20,17 | 32,14 | 14,65 | 3,88 |
| Compte de capital | – 3,54 | 0,39 | 0,96 | 1,32 | 1,32 | 1,47 | 1,51 | – 0,35 | – 0,20 | – 7,30 |
| Compte financier | – 4,05 | – 5,58 | – 17,66 | – 33,46 | – 26,34 | – 33,91 | – 35,33 | – 37,16 | – 25,33 | – 0,61 |
| Avoirs de réserves (bruts) | – 2,07 | – 0,54 | – 0,19 | – 5,29 | – 17,83 | 1,30 | 2,64 | 6,22 | 4,22 | – 1,13 |
| Erreurs et omissions (nettes) | 3,38 | – 2,52 | 0,85 | 3,79 | 8,94 | 1,22 | 11,02 | – 0,86 | 6,67 | 5,16 |
| **Allemagne :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | – 17,72 | – 14,40 | – 10,71 | – 7,71 | – 10,48 | – 21,30 | – 27,37 | 1,91 | 46,16 | 48,61 |
| Compte de capital | 0,13 | – 2,08 | – 1,70 | – | 0,65 | – 0,15 | 6,72 | – 0,37 | – 0,24 | 0,32 |
| Compte financier | 25,76 | 33,47 | 12,57 | 1,06 | 16,04 | – 26,39 | 31,47 | – 26,60 | – 74,59 | – 70,60 |
| Avoirs de réserves (bruts) | 1,73 | – 11,48 | 0,94 | 3,34 | – 3,62 | 13,24 | 5,67 | 6,11 | 2,10 | 0,60 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 9,89 | – 5,49 | – 1,10 | 3,30 | – 2,61 | 34,60 | – 16,49 | 18,94 | 26,58 | 21,06 |
| **Grèce :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | – 0,12 | – 2,18 | – 3,55 | – 4,32 | ... | – 6,85 | – 10,66 | – 10,50 | – 11,06 | – 9,95 |
| Compte de capital | – | – | – | – | ... | 2,08 | 2,29 | 2,41 | 1,62 | 1,25 |
| Compte financier | 5,84 | 2,41 | 6,75 | 0,11 | ... | 7,02 | 11,75 | 0,60 | 12,30 | 5,46 |
| Avoirs de réserves (bruts) | – 5,34 | 0,02 | – 3,29 | 4,02 | ... | – 2,29 | – 2,79 | 6,37 | – 1,98 | 4,18 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 0,38 | – 0,24 | 0,09 | 0,20 | ... | 0,04 | – 0,60 | 1,13 | – 0,88 | – 0,95 |
| **Irlande :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | 1,34 | 1,31 | 1,60 | 1,66 | 0,91 | 0,23 | – 0,56 | – 0,77 | – 1,49 | – 1,87 |
| Compte de capital | 0,33 | 0,62 | 0,61 | 0,77 | 1,10 | 0,56 | 1,17 | 0,71 | 0,54 | 0,39 |
| Compte financier | – 3,35 | – 0,02 | – 2,17 | – 6,66 | 4,22 | – 3,93 | 8,59 | 0,02 | 1,98 | 0,84 |
| Avoirs de réserves (bruts) | 0,15 | – 1,78 | 0,04 | 0,99 | – 2,89 | 1,85 | 0,04 | – 0,44 | 0,31 | 1,67 |
| Erreurs et omissions (nettes) | 1,54 | – 0,13 | – 0,08 | 3,24 | – 3,34 | 1,29 | – 9,24 | 0,48 | – 1,35 | – 1,04 |
| **Italie :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | 11,18 | 19,08 | 31,19 | 28,83 | 17,99 | 7,61 | – 6,27 | – 0,73 | – 7,16 | – 19,44 |
| Compte de capital | 0,87 | 1,27 | 0,05 | 3,06 | 2,12 | 2,78 | 3,12 | 0,95 | 0,79 | 2,76 |
| Compte financier | – 12,03 | – 2,20 | – 6,22 | – 6,12 | – 16,26 | – 16,35 | 8,14 | – 3,99 | 11,89 | 17,17 |
| Avoirs de réserves (bruts) | – 1,33 | – 2,13 | – 9,29 | – 11,70 | 19,31 | 7,56 | – 3,52 | 0,66 | – 3,37 | – 0,98 |
| Erreurs et omissions (nettes) | 1,31 | – 16,02 | – 15,73 | – 14,07 | – 23,16 | – 1,61 | – 1,47 | 3,11 | – 2,15 | 0,51 |
| **Pays-Bas :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | 14,64 | 19,64 | 16,77 | 22,31 | 11,72 | 12,20 | 7,40 | 8,75 | 10,75 | 14,53 |
| Compte de capital | – 0,85 | – 0,83 | – 1,58 | – 1,15 | – 0,38 | – 0,20 | – 0,11 | – 3,58 | – 0,58 | – 1,80 |
| Compte financier | – 8,44 | – 14,34 | – 4,27 | – 12,73 | – 12,95 | – 9,30 | – 8,12 | 0,56 | – 13,34 | – 20,46 |
| Avoirs de réserves (bruts) | – 0,42 | 1,45 | 4,44 | 2,41 | 2,10 | 4,33 | – 0,24 | 0,39 | 0,14 | 0,82 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 4,93 | – 5,92 | – 15,36 | – 10,84 | – 0,50 | – 7,03 | 1,07 | – 6,13 | 3,03 | 6,90 |
| **Royaume-Uni :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | – 1,73 | – 4,54 | – 8,40 | – 1,39 | – 5,90 | – 37,12 | – 39,31 | – 35,92 | – 28,75 | – 29,65 |
| Compte de capital | 0,04 | 0,64 | 1,54 | 1,43 | 0,77 | 1,17 | 2,51 | 1,93 | 1,40 | 1,83 |
| Compte financier | – 6,49 | 0,90 | 4,33 | – 10,91 | 3,14 | 30,91 | 46,97 | 33,25 | 15,64 | 23,98 |
| Avoirs de réserves (bruts) | – 1,27 | 0,65 | 0,51 | 3,47 | 0,23 | 0,98 | – 5,75 | 4,98 | 0,67 | 2,29 |
| Erreurs et omissions (nettes) | 9,45 | 2,36 | 2,04 | 7,39 | 1,76 | 4,06 | – 4,41 | – 4,24 | 11,03 | 1,55 |

N.B. Voir note en fin de tableau.

## TABLEAU K.02-6 (suite et fin)

### Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

*Source* : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

| Pays | 1994 | 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *p*2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Espagne :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | – 5,41 | 0,60 | 0,32 | 2,23 | – 2,82 | – 12,92 | – 20,88 | – 18,33 | – 17,05 | – 20,98 |
| Compte de capital | 1,95 | 4,57 | 5,14 | 5,73 | 5,69 | 6,54 | 5,20 | 5,55 | 7,77 | 8,84 |
| Compte financier | 3,80 | – 6,05 | 15,71 | 7,61 | – 12,73 | – 10,32 | 18,39 | 18,55 | 18,58 | 3,94 |
| Avoirs de réserves (bruts) | – 0,03 | 4,88 | – 18,93 | – 10,46 | 12,91 | 21,45 | 3,13 | 1,50 | – 3,92 | 13,72 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 0,31 | – 4,00 | – 2,23 | – 5,11 | – 3,05 | – 4,75 | – 5,84 | – 7,27 | – 5,37 | – 5,53 |
| **Portugal :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | – 1,86 | – 0,10 | – 4,07 | – 5,75 | – 7,04 | – 9,14 | – 12,06 | – 12,08 | – 9,33 | – 7,48 |
| Compte de capital | – | – | 2,10 | 2,41 | 2,29 | 2,31 | 1,64 | 1,19 | 2,04 | 2,73 |
| Compte financier | 0,89 | 2,30 | 2,99 | 5,93 | 5,38 | 8,55 | 11,64 | 11,54 | 7,75 | – 1,01 |
| Avoirs de réserves (bruts) | 1,21 | 0,23 | – 0,43 | – 0,87 | – 0,46 | – 0,20 | – 0,40 | – 0,95 | – 1,08 | 5,72 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 0,24 | – 2,43 | – 0,60 | – 1,71 | – 0,17 | – 1,52 | – 0,82 | 0,30 | 0,62 | 0,04 |
| **Suisse :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | 14,89 | 16,59 | 15,53 | 22,53 | 22,66 | 26,17 | 35,27 | 24,47 | 25,87 | 38,36 |
| Compte de capital | – 0,12 | – 0,10 | – 0,17 | – 0,15 | 0,13 | – 0,48 | – 3,84 | 1,70 | – 1,23 | – 0,68 |
| Compte financier | – 10,20 | – 6,83 | – 21,30 | – 21,99 | – 28,03 | – 32,73 | – 34,69 | – 41,96 | – 23,03 | – 26,70 |
| Avoirs de réserves (bruts) | – 0,85 | – 0,02 | – 1,97 | – 1,92 | – 1,06 | 2,52 | 4,57 | – 0,70 | – 2,71 | – 3,02 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 3,70 | – 9,64 | 7,90 | 1,53 | 6,30 | 4,53 | – 1,31 | 16,48 | 1,11 | – 7,96 |
| **Canada :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | – 11,02 | – 3,29 | 2,63 | – 7,33 | – 7,05 | 1,66 | 21,30 | 18,11 | 15,35 | 15,30 |
| Compte de capital | 6,35 | 3,77 | 4,55 | 4,83 | 3,00 | 3,19 | 3,89 | 4,18 | 3,38 | 2,51 |
| Compte financier | 4,37 | – 0,97 | – 7,23 | 3,02 | 4,45 | – 5,60 | – 15,74 | – 12,83 | – 12,33 | – 19,13 |
| Avoirs de réserves (bruts) | 0,33 | – 2,06 | – 4,29 | 2,13 | – 4,49 | – 5,57 | – 4,04 | – 2,43 | 0,20 | 2,88 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 0,02 | 2,56 | 4,34 | – 2,65 | 4,10 | 6,32 | – 5,41 | – 7,03 | – 6,59 | – 1,57 |
| **États-Unis :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | – 100,39 | – 83,29 | – 93,71 | – 120,99 | – 188,45 | – 278,62 | – 448,75 | – 431,02 | – 503,61 | – 470,16 |
| Compte de capital | – 0,40 | 0,28 | – 0,51 | – 0,93 | – 0,67 | – 4,54 | – 0,88 | – 1,21 | – 1,34 | – 2,73 |
| Compte financier | 105,47 | 93,63 | 102,20 | 197,80 | 74,21 | 213,83 | 518,16 | 470,47 | 609,84 | 482,20 |
| Avoirs de réserves (bruts) | 4,53 | – 7,42 | 5,20 | – 0,90 | – 6,05 | 8,19 | – 0,31 | – 5,51 | – 3,92 | 1,36 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 9,21 | – 3,21 | – 13,17 | – 74,98 | 120,96 | 61,14 | – 68,21 | – 32,73 | – 100,97 | – 10,65 |
| **Japon :** | | | | | | | | | | |
| Compte de transactions courantes | 101,58 | 86,60 | 51,31 | 86,14 | 106,80 | 107,56 | 129,88 | 98,12 | 119,49 | 120,69 |
| Compte de capital | – 1,44 | – 1,74 | – 2,57 | – 3,60 | – 13,00 | – 15,46 | – 10,05 | – 3,21 | – 3,53 | – 3,54 |
| Compte financier | – 66,37 | – 49,90 | – 21,85 | – 107,23 | – 103,27 | – 36,46 | – 85,00 | – 53,82 | – 67,35 | 63,72 |
| Avoirs de réserves (bruts) | – 19,71 | – 45,71 | – 27,40 | – 5,85 | 5,54 | – 71,58 | – 53,13 | – 45,25 | – 49,02 | – 165,81 |
| Erreurs et omissions (nettes) | – 14,06 | 10,75 | 0,51 | 30,53 | 3,92 | 15,94 | 18,30 | 4,16 | 0,40 | – 15,05 |

(1) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

## TABLEAU K.02-7A

### Soldes des flux d'investissements directs (1) français à l'étranger par secteur économique

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

*Unité* : Million d'euros

| Secteur économique (2) | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1. Agriculture et pêche** | **– 4** | **– 17** | **– 22** | **– 65** | **– 71** | **– 67** | **– 59** |
| **2. Mines et carrières** | **– 66** | **– 17** | **– 8** | **– 23** | **– 304** | **– 20** | **– 11** |
| Houille, pétrole, gaz | – 46 | 24 | 1 | – 12 | – 280 | – 15 | – 30 |
| Autres produits issus de l'extraction | – 20 | – 41 | – 9 | – 11 | – 24 | – 5 | 20 |
| **3. Produits manufacturés** | **– 9 137** | **– 15 351** | **– 19 186** | **– 13 635** | **– 8 778** | **– 11 292** | **– 8 858** |
| Produits alimentaires | – 568 | 47 | – 1 297 | – 553 | 482 | – 312 | – 111 |
| Textiles et habillement | – 377 | 103 | – 60 | – 183 | – 361 | – 170 | – 300 |
| Bois, édition et imprimerie | – 118 | – 124 | – 229 | – 665 | – 691 | – 353 | – 889 |
| Produits pétroliers raffinés et autres | 111 | – 274 | 25 | – 213 | – 206 | – 279 | 69 |
| Produits chimiques | – 1 509 | – 1 315 | – 2 769 | – 1 942 | – 599 | – 3 152 | – 4 119 |
| Caoutchouc et matières plastiques | – 49 | – 517 | – 540 | – 241 | 711 | – 106 | – 409 |
| Métaux ferreux et non ferreux | – 858 | – 973 | 42 | – 595 | – 562 | – 213 | – 146 |
| Construction mécanique | – 244 | – 193 | – 237 | – 336 | – 1 467 | – 319 | 263 |
| Équipement bureau et informatique | 114 | – 527 | – 412 | – 207 | – 598 | – 401 | – 3 |
| Matériel de communication | 5 | – 488 | – 440 | 125 | – 188 | 938 | – 91 |
| Véhicules à moteur et autres matériels de transport | – 967 | – 4 409 | – 6 702 | – 2 347 | – 3 959 | – 3 973 | – 2 373 |
| Autres produits manufacturés | – 4 677 | – 6 681 | – 6 567 | – 6 478 | – 1 340 | – 2 951 | – 750 |
| **4. Électricité, gaz naturel et eau** | **– 1 732** | **– 17 371** | **– 27 683** | **– 869** | **– 1 550** | **3 674** | **859** |
| **5. Bâtiment et génie civil** | **– 451** | **– 411** | **– 281** | **– 624** | **– 604** | **– 776** | **– 555** |
| **6. Récupération, réparation, commerce** | **– 5 085** | **– 4 834** | **– 6 389** | **– 9 647** | **– 9 455** | **– 8 295** | **– 6 496** |
| **7. Restauration et hébergement** | **– 226** | **– 124** | **– 19** | **– 69** | **– 77** | **– 333** | **123** |
| **8. Transports et communications** | **– 1 206** | **– 2 350** | **– 53 328** | **1 174** | **– 1 696** | **1 208** | **– 2 270** |
| Transports intérieurs | – 176 | – 1 176 | – 198 | – 249 | – 332 | – 208 | – 91 |
| Transports maritimes et cabotage | 50 | 2 | – 31 | – 1 | – 36 | – 60 | – 91 |
| Transport aérien | 74 | – 38 | 84 | – 7 | – 4 | – 19 | – 378 |
| Télécommunications | – 808 | – 739 | – 51 968 | 2 167 | – 973 | 2 020 | – 822 |
| Autres transports et communications | – 346 | – 399 | – 1 215 | – 736 | – 351 | – 526 | – 889 |
| **9. Intermédiation financière** | **– 6 513** | **– 13 175** | **– 18 040** | **– 21 031** | **– 17 141** | **– 10 510** | **– 1 670** |
| Intermédiation monétaire | – 2 860 | – 3 533 | – 2 545 | – 5 905 | – 11 590 | – 3 718 | – 1 367 |
| Autre intermédiation financière | – 2 726 | 736 | – 11 665 | – 8 842 | – 4 370 | – 5 130 | 205 |
| Assurances et activités annexes | – 216 | – 177 | – 490 | – 142 | – 1 573 | – 1 706 | – 348 |
| **10. Opérations immobilières et commerciales** | **– 14 665** | **– 52 292** | **– 59 135** | **– 50 619** | **– 22 798** | **– 18 809** | **– 14 096** |
| Opérations immobilières | – 1 579 | – 345 | – 533 | – 14 | 334 | – 808 | – 1 244 |
| Informatique | – 1 862 | – 446 | – 641 | – 276 | – 2 527 | – 1 075 | – 553 |
| Recherche et développement | – 148 | 6 | – 23 | – 37 | – 120 | – 197 | – 81 |
| Autres activités commerciales | – 9 312 | – 42 609 | – 56 496 | – 36 322 | – 20 279 | – 16 627 | – 12 020 |
| Publicité | – 506 | – 1 085 | – 145 | – 620 | – 85 | – 67 | – 60 |
| Autres activités immobilières et commerciales | – 1 258 | – 7 813 | – 1 297 | – 13 350 | – 121 | – 36 | – 206 |
| **11. Autres services** | **138** | **– 1 456** | **– 714** | **– 1 111** | **– 665** | **– 163** | **– 267** |
| **12. Montants non ventilés** | **– 4 777** | **– 11 671** | **– 7 795** | **– 444** | **9 543** | **– 1 706** | **– 5 198** |
| **TOTAL** | **– 43 724** | **– 119 069** | **– 192 600** | **– 96 963** | **– 53 596** | **– 47 090** | **– 38 498** |

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.

(2) Secteurs économiques issus de la Naf, avec regroupements Eurostat / OCDE.

## TABLEAU K.02-7B

## Soldes des flux d'investissements directs (1) étrangers en France par secteur économique

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

*Unité* : Million d'euros

| Secteur économique (2) | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1. Agriculture et pêche** | **95** | **44** | **5** | **9** | **39** | **25** | **5** |
| **2. Mines et carrières** | **79** | **42** | **– 1** | **12** | **51** | **78** | **98** |
| Houille, pétrole, gaz | 70 | – | – 1 | 12 | 38 | 78 | 62 |
| Autres produits issus de l'extraction | 9 | 42 | – | – | 13 | – | 37 |
| **3. Produits manufacturés** | **7 017** | **8 131** | **14 897** | **11 906** | **20 262** | **10 049** | **4 081** |
| Produits alimentaires | 255 | 2 930 | 560 | 336 | 52 | 80 | 275 |
| Textiles et habillement | 595 | 149 | 103 | 80 | 147 | 204 | 192 |
| Bois, édition et imprimerie | 378 | 453 | 432 | 822 | 921 | 616 | 798 |
| Produits pétroliers raffinés et autres | – 69 | – 378 | 892 | 905 | – 74 | 24 | – 119 |
| Produits chimiques | 2 490 | 698 | 836 | 1 466 | 8 521 | 1 303 | – 640 |
| Caoutchouc et matières plastiques | 231 | 383 | 86 | 290 | 212 | 442 | 267 |
| Métaux ferreux et non ferreux | 677 | 461 | 183 | 298 | 4 450 | 2 249 | 297 |
| Construction mécanique | – 6 | 263 | 923 | 375 | 534 | 518 | – 186 |
| Équipement bureau et informatique | – 59 | 138 | 34 | 557 | 73 | 95 | 43 |
| Matériel de communication | 661 | – 138 | 1 055 | 739 | 639 | 1 396 | – 54 |
| Véhicules à moteur et autres matériels de transport | 17 | 1 438 | 7 575 | 1 772 | 3 269 | – 1 | 2 191 |
| Autres produits manufacturés | 1 847 | 1 734 | 2 218 | 4 266 | 1 520 | 3 123 | 1 018 |
| **4. Électricité, gaz naturel et eau** | **– 16** | **1 008** | **418** | **642** | **399** | **– 128** | **640** |
| **5. Bâtiment et génie civil** | **561** | **– 7** | **39** | **46** | **718** | **211** | **100** |
| **6. Récupération, réparation, commerce** | **– 10 091** | **2 539** | **1 854** | **2 343** | **101** | **– 506** | **– 4 864** |
| **7. Restauration et hébergement** | **181** | **16** | **16** | **47** | **182** | **103** | **58** |
| **8. Transports et communications** | **2 639** | **– 285** | **1 881** | **5 882** | **– 939** | **1 747** | **2 012** |
| Transports intérieurs | 44 | 18 | 44 | 36 | – 1 | 33 | 102 |
| Transports maritimes et cabotage | – 5 | – 7 | 53 | 50 | 232 | 228 | 99 |
| Transport aérien | 221 | 28 | – | 79 | 25 | 47 | 42 |
| Télécommunications | 1 776 | – 360 | 1 536 | 4 551 | – 1 753 | 740 | 1 048 |
| Autres transports et communications | 603 | 36 | 248 | 1 166 | 558 | 700 | 721 |
| **9. Intermédiation financière** | **9 013** | **4 359** | **10 684** | **4 247** | **5 805** | **7 437** | **4 404** |
| Intermédiation monétaire | 265 | – 366 | 5 607 | 530 | 1 922 | – 915 | 110 |
| Autre intermédiation financière | 7 487 | 3 252 | 2 907 | 1 784 | 3 607 | 8 516 | 2 812 |
| Assurances et activités annexes | 259 | 855 | 459 | 330 | – 661 | – 217 | 3 |
| **10. Opérations immobilières et commerciales** | **16 414** | **25 616** | **14 558** | **33 832** | **29 521** | **19 955** | **11 333** |
| Opérations immobilières | 1 808 | 3 613 | 1 091 | 2 230 | 2 651 | 1 490 | 2 304 |
| Informatique | 370 | 927 | 1 705 | 476 | 2 571 | 1 203 | 785 |
| Recherche et développement | 254 | 52 | 81 | 538 | 272 | 165 | 167 |
| Autres activités commerciales | 13 121 | 19 055 | 10 010 | 23 048 | 23 917 | 16 652 | 8 081 |
| Publicité | 360 | 173 | 316 | 411 | 70 | 188 | – 270 |
| Autres activités immobilières et commerciales | 501 | 1 796 | 1 355 | 7 129 | 39 | 256 | 267 |
| **11. Autres services** | **151** | **433** | **– 26** | **273** | **739** | **69** | **239** |
| **12. Montants non ventilés** | **1 823** | **1 792** | **2 627** | **– 2 832** | **– 4 776** | **– 1 387** | **1 477** |
| **TOTAL** | **27 866** | **43 688** | **46 952** | **56 407** | **52 103** | **37 654** | **19 584** |

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.

(2) Secteurs économiques issus de la Naf, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

## TABLEAU K.02-8

### Investissements directs en soldes (1), de la France avec divers pays de l'OCDE

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

*Unité* : Million d'euros

| Pays | *r* 1998 | *r* 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **UNION EUROPÉENNE (UE) (2)** | | | | | | | |
| Investissements français en UE | – 26 265 | – 74 445 | – 109 915 | – 62 126 | – 24 860 | – 31 422 | – 33 500 |
| Investissements UE en France | 22 608 | 35 972 | 42 955 | 48 519 | 39 712 | 26 925 | 18 490 |
| **ALLEMAGNE** | | | | | | | |
| Investissements français en Allemagne | – 2 117 | – 28 693 | – 2 586 | – 9 129 | – 5 234 | – 5 645 | – 6 243 |
| Investissements allemands en France | 8 738 | 2 787 | 4 247 | 7 217 | 10 066 | 892 | 4 087 |
| **U.E.B.L. (3)** | | | | | | | |
| Investissements français dans l' U.E.B.L. | – 11 261 | – 28 334 | – 18 309 | – 25 549 | – 8 072 | 3 311 | – 8 617 |
| Investissements U.E.B.L. en France | 4 088 | 11 954 | 1 800 | 14 533 | 10 911 | 16 116 | 6 234 |
| **DANEMARK** | | | | | | | |
| Investissements français au Danemark | – 160 | – 170 | – 522 | – 1 046 | 661 | – 1 | 348 |
| Investissements danois en France | 95 | 314 | 1 121 | 438 | – 204 | 159 | 1 320 |
| **ESPAGNE** | | | | | | | |
| Investissements français en Espagne | – 1 357 | – 707 | – 2 003 | – 3 279 | – 2 219 | – 1 566 | – 1 079 |
| Investissements espagnols en France | 135 | 4 736 | 934 | 248 | 1 438 | 1 274 | 2 969 |
| **GRÈCE** | | | | | | | |
| Investissements français en Grèce | 804 | – 9 | – 104 | – 64 | 214 | – 248 | – 117 |
| Investissements grecs en France | 7 | – 8 | 3 | 1 | 15 | 17 | – 7 |
| **IRLANDE** | | | | | | | |
| Investissements français en Irlande | – 451 | – 1 472 | – 880 | – 1 881 | – 2 462 | – 2 745 | – 1 202 |
| Investissements irlandais en France | 221 | 1 177 | 344 | 698 | 208 | – 198 | – 28 |
| **ITALIE** | | | | | | | |
| Investissements français en Italie | – 962 | – 955 | – 3 354 | – 4 159 | – 114 | – 2 309 | – 1 489 |
| Investissements italiens en France | – 66 | 1 571 | 1 181 | 765 | – 481 | – 105 | 1 177 |
| **PAYS–BAS** | | | | | | | |
| Investissements français aux Pays-Bas | – 3 751 | – 4 896 | – 17 091 | – 911 | – 1 885 | – 9 527 | – 5 841 |
| Investissements des Pays-Bas en France | 2 944 | 11 257 | 14 948 | 9 486 | – 32 | 3 653 | – 1 124 |
| **PORTUGAL** | | | | | | | |
| Investissements français au Portugal | – 299 | – 327 | – 209 | – 314 | – 337 | – 731 | – 59 |
| Investissements portugais en France | 146 | 87 | 83 | 85 | 44 | 208 | 118 |
| **ROYAUME-UNI** | | | | | | | |
| Investissements français au Royaume-Uni | – 6 023 | – 8 496 | – 63 443 | – 14 002 | – 4 224 | – 10 840 | – 7 926 |
| Investissements du Royaume-Uni en France | 5 404 | 1 471 | 16 720 | 12 546 | 16 511 | 3 776 | 2 907 |
| **SUISSE** | | | | | | | |
| Investissements français en Suisse | – 4 299 | 2 565 | – 1 216 | – 169 | – 2 074 | – 4 447 | – 918 |
| Investissements suisses en France | – 489 | 3 304 | 251 | 513 | 497 | 567 | 1 310 |
| **ÉTATS-UNIS** | | | | | | | |
| Investissements français aux États-Unis | – 5 202 | – 25 161 | – 35 289 | – 19 252 | – 16 530 | – 5 011 | 973 |
| Investissements des États-Unis en France | 4 672 | 3 265 | 3 060 | 6 546 | 6 238 | 2 835 | 4 744 |
| **CANADA** | | | | | | | |
| Investissements français au Canada | – 185 | – 664 | – 31 905 | – 272 | – 301 | – 1 035 | – 61 |
| Investissements canadiens en France | 293 | 120 | 246 | – 34 | 457 | 4 302 | 548 |
| **JAPON** | | | | | | | |
| Investissements français au Japon | – 7 | – 5 225 | – 2 499 | – 182 | – 2 468 | – 2 685 | 392 |
| Investissements japonais en France | 80 | 307 | – 121 | – 304 | 3 282 | 562 | – 290 |

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Union européenne à 15 depuis 1995.
(3) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

# Chapitre L.01

## Entreprises


1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.


## Liste des tableaux


1 Nombre d'agents productifs par taille - France entière.

2 Structure de la population des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier - France entière.

3A Taille et activité des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) - France entière.

3B Taille et activité des établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) - France entière.

4 Entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique - France entière.

5 Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) - France entière.

6 Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS), par activité et forme juridique en 2004 - France entière.

7 Entreprises créées selon le profil du créateur – France entière.

8 Entreprises créées selon la situation antérieure à la création et le secteur d'activité de l'entreprise (ICS) – France entière.

9 Taux de survie des entreprises – France entière.

10 Défaillances d'entreprises.

11 Entreprises selon le secteur en 2003.

12 Entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique en 2003.

13 Entreprises suivant les effectifs, le chiffre d'affaires et l'activité principale en 2003.

14 Compte de résultat des entreprises en 2003.

15 Bilan des entreprises en 2003.

16 Part des entreprises appartenant à un groupe.

17 Concentration des groupes.

18 Entreprises appartenant au « contour élargi » et « noyau dur » des groupes, par secteur.

19 Importance des groupes en fonction de leur taille.

20 Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2004.

21 Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction.

22 Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports, la réparation automobile et les services.

## 1
## ○ Présentation

Au 1er janvier 2004, le système productif marchand compte, d'après la source Suse, 2,77 millions d'entreprises (exception faite du secteur agricole) ce qui représente un effectif salarié d'environ 15,23 millions de personnes. 94 % d'entre elles dépendent d'une entreprise du champ de l'industrie, du commerce et des services, un secteur qui compte 2,39 millions d'entreprises (hors les activités immobilières).

Les groupes d'entreprises ont un rôle prépondérant dans l'économie française. S'ils ne contrôlent, au 1er janvier 2004, que 4 % des entreprises, les groupes rassemblent surtout les grandes unités. Ainsi, les 111 000 entreprises contrôlées emploient 55 % des salariés et produisent 62 % de la valeur ajoutée.

L'importance des groupes est très variable selon le secteur d'activité. Elle est faible dans la construction, les services aux particuliers et l'immobilier où l'activité est répartie entre de nombreuses entreprises, souvent de petite taille. À l'opposé, dans l'automobile et l'énergie, secteurs dominés par les grandes entreprises, le poids des groupes est très fort (plus de 90 % des effectifs salariés et plus de 90 % de la valeur ajoutée des secteurs concernés).

La concentration est particulièrement forte dans les activités fortement dominées, ou anciennement dominées par le secteur public : construction automobile, construction aéronautique et spatiale, extraction d'hydrocarbures, raffinage de pétrole, production et distribution d'électricité, captage, traitement et distribution d'eau. Dans chacune de ces activités, les quatre premiers groupes présents occupent plus de 80 % des salariés et réalisent plus de 85 % de la valeur ajoutée.

Près de 32 000 groupes, français ou étrangers, sont recensés en France. Leur taille est très variable : 29 000 emploient moins de 500 salariés, 1 300 emploient entre 500 et 2 000 salariés, 400 entre 2 000 et 10 000 et 77 plus de 10 000 salariés.

Pour la première fois en dix ans, le nombre d'entreprises créées dépasse 300 000 dans l'année. Avec 319 000 créations en 2004, la hausse est de 9 % par rapport à 2003 ; elle était déjà de 8,7 % en 2003 par rapport à 2002.

Parmi l'ensemble des créations, 223 000 entreprises sont entièrement nouvelles, soit une augmentation de 12,5 % par rapport à 2003.

C'est dans les secteurs les plus dynamiques que les entreprises se renouvellent aussi le plus. La hausse concerne en particulier l'immobilier, la construction, les industries agroalimentaires et les services aux entreprises. Les secteurs innovants progressent encore.

L'année 2004 marque une forte évolution des créations de SARL (+ 17,5 %).

Parmi les entreprises nouvelles, 83 % se créent sans autre emploi que celui de son créateur.

En 2004, le nombre de défaillances d'entreprises jugées s'élève à 40 579 (+ 2,1 % par rapport à 2003). La hausse est cependant inférieure à celle des deux années précédentes.

## 2
## ○ Méthodologie

### Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les entreprises du champ de « l'industrie, de la construction, du commerce et des services » dénommé ICS.

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

### Établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services

Il s'agit de tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, de la construction, du commerce et des services.

### Groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de Suse et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :

– l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes ; elle est mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes ;

– une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille ;

– la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le « secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports et de la construction pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

### Indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'Insee à partir d'un échantillon d'environ 120 000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, de la construction, du commerce, des services et des transports.

Cet échantillon est renouvelé chaque année afin de tenir compte de la démographie des entreprises. Il est tiré parmi la population des entreprises imposées au régime fiscal du bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer le montant de la TVA qu'elles doivent verser.

Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînés, c'est-à-dire que l'indice de l'année n est obtenu en multipliant l'indice de l'année n – 1 par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 2000.

Pour certains secteurs du commerce de détail et des services, cette source d'informations est complétée par une enquête postale mensuelle auprès d'un panel glissant d'entreprises non assujetties au régime réel normal.

### Sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus ; on distingue trois catégories principales :

– les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) : 1,93 million d'unités environ ;

– les bénéfices non commerciaux (BNC) : 489 700 unités ;

– les bénéfices agricoles (BA) : 255 047 unités.

L'ensemble de ces sources fait actuellement l'objet d'une exploitation statistique. Les sources fiscales BIC, BNC et BA

couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand, de manière quasi exhaustive. Seules les unités exonérées d'impôt en sont exclues. Depuis 2001, les très petites entreprises, soumises au régime des micro-BIC et des micro-BNC sont intégrées dans les tableaux. De plus, il y a structurellement un certain nombre d'entreprises absentes (unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies) qui sont estimées.
Les tableaux de ce chapitre sont relatifs à l'exercice 2003, au cours duquel les seuils étaient les suivants :
– le régime réel simplifié des BIC (BIC-RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre 76 300 euros et 763 000 euros (ces seuils sont fixés à 27 000 euros et 230 000 euros pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal ;
– le régime réel normal des BIC (BIC-BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 763 000 euros, 230 000 euros pour les prestataires de services. Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.
Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...), tandis que celles soumises au régime simplifié ne fournissent qu'un compte de résultat et un bilan.
Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. Depuis 1998, seul subsiste le régime de la déclaration contrôlée (DC) et l'exploitation de ces données assure une meilleure couverture du champ des services marchands. Les informations transmises se limitent toutefois à un compte de résultat.
Enfin, les BA s'appliquent aux exploitants agricoles. L'exploitation des BA est récente.

### Sources d'information

Elles sont de trois sortes :
– le répertoire REE (Sirene), géré par l'Insee, recense les entreprises et les établissements du système productif ;
– les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises et Lifi (enquête sur les « liaisons financières entre sociétés ») pour déterminer le périmètre des groupes, complétée par la base de données Diane ; celle-ci est constituée à partir des obligations de publicité légale obligatoire auprès du greffe du tribunal ;
– les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux), des BNC (bénéfices non commerciaux) et des BA (bénéfices agricoles), le Bodacc (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales) ; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistiques d'entreprises (Suse) et du Système intermédiaire des entreprises (SIE) (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la Nation). Ces deux systèmes intègrent aussi les informations relevant des autres régimes fiscaux.
Le répertoire REE (Sirene), géré par l'Insee, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation inter-administrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements, recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'Iinsee attribue ainsi le numéro unique d'identification Siren à 9 chiffres qui caractérise l'entreprise, des numéros Siret à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le Siren de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.
Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :
– pour les entreprises (unités Siren) :
  - leur nom ou raison sociale ;
  - leur catégorie juridique ;
  - leur tranche d'effectif salarié ;
  - le nombre de leurs établissements.
– pour les établissements (unités Siret) :
  - leur adresse complète ;
  - leur tranche d'effectif salarié ;
  - leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités Siren et Siret est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue, par ailleurs, les unités Siret « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement) des unités Siret « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans Sirene pour les besoins de la coordination inter-administrative).
Le répertoire REE (Sirene) comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif. Il surestime d'environ 5 % les nombres d'entreprises et d'établissements du champ de l'industrie, de la construction, du commerce et des services, car on omet souvent de déclarer la cessation des entreprises de petite taille (principalement celles sans salarié). Toutefois, l'Insee procède à de nombreuses opérations d'amélioration de la qualité du REE (Sirene) qui ont pour conséquence de diminuer le taux d'unités répertoriées, à tort, en état d'activité.

### Sine (Système d'Information sur les Nouvelles Entreprises) :

Le dispositif Sine est un système d'observation des jeunes entreprises. Il a pour objectif de suivre une génération d'entreprises pendant cinq ans. Une génération correspond aux entreprises nées la même année. L'ossature de ce système repose sur trois enquêtes directes par voie postale :
La première enquête intervient dès les premiers mois de la création de l'entreprise, la seconde interrogation est réalisée la troisième année d'existence de l'entreprise et la troisième enquête est adressée cinq ans après la naissance.
Le dispositif a débuté en 1994, une seconde génération a été interrogée en 1998 et une troisième en 2002.
Ce dispositif vise à étudier de façon permanente et régulière la naissance et la vie des jeunes entreprises autour de thèmes centraux tels que :
– Le profil du créateur et de son entreprise ;
– Les conditions de la création ou de la reprise ;
– Les difficultés rencontrées ;
– L'impact de la création sur l'économie, en particulier l'emploi ;
– Le développement au cours des premières années d'existence.

### Système unifié de statistiques d'entreprises (Suse)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'Insee et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).
Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des plus grandes entreprises sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.
Les données définitives d'un exercice comptable *n* sont disponibles en juin *n + 2*.

## 3 ○ Définitions

### Activité économique

L'activité économique d'une unité de production est le processus qui conduit à la fabrication d'un produit ou à la mise à disposition d'un service.
La nomenclature des activités économiques en vigueur en France est la nomenclature d'activités française (Naf rév. 1).

Dans la plupart des statistiques, on repère l'activité principale d'une entreprise ou d'une unité locale ou d'un établissement, il s'agit alors d'un classement par secteur.
Dans les statistiques relatives à la population active ou à l'emploi par activité, les individus sont classés selon l'activité principale de l'établissement ou de l'entreprise qui les emploie. Cet établissement peut être différent de celui où ils travaillent, en particulier pour les intérimaires, les salariés des entreprises de nettoyage, de service de maintenance de matériel.

### Créations d'entreprises

La statistique des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du REE (Sirene).
Toute entreprise, personne physique ou morale, est inscrite au répertoire lors de sa première déclaration de démarrage d'activité non salariée et reçoit alors un numéro d'identification unique. On la comptabilise dans la statistique de créations à partir de sa date de début d'activité économique :
– en création pure si l'activité exercée ne constitue pas la poursuite d'une activité de même type exercée antérieurement au même endroit par une autre entreprise. On parle aussi de création « ex nihilo » ;
– en création par reprise dans les cas contraires (reprise de tout ou partie des moyens de production d'une autre entreprise, rachat d'un fonds de commerce, ...).
Par ailleurs, une personne physique peut cesser son activité non salariée puis la reprendre ultérieurement. Elle retrouve alors le numéro d'identification unique qui lui avait été attribué la première fois. Cette reprise d'activité non salariée sera comptabilisée dans tous les cas en création par réactivation.

### Défaillances d'entreprises

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.
Il ne faut pas confondre la notion de jugement d'ouverture de procédure de défaillance (dépôt de bilan d'une entreprise inscrite dans le cadre d'une procédure judiciaire qui ne se résout pas forcément par une liquidation) et la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique d'une entreprise). Les liquidations suite à une défaillance ne représentent qu'une partie de l'ensemble des cessations d'entreprises, de l'ordre de 20 % mais variable avec le temps et les secteurs d'activité.

### Entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.
L'entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché. On distingue :
– l'entreprise individuelle (personne physique) qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant ;
– l'entreprise sociétaire, par exemple Société Anonyme (SA), Société à Responsabilité Limitée (SARL).

### Établissement

L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.
La population des établissements est relativement stable dans le temps et est moins affectée par les mouvements de restructuration juridique et financière que celle des entreprises.

### Groupe de sociétés ou d'entreprises

Un groupe de sociétés ou d'entreprises est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales) dépendant d'un centre de décision ultime : la société tête de groupe, qui peut notamment unifier certains aspects de la gestion financière et de la fiscalité. Néanmoins, le groupe peut comporter une pluralité de centres de décision, en ce qui concerne la politique de production, de vente, etc. Le lien de dépendance est mesuré par la part des voix détenues en assemblée générale ordinaire. On définit :
– le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe ; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux ;
– le contour « élargi » du groupe comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre.
L'espace économique où sont implantés les groupes et leurs filiales dépasse le territoire national. Par contre, les enquêtes ou les données administratives recueillent les données économiques des entreprises concernées situées sur le territoire français. Plutôt que de « contour des groupes » et « statistiques sur les groupes et leurs entreprises », il faudrait parler de « contour » et « statistiques de la partie française des groupes ».

### PME (Petite et moyenne entreprise)

Les petites et moyennes entreprises sont des entreprises dont la taille, définie par un ensemble de critères, dont essentiellement le nombre de salariés, ne dépasse pas certains seuils. Les autres critères de taille utilisés sont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan, et on utilise parfois de plus un critère d'indépendance s'exprimant sous la forme de non-appartenance à un groupe trop important. Les seuils retenus, et en particulier le seuil du nombre de salariés, sont variables suivant les pays et l'objet de la définition : application d'une réglementation ou calcul de statistiques. Eurostat et la plupart des pays emploient le seuil de 250 salariés. En France il n'existe pas de définition officielle unique, mais on utilise le plus souvent dans les statistiques soit le seuil de 250 salariés, soit celui de 500 salariés. Quant au critère d'indépendance, s'il existe un accord général sur le fait qu'une PME ne doive pas appartenir à un grand groupe, il est toutefois difficile à mettre en œuvre au niveau des statistiques.

### Stock d'entreprises et d'établissements

Afin de permettre dorénavant une harmonisation entre les différents produits de démographie des entreprises, des modifications ont été apportées sur le traitement des entreprises dont le siège est à l'étranger et sur le choix de la source de l'effectif salarié dans les fichiers de stocks d'entreprises et d'établissements des années 2003 et 2004. Ces modifications ont occasionné la correction des données de l'année 2003. Les données antérieures n'ont pas été révisées.

## 4 ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Pôle démographie des Entreprises et des Établissements et de la division « Synthèse des statistiques d'entreprises » de l'Insee.*

### Organisme :

– Insee.

### Sites Internet :

– www.alisse.insee.fr (Alisse : Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises)
– entreprises.insee.fr

### Publications :

***Insee***

– « Rétropolation des séries sur les groupes d'entreprises suite à l'élargissement du champ Lifi avec Diane », B. Gelein, *document de travail*, mars 2005 ;
– « La remontée de l'endettement des grands groupes à la fin des années 90 », C. Picart, *document de travail*, mars 2003.

*Économie et statistique :*
– « Entreprises de groupe ou entreprises indépendantes : quel impact sur les réallocations d'emplois ? », n° 380, septembre 2005 ;
– « Les entreprises sur les marchés mondiaux », n$^{os}$ 363-364-365, novembre 2003.
*Insee-Comptes nationaux :*
– « Les services en 2003 », 2005.
*Insee-Méthodes :*
– « De la sous-traitance au réseau : la variété des relations inter-entreprises. 10$^{e}$ séminaire de la Direction des statistiques d'entreprises », n° 109, juin 2005 ;
– « Les indices mensuels de chiffre d'affaires », n° 103, mars 2003.
*Insee-Première* :
– « Les entreprises de services : concentration accrue sous l'influence des groupes », n° 1038, septembre 2005 ;
– « La hausse des créations d'entreprises se poursuit en 2004 », n° 1002, janvier 2005 ;
– « Créations et disparitions d'emplois dues aux mouvements d'entreprises », décembre 2004 ;
– « Rentabilités d'exploitation sectorielles – La construction et l'industrie pharmaceutique en tête en 2001 », n° 989, octobre 2004 ;
– « Les entreprises de service innovent aussi », n° 982, août 2004 ;
– « Le rôle économique des repreneurs d'entreprises », n° 975, juillet 2004 ;
– « Le commerce en 2003 - Quelques secteurs restent dynamiques », n° 965, mai 2004 ;
– « La sous-traitance réalisée par les petites entreprises industrielles », n° 964, mai 2004 ;
– « Les entreprises du tertiaire externalisent aussi leurs services », n° 952, avril 2004 ;
– « Forte hausse des créations d'entreprises en 2003 », n° 944, janvier 2004.
*Insee-Références :*
– « L'économie française - Comptes et dossiers », édition 2005-2006 ;
– « Les services en France », édition 2005-2006.
*Insee-Résultats, série Économie*
– « Images économiques des entreprises et des groupes au 1$^{er}$ janvier 2003 », n° 20, décembre 2004 ;
– « Créations et créateurs d'entreprises – Enquête Sine de 2003 : la génération 1998 cinq après », n° 19, décembre 2004 ;
– « Répertoire économique des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2003 », n° 18, novembre 2004 ;
– « Les entreprises de services en 2002 », n° 17, octobre 2004.
*Insee-Synthèses :*
– « L'innovation dans les entreprises », n° 67, janvier 2003.
**Autres** :
– « Premier éclairage sur les petites et moyennes entreprises de l'industrie française en 2004 à partir de l'échantillon Centrale de bilans », Dominique Lefilliatre, *Bulletin de la Banque de France*, juillet 2005.
– « L'appareil statistique français face aux groupes d'entreprises », Commissariat Général du Plan, novembre 2002.
– « La situation de l'industrie - Enquête annuelle d'entreprise », *Chiffres-Clés* (annuel), Sessi, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

## TABLEAU L.01-1

### Nombre d'agents productifs par taille (1) - France entière

*Source* : Insee REE (Sirene) (2) — *Unité* : Millier

| Typologie des agents productifs | Taille en nombre de salariés | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 0 | 1 à 9 | 10 à 499 | 500 et + | **Total** |
| **Situation au 1er janvier 2004 *(r)* (3)** | | | | | |
| Organismes publics | 58 | 30 | 13 | 1 | **102** |
| Organismes privés | 295 | 93 | 20 | n.s. | **408** |
| Entreprises | 2 139 | 948 | 183 | 2 | **3 271** |
| *dont* : Entreprises agricoles | 651 | 1 | n.s. | n.s. | **652** |
| Entreprises financières | 32 | 16 | 2 | n.s. | **50** |
| Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1) | 1 456 | 930 | 181 | 2 | **2 569** |
| **Total** | **2 492** | **1 070** | **216** | **3** | **3 781** |
| **Situation au 1er janvier 2003 *(r)* (3)** | | | | | |
| Organismes publics | 59 | 29 | 13 | 1 | **102** |
| Organismes privés | 269 | 91 | 20 | n.s. | **380** |
| Entreprises | 2 102 | 938 | 184 | 2 | **3 226** |
| *dont* : Entreprises agricoles | 663 | 1 | n.s. | n.s. | **664** |
| Entreprises financières | 32 | 16 | 2 | n.s. | **50** |
| Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1) | 1 407 | 921 | 182 | 2 | **2 512** |
| **Total** | **2 430** | **1 058** | **217** | **3** | **3 708** |
| **Situation au 1er janvier 2002** | | | | | |
| Organismes publics | 59 | 29 | 13 | 1 | **102** |
| Organismes privés | 207 | 118 | 21 | n. s. | **346** |
| Entreprises | 1 914 | 1 082 | 188 | 3 | **3 187** |
| *dont* : Entreprises agricoles | 642 | 23 | 2 | n. s. | **667** |
| Entreprises financières | 30 | 19 | 2 | n. s. | **51** |
| Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1) | 1 242 | 1 040 | 184 | 2 | **2 469** |
| **Total** | **2 180** | **1 229** | **222** | **4** | **3 635** |

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du1er janvier 1998 .
(3) Données définitives, révisées pour 2003 (voir méthodologie).

## TABLEAU L.01-2

### Structure de la population des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier (1) - France entière

*Source :* Insee REE (Sirene) (2) — *Unité* : %

| | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | (3) *r* 2003 | (3) *r* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Employeurs | 50,0 | 49,9 | 49,8 | 49,7 | 44,0 | 43,3 |
| Non-employeurs | 50,0 | 50,2 | 50,2 | 50,3 | 56,0 | 56,7 |
| Mono-établissements | 93,7 | 92,7 | 92,7 | 92,6 | 92,6 | 92,7 |
| Pluri-établissements | 6,3 | 7,3 | 7,4 | 7,4 | 7,4 | 7,3 |
| Monorégionales | 98,4 | 98,1 | 97,9 | 97,9 | 97,4 | 97,4 |
| Non-monorégionales (4) | 1,6 | 1,9 | 2,1 | 2,1 | 2,6 | 2,6 |
| **Ensemble des entreprises (milliers)** | **2 305** | **2 374** | **2 418** | **2 469** | **2 512** | **2 569** |

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données définitives, révisées pour 2003 (voir méthodologie).
(4) La catégorie des entreprises « non-monorégionales » rassemble les anciennes catégories « quasi monorégionales » et « plurirégionales ».

## TABLEAU L.01-3A

### Taille et activité des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1)
### France entière

*Source :* Insee REE (Sirene) (2) — *Unité* : Entreprise

| Activité | Code NES 16 | Taille en nombre de salariés | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 0 | 1 à 9 | 10 à 49 | 50 à 199 | 200 à 499 | 500 à 1 999 | 2 000 et plus | **Total** | *dont* PME 10 à 249 |
| **Situation au 1er janvier 2004 *(r)* (3)** | | | | | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 19 324 | 38 619 | 6 216 | 1 110 | 290 | 123 | 17 | **65 699** | 7 422 |
| Industrie (hors IAA) | EC à EG | 80 541 | 68 403 | 27 977 | 6 536 | 1 516 | 685 | 133 | **185 791** | 35 043 |
| Construction | EH | 165 044 | 151 899 | 23 511 | 1 999 | 230 | 97 | 15 | **342 795** | 25 602 |
| Commerce | EJ | 333 291 | 260 270 | 38 443 | 5 322 | 765 | 281 | 72 | **638 444** | 44 049 |
| Transports | EK | 52 862 | 25 817 | 9 137 | 1 883 | 392 | 120 | 27 | **90 238** | 11 150 |
| Activités immobilières | EM | 54 469 | 22 258 | 2 256 | 133 | 17 | 5 | – | **79 138** | 2 396 |
| Services aux entreprises | EN | 273 659 | 123 787 | 23 630 | 3 610 | 844 | 397 | 99 | **426 026** | 27 521 |
| Autres services | EP - EQ | 476 402 | 239 024 | 22 324 | 2 303 | 340 | 92 | 31 | **740 516** | 24 734 |
| **Total** | | **1 455 592** | **930 077** | **153 494** | **22 896** | **4 394** | **1 800** | **394** | **2 568 647** | **177 917** |
| **Situation au 1er janvier 2003 *(r)* (3)** | | | | | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 19 561 | 38 956 | 6 240 | 1 152 | 286 | 124 | 15 | **66 334** | 7 491 |
| Industrie (hors IAA) | EC à EG | 79 604 | 68 991 | 29 043 | 6 784 | 1 555 | 716 | 134 | **186 827** | 36 378 |
| Construction | EH | 159 541 | 148 546 | 23 111 | 2 010 | 228 | 93 | 11 | **333 540** | 25 213 |
| Commerce | EJ | 322 956 | 259 917 | 38 821 | 5 417 | 755 | 287 | 66 | **628 219** | 44 508 |
| Transports | EK | 53 076 | 25 811 | 9 073 | 1 867 | 393 | 123 | 27 | **90 370** | 11 086 |
| Activités immobilières | EM | 50 759 | 21 559 | 2 155 | 122 | 19 | 6 | – | **74 620** | 2 287 |
| Services aux entreprises | EN | 256 545 | 120 804 | 23 646 | 3 817 | 857 | 392 | 98 | **406 159** | 27 764 |
| Autres services | EP - EQ | 463 822 | 236 120 | 22 124 | 2 327 | 354 | 85 | 30 | **724 862** | 24 566 |
| **Total** | | **1 405 864** | **920 704** | **154 213** | **23 496** | **4 447** | **1 826** | **381** | **2 510 931** | **179 293** |

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données définitives, révisées pour 2003 (voir méthodologie).

## TABLEAU L.01-3B

### Taille et activité des établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1)
### France entière

*Source :* Insee REE (Sirene) (2) — *Unité* : Établissement

| Activité | Code NES 16 | Taille en nombre de salariés | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 0 | 1 à 9 | 10 à 49 | 50 à 199 | 200 à 499 | 500 à 1 999 | 2 000 et plus | **Total** |
| **Situation au 1er janvier 2004 *(r)* (3)** | | | | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 24 100 | 42 708 | 6 330 | 1 387 | 395 | 80 | 2 | **75 002** |
| Industrie (hors IAA) | EC à EG | 100 761 | 80 081 | 33 980 | 8 846 | 1 965 | 645 | 61 | **226 339** |
| Construction | EH | 177 261 | 154 349 | 25 665 | 2 593 | 173 | 34 | 0 | **360 075** |
| Commerce | EJ | 405 505 | 328 447 | 51 117 | 6 955 | 889 | 157 | 5 | **793 075** |
| Transports | EK | 64 064 | 33 351 | 12 953 | 2 978 | 470 | 162 | 28 | **114 006** |
| Activités immobilières | EM | 61 725 | 26 159 | 2 195 | 103 | 12 | 1 | – | **90 195** |
| Services aux entreprises | EN | 312 021 | 153 139 | 35 184 | 7 222 | 1 584 | 376 | 15 | **509 541** |
| Autres services | EP - EQ | 516 040 | 258 826 | 26 532 | 2 767 | 346 | 50 | 4 | **804 565** |
| **Total** | | **1 661 477** | **1 077 060** | **193 956** | **32 851** | **5 834** | **1 505** | **115** | **2 972 798** |
| **Situation au 1er janvier 2003 *(r)*** | | | | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 24 437 | 43 011 | 6 434 | 1 414 | 391 | 77 | 2 | **75 766** |
| Industrie (hors IAA) | EC à EG | 100 004 | 80 023 | 35 535 | 9 171 | 2 022 | 683 | 64 | **227 502** |
| Construction | EH | 171 497 | 150 939 | 25 131 | 2 572 | 194 | 28 | 1 | **350 362** |
| Commerce | EJ | 395 817 | 325 802 | 51 394 | 6 927 | 904 | 155 | 5 | **781 004** |
| Transports | EK | 64 352 | 33 302 | 12 729 | 2 955 | 477 | 166 | 30 | **114 011** |
| Activités immobilières | EM | 57 899 | 25 062 | 2 092 | 101 | 13 | – | – | **85 167** |
| Services aux entreprises | EN | 293 922 | 148 406 | 36 070 | 7 439 | 1 726 | 360 | 8 | **487 931** |
| Autres services | EP - EQ | 505 049 | 253 713 | 25 910 | 2 812 | 342 | 53 | 3 | **787 882** |
| **Total** | | **1 612 977** | **1 060 258** | **195 295** | **33 391** | **6 069** | **1 522** | **113** | **2 909 625** |

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données définitives, révisées pour 2003 (voir méthodologie).

## TABLEAU L.01-4

### Entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1), par activité et forme juridique - France entière

*Source :* Insee REE (Sirene) (2) — *Unité* : Entreprise

| Activité | Code NES 16 | Personnes physiques | | | | Personnes morales | | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | *dont* Artisans Commerçants | *dont* Commerçants | *dont* Artisans | **Total** | *dont* SARL | *dont* SA | **Total** | |
| **Situation au 1er janvier 2004 *(r)* (3)** | | | | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 33 575 | 2 089 | 3 249 | **39 250** | 18 905 | 4 267 | **26 449** | **65 699** |
| Industrie (hors IAA) | EC à EG | 15 228 | 3 408 | 41 754 | **63 802** | 85 960 | 31 743 | **121 989** | **185 791** |
| Construction | EH | 20 567 | 1 710 | 178 364 | **201 668** | 124 582 | 10 569 | **141 127** | **342 795** |
| Commerce | EJ | 60 243 | 194 669 | 15 860 | **300 129** | 273 487 | 43 999 | **338 315** | **638 444** |
| Transports | EK | 5 371 | 18 656 | 23 355 | **48 953** | 31 957 | 6 767 | **41 285** | **90 238** |
| Activités immobilières | EM | 118 | 6 535 | 11 | **17 722** | 47 599 | 6 894 | **61 416** | **79 138** |
| Services aux entreprises | EN | 5 142 | 17 613 | 12 705 | **170 220** | 175 945 | 46 271 | **255 806** | **426 026** |
| Autres services | EP - EQ | 45 499 | 110 945 | 30 278 | **543 962** | 157 105 | 12 192 | **196 554** | **740 516** |
| **Total** | | **185 743** | **355 625** | **305 576** | **1 385 706** | **915 540** | **162 702** | **1 182 941** | **2 568 647** |
| **Situation au 1er janvier 2003 *(r)* (3)** | | | | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 34 583 | 2 095 | 3 311 | **40 339** | 18 364 | 4 299 | **25 995** | **66 334** |
| Industrie (hors IAA) | EC à EG | 15 736 | 3 540 | 42 537 | **65 017** | 85 282 | 32 199 | **121 810** | **186 827** |
| Construction | EH | 21 273 | 1 841 | 177 362 | **201 524** | 115 390 | 10 431 | **132 016** | **333 540** |
| Commerce | EJ | 62 151 | 193 880 | 16 197 | **300 470** | 262 647 | 44 394 | **327 749** | **628 219** |
| Transports | EK | 5 302 | 19 870 | 23 094 | **49 904** | 31 132 | 6 756 | **40 466** | **90 370** |
| Activités immobilières | EM | 125 | 6 736 | 11 | **16 888** | 43 951 | 6 866 | **57 732** | **74 620** |
| Services aux entreprises | EN | 4 968 | 17 164 | 12 371 | **164 899** | 162 987 | 45 362 | **241 260** | **406 159** |
| Autres services | EP - EQ | 45 733 | 113 152 | 29 404 | **537 935** | 147 556 | 12 090 | **186 927** | **724 862** |
| **Total** | | **189 871** | **358 278** | **304 287** | **1 376 976** | **867 309** | **162 397** | **1 133 955** | **2 510 931** |

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données définitives, révisées pour 2003 (voir méthodologie).

## TABLEAU L.01-5

### Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1) - France entière

*Source :* Insee REE (Sirene) (2) — *Unité* : Entreprise

| Activité | NES 16 | 1997 | | | | 2004 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Créations nouvelles | Créations par Reprise | Réactivations | **Créations totales** | Créations nouvelles | Créations par Reprise | Réactivations | **Créations totales** |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 2 078 | 3 004 | 1 791 | **6 873** | 2 318 | 3 185 | 1 613 | **7 116** |
| Industrie (hors IAA) | EC à EG | 10 866 | 2 506 | 2 789 | **16 161** | 11 013 | 1 568 | 2 047 | **14 628** |
| Construction | EH | 21 638 | 3 378 | 8 979 | **33 995** | 37 844 | 3 254 | 8 711 | **49 809** |
| Commerce | EJ | 47 820 | 14 952 | 18 017 | **80 789** | 57 564 | 11 985 | 16 129 | **85 678** |
| Transports | EK | 7 050 | 899 | 2 058 | **10 007** | 5 373 | 734 | 981 | **7 088** |
| Activités immobilières | EM | 5 659 | 327 | 1 340 | **7 326** | 11 040 | 367 | 1 507 | **12 914** |
| Services aux entreprises | EN | 35 776 | 1 683 | 5 988 | **43 447** | 53 323 | 1 557 | 6 300 | **61 180** |
| Services aux particuliers (3) | EP | 20 140 | 18 188 | 13 144 | **51 472** | 26 785 | 18 693 | 12 183 | **57 661** |
| Éducation, santé, action sociale | EQ | 14 250 | 1 376 | 3 734 | **19 360** | 17 473 | 857 | 4 353 | **22 683** |
| **Total** | | **165 277** | **46 313** | **57 840** | **269 430** | **222 733** | **42 200** | **53 824** | **318 757** |

(1) Voir dans la méthodologie la rubrique « la création d'entreprise » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du REE (Sirene) (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du1er janvier 1998 .
(3) Non compris les agences de voyages qui sont classées avec les Transports.

## TABLEAU L.01-6

### Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) , par activité et forme juridique en 2004 (1) - France entière

*Source :* Insee REE (Sirene) — *Unité* : Entreprise

| Activité | Code NES 16 | Personnes physiques | | | | Personnes morales | | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | *dont* Artisans Commerçants | *dont* Commerçants | *dont* Artisans | **Total** | *dont* SARL | *dont* SA | **Total** | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 3 502 | 562 | 628 | **4 708** | 2 200 | 65 | **2 408** | **7 116** |
| Industrie (hors IAA) | EC à EG | 1 186 | 479 | 4 605 | **6 899** | 6 927 | 676 | **7 729** | **14 628** |
| Construction | EH | 1 700 | 92 | 25 528 | **27 413** | 21 789 | 215 | **22 396** | **49 809** |
| Commerce | EJ | 4 210 | 35 328 | 1 762 | **48 630** | 34 872 | 1 456 | **37 048** | **85 678** |
| Transports | EK | 172 | 1 328 | 1 796 | **3 495** | 3 350 | 190 | **3 593** | **7 088** |
| Activités immobilières | EM | 6 | 943 | 2 | **4 510** | 7 422 | 369 | **8 404** | **12 914** |
| Services aux entreprises | EN | 818 | 4 620 | 2 685 | **26 998** | 29 159 | 3 058 | **34 182** | **61 180** |
| Services aux particuliers (2) | EP | 4 216 | 18 533 | 3 914 | **35 636** | 20 755 | 339 | **22 025** | **57 661** |
| Éducation, santé, action sociale | EQ | 21 | 150 | 22 | **19 026** | 3 125 | 117 | **3 657** | **22 683** |
| **Total** | | **15 831** | **62 035** | **40 942** | **177 315** | **129 599** | **6 485** | **141 442** | **318 757** |

(1) Voir dans la méthodologie la rubrique « la création d'entreprise » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Non compris les agences de voyages qui sont classées avec les Transports.

## TABLEAU L.01-7

### Entreprises créées selon le profil du créateur - France entière

*Source* : Insee (Enquête Sine) — *Unité* : %

| Profil du créateur | Année 1998 | | | Année 2002 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Créations pures | Créations par reprise | Ensemble | Créations pures | Créations par reprise | Ensemble |
| **Homme** | | | | | | |
| Moins de 25 ans | 8,0 | 8,4 | 8,1 | 6,0 | 5,3 | 5,9 |
| 25 à 29 ans | 18,9 | 19,5 | 19,0 | 13,5 | 13,6 | 13,5 |
| 30 à 34 ans | 20,7 | 21,8 | 20,9 | 18,5 | 21,0 | 19,1 |
| 35 à 39 ans | 16,3 | 16,8 | 16,4 | 18,5 | 20,5 | 18,9 |
| 40 à 44 ans | 13,3 | 12,3 | 13,1 | 15,5 | 13,6 | 15,1 |
| 45 à 49 ans | 10,8 | 11,1 | 10,9 | 11,4 | 12,1 | 11,5 |
| 50 ans et plus | 11,9 | 10,2 | 11,6 | 16,5 | 13,8 | 15,9 |
| **Femme** | | | | | | |
| Moins de 25 ans | 10,0 | 8,6 | 9,6 | 7,0 | 7,3 | 7,1 |
| 25 à 29 ans | 18,8 | 16,8 | 18,2 | 15,5 | 11,2 | 14,3 |
| 30 à 34 ans | 18,0 | 15,5 | 17,3 | 16,8 | 17,5 | 17,0 |
| 35 à 39 ans | 16,5 | 14,1 | 15,8 | 18,5 | 17,2 | 18,1 |
| 40 à 44 ans | 13,8 | 13,4 | 13,7 | 14,7 | 13,8 | 14,4 |
| 45 à 49 ans | 11,4 | 11,4 | 11,4 | 13,0 | 12,7 | 12,9 |
| 50 ans et plus | 11,5 | 20,2 | 14,1 | 14,4 | 20,3 | 16,1 |
| **Situation antérieure à la création** | | | | | | |
| Indépendant, à votre compte, chef d'entreprise | 17,9 | 19,1 | 18,2 | 19,0 | 23,4 | 20,0 |
| Salarié | 68,7 | 67,8 | 68,5 | 60,3 | 62,5 | 60,8 |
| Étudiant, scolaire | 5,6 | 3,6 | 5,1 | 4,2 | 2,1 | 3,7 |
| Sans activité professionnelle | 7,8 | 9,4 | 8,2 | 16,4 | 12,0 | 15,4 |
| Ensemble | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

## TABLEAU L.01-8

### Entreprises créées selon la situation antérieure à la création et le secteur d'activité de l'entreprise (ICS) - France entière (1)

*Source* : Insee (Enquête Sine)

*Unité* : %

| Profil du créateur | Année 2002 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Industrie (y.c. IAA) | Construction | Commerce | Services |
| **Créations pures** | | | | |
| **Situation antérieure à la création** | | | | |
| Indépendant, à son compte, chef d'entreprise | 19,8 | 12,8 | 21,5 | 20,4 |
| Salarié | 62,2 | 71,6 | 52,8 | 59,0 |
| *dont* : Cadre | 8,5 | 3,0 | 9,0 | 19,0 |
| Agent de maîtrise | 9,0 | 7,6 | 4,5 | 4,9 |
| Profession intermédiaire | 8,2 | 4,2 | 8,1 | 10,3 |
| Employé | 20,2 | 14,5 | 24,0 | 20,9 |
| Ouvrier | 16,4 | 42,3 | 7,1 | 3,8 |
| Étudiant, scolaire | 2,9 | 1,5 | 3,5 | 6,2 |
| Sans activité professionnelle | 15,2 | 14,1 | 22,2 | 14,3 |
| Ensemble | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| **Créations par reprise** | | | | |
| **Situation antérieure à la création** | | | | |
| Indépendant, à son compte, chef d'entreprise | 29,5 | 30,2 | 22,7 | 21,9 |
| Salarié | 60,7 | 61,6 | 61,9 | 63,2 |
| *dont* A67 Cadre | 5,8 | 4,5 | 9,0 | 7,0 |
| Agent de maîtrise | 6,5 | 5,5 | 5,7 | 4,7 |
| Profession intermédiaire | 2,5 | 2,8 | 5,7 | 6,6 |
| Employé | 21,5 | 10,6 | 30,8 | 36,4 |
| Ouvrier | 24,4 | 38,2 | 10,7 | 8,5 |
| Étudiant, scolaire | 1,8 | 2,8 | 1,9 | 2,2 |
| Sans activité professionnelle | 8,0 | 5,4 | 13,5 | 12,7 |
| Ensemble | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

(1) Voir partie « définitions » champ ICS.

## TABLEAU L.01-9

### Taux de survie des entreprises - France entière

*Source* : Insee (Enquête Sine)

*Unité* : %

| | Créées en 1994 | | Créées en 1998 | |
|---|---|---|---|---|
| | Survie à 3 ans | Survie à 5 ans | Survie à 3 ans | Survie à 5 ans |
| **Secteur** | | | | |
| IAA | 67,4 | 57,2 | 70,4 | 58,2 |
| Industrie hors IAA | 61,6 | 50,0 | 68,4 | 54,5 |
| Construction | 60,7 | 49,0 | 68,6 | 55,4 |
| Commerce et réparation automobile | 52,5 | 39,9 | 59,5 | 46,8 |
| Transport | 59,6 | 50,3 | 66,0 | 50,9 |
| Hôtels, cafés, restaurants | 56,8 | 42,5 | 59,4 | 44,7 |
| Services aux entreprises + Activité Immobilière | 58,7 | 46,3 | 61,6 | 49,9 |
| Autres services | 65,4 | 55,1 | 69,7 | 59,6 |
| **Taille (1)** | | | | |
| 0 salarié | 53,8 | 42,2 | 60,1 | 48,1 |
| 1 ou 2 salariés | 63,2 | 49,9 | 69,8 | 55,5 |
| 3 à 5 salariés | 67,2 | 54,6 | 71,2 | 57,7 |
| 6 à 9 salariés | 69,5 | 58,5 | 73,8 | 60,8 |
| 10 salariés et plus | 75,0 | 65,5 | 72,7 | 58,8 |
| **Catégorie juridique** | | | | |
| Personnes physiques | 51,6 | 40,2 | 57,4 | 45,7 |
| Personnes morales | 66,7 | 53,6 | 71,2 | 57,4 |

(1) Taille au démarrage, y compris le dirigeant salarié.

## TABLEAU L.01-10

### Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

*Source* : Insee (Exploitation du Bodacc) — *Unité* : Nombre

| Secteur d'activité | Code NES 16 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Industrie | EB à EG | 7 660 | 5 537 | 4 864 | 4 519 | 4 958 | 5 268 | 4 920 |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 1 454 | 1 066 | 1 029 | 950 | 927 | 927 | 1 006 |
| Industries des biens intermédiaires et énergie | EF + EG | 1 773 | 1 298 | 1 026 | 1 083 | 1 266 | 1 445 | 1 339 |
| Industrie automobile et biens d'équipements | ED + EE | 1 473 | 958 | 919 | 852 | 1 005 | 1 059 | 943 |
| Biens de consommation | EC | 2 960 | 2 215 | 1 890 | 1 634 | 1 760 | 1 837 | 1 632 |
| Construction | EH | 10 266 | 8 020 | 7 343 | 7 632 | 8 549 | 9 077 | 9 482 |
| Commerce | EJ | 15 581 | 12 086 | 10 747 | 10 131 | 9 919 | 10 187 | 10 778 |
| Transports | EK | 1 958 | 1 715 | 1 824 | 1 741 | 1 678 | 1 806 | 1 773 |
| Services aux entreprises | EN | 6 078 | 5 019 | 4 692 | 5 316 | 5 780 | 5 950 | 5 818 |
| Immobilier | EM | 3 122 | 1 840 | 1 559 | 1 435 | 1 361 | 1 336 | 1 292 |
| Services aux particuliers | EP | 8 395 | 6 528 | 6 021 | 5 843 | 5 763 | 6 112 | 6 516 |
| **Total** | | **53 060** | **40 745** | **37 050** | **36 617** | **38 008** | **39 736** | **40 579** |

## TABLEAU L.01-11

### Entreprises selon le secteur en 2003

*Source* : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises)

*Unités* : Nombres et effectifs : Millier
Valeurs ajoutées : Milliard d'euros

| Secteur | Nombre d'entreprises ou d'organismes | Effectif salarié | Valeur ajoutée |
|---|---|---|---|
| Industrie, Commerce, Services | 2 393,1 | 14 257,6 | 740,6 |
| Agriculture | 686,0 | 362,4 | 36,8 |
| Secteur financier | 60,8 | 707,8 | 66,6 |
| Administration publique (1) | 99,2 | 5 580,6 | 256,0 |

(1) Ce sont des organismes publics non marchands qui comprennent l'État, les collectivités locales, les établissements publics administratifs (notamment organismes de coopération intercommunale, établissements hospitaliers,...) et les organismes de protection sociale. L'enseignement public est inclus. Par convention, l'État ne compte que pour une seule unité.

## TABLEAU L.01-12

### Entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique en 2003

*Source* : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises)

*Unités* : Nombres et effectifs : Millier
CAHT et valeurs ajoutées : Milliard d'euros

| Régime d'imposition et forme juridique | Nombre d'entreprises | Effectif (1) salarié | CAHT (2) | Valeur ajoutée |
|---|---|---|---|---|
| **Régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (3)** | | | | |
| Personnes physiques | 73,1 | 240,6 | 38,3 | 10,9 |
| Sociétés en participation | 4,2 | 10,3 | 6,0 | 0,7 |
| Sociétés en nom collectif | 20,6 | 411,8 | 151,3 | 25,4 |
| SARL | 400,2 | 2 812,7 | 382,9 | 113,2 |
| SA | 157,3 | 8 074,9 | 1 886,1 | 441,8 |
| Autres formes juridiques | 61,4 | 1 290,9 | 250,1 | 85,2 |
| **Régime simplifié des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (3)** | | | | |
| Personnes physiques | 733,4 | 595,9 | 72,6 | 29,4 |
| Sociétés en participation | 0,9 | 0,4 | 0,1 | – |
| Sociétés en nom collectif | 11,9 | 11,4 | 1,7 | 0,7 |
| SARL | 374,9 | 773,9 | 64,2 | 24,1 |
| SA | 4,9 | 11,0 | 0,9 | 0,4 |
| Autres formes juridiques | 59,0 | 41,7 | 3,9 | 1,8 |
| **TOTAL BIC hors entreprises financières** | **1 901,8** | **14 275,5** | **2 858,1** | **733,6** |
| **Entreprises financières** | **31,9** | **639,0** | **1 287,3** | **1 119,2** |
| **Bénéfices non commerciaux (BNC) (3)** | 453,8 | 191,9 | 42,4 | 28,7 |
| Personnes physiques | 0,4 | 2,2 | 0,3 | 0,2 |
| Sociétés en participation | 0,1 | 0,3 | – | – |
| Sociétés en nom collectif | 2,5 | 5,5 | 0,5 | 0,3 |
| SARL | 24,0 | 103,1 | 13,0 | 9,1 |
| Autres formes juridiques | – | – | – | – |
| **TOTAL BNC hors entreprises financières** | **480,8** | **303,0** | **56,2** | **38,3** |
| **Entreprises financières** | **8,9** | **14,7** | **1,4** | **1,1** |
| **Bénéfices agricoles (4) :** | | | | |
| Personnes physiques | 145,8 | 44,5 | 2,2 | /// |
| Sociétés civiles | 107,6 | 84,6 | 3,3 | /// |
| Autres formes juridiques | 1,7 | 5,0 | 0,2 | /// |
| **Total BA** | **255,0** | **134,1** | **5,7** | /// |
| **Total Micro entreprises (BIC et BNC)** | **350,2** | – | **5,2** | **1,9** |

(1) Effectif salarié moyen sur l'année.
(2) Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Entreprises non agricoles et non financières.
(4) Uniquement les entreprises au régime réel normal et au régime simplifié.

## TABLEAU L.01-13

### Entreprises suivant les effectifs, le chiffre d'affaires et l'activité principale en 2003 (1)

*Source* : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises) — *Unité* : Milliard d'euros

| | Nombre d'entreprises (milliers) | Effectif salarié (2) | CAHT (3) | Valeur ajoutée | CAHT à l'export (3) | Investissement | **Total de bilan** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Tranche d'effectifs** | | | | | | | |
| 0 salarié | 1 475,7 | – | 166,5 | 45,0 | 14,4 | 27,3 | **933,4** |
| 1 salarié | 391,9 | 391,9 | 65,9 | 23,2 | 2,8 | 4,0 | **132,1** |
| 2 à 4 salariés | 421,2 | 1 157,6 | 153,4 | 48,7 | 8,8 | 6,3 | **178,2** |
| 5 à 9 salariés | 226,3 | 1 503,3 | 200,0 | 61,9 | 15,4 | 6,0 | **263,4** |
| 10 à 19 salariés | 89,6 | 1 207,9 | 189,2 | 51,8 | 17,0 | 5,3 | **184,7** |
| 20 à 49 salariés | 62,7 | 1 958,9 | 388,5 | 86,5 | 57,3 | 9,8 | **387,6** |
| 50 à 99 salariés | 15,3 | 1 062,3 | 197,6 | 49,1 | 23,6 | 7,6 | **176,4** |
| 100 à 199 salariés | 8,3 | 1 161,2 | 233,8 | 54,4 | 37,1 | 8,3 | **227,3** |
| 200 à 499 salariés | 4,6 | 1 393,8 | 311,8 | 70,8 | 60,8 | 13,9 | **467,8** |
| 500 à 999 salariés | 1,3 | 904,8 | 227,7 | 52,8 | 46,6 | 9,5 | **218,5** |
| 1 000 à 1 999 salariés | 0,6 | 793,4 | 179,3 | 46,4 | 40,4 | 6,3 | **163,1** |
| 2 000 à 4 999 salariés | 0,3 | 806,5 | 214,1 | 49,8 | 47,8 | 5,7 | **177,5** |
| 5 000 salariés et plus | 0,1 | 2 155,9 | 383,4 | 130,0 | 96,7 | 26,7 | **660,0** |
| **Total** | **2 697,9** | **14 497,5** | **2 911,2** | **770,4** | **468,7** | **136,7** | **4 170,0** |
| **Tranche de chiffre d'affaires** | | | | | | | |
| < 0,05 million d'euros | 1 075,1 | 123,2 | 20,0 | 5,2 | 0,2 | 8,9 | **692,4** |
| 0,05 à < 0,1 million d'euros | 444,9 | 239,8 | 32,1 | 15,9 | 0,4 | 2,7 | **52,0** |
| 0,1 à < 0,2 million d'euros | 425,4 | 584,1 | 60,4 | 29,1 | 0,9 | 4,4 | **60,4** |
| 0,2 à < 0,5 million d'euros | 370,8 | 1 242,3 | 115,6 | 51,3 | 2,3 | 5,8 | **166,0** |
| 0,5 à < 1 million d'euros | 160,4 | 1 086,0 | 112,7 | 44,8 | 3,4 | 4,6 | **114,6** |
| 1 à < 2 millions d'euros | 99,8 | 1 154,9 | 139,3 | 49,3 | 5,9 | 5,3 | **146,1** |
| 2 à < 5 millions d'euros | 66,2 | 1 477,1 | 203,9 | 65,1 | 13,7 | 8,3 | **219,6** |
| 5 à < 10 millions d'euros | 25,5 | 1 043,9 | 177,8 | 49,5 | 16,3 | 6,0 | **214,2** |
| 10 à < 20 millions d'euros | 14,6 | 1 031,8 | 202,9 | 49,8 | 22,1 | 8,8 | **217,7** |
| 20 à < 50 millions d'euros | 9,2 | 1 297,7 | 282,7 | 68,1 | 41,1 | 12,8 | **291,6** |
| 50 à < 100 millions d'euros | 3,1 | 881,7 | 212,2 | 49,9 | 36,3 | 10,2 | **228,7** |
| 100 à < 200 millions d'euros | 1,5 | 764,4 | 202,0 | 44,7 | 41,1 | 8,3 | **396,0** |
| 200 à < 500 millions d'euros | 0,9 | 973,9 | 286,7 | 62,4 | 64,9 | 12,8 | **332,0** |
| 500 à < 1 milliard d'euros | 0,3 | 496,4 | 192,4 | 37,9 | 41,8 | 6,5 | **194,4** |
| 1 milliard d'euros et plus | 0,2 | 2 100,3 | 670,4 | 147,3 | 178,5 | 31,3 | **844,0** |
| **Total** | **2 697,9** | **14 497,5** | **2 911,2** | **770,4** | **468,7** | **136,7** | **4 170,0** |
| **Activité principale** | | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | 64,0 | 611,6 | 142,8 | 29,3 | 23,0 | 5,0 | **92,4** |
| Industries des biens de consommation | 66,1 | 679,6 | 150,9 | 41,7 | 37,4 | 3,7 | **129,7** |
| Industrie automobile | 2,0 | 280,9 | 107,7 | 18,6 | 57,0 | 4,7 | **89,0** |
| Industries des biens d'équipement | 40,8 | 809,8 | 167,2 | 45,7 | 77,5 | 3,8 | **182,7** |
| Industries des biens intermédiaires | 61,1 | 1 464,1 | 267,1 | 73,0 | 85,8 | 11,5 | **229,4** |
| Énergie | 2,3 | 232,6 | 120,0 | 30,7 | 12,4 | 5,9 | **271,5** |
| Construction | 318,8 | 1 317,3 | 156,5 | 56,4 | 3,0 | 4,4 | **105,2** |
| Commerce | 581,7 | 3 001,3 | 1 048,3 | 138,7 | 97,5 | 15,6 | **492,7** |
| Transports | 89,1 | 1 069,5 | 141,9 | 52,2 | 33,5 | 21,6 | **209,4** |
| Activités immobilières | 304,8 | 239,9 | 80,6 | 29,8 | 0,8 | 24,5 | **361,7** |
| Services aux entreprises | 391,8 | 3 104,0 | 357,6 | 168,5 | 37,4 | 26,7 | **1 879,4** |
| Services aux particuliers | 437,9 | 1 146,6 | 108,8 | 46,4 | 3,1 | 7,4 | **105,9** |
| Éducation santé action sociale | 337,5 | 540,3 | 61,8 | 39,4 | 0,3 | 1,9 | **20,6** |
| **Total** | **2 697,9** | **14 497,5** | **2 911,2** | **770,4** | **468,7** | **136,7** | **4 170,0** |

(1) Champ : entreprises non financières, non agricoles.
(2) Effectif salarié moyen sur l'année en milliers.
(3) Chiffre d'affaires hors taxes.

## TABLEAU L.01-14

### Compte de résultat des entreprises en 2003 (1)

*Source* : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises)

*Unité* : Milliard d'euros

| | Total |
|---|---|
| **COMPTE D'EXPLOITATION** | |
| **Produits** | |
| Ventes de marchandises | 1 134,0 |
| Production vendue de biens et services | 1 777,4 |
| Chiffre d'affaires en France | 2 442,6 |
| Chiffre d'affaires à l'export | 468,7 |
| Chiffre d'affaires total | 2 911,3 |
| Production stockée | – 0,7 |
| Production immobilisée | 14,1 |
| Subventions d'exploitation | 12,7 |
| Autres produits d'exploitation | 101,4 |
| **Total des produits d'exploitation** | **3 038,8** |
| **Charges** | |
| Achats de marchandises | 876,7 |
| Variations de stock (marchandises) | – 1,4 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | 452,8 |
| Variations de stock (matières premières et autres approvisionnements) | 1,8 |
| Autres achats et charges externes | 769,7 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 67,5 |
| Salaires et traitements | 372,0 |
| Charges sociales | 166,0 |
| Immobilisations : dotation aux amortissements | 97,3 |
| Immobilisations : dotation aux provisions | 51,2 |
| Autres charges d'exploitation | 34,4 |
| **Total des charges d'exploitation** | **2 888,0** |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | **150,8** |

| | Total |
|---|---|
| **OPERATIONS EN COMMUN** | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | 3,7 |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | 2,7 |
| **COMPTE FINANCIER** | |
| **Produits** | |
| *dont :* Produits financiers de participations | 90,6 |
| *dont :* Intérêts et produits assimilés | 32,9 |
| **Total des produits financiers** | **222,3** |
| **Charges** | |
| Intérêts et charges assimilées | 75,7 |
| **Total des charges financières** | **183,3** |
| **RÉSULTAT FINANCIER** | **39,0** |
| **COMPTE EXCEPTIONNEL** | |
| **Total des produits exceptionnels** | **211,9** |
| **Total des charges exceptionnelles** | **229,3** |
| **RÉSULTAT EXCEPTIONNEL** | **– 17,4** |
| Participation des salariés | 5,4 |
| Impôts sur les bénéfices | 31,1 |
| **RÉSULTAT DE L'EXERCICE** | **136,9** |

(1) Champ : entreprises non financières, non agricoles.

## TABLEAU L.01-15

### Bilan des entreprises en 2003 (1)

*Source* : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises)

*Unité* : Milliard d'euros

| ACTIF | |
|---|---|
| Capital soucrit non appelé | 3,1 |
| **ACTIF BRUT** | |
| Immobilisations incorporelles | 234,4 |
| Immobilisations corporelles | 1 358,4 |
| Immobilisations financières | 1 898,5 |
| **Total des immobilisations** | **3 491,3** |
| Stocks matières premières, en-cours et autres approvisionnements | 171,0 |
| Stocks marchandises | 121,9 |
| Avances, acomptes versés sur commandes | 25,0 |
| Créances clients et comptes rattachés | 497,5 |
| Autres créances | 556,5 |
| Valeurs mobilières de placement | 176,9 |
| Disponibilités | 161,8 |
| Charges constatées d'avance | 38,9 |
| Autres comptes de régularisation | 13,1 |
| **Total de l'actif circulant** | **1 762,6** |
| **TOTAL ACTIF BRUT** | **5 253,9** |
| **AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS** | |
| Immobilisations corporelles (amortissements) | 693,0 |
| **Total de l'actif immobilisé (amortissements)** | **1 030,1** |
| **Total de l'actif circulant (provisions)** | **56,8** |

| PASSIF | |
|---|---|
| **PASSIF** | |
| **Capitaux propres** | |
| Capital social, primes | 1 222,3 |
| Résultat de l'exercice | 135,4 |
| Subventions d'investissement | 24,5 |
| Autres capitaux propres | 172,3 |
| **Total des capitaux propres** | **1 554,5** |
| Autres fonds propres | 49,6 |
| Provisions risques et charges | 189,4 |
| **Dettes** | |
| Emprunts et dettes assimilées | 1 250,2 |
| Avances/acomptes sur commandes en cours | 85,9 |
| Dettes fournisseurs - comptes rattachés | 429,3 |
| Autres dettes | 533,1 |
| **Total des dettes** | **2 298,5** |
| **Compte de régularisation** | |
| Produits constatés d'avance et écarts de conversion de l'actif | 78,1 |

(1) Champ : entreprises non financières, non agricoles.

## TABLEAU L.01-16

### Part des entreprises appartenant à un groupe (1)

*Sources* : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (Enquête « Liaisons financières »), Diane

| Activités | Code NES 16 | Nombre d'entreprises | Part des entreprises dans les groupes (%) | Effectif moyen (milliers) | Part des effectifs dans les groupes (%) | Valeur ajoutée (milliards d'euros) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Au 1er janvier 2004** | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 64 000 | 4,3 | 611,6 | 58,5 | 29,3 |
| Industries des biens de consommation | EC | 66 100 | 6,7 | 679,6 | 67,7 | 41,7 |
| Industrie automobile | ED | 2 000 | 25,3 | 280,9 | 95,9 | 18,6 |
| Industries des biens d'équipement | EE | 40 800 | 11,9 | 809,8 | 73,8 | 45,7 |
| Industries des biens intermédiaires | EF | 61 000 | 17,2 | 1 464,1 | 74,8 | 72,9 |
| Énergie | EG | 2 300 | 25,1 | 232,6 | 97,6 | 30,7 |
| Construction | EH | 318 800 | 1,9 | 1 317,3 | 30,9 | 56,4 |
| Commerce | EJ | 581 700 | 4,6 | 3 001,4 | 52,6 | 138,7 |
| Transports | EK | 89 100 | 5,9 | 1 069,5 | 69,7 | 52,2 |
| Activités immobilières | EM | 304 800 | 3,5 | 239,9 | 29,6 | 29,8 |
| Services aux entreprises (2) | EN | 393 300 | 7,9 | 2 580,5 | 62,0 | 168,6 |
| Services aux particuliers | EP | 438 700 | 1,3 | 1 146,7 | 29,1 | 46,4 |
| Éducation, santé, action sociale | EQ | 337 500 | 0,5 | 540,3 | 22,8 | 39,4 |
| **Au 1er janvier 2003** | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 64 900 | 4,2 | 611,7 | 58,9 | 29,3 |
| Industries des biens de consommation | EC | 66 700 | 6,8 | 715,3 | 66,8 | 41,0 |
| Industrie automobile | ED | 2 000 | 24,9 | 283,1 | 93,5 | 18,7 |
| Industries des biens d'équipement | EE | 41 200 | 11,9 | 828,8 | 72,9 | 45,7 |
| Industries des biens intermédiaires | EF | 62 100 | 16,8 | 1 508,5 | 73,8 | 74,1 |
| Énergie | EG | 2 200 | 26,5 | 238,6 | 97,8 | 29,0 |
| Construction | EH | 314 400 | 1,8 | 1 292,0 | 30,5 | 54,0 |
| Commerce | EJ | 578 700 | 4,5 | 2 972,0 | 52,0 | 133,7 |
| Transports | EK | 89 500 | 5,8 | 1 070,2 | 69,7 | 50,6 |
| Activités immobilières | EM | 294 600 | 3,5 | 235,9 | 29,3 | 26,9 |
| Services aux entreprises (2) | EN | 376 200 | 7,9 | 2 546,5 | 62,5 | 162,5 |
| Services aux particuliers | EP | 424 900 | 1,2 | 1 135,7 | 30,2 | 44,7 |
| Éducation, santé, action sociale | EQ | 333 700 | 0,4 | 508,8 | 22,4 | 36,2 |

(1) Champ : filiales non financières, non agricoles.
(2) L'effectif des services aux entreprises ne comprend que l'effectif permanent des entreprises d'intérim.

## TABLEAU L.01-17

### Concentration des groupes (1) (2)

*Sources* : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (Enquête « Liaisons financières »), Diane

| Secteurs en NES 16 (3) | Codes NES 16 | Valeur ajoutée brute au coût des facteurs cumulée (en %) | | Effectif cumulé (en %) | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | des 4 premiers groupes | des 10 premiers groupes | des 4 premiers groupes | des 10 premiers groupes |
| **Au 1er janvier 2004** | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 13,3 | 20,5 | 7,4 | 13,9 |
| Industries des biens de consommation | EC | 15,2 | 21,5 | 6,8 | 12,0 |
| Industrie automobile | ED | 70,3 | 79,2 | 60,2 | 69,7 |
| Industries des biens d'équipement | EE | 20,9 | 31,8 | 12,8 | 21,6 |
| Industries des biens intermédiaires | EF | 9,8 | 16,3 | 7,8 | 13,1 |
| Énergie | EG | 80,0 | 93,8 | 75,7 | 91,7 |
| Construction | EH | 12,2 | 16,4 | 11,7 | 16,0 |
| Commerce | EJ | 9,7 | 14,2 | 10,3 | 14,8 |
| Transports | EK | 34,6 | 44,5 | 30,6 | 37,0 |
| Activités immobilières | EM | 6,5 | 13,2 | 5,4 | 9,1 |
| Services aux entreprises | EN | 23,0 | 29,3 | 19,2 | 23,4 |
| Services aux particuliers | EP | 9,0 | 15,1 | 7,2 | 11,0 |
| Éducation, santé, action sociale | EQ | 2,7 | 4,0 | 5,0 | 7,9 |
| **Au 1er janvier 2003** | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 13,7 | 22,1 | 7,4 | 13,4 |
| Industries des biens de consommation | EC | 12,1 | 18,9 | 6,4 | 11,5 |
| Industrie automobile | ED | 71,4 | 79,2 | 58,7 | 67,9 |
| Industries des biens d'équipement | EE | 19,5 | 31,6 | 12,9 | 21,0 |
| Industries des biens intermédiaires | EF | 9,3 | 16,0 | 7,7 | 12,8 |
| Énergie | EG | 80,0 | 94,4 | 76,1 | 93,0 |
| Construction | EH | 12,1 | 16,0 | 12,0 | 16,0 |
| Commerce | EJ | 9,2 | 13,3 | 10,3 | 14,7 |
| Transports | EK | 34,8 | 44,5 | 30,8 | 37,2 |
| Activités immobilières | EM | 5,4 | 11,6 | 4,7 | 8,5 |
| Services aux entreprises | EN | 23,0 | 29,0 | 19,4 | 23,7 |
| Services aux particuliers | EP | 9,1 | 15,1 | 7,9 | 12,2 |
| Éducation, santé, action sociale | EQ | 2,7 | 3,7 | 5,0 | 7,4 |

(1) Dans chaque secteur, les effectifs et les valeurs ajoutées des entreprises d'un même groupe sont additionnés. Les 4 (ou 10) premiers groupes sont ceux dont les entreprises du secteur les classent en tête. Un groupe ayant des entreprises dans plusieurs secteurs peut apparaître dans plusieurs lignes du tableau.
(2) Champ : filiales non financières, non agricoles.
(3) Les secteurs correspondent aux activités des entreprises, non à celles des groupes.

## TABLEAU L.01-18

### Entreprises appartenant au « contour élargi » et « noyau dur » des groupes, par secteur

*Sources :* Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (Enquête « Liaisons financières »), Diane

| Secteur | Code NES 16 | Le « contour élargi » des groupes | | Le « noyau dur » des groupes | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | (1) Effectif salarié (milliers) | | | | Nombre de groupes implantés dans le secteur | Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur | | | |
| | | Nombre d'entreprises | Effectif salarié (milliers) | Nombre d'entreprises | **Total** | Groupes publics français | Groupes privés français | Groupes étrangers | | **Total** | Groupes publics français | Groupes privés français | Groupes étrangers |
| **Au 1er janvier 2004** | | | | | | | | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 3 050 | 373 | 2 760 | **362** | 1 | 269 | 93 | 1 370 | **1 089** | – | 909 | 180 |
| Industries des biens de consommation | EC | 4 860 | 471 | 4 430 | **460** | 2 | 311 | 148 | 2 550 | **1 916** | 3 | 1 542 | 371 |
| Industrie automobile | ED | 550 | 271 | 510 | **269** | – | 186 | 84 | 330 | **208** | – | 121 | 87 |
| Industries des biens d'équipement | EE | 5 250 | 612 | 4 860 | **602** | 52 | 296 | 254 | 3 230 | **2 330** | 3 | 1 721 | 606 |
| Industries des biens intermédiaires | EF | 11 400 | 1 116 | 10 500 | **1 094** | 18 | 620 | 455 | 5 620 | **4 483** | 2 | 3 375 | 1 106 |
| Énergie | EG | 650 | 228 | 570 | **227** | 152 | 66 | 8 | 150 | **64** | 6 | 44 | 14 |
| Construction | EH | 6 510 | 415 | 6 090 | **407** | 4 | 386 | 17 | 2 850 | **2 282** | – | 2 195 | 87 |
| Commerce | EJ | 29 700 | 1 634 | 27 000 | **1 577** | 2 | 1 181 | 395 | 13 800 | **10 596** | 2 | 7 438 | 3 156 |
| Transports | EK | 5 610 | 766 | 5 100 | **745** | 342 | 319 | 84 | 2 130 | **1 438** | 13 | 1 149 | 276 |
| Activités immobilières | EM | 12 900 | 85 | 10 800 | **71** | 3 | 62 | 5 | 4 170 | **1 114** | 2 | 959 | 153 |
| Services aux entreprises | EN | 33 800 | 1 634 | 30 900 | **1 590** | 456 | 834 | 300 | 16 800 | **4 590** | 12 | 3 545 | 1 033 |
| Services aux particuliers | EP | 6 400 | 352 | 5 620 | **332** | 18 | 247 | 66 | 2 070 | **1 467** | 9 | 1 299 | 159 |
| Éducation, santé, action sociale | EQ | 1 680 | 129 | 1 540 | **123** | 7 | 102 | 14 | 690 | **462** | 1 | 433 | 28 |
| **Total industrie, commerce, services** | | **122 360** | **8 086** | **110 680** | **7 859** | **1 057** | **4 879** | **1 923** | **–** | **32 039** | **53** | **24 730** | **7 256** |
| Agriculture, sylviculture, pêche (2) | EA | 140 | 12 | 120 | **12** | 8 | 3 | 1 | 80 | **36** | 1 | 30 | 5 |
| Activités financières | EL | 8 970 | 587 | 8 490 | **583** | 19 | 492 | 71 | 4 100 | **645** | 4 | 455 | 186 |
| Activités associatives et extra territoriales | ER | 100 | 6 | 90 | **6** | – | 6 | – | 90 | **38** | 1 | 36 | 1 |
| Activité non déclarée | | 130 | – | 120 | **0** | – | – | – | 80 | 1 | – | – | 1 |
| **Total autres secteurs** | | **9 340** | **605** | **8820** | **601** | **27** | **501** | **72** | **–** | **720** | **6** | **521** | **193** |
| **Au 1er janvier 2003** | | | | | | | | | | | | | |
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 3 070 | 371 | 2 780 | **360** | 1 | 265 | 94 | 1 350 | **1 060** | – | 889 | 171 |
| Industries des biens de consommation | EC | 4 940 | 488 | 4 500 | **475** | 2 | 309 | 164 | 2 580 | **1 955** | 3 | 1 568 | 384 |
| Industrie automobile | ED | 550 | 266 | 500 | **265** | – | 183 | 81 | 320 | **203** | – | 124 | 79 |
| Industries des biens d'équipement | EE | 5 290 | 622 | 4 880 | **609** | 41 | 307 | 261 | 3 190 | **2 298** | 2 | 1 683 | 613 |
| Industries des biens intermédiaires | EF | 11 300 | 1 137 | 10 400 | **1 111** | 14 | 650 | 447 | 5 490 | **4 341** | 2 | 3 268 | 1 071 |
| Energie | EG | 640 | 234 | 580 | **233** | 159 | 66 | 8 | 150 | **66** | 5 | 48 | 13 |
| Construction | EH | 6 200 | 403 | 5 790 | **393** | 4 | 357 | 32 | 2 620 | **2 092** | – | 2 014 | 78 |
| Commerce | EJ | 28 700 | 1 599 | 26 100 | **1 542** | 2 | 1 159 | 381 | 13 300 | **10 211** | 2 | 7 225 | 2 984 |
| Transports | EK | 5 520 | 765 | 5 020 | **745** | 345 | 315 | 85 | 2 070 | **1 429** | 14 | 1 149 | 266 |
| Activités immobilières | EM | 12 400 | 84 | 10 400 | **69** | 3 | 60 | 6 | 4 020 | **1 055** | 2 | 922 | 131 |
| Services aux entreprises | EN | 32 500 | 1 631 | 29 700 | **1 589** | 457 | 833 | 299 | 15 900 | **4 485** | 11 | 3 474 | 1 000 |
| Services aux particuliers | EP | 6 020 | 362 | 5 260 | **341** | 18 | 244 | 80 | 1 930 | **1 367** | 9 | 1 209 | 149 |
| Éducation, santé, action sociale | EQ | 1 560 | 120 | 1 410 | **114** | 6 | 94 | 13 | 680 | **439** | 1 | 414 | 24 |
| **Total industrie, commerce, services** | | **118 690** | **8 082** | **107 320** | **7 846** | **1 052** | **4 842** | **1 951** | **–** | **31 001** | **51** | **23 987** | **6 963** |
| Agriculture, sylviculture, pêche (2) | EA | 140 | 12 | 120 | **12** | 8 | 3 | 1 | 90 | **36** | 2 | 30 | 4 |
| Activités financières | EL | 8 850 | 592 | 8 370 | **588** | 21 | 494 | 73 | 4 010 | **635** | 6 | 449 | 180 |
| Activités associatives et extra territoriales | ER | 100 | 4 | 80 | **4** | – | 4 | – | 80 | **27** | 1 | 26 | – |
| Activité non déclarée | | 100 | – | 90 | **–** | – | – | – | 50 | **–** | – | – | – |
| **Total autres secteurs** | | **9 190** | **608** | **8 660** | **604** | **29** | **501** | **74** | **–** | **698** | **9** | **505** | **184** |

(1) Effectifs salariés des entreprises d'un secteur appartenant à un groupe.
(2) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête "Liaisons financières" ne permet pas une interprétation économique des résultats.

## TABLEAU L.01-19

### Importance des groupes en fonction de leur taille (1)

*Sources* : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (Enquête « Liaisons financières »), Diane

| | Nombre de groupes (2) | Effectif salarié (milliers) | Ressources élargies (milliards d'euros) (3) | Capitaux propres et autres fonds propres (milliards d'euros) |
|---|---|---|---|---|
| **Au 1er janvier 2004** | | | | |
| Micro-groupes : 0 à 499 salariés | 29 238 | 2 029 | 495 | 181 |
| Petits groupes : 500 à 1 999 salariés | 1 339 | 1 225 | 303 | 145 |
| Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés | 391 | 1 480 | 437 | 265 |
| Grands groupes : 10 000 salariés et plus | 77 | 2 989 | 948 | 925 |
| **Total** | **31 045** | **7 723** | **2 183** | **1 516** |
| **Au 1er janvier 2003** | | | | |
| Micro-groupes : 0 à 499 salariés | 28 307 | 1 995 | 478 | 170 |
| Petits groupes : 500 à 1 999 salariés | 1 335 | 1 218 | 284 | 135 |
| Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés | 395 | 1 488 | 435 | 235 |
| Grands groupes : 10 000 salariés et plus | 80 | 2 981 | 927 | 918 |
| **Total** | **30 117** | **7 683** | **2 123** | **1 458** |

(1) Champ : groupes non financiers, non agricoles - filiales non financières, non agricoles.
(2) Sont comptabilisés les groupes français et étrangers dont les salariés travaillent effectivement en France.
(3) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.

## TABLEAU L.01-20

### Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2004 (1)

*Sources* : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (Enquête « Liaisons financières »), Diane

*Unité* : Milliard d'euros

| | Groupes français | Groupes étrangers : Union européenne | Groupes étrangers : hors Union européenne |
|---|---|---|---|
| Nombre d'entreprises | 89 111 | 11 868 | 5 365 |
| Effectif salarié (milliers) | 5 817 | 1 238 | 667 |
| Valeur ajoutée brute au coût des facteurs | 334 | 75 | 55 |
| Excédent brut d'exploitation | 99 | 20 | 13 |
| Immobilisations corporelles brutes | 774 | 114 | 70 |
| Investissement en immobilisations corporelles hors apports | 62 | 12 | 7 |

(1) Champ : groupes non financiers, non agricoles - filiales non financières, non agricoles.

## TABLEAU L.01-21

### Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction (série brute) (1)

*Sources* : Insee
Direction générale des impôts

Base 100 en 2000

| Secteur d'activité | NES 16 | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Industries agricoles et alimentaires | EB | 88,4 | 92,8 | 94,3 | 95,5 | 100,0 | 104,7 | 107,2 | 107,7 | 109,5 |
| Industries des biens de consommation | EC | 80,6 | 86,0 | 89,7 | 93,8 | 100,0 | 105,1 | 107,2 | 106,9 | 109,5 |
| Industrie automobile | ED | 68,7 | 76,3 | 84,6 | 90,4 | 100,0 | 108,1 | 110,0 | 109,5 | 110,4 |
| Industries des biens d'équipement | EE | 73,9 | 80,9 | 85,7 | 91,3 | 100,0 | 103,5 | 99,2 | 99,9 | 102,0 |
| Industries des biens intermédiaires | EF | 81,8 | 85,4 | 88,5 | 90,4 | 100,0 | 100,3 | 95,9 | 94,5 | 98,1 |
| Énergie | EG | 76,7 | 83,9 | 78,3 | 82,9 | 100,0 | 102,4 | 103,9 | 107,3 | 116,3 |
| Construction | EH | 80,3 | 80,6 | 84,7 | 89,4 | 100,0 | 104,6 | 104,6 | 106,1 | 112,1 |
| **Ensemble industrie** | **EB à EG** | **79,0** | **84,5** | **87,3** | **90,9** | **100,0** | **103,4** | **102,4** | **102,5** | **105,8** |
| **Ensemble hors énergie et IAA** | **EC à EF** | **77,5** | **82,9** | **87,4** | **91,3** | **100,0** | **103,3** | **101,2** | **100,6** | **103,3** |

(1) Les indices du chiffre d'affaires sont désormais publiés en base 100 en 2000 (cf. méthodologie de ce chapitre).

## TABLEAU L.01-22

### Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports, la réparation automobile et les services (série brute en valeur) (1) (2)

*Sources* : Insee
Direction générale des impôts

Base 100 en 2000

| Secteur d'activité | Code | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Commerce de détail | D | 80,8 | 85,8 | 89,8 | 94,5 | 100,0 | 104,7 | 107,6 | 110,4 | 113,1 |
| Commerce réparation automobile | A | 78,3 | 80,7 | 88,9 | 96,3 | 100,0 | 104,1 | 105,7 | 104,6 | 109,1 |
| Services aux particuliers (3) | P | 87,0 | 87,4 | 91,9 | 95,1 | 100,0 | 103,7 | 106,2 | 105,4 | 106,2 |
| Hôtels restaurants | P1 | 85,6 | 86,1 | 91,3 | 94,8 | 100,0 | 103,8 | 106,5 | 105,6 | 106,3 |
| Services personnels | P31 | 94,9 | 94,8 | 95,8 | 96,8 | 100,0 | 102,8 | 104,5 | 104,4 | 106,0 |
| Commerce de gros | G2 | 80,5 | 85,0 | 89,2 | 93,2 | 100,0 | 101,9 | 103,3 | 102,7 | 106,3 |
| Transports | T | 75,6 | 79,6 | 85,9 | 91,4 | 100,0 | 104,5 | 107,0 | 107,6 | 112,1 |
| Activités immobilières | I | 80,3 | 83,5 | 86,6 | 94,4 | 100,0 | 104,2 | 109,6 | 114,3 | 119,0 |
| Services aux entreprises (4) | E | 72,0 | 77,0 | 83,2 | 91,0 | 100,0 | 106,8 | 108,1 | 108,6 | 110,8 |
| Conseils et assistance | E2 | 73,8 | 78,5 | 84,2 | 91,8 | 100,0 | 106,0 | 106,3 | 106,8 | 109,3 |
| Services opérationnels (5) | E3 | 68,2 | 73,9 | 81,3 | 89,3 | 100,0 | 108,6 | 111,8 | 112,2 | 114,0 |

(1) Les indices du chiffre d'affaires sont désormais publiés en base 100 en 2000 (cf. méthodologie de ce chapitre).
(2) Les regroupements sont différents de ceux de la nomenclature NAF et sont identifiés par une nomenclature spécifique.
(3) Hors activités récréatives, culturelles et sportives.
(4) Hors postes, Télécom, recherche et développement.
(5) Hors recherche et développement.

## TABLEAU L01-19

### Importance des groupes en fonction de leur taille (1)

Sources : Insee, SESF (Système pour les statistiques d'entreprises), LIFI (Liaisons financières), Diane

| | Nombre de groupes (2) | Effectif salarié (milliers) | Résultats courants avant impôts (milliards d'euros) | Capitaux propres consolidés (milliards d'euros) |
|---|---|---|---|---|
| **Au 1er janvier 2004** | | | | |
| Petits groupes : 0 à 499 salariés | 27 238 | 2 [illegible] | 496 | [illegible] |
| Moyens groupes : 500 à 1 999 salariés | 1 339 | 1 225 | 225 | [illegible] |
| Grands groupes : 2 000 à 9 999 salariés | 391 | 1 483 | 407 | [illegible] |
| Très grands groupes : 10 000 salariés et plus | 77 | 2 966 | 244 | [illegible] |
| Total | 31 045 | 7 723 | 1 153 | [illegible] |
| **Au 1er janvier 2005** | | | | |
| Petits groupes : 0 à 499 salariés | 25 207 | 1 960 | 479 | [illegible] |
| Moyens groupes : 500 à 1 999 salariés | 1 135 | 1 315 | 284 | [illegible] |
| Grands groupes : 2 000 à 9 999 salariés | 395 | 1 488 | 435 | [illegible] |
| Très grands groupes : 10 000 salariés et plus | 80 | 2 861 | 637 | [illegible] |
| Total | 26 117 | 7 625 | 1 123 | [illegible] |

(1) Champ : groupes non financiers, non agricoles - filiales non financières, non agricoles.
(2) Sont comptabilisés les groupes français et étrangers dont les sièges travaillent à l'échelle nationale en France.
(3) Les résultats des étrangers représentent le solde du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.

## TABLEAU L01-20

### Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2004 (1)

Sources : Insee, SESF (Système pour les statistiques d'entreprises), LIFI (Liaisons financières), Diane

| | Groupes actifs | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Groupes français | Groupes européens | Groupes hors Union européenne | |
| Actifs à affectation | 69 131 | 11 808 | [illegible] | [illegible] |
| Effectif salarié (milliers) | 6 817 | 1 258 | [illegible] | [illegible] |
| Valeur ajoutée hors taxes en euros (milliards) | 194 | 28 | [illegible] | [illegible] |
| Excédent brut d'exploitation | 98 | 20 | [illegible] | [illegible] |
| Résultats courants avant impôts | 174 | 114 | [illegible] | [illegible] |
| Investissement en immobilisations corporelles hors acquisitions | 69 | 13 | [illegible] | [illegible] |

(1) Champ : groupes non financiers non agricoles - filiales non financières, non agricoles

## TABLEAU L01-21

### Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction, la réparation automobile et les services (série brute en valeur) (1) (2)

Source : Insee

| Secteur d'activité | Code | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble des activités | | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Industries agroalimentaires | A | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Industrie pharmaceutique | P | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Industrie automobile | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Construction | F | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Commerce et réparation automobile | G | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Transports | I | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Activités immobilières | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Services aux entreprises (4) | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Conseils et assistance | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Services opérationnels (5) | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

(1) Les indices de chiffre d'affaires sont désormais publiés en base 100 en 2000 (et, rétrospectivement, de ce chiffre).
(2) Les regroupements sont différents de ceux de la nomenclature NAF et sont identifiés par des nomenclatures spécifiques.
(3) Hors pharmacie. Tabacs, boissons et alcools.
(4) Hors recherche et développement.
(5) Hors recherche et développement.

# Chapitre L.02

## Innovation et Propriété industrielle


1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Définitions.

4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Dépôts de demandes de brevets d'invention.

2 Origine des déposants par la voie nationale.

3 Demandes de brevet déposées par la voie nationale selon le domaine technologique.

4 Dépôts de marques (premiers dépôts et renouvellements).

5 Dessins et modèles déposés.

6 L'innovation par secteur selon la définition internationale du manuel d'Oslo.

## 1

## ○ Présentation

Pour obtenir une protection en France par brevet, il existe trois voies de dépôts (nationale, européenne, internationale). Étant donné les procédures en vigueur, ces trois voies ne sont pas additives car les demandes européennes et internationales (PCT) désignant la France peuvent porter sur le même objet que des demandes de brevet nationales déposées antérieurement.

Les dépôts par la voie nationale connaissent une évolution importante (+ 2,6 %) entre 2003 et 2004. La voie nationale est principalement utilisée par les déposants français. La majorité (62,6 %) des dépôts effectués par des déposants étrangers concernent des allemands, des japonais et des américains.

L'ensemble des demandes européennes entrées en phase régionale (demandes euro-PCT entrées en phase régionale et demandes euro-directes) continuent de progresser (+ 5,9 % entre 2003 et 2004). Les demandes européennes d'origine française représentent 6,5 % du total.

L'ensemble des demandes par la voie internationale arrivées à l'OMPI croît de 5,7 % entre 2003 et 2004. Il faut y voir l'effet du phénomène de mondialisation, qui fait que les déposants recherchent la protection du brevet dans un nombre croissant de pays. La croissance des dépôts est également stimulée par un flux constant d'adhésion de nouveaux États membres et par la réduction et la suppression (depuis le 1er janvier 2004) des taxes de désignation.

En ce qui concerne les dépôts de marques, en 2004, c'est surtout la voie nationale qui connaît une forte hausse (+ 6,4 % de premiers dépôts publiés, + 2,9 % de renouvellements), alors que l'augmentation des dépôts de marques communautaires ralentit même si les demandes d'origine française continuent d'augmenter fortement (6,1 %).

La mise en place du dessin et modèle communautaire en 2003 (+ 33 % en 2004), a eu un impact sensible sur l'évolution de la voie internationale qui continue de baisser fortement (- 3,4 %) pour les modèles désignant la France.

## 2

## ○ Méthodologie

### *21. Généralités*

Les généralités ci-dessous concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

#### Brevets d'invention

Jusqu'en 1978, la protection sur le territoire français, ne pouvait s'obtenir que par le dépôt, en France, d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

– la voie nationale.

La matière est régie par la loi n° 92-597 du 1er juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle comprenant, en première partie, la propriété littéraire et artistique et en deuxième partie, la propriété industrielle.

Ce texte a codifié, à droit constant, les lois régissant précédemment la matière des brevets dans le livre VI du code.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué, soit à l'Institut National de la Propriété Industrielle (Inpi) au siège de Paris, soit dans un de ses onze centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- *l'identification du demandeur ;*
- *une description de l'invention ;*
- *une ou plusieurs revendications qui définissent l'objet de la protection demandée ;*
- *un abrégé du contenu technique de l'invention ;*
- *la justification du paiement des redevances prescrites.*

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court à partir de la date de dépôt (ou de la date de priorité si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut National de la Propriété Industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la nouveauté et l'activité inventive de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Une atteinte à ce droit constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

– la voie européenne.

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre appelé « brevet européen », pouvant avoir dans 31 États d'Europe (au 1er juillet 2005) les mêmes effets qu'un brevet national.

– la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty).

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans près de 130 pays. Un délai de trente mois est ouvert, pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt international est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

#### Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

– la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991, codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.

Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage, confère le droit exclusif. L'Inpi procède d'office à un examen de la marque en vérifiant son caractère distinctif et licite. L'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le titulaire d'une marque antérieure ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque peuvent former opposition, auprès de l'Inpi, à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

– la voie communautaire.

Cette voie, ouverte depuis le 1er janvier 1996, permet d'obtenir une protection unique, sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, avec une procédure d'enregistrement unique.

Le dépôt d'une marque communautaire s'effectue à l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), situé à Alicante, ou par l'intermédiaire, en France, de l'Institut National de la Propriété Industrielle (Inpi). La durée de la protection est de dix ans indéfiniment renouvelable.

– la voie internationale.

L'Union de Madrid (Arrangement ou Protocole), regroupant un peu plus de soixante-dix pays et, désormais, la Communauté européenne, permet, grâce à une procédure unique et centralisée auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) d'obtenir une protection dans plusieurs États. Sur le fondement d'une marque de base nationale, un titulaire peut demander une extension internationale. Cette demande se fait, en France, auprès de l'Inpi qui la transmet au Bureau international de l'OMPI. La durée de protection obtenue à l'étranger, grâce à ce dépôt, est de dix ans également renouvelable indéfiniment.

### Dessins et modèles industriels

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

– la voie nationale.

Le droit français est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement, selon son intérêt :

• de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique, codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination sans que soit exigée aucune formalité ;

• de la loi du 14 juillet 1909, spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'Inpi ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Depuis, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit notamment comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

De plus, la loi n° 94-102 du 5 février 1994 et le décret n° 94-836 du 27 septembre 1994 ont institué une procédure de dépôt simplifié autorisant les déposants, appartenant à des industries renouvelant fréquemment l'aspect de leurs créations (notamment les professionnels de la mode), à effectuer un dépôt avec des contraintes de présentation allégées.

L'ordonnance d'application de la directive européenne 98/71 du 25 juillet 2001 et applicable depuis le 1er octobre 2001 fixe la durée de protection à 5 ans renouvelable 4 fois maximum.

– la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925, regroupant un peu plus de 40 pays permet d'obtenir, grâce à une procédure unique et centralisée auprès de l'OMPI, une protection, dans plusieurs États, à moins d'un refus de protection notifié dans les six mois par les États qui prévoient un tel refus.

– la voie communautaire.

La directive communautaire 98/71/CE du 13 octobre 1998, qui a harmonisé les principales règles applicables aux dessins ou modèles enregistrés dans les États membres, marque une étape importante dans la construction d'une protection communautaire des dessins et modèles. Elle a été suivie d'un règlement communautaire adopté en décembre 2001, qui instaure un nouveau titre : le dessin ou modèle communautaire. Les dépôts de dessins et modèles communautaires sont reçus depuis janvier 2003 et les premiers enregistrements sont datés du 1er avril 2003.

### *22. Méthodologie des tableaux*

Pour les brevets, les tableaux sont établis à partir de données de l'Inpi pour la voie nationale, de l'OEB pour la voie européenne et de l'OMPI pour la voie internationale. On peut noter que pour les voies européenne et internationale, les tableaux donnent le total des dépôts avec le taux de désignation de la France le cas échéant.

Les domaines technologiques, pris en compte dans le tableau L.02-3, sont basés sur la Classification Internationale des Brevets (Cib) issue de la Convention européenne du 19 septembre 1954. Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles, telles que la Naf, et est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe ; la dernière mise à jour date du 1er janvier 2000. De ce fait, les comparaisons avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution. La table de correspondance entre les Cib et les domaines technologiques ayant été révisée en 2002, le tableau L.02-3 a été modifié en conséquence, avec une mise à jour des répartitions depuis 1997.

Pour les marques, les tableaux présentent des données de publications. Elles ne prennent donc pas en compte les marques irrecevables avant publication.

Pour les dessins et modèles, les tableaux présentent des données de dessins et modèles déposés pour la voie nationale et des estimations du nombre de dessins et modèles enregistrés pour la voie internationale.

## 3 ❍ Définitions

### Brevets d'invention

Ils concernent :

– les produits nouveaux considérés, dans leur structure (ex. : réceptacle et pliage d'un coussin d'air), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette) ;

– les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

### Comptage fractionnaire

Pour la répartition « Personnes physiques, personnes morales », les règles de comptage appliquées sont les suivantes :

– en cas de co-dépôt de plusieurs personnes physiques, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants ;

– en cas de co-dépôt de plusieurs personnes morales, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants ;

– en cas de co-dépôt entre au moins une personne physique et au moins une personne morale, le dépôt est compté comme un dépôt de personne morale.

Pour la répartition déposants résidents, déposants non-résidents, on applique en outre la règle suivante :

– en cas de co-dépôt entre au moins une personne physique et une personne morale, le dépôt est compté comme un dépôt de personne morale. On retient alors la résidence de(s) personne(s) morale(s) en attribuant une part fractionnaire du dépôt à chacun des pays de résidence.

### Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : une aile d'automobile).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet.

### Manuel d'Oslo

Le manuel d'Oslo est la référence internationale qui définit les concepts liés à l'innovation et établit des recommandations pour les besoins de collecte d'information sur l'innovation. Elle permet que tous les pays définissent l'innovation selon les mêmes principes, de façon à ce que les résultats d'enquêtes sur l'innovation soient comparables d'un pays à l'autre.

En 2003, l'OCDE et Eurostat ont décidé de rénover ce manuel, notamment pour prendre en compte les nouvelles formes d'innovation, formes que l'on rencontre de plus en plus fréquemment, en particulier dans les secteurs des services.

La France (Sessi, Insee, Ministère de la recherche) a accepté de piloter un groupe de travail qui a pour mission de proposer une nouvelle définition de l'innovation.

### Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (par exemple un nom, un logo, un dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

### Non-résidents

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège hors de France.

### Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.

Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon) et de constituer, par là même, un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.

Ce sont des armes défensives et offensives.

Pour tous ces titres de propriété, il existe trois voies de protection : nationale, européenne et internationale (PCT) pour les brevets ; nationale, communautaire et internationale pour les marques ainsi que pour les dessins et modèles.

### Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

### Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale ; la procédure de délivrance ou d'enregistrement étant effectuée par l'Institut National de la Propriété Industrielle.

### Voie communautaire

Depuis 1996, demande de protection des marques, dans les pays de l'Union européenne, auprès de l'Office d'Harmonisation du Marché Intérieur (OHMI). Depuis 2003, demande de protection des dessins et modèles, dans les pays de l'Union européenne, auprès de l'Office d'Harmonisation du Marché Intérieur (OHMI).

### Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

### Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : Traité de Washington (PCT) pour les brevets, Arrangement de Madrid pour les marques, Arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

## 4

## ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut National de la Propriété Industrielle.*

### Organisme :

– Institut National de la Propriété Industrielle.

### Sites Internet :

– www.inpi.fr
– www.wipo.org
– www.european-patent-office.org
– http://oami.eu.int

### Publications :

***Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie***

– « Tableau de bord de l'innovation – 13e édition », juillet 2005.
– « L'innovation technologique dans l'industrie, Sessi, 2004.
– « Le financement de l'innovation technologique dans l'industrie », Y. Lhomme, *Chiffres clés Référence*, Sessi, 2002.

***Insee***

*Économie et statistique* :
– « Brevets et innovation », n° 380, septembre 2005 ;
– « Innovation défensive et concurrence internationale », nos 363-364-365, novembre 2003.

*Insee-Méthodes :*
– « Innovation : de l'idée à la performance », n° 105, juillet 2003.

*Insee-Synthèses :*
– « L'innovation dans les entreprises », n° 67, janvier 2003.

*Insee-Première :*
– « Les entreprises de service innovent aussi », n° 982, août 2004.

*Document de travail :*
– « Les brevets accroissent-ils les incitations privées à innover ? Un examen microéconomique, E. Duguet et C. Lelarge, n° G2004/08 – août 2004.

***Autres***

– « Pme – Innovation technologique et secteurs d'application », *Synthèse 2004*, Oséo, Anvar.
– « Avenirs de la recherche et de l'innovation en France », *Futuris – La Documentation Française*, 2004.

**Législation :**

– « Brevet, secret et concurrence technologique : comment protéger les intruments de recherche ? », E. Pfister, *Revue d'économie politique*, vol. 114, n° 3, mai-juin 2004.
– « Des brevets et des marques, une histoire de la propriété industrielle », A. Beltran, S. Chauveau, G. Galvez-Behuc, Fayard, 2001.
– « Le droit français de la propriété intellectuelle », Y. Marcellin, A. Bertrand (collab.), J.P. Martin (collab.), A. Michalland (collab.), Paris : Cedat, 1999.
– « Le droit de la propriété industrielle », A. Chavanne, J.J. Burst - Paris : Dalloz, 1998.
– « Traité des dessins et modèles », P. Greffe et F. Greffe - Paris : Litec, 1997.
– « Le droit des dessins et modèles », D. Cohen - Paris : Economica, 1997.
– « Le nouveau droit français des marques », par P. Mathély, J.J. Burst, Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1994.
– « Le nouveau droit français des brevets d'invention », par P. Mathély - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1991.

**Statistiques :**

– « Les enjeux économiques de l'innovation », *Revue d'économie politique*, vol. 114, n° 2, mars-avril 2004.
– « Tableau de bord européen de l'innovation », Commission européenne, 2003.
– « Les demandes de brevets déposées auprès de l'OEB toujours en hausse de 1999 à 2001 », *Statistiques en bref, série Science et technologie,* Eurostat, n° 4/2003.

Statistiques annuelles de l'Inpi, de l'OEB, de l'OMPI et de l'OHMI, disponibles sur Internet (voir plus haut).

*Voir aussi le chapitre K.02 « Balance des paiements ».*

## TABLEAU L.02-1

### Dépôts de demandes de brevets d'invention

*Sources* : Institut National de la Propriété Industrielle
Office européen des brevets
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

*Unité* : Nombre

| | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Voie nationale (1)** | **16 882** | **16 796** | **16 875** | **17 351** | **17 114** | **16 908** | **16 858** | **17 291** |
| Résidents | 13 215 | 13 211 | 13 518 | 13 790 | 13 504 | 13 559 | 13 517 | 14 230 |
| Non résidents | 3 667 | 3 585 | 3 357 | 3 561 | 3 610 | 3 349 | 3 341 | 3 061 |
| **Voie européenne (2)** | **72 834** | **82 260** | **89 319** | **100 706** | **110 119** | **106 325** | **116 791** | **123 706** |
| Résidents | 5 091 | 5 644 | 6 180 | 6 791 | 6 804 | 6 853 | 7 431 | 8 079 |
| Non résidents | 67 743 | 76 616 | 83 139 | 93 915 | 103 315 | 99 472 | 109 360 | 115 627 |
| Taux de désignation de la France (%) (3) | 94,6 | 97,3 | 97,1 | 97,3 | 99,3 | 98,8 | 99,4 | 98,5 |
| **Voie internationale (4)** | **57 064** | **67 062** | **76 358** | **93 240** | **108 229** | **110 388** | **115 176** | **121 746** |
| Résidents | 2 674 | 3 210 | 3 551 | 4 138 | 4 707 | 5 089 | 5 164 | 5 173 |
| Non résidents | 54 390 | 63 852 | 72 807 | 89 102 | 103 522 | 105 299 | 110 012 | 116 573 |

(1) Répartition résidents/non résidents en comptage fractionnaire.
(2) Demandes euro-directes et euro-PCT entrées en phase régionale.
(3) En 2004, la France est désignée dans 98,5 % des demandes de brevets par la voie européenne, c'est-à-dire que 98,5 % des demandes européennes font l'objet d'une demande de protection sur le territoire français.
(4) Il s'agit du total des demandes effectuées par la voie internationale.

## TABLEAU L.02-2

### Origine des déposants par la voie nationale

*Source* : Institut National de la Propriété Industrielle (Inpi)

*Unité* : Nombre

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Déposants français** | **13 215** | **13 211** | **13 518** | **13 790** | **13 506** | **13 559** | **13 517** | **14 230** |
| Personnes morales | 9 592 | 9 800 | 10 291 | 10 371 | 10 034 | 9 941 | 10 242 | 11 101 |
| Personnes physiques | 3 623 | 3 411 | 3 227 | 3 419 | 3 470 | 3 618 | 3 275 | 3 229 |
| **Déposants étrangers** | **3 667** | **3 585** | **3 357** | **3 561** | **3 610** | **3 349** | **3 341** | **3 061** |
| Personnes morales | 3 306 | 3 281 | 2 987 | 3 177 | 3 252 | 3 014 | 3 029 | 2 794 |
| Personnes physiques | 361 | 304 | 370 | 384 | 358 | 335 | 312 | 267 |
| *dont* : Allemagne | 1 084 | 1 138 | 1 075 | 1 005 | 1 079 | 959 | 889 | 876 |
| Japon | 632 | 621 | 580 | 638 | 682 | 614 | 599 | 601 |
| États-Unis | 552 | 547 | 461 | 565 | 442 | 499 | 523 | 440 |
| Taïwan | 231 | 204 | 230 | 299 | 279 | 271 | 320 | 242 |
| République de Corée | 224 | 224 | 135 | 124 | 109 | 116 | 147 | 155 |
| Suisse | 176 | 199 | 201 | 151 | 153 | 163 | 142 | 167 |
| Pays-Bas | 165 | 114 | 122 | 155 | 186 | 96 | 56 | 26 |
| Italie | 123 | 116 | 105 | 125 | 154 | 109 | 99 | 75 |
| Grande-Bretagne | 96 | 89 | 96 | 50 | 63 | 86 | 71 | 37 |
| Espagne | 82 | 57 | 77 | 89 | 89 | 89 | 89 | 50 |
| Belgique | 60 | 51 | 39 | 91 | 72 | 56 | 93 | 112 |
| Autres (*r*) | 242 | 225 | 236 | 269 | 302 | 291 | 313 | 280 |

## TABLEAU L.02-3

### Demandes de brevet déposées par la voie nationale selon le domaine technologique

*Source* : Institut National de la Propriété Industrielle

*Unité* : Nombre

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Électronique-Électricité** | **3 274** | **3 499** | **3 553** | **4 044** | **3 916** | **3 656** | **3 695** | **3 626** |
| Composants électriques, électrotechnique | 1 232 | 1 249 | 1 261 | 1 321 | 1 191 | 1 128 | 1 066 | 1 174 |
| Audiovisuel | 434 | 421 | 405 | 482 | 457 | 430 | 472 | 429 |
| Télécommunications | 914 | 1 076 | 1 052 | 1 185 | 1 214 | 1 079 | 1 081 | 1 020 |
| Informatique | 476 | 544 | 596 | 824 | 822 | 758 | 803 | 722 |
| Semi-conducteurs | 218 | 209 | 239 | 232 | 232 | 261 | 273 | 281 |
| **Instrumentation** | **2 175** | **1 996** | **1 998** | **2 023** | **2 000** | **2 024** | **1 984** | **2 121** |
| Optique | 432 | 311 | 328 | 316 | 361 | 320 | 299 | 299 |
| Analyse, mesure et contrôle | 1 015 | 986 | 958 | 1 034 | 979 | 997 | 987 | 1 108 |
| Ingénierie médicale | 650 | 612 | 634 | 593 | 602 | 621 | 625 | 647 |
| Techniques nucléaires | 78 | 87 | 78 | 80 | 58 | 86 | 73 | 67 |
| **Chimie, matériaux** | **1 336** | **1 228** | **1 303** | **1 266** | **1 175** | **1 132** | **1 072** | **1 128** |
| Chimie organique | 468 | 434 | 469 | 403 | 401 | 381 | 358 | 382 |
| Chimie macromoléculaire | 249 | 190 | 243 | 270 | 209 | 199 | 206 | 182 |
| Chimie de base | 196 | 156 | 197 | 155 | 164 | 143 | 122 | 143 |
| Traitement de surface | 156 | 168 | 151 | 162 | 167 | 157 | 143 | 185 |
| Matériaux, métallurgie | 267 | 280 | 243 | 276 | 234 | 252 | 243 | 236 |
| **Pharmacie-biotechnologies** | **708** | **848** | **851** | **896** | **942** | **925** | **865** | **893** |
| Biotechnologies | 145 | 163 | 186 | 179 | 202 | 182 | 147 | 134 |
| Pharmacie - cosmétiques | 445 | 554 | 539 | 600 | 608 | 625 | 609 | 642 |
| Produits agricoles et alimentaires | 118 | 131 | 126 | 117 | 132 | 118 | 109 | 117 |
| **Procédés industriels** | **2 495** | **2 469** | **2 559** | **2 344** | **2 261** | **2 237** | **2 251** | **2 124** |
| Procédés techniques | 430 | 447 | 502 | 448 | 448 | 410 | 375 | 324 |
| Manutention, imprimerie | 1 051 | 1 045 | 1 074 | 990 | 906 | 901 | 905 | 846 |
| Appareils agricoles et alimentation | 463 | 415 | 384 | 364 | 348 | 371 | 367 | 332 |
| Travail des matériaux | 383 | 405 | 431 | 374 | 391 | 407 | 372 | 381 |
| Environnement-Pollution | 168 | 157 | 168 | 168 | 168 | 148 | 232 | 241 |
| **Machines, mécanique-Transport** | **3 995** | **3 940** | **3 890** | **3 974** | **3 985** | **3 946** | **4 125** | **4 352** |
| Machines-outils | 355 | 338 | 360 | 341 | 323 | 305 | 316 | 350 |
| Moteurs, pompes, turbines | 538 | 542 | 509 | 575 | 622 | 615 | 709 | 768 |
| Procédés thermiques | 316 | 341 | 278 | 293 | 234 | 278 | 235 | 277 |
| Composants mécaniques | 1 056 | 1 085 | 1 109 | 1 036 | 1 092 | 940 | 910 | 904 |
| Transport | 1 576 | 1 523 | 1 511 | 1 637 | 1 601 | 1 670 | 1 823 | 1 928 |
| Spatial-Armement | 154 | 111 | 123 | 92 | 113 | 138 | 132 | 125 |
| **Consommation des ménages-BTP** | **2 605** | **2 509** | **2 395** | **2 566** | **2 516** | **2 692** | **2 568** | **2 528** |
| Équipements et produits de consommation | 1 613 | 1 586 | 1 417 | 1 609 | 1 512 | 1 647 | 1 599 | 1 473 |
| Bâtiment-Travaux publics | 992 | 923 | 978 | 957 | 1 004 | 1 045 | 969 | 1 055 |
| **Demandes non classées** | **301** | **306** | **325** | **238** | **319** | **296** | **298** | **519** |
| **Total des demandes** | **16 889** | **16 795** | **16 874** | **17 351** | **17 114** | **16 908** | **16 858** | **17 291** |

## TABLEAU L.02-4

### Dépôts de marques (premiers dépôts et renouvellements)

*Sources* : Institut National de la Propriété Industrielle
OHMI (Office d'Harmonisation dans le Marché Intérieur)
OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle)

*Unité* : Nombre

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2 004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Voie nationale** | **69 017** | **72 333** | **75 116** | **83 763** | **90 371** | **101 414** | **86 970** | **82 198** | **83 330** | **87 936** |
| Résidents en France | 56 419 | 61 403 | 64 475 | 71 248 | 79 740 | 90 067 | 77 697 | 73 623 | 74 491 | 78 957 |
| Non-résidents | 12 598 | 10 930 | 10 641 | 12 515 | 10 631 | 11 347 | 9 273 | 8 575 | 8 839 | 8 979 |
| **Voie communautaire** | **///** | **42 993** | **27 238** | **31 228** | **41 274** | **57 370** | **48 899** | **45 204** | **57 648** | **58 129** |
| Résidents en France | /// | 1 610 | 1 898 | 2 161 | 2 735 | 3 402 | 3 171 | 3 411 | 4 122 | 4 372 |
| Non-résidents | /// | 41 383 | 25 340 | 29 067 | 38 492 | 53 968 | 45 728 | 41 793 | 53 526 | 53 757 |
| **Voie internationale (1)** | **13 413** | **13 385** | **12 996** | **13 820** | **13 386** | **14 897** | **14 155** | **12 909** | **12 726** | **12 558** |
| Résidents en France | – | 5 | 3 | 19 | – | – | 55 | – | – | – |
| Non-résidents | 13 413 | 13 380 | 12 993 | 13 801 | 13 386 | 14 897 | 14 100 | 12 909 | – | – |

(1) L'OMPI publie des statistiques d'enregistrement et de renouvellements.

## TABLEAU L.02-5

### Dessins et modèles déposés

*Sources* : Institut National de la Propriété Industrielle
OHMI (Office d'Harmonisation dans le Marché Intérieur)
OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle)

*Unité* : Nombre

| | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Voie nationale** | **25 295** | **36 636** | **57 427** | **62 197** | **56 580** | **60 749** | **63 760** | **62 739** | **69 279** |
| Résidents en France | 23 050 | 33 969 | 53 942 | 58 284 | 51 880 | 56 552 | 59 771 | 61 006 | 68 258 |
| Non-résidents | 2 245 | 2 667 | 3 485 | 3 913 | 4 700 | 4 197 | 3 989 | 1 733 | 1 021 |
| **Voie communautaire** | **...** | **...** | **...** | **...** | **...** | **...** | **...** | **40 264** | **53 807** |
| Résidents en France | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Non-résidents | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| **Voie internationale** | **11 400** | **12 985** *e* | **16 136** *e* | **17 130** *e* | **18 895** *e* | **18 196** *e* | **18 537** *e* | **10 425** *e* | **5 903** *e* |
| Résidents en France | 1 490 | 1 881 *e* | 2 412 *e* | 2 453 *e* | 2 832 *e* | 3 079 *e* | 2 732 *e* | 1 691 *e* | 895 *e* |
| Non-résidents | 9 910 | 11 104 *e* | 13 724 *e* | 14 677 *e* | 16 063 *e* | 15 117 *e* | 15 805 *e* | 8 734 *e* | 5 008 *e* |

## TABLEAU L.02-6

### L'innovation par secteur selon la définition internationale du manuel d'Oslo (1) (2)

*Sources* : Enquête Scees-CIS3, Sessi-CIS3, Insee-CIS3 1998-2000

| En % des entreprises (3) | Innovantes en produits | Innovantes en procédés | Innovantes en produits ou procédés | Innovantes en produits nouveaux pour le marché | Chiffre d'affaires en produits nouveaux pour le marché |
|---|---|---|---|---|---|
| **INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION** | **26,8** | **18,4** | **32,9** | **12,4** | **5,3** |
| Habillement, cuir | 13,9 | 9,2 | 18,3 | 6,7 | 2,7 |
| Édition, imprimerie, reproduction | 16,6 | 18,3 | 25,9 | 5,7 | 0,3 |
| Pharmacie, parfumerie et entretien | 57,6 | 29,9 | 60,8 | 33,3 | 7,9 |
| Industries des équipements du foyer | 42,4 | 24,4 | 47,7 | 19,3 | 6,4 |
| **INDUSTRIE AUTOMOBILE** | **41,2** | **27,5** | **48,1** | **23,6** | **14,7** |
| **INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT** | **40,7** | **20,8** | **44,6** | **25,1** | **15,1** |
| Construction navale, aéronautique et ferroviaire | 38,7 | 24,5 | 45,4 | 18,7 | 5,0 |
| Industries des équipements mécaniques | 35,0 | 17,3 | 38,8 | 20,9 | 8,2 |
| Industries des équipements électriques et électroniques | 58,3 | 30,7 | 61,9 | 39,1 | 26,4 |
| **INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES** | **33,5** | **17,7** | **38,6** | **15,4** | **2,8** |
| Industries des produits minéraux | 33,5 | 17,7 | 38,6 | 15,4 | 2,8 |
| Industrie textile | 34,4 | 18,2 | 37,0 | 13,4 | 3,1 |
| Industries du bois et du papier | 25,7 | 23,1 | 36,7 | 10,4 | 2,3 |
| Chimie, caoutchouc, plastiques | 50,2 | 37,1 | 56,9 | 25,7 | 3,6 |
| Métallurgie transformation des métaux | 21,8 | 25,5 | 33,8 | 11,4 | 2,9 |
| Industries des composants électriques et électroniques | 46,6 | 34,2 | 55,1 | 28,0 | 11,6 |
| **ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE (hors IAA)** | **33,5** | **23,2** | **40,4** | **17,6** | **8,9** |
| Industrie agroalimentaire | 34,0 | 24,2 | 40,2 | 11,3 | 1,7 |
| **ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE** | **33,6** | **23,3** | **40,3** | **16,8** | **7,8** |
| Énergie | 18,3 | 21,5 | 29,7 | 12,6 | 2,8 |
| **ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE (hors BTP)** | **33,4** | **23,3** | **40,2** | **16,8** | **7,1** |
| **ENSEMBLE DES GROSSISTES** | **13,8** | **12,4** | **19,3** | **5,5** | **...** |
| Grossistes produits agricoles | 10,0 | 8,0 | 16,0 | 4,0 | ... |
| Grossistes produits alimentaires | 10,2 | 11,2 | 16,0 | 1,5 | ... |
| Grossistes produits intermédiaires non agricoles | 7,1 | 8,6 | 13,3 | 2,8 | ... |
| Grossistes biens de consommation non alimentaires | 15,4 | 10,6 | 22,3 | 3,4 | ... |
| Autres grossistes | 20,7 | 17,5 | 24,6 | 11,5 | ... |
| **ENSEMBLE DES SERVICES AUX ENTREPRISES** | **31,8** | **22,3** | **40,6** | **16,2** | **...** |
| Architectes, géomètres | 30,0 | 23,9 | 39,9 | 15,3 | ... |
| Contrôle, analyses techniques | 23,1 | 26,8 | 35,0 | 12,8 | ... |
| Postes et télécommunications | 36,3 | 15,8 | 40,0 | 6,4 | ... |
| Activités informatiques | 34,6 | 20,4 | 42,3 | 18,8 | ... |

(1) Entreprises de l'industrie de 20 salariés et plus (y compris IAA et énergie, hors BTP).
(2) Entreprises de certains secteurs du commerce et des services de 10 salariés et plus.
(3) Lecture : pour l'ensemble de l'Industrie, 33,4 % des entreprises innovent en produits et les produits nouveaux génèrent 7,1 % du chiffre d'affaires.

# Chapitre M.01

## Agriculture, Sylviculture et Pêche


1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Exploitations agricoles selon leur superficie, leur orientation technico-économique et leur dimension économique.

2 Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union européenne (UE).

3 Actifs sur les exploitations selon leur statut.

4 Actifs familiaux selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation en 2003.

5 Utilisation du territoire et des terres arables.

6 Valeur vénale de certaines terres.

7 Acquisitions de gros matériels neufs agricoles.

8 Livraisons d'engrais.

9 Cheptel et production agricole de l'Union européenne en 2004.

10 Production de céréales et de cultures industrielles.

11 Production de vin.

12 Production de légumes frais et de fruits.

13 Cheptel (principales espèces) au 1er décembre.

14 Principales productions animales.

15 Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole.

16 Nombre et superficie des exploitations selon leur taille - Départements d'outre-mer.

17 Utilisation du territoire et caractéristiques principales de l'agriculture - Départements d'outre-mer.

18 Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production.

19 Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricoles (Ipampa).

20 Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.

21 Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre.

22 Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires - Départements d'outre-mer.

23 Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.

24 Production annuelle des pépinières particulières.

25 Production ligneuse de l'Office national des Forêts - Vente de bois en France.

26 Bilan de la matière bois en 2002.

27 Nombre et puissance des navires de pêche actifs métropolitains au 31 décembre.

28 Marins embarqués sur les navires immatriculés en métropole, par type de pêche.

29 Captures sur 15 ans pour quelques espèces importantes des pêches maritimes métropolitaines.

30 Production et commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture.

## 1
## ❍ Présentation

### Agriculture

En 2004, le compte provisoire français donne une évolution du résultat agricole net par actif en termes réels de - 1,6 %.

Les récoltes sont particulièrement abondantes en 2004. La production végétale se présente ainsi comme le symétrique de 2003 : le volume (+ 20,5 %) et le prix (- 12,7 %) présentent des évolutions de forte amplitude qui se neutralisent en partie au niveau de la valeur (+ 5,2 %).

Les productions animales (+ 0,9 % en valeur) présentent des évolutions moins marquées. Le volume continue à diminuer (- 1,0 %) et les prix à augmenter (+ 1,9 %). La production de bovins, ovins, porcins, volailles et lait baisse en volume.

La hausse de la production permet une amélioration de la valeur ajoutée brute. Nette de la consommation de capital fixe, la valeur ajoutée de la branche agricole augmente également (+ 3,9 %). Mais le retour des subventions d'exploitation et des impôts fonciers à des niveaux habituels se traduit par une baisse du résultat agricole net de la branche en valeur nominale (- 1,7 %). Comme l'emploi agricole diminue d'autant (- 1,7 %), le résultat agricole net par actif est stable.

### Forêt, bois

Les conséquences des tempêtes de décembre 1999 s'achèvent. Après le pic de 2000 et 2001, la récolte de bois commercialisée régresse en 2003 au-dessous de son niveau des années d'avant tempête. Elle s'élève à 32,8 millions de $m^3$ (36,0 en 1999) se répartissant entre 19,8 millions de $m^3$ de grumes et 10,7 de bois d'industrie, le reste étant constitué de bois de feu.

Le volume de bois d'œuvre diminue de 8 % par rapport à 2002. Il devient alors inférieur de 9 % à sa valeur de 1999. La réduction porte surtout sur le pin maritime (- 17 %), le pin sylvestre (- 6 %), le peuplier (- 6 %) et le hêtre (- 5 %). Le douglas diminue de 11 % mais son volume dépasse encore de 72 % celui de 1999.

La récolte de bois d'industrie se réduit de 4 % : la progression des feuillus (+ 5 %) ne compense pas la baisse des résineux (- 11 %). Le bois de feu commercialisé régresse de 14 %. La récolte 2003 devient inférieure à la normale dans cinq régions gravement sinistrées : Lorraine, Alsace, Ile-de-France, Champagne-Ardenne et Aquitaine. Une partie de la ressource ayant été détruite par la tempête, cette réduction était prévisible une fois les chablis récoltés. Dans un marché peu porteur, en particulier pour les feuillus, les régions pas ou peu touchées par les tempêtes n'ont pas pris le relais.

La production de sciages en 2003 s'élève à 9,8 millions de $m^3$, ce qui place la France au cinquième rang de l'Union européenne, juste après l'Autriche. Elle continue de reculer, avec une baisse de 3 % par rapport à 2002 ; la fragilisation des entreprises après les tempêtes a aggravé les difficultés conjoncturelles. La baisse reste plus accentuée sur les feuillus (- 8 %) que sur les résineux (- 1 %). Les évolutions les plus fortes concernent le hêtre (- 12 %), le pin sylvestre (- 11 %), le chêne (- 6 %), le pin maritime (- 6 %) et le peuplier (- 4 %). En valeur absolue, le pin maritime subit la plus forte diminution avec une chute de 100 000 $m^3$. Seul le sapin-épicéa progresse (+ 3 %). Après une hausse sensible en 2002, la production de merrains régresse de 35 %.

La balance extérieure de la France pour l'ensemble de la filière bois affiche un solde négatif de 3,4 milliards d'euros en 2004. Il se dégrade légèrement par rapport à l'année précédente, les importations et les exportations progressant dans la même proportion (2 %). Les principaux secteurs déficitaires restent les mêmes. Cependant, le déficit des pâtes et papiers se contracte à nouveau (0,8 milliard d'euros en 2004 après 1,0 en 2003). Il reste inférieur à celui des meubles et sièges en bois qui continue à se dégrader (1,5 milliard d'euros en 2004 après 1,3 en 2003). L'excédent du secteur des panneaux continue à progresser.

Les effets des tempêtes de 1999 sur le solde des bois bruts s'annulent : redevenu déficitaire en 2002, il se stabilise en 2004 à 23 millions d'euros. Les exportations de bois bruts de pays ne compensent plus les importations de tropicaux.

### Pêche maritime

Depuis 2002, le déficit du commerce extérieur des produits aquatiques se stabilise à - 2,2 milliards d'euros. Après le léger repli de 2002, le volume des quantités échangées reprend une progression soutenue (+ 2,16 % par an en moyenne sur les 10 dernières années). En 2004, les espèces dont les importations sont nettement supérieures aux exportations en valeur sont la crevette, le saumon, la morue (appelée également cabillaud), la coquille Saint-Jacques et le thon.

La fixation de taux maximum de captures pour certaines espèces, destinée à contrôler la ressource en vue d'une pêche durable, a fortement encadré les pratiques de pêche au cours des 15 dernières années. La diminution des captures est particulièrement importante pour certaines espèces comme le lieu noir et la morue. À l'inverse, sur la même période, on observe des accroissements des captures de coquille Saint-Jacques et de merlan bleu par exemple.

La réduction de la flotte métropolitaine et de sa puissance se poursuit à un rythme relativement modéré au cours des années récentes (- 2,2 % par an en moyenne au cours des 10 dernières années) entraînant une baisse du nombre des marins embarqués (- 1,4 % par an en moyenne sur la même période).

## 2
## ❍ Méthodologie

### AGRICULTURE

#### Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est un document de synthèse réalisé à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture et de la Forêt, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du territoire métropolitain.

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations ; recensements en 1970, 1979 et 1988 puis en 2000, enquêtes par sondage au 1/10 environ en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1993, 1995, 1997 et 2003.

Recensements et enquêtes de structure donnent toute une série de renseignements sur :

- l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir ;
- le cheptel ;
- le matériel ;
- les personnes vivant et / ou travaillant sur l'exploitation ;
- l'existence de comptabilité, d'activités de diversification, etc.

Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.

Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

#### Structure des exploitations (France et CE)

Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés dans la communauté européenne, l'harmonisation des nomenclatures et les périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.

Certains résultats des enquêtes de structure sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation (taille exprimée en MBS [1]). La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie a priori, l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (Otex).

### Moyens de production

#### Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents non familiaux sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

#### Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

#### Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans Chiffres et données Agriculture.

#### Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :
- les pertes sur le champ ;
- les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme ;
- les parties de produits inutilisables ;
- les produits fatals.

#### Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

#### Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont évalués selon les méthodes définies pour la base 2000. Les comptes des années écoulées antérieures à n - 3 sont définitifs.
Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

#### Départements d'outre-mer

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

### Indices

#### Indice des prix des produits agricoles à la production [Ippap] (base 100 en 2000)

L'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) base 100 en 2000 a pris la suite de l'indice base 100 en 1995.

Cet indice permet de mesurer l'évolution des prix perçus par les agriculteurs en contrepartie des produits qu'ils livrent. Il est utilisé par les conjoncturistes et par les comptables nationaux. La méthodologie de l'Ippap est harmonisée au plan européen par le groupe « Statistiques des prix agricoles » d'Eurostat.

- ***Les sources d'information***

L'indice est élaboré à partir de l'observation des prix de marché relevés si possible au stade de la production. Les principales sources d'information utilisées sont :
- le ministère de l'Agriculture et de la Pêche :
Service central des enquêtes et des études statistiques (Scees) ;
Service des nouvelles des marchés (SNM).
- les Offices :
Office national interprofessionnel des céréales (Onic) ;
Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (Ofival) ;
Office national interprofessionnel des vins (Onivins).
- les organisations interprofessionnelles.

- ***Formule de calcul***

L'Ippap est un indice de Laspeyres. On constitue pour chaque poste un échantillon composé de séries représentatives selon certains critères (géographiques, qualitatifs...). L'indice mensuel d'un poste élémentaire est le quotient du prix moyen calculé chaque mois sur cet échantillon, avec celui de l'année de base. Le prix moyen de l'année de base est une moyenne arithmétique pondérée par les quantités produites. De même, l'indice d'un regroupement est la moyenne arithmétique des indices des postes et des regroupements qui en font partie, pondérés par la valeur des productions de l'année de base.

- ***Structure de l'indice***

Les pondérations relatives aux produits livrés par les agriculteurs entrant dans le champ de l'indice ont été actualisées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 2000 établis par l'Insee. Ces pondérations sont représentatives des livraisons des agriculteurs. Les changements ont lieu tous les cinq ans.

#### Indice des prix d'achat des moyens de production agricole [Ipampa] (base 100 en 2000)

L'Ipampa permet de suivre l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans le cadre de leur activité agricole. La méthodologie de l'indice base 2000 est identique à celle de la base 1995. Cependant, les pondérations pour les séries de produits entrant dans le champ de l'indice ont été recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 2000 établis par l'Insee. Ces pondérations sont représentatives des consommations réelles de l'activité agricole.
L'indice est composé de 2 parties :
- l'indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture (IPCIA) ;
- l'indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture (IPBIA).

Il est calculé à partir d'une enquête réalisée par le Scees dans les domaines des engrais, des aliments pour animaux, des produits phytosanitaires, des semences, des dépenses vétérinaires et du petit matériel, et à partir d'indicateurs divers pour les autres biens et services. L'enquête du Scees relève les prix de 4 500 articles auprès de 250 points de vente chaque mois.
Le champ de l'enquête correspond aux prix de vente des produits effectués vers le secteur agricole. S'agissant d'un indice destiné à mesurer l'évolution des coûts des intrants, il s'adresse pour l'essentiel aux professionnels de l'agriculture travaillant sur des exploitations agricoles.

## FORÊT BOIS

### Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête annuelle sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992, des contraintes techniques ont imposé au Scees un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Dans la nouvelle série la rubrique feuillus en voie d'enrésinement, posant des problèmes de classement, a été supprimée.

[1] Marge brute standard.

– les bois et forêts proprement dits sont répartis en trois catégories : feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).
– les surfaces boisées hors forêt comprennent les bosquets de moins de 0,5 hectare, les arbres épars, les haies boisées et les arbres d'alignement hors peupliers.
– les peupleraies sont constituées de peupliers cultivés qu'ils soient associés ou non avec une culture agricole. Les peupliers en alignement sont inclus dans cette catégorie.

La propriété forestière se classe en deux groupes selon qu'elle relève ou non du régime forestier. En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts), il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées. Le plus connu est le Plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Celles ci sont au nombre de 33 339 et couvrent une surface de 3,41 millions d'hectares soit 31 % de la surface boisée privée au 31 décembre 2004.

De nombreuses informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion sont données par l'enquête sur la structure de la propriété forestière privée (SPF) réalisée en 1999.

L'inventaire forestier national (IFN) renseigne sur la répartition par essence, par type de peuplement et par type de forêt. Il renseigne aussi sur la ressource, quantité de bois disponible, et sur la production biologique des forêts. Cet inventaire est permanent, chaque département est visité tous les 10 à 12 ans. À partir de 2005, tous les départements seront visités annuellement sur des échantillons réduits.

### Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ». On trouvera toutefois, dans ce chapitre, un état des ventes de bois réalisées par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et sur la répartition en catégories de produits.

La récolte de bois commercialisée par les exploitants forestiers est connue grâce à l'enquête annuelle de branche « exploitation forestière » réalisée par le Scees. La récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête. Elle est estimée en 2004 (moyenne annuelle sur la période quinquennale 1998-2002) à 18 millions de $m^3$ (r). L'estimation est réalisée par comparaison d'inventaires successifs de l'inventaire forestier national.

L'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé), est appréhendé par l'inventaire forestier national, dans tous les départements.

### Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la récolte française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois bruts et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.

Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :
– la récolte est évaluée par l'enquête annuelle de branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : $m^3$ (r)]. Elle n'inclut pas l'autoconsommation de bois de feu qui ne fait pas l'objet d'une estimation annuelle.
– le mode de calcul en équivalent bois rond, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit d'inclure dans ce bilan les échanges extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire.
– il n'est pas tenu compte des variations de stocks aux différents stades de la transformation.

### PÊCHE

Cette partie correspond à une partie du champ couvert par les numéros 05.0A et 05.0C de la nomenclature d'activités (Naf).

La flotte des navires de pêche est administrativement répertoriée suivant deux types de classification :
– une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central des immatriculations du département des systèmes d'information de la direction des Affaires maritimes et des gens de mer ;
– une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.

La situation de l'emploi des marins correspond au nombre de marins embarqués pendant au moins 1 jour au cours de l'année sur les navires de pêche immatriculés en métropole.

Les données sur les captures et la production sont issues du rapprochement de deux sources administratives : les notes de ventes et les journaux de bord (ou fiches de pêche).

Les quantités pêchées étant souvent débarquées après avoir été vidées, éviscérées, filetées, etc. à bord des bateaux de pêche, les données portant sur la production de pêche sont en poids présenté (tableau n° M.01-30).

Les captures sont exprimées en poids vif (tableau n° M.01-29).

Les données relatives au commerce extérieur, issues des fichiers administratifs de la Douane, sont exprimées en poids présenté.

## 3 ○ Définitions

### Type de pêche

Un navire de pêche est armé soit :
– à la grande pêche : navire > 1000 TJ.B [1] ou navire > 150 TJ.B s'il s'absente plus de 20 jours du port d'exploitation ou de ravitaillement [2].
– à la pêche au large : absence > 96 h [3].
– à la pêche côtière : 24 h < absence du port ≤ 96 h.
– à la petite pêche : absence du port ≤ 24 h.

### Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

### Bois rond

Tout bois abattu et façonné - grume, bille, rondin ou bûche - avant la première transformation industrielle.

### Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :
– dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre ;
– dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau) ; budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

### Exploitation agricole

Dans le recensement agricole, l'exploitation agricole est définie comme une unité de production remplissant les trois critères suivants :
– produire des produits agricoles ;
– avoir une gestion courante indépendante ;

---

[1] TJ.B : Tonneau de jauge brute.
[2] Si le navire s'absente plus de 20 jours du port d'exploitation ou de ravitaillement, ce dernier port étant situé à plus de 20 jours du port d'armement, la navigation accomplie pour assurer la conduite à destination ou en provenance du port d'armement est considérée comme navigation de grande pêche.
[3] Lorsque cette navigation ne répond pas à la définition de la grande pêche.

– atteindre un certain seuil en superficie, en production ou en nombre d'animaux.
Ce seuil a été défini de la façon suivante :
– une superficie agricole utilisée au moins égale à un hectare ;
– ou une superficie en cultures spécialisées au moins égale à 20 ares ;
– ou une activité suffisante de production agricole, estimée en cheptel, surface cultivée ou volume de production.

**Filière bois**

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :
– la sylviculture, ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu) Naf 02.0A ;
– l'exploitation forestière, ensemble des opérations de récolte conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, rondins ou éventuellement de plaquettes (Naf 02.0B) ;
– la scierie, fournissant des bois sciés, rabotés, poncés ou imprégnés et des déchets (délignures, sciures,...) éventuellement commercialisés (Naf 20.1A : sciage et rabotage du bois et 20.1B : imprégnation du bois) ; on y ajoute par commodité la fabrication de merrains (Naf 20.4Z) et de lames pour parquets et lambris, moulures et baguettes et de panneaux pour parquets dits mosaïques en bois (Naf 20.3Z) ;
– la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois (la carbonisation en usine fixe relève de la Naf 24.1G).

**Régime forestier**

C'est l'ensemble des règles de gestion définies par le Code forestier et mises en oeuvre par l'Office national des forêts. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales (régions, départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de terrains non boisés tels que les périmètres de restauration de terrains en montagne ou les zones de dunes du littoral (Aquitaine, Charente-Maritime et Vendée, Nord – Pas-de-Calais).

**Remembrement**

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.
Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.
Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en oeuvre.
Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés aient signalé l'utilité d'un aménagement foncier.
Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

**Surface boisée**

Est considéré comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé par des espèces forestières susceptibles d'atteindre à l'âge adulte une hauteur de 5 m ou plus, où le taux de couvert des arbres est au moins de 10 %. Lorsqu'il s'agit de jeunes peuplements dont le couvert est inférieur à 10 %, ils doivent comporter au moins 500 tiges d'avenir par hectare ou, dans le cas de plantations à grand espacement, 300 plants par hectare. Ces surfaces sont réparties en bois et forêts proprement dits (50 ares et plus) et bosquets (5 ares à 50 ares). Ces derniers avec les haies boisées, les arbres d'alignements et les arbres épars (arbres isolés ou bouquets de moins de 5 ares) constituent les surfaces boisées hors forêt. Les peupliers dont la culture se rapproche plus d'une production agricole, bien que classés à part, participent à la superficie boisée.

## 4 ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.*

**Organismes :**

– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :
- Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) ;
- Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) ;
- Direction générale de la forêt et des affaires rurales (DGFAR) ;
– Office national des Forêts (ONF) ;
– Inventaire forestier national (IFN) ;
– Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (Ofimer, ex FIOM) ;
– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer :
- Département des systèmes d'information des Affaires maritimes de Saint-Malo (DSI) ;
– Insee.

**Sites Internet :**

– www.agriculture.gouv.fr
– www.datar.gouv.fr
– www.indices.insee.fr
– www.insee.fr
– www.agreste.agriculture.gouv.fr
– www.mer.equipement.gouv.fr

**Publications :**

***Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques) sous le nom générique Agreste, La statistique agricole***

*Agreste Primeur* : les premiers résultats des enquêtes en 4 pages ;
*Agreste Cahiers* : études portant sur l'ensemble du monde rural (4 numéros simples par an et plusieurs numéros hors série) ;
*Agreste Chiffres et Données Agriculture* : résultats détaillés des enquêtes agricoles ;
*Agreste Conjoncture La note* : chaque mois, une analyse approfondie de conjoncture générale (productions végétales et animales, coûts de production, IAA) ;
*Agreste Conjoncture Le bulletin* : un bulletin mensuel de statistiques qui complète Agreste Conjoncture La note, avec plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les IAA ;
*Agreste Conjoncture* : séries de publications spécialisées, traitées en 4 pages, adaptées à chaque domaine :
*Grandes cultures* (mensuel sauf janvier et mars) ;
*Légumes* (mensuel) ;
*Fruits* (mensuel de mai à novembre) ;
*Viticulture* (mensuel de juillet à novembre) ;
*Productions animales* (apériodique 10 numéros par an) ;
*Lait et produits laitiers* (mensuel) ;
*Aviculture* (mensuel) ;
*Commerce extérieur bois et dérivés* (trimestriel) ;
*Animaux hebdo* (hebdomadaire avec un supplément mensuel) ;
*Agreste GraphAgri* : Chaque volume présente, au travers d'une succession de thèmes, l'essentiel des informations : analyse, derniers chiffres disponibles, graphiques et cartes (Agreste GraphAgri France (annuel), Agreste GraphAgri Europe (apériodique), Agreste GraphAgri Régions (apériodique), Agreste GraphAgri Bois) ;
*Agreste « nom de la région »* : 4 pages et brochures ;
Agreste Numérique ;
Recensement agricole 2000 :
*La Fiche comparative* : une centaine de données pour chaque commune, avec, à titre de comparaison, les résultats correspondants des deux recensements précédents : 1979 et 1988 ;

*L'essentiel* : 25 tableaux portant sur l'ensemble des exploitations et sur les exploitations professionnelles, par canton, département et région ;
*L'inventaire* : 1 600 données concernant l'ensemble des exploitations et les exploitations professionnelles par canton, département et région ;
*Les produits spécifiques viticulture* : une fiche et 10 tableaux spécifiques, par canton, département et région ;
– *Statistique agricole annuelle*, séries de 1989 à 2004 : 850 variables par département et par année (territoire, productions végétales et animales) ;
– Structure des exploitations agricoles en 1990, 1993, 1995, 1997 et 2003 ;
– Base de données Datagreste ;
– Banque de données individuelles (BDI) permettant d'obtenir des tableaux statistiques à la demande ;
– Banque de données agrégées (BDA), avec plus de 600 000 séries chronologiques, dont certaines remontent à 1968.

### Publications Agreste sous timbre multiple

Scees-Insee :
Inventaire communal de 1998 :
*Communoscopes, Cartovisions*
– pour chaque département, 100 cartes thématiques et des résultats chiffrés à divers niveaux géographiques ;
– 9 pages de tableaux par commune ;
– 2 pages par chef-lieu de canton ;
– 6 indicateurs synthétiques pour chacune des communes du département ;
– des comparaisons entre 1988 et 1998 par canton, arrondissement et petite région agricole.
Disponibles sur Cédéroms :
– 1 cédérom pour chaque région ;
– une collection de cédéroms France entière.
Scees-Insee-Inra : *résultats du réseau d'information comptable agricole (Rica).*
Scees-FNIE : *les livraisons d'engrais en France.*
Scees-Onic-Oniol : *Les aides Pac aux surfaces.*

### Insee

*Insee-Comptes nationaux :*
– « L'agriculture en 2004 : rapports présentés à la commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 29 juin 2005 », août 2005.

*Insee-Première :*
– « Disparités du revenu dans l'agriculture - Outre la spécialisation, avantage à la taille et à l'intensification », n° 1049, novembre 2005 ;
– « L'agriculture en 2004 en France et dans l'Europe élargie - Abondance des récoltes », n° 1026, juin 2005 ;
– « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2004 - Bonnes récoltes, mais baisse du revenu », n° 995, décembre 2004 ;
– « L'agriculture en 2003 en Europe et en France - Les grands pays agricoles affectés par la sécheresse », n° 974, juin 2004.
*Bulletin mensuel de statistique* :
– « Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) et indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : présentation de la base 2000 », n° 3, mars 2004.

### Autres

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (Sessi) et Scees :
– « Le bois en chiffres », (édition 2004).
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Direction générale de la Forêt et des Affaires rurales :
Office national des forêts :
– *Rapport annuel de développement durable.*
Inventaire forestier national :
– *Rapport annuel d'activité ;*
– *Atlas forestier de la France* : Nord-Est (1991), Sud-Est (1992), Sud-Ouest (1994) et Nord-Ouest (1998).
– « Pêche - Annuaire 2003 », Document Statistique, Thème 5, Agriculture et Pêche, Eurostat.
– « Bilan annuel de production des pêches et de l'aquaculture », DPMA et Ofimer.
– « Le commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture », Ofimer (annuel).
*Direction générale de l'agriculture et du Développement rural* :
– « L'agriculture dans l'Union européenne : informations statistiques et économiques », commission européenne, 2005.
*Revue Forestière française :*
– « Le bois dans son futur », numéro spécial 2004 ;
– « La filière-bois française : la compétitivité, enjeu du développement durable », édition 2003.

## TABLEAU M.01-1

### Exploitations agricoles selon leur superficie, leur orientation technico-économique et leur dimension économique (1)

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

*Unités* : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

| | Nombre d'exploitations | | | | | | (2) SAU |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1979 | 1993 | 1995 | 1997 | *r* 2000 | 2003 | 2003 |
| **Classe de superficie** | | | | | | | |
| Moins de 10 ha | ... | 299 | 270 | 244 | 254 | 204 | 675 |
| 10 à moins de 35 ha | ... | 223 | 189 | 163 | 147 | 129 | 2 711 |
| 35 à moins de 50 ha | ... | 86 | 77 | 71 | 62 | 55 | 2 294 |
| 50 à moins de 100 ha | ... | 132 | 128 | 126 | 122 | 118 | 8 440 |
| 100 ha et plus | ... | 61 | 70 | 76 | 79 | 84 | 13 548 |
| **Ensemble** | **...** | **801** | **735** | **680** | **664** | **590** | **27 668** |
| *Dont* : Exploitations professionnelles (3) | ... | ... | ... | ... | 394 | 367 | 25 519 |
| **Orientation technico-économique** | | | | | | | |
| 1 Grandes cultures (4) | 160 | 154 | 140 | 137 | 135 | 128 | 9 611 |
| 2 Maraîchage et horticulture (5) | 30 | 24 | 21 | 19 | 15 | 14 | 88 |
| 37 Vins d'appellation | 68 | 57 | 54 | 51 | 60 | 56 | 720 |
| 38 Autre viticulture | 76 | 38 | 33 | 30 | 33 | 28 | 400 |
| 39 Fruits et autres cultures permanentes | 42 | 29 | 26 | 24 | 25 | 22 | 312 |
| 41 Bovins lait | 250 | 92 | 85 | 75 | 74 | 67 | 4 153 |
| 42 Bovins viande | 81 | 89 | 86 | 79 | 78 | 69 | 3 598 |
| 43 Bovins lait et viande | 48 | 23 | 21 | 19 | 13 | 11 | 949 |
| 44 Ovins, caprins et autres herbivores | 116 | 96 | 92 | 84 | 82 | 71 | 1 953 |
| 50 Granivores | 16 | 13 | 13 | 12 | 13 | 13 | 238 |
| 60 Polyculture | 107 | 50 | 43 | 38 | 30 | 24 | 736 |
| 71 Polyélevage à orientation herbivores | 93 | 36 | 32 | 29 | 24 | 18 | 539 |
| 72 Polyélevage à orientation granivores | 21 | 12 | 10 | 10 | 10 | 9 | 390 |
| 81 Grandes cultures et herbivores | 117 | 63 | 55 | 52 | 47 | 40 | 3 555 |
| 82 Autres combinaisons cultures-élevages | 39 | 26 | 23 | 21 | 25 | 20 | 426 |
| **Total** | **1 263** | **801** | **735** | **680** | **664** | **590** | **27 668** |
| **Classe de dimension économique en UDE (6)** | | | | | | | |
| Moins de 4 | ... | ... | ... | ... | 170 | 134 | 563 |
| 4 à moins de 8 | ... | ... | ... | ... | 55 | 46 | 483 |
| 8 à moins de 16 | ... | ... | ... | ... | 63 | 54 | 1 096 |
| 16 à moins de 40 | ... | ... | ... | ... | 134 | 118 | 4 707 |
| 40 à moins de 100 | ... | ... | ... | ... | 169 | 161 | 11 531 |
| 100 et plus | ... | ... | ... | ... | 73 | 77 | 9 288 |
| **Ensemble** | **...** | **...** | **...** | **...** | **664** | **590** | **27 668** |

(1) Voir définitions en début de chapitre.
(2) Surface agricole utilisée.
(3) Les exploitations professionnelles sont celles dont la dimension économique est au moins égale à 8 UDE ( 12 hectares - équivalent de blé ) et pour lesquelles le travail total fourni équivaut à celui d'une personne occupée au moins à trois quarts de temps.
(4) Ce poste regroupe les niveaux 13 et 14 soit les "céréales et oléoprotéagineux" et les "cultures générales".
(5) Ce poste regroupe les niveaux 28 et 29.
(6) UDE : Unité de Dimension Européenne.

## TABLEAU M.01-2

### Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union européenne (UE)

*Source* : Eurostat (Données nationales harmonisées)

| Pays | (1) Nombre d'exploitations agricoles (milliers) | | | | | Surface agricole utilisée (milliers d'hectares) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1985 | 1990 | 1995 | *r* 2000 | 2003 | 1985 | 1990 | 1995 | *r* 2000 | 2003 |
| Allemagne (2) | 740,5 | 653,6 | 566,9 | 472,0 | 412,3 | 11 844,0 | 17 048,1 | 17 156,9 | 17 151,6 | 16 981,8 |
| Autriche | ... | 278,0 | 221,8 | 199,5 | ... | ... | 3 458,1 | 3 425,1 | 3 388,2 | ... |
| Belgique | 97,8 | 85,0 | 71,0 | 61,7 | 54,9 | 1 381,2 | 1 344,5 | 1 354,4 | 1 393,8 | 1 394,4 |
| Danemark | 92,4 | 81,3 | 68,8 | 57,8 | 48,6 | 2 834,6 | 2 779,0 | 2 726,6 | 2 644,6 | 2 658,2 |
| Espagne | ... | 1 593,6 | 1 277,6 | 1 287,4 | 1 140,7 | ... | 24 531,1 | 25 230,3 | 26 158,4 | 25 175,3 |
| Finlande | 200,5 | 199,4 | 100,9 | 81,2 | 75,0 | 2 552,0 | 2 666,5 | 2 191,7 | 2 218,4 | 2 244,7 |
| **France** | **1 056,9** | **923,6** | **734,8** | **663,8** | **614,0** | **28 486,8** | **28 186,2** | **28 267,2** | **27 856,3** | **27 795,2** |
| Grèce | 951,6 | 850,1 | 802,4 | 817,1 | 824,5 | 4 116,3 | 3 661,2 | 3 578,2 | 3 583,2 | 3 967,8 |
| Irlande | 220,2 | 170,6 | 153,4 | 141,5 | 135,3 | 4 995,6 | 4 441,8 | 4 324,5 | 4 444,0 | 4 371,7 |
| Italie | 2 801,1 | 2 664,6 | 2 482,1 | 2 153,7 | 1 963,8 | 15 600,7 | 14 946,7 | 14 685,5 | 13 062,3 | 13 115,8 |
| Luxembourg | 4,4 | 4,0 | 3,2 | 2,8 | 2,5 | 126,1 | 126,5 | 126,9 | 127,5 | 128,2 |
| Pays-Bas | 135,9 | 124,8 | 113,2 | 101,6 | 85,5 | 2 026,2 | 2 011,4 | 1 998,9 | 2 027,8 | 2 007,3 |
| Portugal | ... | 598,7 | 450,6 | 416,0 | ... | ... | 4 005,6 | 3 924,6 | 2 863,1 | ... |
| Royaume-Uni | 258,5 | 243,1 | 234,5 | 233,3 | 280,6 | 16 829,8 | 16 498,5 | 16 446,6 | 15 798,5 | 16 105,8 |
| Suède | 109,0 | 96,6 | 88,8 | 81,4 | 67,9 | 3 508,0 | 3 489,0 | 3 059,7 | 3 073,2 | 3 126,9 |
| **Europe des 15** | **...** | **8 567,0** | **7 370,0** | **6 770,8** | **...** | **...** | **129 194,2** | **128 497,1** | **125 790,9** | **...** |
| Chypre | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 141,5 | 134,4 | ... | ... |
| Estonie | ... | ... | ... | 551,0 | 36,9 | ... | 1 357,8 | 990,8 | 986,3 | 795,6 |
| Hongrie | ... | ... | ... | ... | 773,4 | ... | 6 473,1 | 6 179,3 | ... | 4 352,4 |
| Lettonie | ... | ... | ... | 140,8 | 126,6 | ... | 2 539,6 | 2 540,3 | 1 432,7 | 1 489,4 |
| Lituanie | ... | ... | ... | ... | 272,1 | ... | 3 513,5 | 3 506,8 | ... | 2 491,0 |
| Malte | ... | ... | ... | ... | 11,0 | ... | 11,0 | ... | ... | 10,8 |
| Pologne | ... | ... | ... | ... | 2 177,6 | ... | 18 645,6 | 18 411,9 | ... | 15 204,6 |
| République tchèque | ... | ... | ... | ... | 45,8 | ... | 4 288,0 | 4 280,0 | ... | 3 631,6 |
| Slovaquie | ... | ... | ... | ... | 71,7 | ... | 2 416,6 | 2 445,9 | ... | 2 137,5 |
| Slovénie | ... | ... | ... | 86,5 | 77,2 | ... | 841,9 | 538,0 | 485,9 | 486,5 |
| **Europe des 25** | **...** | **...** | **...** | **...** | **...** | **...** | **169 422,8** | **...** | **...** | **...** |

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus, sauf pour la Suède (deux hectares et plus avant 1995).
(2) Ancien territoire fédéral jusqu'aux données 1985 incluses. Nouveau territoire fédéral à compter des données 1990.

## TABLEAU M.01-3

### Actifs sur les exploitations selon leur statut

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Millier de personnes

| Statut | 1955 | 1970 | 1988 | 1993 | 1995 | 1997 | *r* 2000 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chefs d'exploitation et coexploitants | 2 284 | 1 588 | 1 089 | 883 | 820 | 767 | 764 | 699 |
| Autres actifs familiaux | 3 223 | 1 924 | 788 | 589 | 550 | 495 | 394 | 339 |
| **Ensemble actifs familiaux** | **5 507** | **3 512** | **1 877** | **1 472** | **1 370** | **1 262** | **1 158** | **1 038** |
| Salariés permanents non familiaux | 628 | 335 | 161 | 139 | 141 | 144 | 152 | 151 |
| **Ensemble actifs sur les exploitations** | **6 136** | **3 847** | **2 038** | **1 611** | **1 511** | **1 406** | **1 310** | **1 189** |
| *Dont* : Exploitations professionnelles (1) | ... | ... | 1 458 | ... | ... | ... | 937 | 875 |

(1) Les exploitations professionnelles sont celles dont la dimension économique est au moins égale à 8 UDE (2) ( 12 hectares - équivalent de blé ) et pour lesquelles le travail total fourni équivaut à celui d'une personne occupée au moins à trois quarts de temps.
(2) UDE : Unité de Dimension Européenne.

## TABLEAU M.01-4

### Actifs familiaux selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation en 2003

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)
Enquête sur la structure des exploitations 2003

*Unité* : Millier de personnes

| | Moins de 30 ans | 30 à 39 ans | 40 à 49 ans | 50 à 59 ans | 60 ans et plus | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Hommes** | | | | | | |
| Chefs d'exploitation et coexploitants | 27,0 | 107,2 | 154,6 | 152,7 | 82,9 | **524,4** |
| Conjoints non coexploitants | 0,4 | 4,1 | 12,4 | 16,1 | 41,6 | **74,6** |
| Autres actifs familiaux | 24,4 | 8,3 | 4,9 | 5,5 | 39,9 | **83,0** |
| **Total des actifs familiaux masculins** | **51,8** | **119,6** | **171,9** | **174,3** | **164,4** | **682,0** |
| **Femmes** | | | | | | |
| Chefs d'exploitation et coexploitants | 3,6 | 24,5 | 42,1 | 55,2 | 48,9 | **174,3** |
| Conjoints non coexploitants | 5,0 | 26,3 | 51,1 | 49,6 | 15,5 | **147,5** |
| Autres actives familiales | 4,0 | 2,2 | 2,4 | 4,5 | 21,3 | **34,4** |
| **Total des actives familiales** | **12,6** | **53,0** | **95,6** | **109,3** | **85,7** | **356,2** |
| **Ensemble** | | | | | | |
| Chefs d'exploitation et coexploitants | 30,6 | 131,7 | 196,7 | 207,9 | 131,8 | **698,7** |
| Conjoints non coexploitants | 5,4 | 30,4 | 63,5 | 65,7 | 57,1 | **222,1** |
| Autres actifs familiaux | 28,4 | 10,5 | 7,3 | 10,0 | 61,2 | **117,4** |
| **Total des actifs familiaux** | **64,4** | **172,6** | **267,5** | **283,6** | **250,1** | **1 038,2** |

## TABLEAU M.01-5

### Utilisation du territoire et des terres arables

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

*Unité* : Millier d'hectares

| | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Répartition du territoire** | | | | | | | |
| Terres arables (1) | 17 472 | 17 991 | 18 365 | 18 468 | 18 334 | 18 308 | 18 315 |
| Surfaces toujours couvertes d'herbe (2) | 12 850 | 11 257 | 10 426 | 10 086 | 10 139 | 10 105 | 10 039 |
| Vignes | 1 157 | 956 | 920 | 900 | 893 | 888 | 888 |
| Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies et noyeraies) | 243 | 232 | 236 | 220 | 213 | 212 | 209 |
| Pépinières et autres cultures permanentes | 22 | 21 | 21 | 24 | 26 | 26 | 26 |
| **Superficie agricole utilisée (3)** | **31 744** | **30 457** | **29 968** | **29 699** | **29 604** | **29 538** | **29 477** |
| Peupleraies | 215 | 230 | 230 | 234 | 231 | 233 | 234 |
| Superficies boisées (4) | 14 399 | 14 643 | 14 897 | 15 120 | 15 127 | 15 250 | 15 265 |
| Territoire agricole non cultivé | 2 757 | 2 976 | 2 959 | 2 814 | 2 732 | 2 590 | 2 572 |
| Étangs en rapport | 118 | 134 | 140 | 152 | 152 | 152 | 152 |
| Territoire non agricole | 5 686 | 6 478 | 6 725 | 6 900 | 6 918 | 6 998 | 7 060 |
| **Surface totale (5)** | **54 919** | **54 919** | **54 919** | **54 919** | **54 919** | **54 919** | **54 919** |
| **II. Répartition des terres arables** | | | | | | | |
| Céréales | 9 891 | 9 051 | 8 247 | 9 081 | 9 321 | 8 948 | 9 350 |
| Oléagineux | 506 | 1 912 | 1 929 | 2 014 | 1 734 | 1 864 | 1 808 |
| Betteraves industrielles | 549 | 474 | 455 | 409 | 438 | 400 | 385 |
| Plantes à fibres | 53 | 62 | 60 | 62 | 75 | 86 | 90 |
| Cultures industrielles diverses | 24 | 16 | 15 | 16 | 16 | 17 | 14 |
| Plantes aromatiques, médicinales et à parfum | 30 | 22 | 27 | 33 | 35 | 35 | 36 |
| Pommes de terre, légumes frais et secs | 567 | 1 162 | 1 025 | 888 | 846 | 871 | 856 |
| Cultures florales | 6 | 7 | 7 | 9 | 8 | 8 | 8 |
| Racines et tubercules fourragers | 324 | 84 | 42 | 25 | 26 | 24 | 25 |
| Fourrages annuels | 1 410 | 1 844 | 1 602 | 1 444 | 1 452 | 1 626 | 1 459 |
| Prairies artificielles et temporaires | 3 560 | 2 855 | 2 967 | 3 028 | 3 016 | 3 026 | 3 050 |
| Semences et plants divers | 80 | 52 | 53 | 57 | 56 | 55 | 63 |
| Jardins familiaux | 251 | 227 | 202 | 178 | 176 | 178 | 173 |
| Jachères | 221 | 225 | 1 733 | 1 226 | 1 285 | 1 320 | 1 148 |
| **Total des terres arables** | **17 472** | **17 991** | **18 365** | **18 468** | **18 484** | **18 458** | **18 463** |

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) C'est la surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

## TABLEAU M.01-6

### Valeur vénale de certaines terres

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Euro par hectare

| Nature des terres | 1970 | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ensemble** | **1 098** | **3 156** | **3 046** | **2 837** | **3 282** | **3 534** | **3 641** | **3 762** |
| Terres labourables | 1 159 | 3 400 | 3 358 | 3 112 | 3 585 | 3 866 | 3 974 | 4 102 |
| Prairies naturelles | 1 021 | 2 866 | 2 469 | 2 247 | 2 564 | 2 748 | 2 852 | 2 957 |
| **Ensemble : Indice 100 en 1970** | | | | | | | | |
| En monnaie courante | 100 | 287 | 277 | 258 | 298 | 321 | 330 | 341 |
| En monnaie constante | 100 | 112 | 59 | 49 | 54 | 56 | 57 | 58 |

## TABLEAU M.01-7

### Acquisitions de gros matériels neufs agricoles

*Sources* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (Sygma) — *Unité* : Nombre

| Type de matériel | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers | 58 784 | 37 232 | 32 235 | 37 965 | 35 461 | 38 193 | 39 882 | 45 343 |
| Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1) | 4 773 | 2 976 | 1 442 | 2 233 | 1 660 | 1 541 | 1 459 | 1 633 |
| Ventes de ramasseuses-presses à balles rondes neuves (1) | 14 041 | 7 706 | 6 066 | 5 514 | 4 821 | 4 721 | 5 463 | 5 256 |

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

## TABLEAU M.01-8

### Livraisons d'engrais (1)

*Source* : Union des industries de la fertilisation (Unifa) — *Unité* : Millier de tonnes

| Nature des produits | 1979/1980 | 1989/1990 | 1999/2000 | 2000/2001 | 2001/2002 | 2002/2003 | 2003/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| a. Dans les engrais simples : | | | | | | | |
| Azote | 1 549,5 | 2 040,6 | 2 126,3 | 1 916,1 | 2 002,3 | 1 909,6 | 1 929,3 |
| Anhydride phosphorique | 495,6 | 320,7 | 169,6 | 145,0 | 144,8 | 131,5 | 124,0 |
| Potasse | 399,6 | 606,9 | 445,2 | 397,0 | 505,2 | 419,7 | 413,6 |
| **Total** | **2 444,7** | **2 968,2** | **2 741,1** | **2 458,1** | **2 652,3** | **2 460,8** | **2 466,9** |
| b. Dans les engrais composés : | | | | | | | |
| Azote | 671,9 | 619,4 | 447,1 | 393,3 | 395,5 | 369,2 | 401,7 |
| Anhydride phosphorique | 1 488,3 | 1 174,0 | 796,7 | 650,9 | 624,4 | 596,5 | 596,6 |
| Potasse | 1 386,3 | 1 341,8 | 773,0 | 635,7 | 538,5 | 525,3 | 542,2 |
| **Total** | **3 546,5** | **3 135,2** | **2 016,8** | **1 679,9** | **1 558,4** | **1 491,0** | **1 540,5** |
| c. Ensemble des livraisons d'engrais : | | | | | | | |
| Azote | 2 221,4 | 2 660,0 | 2 573,4 | 2 309,4 | 2 397,8 | 2 278,8 | 2 331,0 |
| Anhydride phosphorique | 1 983,9 | 1 494,7 | 966,2 | 795,9 | 769,2 | 728,0 | 720,6 |
| Potasse | 1 785,9 | 1 948,7 | 1 218,2 | 1 032,7 | 1 043,7 | 945,0 | 955,8 |
| **Poids total** | **5 991,2** | **6 103,4** | **4 757,8** | **4 138,0** | **4 210,7** | **3 951,8** | **4 007,4** |

(1) Campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres.

## TABLEAU M.01-9

### Cheptel et production agricole de l'Union européenne en 2004

*Source* : Eurostat

| Pays | Principales espèces du cheptel ($10^3$ têtes) | | | | Production récoltée ($10^3$ tonnes) ou officielle pour le vin ($10^3$ hectolitres) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Bovins | | Porcs | Ovins | Céréales | Oléagineux | Légumes frais | Fruits frais | (1) Vin |
| | Ensemble | *dont* vaches laitières | | | | | | | |
| Allemagne | 13 031 | 4 287 | 26 335 | 2 138 | 51 097 | 3 736 (2) | 110 | 60 | 12 244 |
| Autriche | 2 051 | 538 | 3 125 | 327 | 5 315 | 257 | 14 | 9 | 2 803 |
| Belgique | 2 657 | 571 | 6 319 | 146 (3) | 2 951 | 38 | 53 | 18 (2) | 2 |
| Danemark | 1 616 | 569 | 13 407 | 88 | 8 963 | 468 | 110 | 17 | – |
| Espagne | 6 409 | 1 040 | 25 409 | 22 932 | 24 739 | 911 | 388 (2) | 1 202 (2) | 37 908 |
| Finlande | 952 | 318 | 1 435 | 72 | 3 619 | 102 (4) | 9 | 8 | – |
| **France** | **18 948** | **3 947** | **15 168** | **8 898** | **70 508** | **5 599** | **282 (2)** | **184** | **62 935** |
| Grèce | 640 | 150 | 994 | 9 241 | 4 531 | 692 (4) | 130 | 1 096 (4) | 3 680 |
| Irlande | 6 212 | 1 122 | 1 757 | 4 557 | 2 459 | 9 | 7 | – | – |
| Italie | 6 515 | 1 838 | 8 972 | 8 106 | 23 227 | 797 | 48 (3) | 71 (2) | 58 954 |
| Luxembourg | 184 | 41 | 77 | 7 | 179 | 17 | 103 | 2 | 184 |
| Pays-Bas | 3 759 | 1 502 | 11 140 | 1 450 | 1 933 | 13 | 80 | 20 | – |
| Portugal | 1 443 | 338 | 2 348 | 3 541 | 1 300 | 17 | 67 (2) | 165 (2) | 7 859 |
| Royaume-Uni | 10 425 | 2 152 | 4 787 | 24 688 | 22 030 | 1 527 | 106 | 26 | 13 |
| Suède | 1 552 | 401 | 1 920 | 456 | 5 508 | 239 | 6 (2) | 5 (2) | – |
| **Europe des 15** | **76 394** | **18 814** | **123 193** | ... | **228 359** | ... | ... | ... | **186 582** |
| Chypre | 60 | 26 | 471 | 260 | 80 | 2 (2) | 4 | 13 | ... |
| Estonie | 249 | 115 | 354 | 42 | 600 | 69 (2) | – | – | ... |
| Hongrie | 723 | 304 | 4 059 | 1 397 | 16 569 | 1 174 (2) | 103 | 107 | ... |
| Lettonie | 371 | 186 | 436 | 39 | 1 060 | 105 | 1 | 1 | ... |
| Lituanie | 792 | 434 | 1 073 | 22 | 2 859 | 122 (2) | 20 | 34 | ... |
| Malte | 19 | 8 | 77 | 14 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Pologne | 5 200 | 2 730 | 17 396 | 311 | 29 635 | 1 666 | 208 | 390 | ... |
| Slovaquie | 540 | 202 | 1 149 | 321 | 3 793 | 478 | 32 | 7 | ... |
| République tchèque | 1 368 | 429 | 2 915 | 155 | 8 869 | 1 119 | 2 (2) | 17 | ... |
| Slovénie | 451 | 134 | 534 | 119 | 583 | 8 | 4 | 5 | ... |
| **Europe des 25** | **86 167** | **23 382** | **151 657** | ... | **292 407** | ... | ... | ... | ... |

(1) 2000.
(2) 2003.
(3) 2002.
(4) 2001.

## TABLEAU M.01-10

### Production de céréales et de cultures industrielles (1)

*Unités* : Surfaces : Millier d'hectares
Rendements à l'hectare : Tonne
Productions : Millier de tonnes

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

| Produit | *r* 2000 | | | 2002 | | | *r* 2003 | | | *p* 2004 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Surface | Rendement (2) | Production | Surface | Rendement (2) | Production | Surface | Rendement (2) | Production | Surface | Rendement (2) | Production |
| Blé : | | | | | | | | | | | | |
| Blé tendre | 4 910,5 | 7,3 | 36 668,4 | 4 895,0 | 7,6 | 37 324,8 | 4 524,4 | 6,4 | 29 053,7 | 4 832,8 | 7,8 | 37 627,1 |
| Blé dur | 337,9 | 5,0 | 1 685,0 | 334,9 | 4,8 | 1 614,4 | 352,7 | 4,0 | 1 427,3 | 406,6 | 5,1 | 2 085,3 |
| Ensemble | 5 248,4 | 7,1 | 38 353,4 | 5 230,0 | 7,4 | 38 939,2 | 4 877,1 | 6,2 | 30 481,0 | 5 239,4 | 7,6 | 39 712,5 |
| Seigle | 31,6 | 4,6 | 145,8 | 28,6 | 4,9 | 139,2 | 27,9 | 4,0 | 112,3 | 33,7 | 5,1 | 170,0 |
| Orge (3) | 1 533,8 | 6,3 | 9 709,3 | 1 641,3 | 6,7 | 10 976,0 | 1 758,5 | 5,6 | 9 847,0 | 1 630,2 | 6,8 | 11 026,3 |
| Avoine | 103,1 | 4,5 | 459,4 | 149,6 | 5,1 | 756,1 | 136,5 | 4,1 | 555,5 | 125,6 | 4,8 | 603,3 |
| Maïs | 1 764,8 | 9,1 | 16 066,4 | 1 829,1 | 9,0 | 16 416,6 | 1 684,5 | 7,2 | 12 044,9 | 1 822,3 | 9,0 | 16 338,0 |
| Riz | 19,9 | 5,8 | 116,0 | 18,5 | 5,7 | 105,2 | 19,0 | 5,6 | 106,7 | 20,2 | 5,7 | 115,1 |
| Colza | 1 186,3 | 2,9 | 3 476,8 | 1 035,8 | 3,2 | 3 320,2 | 1 082,6 | 3,1 | 3 369,1 | 1 126,3 | 3,5 | 3 994,6 |
| Tournesol | 728,6 | 2,5 | 1 833,1 | 614,6 | 2,4 | 1 493,3 | 694,4 | 2,2 | 1 511,7 | 615,8 | 2,4 | 1 461,5 |
| Betteraves industrielles | 409,7 | 76,0 | 31 121,0 | 437,9 | 76,4 | 33 463,8 | 399,8 | 73,4 | 29 329,5 | 384,7 | 80,2 | 30 841,5 |
| Lin textile (4) | 54,5 | 6,8 | 371,6 | 67,4 | 7,3 | 489,3 | 76,5 | 7,0 | 535,0 | 79,9 | 6,8 | 541,2 |
| Tabac | 9,3 | 2,7 | 25,3 | 8,9 | 2,7 | 24,4 | 8,8 | 2,9 | 25,6 | 8,3 | 3,1 | 25,6 |
| Pommes de terre : | | | | | | | | | | | | |
| Primeurs (5) | 18,5 | 24,9 | 461,4 | 16,6 | 27,2 | 452,8 | 15,0 | 25,8 | 387,2 | 13,1 | 28,9 | 378,4 |
| De conservation | 100,6 | 42,3 | 4 250,4 | 104,0 | 44,4 | 4 620,5 | 100,6 | 42,2 | 4 248,6 | 103,9 | 48,0 | 4 987,2 |

(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Rendement à l'hectare.
(3) Y compris orge de brasserie.
(4) Lin textile : en paille rouie non battue.
(5) Y compris pommes de terre de demi-saison.

## TABLEAU M.01-11

### Production de vin

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

| Produit | Unités | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Raisins de cuve : | | | | | | | | |
| Surface (1) | $10^3$ hectares | 1 081,2 | 883,5 | 863,1 | 851,5 | 852,6 | 842,8 | 843,8 |
| Rendement à l'hectare | quintal | 80 | 90 | 81 | 90 | 79 | 72 | 89 |
| Production | $10^3$ quintaux | 86 762,5 | 79 894,8 | 70 024,1 | 76 731,6 | 67 696,3 | 60 640,7 | 74 934,9 |
| Vins : | | | | | | | | |
| Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC) | $10^3$ hectolitres | 13 318 | 23 415 | 24 207 | 27 278 | 24 714 | 21 995 | 27 474 |
| Vins délimités de qualité supérieure (VDQS) | » | 1 918 | 655 | 552 | 490 | 462 | 391 | 454 |
| Vins pour eaux de vie AOC | » | 8 350 | 13 175 | 9 297 | 8 208 | 8 368 | 7 595 | 9 858 |
| Vins de pays et autres vins | » | 45 582 | 27 704 | 21 242 | 23 789 | 18 477 | 17 647 | 21 245 |
| **Total** | » | **69 168** | **64 948** | **55 298** | **59 765** | **52 020** | **47 628** | **59 031** |

(1) Surface en production à l'exclusion des surfaces non encore productives ou à l'abandon.

## TABLEAU M.01-12

### Production de légumes frais (1) et de fruits (2)

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Millier de tonnes

| Légumes frais et fruits | 1980 | 1990 | 1995 | 2000 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Légumes feuillus et à tige :** | | | | | | | |
| Choux-fleurs | 467 | 442 | 506 | 387 | 400 | 428 | 419 |
| Autres choux | 269 | 230 | 253 | 243 | 252 | 213 | 242 |
| Endives | 144 | 247 | 229 | 245 | 262 | 244 | 255 |
| Poireaux | 211 | 193 | 194 | 171 | 189 | 181 | 187 |
| Salades | 432 | 489 | 504 | 509 | 538 | 515 | 507 |
| **Légumes cultivés pour le fruit :** | | | | | | | |
| Melons | 188 | 298 | 294 | 293 | 283 | 298 | 292 |
| Tomates | 851 | 844 | 773 | 848 | 803 | 837 | 843 |
| **Racines, bulbes et tubercules :** | | | | | | | |
| Carottes | 468 | 546 | 655 | 658 | 728 | 689 | 712 |
| Oignons | 138 | 231 | 334 | 464 | 451 | 386 | 457 |
| **Légumes à cosse :** | | | | | | | |
| Haricots verts | 168 | 196 | 314 | 337 | 372 | 351 | 368 |
| Petits pois (grains) | 165 | 203 | 238 | 244 | 248 | 234 | 235 |
| **Fruits à noyau :** | | | | | | | |
| Abricots | 81 | 107 | 101 | 139 | 169 | 124 | 166 |
| Cerises | 113 | 81 | 62 | 71 | 69 | 55 | 62 |
| Pêches et nectarines | 460 | 459 | 516 | 483 | 449 | 341 | 389 |
| Pêches | 402 | 323 | 308 | 288 | 264 | 192 | 220 |
| Nectarines et brugnons | 58 | 136 | 209 | 195 | 185 | 149 | 170 |
| Prunes | 154 | 186 | 298 | 223 | 246 | 250 | 229 |
| **Fruits à pépins :** | | | | | | | |
| Poires de table | 414 | 327 | 309 | 247 | 237 | 191 | 252 |
| Pommes de table | 1 769 | 1 886 | 2 078 | 2 164 | 2 046 | 1 760 | 1 848 |
| Pommes à cidre | 1 100 | 462 | 431 | 360 | 387 | 363 | 342 |
| **Baies :** | | | | | | | |
| Kiwis (ou actinidias) | 4 | 54 | 79 | 84 | 77 | 73 | 78 |
| Cassis | 4 | 6 | 9 | 9 | 9 | 11 | 11 |
| Framboises | 7 | 6 | 7 | 9 | 8 | 7 | 7 |
| **Autres fruits :** | | | | | | | |
| Clémentines | 21 | 19 | 24 | 23 | 26 | 21 | 24 |
| Fraises | 82 | 87 | 72 | 60 | 52 | 47 | 53 |
| Noix | 31 | 25 | 22 | 29 | 33 | 23 | 26 |
| Raisin de table | 185 | 121 | 94 | 73 | 61 | 58 | 63 |

(1) Production des exploitations agricoles, hors jardins familiaux par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.
(2) Production récoltée hors jardins familiaux.

## TABLEAU M.01-13

### Cheptel (principales espèces) au 1er décembre

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Millier de têtes

| Espèce | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Espèce bovine | 21 278 | 20 676 | 20 310 | 20 462 | 20 116 | 19 601 | 19 293 |
| *dont* : Veaux et élèves de moins d'un an | 5 548 | 5 288 | 5 293 | 5 302 | 5 298 | 5 239 | 5 329 |
| Vaches laitières | 5 323 | 4 613 | 4 203 | 4 205 | 4 185 | 4 085 | 4 003 |
| Vaches nourrices | 3 700 | 4 108 | 4 314 | 4 292 | 4 168 | 4 107 | 4 046 |
| Espèce porcine | 12 244 | 13 783 | 14 930 | 15 382 | 15 327 | 15 153 | 15 020 |
| *dont* : Truies de plus de 50 kg | 1 210 | 1 369 | 1 119 | 1 093 | 1 066 | 1 040 | 1 017 |
| Espèce caprine | 1 234 | 1 188 | 1 211 | 1 231 | 1 232 | 1 225 | 1 213 |
| Espèce ovine | 11 438 | 10 550 | 9 578 | 9 443 | 9 336 | 9 288 | 9 185 |
| *dont* : Brebis mères | 7 415 | 6 965 | 6 555 | 6 347 | 6 225 | 6 185 | 6 120 |
| Espèces chevaline et asine | 339 | 351 | 447 | 450 | 452 | 451 | 460 |
| Poules et poulets (million) | 200 | 223 | 206 | 207 | 203 | 197 | 190 |
| *dont* : Poules pondeuses d'œufs de consommation (million) | 47 | 50 | 48 | 48 | 47 | 47 | 44 |
| Lapins | 16 668 | 14 531 | 11 119 | 11 110 | 11 044 | 10 320 | 10 591 |
| *dont* : Lapines reproductrices | 2 231 | 1 861 | 1 380 | 1 377 | 1 365 | 1 268 | 1 297 |

## TABLEAU M.01-14

### Principales productions animales

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

| | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A. PRODUCTION BRUTE DE VIANDE (millier de tonnes de viande nette) | | | | | | | | |
| Espèce bovine : | | | | | | | | |
| Adultes | 1 599 | 1 564 | 1 528 | 1 361 | 1 373 | 1 397 | 1 396 | 1 360 |
| Veaux de boucherie | 313 | 336 | 317 | 225 | 228 | 240 | 236 | 232 |
| Espèces ovine et caprine | 177 | 146 | 140 | 157 | 156 | 154 | 152 | 150 |
| Espèce porcine | 1 727 | 2 140 | 2 247 | 2 168 | 2 201 | 2 240 | 2 227 | 2 209 |
| Espèce chevaline | 10 | 9 | 10 | 15 | 15 | 15 | 15 | 14 |
| B. PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS | | | | | | | | |
| Production de lait (millier d'hectolitres) : | | | | | | | | |
| Vaches laitières | 257 130 | 246 169 | 241 104 | 242 469 | 241 545 | 245 180 | 239 488 | 237 401 |
| Brebis laitières | 1 871 | 2 168 | 2 355 | 2 463 | 2 481 | 2 491 | 2 544 | 2 619 |
| Chèvres laitières | 4 411 | 4 317 | 4 809 | 4 845 | 4 956 | 5 207 | 5 365 | 5 482 |
| Œufs | | | | | | | | |
| Œufs de consommation (million d'œufs) (1) | 10 257 | 12 014 | 14 483 | 12 635 | 12 590 | 12 545 | 12 569 | 12 334 |

(1) Œufs de poule en élevage professionnel.

## TABLEAU M.01-15

### Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole

*Source* : Insee (Comptes de la Nation - évaluations base 2000) — *Unité* : Million d'euros

| | *r* 1990 | *r* 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| COMPTE DE PRODUCTION | | | | | | | |
| **Ressources** | | | | | | | |
| Production | 59 586,3 | 59 991,8 | 63 294,5 | 64 408,1 | 63 975,9 | 62 938,7 | 65 065,5 |
| **Total des ressources** | **59 586,3** | **59 991,8** | **63 294,5** | **64 408,1** | **63 975,9** | **62 938,7** | **65 065,5** |
| **Emplois** | | | | | | | |
| Consommations intermédiaires (1) | 29 271,7 | 29 606,4 | 32 184,0 | 33 246,9 | 33 117,6 | 32 977,1 | 33 988,3 |
| Valeur ajoutée brute | 30 314,6 | 30 385,4 | 31 110,5 | 31 161,2 | 30 858,3 | 29 961,6 | 31 077,2 |
| **Total des emplois** | **59 586,3** | **59 991,8** | **63 294,5** | **64 408,1** | **63 975,9** | **62 938,7** | **65 065,5** |
| Consommation de capital fixe | 6 718,0 | 6 835,0 | 7 789,6 | 8 160,5 | 8 317,7 | 8 543,6 | 8 831,6 |
| Valeur ajoutée nette | 23 596,6 | 23 550,4 | 23 320,9 | 23 000,7 | 22 540,6 | 21 418,0 | 22 245,6 |
| COMPTE D'EXPLOITATION | | | | | | | |
| **Ressources** | | | | | | | |
| Valeur ajoutée nette | 23 596,6 | 23 550,4 | 23 320,9 | 23 000,7 | 22 540,6 | 21 418,0 | 22 245,6 |
| Subventions d'exploitation | 1 015,6 | 1 631,4 | 1 363,8 | 1 693,5 | 1 803,2 | 2 629,8 | 1 610,8 |
| **Total des ressources** | **24 612,2** | **25 181,8** | **24 684,7** | **24 694,2** | **24 343,8** | **24 047,8** | **23 856,4** |
| **Emplois** | | | | | | | |
| Salaires | 3 049,3 | 3 553,9 | 4 206,2 | 4 370,2 | 4 496,9 | 4 699,3 | 4 887,3 |
| Cotisations sociales | 1 026,6 | 1 015,2 | 1 067,2 | 1 082,2 | 1 121,2 | 1 182,8 | 1 233,7 |
| Impôts sur la production : fonciers | 1 036,2 | 912,6 | 877,3 | 894,0 | 903,4 | 749,5 | 966,9 |
| Impôts sur la production : autres | 507,7 | 365,7 | 550,2 | 522,9 | 478,9 | 500,9 | 489,5 |
| Revenu mixte net | 18 992,4 | 19 334,4 | 17 983,8 | 17 824,9 | 17 343,4 | 16 915,3 | 16 279,0 |
| **Total des emplois** | **24 612,2** | **25 181,8** | **24 684,7** | **24 694,2** | **24 343,8** | **24 047,8** | **23 856,4** |
| **Résultat net (2)** | **23 068,3** | **23 903,5** | **23 257,2** | **23 277,3** | **22 961,5** | **22 797,4** | **22 400,0** |
| COMPTE DE REVENU D'ENTREPRISE | | | | | | | |
| **Ressources** | | | | | | | |
| Revenu mixte net | 18 992,4 | 19 334,4 | 17 983,8 | 17 824,9 | 17 343,4 | 16 915,3 | 16 279,0 |
| **Total des ressources** | **18 992,4** | **19 334,4** | **17 983,8** | **17 824,9** | **17 343,4** | **16 915,3** | **16 279,0** |
| **Emplois** | | | | | | | |
| Intérêts | 2 058,7 | 2 029,8 | 1 759,0 | 1 785,4 | 1 873,1 | 1 814,0 | 1 804,9 |
| Charges locatives nettes | 1 491,5 | 1 620,5 | 1 929,7 | 1 928,2 | 1 953,4 | 1 950,7 | 1 940,9 |
| Revenu net d'entreprise | 15 442,2 | 15 684,1 | 14 295,1 | 14 111,3 | 13 516,9 | 13 150,6 | 12 533,2 |
| **Total des emplois** | **18 992,4** | **19 334,4** | **17 983,8** | **17 824,9** | **17 343,4** | **16 915,3** | **16 279,0** |

(1) Hors TVA déductible.
(2) Résultat net = Valeur ajoutée nette + Subventions d'exploitation - Autres impôts sur la production (dont fonciers).

## TABLEAU M.01-16

### Nombre et superficie des exploitations selon leur taille - Départements d'outre-mer

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)
Enquête Structure Dom 2003

*Unités* : Superficies : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

| | Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 | De 1 à moins de 2 | De 2 à moins de 5 | De 5 à moins de 10 | De 10 à moins de 20 | 20 et plus | **Total** |
| **Guadeloupe** | | | | | | | |
| Nombre d'exploitations | 2,1 | 2,4 | 3,8 | 1,4 | 0,4 | 0,2 | **10,3** |
| Superficie agricole utilisée | 1,0 | 3,3 | 11,3 | 9,7 | 5,6 | 7,5 | **38,4** |
| **Guyane** | | | | | | | |
| Nombre d'exploitations | 0,2 | 0,3 | 0,6 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | **1,5** |
| Superficie agricole utilisée | 0,1 | 0,5 | 1,7 | 1,4 | 1,2 | 12,0 | **16,9** |
| **Martinique** | | | | | | | |
| Nombre d'exploitations | 1,1 | 0,9 | 1,7 | 0,5 | 0,4 | 0,2 | **4,8** |
| Superficie agricole utilisée | 0,4 | 1,3 | 5,1 | 3,5 | 3,6 | 15,4 | **29,3** |
| **Réunion** | | | | | | | |
| Nombre d'exploitations | 1,3 | 1,3 | 2,3 | 2,0 | 0,5 | 0,2 | **7,6** |
| Superficie agricole utilisée | 0,5 | 1,8 | 7,8 | 12,9 | 6,1 | 13,9 | **43,0** |

## TABLEAU M.01-17

### Utilisation du territoire et caractéristiques principales de l'agriculture - Départements d'outre-mer

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

| | Guadeloupe | | Martinique | | Guyane | | Réunion | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2003 | *p* 2004 | 2003 | *p* 2004 | *r* 2003 | *p* 2004 | *r* 2003 | *p* 2004 |
| Superficie agricole utilisée (hectare) | 45 995 | 45 305 | 32 568 | 29 714 | 22 710 | 22 790 | 48 234 | 48 233 |
| Superficie totale (hectare) | 170 500 | 170 500 | 110 000 | 110 000 | 8 353 400 | 8 353 400 | 252 000 | 252 000 |
| Superficies des terres arables (hectare) (1) | 24 022 | 23 542 | 20 620 | 18 154 | 12 470 | 12 540 | 36 194 | 35 654 |
| **PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE** | | | | | | | | |
| **Cultures industrielles et fruitières** | | | | | | | | |
| Canne à sucre | | | | | | | | |
| Cannes récoltées (tonne) | 636 418 | 903 903 | 184 374 | 227 152 | 6 923 | 9 123 | 1 934 873 | 1 986 078 |
| Sucre produit (tonne) | 63 555 | 74 041 | 5 809 | 5 603 | – | – | 215 029 | 211 955 |
| Rhum (hl d'alcool pur) | 51 953 | 55 876 | 75 548 | 70 017 | 2 841 | 2 618 | 69 780 | 89 814 |
| Banane d'exportation | | | | | | | | |
| Production (tonne) | 121 239 | 87 500 | 285 849 | 283 157 | – | – | – | – |
| Exportation (tonne nette) | 87 961 | 65 730 | 255 949 | 251 695 | – | – | – | – |
| **Cultures vivrières et maraîchères (tonne)** | | | | | | | | |
| Igname | 8 800 | 2 440 | 7 370 | 2 082 | 266 | 268 | – | 20 |
| Malanga | 675 | 495 | 140 | 65 | 480 | 480 | – | – |
| Madère | 1 200 | 1 080 | 10 220 | 3 929 | 778 | 784 | – | – |
| Manioc | 1 800 | 588 | 200 | 312 | 26 381 | 26 612 | 545 | 173 |
| Patate douce | 3 600 | 1 005 | 1 380 | 639 | 415 | 419 | 720 | 195 |
| Melon | 7 681 | 7 534 | 3 800 | 3 024 | 324 | 324 | 158 | 254 |
| Banane légume | 9 000 | 5 250 | 16 240 | 5 370 | 1 790 | 1 790 | 9 | 110 |
| Tomate | 5 100 | 2 970 | 6 000 | 2 280 | 3 195 | 3 195 | 5 829 | 1 258 |
| Chou pommé | 2 160 | 1 920 | 1 650 | 782 | 1 480 | 1 480 | 6 048 | 3 173 |
| Concombre | 2 538 | 2 970 | 13 200 | 3 500 | 507 | 507 | 1 562 | 1 146 |
| Haricot vert | 810 | 900 | 1 000 | 1 600 | 1 115 | 1 115 | 808 | 194 |
| Salade | 2 520 | 2 100 | 6 400 | 2 880 | 1 064 | 1 064 | 2 205 | 2 266 |
| **EFFECTIFS DU CHEPTEL (2)** | | | | | | | | |
| Bovins (3) | 81 507 | 73 062 | 24 088 | 23 183 | 9 584 | 11 352 | 32 280 | 33 994 |
| Porcins | 30 876 | 27 400 | 17 842 | 21 185 | 8 180 | 8 180 | 83 291 | 88 461 |
| Ovins | 2 500 | 2 500 | 19 156 | 15 873 | 1 600 | 1 600 | 1 411 | 1 180 |
| Caprins | 48 480 | 47 860 | 13 135 | 14 678 | 1 050 | 1 050 | 36 651 | 36 153 |
| **PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE** | | | | | | | | |
| Viandes (tonne nette) : | | | | | | | | |
| Bovins (3) | 2 811 | 2 740 | 1 843 | 1 600 | 278 | 258 | 1 670 | 1 723 |
| Porcins | 1 131 | 1 174 | 1 885 | 1 580 | 1 037 | 882 | 10 308 | 10 863 |
| Ovins - Caprins | 241 | 243 | 518 | 120 | 16 | 11 | 422 | 414 |
| Volailles | 3 395 | 2 074 | 692 | 653 | 411 | 436 | 13 690 | 13 804 |
| Lait de vache (hl) | – | – | 17 552 | 9 062 | 1 200 | 1 140 | 225 275 | 244 667 |
| Œufs de consommation (millier d'unités) | 60 140 | 44 725 | 36 000 | 36 000 | 5 566 | 7 023 | 113 466 | 114 600 |
| **IMPORTATIONS D'ENGRAIS (tonne)** | | | | | | | | |
| Engrais naturels | 258 | 60 | 1 822 | 396 | 81 | 16 | 175 | 162 |
| Engrais simples | 9 040 | 6 525 | 17 042 | 14 153 | 2 066 | 849 | 9 762 | 10 806 |
| Engrais composés | 9 541 | 8 009 | 8 111 | 7 917 | 1 990 | 1 625 | 18 872 | 23 591 |
| **PARC DES TRACTEURS** | | | | | | | | |
| Tracteurs agricoles au 31 décembre | 1 105 | 1 105 | 1 211 | 1 037 | 419 | 419 | 2 677 | 2 757 |

(1) La définition des terres arables dans les Dom est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(2) Cheptel présent dans les exploitations agricoles.
(3) Y compris les veaux.

## TABLEAU M.01-18

### Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production (1)

*Source :* Insee — *Unité :* Base 100 en 2000

| | Pondération | 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **INDICE GÉNÉRAL** | **100 000** | **100,0** | **103,5** | **99,9** | **103,6** | **101,8** |
| **INDICE GÉNÉRAL SAUF FRUITS ET LÉGUMES** | **88 920** | **100,0** | **102,1** | **98,4** | **100,7** | **100,8** |
| **• Produits végétaux** | **42 994** | **100,0** | **101,8** | **98,7** | **103,1** | **103,1** |
| Céréales | 13 765 | 100,0 | 99,9 | 92,5 | 100,9 | 103,6 |
| *dont* : Blé tendre | 7 383 | 100,0 | 101,0 | 93,1 | 102,8 | 106,6 |
| Maïs | 3 214 | 100,0 | 96,9 | 91,1 | 98,7 | 101,9 |
| Orge de mouture | 1 848 | 100,0 | 95,0 | 83,9 | 93,2 | 95,1 |
| Pommes de terre | 2 074 | 100,0 | 113,5 | 107,0 | 110,2 | 110,4 |
| Vins | 16 578 | 100,0 | 98,1 | 99,5 | 101,8 | 101,8 |
| *dont* : Vins d'Appellation d'origine contrôlée (AOC) | 11 100 | 100,0 | 99,3 | 100,0 | 99,4 | 97,5 |
| Autres vins | 2 610 | 100,0 | 89,6 | 93,4 | 107,5 | 108,4 |
| Produits de l'horticulture | 3 383 | 100,0 | 101,8 | 105,5 | 106,4 | 109,9 |
| Oléagineux | 1 800 | 100,0 | 123,8 | 128,2 | 121,7 | 109,7 |
| Autres produits végétaux | 5 394 | 100,0 | 106,3 | 94,9 | 101,3 | 96,7 |
| **• Animaux et produits animaux** | **45 926** | **100,0** | **102,3** | **98,2** | **98,6** | **98,5** |
| Bétail | 20 974 | 100,0 | 99,5 | 93,9 | 95,1 | 100,0 |
| *dont* : Gros bovins | 10 587 | 100,0 | 85,6 | 90,8 | 94,8 | 100,0 |
| Veaux de boucherie | 2 278 | 100,0 | 98,6 | 96,4 | 101,7 | 107,5 |
| Porcins | 6 200 | 100,0 | 118,3 | 93,1 | 88,1 | 94,1 |
| Ovins | 1 273 | 100,0 | 125,7 | 115,8 | 113,5 | 114,5 |
| Autres animaux | 7 228 | 100,0 | 107,7 | 104,4 | 101,7 | 104,8 |
| *dont* : Dindes et dindons | 1 725 | 100,0 | 113,5 | 110,1 | 104,8 | 110,1 |
| Poulets | 2 667 | 100,0 | 107,1 | 103,9 | 102,0 | 105,1 |
| Lapins | 546 | 100,0 | 109,1 | 97,0 | 102,2 | 102,0 |
| Autres produits animaux | 17 724 | 100,0 | 103,4 | 100,7 | 101,5 | 94,2 |
| *dont* : Œufs | 1 657 | 100,0 | 98,2 | 92,8 | 116,6 | 81,5 |
| Lait | 15 818 | 100,0 | 104,0 | 101,5 | 99,9 | 95,6 |
| **• Fruits et légumes** | **11 080** | **100,0** | **115,2** | **112,1** | **126,6** | **110,5** |
| Légumes | 6 141 | 100,0 | 113,3 | 110,1 | 120,4 | 99,5 |
| Fruits | 4 939 | 100,0 | 118,2 | 115,3 | 136,3 | 127,7 |

(1) La méthodologie de ces indices est disponible dans le Bulletin mensuel de statistique n° 3 de mars 2004 et sur le site Internet de l'Insee.

## TABLEAU M.01-19

### Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) (1)

*Source :* Insee — *Unité :* Base 100 en 2000

| | Pondération | 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **INDICE GÉNÉRAL** | **100 000** | **100,0** | **103,1** | **103,6** | **105,0** | **108,8** |
| **1. Biens et services de consommation courante** | **75 109** | **100,0** | **103,4** | **103,2** | **104,2** | **107,9** |
| Énergie et lubrifiants | 7 682 | 100,0 | 94,8 | 90,4 | 94,6 | 100,4 |
| Semences | 4 669 | 100,0 | 102,1 | 104,2 | 105,7 | 107,2 |
| Engrais et amendements | 8 130 | 100,0 | 110,0 | 105,6 | 106,6 | 112,4 |
| *dont* : Engrais simples azotés | 3 023 | 100,0 | 115,6 | 105,6 | 108,3 | 116,7 |
| Engrais binaires p k | 1 185 | 100,0 | 104,9 | 104,4 | 104,5 | 107,9 |
| Engrais ternaires | 1 992 | 100,0 | 109,9 | 107,6 | 107,4 | 112,6 |
| Produits de protection des cultures | 8 101 | 100,0 | 100,6 | 100,8 | 101,4 | 102,6 |
| *dont* : Fongicides | 3 110 | 100,0 | 100,4 | 100,2 | 100,9 | 102,5 |
| Insecticides et acaricides | 840 | 100,0 | 99,6 | 99,1 | 98,3 | 98,9 |
| Herbicides | 3 138 | 100,0 | 100,8 | 101,5 | 102,4 | 103,0 |
| Aliments des animaux | 20 508 | 100,0 | 107,3 | 106,2 | 103,7 | 108,9 |
| *dont* : Aliments pour veaux | 1 659 | 100,0 | 108,7 | 103,9 | 103,0 | 105,9 |
| Aliments pour gros bovins | 3 504 | 100,0 | 105,9 | 105,1 | 102,3 | 108,8 |
| Aliments pour porcins | 5 461 | 100,0 | 107,1 | 105,0 | 101,6 | 106,5 |
| Aliments pour volailles | 5 863 | 100,0 | 106,4 | 105,6 | 102,9 | 108,0 |
| Matériel et petit outillage | 1 259 | 100,0 | 102,6 | 101,0 | 101,7 | 104,8 |
| Produits et services vétérinaires | 3 144 | 100,0 | 101,5 | 104,3 | 107,3 | 107,9 |
| **2. Biens et services d'investissement** | **24 891** | **100,0** | **102,3** | **104,9** | **107,5** | **111,5** |
| *dont* : Machines et biens d'équipement | 16 410 | 100,0 | 101,9 | 104,3 | 106,6 | 109,8 |
| *dont* : Machines et matériel de culture | 3 775 | 100,0 | 101,9 | 104,5 | 106,9 | 110,9 |
| Machines et matériel de récolte | 4 103 | 100,0 | 100,5 | 102,9 | 104,5 | 107,5 |
| Machines et installation à la ferme | 2 117 | 100,0 | 104,6 | 109,2 | 113,2 | 118,4 |
| Tracteurs | 5 415 | 100,0 | 101,7 | 103,3 | 105,5 | 107,4 |

(1) La méthodologie de ces indices est disponible dans le Bulletin mensuel de statistique n° 3 de mars 2004 et sur le site Internet de l'Insee.

## TABLEAU M.01-20

### Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees) — *Unité* : Millier d'hectares

| Type de peuplement | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | ■ (1) 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bois et forêts de plus de 0,50 ha | 13 935,0 | 14 809,4 | 15 052,0 | 15 091,7 | 15 131,2 | 15 168,2 | 15 169,6 |
| Feuillus | 8 547,6 | 9 377,3 | 9 506,8 | 9 569,5 | 9 577,8 | 9 612,3 | 9 620,4 |
| Conifères | 4 109,5 | 4 118,9 | 4 135,0 | 4 115,4 | 4 091,6 | 4 090,1 | 4 052,4 |
| Mixte | 1 277,9 | 1 313,2 | 1 410,2 | 1 406,8 | 1 461,8 | 1 465,8 | 1 496,8 |
| Surfaces boisées hors forêts | 929,9 | 1 478,9 | 1 523,8 | 1 539,1 | 1 523,4 | 1 516,7 | 1 512,0 |
| Peupleraies | 280,0 | 245,6 | 259,0 | 239,9 | 239,8 | 240,1 | 244,4 |
| **Total** | **15 144,9** | **16 533,9** | **16 834,8** | **16 870,7** | **16 894,4** | **16 925,0** | **16 926,0** |

(1) Échantillon Teruti (Enquête utilisation du territoire) réduit en 2004. Les données 2004 ne sont donc pas directement comparables avec celles des années antérieures.

## TABLEAU M.01-21

### Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre

*Source* : Office national des Forêts (ONF) — *Unité* : Millier d'hectares

| Catégorie de propriétaires | 1980 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | (4) 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ÉTAT : | | | | | | | |
| Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux non boisés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne] | 1 717 | 1 753 | 1 756 | 1 757 | 1 758 | 1 758 | 1 707 |
| Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État | 20 | 43 | 72 | 72 | 73 | 73 | 74 |
| **Total (2)** | **1 737** | **1 796** | **1 828** | **1 830** | **1 831** | **1 831** | **1 781** |
| DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS : | | | | | | | |
| Forêts départementales | 21 | 28 | 33 | 34 | 35 | 36 | 39 |
| Forêts régionales | ... | ... | 7 | 7 | 7 | 7 | 58 |
| **Total (2)** | **21** | **28** | **40** | **42** | **42** | **43** | **97** |
| COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS : | | | | | | | |
| Forêts communales et sectionales | 2 426 | 2 550 | 2 603 | 2 608 | 2 614 | 2 622 | 2 629 |
| Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et forêts appartenant à des caisses d'épargne | 60 | 87 | 82 | 82 | 82 | 82 | 82 |
| **Total (2)** | **2 486** | **2 637** | **2 685** | **2 690** | **2 696** | **2 704** | **2 711** |
| FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. L.224-6 du code forestier) (3) | 10 | 17 | 24 | 26 | 26 | 27 | 28 |
| **Total général** | **4 254** | **4 478** | **4 576** | **4 588** | **4 595** | **4 605** | **4 617** |

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait, ces forêts ne relèvent pas du régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle qui s'appliquent à certaines forêts privées ne relevant pas de ce régime.
(4) La diminution des superficies domaniales et l'augmentation des superficies régionales en 2004 proviennent du transfert de propriété des forêts domaniales situées en Corse à la collectivité territoriale de Corse en application de la loi du 22 janvier 2002.

## TABLEAU M.01-22

### Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires - Départements d'outre-mer

*Source* : Office national des Forêts (ONF) — *Unité* : Millier d'hectares

| Catégorie de propriétaires | Guadeloupe | | Guyane | | Martinique | | Réunion | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 |
| Superficies domaniales | 1,5 | 1,5 | 7 450,9 | 7 450,9 | 2,0 | 1,9 | 2,9 | 2,9 |
| Forêts départementales et régionales | 1,4 | 1,4 | 8,7 | 8,7 | 1,1 | 1,1 | 4,4 | 4,4 |
| Forêts communales, sectionales et d'établissements publics | 0,1 | 0,1 | – | – | 0,8 | 0,8 | 1,3 | 1,3 |
| Forêts particulières sous contrat | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Forêts du Centre spatial guyanais | – | – | 48,5 | 48,5 | – | – | – | – |
| Forêts du domaine public maritime gérées par l'ONF | 7,5 | 7,5 | – | – | 1,8 | 1,8 | – | – |
| Forêts départemento-domaniales (1) | 27,8 | 27,8 | – | – | 9,7 | 9,7 | 92,5 | 92,3 |
| **Total** | **38,3** | **38,3** | **7 508,1** | **7 508,1** | **15,4** | **15,3** | **101,1** | **100,9** |

(1) Ancien domaine colonial : forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

## TABLEAU M.01-23

### Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national (1)

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction générale de la Forêt et des Affaires rurales — *Unité* : Millier d'hectares

| | 1947 à 1971 | 1972 à 1989 | 1990 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Type d'essence (2) : | | | | | | | | | | |
| Pins maritimes | • | 116,9 | 6,9 | 3,2 | 3,6 | 2,1 | 0,7 | 1,6 | 2,5 | 3,7 |
| Autres pins | • | 84,6 | 4,4 | 2,1 | 1,9 | 1,7 | 0,9 | 1,4 | /// | /// |
| Autres conifères | • | 304,8 | 9,5 | 4,3 | 3,5 | 2,8 | 0,8 | 2,6 | 0,6 | 9,7 |
| Peupliers | • | 60,8 | 3,4 | 2,9 | 2,6 | 2,0 | 0,4 | 1,8 | 0,1 | 2,2 |
| Autres feuillus | • | 63,2 | 7,5 | 6,1 | 5,2 | 3,8 | 1,8 | 3,8 | 0,7 | 5,2 |
| **Total** | • | **630,3** | **31,7** | **18,6** | **16,8** | **12,4** | **4,6** | **11,1** | **3,9** | **20,8** |
| Nature du boisement (3) : | | | | | | | | | | |
| Boisement | 496,7 | 168,2 | 7,8 | 3,7 | 2,3 | 1,0 | 1,9 | 2,6 | 0,7 | 2,8 |
| Reboisement et enrichissement (4) | 834,0 | 407,7 | 20,5 | 10,8 | 10,8 | 8,5 | 2,0 | 7,8 | 3,4 | 18,2 |
| Plantations hors forêts (5) | 116,0 | 54,7 | 3,4 | 4,1 | 3,7 | 2,9 | 0,7 | 0,7 | /// | /// |
| **Total** | **1 446,7** | **630,6** | **31,7** | **18,6** | **16,8** | **12,4** | **4,6** | **11,1** | **4,1** | **21,0** |

(1) Le Fonds Forestier National est supprimé à compter du 1er janvier 2000. En raison de la mise en place d'un nouveau régime d'aide, les données relatives aux années 2000 et 2001 sont incomplètes.
(2) À partir de l'année 2000, le pin maritime et les autres pins ne sont plus distingués.
(3) À partir de l'année 2000, les boisements et les plantations hors forêt ne sont plus distingués.
(4) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(5) Peupliers essentiellement.

## TABLEAU M.01-24

### Production annuelle des pépinières particulières (1) (2)

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (DGFAR-Cemagref)

| | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2002 | r 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre** | **609** | **597** | **465** | **396** | **310** | **306** | **290** |
| **Superficie [hectare] (2)** | **1 301** | **1 441** | **1 405** | **1 166** | **1 007** | **902** | ... |
| Plants de peupliers et de noyers | 586 | 568 | 626 | 633 | 484 | 465 | ... |
| Autres plants | 715 | 873 | 779 | 533 | 523 | 437 | ... |
| **Plants produits (million)** | **87,6** | **94,1** | **87,8** | **50,4** | **50,1** | **53,3** | **60,9** |
| Plants de peupliers et de noyers | 1,4 | 1,9 | 2,4 | 1,4 | 1,3 | 1,2 | 1,2 |
| Autres plants : | | | | | | | |
| feuillus | 18,5 | 34,3 | 29,7 | 20,8 | 17,2 | 16,0 | 17,9 |
| conifères | 67,7 | 57,9 | 55,7 | 28,2 | 31,6 | 36,1 | 41,8 |

(1) Les données relatives à l'année n correspondent à la campagne de boisement allant du 1er juillet n-1 au 30 juin n.
(2) Jachères non comprises.

## TABLEAU M.01-25

### Production ligneuse de l'Office national des Forêts. Ventes de bois en France (1)

*Source* : Office national des Forêts (ONF)

| | 1980 | 1990 | 1995 | 1999 | (2) 2000 | (2) 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Volumes vendus ou délivrés (1000 m³) | | | | | | | | | |
| Feuillus (volume grume) | 3 169 | 5 066 | 4 501 | 4 790 | 7 695 | 4 729 | 3 450 | 4 415 | 4 634 |
| Conifères (volume grume) | 4 280 | 4 936 | 5 136 | 5 420 | 7 235 | 5 826 | 4 983 | 5 393 | 5 311 |
| Taillis et houppiers (3) | 3 027 | 3 743 | 3 733 | 3 710 | 5 985 | 4 658 | 3 715 | 3 976 | 4 239 |
| **Total** | **10 476** | **13 745** | **13 370** | **13 920** | **20 915** | **15 213** | **12 148** | **13 784** | **14 184** |
| Valeur [million d'euros] (4) | ... | 333,3 | 487,4 | 513,3 | 485,7 | 395,8 | 306,6 | 358,5 | 342,7 |

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) En raison des tempêtes de décembre 1999, les ventes de bois en 2000 et 2001 sont atypiques.
(3) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(4) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.

## TABLEAU M.01-26

### Bilan de la matière bois en 2002

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

*Unité* : Millier de m³ de bois ronds

| | Feuillus | Conifères | Indéterminé | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| **PRODUCTION** | | | | |
| Bois d'œuvre | 6 002 | 15 576 | – | **21 578** |
| Bois d'industrie | 4 913 | 6 244 | – | **11 157** |
| Bois de trituration et dérivés | 4 659 | 6 050 | – | **10 709** |
| Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres) | 255 | 194 | – | **449** |
| Bois de feu | – | – | 2 667 | **2 667** |
| **Total de la production** | **10 915** | **21 820** | **2 667** | **35 402** |
| **IMPORTATIONS** | | | | |
| Bois d'œuvre | 1 940 | 4 238 | 1 258 | **7 436** |
| Bois d'industrie | 3 934 | 5 412 | 27 786 | **37 132** |
| Bois de trituration et dérivés | 3 934 | 5 412 | 27 749 | **37 095** |
| Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres) | – | – | 36 | **36** |
| Bois de feu | – | – | 27 | **27** |
| **Total des importations** | **5 874** | **9 650** | **29 071** | **44 595** |
| **EXPORTATIONS** | | | | |
| Bois d'œuvre | 2 038 | 2 727 | 893 | **5 658** |
| Bois d'industrie | 2 042 | 1 843 | 24 672 | **28 557** |
| Bois de trituration et dérivés | 2 042 | 1 843 | 24 659 | **28 544** |
| Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres) | – | – | 13 | **13** |
| Bois de feu | – | – | 375 | **375** |
| **Total des exportations** | **4 080** | **4 570** | **25 940** | **34 590** |
| **CONSOMMATION APPARENTE** | | | | |
| Bois d'œuvre | 5 904 | 17 087 | 365 | **23 356** |
| Bois d'industrie | 6 805 | 9 813 | 3 114 | **19 732** |
| Bois de trituration et dérivés | 6 551 | 9 619 | 3 090 | **19 260** |
| Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres) | 255 | 194 | 23 | **472** |
| Bois de feu | – | – | 2 319 | **2 319** |
| **Total de la consommation apparente** | **12 709** | **26 900** | **5 798** | **45 407** |

## TABLEAU M.01-27

### Nombre et puissance des navires de pêche (1) actifs métropolitains au 31 décembre

*Sources* : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Département des systèmes d'information des Affaires maritimes (DSI)

*Unités* : Puissances : Kilowatt
Nombres : Navire en activité

| | *r* 2000 | | *r* 2003 | | 2004 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Puissance | Nombre | Puissance | Nombre | Puissance |
| Navires d'une longueur hors tout de : | | | | | | |
| Moins de 12 mètres | 4 302 | 323 829 | 4 197 | 327 870 | 4 061 | 320 553 |
| De 12 à moins de 16 mètres | 539 | 110 713 | 509 | 106 081 | 474 | 99 043 |
| De 16 à moins de 25 mètres | 816 | 292 269 | 791 | 284 949 | 736 | 266 423 |
| De 25 à moins de 38 mètres | 90 | 53 362 | 82 | 47 303 | 82 | 46 931 |
| 38 mètres et plus | 68 | 138 855 | 68 | 134 649 | 59 | 119 196 |
| **Total** | **5 815** | **919 028** | **5 647** | **900 852** | **5 412** | **852 146** |

(1) Hors cultures marines (CM) et cultures marines-petite pêche (CMPP).

## TABLEAU M.01-28

### Marins (1) embarqués sur les navires immatriculés en métropole, par type de pêche

*Sources* : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Département des systèmes d'information des Affaires maritimes (DSI)

*Unité* : Nombre

| | *r* (2) 1990 | *r* 1995 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Grande pêche | /// | 1 078 | 1 058 | 1 027 | 1 008 | 1 065 | 1 043 | 1 048 | 1 001 | 974 |
| Pêche au large | 7 380 | 4 488 | 4 094 | 3 977 | 4 089 | 3 954 | 4 069 | 4 075 | 3 988 | 4 010 |
| Pêche côtière | /// | 3 717 | 3 590 | 3 578 | 3 620 | 3 761 | 3 926 | 4 198 | 4 200 | 4 018 |
| Petite pêche (3) | 18 346 | 10 860 | 10 295 | 10 315 | 9 992 | 9 524 | 9 267 | 8 933 | 8 794 | 8 746 |
| **Total** | **25 726** | **20 143** | **19 037** | **18 897** | **18 709** | **18 304** | **18 305** | **18 254** | **17 983** | **17 748** |

(1) Marins de toutes nationalités.
(2) Avant 1993, les chiffres ne sont pas détaillés et correspondent à « Grande pêche-Pêche au large» et à «Pêche cotière-Petite pêche».
(3) Y compris cultures marines (CM) et cultures marines-petite pêche (CMPP).

## TABLEAU M.01-29

### Captures sur 15 ans pour quelques espèces importantes des pêches maritimes métropolitaines

*Source* : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture

*Unité* : Quantités : Tonne

| Captures (1) | 1990 | 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Albacore | 90 347 | 68 776 | 67 806 | 63 587 | 67 846 | 95 710 | 87 434 |
| Bonite à ventre rayé (listao) | 47 745 | 74 272 | 57 967 | 48 649 | 70 596 | 58 834 | 59 477 |
| Hareng commun | 25 067 | 33 247 | 25 785 | 28 667 | 27 967 | 33 736 | 36 560 |
| Sardine commune | 22 131 | 24 656 | 33 797 | 38 491 | 34 764 | 35 306 | 31 451 |
| Maquereau commun | 21 543 | 24 579 | 22 974 | 25 347 | 25 155 | 28 328 | 24 305 |
| Coquille Saint-Jacques | 5 080 | 12 296 | 13 745 | 16 903 | 20 109 | 18 992 | 23 344 |
| Seiche | 21 837 | 14 823 | 19 043 | 13 774 | 16 526 | 19 520 | 21 634 |
| Baudroie | 19 320 | 18 280 | 13 056 | 13 566 | 15 781 | 21 287 | 21 378 |
| Merlan bleu | 7 032 | 9 151 | 16 076 | 19 079 | 14 784 | 16 131 | 19 514 |
| Lieu noir | 51 561 | 32 450 | 30 119 | 29 408 | 30 738 | 23 351 | 17 847 |
| Anchois commun | 15 714 | 15 787 | 26 481 | 24 876 | 21 268 | 17 835 | 16 214 |
| Merlan | 25 585 | 28 161 | 20 141 | 20 287 | 18 460 | 17 665 | 13 588 |
| Chinchard | 9 363 | 16 892 | 22 674 | 21 359 | 22 225 | 15 155 | 13 403 |
| Morue commune | 21 621 | 21 409 | 11 886 | 12 238 | 15 883 | 11 049 | 7 373 |

(1) Hors rejets. Exprimées en poids vif.

## TABLEAU M.01-30

### Production et commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture

*Sources* : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Douanes

*Unités* : Valeurs : Milliard d'euros
Quantités : Millier de tonnes

| | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | 2004 (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Production métropolitaine** | | | | | | | | |
| Quantité (poids présentation) (2) | 880,3 | 824,7 | 844,7 | 869,8 | 841,7 | 864,9 | 864,8 | 834,5 |
| Valeur | 1,3 | 1,4 | 1,4 | 1,5 | 1,6 | 1,7 | 1,7 | 1,6 |
| **Commerce extérieur (métropole + Dom)** | | | | | | | | |
| Importations : | | | | | | | | |
| Quantité importée | 885,3 | 975,2 | 1 009,0 | 994,1 | 1 039,3 | 1 012,8 | 1 038,3 | 1 089,6 |
| Valeur importée | 2,4 | 3,1 | 3,1 | 3,2 | 3,4 | 3,4 | 3,3 | 3,4 |
| Exportations : | | | | | | | | |
| Quantité exportée | 385,7 | 370,8 | 440,5 | 475,1 | 434,9 | 400,0 | 470,6 | 451,6 |
| Valeur exportée | 0,7 | 1,0 | 1,0 | 1,2 | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 1,2 |
| Solde : | | | | | | | | |
| Quantité | – 499,6 | – 604,4 | – 568,5 | – 519,0 | – 604,4 | – 612,8 | – 567,7 | – 638,0 |
| Valeur | – 1,7 | – 2,1 | – 2,1 | – 2,0 | – 2,3 | – 2,2 | – 2,2 | – 2,2 |

(1) Données semi-définitives pour la production métropolitaine de 2004.
(2) Le poids présentation est le poids des produits tels que présentés à la vente (ex : poissons entiers, éviscérés, en filets, pattes de crustacés, etc.).

# Chapitre N.01

## ❍ Industrie (Y compris IAA) : Données générales


**1** Présentation.
**2** Méthodologie.
**3** Définitions.
**4** Sources de documentation.


### ❍ Liste des tableaux


**1** Structures industrielles françaises (hors IAA) : année 2003.

**2** Structures des industries agroalimentaires : année 2003.

**3** Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels.

**4** Indices de la production industrielle de l'industrie manufacturière dans plusieurs pays.

**5** Indicateurs de rentabilité par grand secteur et par taille d'entreprise.

**6** Principales évolutions par secteur et par taille entre 2002 et 2003.

**7** Taux d'investissement par secteur en Nes 36.

**8** Composantes de l'investissement total.

**9** Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière au 1er janvier 2002.

**10** Sous-traitance reçue selon la taille des entreprises en 2003.

**11** Sous-traitance industrielle confiée en 2003.

**12** Entreprises de 20 salariés et plus à participation étrangère selon le secteur d'activité au 1er janvier 2002.

**13** Principales grandeurs des entreprises industrielles.

**14** Part des PMI dans l'industrie manufacturière.

**15** Indices de prix à la production dans l'industrie (hors TVA).

1

## Présentation

### La situation des industries agricoles et alimentaires

En 2003 l'atonie de la demande pèse sur l'activité des industries agroalimentaires : le chiffre d'affaires des entreprises de 20 salariés et plus progresse de 1,1 %. À prix constant, les ventes stagnent. Les investissements se réduisent, le résultat courant se dégrade et les effectifs salariés ne progressent plus. À cela deux raisons principales : le ralentissement de la consommation alimentaire des ménages et les difficultés à l'exportation liées à l'appréciation de l'euro et à la concurrence accrue de certains pays tiers sur la volaille et les vins. La canicule de l'été permet cependant à certains secteurs de se redresser, voire d'afficher une croissance exceptionnelle.

### La situation de l'industrie manufacturière française (hors IAA)

La production industrielle s'est accrue de manière quasi ininterrompue jusqu'en 2000, tant dans l'Union européenne (UE-15) qu'aux États-Unis, alors qu'au Japon l'indice de production a fluctué autour de son niveau de 1995. Depuis 2000, l'activité industrielle tend à plafonner dans les pays développés, mais progresse vivement dans les pays émergents, Inde et Chine en tête. L'Union européenne à 25 demeure la première zone exportatrice pour les produits manufacturés.

En 2004, l'industrie manufacturière (hors agroalimentaire) contribue pour 12 % au PIB français. Son poids relatif dans l'économie nationale baisse depuis le début des années quatre-vingt. Cela est dû essentiellement au développement de la demande de services, la production industrielle continuant d'augmenter, en valeur comme en volume. L'industrie manufacturière (hors IAA) comprend quatre grands types de produits : les biens de consommation, l'automobile, les biens d'équipement et les biens intermédiaires. En France, elle est largement orientée vers les biens intermédiaires, qui contribuent pour 45 % à l'emploi et pour 41 % à la valeur ajoutée industrielle. Pharmacie, aéronautique, technologies de l'information et de la communication, haute technologie y occupent une place importante. Cette orientation vers des productions à forte valeur ajoutée explique, en partie, sa large ouverture sur l'extérieur : le taux d'exportation de l'industrie manufacturière atteint 40 % et les investissements à l'étranger sont particulièrement importants.

En 2004, l'activité industrielle reprend nettement après 2 ans de crise. Le chiffre d'affaires des entreprises industrielles de 20 salariés ou plus augmente de 3,7 % en valeur et leur profitabilité s'accroît. Malgré ce contexte favorable, les investissements continuent à baisser (- 1,9 % en 2004) et l'emploi se replie de 2,2 %.

L'industrie emploie 17 % des effectifs salariés, en recul d'un point sur deux ans. Bien que l'industrie soit présente dans tous les départements, les régions industrielles se situent au nord d'une ligne Nantes-Grenoble. Ainsi, des régions de tradition industrielle ancienne, comme la Franche-Comté, l'Alsace, la Picardie, emploient autour du quart de leurs effectifs dans le secteur industriel. Le poids de l'industrie est également important dans les Pays de la Loire, où l'industrialisation est plus récente, et la Haute-Normandie.

À l'opposé, l'industrie emploie moins de 13 % de l'effectif total dans trois régions du sud de la France (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse) et en Île-de-France. Dans ces mêmes régions, plus des quatre cinquièmes des salariés sont employés dans le secteur tertiaire : administration, activités financières, recherche...

En 2003, l'industrie manufacturière en France, hors industries agroalimentaires [1], compte 157 000 entreprises, emploie 3,2 millions de personnes et réalise un chiffre d'affaires de 693 milliards d'euros.

En 2003, 21 031 entreprises ont 20 salariés et plus (soit 13 % du total), mais contribuent pour 90 % à l'emploi et pour 88 % au chiffre d'affaires industriel. Trois quarts des firmes industrielles ont adopté le statut de société anonyme, en raison de sa souplesse. Ce statut semble particulièrement adapté aux besoins des entreprises de 100 salariés et plus, puisque les neuf dixièmes d'entre elles l'ont choisi. Le statut de société à responsabilité limitée (Sarl) concerne quant à lui un cinquième des firmes, essentiellement des entreprises de moins de 100 salariés. Les autres formes juridiques sont peu représentées : sociétés en nom collectif (moins de 1,3 % de l'ensemble), entreprises individuelles (moins de 0,2 %).

Au 1er janvier 2004, l'industrie, le commerce et les services (hors agriculture et activités financières) totalisent 3 millions d'établissements, soit une hausse de 2,5 % par rapport à l'année précédente. La grande majorité de ces établissements sont de très petite taille : neuf sur dix ont moins de 10 salariés.

Le système productif français est en profonde mutation. En 2003, les industries de faible technologie emploient 8 % de salariés en moins qu'en 1997. Composées essentiellement d'entreprises de 250 salariés ou moins et appartenant aux industries dites de main-d'œuvre, les entreprises de faible technologie ont fortement souffert de la concurrence des pays à bas coût du travail. À l'inverse, l'emploi augmente de 6,8 % sur la période dans les industries de moyenne-faible technologie, très présentes dans les secteurs des équipements mécaniques et de la chimie. Le secteur des hautes technologies, après avoir été nettement créateur d'emplois sur la période 1995-2002 (+ 12,8 %), est celui qui réduit le plus ses effectifs en 2003 (- 4,8 % en un an). En effet, plus de la moitié des entreprises y exercent leur activité dans les composants et équipements électriques et électroniques, dont le chiffre d'affaires continue à baisser en 2003.

Si la hausse des créations d'entreprises dans l'ensemble de l'économie se poursuit en 2004, dans l'industrie, les créations sont moins fréquentes mais plus pérennes. Elles bénéficient plus souvent d'aides publiques.

Après avoir baissé à la fin des années quatre-vingt-dix, le poids des PMI dans l'industrie se stabilise.

En 2003, les industriels achètent pour 54 milliards d'euros de sous-traitance industrielle. Trois entreprises industrielles sur quatre achètent des produits dans le cadre d'un contrat de sous-traitance industrielle, une proportion qui ne varie pas depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Mais la période 2001-2003 marque une nette rupture avec les années de croissance 1997-2001 : les besoins industriels en sous-traitance marquent le pas, et en 2003 se contractent même nettement plus que l'activité. Acheter des biens produits sur spécifications techniques est une pratique très répandue dans les industries de biens d'équipement (37 % de la demande totale de sous-traitance, mais 44 % de la demande de sous-traitance de spécialité) et, tout particulièrement, dans la construction aéronautique. Dans ce dernier secteur, les firmes pratiquent une sous-traitance en cascade, faisant appel à de multiples sous-traitants, soit pour fabriquer des parties ne correspondant pas directement à leurs compétences, soit pour respecter des délais serrés.

La sous-traitance tient une place un peu plus importante dans la production des grandes entreprises que dans celle des PMI, en raison du poids des commandes du secteur de l'automobile. En l'absence de croissance, la sous-traitance de capacité recule plus fortement que celle de spécialité.

Au 1er janvier 2003, 55,8 % des entreprises industrielles de 20 salariés et plus appartiennent à un groupe. Le poids des groupes dans l'industrie est très important : ils concentrent 85 % des effectifs salariés, produisent 89 % de la valeur ajoutée et réalisent 91,5 % du chiffre d'affaires. En France, les groupes exercent une influence décisive sur l'internationalisation des entreprises puisque le poids des entreprises appartenant à un groupe, dans le chiffre d'affaires à l'exportation de l'industrie, est prépondérant (96 %). C'est d'ailleurs dans les secteurs les plus internationalisés que les collaborations entre entreprises sont les plus fréquentes. Elles sont quasi systématiques dans la pharmacie, la parfumerie, l'automobile ou encore la fabrication d'équipements électriques et électroniques.

[1] Il s'agit ici des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 76 k€.

Les groupes sont particulièrement présents en termes d'effectifs dans les secteurs très capitalistiques et dans les industries de haute technologie (plus de 90 % des emplois du secteur) : la construction navale, aéronautique et ferroviaire, l'automobile, la pharmacie, parfumerie et entretien, les composants et équipements électriques et électroniques, et la chimie, caoutchouc et plastique. Les échanges intra groupe dominent d'ailleurs dans l'automobile, la chimie et la pharmacie.
Leur rôle est plus modeste dans la plupart des autres industries, surtout traditionnelles (moins de 80 %).
Les entreprises de l'industrie manufacturière (y compris les IAA) utilisent de plus en plus les technologies de l'information et de la communication. L'équipement des entreprises en outils de base des Tic (micro-ordinateur, Internet et messagerie électronique) s'est généralisé. Fin 2002, plus de neuf entreprises de 20 salariés et plus sur dix sont équipées en micro-ordinateurs, plus de neuf sur dix sont connectées à l'Internet et près de neuf sur dix utilisent le courrier électronique. La connexion des entreprises à l'Internet a été particulièrement rapide, passant de 28 % des entreprises en 1997 à 69 % en 1999, pour atteindre 94 % à la fin de 2002.
Les entreprises industrielles intègrent d'autres outils Tic dans leurs processus de gestion ou de production, afin d'améliorer leur réactivité et leur efficience dans un contexte de concurrence accrue.
Si les achats par Internet sont en plein essor, la vente par Internet progresse lentement et reste limitée à une minorité d'entreprises industrielles.
Quatre entreprises sur dix ont innové entre 1998 et 2000. Les entreprises innovantes réalisent 80 % du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière.
18 % des entreprises ont mis en œuvre des innovations « de marché ». Celles-ci représentent 9 % du chiffre d'affaires.
Les trois quarts du financement de l'innovation sont assurés par autofinancement. Les financements externes sont plus difficiles à mobiliser malgré les nouvelles mesures publiques de soutien à l'innovation.
Le domaine de la qualité et de la certification connaît en quelques années des changements importants. Tout d'abord, la norme de certification Iso 9001 a été modifiée à la fin de l'année 2000, afin notamment de mieux prendre en compte les préoccupations des entreprises de services. Afin de conserver leur certification, les entreprises ont dû mettre à niveau leur système qualité par rapport aux exigences version 2000 de la norme Iso 9001 avant la fin de l'année 2003. Aujourd'hui, plus de 28 200 certificats sont en vigueur en France.

## 2 ○ Méthodologie

### Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe l'industrie manufacturière dont font partie les industries agricoles et alimentaires (IAA), les industries extractives, parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993 et utilisées par le Sessi et le Scees pour l'enquête annuelle d'entreprise et les enquêtes de branche depuis 1993.
Les correspondances entre les niveaux 16, 36 et 114 de la Nes (nomenclature économique de synthèse) et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (Naf) sont présentées en fin d'annuaire.

### L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est une des principales sources statistiques de connaissance de l'industrie française.
Le Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires, du bâtiment et du génie civil, des transports, et celles du commerce et des services interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture et de la Pêche, des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer et l'Insee.
L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) assure la coordination sur le plan national des EAE réalisées par les différents ministères. Il gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'Insee utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la nation et des comptes régionaux.

### Rénovation du système d'enquêtes : le passage à la quatrième génération d'EAE

Depuis l'exercice 1996, cette enquête est profondément remaniée, principalement en vue d'alléger la charge de réponse des entreprises. Le questionnaire a été revu et les questions relatives aux établissements et aux investissements ont été réduites ; des nouvelles questions sur les thèmes d'actualité importants pour la vie économique, tels les dépenses informatiques, les relations interentreprises, l'investissement immatériel ont été insérées.
L'Insee et les services statistiques des ministères ont défini un « tronc commun » pour les variables, la méthodologie statistique et l'architecture informatique dans le but de rapprocher et faciliter les comparaisons entre les différentes enquêtes annuelles d'entreprises.
Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la Naf et de la Nes :
– le niveau Naf 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le Sessi. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE ;
– le niveau Nes 114, désigné par un code sur 3 positions (une lettre et 2 chiffres), s'emboîte sur les divisions, groupes ou classes de la Naf ;
– le niveau Nes 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre) ;
– le niveau Nes 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres).

### Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations, stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.
La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.
Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine ; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au Sessi et au Scees : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'Insee ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique ; dans ce cas, la lettre c apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.
Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le Sessi et le Scees.

### Indice de prix à la production dans l'industrie (base 100 en 2000)

Les indices de prix à la production dans l'industrie (IPP), base 100 en 2000, remplacent les précédents indices de prix de vente de l'industrie, base 100 en 1995.
Une extension du champ des indices de prix, une couverture sectorielle élargie, de nouvelles pondérations des produits, l'adaptation des supports de diffusion, telles sont, avec diverses améliorations méthodologiques, les principales avancées de ces nouveaux indices.

• ***Une extension du champ des indices de prix :***
Le règlement (CE) n° 165/98 du Conseil sur les statistiques conjoncturelles définit un cadre commun pour la production de statistiques communautaires à court terme sur le cycle conjoncturel. Ces statistiques comprennent les informations (variables) nécessaires pour disposer d'une base uniforme pour l'analyse de l'évolution à court terme de l'offre et de la demande, des facteurs de production et en particulier des prix à la production.
Ce règlement prévoit, sur le champ de l'industrie, l'élaboration d'indices de prix à la production, d'indices de prix à la production pour le marché français et d'indices de prix à la production pour les marchés extérieurs.
Destinés à apprécier l'évolution des prix de transactions des activités économiques, les indices de prix permettent de mesurer de façon synthétique l'évolution « pure » des prix de transaction des biens issus des activités de l'industrie :
– Les indices de prix à la production, dans l'industrie, pour le marché français mesurent l'évolution des prix de transaction de biens issus des activités de l'industrie et vendus sur le marché intérieur,
– Les indices de prix à la production, dans l'industrie, pour les marchés extérieurs traduisent l'évolution des prix de transaction (convertis en monnaie locale) de biens issus des activités de l'industrie et vendus sur les marchés extérieurs,
– La combinaison de ces deux indices détermine les indices de prix à la production dans l'industrie (marché intérieur et marchés extérieurs).
Le champ est constitué des sections C à E de la Nace Rev.1. Les informations ne sont pas requises pour les groupes suivants : 12.0 (Extraction de minerais d'uranium), 22.1 (Édition), 23.3 (Matières nucléaires), 29.6 (Armes et munitions), 35.1 (Construction navale), 35.3 (Construction aéronautique), et dans le prochain règlement européen : 37 (Récupération).
• ***Une couverture sectorielle élargie :***
Depuis la publication de la précédente base 1995 en juillet 2000, d'importantes extensions de couvertures ont ainsi été réalisées pour les indices de prix à la production pour le marché français. Parmi les avancées les plus notables on peut citer la diffusion des niveaux CPF pour :
– les biens de consommation (vêtements de dessus prêt-à-porter en textile, vêtements de dessous hommes femmes enfants, vêtements divers et accessoires du vêtement, matériels optiques et photographiques),
– les biens intermédiaires (articles textiles, produits textiles divers, gaz industriels, produits abrasifs),
– les biens d'équipement (motocycles et équipements pour motocycles, cycles et équipements pour cycles).
Cet élargissement du champ d'observation est complété d'un affinement de la couverture sectorielle par l'élaboration de sous-indices fins pour les indices de prix à la production pour le marché français, en particulier pour :
– les biens intermédiaires (fils et filés, tissus, produits du sciage et du rabotage, emballages en papier ou en cartons, tubes en acier, menuiseries et fermetures métalliques, produits de forge et de l'emboutissage, matériel de distribution et de commande électrique),
– les industries agroalimentaires (laits et produits laitiers, aliments adaptés à l'enfant et diététiques, produits alimentaires divers).
• ***De nouvelles pondérations des produits :***
La réalisation de la base 2000 a conduit à établir de nouvelles pondérations des indices de prix à la production. Simultanément certains traitements conceptuels ont été modifiés.
Les pondérations correspondent aux ventes des sociétés non financières et entreprises individuelles, au prix du producteur, de la Comptabilité Nationale. La répartition du chiffre d'affaires total entre chiffre d'affaires pour le marché français et chiffre d'affaires pour les marchés extérieurs repose ensuite sur les données issues du Système Unifié de Statistique d'Entreprise.
Conformément aux évolutions européennes, les pondérations des indices de prix à la production dans l'industrie pour le marché français sont exprimées hors TVA dans la base 2000 alors que celles de la base 1995 étaient hors toutes taxes. Les pondérations de la base 2000 incluent de ce fait les montants de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (Tipp), la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (TICGN), la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), les taxes sur le tabac, les droits d'accises, ...
• ***L'adaptation des supports de diffusion :***
À l'occasion du passage à la base 2000, l'appellation indices de prix de vente industriels est remplacée par la dénomination internationale : indices de prix à la production dans l'industrie pour le marché français.
Ces indices de prix sont disponibles sur le site Internet « Indices et séries statistiques », à l'adresse : www.indices.insee.fr
Ce site de diffusion des indices de prix propose également des services complémentaires. Il offre en particulier la possibilité de télécharger les données, de consulter les fiches de présentation détaillées des indices, et, surtout, permet d'obtenir immédiatement des indices calculés dans une référence antérieure, ce qui permet de convertir des indices de la base 2000 en toute autre référence précédente.
• ***Des améliorations méthodologiques variées :***
Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul des indices de prix à la production pour le marché français au cours des années passées :
– collecte des informations : mensualisation des relevés de prix,
– mise en place de méthodes alternatives pour des « transactions témoins » non récurrentes au fil du temps : contrats-types décomposant les coûts de section,
– conformément aux évolutions européennes, les relevés de prix des produits industriels pour le marché intérieur sont dorénavant exprimés hors TVA dans la base 2000 alors que ceux de la base 1995 étaient hors toutes taxes. Les relevés de prix de la base 2000 incluent de ce fait les montants de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (Tipp), la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (TICGN), la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), les taxes sur le tabac, les droits d'accises, ...

## 3 ○ Définitions

### Activité
Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

### Activité principale
L'activité principale de chaque entreprise est déterminée à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs.
Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations comme le compte de résultat ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

### Branche
Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Au contraire, un secteur regroupe des entreprises classées selon leur activité principale.

### Capacité d'autofinancement (Caf)
La capacité d'autofinancement représente les ressources brutes restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. L'entreprise peut choisir soit de les distribuer, soit de les réserver au financement de ses investissements. Au contraire du résultat net comptable, elle ne prend pas en compte les flux se rapportant aux opérations d'appréciation ou de dépréciation du capital.

### Champ reconstitué
La comparaison directe entre deux années consécutives des résultats « en niveau » se heurte à certaines difficultés

d'interprétation. La population enquêtée peut être modifiée : certaines entreprises entrent dans le champ de l'enquête, d'autres en sortent. De plus, certaines changent de classe de taille, d'autres changent d'activité principale. Enfin, des modifications de structures (fusion, scission, transfert partiel d'actifs) peuvent transformer notablement le contenu d'un secteur d'activité. Afin d'éliminer ces effets perturbateurs, les résultats sont présentés « en évolution », sous forme d'indices. Pour l'élaboration de tels indices, il est nécessaire, aux prix de certaines conventions, de reconstituer d'une année sur l'autre des ensembles d'entreprises comparables.

### Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes.
Remarque :
Le chiffre d'affaires témoigne du volume d'affaires généré par l'activité courante de l'entreprise et permet ainsi d'en apprécier la dimension. Cependant, pour mesurer l'activité d'une entreprise ou d'un secteur, et effectuer des comparaisons, le chiffre d'affaires n'est pas toujours un indicateur significatif car il peut inclure ou non des achats pour la revente et des sous-traitance selon le mode de comptabilisation retenu.

### Effectif

Au niveau de l'entreprise, il y a plusieurs notions d'effectifs :
– l'effectif au 31 décembre est l'effectif salarié de l'entreprise à cette date ;
– l'effectif salarié moyen correspond à la moyenne annuelle des effectifs ;
– l'effectif moyen employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location, y compris les intérimaires.
Jusqu'en 1995, ce solde est calculé dans les entreprises employant 100 personnes ou plus. À partir de 1996, il est calculé pour toutes les entreprises. Ceci provoque une augmentation de l'effectif employé qui peut être évalué à 40 000 personnes pour l'ensemble de l'industrie. Il en résulte également un glissement des tranches d'effectifs : 400 entreprises passent de la tranche 20 à 49 personnes à la tranche au-dessus et une centaine de la tranche 50 à 99 personnes à la tranche supérieure.
Au niveau établissement, on prend en compte l'effectif salarié moyen.

### Emploi intérieur

Voir la définition dans le chapitre I.01 : « Comptes nationaux ».

### Entreprise, établissement

L'entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché. On distingue :
– l'entreprise individuelle (personne physique) qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant ;
– l'entreprise sociétaire, par exemple Société Anonyme (SA), Société à Responsabilité Limitée (SARL).
L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.
Remarque :
La population des établissements est relativement stable dans le temps et est moins affectée par les mouvements de restructuration juridique et financière que celle des entreprises.

### Excédent brut d'exploitation (EBE)

L'excédent brut d'exploitation (EBE) est le solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.
Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.
L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

### Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur. Elles comprennent les livraisons intracommunautaires.
Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes car elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises. Leur ventilation est présentée par secteurs d'entreprises et branches, non par produits comme le font les sources douanières.

### Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.
On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait, les facturations sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

### Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre I.01 « Comptes nationaux ».

### Industrie manufacturière (hors IAA)

L'industrie manufacturière (hors IAA) regroupe les industries de biens de consommation, de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

### Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production ; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

### Livraisons

Aux variations de stocks près, les livraisons correspondent approximativement aux productions commercialisables. Néanmoins, les comptages peuvent être effectués avec un certain décalage dans le temps, d'où des divergences sensibles surtout sur le plan mensuel.
Les livraisons sont comptabilisées en quantités physiques. Quand la production n'est pas recensée, les livraisons constituent une saisie indirecte du phénomène, qui est valable pour autant que le rôle des stocks ne soit pas prépondérant.
Dans certains cas, il est spécifié que les livraisons sont totales, c'est-à-dire qu'elles comportent la part des interlivraisons imputables à l'intégration des fabrications au sein d'une même entreprise.

### Participation étrangère

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 33,3 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation par une ou plusieurs sociétés étrangères supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 33,3 et 50 %. Au-dessous de 33,3 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

### Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).
Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et auto-consommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette

terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.
Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

### Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.
Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

### Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

### Résultat courant avant impôts

Il est égal aux produits d'exploitation + quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun (produits) + produits financiers - charges d'exploitation - quotes-parts de résultats sur opérations en commun (charges) - charges financières. Il est bénéficiaire si les produits dépassent les charges ou déficitaire dans le cas contraire.

### Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

### Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

### Résultat net comptable (RNC)

Le résultat net comptable correspond au bénéfice ou perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il s'agit du résultat courant, corrigé du résultat exceptionnel, déduction faite de l'impôt sur le résultat et de l'éventuelle participation des salariés. Il mesure les ressources nettes restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice.

### Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

### Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

### Sous-traitance

– **Sous-traitance industrielle** : Selon l'Afnor, il s'agit des opérations concernant, pour un cycle de production déterminé, une ou plusieurs opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en oeuvre ou de maintenance du produit, dont une entreprise, dite « donneur d'ordres », confie la réalisation à une entreprise, dite « sous-traitant » ou « preneur d'ordres », tenue de se conformer exactement aux directives ou spécifications techniques que ce donneur d'ordres arrête en dernier ressort.
– **Sous-traitance de capacité** : la sous-traitance est dite de capacité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres, équipée elle-même pour exécuter un produit, a recours à une autre entreprise soit occasionnellement, en raison d'une pointe momentanée dans sa production ou d'un incident technique, soit de façon plus ou moins habituelle, parce que désireuse de conserver une capacité propre dans une fabrication déterminée, elle entend utiliser des capacités de production disponibles à l'extérieur.
– **Sous-traitance de spécialité** : la sous-traitance est dite de spécialité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres décide de faire appel à un « spécialiste » disposant des équipements et de la compétence adaptés à ses besoins, parce qu'elle ne peut ou ne souhaite pas s'en doter, pour des raisons relevant de sa stratégie propre.

### Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

### Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

### Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

## 4 ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et du Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.*

### Organismes :

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : direction générale des entreprises, Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) ;
– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) ;
– Insee ;
– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la mer : direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction.

### Sites Internet :

– www.industrie.gouv.fr/sessi
– www.agreste.agriculture.gouv.fr
– www.insee.fr
– www.equipement.gouv.fr
– www.indices.insee.fr

### Publications :

***Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (Sessi)***
– « L'industrie française en 2003/2004 », rapport 2004, CPCI (Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie), novembre 2004.
– Conjoncture industrielle, mensuel.
*Chiffres-clés Analyse :*
– « Les chiffres clés de l'industrie française », édition 2004-2005, mai 2005 ;
– « L'industrie dans les régions en quelques chiffres », édition 2004.
*Chiffres-clés Production industrielle :*
– « La sous-traitance industrielle en chiffres (métaux, plastiques, caoutchouc, électronique) », édition 2005 ;
– « La carrosserie industrielle en chiffres », édition 2005 ;
– « Les fournisseurs de la construction en chiffres », édition 2005 ;
– « La mode en chiffres », édition 2005 ;
– « Les façonniers de l'habillement », édition 2004.
*Chiffres-clés Référence :*
– « Les chiffres-clés de l'industrie française », cédérom, 2005 ;
– « Sessi Entreprises », cédérom, 2005 ;
– « La situation de l'industrie », édition 2005 ;
– « Les consommations d'énergie dans l'industrie en 2003 », édition 2004-2005.

*Le « 4 pages » :*

– « Collaborer pour innover - Un partenariat privé-public souvent de proximité », n° 212, septembre 2005 ;

– « Les décisions d'achat des consommateurs - L'origine géographique après la qualité et le prix », n° 210, septembre 2005 ;

– « La sous-traitance industrielle - Un repli plus net que celui de l'activité », n° 209, août 2005 ;

– « Les partenariats des groupes industriels - Très fréquents, en interne comme en externe », n° 206, juillet 2005 ;

– « La sous-traitance internationale - L'Europe, partenaire privilégié », n° 205, juin 2005 ;

– « Les dépenses de publicité dans l'industrie manufacturière - Plus élevées pour les produits destinés aux ménages », n° 203, mars 2005 ;

– « L'utilisation des Tic dans les entreprises - L'industrie et les services plus « branchés » que le commerce », n° 201, janvier 2005 ;

– « L'emploi des femmes dans l'industrie - La qualité plutôt que la quantité », n° 200, janvier 2005 ;

– « Le commerce extérieur de la France de 1993 à 2002 - Les grands groupes internationaux industriels dynamisent les échanges », n° 199, décembre 2004 ;

– « Internationalisation des équipements mécaniques français - L'Allemagne, clef de voûte en Europe », n° 198, décembre 2004.

*En bref :*

– « Le commerce électronique des entreprises et des ménages en quelques chiffres », édition 2005/2006 ;

– « L'industrie en quelques chiffres », édition 2004.

***Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (Scees)***

– « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires : Entreprises de 20 salariés et plus », enquête annuelle ;

– « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires : Ensemble des entreprises agroalimentaires », enquête annuelle et sources fiscales ;

– « Étude sur la structure des exploitations forestières et scieries », enquête annuelle.

*Agreste Primeur :*

– « Enquête annuelle d'entreprise IAA – Premiers résultats 2004 n° 167, juillet 2005 ;

– « Les relations entre entreprises dans l'industrie agroalimentaire », n° 155, décembre 2004 ;

– « Les matières premières dans les aliments composés pour animaux de ferme en 2003 », n° 153, novembre 2004 ;

– « La publicité des industries agroalimentaires », n° 152, novembre 2004 ;

– « Baisse de la production de foie gras en 2003 », n° 141, mai 2004 ;

– « Un tiers des firmes pratiquent le commerce électronique : L'industrie agroalimentaire en ligne », n° 139, janvier 2004.

***Insee***

*Insee-Première :*

– « Les groupes étrangers en France », à paraître ;

– « Les entreprises de services : concentration accrue sous l'influence des groupes », n° 1038, septembre 2005 ;

– « L'industrie automobile en 2004 », n° 1036, août 2005 ;

– « L'industrie manufacturière en 2004 : une reprise modérée », n° 1031, juillet 2005 ;

– « La hausse des créations d'entreprises se poursuit en 2004 », n° 1002, janvier 2005 ;

– « Les industries agroalimentaires - Atonie en 2003, croissance régulière sur 25 ans », n° 988, novembre 2004 ;

– « La sous-traitance réalisée par les petites entreprises industrielles », n° 964, mai 2004.

*Insee-Résultats, série Économie :*

– « Images économiques des entreprises et des groupes au 1er janvier 2003 », n° 20, décembre 2004.

*Document de travail :*

– « Réponses individuelles aux enquêtes de conjoncture et prévision macroéconomique : Exemple de la prévision de la production manufacturière », Olivier Biau, Hélène Erkel-Rousse et Nicolas Ferrari, juillet 2005 ;

– « Prévoir l'investissement des entreprises - Un indicateur des révisions dans l'enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie », Nicolas Ferrari, juillet 2005 ;

– « Délocalisations et réductions d'effectifs dans l'industrie française », Patrick Aubert et Patrick Sillard, mai 2005.

*Vous obtiendrez des informations supplémentaires en vous reportant au chapitre N.02.*

***Autres***

– « Compétitivité du secteur des Tic en France », Rapport final de l'Idate à l'attention de la Digitip, juillet 2004.

– « La France, puissance industrielle. Une nouvelle politique industrielle par les territoires. », Étude prospective de la Datar, février 2004.

– « Principaux indicateurs économiques », Annuaire statistique de l'OCDE.

## TABLEAU N.01-1

### Structures industrielles françaises (hors IAA) : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi)
Enquête annuelle d'entreprise

*Unités* : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier

| Secteur d'activité | Code Nes 114 ou Naf | Nombre d'entreprises | Effectif employé (1) | Chiffre d'affaires hors taxes | Chiffre d'affaires à l'exportation | Investissements corporels totaux | Résultat d'exploitation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Industrie de l'habillement et des fourrures | C11 | 906 | 63,2 | 10 494 | 3 437 | 136 | 574 |
| Industrie du cuir et de la chaussure | C12 | 318 | 33,3 | 3 727 | 1 213 | 99 | 271 |
| Édition, imprimerie, reproduction | C20 | 1 728 | 142,2 | 26 355 | 1 884 | 654 | 1 194 |
| Industrie pharmaceutique | C31 | 278 | 104,7 | 44 355 | 13 256 | 1 078 | 4 747 |
| Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien | C32 | 287 | 58,7 | 20 191 | 7 390 | 450 | 1 372 |
| Fabrication de meubles | C41 | 674 | 78,6 | 10 111 | 1 618 | 252 | 187 |
| Bijouterie et fabrication d'instruments de musique | C42 | 102 | 7,5 | 1 145 | 409 | 26 | 31 |
| Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses | C43 | 255 | 25,4 | 4 278 | 1 823 | 109 | 205 |
| Fabrication d'appareils domestiques | C44 | 66 | 21,4 | 4 587 | 1 335 | 115 | 220 |
| Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image) | C45 | 52 | 18,0 | 7 109 | 2 992 | 78 | 70 |
| Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie | C46 | 126 | 15,8 | 1 999 | 877 | 52 | 86 |
| Construction automobile | D01 | 322 | 209,2 | 86 673 | 50 353 | 3 788 | 1 092 |
| Fabrication d'équipements automobiles | D02 | 227 | 92,6 | 20 026 | 8 169 | 665 | 627 |
| Construction navale | E11 | 121 | 31,9 | 4 381 | 2 046 | 93 | 167 |
| Construction de matériel ferroviaire roulant | E12 | 38 | 15,6 | 2 781 | 1 169 | 38 | – 167 |
| Construction aéronautique et spatiale | E13 | 108 | 83,9 | 19 634 | 11 856 | 829 | 1 643 |
| Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport (n.c.a.) | E14 | 52 | 7,1 | 1 117 | 409 | 45 | 4 |
| Fabrication d'éléments en métal pour la construction | E21 | 605 | 40,9 | 5 432 | 560 | 138 | 303 |
| Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières | E22 | 928 | 71,1 | 7 680 | 1 325 | 154 | 259 |
| Fabrication d'équipements mécaniques | E23 | 357 | 66,9 | 12 782 | 6 957 | 332 | 535 |
| Fabrication de machines d'usage général | E24 | 786 | 95,0 | 15 442 | 5 283 | 210 | 795 |
| Fabrication de machines agricoles | E25 | 207 | 18,8 | 3 716 | 1 295 | 66 | 47 |
| Fabrication de machines-outils | E26 | 166 | 12,4 | 1 881 | 680 | 36 | 50 |
| Fabrication d'autres machines d'usage spécifique | E27 | 635 | 57,6 | 10 135 | 5 175 | 189 | 319 |
| Fabrication d'armes et munitions (hors matériel militaire) | E28 | 15 | 13,0 | 2 536 | 1 003 | 63 | 38 |
| Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique | E31 | 62 | 28,9 | 11 437 | 6 212 | 164 | 633 |
| Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques | E32 | 169 | 25,0 | 3 665 | 1 724 | 78 | 194 |
| Fabrication d'appareils d'émission et de transmission | E33 | 162 | 58,9 | 13 159 | 6 873 | 220 | – 23 |
| Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie | E34 | 264 | 27,2 | 5 140 | 1 992 | 155 | 193 |
| Fabrication de matériel de mesure et de contrôle | E35 | 461 | 59,6 | 12 210 | 5 777 | 246 | 497 |
| Extraction de minerais métalliques | F11 | 2 | 0,2 | c | c | c | c |
| Extraction de produits de carrières et minéraux divers | F12 | 339 | 22,0 | ... | ... | ... | ... |
| Fabrication de verre et d'articles en verre | F13 | 181 | 49,5 | 6 875 | 2 563 | 286 | 383 |
| Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction | F14 | 691 | 76,9 | 15 074 | 2 231 | 621 | 1 469 |
| Filature et tissage | F21 | 498 | 37,3 | 5 639 | 2 636 | 133 | 78 |
| Fabrication de produits textiles | F22 | 467 | 37,3 | 5 036 | 1 637 | 134 | 189 |
| Fabrication d'étoffes et d'articles en maille | F23 | 153 | 14,7 | 1 924 | 406 | 36 | 121 |
| Travail du bois et fabrication d'articles en bois (2) | F31 | 674 | 47,5 | 6 935 | 1 157 | 212 | 278 |
| Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton | F32 | 117 | 28,3 | 7 926 | 4 003 | 415 | 73 |
| Fabrication d'articles en papier ou en carton | F33 | 473 | 59,8 | 10 931 | 1 877 | 392 | 495 |
| Industrie chimique minérale | F41 | 125 | 24,6 | 8 074 | 2 380 | 383 | 143 |
| Industrie chimique organique | F42 | 179 | 44,2 | 21 379 | 11 255 | 998 | 48 |
| Parachimie | F43 | 350 | 57,0 | 16 644 | 7 174 | 428 | 776 |
| Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques | F44 | 10 | 2,4 | 575 | 375 | 7 | – 29 |
| Industrie du caoutchouc | F45 | 161 | 73,1 | 10 714 | 4 516 | 375 | 358 |
| Transformation des matières plastiques | F46 | 1 422 | 170,5 | 24 770 | 5 680 | 1 045 | 985 |
| Sidérurgie et première transformation de l'acier | F51 | 136 | 60,1 | 16 508 | 8 508 | 428 | 431 |
| Production de métaux non ferreux | F52 | 84 | 22,6 | 7 546 | 3 540 | 221 | 132 |
| Fonderie | F53 | 218 | 36,3 | 3 610 | 1 029 | 135 | – 8 |
| Services industriels du travail des métaux | F54 | 2 213 | 150,2 | 15 324 | 2 804 | 692 | 348 |
| Fabrication de produits métalliques | F55 | 881 | 91,3 | 12 141 | 3 264 | 392 | 610 |
| Récupération | F56 | 284 | 17,2 | 3 719 | 940 | 192 | 156 |
| Fabrication de matériel électrique | F61 | 562 | 131,2 | 20 837 | 8 835 | 755 | 403 |
| Fabrication de composants électroniques | F62 | 343 | 60,9 | 10 378 | 6 304 | 638 | – 238 |
| Extraction de produits énergétiques | G11 à G13 | 18 | 6,1 | 902 | 107 | 60 | – 112 |
| Cokéfaction et industrie nucléaire | G14 | 9 | 11,5 | 3 746 | 1 537 | 89 | 289 |
| Raffinage de pétrole | G15 | 46 | 18,1 | 47 498 | 5 435 | 701 | 153 |
| Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur | G21 | 149 | 163,2 | 53 464 | 3 767 | 4 132 | 6 847 |
| Captage, traitement et distribution d'eau | G22 | 85 | 34,1 | 10 013 | 122 | 350 | 487 |
| **Total industrie, hors IAA (2)** | | **21 347** | **3 132,7** | **726 548** | **249 601** | **25 120** | **31 396** |

(1) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.
(2) Non compris le « Sciage et rabotage du bois », activité reprise dans le 20.1A (tableau N01-2).

## TABLEAU N.01-2

### Structures des industries agroalimentaires : année 2003 (1)

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees - Agreste)
Enquête annuelle d'entreprise (2)

*Unités* : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier

| (3) Secteur d'activité | Code Nes 114 ou Naf | Nombre d'entreprises | Effectif employé (4) | Chiffre d'affaires hors taxes | Chiffre d'affaires à l'exportation | Investissements corporels h. apports | Résultat courant avant impôts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Industrie des viandes** | **15.1** | **1 037** | **144,7** | **29 625** | **3 147** | **631** | **433** |
| Production de viandes de boucherie | 15.1A | 432 | 54,9 | 13 848 | 1 392 | 239 | 113 |
| Production de viandes de volaille | 15.1C | 170 | 35,8 | 5 925 | 1 149 | 119 | 50 |
| Préparation industrielle de produits à base de viande | 15.1E | 435 | 54,0 | 9 852 | 606 | 273 | 270 |
| **Industrie du poisson** | **15.2** | **152** | **16,3** | **3 077** | **302** | **83** | **121** |
| Industrie du poisson | 15.2 Z | 152 | 16,3 | 3 077 | 302 | 83 | 121 |
| **Industrie des fruits et légumes** | **15.3** | **155** | **26,3** | **6 347** | **1 122** | **240** | **246** |
| Transformation et conservation de pommes de terre | 15.3A | 8 | 2,9 | 701 | 134 | 35 | 21 |
| Préparation de jus de fruits et légumes | 15.3C | 15 | 2,1 | 754 | 97 | 22 | 36 |
| Transformation et conservation de légumes | 15.3E | 80 | 14,5 | 3 148 | 609 | 122 | 128 |
| Transformation et conservation de fruits | 15.3F | 52 | 6,8 | 1 744 | 282 | 61 | 61 |
| **Industrie des corps gras** | **15.4** | **27** | **2,3** | **1 739** | **273** | **33** | **63** |
| Fabrication d'huiles et graisses brutes | 15.4A | 14 | 1,0 | *c* | *c* | *c* | *c* |
| Fabrication d'huiles et graisses raffinées | 15.4C | 11 | 1,0 | 721 | 109 | 10 | 31 |
| Fabrication de margarine | 15.4E | 2 | 0,3 | *c* | *c* | *c* | *c* |
| **Industrie laitière** | **15.5** | **321** | **65,1** | **24 194** | **3 456** | **456** | **458** |
| Fabrication de lait liquide et de produits frais | 15.5A | 56 | 18,6 | 8 280 | 843 | 158 | 298 |
| Fabrication de beurre | 15.5B | 16 | 2,7 | 1 863 | 216 | 19 | – |
| Fabrication de fromages | 15.5C | 203 | 34,1 | 10 535 | 1 705 | 202 | 120 |
| Fabrication d'autres produits laitiers | 15.5D | 25 | 3,7 | 1 740 | 538 | 33 | – |
| Fabrication de glaces et sorbets | 15.5F | 21 | 6,0 | 1 776 | 154 | 44 | 40 |
| **Travail des grains ; fabrication de produits amylacés** | **15.6** | **112** | **12,8** | **4 542** | **1 945** | **329** | **110** |
| Meunerie | 15.6A | 83 | 4,8 | 1 522 | 200 | 50 | 71 |
| Autres activités de travail des grains | 15.6B | 22 | 2,8 | *c* | *c* | *c* | *c* |
| Fabrication de produits amylacés | 15.6D | 7 | 5,2 | *c* | *c* | *c* | *c* |
| **Fabrication d'aliments pour animaux** | **15.7** | **217** | **21,5** | **9 542** | **1 256** | **212** | **238** |
| Fabrication d'aliments pour animaux de ferme | 15.7A | 192 | 13,3 | 6 356 | 212 | 110 | 60 |
| Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie | 15.7C | 25 | 8,2 | 3 186 | 1 044 | 102 | 178 |
| **Autres industries alimentaires** | **15.8** | **762** | **106,5** | **25 688** | **4 938** | **812** | **1 542** |
| Fabrication industrielle de pain et pâtisserie fraîche | 15.8A | 286 | 33,6 | 4 500 | 413 | 236 | 200 |
| Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation | 15.8F | 113 | 16,8 | 3 140 | 239 | 107 | 154 |
| Fabrication de sucre | 15.8H | 19 | 8,1 | 3 464 | 720 | 88 | 174 |
| Chocolaterie, confiserie | 15.8K | 109 | 21,1 | 6 269 | 1 876 | 131 | 402 |
| Fabrication de pâtes alimentaires | 15.8M | 27 | 4,1 | 1 160 | 101 | 37 | 2 |
| Transformation du thé et du café | 15.8P | 43 | 4,9 | 2 079 | 130 | 46 | 216 |
| Fabrication de condiments et assaisonnements | 15.8R | 28 | 3,2 | 869 | 119 | 33 | 52 |
| Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques | 15.8T | 37 | 4,6 | 1 218 | 168 | 35 | 129 |
| Industries alimentaires n.c.a. | 15.8V | 100 | 10,1 | 2 989 | 1 172 | 99 | 213 |
| **Industrie des boissons** | **15.9** | **434** | **43,6** | **19 418** | **5 412** | **769** | **1 915** |
| Production d'eaux de vie naturelles | 15.9A | 47 | 3,9 | 2 038 | 1 500 | 42 | 418 |
| Fabrication de spiritueux | 15.9B | 26 | 4,1 | 1 419 | 394 | 41 | 159 |
| Production d'alcool éthylique de fermentation | 15.9D | 18 | 0,9 | 345 | 88 | 15 | 9 |
| Champagnisation | 15.9F | 90 | 6,0 | 3 405 | 1 327 | 93 | 473 |
| Vinification | 15.9G | 160 | 5,5 | 1 958 | 391 | 136 | 30 |
| Cidrerie | 15.9J | 7 | 0,6 | *c* | *c* | *c* | *c* |
| Production d'autres boissons fermentées | 15.9L | 2 | 0,3 | *c* | *c* | *c* | *c* |
| Brasserie | 15.9N | 13 | 4,7 | 2 046 | 116 | 132 | 173 |
| Malterie | 15.9Q | 6 | 0,7 | 505 | 360 | 24 | 30 |
| Industrie des eaux de table | 15.9S | 41 | 10,3 | 3 702 | 839 | 177 | 439 |
| Production de boissons rafraîchissantes | 15.9T | 24 | 6,6 | 3 779 | 374 | 100 | 181 |
| **Industries agricoles et alimentaires** | **15** | **3 217** | **439,1** | **124 172** | **21 851** | **3 565** | **5 126** |
| Exploitation forestière | 02.0B | 37 | 1,6 | 373 | 80 | 7 | 4 |
| Sciage et rabotage du bois | 20.1A | 272 | 13,5 | 1 916 | 362 | 69 | 13 |
| Entreposage frigorifique | 63.1D | 55 | 9,3 | 763 | 3 | 29 | 28 |
| **Total IAA** | | **3 581** | **463,5** | **127 224** | **22 296** | **3 670** | **5 171** |

(1) Hors activités 15.8B, 15.8C, 15.8D exclues de l'enquête du Scees.
(2) Champ de l'enquête : entreprise de 20 salariés et plus ou réalisant plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires.
(3) Pour les définitions branche et secteur, voir partie « 3. Définitions » de ce chapitre.
(4) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et des effectifs prêtés à d'autres entreprises.

## TABLEAU N.01-3

### Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 2000 des entreprises de 10 salariés et plus de la branche

*Source* : Insee

*Unités* : Pondérations : Million d'euros 2000
Indice base 100 : Année 2000

| Intitulé de la branche | Codes Nes 16 et 36 | | Pondération | *r* 1995 | *r* 1999 | 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ensemble de l'industrie (Nes EB à EG)** | | | **210 519** | **87,4** | **96,3** | **100,0** | **101,3** | **99,8** | **99,3** | **101,7** |
| **Industrie hors énergie et IAA (Nes EC à EF)** | | | **163 945** | **85,4** | **95,5** | **100,0** | **101,1** | **99,0** | **98,0** | **100,7** |
| **INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES** | **EB** | | **18 574** | **95,9** | **102,1** | **100,0** | **100,8** | **103,5** | **102,8** | **102,8** |
| Industries agricoles et alimentaires | | B0 | 18 574 | 95,9 | 102,1 | 100,0 | 100,8 | 103,5 | 102,8 | 102,8 |
| **INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION** | **EC** | | **30 707** | **99,9** | **98,9** | **100,0** | **101,8** | **99,2** | **99,4** | **101,8** |
| Habillement, cuir | | C1 | 4 652 | 190,9 | 117,5 | 100,0 | 90,9 | 74,1 | 62,0 | 55,7 |
| Édition, imprimerie, reproduction | | C2 | 8 324 | 88,6 | 97,2 | 100,0 | 99,4 | 96,4 | 95,0 | 97,3 |
| Pharmacie, parfumerie, entretien | | C3 | 12 198 | 77,2 | 94,0 | 100,0 | 109,1 | 113,3 | 121,7 | 127,5 |
| Industries des équipements du foyer | | C4 | 5 533 | 90,3 | 96,6 | 100,0 | 98,3 | 93,7 | 88,3 | 90,6 |
| **INDUSTRIE AUTOMOBILE** | **ED** | | **19 144** | **66,4** | **93,2** | **100,0** | **107,4** | **108,7** | **107,1** | **112,7** |
| Industrie automobile | | D0 | 19 144 | 66,4 | 93,2 | 100,0 | 107,4 | 108,7 | 107,1 | 112,7 |
| **INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT** | **EE** | | **40 162** | **82,6** | **95,2** | **100,0** | **101,3** | **98,7** | **98,8** | **101,8** |
| Construction navale, aéronautique et ferroviaire | | E1 | 7 931 | 69,4 | 100,2 | 100,0 | 108,1 | 99,6 | 102,2 | 103,6 |
| Industries des équipements mécaniques | | E2 | 18 073 | 88,7 | 96,1 | 100,0 | 101,3 | 103,2 | 101,3 | 105,4 |
| Industries des équipements électriques et électroniques | | E3 | 14 158 | 82,2 | 91,3 | 100,0 | 97,7 | 92,5 | 93,8 | 96,1 |
| **INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES** | **EF** | | **73 932** | **85,7** | **94,8** | **100,0** | **99,0** | **96,6** | **94,6** | **96,5** |
| Industries des produits minéraux | | F1 | 8 136 | 93,5 | 95,8 | 100,0 | 99,1 | 96,8 | 95,6 | 98,6 |
| Industrie textile | | F2 | 4 302 | 115,4 | 105,4 | 100,0 | 95,7 | 89,3 | 82,8 | 77,2 |
| Industries du bois et du papier | | F3 | 7 605 | 90,5 | 95,9 | 100,0 | 97,5 | 97,4 | 97,4 | 100,0 |
| Chimie, caoutchouc, plastiques | | F4 | 22 152 | 83,8 | 95,4 | 100,0 | 98,5 | 97,4 | 96,8 | 99,3 |
| Métallurgie et transformation des métaux | | F5 | 21 278 | 87,1 | 94,2 | 100,0 | 99,7 | 97,0 | 93,5 | 95,4 |
| Industries des composants électriques et électroniques | | F6 | 10 459 | 65,3 | 88,9 | 100,0 | 100,9 | 96,3 | 94,3 | 96,9 |
| **ÉNERGIE** | **EG** | | **28 000** | **93,6** | **97,3** | **100,0** | **102,8** | **101,9** | **104,9** | **106,5** |
| Production de combustibles et de carburants | | G1 | 4 105 | 102,5 | 97,9 | 100,0 | 100,8 | 94,2 | 98,2 | 97,5 |
| Eau, gaz, électricité | | G2 | 23 895 | 92,1 | 97,3 | 100,0 | 103,2 | 103,2 | 106,1 | 108,0 |
| **CONSTRUCTION** | **EH** | | **33 797** | **92,1** | **95,9** | **100,0** | **103,4** | **104,9** | **105,1** | **108,0** |
| Construction | | H0 | 33 797 | 92,1 | 95,9 | 100,0 | 103,4 | 104,9 | 105,1 | 108,0 |

## TABLEAU N.01-4

### Indices de la production industrielle de l'industrie manufacturière dans plusieurs pays (1)

*Source* : Eurostat

*Unité* : Base 100 en 2000

| Pays | *r* 1995 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Zone euro (2)** | **85,5** | **89,3** | **93,0** | **94,7** | **100,0** | **100,3** | **99,5** | **99,5** | **101,5** |
| **Union européenne à 15** | **86,7** | **90,3** | **93,6** | **95,1** | **100,0** | **100,0** | **99,0** | **99,0** | **100,9** |
| Allemagne | 86,0 | 89,1 | 92,9 | 94,1 | 99,9 | 100,4 | 99,3 | 99,5 | 102,6 |
| Autriche | ... | 78,7 | 85,8 | 91,0 | 100,0 | 102,2 | 102,2 | 104,6 | 111,9 |
| Belgique | 86,0 | 90,7 *p* | 93,4 *p* | 94,4 *p* | 100,0 *p* | 99,9 *p* | 100,8 *p* | 101,3 *p* | 105,6 *p* |
| Danemark | 86,6 | 91,8 | 94,7 | 94,8 | 100,2 | 101,9 | 102,9 | 102,2 | 101,9 |
| Espagne | 83,5 *e* | 88,7 *e* | 94,3 *e* | 96,5 *e* | 100,0 *e* | 97,7 *e* | 98,1 *e* | 99,5 *e* | 100,8 *e* |
| Finlande | 69,0 | 77,2 | 85,0 | 90,0 | 102,3 | 101,4 | 103,6 | 104,0 | 109,0 |
| **France** | **86,6** | **90,5** | **93,8** | **96,0** | **100,1** | **101,1** | **99,6** | **98,8** | **100,6** |
| Grèce | 87,1 | 88,8 | 96,0 | 95,2 | 100,0 | 97,5 | 97,4 | 97,0 | 98,1 |
| Irlande | 47,9 | 61,9 | 75,1 | 86,4 | 100,0 | 110,4 | 118,7 | 124,1 | 124,3 |
| Italie | 93,8 | 95,5 | 96,4 | 95,9 | 100,0 | 98,9 | 96,7 | 95,5 | 94,6 |
| Luxembourg | 80,9 *e* | 86,4 *e* | 93,7 *e* | 95,3 *e* | 100,0 | 103,0 | 104,6 | 108,9 | 115,2 |
| Pays-Bas | 88,0 | 90,8 | 93,5 | 95,8 | 100,0 | 99,3 | 98,5 | 95,8 *p* | 96,2 *p* |
| Portugal | 89,8 | 96,6 | 100,0 | 100,5 | 100,0 | 102,3 | 102,6 | 102,2 | 101,4 |
| Royaume-Uni | 93,7 *e* | 96,0 *e* | 96,6 *e* | 97,3 *e* | 100,0 *e* | 98,4 *e* | 95,4 *e* | 95,4 *e* | 97,1 *e* |
| Suède | 82,3 | 88,3 | 92,1 | 94,3 | 100,4 | 99,9 | 101,1 | 103,7 | 106,8 |
| **Union européenne à 25 (3)** | **86,2** | **90,1** | **93,4** | **94,9** | **100,0** | **100,2** | **99,4** | **99,8** | **102,2** |
| Chypre | ... | ... | ... | 96,2 | 100,0 | 100,8 *p* | 104,0 *p* | 104,6 | 104,9 *p* |
| Estonie | ... | ... | 89,5 | 86,7 | 101,5 | 111,5 | 121,5 | 135,2 | 147,3 |
| Hongrie | ... | ... | 73,5 | 82,1 | 100,0 | 104,5 | 108,3 | 115,3 | 124,1 |
| Lettonie | ... | 104,4 | 106,7 | 96,1 | 101,7 | 108,9 | 116,0 | 125,2 | 132,2 |
| Lituanie | ... | ... | 107,3 | 94,9 | 100,0 | 115,8 | 119,1 | 135,9 | 152,0 |
| Pologne | 65,1 | 82,3 | 87,3 | 92,1 | 100,0 | 99,9 | 102,0 | 112,2 | 127,8 |
| République tchèque | ... | ... | 103,9 *p* | 100,7 *p* | 102,4 *p* | 114,2 *p* | 120,3 *p* | 127,1 *p* | 140,1 *p* |
| Slovaquie | ... | ... | 94,7 | 91,5 | 100,0 | 110,0 | 119,1 | 128,1 | 134,1 |
| Slovénie | ... | ... | 92,5 | 92,2 | 100,0 | 103,0 | 104,8 | 106,0 | 109,6 *p* |
| Japon | 95,7 *e* | 101,4 *e* | 94,2 *e* | 94,4 *e* | 100,0 *e* | 93,1 *e* | 91,9 *e* | 94,9 *e* | 100,1 *e* |

(1) Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO). Correspond à la « Nace section D ».
(2) Europe des 11 jusqu'au 31 décembre 2000, Europe des 12 à partir du 1er janvier 2001. Comprend : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal.
(3) Malte ne fournit pas d'informations au sujet de l'indice de la production industrielle.

## TABLEAU N.01-5

### Indicateurs de rentabilité par grand secteur et par taille d'entreprise (1) (2)

(champ apparent)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE) *Unité* : %

| | Industries des biens de consommation hors pharmacie | Pharmacie | Industrie automobile | Industries des biens d'équipement | Industries des biens intermé-diaires | PMI (20 à 249 salariés) | Entreprises de 250 salariés et plus | **Total industrie** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Rentabilité commerciale** (EBE/CAHT) | | | | | | | | |
| 2002 | 7,4 | 12,0 | 6,0 | 5,7 | 7,0 | 7,3 | 6,7 | **6,9** |
| 2001 | 7,6 | 13,0 | 5,6 | 5,3 | 7,3 | 7,5 | 6,8 | **7,0** |
| 2000 | 7,7 | 12,5 | 6,6 | 6,9 | 8,7 | 8,1 | 8,1 | **8,0** |
| 1999 | 8,0 | 12,2 | 7,3 | 6,8 | 8,5 | 8,1 | 8,1 | **8,1** |
| 1998 | 7,7 | 12,0 | 7,6 | 6,6 | 8,7 | 8,1 | 8,2 | **8,1** |
| 1996 | 8,0 | 14,0 | 4,8 | 5,4 | 8,4 | 8,0 | 7,2 | **7,4** |
| 1995 | 8,2 | 13,5 | 5,5 | 6,2 | 9,7 | 8,5 | 8,1 | **8,2** |
| 1990 | 8,7 | 11,3 | 8,1 | 9,2 | 10,1 | 9,2 | 9,7 | **9,4** |
| **Rentabilité économique** (EBE/immobilisations corporelles) | | | | | | | | |
| 2002 | 31,2 | 47,2 | 14,3 | 23,8 | 12,1 | 19,3 | 15,8 | **17,2** |
| 2001 | 30,5 | 51,7 | 13,8 | 23,5 | 14,2 | 21,3 | 16,8 | **18,3** |
| 2000 | 31,3 | 46,7 | 16,0 | 31,1 | 17,4 | 23,7 | 20,4 | **21,5** |
| 1999 | 31,6 | 43,5 | 17,1 | 26,8 | 16,3 | 22,3 | 19,4 | **20,5** |
| 1998 | 32,8 | 46,6 | 12,6 | 23,0 | 17,1 | 24,4 | 17,8 | **19,9** |
| 1997 | 31,0 | 43,3 | 17,4 | 24,9 | 16,7 | 22,9 | 19,2 | **20,5** |
| 1996 | 30,8 | 49,4 | 9,6 | 18,8 | 15,7 | 22,4 | 15,6 | **17,7** |
| **Taux de marge** EBE/(VAHT + coût du personnel extérieur) | | | | | | | | |
| 2002 | 26,0 | 45,3 | 33,1 | 18,3 | 24,2 | 22,4 | 26,2 | **25,5** |
| 2001 | 25,8 | 46,6 | 31,7 | 17,8 | 26,3 | 23,4 | 26,6 | **26,0** |
| 2000 | 26,1 | 44,0 | 34,7 | 22,2 | 30,1 | 24,9 | 30,3 | **28,9** |
| 1999 | 26,2 | 42,3 | 36,3 | 21,1 | 28,1 | 24,0 | 29,3 | **27,8** |
| 1998 | 25,4 | 41,1 | 35,1 | 20,3 | 28,4 | 23,9 | 28,8 | **27,5** |
| 1996 | 25,4 | 44,8 | 25,3 | 16,3 | 26,9 | 23,5 | 25,2 | **24,9** |
| 1995 | 25,0 | 40,0 | 26,1 | 17,7 | 28,8 | 24,9 | 27,6 | **25,8** |
| 1990 | 24,9 | 34,5 | 33,0 | 23,4 | 29,4 | 21,1 | 20,5 | **27,7** |
| **Taux annuel d'évolution de la productivité du travail** (VAHT + coût du personnel extérieur)/ (effectif salarié moyen + travailleurs extérieurs) | | | | | | | | |
| 2002 | 5,7 | 1,1 | 6,2 | 3,4 | 0,1 | 1,5 | 3,3 | **2,7** |
| 2001 | 1,8 | 3,9 | – 2,0 | – 3,0 | – 4,0 | – | – 3,5 | **– 2,2** |
| 2000 | 2,6 | 6,5 | – 0,7 | 2,9 | 3,9 | 2,4 | 3,0 | **3,1** |
| 1999 | 3,1 | 5,0 | 6,6 | 3,4 | 0,9 | 1,7 | 3,3 | **2,6** |
| 1998 | 0,7 | 0,1 | 13,2 | 3,9 | 0,9 | 0,7 | 3,5 | **2,9** |
| 1997 | 4,6 | – 0,6 | 7,0 | 4,6 | 5,1 | 3,4 | 6,2 | **5,1** |
| 1996 | 0,7 | 3,8 | – 0,3 | – 0,3 | – 2,9 | 1,0 | – 3,1 | **– 1,1** |
| 1995 | 1,8 | 12,0 | – 0,9 | 2,8 | 6,0 | 3,9 | 4,3 | **4,1** |
| 1990 | 2,3 | 6,3 | – 1,1 | – 1,0 | – 2,1 | – 0,5 | – 0,3 | **– 0,7** |

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Y compris modifications de structure.

## TABLEAU N.01-6

### Principales évolutions par secteur et par taille entre 2002 et 2003 (1)

(à champ reconstitué)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi, EAE)

| | Code Nes | Effectif au 31-déc | Chiffre d'affaires hors taxes | | Investissement | Exportations directes | | (2) Profitabilité (%) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | valeur | volume | valeur | valeur | volume | 2002 | 2003 |
| **PAR GRAND SECTEUR (Industrie hors énergie. Entreprises de 20 salariés et plus)** | | | | | | | | | |
| Biens de consommation | EC | – 3,3 | 0,4 | 0,3 | – 10,8 | 1,3 | – 0,3 | 4,2 | 4,5 |
| Industrie automobile | ED | – 0,6 | 1,1 | 2,3 | – 7,2 | 5,7 | 6,8 | 0,5 | 0,4 |
| Biens d'équipement | EE | – 3,4 | – 2,8 | – 0,5 | – 5,1 | – 1,4 | 0,2 | 0,2 | 1,3 |
| Biens intermédiaires | EF | – 3,1 | – 1,4 | – 1,3 | – 8,5 | – 2,0 | – 1,5 | 0,9 | 1,3 |
| **PAR TAILLE D'ENTREPRISES (Taille des entreprises en nombre de salariés)** | | | | | | | | | |
| PMI (20 à 249 salariés) | /// | – 3,6 | – 1,3 | – 0,3 | – 10,4 | – 1,7 | – 1,4 | 1,5 | 1,7 |
| Grandes entreprises (250 salariés et plus) | /// | – 2,5 | – 1,0 | – | – 7,3 | 0,9 | 1,2 | 1,2 | 1,7 |

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Rapport entre le résultat net comptable (RNC) et le chiffre d'affaires hors taxes.

## TABLEAU N.01-7

### Taux d'investissement par secteur, en Nes 36 (1)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE) *Unité* : %

| | Code Nes | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Biens de consommation** | **EC** | **8,6** | **9,3** | **8,9** | **9,2** | **9,3** | **8,9** | **9,1** | **9,1** |
| Habillement, cuir | C1 | 6,0 | 5,6 | 5,7 | 5,7 | 6,1 | 5,6 | 6,4 | 5,5 |
| Édition, imprimerie, reproduction | C2 | 7,1 | 8,2 | 7,4 | 7,4 | 8,0 | 7,7 | 7,8 | 6,8 |
| Pharmacie, parfumerie et entretien | C3 | 9,1 | 10,5 | 10,4 | 10,5 | 10,3 | 9,4 | 9,7 | 10,0 |
| Industrie des équipements du foyer | C4 | 11,2 | 11,2 | 10,0 | 11,0 | 10,8 | 11,5 | 11,3 | 12,4 |
| **Industrie automobile** | **ED** | **24,1** | **25,4** | **22,3** | **16,8** | **19,8** | **24,8** | **26,8** | **24,3** |
| **Biens d'équipement** | **EE** | **7,7** | **8,2** | **7,5** | **8,1** | **8,1** | **8,5** | **9,6** | **7,7** |
| Construction navale, aéronautique et ferroviaire | E1 | 7,9 | 8,8 | 8,1 | 8,9 | 8,7 | 8,4 | 11,4 | 10,6 |
| Industries des équipements mécaniques | E2 | 6,8 | 7,5 | 7,0 | 7,5 | 7,4 | 7,6 | 8,3 | 6,7 |
| Industries des équipements électriques et électroniques | E3 | 8,6 | 8,7 | 7,8 | 8,3 | 8,6 | 9,4 | 10,1 | 7,2 |
| **Biens intermédiaires** | **EF** | **13,0** | **14,7** | **13,9** | **15,6** | **15,8** | **17,4** | **17,0** | **14,4** |
| Industries des produits minéraux | F1 | 14,4 | 15,4 | 13,5 | 14,4 | 15,1 | 15,5 | 14,4 | 13,4 |
| Industrie textile | F2 | 11,7 | 12,0 | 11,9 | 12,9 | 11,5 | 10,7 | 11,6 | 8,9 |
| Industries du bois et du papier | F3 | 13,5 | 16,1 | 14,2 | 19,0 | 16,7 | 19,6 | 17,2 | 14,0 |
| Chimie, caoutchouc, plastiques | F4 | 13,6 | 15,5 | 14,6 | 16,7 | 17,6 | 17,7 | 17,9 | 16,5 |
| Métallurgie et transformation des métaux | F5 | 10,7 | 12,6 | 12,6 | 14,1 | 14,0 | 12,4 | 15,1 | 12,5 |
| Industries des composants électriques et électroniques | F6 | 14,5 | 16,2 | 15,7 | 15,7 | 17,1 | 27,2 | 22,2 | 16,8 |
| **Ensemble de l'industrie manufacturière (hors agroalimentaire)** | **EC à EF** | **11,9** | **13,0** *r* | **12,1** | **12,5** | **13,1** | **14,4** | **14,6** | **12,8** |

(1) Investissement / Valeur ajoutée hors taxes.

## TABLEAU N.01-8

### Composantes de l'investissement total (1)

*Sources* : Insee, Direction du développement des médias, Inpi, Cereq, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

| | Unités | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | *r* 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Investissement matériel (1) | Milliard | 124,1 | 118,8 | 126,9 | 137,4 | 152,7 | 158,7 | 153,6 |
| Investissement immatériel (2) | d'euros | 44,3 | 53,2 | 60,3 | 64,6 | 69,0 | 71,3 | 73,9 |
| **Investissement total (3)** | » | **168,4** | **172,0** | **187,2** | **202,0** | **221,7** | **230,0** | **227,5** |
| Recherche et développement / investissement matériel | % | 11,7 | 14,0 | 13,9 | 13,6 | 13,0 | 13,0 | 14,2 |
| Transferts techniques / investissement matériel | » | 1,7 | 1,9 | 2,2 | 2,2 | 1,9 | 1,9 | 1,9 |
| Formation / investissement matériel | » | 4,8 | 5,7 | 5,4 | 5,2 | 4,7 | 4,6 | 4,8 |
| Publicité / investissement matériel | » | 14,7 | 19,6 | 20,8 | 20,7 | 20,2 | 19,7 | 21,1 |
| Logiciels / investissement matériel | » | 2,1 | 2,6 | 4,2 | 4,7 | 4,6 | 4,9 | 5,3 |
| Autres incorporels / investissement matériel | » | 0,8 | 1,0 | 0,9 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |
| Immatériel / investissement matériel | » | 35,7 | 44,8 | 47,5 | 47,0 | 45,2 | 44,9 | 48,1 |

(1) L'investissement matériel est égal à la FBCF des sociétés non financières et des entreprises individuelles diminuée de la FBCF en logiciels et de la FBCF en autres immobilisations incorporelles. C'est une notion de comptabilité nationale.
(2) L' investissement immatériel est défini comme la somme des dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises, des transferts techniques entre la France et l'étranger, des dépenses de formation, des dépenses de publicité, des dépenses en logiciels et autres investissements incorporels.
(3) L'investissement total est la somme des investissements matériels et immatériels des sociétés non financières et des entreprises individuelles de l'ensemble de l'économie.

## TABLEAU N.01-9

### Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière au 1er janvier 2002 (1)

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi et Insee)

| Pays | Nombre d'entre-prises | Effectifs (millier de pers.) | Effectifs % | (2) CAHT (million d'euros) | (2) CAHT % | (3) VAHT (million d'euros) | (3) VAHT % | Exportations (million d'euros) | Exportations % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| États-Unis | 642 | 280 | 28,1 | 70 793 | 30,1 | 19 216 | 31,0 | 32 940 | 32,7 |
| Allemagne | 580 | 148 | 14,8 | 30 749 | 13,1 | 8 653 | 14,0 | 11 781 | 11,7 |
| Belgique-Luxembourg | 467 | 114 | 11,4 | 25 143 | 10,7 | 6 218 | 10,0 | 11 235 | 11,2 |
| Royaume-Uni | 307 | 69 | 6,9 | 16 910 | 7,2 | 5 023 | 8,1 | 5 353 | 5,3 |
| Pays-Bas | 288 | 109 | 10,9 | 27 786 | 11,8 | 7 435 | 12,0 | 13 383 | 13,3 |
| Suisse | 251 | 61 | 6,1 | 13 028 | 5,5 | 3 773 | 6,1 | 4 762 | 4,7 |
| Italie | 202 | 63 | 6,3 | 15 036 | 6,4 | 3 894 | 6,3 | 6 005 | 6,0 |
| Suède | 132 | 55 | 5,5 | 12 825 | 5,4 | 3 010 | 4,9 | 5 159 | 5,1 |
| Japon | 74 | 26 | 2,6 | 7 908 | 3,4 | 1 139 | 1,8 | 4 375 | 4,3 |
| Finlande | 48 | 13 | 1,3 | 2 479 | 1,1 | 731 | 1,2 | 1 188 | 1,2 |
| **Union européenne à 15** | **2 216** | **605** | **60,7** | **137 777** | **58,5** | **36 732** | **59,3** | **56 115** | **55,8** |
| **Tous pays** | **3 297** | **996** | **100,0** | **235 331** | **100,0** | **61 964** | **100,0** | **100 638** | **100,0** |

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) CAHT : Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) VAHT : Valeur ajoutée hors taxes.

## TABLEAU N.01-10

### Sous-traitance reçue selon la taille des entreprises en 2003 (1)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE)

| Taille des entreprises | Preneurs d'ordres Nombre | Preneurs d'ordres % | Répartition (%) | Chiffre d'affaires concerné Milliard d'euros | (%) du CAHT des preneurs d'ordres | (%) du CA Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 à 49 salariés | 4 160 | 37,0 | 15,1 | 9,8 | 74,4 | 21,2 |
| 50 à 99 salariés | 1 541 | 36,2 | 11,9 | 7,8 | 67,4 | 19,2 |
| 100 à 249 salariés | 991 | 33,0 | 18,3 | 11,9 | 62,2 | 16,6 |
| **PMI** | **6 692** | **36,2** | **45,3** | **29,5** | **67,2** | **18,6** |
| 250 à 499 salariés | 334 | 31,6 | 16,5 | 10,8 | 64,6 | 16,7 |
| 500 à 999 salariés | 144 | 27,0 | 13,7 | 8,9 | 48,8 | 11,2 |
| 1 000 à 1 999 salariés | 68 | 31,6 | 12,3 | 8,0 | 46,4 | 11,2 |
| 2 000 salariés et plus | 36 | 27,5 | 10,4 | 6,8 | 6,9 | 3,3 |
| **Grandes entreprises** | **582** | **30,1** | **52,9** | **34,5** | **22,9** | **8,1** |
| Hors tranches | 49 | 8,3 | 1,8 | 1,2 | 46,4 | 4,5 |
| **Total** | **7 323** | **34,8** | **100,0** | **65,2** | **33,1** | **10,7** |

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. Définitions ».

## TABLEAU N.01-11

### Sous-traitance industrielle confiée en 2003 (1)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE)

| | Donneurs d'ordres | | Sous-traitance industrielle | | | Sous-traitance (1) de spécialité / sous-traitance industrielle (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % | Milliard d'euros | Répartition (%) | De la production totale (%) | |
| **SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ** | | | | | | |
| Industries des produits minéraux | 667 | 55,0 | 1,0 | 1,9 | 4,4 | 88,8 |
| Industrie textile | 765 | 68,4 | 1,0 | 1,9 | 8,8 | 78,1 |
| Industries du bois et du papier | 821 | 65,0 | 0,5 | 1,0 | 2,3 | 77,9 |
| Chimie, caoutchouc, plastiques | 1 494 | 66,5 | 3,4 | 6,3 | 4,8 | 77,8 |
| Métallurgie et transformation des métaux | 3 199 | 83,8 | 3,7 | 6,8 | 6,6 | 75,3 |
| Industries des composants électriques et électroniques | 702 | 77,6 | 1,4 | 2,6 | 4,9 | 58,5 |
| **Industries des biens intermédiaires** | **7 648** | **72,4** | **11,2** | **20,5** | **5,2** | **75,6** |
| Construction navale, aéronautique et ferroviaire | 279 | 87,5 | 8,9 | 16,3 | 31,7 | 58,3 |
| Industries des équipements mécaniques | 3 068 | 83,1 | 6,2 | 11,3 | 12,2 | 75,8 |
| Industries des équipements électriques et électroniques | 861 | 77,0 | 4,8 | 8,9 | 11,5 | 79,6 |
| **Industries des biens d'équipement** | **4 208** | **82,1** | **19,8** | **36,5** | **16,5** | **68,9** |
| **Industrie automobile** | **448** | **81,6** | **14,6** | **26,9** | **14,3** | **11,8** |
| Habillement, cuir, industries diverses | 890 | 72,7 | 1,9 | 3,5 | 14,8 | 79,3 |
| Édition, imprimerie, reproduction | 1 404 | 81,3 | 2,9 | 5,4 | 11,8 | 89,3 |
| Pharmacie, parfumerie, entretien | 405 | 71,7 | 3,0 | 5,5 | 5,3 | 97,1 |
| Industries des équipements du foyer | 887 | 69,6 | 0,9 | 1,7 | 4,3 | 61,5 |
| **Industries des biens de consommation** | **3 586** | **74,8** | **8,7** | **16,1** | **7,5** | **86,8** |
| **Ensemble de l'industrie (hors IAA)** | **15 890** | **75,6** | **54,3** | **100,0** | **9,8** | **57,8** |
| **SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES** | | | | | | |
| 20 à 49 salariés | 8 006 | 71,2 | 3,7 | 6,8 | 8,3 | 79,2 |
| 50 à 99 salariés | 3 261 | 76,6 | 2,8 | 5,1 | 7,4 | 77,0 |
| 100 à 249 salariés | 2 459 | 81,8 | 4,7 | 8,7 | 7,2 | 72,4 |
| **PMI** | **13 726** | **74,2** | **11,2** | **20,6** | **7,6** | **75,8** |
| 250 à 499 salariés | 867 | 82,0 | 4,7 | 8,7 | 8,0 | 80,3 |
| 500 à 999 salariés | 458 | 85,9 | 4,5 | 8,3 | 6,3 | 82,4 |
| 1 000 à 1 999 salariés | 178 | 82,8 | 3,9 | 7,2 | 6,7 | 70,9 |
| 2 000 salariés et plus | 118 | 90,1 | 26,5 | 48,8 | 13,7 | 36,9 |
| **Grandes entreprises** | **1 621** | **83,7** | **39,7** | **73,0** | **10,4** | **50,6** |
| Hors tranches | 543 | 92,0 | 3,5 | 6,4 | 14,1 | 82,6 |
| **Total** | **15 890** | **75,6** | **54,3** | **100,0** | **9,8** | **57,8** |

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. Définitions ».

## TABLEAU N.01-12

### Entreprises de 20 salariés et plus à participation étrangère selon le secteur d'activité au 1er janvier 2002 (1)

*Sources* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Insee et Sessi)

| Secteur | Nombre d'entreprises | Effectifs (millier) | % du secteur | CAHT (million d'euros) | % du secteur | VAHT (million d'euros) | % du secteur | Exportations (million d'euros) | % du secteur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Biens de consommation** | **552** | **153** | **25,8** | **44 037** | **35,8** | **12 574** | **34,8** | **13 183** | **41,3** |
| Habillement, cuir | 64 | 12 | 11,0 | 2 111 | 14,4 | 494 | 11,7 | 977 | 21,5 |
| Édition, imprimerie, reproduction | 156 | 22 | 14,8 | 6 010 | 22,7 | 2 112 | 22,7 | 632 | 33,1 |
| Pharmacie, parfumerie, entretien | 174 | 74 | 46,6 | 28 073 | 49,1 | 8 156 | 51,2 | 8 826 | 48,2 |
| Industries des équipements du foyer | 158 | 45 | 25,7 | 7 843 | 32,0 | 1 812 | 27,2 | 2 748 | 38,4 |
| **Industrie automobile** | **137** | **85** | **26,7** | **19 451** | **18,1** | **4 153** | **22,1** | **9 304** | **17,4** |
| **Biens d'équipement** | **880** | **267** | **36,0** | **62 385** | **45,1** | **17 138** | **41,9** | **31 957** | **50,6** |
| Construction navale, aéronautique, ferroviaire | 50 | 44 | 34,0 | 10 296 | 39,7 | 3 500 | 38,7 | 6 018 | 39,9 |
| Industries des équipements mécaniques | 608 | 141 | 37,5 | 26 376 | 45,9 | 7 705 | 43,2 | 12 680 | 60,2 |
| Équipements électriques et électroniques | 222 | 82 | 34,8 | 25 713 | 46,8 | 5 933 | 42,3 | 13 259 | 49,1 |
| **Biens intermédaires** | **1 728** | **490** | **34,9** | **109 458** | **42,9** | **28 100** | **39,3** | **46 194** | **49,7** |
| Industries des produits minéraux | 192 | 47 | 30,6 | 9 567 | 37,3 | 3 254 | 34,2 | 2 176 | 40,0 |
| Industrie textile | 121 | 20 | 19,3 | 2 938 | 20,8 | 844 | 21,8 | 1 153 | 22,5 |
| Industrie du bois et du papier | 248 | 62 | 44,3 | 14 983 | 56,4 | 3 859 | 52,1 | 5 504 | 72,4 |
| Chimie, caoutchouc, plastique | 557 | 142 | 37,5 | 36 097 | 42,3 | 9 219 | 42,0 | 15 034 | 46,4 |
| Métallurgie et transformation des métaux | 430 | 131 | 32,9 | 26 375 | 42,1 | 6 500 | 36,2 | 11 112 | 50,0 |
| Composants électriques et électroniques | 180 | 88 | 38,6 | 19 498 | 47,9 | 4 424 | 40,6 | 11 215 | 55,8 |
| **Total** | **3 297** | **995** | **32,6** | **235 331** | **37,7** | **61 965** | **37,0** | **100 638** | **41,7** |

(1) Ne sont reprises dans ce tableau que les entreprises à capitaux majoritaires étrangers, c'est-à-dire celles dont le capital est détenu au moins à 50 % par une ou plusieurs sociétés étrangères.

## TABLEAU N.01-13

### Principales grandeurs des entreprises industrielles (1)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE)

| | 2000 | | | | 2002 | | | | 2003 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | PMI (2) | 20 à 499 salariés | 500 salariés et plus | Ensemble (3) | PMI (2) | 20 à 499 salariés | 500 salariés et plus | Ensemble (3) | PMI (2) | 20 à 499 salariés | 500 salariés et plus | Ensemble (3) |
| Nombre d'entreprises | 19 216 | 20 327 | 949 | 21 276 | 18 906 | 19 997 | 895 | 20 892 | 18 505 | 20 095 | 936 | 21 031 |
| Effectif (millier) | 1 185 | 1 568 | 1 444 | 3 012 | 1 157 | 1 537 | 1 390 | 2 927 | 1 123 | 1 852 | 1 035 | 2 887 |
| Chiffre d'affaires hors taxes (milliard d'euros) | 158,0 | 224,2 | 381,9 | 606,1 | 158,9 | 225,7 | 364,7 | 590,4 | 158,7 | 302,8 | 305,7 | 608,5 |
| Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes (%) | 23,1 | 27,1 | 44,0 | 37,7 | 23,2 | 27,0 | 45,4 | 38,4 | 23,2 | 29,6 | 48,5 | 39,1 |
| Investissements / Chiffre d'affaires hors taxes (%) | 3,6 | 3,8 | 4,1 | 4,0 | 3,3 | 3,5 | 3,7 | 3,6 | 3,1 | 3,3 | 3,2 | 3,2 |
| Valeur ajoutée hors taxes / Chiffre d'affaires hors taxes (%) | 32,4 | 31,8 | 25,3 | 27,7 | 32,5 | 31,5 | 25,4 | 27,7 | 32,3 | 30,8 | 24,8 | 27,7 |
| Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes (%) | 24,6 | 25,6 | 31,3 | 28,9 | 22,4 | 22,9 | 26,6 | 25,0 | 21,2 | 23,2 | 28,7 | 25,6 |
| Charges financières / Valeur ajoutée hors taxes (%) | 4,8 | 5,3 | 11,5 | 8,9 | 4,9 | 5,4 | 12,9 | 9,6 | 4,8 | 6,9 | 10,1 | 8,4 |
| Investissements / Valeur ajoutée hors taxes (%) | 11,1 | 12,1 | 16,1 | 14,4 | 10,2 | 11,0 | 14,4 | 13,0 | 9,7 | 10,8 | 12,7 | 11,7 |
| Chiffre d'affaires / Valeur ajoutée hors taxes (%) | 15,2 | 15,6 | 23,3 | 20,0 | 13,5 | 13,9 | 20,0 | 17,4 | 12,4 | 14,1 | 21,5 | 17,4 |

(1) Industrie hors agroalimentaire.
(2) PMI : entreprises de 20 à 249 salariés.
(3) Non compris les entreprises de taille non significative.

## TABLEAU N.01-14

### Part des PMI dans l'industrie manufacturière (1)

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - EAE)

*Unité* : %

| | 1990 | 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre | 88,2 | 87,8 | 87,4 | 87,8 | 87,8 | 87,7 | 87,4 | 87,5 | 87,8 | 88,0 |
| Effectif | 38,8 | 40,3 | 39,8 | 40,3 | 39,6 | 39,5 | 38,7 | 38,4 | 38,8 | 38,9 |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 28,9 | 28,9 | 28,8 | 28,4 | 27,5 | 27,0 | 26,1 | 26,0 | 26,0 | 26,1 |
| Exportations | 15,9 | 18,1 | 17,6 | 17,1 | 16,2 | 16,2 | 15,4 | 15,3 | 15,7 | 15,5 |
| Investissements | 26,8 | 27,8 | 27,8 | 26,6 | 28,2 | 26,8 | 23,4 | 24,9 | 24,7 | 25,2 |

(1) PMI : entreprises de 20 à 249 salariés (hors agroalimentaire).

## TABLEAU N.01-15

### Indices de prix à la production dans l'industrie (hors TVA)

*Source* : Insee — *Unité :* Base 100 en 2000 (1)

| Intitulé du produit | 100 = | Code NES | Pondération | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ensemble de l'industrie (NES EB à EG)** | **2000** | | **1 000** | **95,8** | **100,0** | **101,2** | **101,0** | **101,9** | **104,0** |
| **Ensemble de l'industrie hors énergie et IAA (NES EC à EF)** | **2000** | | **652** | **98,0** | **100,0** | **101,2** | **101,0** | **101,3** | **102,5** |
| **Produits des industries agro-alimentaires** | **2000** | **EB** | **177** | /// | **100,0** | **104,7** | **105,0** | **106,6** | **109,0** |
| Viandes, peaux et produits à base de viande | 2000 | 01 | 45 | 94,0 | 100,0 | 107,7 | 101,7 | 102,1 | 105,4 |
| Produits laitiers et glaces | 2000 | 02 | 32 | 97,6 | 100,0 | 103,4 | 103,4 | 104,0 | 102,6 |
| Boissons | 2000 | 03 | 26 | 101,2 | 100,0 | 101,8 | 105,0 | 107,2 | 108,4 |
| Céréales transformées et aliments pour animaux | 2000 | 04 | 19 | /// | 100,0 | 105,9 | 104,6 | 103,6 | 107,0 |
| Produits des industries alimentaires diverses | 2000 | 05 | 49 | /// | 100,0 | 103,6 | 107,2 | 109,2 | 109,7 |
| Tabac manufacturé | 12-2000 | 06 | 6 | /// | /// | 106,7 | 120,8 | 141,0 | 176,7 |
| **Biens de consommation** | **2000** | **EC** | **135** | **99,5** | **100,0** | **101,2** | **100,9** | **101,1** | **100,9** |
| Habillement, cuir | 01-2001 | 10 | 21 | /// | /// | 100,1 | 99,1 | 98,4 | 97,6 |
| Articles d'habillement et fourrures | 01-2001 | 11 | 16 | /// | /// | 99,9 | 97,4 | 96,1 | 95,1 |
| Cuirs, articles de voyage, chaussures | 2000 | 12 | 5 | 99,8 | 100,0 | 103,4 | 107,0 | 107,9 | 108,0 |
| Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien | 11-2002 | 30 | 51 | /// | /// | /// | /// | 100,1 | 100,2 |
| Produits pharmaceutiques | 11-2002 | 31 | 36 | /// | /// | /// | /// | 99,8 | 99,4 |
| Savons parfums et produits d'entretien | 2000 | 32 | 15 | 99,1 | 100,0 | 104,2 | 106,7 | 108,7 | 109,8 |
| Équipement du foyer | 2000 | 40 | 37 | 99,1 | 100,0 | 101,7 | 101,6 | 101,8 | 101,6 |
| Fabrication de meubles | 2000 | 41 | 19 | 99,5 | 100,0 | 101,7 | 102,6 | 102,7 | 102,9 |
| Bijoux, instruments de musique | 2000 | 42 | 3 | 93,5 | 100,0 | 101,9 | 104,5 | 105,3 | 106,5 |
| Articles de sport, jeux et produits divers | 2000 | 43 | 6 | 99,7 | 100,0 | 103,0 | 103,3 | 105,9 | 107,8 |
| Appareils domestiques | 2000 | 44 | 4 | 100,6 | 100,0 | 101,6 | 100,4 | 100,3 | 97,8 |
| Appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image) | 2000 | 45 | 3 | 103,8 | 100,0 | 99,9 | 89,7 | 85,1 | 79,6 |
| **Produits de l'industrie automobile** | **2000** | **ED** | **95** | **100,3** | **100,0** | **101,3** | **102,3** | **102,7** | **103,0** |
| Produits de la construction automobile | 2000 | 01 | 65 | 99,8 | 100,0 | 101,8 | 103,6 | 104,8 | 105,2 |
| Équipements pour automobiles | 2000 | 02 | 30 | 101,5 | 100,0 | 100,1 | 99,5 | 98,1 | 98,1 |
| **Biens d'équipement** | **2000** | **EE** | **127** | **99,1** | **100,0** | **100,8** | **100,7** | **100,8** | **101,0** |
| Cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a | 12-2001 | 14 | 2 | /// | /// | /// | 100,3 | 103,0 | 104,4 |
| Industries des équipements mécaniques | 2000 | 20 | 78 | 98,8 | 100,0 | 101,7 | 102,2 | 102,6 | 104,0 |
| Réservoirs, chaudières, produits de la chaudronnerie | 2000 | 22 | 15 | 98,4 | 100,0 | 101,1 | 101,4 | 102,0 | 104,1 |
| Équipements mécaniques | 2000 | 23 | 10 | 99,3 | 100,0 | 101,8 | 103,0 | 103,6 | 105,3 |
| Machines d'usage général | 2000 | 24 | 20 | 99,3 | 100,0 | 101,3 | 102,0 | 102,8 | 103,3 |
| Machines agricoles | 2000 | 25 | 7 | 98,5 | 100,0 | 102,0 | 104,5 | 107,1 | 111,1 |
| Machines outils | 2000 | 26 | 3 | 98,8 | 100,0 | 101,9 | 102,4 | 102,1 | 101,5 |
| Moteurs génératrices et transformateurs électriques | 2000 | 32 | 5 | 97,8 | 100,0 | 103,3 | 105,1 | 106,1 | 105,9 |
| Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image | 11-2002 | 33 | 17 | /// | /// | /// | /// | 99,0 | 95,0 |
| Matériel médicochirurgical et orthopédie | 2000 | 34 | 6 | 101,3 | 100,0 | 99,3 | 100,4 | 99,6 | 97,6 |
| **Biens intermédiaires** | **2000** | **EF** | **295** | **95,8** | **100,0** | **101,2** | **100,7** | **101,1** | **103,7** |
| Produits minéraux | 2000 | 10 | 40 | 97,6 | 100,0 | 104,2 | 106,5 | 108,0 | 110,5 |
| Produits divers des industries extractives | 2000 | 12 | 8 | 96,6 | 100,0 | 105,7 | 110,4 | 113,7 *r* | 117,4 |
| Verre et articles en verre | 2000 | 13 | 8 | 98,9 | 100,0 | 104,0 | 102,7 | 101,2 | 100,6 |
| Produits céramiques et matériaux de construction | 2000 | 14 | 24 | 97,7 | 100,0 | 103,8 | 106,4 | 108,1 | 111,3 |
| Produits de l'industrie textile | 2000 | 20 | 19 | 98,8 | 100,0 | 102,6 | 102,7 | 103,2 | 102,3 |
| Produits filés, tissés ou ennoblis | 2000 | 21 | 8 | 97,3 | 100,0 | 102,0 | 101,8 | 102,9 | 101,3 |
| Articles et produits textiles | 07-2002 | 22 | 8 | /// | /// | /// | /// | 100,2 | 100,0 |
| Étoffes et articles à maille | 2000 | 23 | 3 | 99,6 | 100,0 | 101,7 | 100,8 | 99,7 | 98,8 |
| Produits en bois, papier ou carton | 2000 | 30 | 41 | 93,7 | 100,0 | 102,4 | 101,5 | 100,6 | 99,4 |
| Produits du travail du bois | 2000 | 31 | 17 | 98,7 | 100,0 | 101,5 | 101,4 | 101,3 | 101,2 |
| Pâte à papier, papiers et carton | 2000 | 32 | 8 | 85,1 | 100,0 | 99,9 | 94,1 | 89,7 | 87,2 |
| Articles en papier ou en carton | 2000 | 33 | 16 | 92,9 | 100,0 | 104,5 | 104,9 | 104,9 | 103,2 |
| Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques | 2000 | 40 | 84 | 94,0 | 100,0 | 100,9 | 100,4 | 101,9 | 105,4 |
| Produits de la chimie minérale | 2000 | 41 | 8 | 95,2 | 100,0 | 107,6 | 101,1 | 102,7 | 107,6 |
| Produits de la chimie organique | 2000 | 42 | 19 | 76,4 | 100,0 | 97,6 | 97,0 | 101,9 | 113,8 |
| Produits de la parachimie | 2000 | 43 | 18 | 99,1 | 100,0 | 102,1 | 103,7 | 104,8 | 106,1 |
| Fibres artificielles ou synthétiques | 2000 | 44 | – | 96,0 | 100,0 | 101,1 | 97,3 | 96,3 | 98,9 |
| Produits en caoutchouc | 2000 | 45 | 8 | 100,5 | 100,0 | 101,1 | 101,6 | 100,8 | 100,5 |
| Produits en matières plastiques | 2000 | 46 | 32 | 97,6 | 100,0 | 100,6 | 100,3 | 100,5 | 100,8 |
| Métaux ou produits métallurgiques | 2000 | 50 | 79 | 96,2 | 100,0 | 100,2 | 99,4 | 99,8 | 104,9 |
| Produits de la sidérurgie et de la 1ère transformation de l'acier | 2000 | 51 | 14 | 91,5 | 100,0 | 98,7 | 97,7 | 103,0 | 119,2 |
| Métaux non ferreux | 2000 | 52 | 9 | 84,6 | 100,0 | 97,9 | 93,1 | 86,4 | 95,2 |
| Pièces de fonderie | 2000 | 53 | 6 | 98,0 | 100,0 | 101,8 | 100,6 | 98,9 | 99,4 |
| Services industriels du travail des métaux | 06-2000 | 54 | 33 | /// | /// | 100,6 | 100,3 | 100,4 | 101,6 |
| Produits métalliques | 2000 | 55 | 18 | 99,1 | 100,0 | 101,4 | 101,8 | 102,9 | 106,7 |
| Composants électriques et électroniques | 2000 | 60 | 32 | 98,5 | 100,0 | 98,4 | 94,9 | 93,3 | 93,5 |
| Matériel électrique | 2000 | 61 | 25 | 98,9, | 100,0 | 95,6 | 100,7 | 100,5 | 101,5 |
| Composants électroniques | 2000 | 62 | 8 | 95,0 | 100,0 | 91,3 | 76,4 | 70,7 | 68,1 |
| **Produits énergétiques tous usages** | **2000** | **EG** | **171** | **87,2** | **100,0** | **97,8** | **97,1** | **99,6** | **104,7** |
| Combustibles et carburants | 2000 | 10 | 84 | 77,2 | 100,0 | 91,8 | 90,8 | 93,3 | 102,9 |
| Eau, gaz, électricité | 2000 | 20 | 87 | 97,0 | 100,0 | 103,5 | 103,1 | 105,6 | 106,3 |
| Électricité, gaz, chaleur | 2000 | 21 | 76 | 96,8 | 100,0 | 103,8 | 103,0 | 105,5 | 106,0 |
| Eau potable distribuée à usage non domestique (hors assainissement) | 2000 | 22 | 11 | 98,2 | 100,0 | 102,2 | 104,5 | 107,0 | 108,6 |

(1) Sauf indication contraire.

# Chapitre N.02

## ❍ Industrie (Y compris IAA) : Données sectorielles


**1** Présentation.
**2** Méthodologie.
**3** Définitions.
**4** Sources de documentation.


## ❍ Liste des tableaux


**1** Industries agricoles et alimentaires : année 2003.

**2** Exploitation forestière et scierie : année 2003.

**3** Habillement, cuir : année 2003.

**4** Édition, imprimerie, reproduction : année 2003.

**5** Pharmacie, parfumerie, entretien : année 2003.

**6** Industries des équipements du foyer : année 2003.

**7** Industrie automobile : année 2003.

**8** Construction navale, aéronautique et ferroviaire : année 2003.

**9** Industries des équipements mécaniques : année 2003.

**10** Industries des équipements électriques et électroniques : année 2003.

**11** Industries des produits minéraux : année 2003.

**12** Industrie textile : année 2003.

**13** Industrie du bois et du papier : année 2003.

**14** Chimie, caoutchouc et plastiques : année 2003.

**15** Métallurgie et transformation des métaux : année 2003.

**16** Industries des composants électriques et électroniques : année 2003.

1

## Présentation

### Industries agricoles et alimentaires

En 2003 le chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires de 20 salariés et plus progresse de 1,1 %. Stables en 2002, les prix à la production augmentent de 1,0 % en 2003. À prix constant, les ventes stagnent après trois années de croissance au rythme de 1,8 % l'an environ. À cela plusieurs raisons : les entreprises sont confrontées au net ralentissement de la consommation alimentaire des ménages, qui n'augmente en volume que de 0,5 %, après 1,6 % en 2002. À l'extérieur, elles doivent faire face au contexte d'appréciation de l'euro et à la concurrence accrue de certains pays tiers sur la volaille ou les vins par exemple. Malgré tout, les exportations ont pu être maintenues. Mais, la faible demande et les efforts consentis, notamment en matière de prix, pour conserver certains marchés, pèsent sur les résultats qui se détériorent. L'emploi salarié cesse de se développer et les investissements diminuent. Cependant, les conditions climatiques exceptionnelles de l'été permettent à certains secteurs de bénéficier, au second semestre, d'un redressement de l'activité.

### La situation fragile de l'industrie des viandes

Le chiffre d'affaires de l'industrie des viandes connaît, en 2003, une très légère baisse. Le résultat courant, structurellement faible dans cette activité, se détériore de nouveau. Les entreprises de préparation de produits à base de viandes sont, en 2003, les seules à voir progresser leur chiffre d'affaires de 0,8 %. La crise qui affecte la filière avicole entraîne pour la deuxième année consécutive une dégradation des ventes des entreprises d'abattage et de découpe de volailles. Les ventes à l'étranger continuent de diminuer, de 8,5 %, en raison de la perte de certains marchés notamment au Moyen-Orient. En Europe, de forts replis sont observés vers le Royaume-Uni et l'Allemagne. Mais ils sont presque compensés par les hausses importantes sur la Belgique et les Pays-Bas, victimes de la grippe aviaire au printemps 2003. En France, la demande est également en repli malgré une reprise de la consommation de poulet au quatrième trimestre. Dans le secteur de la viande de boucherie la diminution de 0,8 % des ventes traduit, dans un contexte de stabilité des prix, un léger recul de la production de viandes bovine et porcine. Les ventes directes à l'étranger des entreprises d'abattage et de découpe, après une augmentation de 11 % en 2002, reculent de 2,7 %. Les résultats des entreprises qui s'étaient améliorés l'année précédente, se dégradent assez fortement.

De son côté, le secteur de transformation du poisson bénéficie en 2003 d'une demande intérieure soutenue et d'exportations en forte hausse. Son chiffre d'affaires augmente de 5,6 %, avec un résultat courant en nette amélioration.

### Dégradation dans l'alimentation animale

Les ventes des entreprises de fabrication d'aliments pour animaux reculent de 3,3 % en 2003. Les entreprises produisant des aliments pour animaux de ferme sont les plus touchées. Leur chiffre d'affaires diminue de 3,9 % sous l'effet conjugué d'une baisse des prix de ventes et du net recul de la demande des éleveurs au premier semestre. À partir de l'été, la gravité de la sécheresse dans beaucoup de régions françaises entraîne un certain raffermissement du marché. Les ventes d'aliments destinés aux bovins et dans une moindre mesure aux volailles, sont mieux orientées. En fin d'année, les prix restent contenus en dépit de l'augmentation des cours des matières premières, notamment des tourteaux de soja, à l'automne. Les résultats déjà très faibles du secteur se dégradent. Ils s'améliorent en revanche chez les fabricants d'aliments pour animaux de compagnie dont les ventes à l'étranger restent bien orientées. Malgré tout, le chiffre d'affaires jusque-là en très forte expansion, diminue.

Les ventes de l'industrie des corps gras sont en baisse de 1 %. Après une forte progression en 2002, les prix de certaines matières premières comme le tournesol et ceux des produits transformés retrouvent un niveau plus habituel. La demande mondiale, notamment en huiles végétales, est aussi moins active. De son côté, le chiffre d'affaires du travail des grains et des produits amylacés, après une progression de 5 % en 2002, augmente de 1,6 %. Des prix en baisse pèsent sur le chiffre d'affaires des fabricants de produits amylacés. Dans l'industrie des fruits et légumes, la croissance des ventes de 1,2 % s'explique essentiellement par la revalorisation des prix des produits. En raison des conditions climatiques exceptionnelles, les volumes traités diminuent dans le secteur légumier. La production de jus de fruits bénéficie, au cours de l'été, du net accroissement de la demande provoqué par la canicule. Au total, les résultats s'améliorent dans un peu plus de la moitié des entreprises.

### Dynamisme des ventes de produits frais et de glaces

Dans l'ensemble, la situation de l'industrie laitière en 2003 reste délicate. Le chiffre d'affaires progresse légèrement, les exportations stagnent. La détérioration du résultat courant déjà constatée en 2002 se poursuit, mais à un rythme plus modéré. Plus précisément, la situation se dégrade dans l'industrie du beurre et dans la fabrication de produits dérivés (poudres de lait ou de lactosérum) où production et demande sont en forte diminution. Les ventes des entreprises fromagères diminuent légèrement. De fait, le fragile maintien de l'activité du secteur repose sur le redressement, à partir de l'été, des ventes de lait et de produits frais (yaourts, desserts lactés et crème conditionnée) et surtout de celles de glaces : 9,8 % de progression du chiffre d'affaires en 2003.

À prix constant, la croissance baisse légèrement dans les industries alimentaires diverses, avec de grandes disparités entre secteurs. Le chiffre d'affaires continue de progresser assez fortement dans la boulangerie et pâtisserie industrielles (+ 5,4 %) et dans le secteur des pâtes alimentaires (+ 4,8 %). Il se redresse également dans l'industrie du sucre, en raison d'une bonne campagne 2002-2003 ; mais les restructurations en cours pèsent sur les résultats. Le dynamisme est moindre dans l'alimentation diététique et celle adaptée à l'enfant. L'activité reste néanmoins orientée positivement, comme dans la transformation de thé et de café. Elle baisse en volume dans la chocolaterie et la confiserie. Mais l'augmentation du prix des fèves de cacao entraîne une nette revalorisation des prix des produits et du chiffre d'affaires.

### Eaux et boissons rafraîchissantes dopées par la canicule

Dans l'industrie des boissons, les conditions climatiques exceptionnelles de l'été favorisent les ventes d'eaux de table et de boissons rafraîchissantes. Dans le premier secteur, les entreprises voient la valeur de leur chiffre d'affaires progresser de 7,6 % sur un an, malgré une moindre présence à l'exportation au second semestre. L'accélération de l'activité est encore plus vive pour l'industrie des boissons rafraîchissantes dont le chiffre d'affaires augmente de 10,5 %.

En revanche, les ventes d'alcools et de spiritueux pâtissent d'une concurrence accrue liée à la baisse du dollar. La croissance des exportations des grandes maisons de champagne se poursuit, notamment en direction des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Mais le marché intérieur avec des prix en hausse pour la deuxième année consécutive, est moins bien orienté. Dans un contexte de faible récolte, l'activité des entreprises de vinification baisse aussi légèrement en volume. Au total, le chiffre d'affaires de l'industrie des boissons croît de 3,3 %. Le résultat courant avant impôt, en diminution dans le champagne ainsi que dans les vins et spiritueux, se maintient dans les eaux de table et chez les producteurs de boissons rafraîchissantes.

### Recul de l'investissement

Les investissements des entreprises agroalimentaires de 20 salariés et plus baissent en 2003 de 4,1 %. Ce recul, moins affirmé que dans le reste de l'industrie (- 8,7 %), concerne tous les grands secteurs d'activité à l'exception du lait et des fruits et légumes où quelques grosses opérations de renouvellement et de modernisation des équipements et des bâtiments conduisent à une progression des investissements. D'une manière générale, la moitié des entreprises agroalimentaires augmentent leurs

investissements en 2003, 4 % les maintiennent au niveau de l'année précédente et 45 % les réduisent.

**L'emploi stagne**

L'emploi salarié de son côté est stable alors qu'il recule dans le reste de l'industrie (- 2,8 %). Une telle situation n'avait pas été observée depuis 1996. 53 % des entreprises agroalimentaires voient le nombre de leurs salariés diminuer ou rester stable en 2003. Les plus forts reculs de l'emploi salarié s'observent dans l'industrie du lait, de l'alimentation animale et des corps gras. En raison du contexte économique incertain, le recours au travail intérimaire progresse dans la plupart des secteurs. Il augmente de 5 % dans l'ensemble de l'industrie agroalimentaire, pour y représenter 8 % de l'emploi total.

## Industrie

La reprise de l'activité est nette en 2004, avec une progression du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière hors agroalimentaire de 4,1 %.

Les exportations bénéficient de la demande mondiale et progressent de 5,7 % en valeur.

En revanche, en dépit du regain de croissance, les investissements se contractent légèrement (- 1,9 %), après deux années déjà très en retrait et l'emploi salarié direct se replie de 2,7 %. La profitabilité des entreprises s'améliore, pour atteindre 2,7 points de chiffre d'affaires, celle des grandes firmes se redressant plus nettement que celle des PMI.

La plupart des secteurs des biens intermédiaires retrouvent des taux de croissance de leur chiffre d'affaires supérieurs à 5 %, parmi les plus élevés de l'industrie. La vigueur de la demande mondiale, la bonne tenue des activités de la construction et la montée des prix de certains produits sont les principaux facteurs explicatifs.

Dans la métallurgie, la très forte poussée des prix (+ 8,9 %) explique à elle seule la nette progression en valeur du chiffre d'affaires (+ 8,6 %). La hausse de 30 % du prix de l'acier au cours de l'année 2004 constitue un événement historique, du fait d'une demande mondiale d'acier très soutenue, liée notamment à la forte croissance économique de la Chine.

L'évolution des prix contribue aussi au bon résultat du secteur de la chimie, du caoutchouc et des plastiques (+ 5 % en valeur, + 1,8 % en volume). Avec un chiffre d'affaires en progression de 8,3 %, la chimie organique réalise une bonne performance.

Le matériel électrique (+ 6,9 %) et les produits minéraux - en particulier les produits en céramique et les matériaux de construction (+ 6,3 %) - bénéficient de la conjoncture porteuse de la construction.

L'industrie automobile retrouve une croissance soutenue : le marché intérieur enregistre une progression des achats de voitures neuves des ménages (+ 5,1 % en 2004, après + 0,5 % en 2003) et des entreprises et les exportations connaissent aussi une augmentation très sensible.

Les biens d'équipement électrique et électronique, après plusieurs années de forte baisse, renouent également avec la croissance (+ 5,4 %, contre 7,4 % en 2003 et - 6,4 % en 2002). Dans ce secteur, les prix sont toujours en baisse (- 2,4 %, après - 3,2 % en 2003).

La construction navale, aéronautique et ferroviaire sort des difficultés liées à la crise du transport aérien de l'après 2001 et bénéficie d'un nouveau cycle de renouvellement des appareils.

Parmi les biens de consommation, la pharmacie conserve son rythme de croissance soutenu (+ 6,2 %) alors que les savons, parfums et produits d'entretien stagnent (+ 0,6 %). Au sein des équipements du foyer, l'audiovisuel bénéficie de la croissance retrouvée de la demande.

La filière textile-habillement continue de décliner. Cette dégradation tient pour partie à la délocalisation des activités de fabrication dans des régions à faible coût de main-d'œuvre, ce que reflète la baisse importante et régulière de l'investissement.

Au total, les entreprises productrices de technologies de l'information et de la communication (Tic) renouent avec une croissance importante (+ 6,1 %). Y contribuent l'engouement du marché national pour certains produits bruns ou pour la téléphonie mobile, ainsi que le relatif dynamisme de la demande mondiale, notamment pour les composants et les équipements de contrôle.

# 2 Méthodologie

## Industries agricoles et alimentaires

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.

L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) pour la totalité du champ de compétence du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale relève de ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.

Depuis l'exercice 1993, cette enquête est exprimée dans la Nomenclature d'activités française (Naf) en vue d'une harmonisation statistique au niveau européen puisque la Naf s'emboîte parfaitement dans son modèle européen, la Nace. Ainsi, les comparaisons entre les pays européens en sont-elles facilitées.

Les principales modifications par rapport à la précédente nomenclature utilisée, la Nap, sont les suivantes :

– éclatement de l'industrie laitière en quatre classes ;

– inclusion de la vinification dans les IAA ;

– suppression de la classe sur les plats cuisinés, ceux-ci étant reclassés suivant le produit principal utilisé ;

– restructuration au niveau des regroupements d'activité avec, notamment, l'apparition de groupes sur les industries du poisson, des fruits et légumes, des corps gras, de l'alimentation animale et la modification des groupes sur le travail du grain et sur les industries alimentaires diverses.

Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.

Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques (Scees), soit par des offices d'intervention, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'Administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'Insee et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Les résultats obtenus par branche sont très détaillés, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.

Les informations présentées dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes annuelles d'entreprise et de branche réalisées dans les IAA sur l'activité de 2003. Classés suivant les groupes à 3 chiffres et les classes à 3 chiffres plus 1 lettre de la nomenclature Naf, ils sont diffusés par le Scees au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.

Pour les autres rubriques voir la méthodologie du chapitre N.01.

### Industrie

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE).
On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre N.01 : « Industrie (y compris IAA) : données générales ».
En 2003, la société D.C.N. entre dans le champ de l'enquête.
En effet, suite au changement de son statut juridique, la D.C.N. est devenue, en 2003, une entreprise de droit privé détenue par l'État français.
Elle apporte plus de 12 000 salariés au secteur Naf 700 : 351A « construction de bâtiments de guerre » et aux secteurs des niveaux supérieurs : E11 « construction navale », E1 « construction navale, aéronautique et ferroviaire », EE « biens d'équipement », ainsi qu'à l'ensemble de l'industrie.

## 3 ❍ Définitions

### Industries agricoles et alimentaires

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.
Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.
Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

### Industrie

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre N.01 : « Industrie (y compris IAA) : données générales ».

*Le détail des postes composant les IAA et l'industrie figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire. La nomenclature d'activités française est consultable sur le site Internet de l'Insee.*

## 4 ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service central des enquêtes et études statistiques* (Scees)*, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et du Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.*

### Organismes :

– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Service central des enquêtes et études et statistiques (Scees), sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
  – Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) ;
  – Direction générale des Douanes et Droits indirects ;
  – Direction générale des technologies de l'information et des postes (Digitip), sous direction automobile, ferroviaire et navale ;
  – Insee ;
– Ministère de la Défense, Délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique) ;
– Organismes professionnels (les coordonnées figurent dans les pages couleur en fin d'annuaire, partie « autres organismes »).

### Sites Internet :

– www.agreste.agriculture.gouv.fr
– www.industrie.gouv.fr/sessi
– www.douanes.gouv.fr
– www.insee.fr

### Publications :

***Ministère de l'Agriculture et de la Pêche***

*Agreste chiffres et données - agroalimentaire* :
– « Industries agricoles et alimentaires, entreprises de 20 salariés et plus, enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Industries agricoles et alimentaires, ensemble des entreprises, enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Exploitations forestières et scieries, ensemble des entreprises, enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Coopération agricole, organismes coopératifs agricoles employant 10 salariés et plus, enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Les consommations d'énergie dans les industries agricoles et alimentaires et les scieries », annuel ;
– « Production des industries agricoles et alimentaires. Enquêtes de branches, y compris prodcom », annuel ;
– « Lait et produits laitiers », annuel.

*Agreste conjoncture* :
– « Bilan conjoncturel de l'année agricole », annuel.

*Agreste La statistique agricole, GraphAgri* :
– « L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires », annuel ;
– « L'agriculture, et l'agroalimentaire dans les régions », triennal, (dernière édition chiffres 2002).

*Agreste primeur* :
– « Enquête annuelle d'entreprise IAA - résultats provisoires 2004 », juillet 2005 ;
– « Les relations entre entreprises dans l'industrie agroalimentaire », n° 155, décembre 2004 ;
– « Les matières premières dans les aliments composés pour animaux de ferme en 2003 », n° 153, novembre 2004 ;
– « La publicité des industries agroalimentaires », n° 152, novembre 2004 ;
– « Baisse de la production de foie gras en 2003 », n° 141, mai 2004 ;
– « Un tiers des firmes pratiquent le commerce électronique : L'industrie agroalimentaire en ligne », n° 139, janvier 2004 ;
– « Industries agricoles et alimentaires », partie du BMS.

*Cédérom* :

*Agreste numérique* :
– « Industries agricoles et alimentaires, entreprises de 20 salariés et plus, enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels, régionaux et liste des entreprises », annuel.

***Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (Sessi)***

*Le « 4 pages »* :
– « Traitement et revêtement des métaux - Une sous-traitance de proximité qui s'adapte aux défis environnementaux », n° 211, septembre 2005 ;
– « La filière béton en France - Au cœur de la filière, les groupes cimentiers », n° 208, juillet 2005 ;
– « L'industrie manufacturière en 2004 - L'investissement ne suit pas la reprise », n° 207, juillet 2005 ;
– « La production industrielle en 2004 - Reprise inégale », n° 204, avril 2005 ;
– « Le machinisme agricole en France - Au cœur de la mondialisation, l'innovation au service du développement durable », n° 202, février 2005 ;
– « La chimie de base française à l'heure de l'internationalisation », n° 194, octobre 2004.

*Chiffres-clés analyse* :
– « Les chiffres clés de l'industrie française », édition 2004-2005, mai 2005.

*Chiffres-clés, production industrielle* :
– Données mensuelles, trimestrielles, annuelles sur plus de 1 000 produits de l'industrie manufacturière.

*Chiffres-clés, production industrielle hors série :*
– « L'industrie de la plasturgie et du caoutchouc industriel en chiffres », édition 2005 ;
– « La mode en chiffres », édition 2005 ;

– « L'industrie de l'équipement automobile en chiffres », édition 2005 ;

– « La carrosserie industrielle en chiffres », édition 2005.

*Chiffres-clés Référence* :

– « La situation de l'industrie : enquête annuelle d'entreprise 2003 », édition 2005, janvier 2005.

*Cédérom :*

– « L'industrie française en 300 secteurs », Sessi entreprises – Édition 2005, avril 2005.

*En bref* :

– « L'industrie en quelques chiffres » – Édition 2003-2004.

***Insee***

*Insee-Références* :

– « L'économie française, comptes et dossiers », édition 2004-2005.

*Insee-Première* :

– « L'industrie automobile en 2004 », n° 1036, août 2005 ;

– « L'industrie manufacturière en 2004 : une reprise modérée », n° 1031, juillet 2005 ;

– « Rentabilités d'exploitation sectorielles - La construction et l'industrie pharmaceutique en tête en 2001 », n° 989, octobre 2004.

*Insee-Résultats, série Économie :*

– « Images économiques des entreprises », n° 23, à paraître.

*Documents de travail :*

– « Réponses individuelles aux enquêtes de conjoncture et prévision macroéconomique - Exemple de la prévision de la production manufacturière », Olivier Biau, Hélène Erkel-Rousse et Nicolas Ferrari, juillet 2005 ;

– « Prévoir l'investissement des entreprises - Un indicateur des révisions dans l'enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie », Nicolas Ferrari, juillet 2005.

***Autres***

– *Annales des mines*, annuel, École des mines ;

– « *Écomine* », état mensuel de l'actualité sur l'industrie minérale, DGEMP ;

– Études par secteur de la Banque de France ;

– Publications des différents organismes professionnels dont les coordonnées figurent dans les pages couleur en fin d'annuaire, partie « autres organismes ».

## TABLEAU N.02-1

### Industries agricoles et alimentaires : année 2003 (1)

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees - Agreste) (2)
Enquête annuelle d'entreprise

| Activité | Code Naf | (3) Branche | | (3) Secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié (4) total | Chiffre d'affaires hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié (4) total | Rémunérations (million d'euros) | Investissements corporels (million d'euros) |
| Production de viandes de boucherie | 15.1A | 46 123 | 12 216,0 | 47 408 | 997,4 | 216,5 |
| Production de viandes de volailles | 15.1C | 30 307 | 4 996,2 | 31 354 | 567,0 | 114,8 |
| Préparation industrielle de produits à base de viandes | 15.1E | 49 954 | 10 252,4 | 48 491 | 1 019,4 | 278,8 |
| **Industrie des viandes** | **15.1** | **126 384** | **27 464,6** | **127 253** | **2 583,8** | **610,1** |
| Industrie du poisson | 15.2Z | 14 147 | 2 930,1 | 13 202 | 266,5 | 78,8 |
| **Industrie du poisson** | **15.2** | **14 147** | **2 930,1** | **13 202** | **266,5** | **78,8** |
| Transformation et conservation de pommes de terre | 15.3A | 2 345 | 517,8 | 2 661 | 70,0 | 35,2 |
| Préparation de jus de fruits et légumes | 15.3C | 2 069 | 872,9 | 1 848 | 50,9 | 21,2 |
| Transformation et conservation de légumes | 15.3E | 13 480 | 2 985,5 | 13 491 | 287,3 | 121,7 |
| Transformation et conservation de fruits | 15.3F | 5 122 | 1 503,3 | 5 062 | 113,7 | 55,2 |
| **Industrie des fruits et légumes** | **15.3** | **23 016** | **5 879,5** | **23 062** | **521,9** | **233,3** |
| Fabrication d'huiles et graisses brutes | 15.4A | 902 | c | 831 | c | c |
| Fabrication d'huiles et graisses raffinées | 15.4C | 910 | 744,8 | 1 048 | 29,9 | 10,3 |
| Fabrication de margarine | 15.4E | 249 | c | 251 | c | c |
| **Industrie des corps gras** | **15.4** | **2 061** | **1 603,7** | **2 130** | **58,7** | **32,5** |
| Fabrication de lait liquide et de produits frais | 15.5A | 16 660 | 7 327,9 | 15 278 | 387,4 | 149,6 |
| Fabrication de beurre | 15.5B | 2 753 | 1 640,3 | 2 323 | 56,6 | 17,1 |
| Fabrication de fromage | 15.5C | 28 225 | 8 827,8 | 28 534 | 657,6 | 192,0 |
| Fabrication d'autres produits laitiers | 15.5D | 3 691 | 2 040,3 | 5 631 | 177,4 | 45,0 |
| Fabrication de glaces et sorbets | 15.5F | 4 125 | 1 114,1 | 4 832 | 117,2 | 37,0 |
| **Industrie laitière** | **15.5** | **55 454** | **20 950,4** | **56 598** | **1 396,2** | **440,7** |
| Meunerie | 15.6A | 4 391 | 1 358,0 | 4 213 | 114,5 | 48,8 |
| Autres activités de travail des grains | 15.6B | 2 423 | c | 2 549 | c | c |
| Fabrication de produits amylacés | 15.6D | 3 942 | c | 4 680 | c | c |
| **Travail des grains ; fabrication de produits amylacés** | **15.6** | **10 756** | **3 734,2** | **11 442** | **344,9** | **330,6** |
| Fabrication d'aliments pour animaux de ferme | 15.7A | 12 206 | 5 319,8 | 12 401 | 332,3 | 113,5 |
| Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie | 15.7C | 5 209 | 1 966,2 | 5 298 | 174,5 | 85,3 |
| **Fabrication d'aliments pour animaux** | **15.7** | **17 415** | **7 286,0** | **17 699** | **506,8** | **198,8** |
| Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche | 15.8A | 29 172 | 4 048,4 | 28 271 | 575,0 | 226,7 |
| Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation | 15.8F | 13 635 | 2 292,2 | 14 127 | 321,3 | 107,0 |
| Fabrication de sucre | 15.8H | 6 928 | 2 987,2 | 7 046 | 232,9 | 81,7 |
| Chocolaterie, confiserie | 15.8K | 16 812 | 4 429,2 | 15 654 | 399,1 | 121,7 |
| Fabrication de pâtes alimentaires | 15.8M | 3 414 | 877,3 | 3 412 | 87,7 | 35,0 |
| Transformation du thé et du café | 15.8P | 4 904 | 2 040,1 | 4 632 | 152,1 | 46,4 |
| Fabrication de condiments et assaisonnements | 15.8R | 3 006 | 965,5 | 2 506 | 69,5 | 27,9 |
| Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques | 15.8T | 4 205 | 1 198,7 | 4 027 | 119,3 | 33,8 |
| Industries alimentaires n.c.a | 15.8V | 9 184 | 2 864,0 | 9 568 | 266,6 | 102,7 |
| **Autres industries alimentaires** | **15.8** | **91 260** | **21 702,6** | **89 243** | **2 223,5** | **782,9** |
| Production d'eaux de vie naturelles | 15.9A | 3 084 | 1 729,7 | 3 098 | 109,5 | 36,6 |
| Fabrication de spiritueux | 15.9B | 3 555 | 1 164,6 | 3 421 | 114,7 | 41,4 |
| Production d'alcool éthylique de fermentation | 15.9D | 1 020 | 399,6 | 685 | 18,8 | 16,1 |
| Champagnisation | 15.9F | 5 639 | 3 334,5 | 5 369 | 200,0 | 89,2 |
| Vinification | 15.9G | 5 106 | 2 007,0 | 5 018 | 140,2 | 136,2 |
| Cidrerie | 15.9J | 483 | c | 384 | c | c |
| Production d'autres boissons fermentées | 15.9L | 211 | c | 144 | c | c |
| Brasserie | 15.9N | 4 556 | 1 940,1 | 3 769 | 138,0 | 128,7 |
| Malterie | 15.9Q | 617 | 392,2 | 570 | 17,0 | 20,0 |
| Industrie des eaux de table | 15.9S | 8 409 | 2 741,2 | 8 481 | 287,8 | 158,2 |
| Production de boissons rafraîchissantes | 15.9T | 5 750 | 2 896,3 | 4 142 | 140,5 | 74,4 |
| **Industrie des boissons** | **15.9** | **38 430** | **16 761,6** | **35 081** | **1 179,0** | **707,7** |

(1) Hors activités 15.8B, 15.8C, 15.8D exclues de l'enquête du Scees.
(2) Champ de l'enquête : entreprises de 20 salariés et plus ou réalisant plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires.
(3) Pour les définitions branche et secteur, voir partie « 3. Définitions » dans ce chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

## TABLEAU N.02-2

### Exploitation forestière et scierie : année 2003

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees - Agreste)
(Enquête annuelle d'entreprise : résultats par secteur d'activité) (1)

| Activité | Code Naf | Nombre d'entreprises | Effectif employé (2) | Chiffre d'affaires (3) net | Exportations | Investissements corporels |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Million d'euros |
| Exploitation forestière | 02.0B | 37 | 1 617 | 372,7 | 80,0 | 7,0 |
| Scierie | 20.1A et 20.1B | 272 | 13 492 | 1 916,1 | 362,0 | 69,4 |
| **Total** | | **309** | **15 109** | **2 288,8** | **442,0** | **76,4** |

(1) Champ de l'enquête : entreprises de 20 salariés et plus ou réalisant plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires.
(2) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.
(3) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.

## TABLEAU N.02-3

### Habillement, cuir : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Fabrication de vêtements en cuir | 181Z | 386 | 70,0 | 415 | 11,0 | 0,9 |
| Fabrication de vêtements de travail | 182A | 2 402 | 328,7 | 2 368 | 47,2 | 2,3 |
| Fabrication de vêtements sur mesure | 182C | 492 | 59,0 | 1 559 | 69,6 | 15,2 |
| Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets | 182D | 6 771 | 1 613,3 | 6 075 | 139,2 | 12,4 |
| Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes | 182E | 21 041 | 3 734,4 | 19 957 | 477,8 | 52,2 |
| Fabrication de vêtements de dessous | 182G | 17 618 | 2 180,7 | 15 419 | 299,1 | 17,4 |
| Fabrication d'autres vêtements et accessoires | 182J | 8 389 | 1 235,5 | 9 124 | 215,9 | 17,7 |
| Industrie des fourrures | 183Z | 317 | 59,3 | 273 | 7,8 | 0,5 |
| **Industrie de l'habillement et des fourrures** | **C11** | **57 416** | **9 280,9** | **55 190** | **1 267,6** | **118,6** |
| Apprêt et tannage des cuirs | 191Z | 1 962 | 269,1 | 1 982 | 41,9 | 5,2 |
| Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie | 192Z | 13 260 | 1 274,4 | 13 945 | 294,0 | 44,0 |
| Fabrication de chaussures | 193Z | 16 615 | 1 639,4 | 16 519 | 326,5 | 41,8 |
| **Industrie du cuir et de la chaussure** | **C12** | **31 837** | **3 182,9** | **32 446** | **662,4** | **91,0** |
| **Habillement, cuir** | **C1** | **89 253** | **12 463,8** | **87 636** | **1 930,0** | **209,6** |

## TABLEAU N.02-4

### Édition, imprimerie, reproduction : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Édition de livres | 221A | 11 077 | 3 188,8 | 10 721 | 410,7 | 20,1 |
| Édition de journaux | 221C | 27 636 | 4 573,6 | 28 299 | 1 151,5 | 160,1 |
| Édition de revues et périodiques | 221E | 22 173 | 6 304,6 | 21 652 | 975,8 | 59,6 |
| Édition d'enregistrements sonores | 221G | 2 764 | 1 393,8 | 2 802 | 136,5 | 15,9 |
| Autres activités d'édition (1) | 221J | 1 222 | 164,5 | 1 141 | 32,5 | 2,8 |
| Imprimerie de journaux | 222A | 2 343 | 255,2 | 2 217 | 86,2 | 40,0 |
| Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux | 222C | 53 363 | 7 455,2 | 53 905 | 1 470,5 | 284,3 |
| Reliure et finition | 222E | 5 928 | 396,9 | 5 921 | 128,6 | 15,1 |
| Composition et photogravure | 222G | 4 462 | 429,9 | 4 376 | 132,1 | 18,9 |
| Autres activités graphiques (2) | 222J | 1 244 | 172,6 | 1 479 | 40,5 | 6,5 |
| Reproduction d'enregistrements sonores | 223A | 1 079 | 157,5 | 1 605 | 37,5 | 15,8 |
| Reproduction d'enregistrements vidéo et informatiques | 223C et 223E | 1 127 | 178,8 | 546 | 12,7 | 4,6 |
| **Édition, imprimerie, reproduction** | **C20** | **134 418** | **24 671,4** | **134 664** | **4 615,1** | **643,7** |

(1) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(2) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

## TABLEAU N.02-5

### Pharmacie, parfumerie, entretien : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Fabrication de produits pharmaceutiques de base | 244A | 10 005 | 4 361,9 | 11 543 | 486,1 | 276,6 |
| Fabrication de médicaments | 244C | 76 489 | 31 557,6 | 80 106 | 3 135,5 | 801,0 |
| Fabrication d'autres produits pharmaceutiques | 244D | 4 237 | 786,2 | 4 942 | 156,9 | 28,4 |
| **Industrie pharmaceutique** | **C31** | **90 731** | **36 705,7** | **96 591** | **3 778,5** | **1 106,0** |
| Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien | 245A | 8 609 | 2 766,2 | 10 698 | 372,9 | 98,0 |
| Fabrication de parfums et de produits pour la toilette | 245C | 37 625 | 12 716,0 | 39 336 | 1 359,8 | 329,5 |
| **Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien** | **C32** | **46 234** | **15 482,2** | **50 034** | **1 732,7** | **427,5** |
| **Pharmacie, parfumerie, entretien** | **C3** | **136 965** | **52 187,9** | **146 625** | **5 511,2** | **1 533,5** |

## TABLEAU N.02-6

### Industries des équipements du foyer : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Fabrication de sièges | 361A | 25 675 | 4 952,3 | 25 146 | 578,9 | 93,7 |
| Fabrication de meubles de bureau et de magasin | 361C | 9 629 | 965,7 | 9 753 | 235,3 | 32,2 |
| Fabrication de meubles de cuisine | 361E | 7 808 | 889,1 | 8 428 | 190,2 | 45,2 |
| Fabrication de meubles meublants (1) | 361G | 12 113 | 1 171,1 | 13 897 | 284,5 | 40,7 |
| Fabrication de meubles de jardin et d'extérieur | 361H | 360 | 50,5 | 1 053 | 25,6 | 9,3 |
| Fabrication de meubles de complément (2) | 361J | 8 892 | 1 087,8 | 6 949 | 162,2 | 16,8 |
| Industries connexes de l'ameublement | 361K | 333 | 27,3 | 320 | 7,7 | 0,4 |
| Fabrication de matelas | 361M | 4 907 | 672,4 | 4 939 | 112,7 | 13,8 |
| **Fabrication de meubles** | **C41** | **69 717** | **9 816,2** | **70 485** | **1 597,1** | **252,1** |
| Fabrication de monnaies et médailles | 362A | 247 | 21,4 | 282 | 8,1 | 0,2 |
| Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie | 362C | 5 533 | 972,9 | 5 585 | 151,7 | 20,8 |
| Fabrication d'instruments de musique | 363Z | 1 522 | 115,3 | 1 531 | 42,2 | 5,3 |
| **Bijouterie et fabrication d'instruments de musique** | **C42** | **7 302** | **1 109,6** | **7 398** | **202,0** | **26,3** |
| Fabrication d'articles de sport | 364Z | 5 417 | 958,7 | 5 990 | 160,9 | 34,4 |
| Fabrication de jeux et jouets | 365Z | 3 919 | 580,2 | 4 166 | 92,0 | 20,1 |
| Bijouterie fantaisie | 366A | 1 002 | 102,7 | 1 021 | 23,4 | 3,7 |
| Industrie de la brosserie | 366C | 2 741 | 244,6 | 2 924 | 65,3 | 5,4 |
| Autres activités manufacturières n.c.a. (3) | 366E | 9 194 | 1 460,1 | 9 594 | 232,6 | 45,1 |
| **Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses** | **C43** | **22 273** | **3 346,3** | **23 695** | **574,2** | **108,7** |
| Fabrication d'appareils électroménagers | 297A | 14 656 | 2 459,3 | 15 188 | 361,3 | 96,0 |
| Fabrication d'appareils ménagers non électriques | 297C | 2 943 | 395,1 | 3 217 | 85,3 | 15,4 |
| **Fabrication d'appareils domestiques** | **C44** | **17 599** | **2 854,4** | **18 405** | **446,6** | **111,4** |
| Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image | 323Z | 7 819 | 2 146,4 | 10 344 | 318,5 | 47,6 |
| **Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)** | **C45** | **7 819** | **2 146,4** | **10 344** | **318,5** | **47,6** |
| Fabrication de lunettes | 334A | 8 975 | 987,6 | 9 436 | 261,4 | 35,3 |
| Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique | 334B | 2 291 | 474,2 | 1 877 | 65,8 | 8,5 |
| Horlogerie | 335Z | 3 528 | 349,0 | 3 035 | 74,0 | 7,3 |
| **Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie** | **C46** | **14 794** | **1 810,8** | **14 348** | **401,2** | **51,1** |
| **Industries des équipements du foyer** | **C4** | **139 504** | **21 083,7** | **144 675** | **3 539,6** | **597,2** |

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication de meubles pour salon, salle à manger et chambre à coucher.
(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication de billards et de tables pour jeux de casino (cf. Naf 365Z).
(3) Cette classe comprend notamment : la fabrication de stylos, de rubans pour machines à écrire, de landaus et poussettes, de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de boutons, de briquets et allumettes. Elle comprend également la fabrication de manèges, de revêtements de sols, de bougies, de fleurs et feuillages artificiels, d'articles pour fêtes, de mannequins pour vitrines, de taxidermie, etc.

## TABLEAU N.02-7

### Industrie automobile : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Construction de véhicules automobiles | 341Z | 137 795 | 68 216,0 | 130 455 | 3 995,5 | 3 316,6 |
| Fabrication de carrosseries automobiles | 342A | 20 232 | 2 766,2 | 20 690 | 485,7 | 57,2 |
| Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs | 342B | 2 416 | 435,3 | 2 338 | 47,5 | 9,6 |
| **Construction automobile** | **D01** | **160 443** | **71 417,5** | **153 483** | **4 528,7** | **3 383,4** |
| Fabrication d'équipements automobiles | 343Z | 98 733 | 27 461,2 | 89 379 | 2 458,5 | 800,4 |
| **Fabrication d'équipements automobiles** | **D02** | **98 733** | **27 461,2** | **89 379** | **2 458,5** | **800,4** |
| **Industrie automobile** | **D0** | **259 176** | **98 878,7** | **242 862** | **6 987,2** | **4 183,8** |

## TABLEAU N.02-8

### Construction navale, aéronautique et ferroviaire : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Construction de bâtiments de guerre (à l'exclusion des directions techniques de la Délégation générale pour l'Armement) (1) | 351A | 13 004 | 1 754,0 | 12 569 | 271,7 | 30,4 |
| Construction de navires civils | 351B | 5 333 | 1 162,9 | 5 990 | 181,5 | 15,5 |
| Réparation navale | 351C | 2 356 | 251,3 | 2 268 | 59,8 | 3,1 |
| Construction de bateaux de plaisance | 351E | 7 705 | 1 085,6 | 7 868 | 168,2 | 43,9 |
| **Construction navale** | **E11** | **28 398** | **4 253,8** | **28 695** | **681,2** | **92,9** |
| Construction de matériel ferroviaire roulant | 352Z | 10 667 | 1 944,4 | 11 870 | 379,3 | 34,6 |
| **Construction de matériel ferroviaire roulant** | **E12** | **10 667** | **1 944,4** | **11 870** | **379,3** | **34,6** |
| Construction de moteurs pour aéronefs | 353A | 20 356 | 4 690,5 | 22 438 | 863,9 | 134,5 |
| Construction de cellules d'aéronefs | 353B | 49 506 | 12 145,0 | 49 873 | 1 803,5 | 654,5 |
| Construction de lanceurs et engins spatiaux | 353C | 6 829 | 1 895,9 | 8 217 | 396,1 | 39,5 |
| **Construction aéronautique et spatiale** | **E13** | **76 691** | **18 731,4** | **80 528** | **3 063,5** | **828,5** |
| Fabrication de motocycles | 354A | 2 569 | 445,3 | 2 909 | 75,0 | 34,1 |
| Fabrication de bicyclettes | 354C | 2 763 | 631,8 | 2 600 | 58,8 | 8,1 |
| Fabrication de véhicules pour invalides | 354E | 361 | 61,7 | 354 | 10,7 | 1,6 |
| Fabrication de véhicules dirigés à la main ou à traction animale (2) | 355Z | 633 | 69,3 | 563 | 12,9 | 1,1 |
| **Fabrication de cycles, motocycles, matériels de transport n.c.a** | **E14** | **6 326** | **1 208,1** | **6 426** | **157,4** | **44,9** |
| **Construction navale, aéronautique et ferroviaire** | **E1** | **122 082** | **26 137,7** | **127 519** | **4 281,4** | **1 000,9** |

(1) En 2003, la société D.C.N. entre dans le champ de l'enquête. Elle apporte plus de 12 000 salariés au secteur Naf 700 : 351A « construction de bâtiments de guerre ».
(2) Cette classe comprend : la fabrication de remorques de manutention ; la fabrication de brouettes, diables, charrettes à bras etc. Ne comprend pas la fabrication d'appareils de levage et de manutention (cf. Naf 292D, tableau N.02-9) ni la fabrication de remorques de tourisme (cf. Naf 342B, tableau N.02-7).

## TABLEAU N.02-9

### Industries des équipements mécaniques : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Fabrication de constructions métalliques | 281A | 26 418 | 3 842,6 | 27 123 | 659,2 | 102,9 |
| Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques | 281C | 9 854 | 1 400,4 | 9 771 | 229,6 | 38,3 |
| **Fabrication d'éléments en métal pour la construction** | **E21** | **36 272** | **5 243,0** | **36 894** | **888,8** | **141,2** |
| Fabrication de réservoirs citernes et conteneurs métalliques | 282C | 3 625 | 388,8 | 3 079 | 78,0 | 7,7 |
| Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central | 282D | 6 250 | 1 078,9 | 6 535 | 174,9 | 38,5 |
| Fabrication de générateurs de vapeur | 283A | 1 544 | 214,7 | 1 578 | 60,3 | 2,5 |
| Chaudronnerie nucléaire | 283B | 4 331 | 441,3 | 5 124 | 218,9 | 17,1 |
| Chaudronnerie-tuyauterie | 283C | 43 295 | 4 340,0 | 41 972 | 1 052,8 | 75,2 |
| **Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières** | **E22** | **59 045** | **6 463,7** | **58 288** | **1 584,9** | **141,0** |
| Fabrication de moteurs et de turbines | 291A | 5 916 | 2 260,6 | 6 711 | 236,4 | 46,9 |
| Fabrication de pompes | 291B | 11 160 | 1 981,5 | 9 802 | 267,0 | 49,4 |
| Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques | 291D | 5 170 | 728,6 | 5 423 | 150,0 | 14,2 |
| Fabrication de compresseurs | 291E | 6 120 | 1 371,9 | 6 810 | 207,0 | 59,9 |
| Fabrication d'articles de robinetterie | 291F | 14 788 | 2 173,9 | 14 577 | 399,4 | 56,0 |
| Fabrication de roulements | 291H | 10 171 | 1 428,5 | 10 970 | 337,5 | 67,0 |
| Fabrication d'organes mécaniques de transmission | 291J | 7 165 | 867,9 | 7 030 | 196,8 | 34,2 |
| **Fabrication d'équipements mécaniques** | **E23** | **60 490** | **10 812,9** | **61 323** | **1 794,1** | **327,6** |
| Fabrication de fours et brûleurs | 292A | 2 840 | 690,8 | 3 193 | 115,4 | 6,6 |
| Fabrication d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques | 292C | 16 835 | 2 243,3 | 16 702 | 465,8 | 17,6 |
| Fabrication d'équipements de levage et de manutention | 292D | 21 603 | 3 863,4 | 22 092 | 637,4 | 50,8 |
| Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels | 292F | 25 331 | 4 192,8 | 27 066 | 769,8 | 62,8 |
| Fabrication d'équipements d'emballage et de conditionnement | 292H | 4 162 | 639,0 | 4 218 | 135,6 | 7,5 |
| Fabrication d'appareils de pesage | 292J | 1 159 | 144,3 | 1 033 | 26,8 | 1,1 |
| Fabrication de machines diverses d'usage général | 292L | 2 796 | 460,0 | 2 649 | 84,4 | 6,3 |
| Fabrication d'autres machines d'usage général | 292M | 10 074 | 1 586,3 | 10 898 | 324,6 | 59,5 |
| **Fabrication de machines d'usage général** | **E24** | **84 800** | **13 819,9** | **87 851** | **2 559,8** | **212,2** |
| Fabrication de tracteurs agricoles | 293A | 2 364 | 748,2 | 3 031 | 88,1 | 23,2 |
| Réparation de matériel agricole | 293C | 469 | 45,7 | 515 | 11,5 | 0,4 |
| Fabrication de matériel agricole | 293D | 13 110 | 2 151,0 | 14 215 | 350,0 | 49,4 |
| **Fabrication de machines agricoles** | **E25** | **15 943** | **2 944,9** | **17 761** | **449,6** | **73,0** |
| Fabrication de machines-outils à métaux | 294A | 6 306 | 908,4 | 6 741 | 210,5 | 24,5 |
| Fabrication de machines-outils à bois | 294B | 882 | 96,8 | 886 | 23,0 | 2,1 |
| Fabrication de machines-outils portatives à moteur incorporé | 294C | 770 | 105,6 | 689 | 19,0 | 0,8 |
| Fabrication de matériel de soudage | 294D | 2 493 | 410,2 | 2 835 | 96,0 | 7,5 |
| Fabrication d'autres machines-outils | 294E | 831 | 133,5 | 591 | 18,4 | 0,6 |
| **Fabrication de machines-outils** | **E26** | **11 282** | **1 654,5** | **11 742** | **366,9** | **35,5** |
| Fabrication de machines pour la métallurgie | 295A | 1 637 | 357,4 | 1 795 | 59,7 | 8,4 |
| Fabrication de matériels de mines pour l'extraction | 295B | 996 | 150,8 | 899 | 26,7 | 2,4 |
| Fabrication de matériels de travaux publics | 295D | 8 067 | 1 603,5 | 9 040 | 279,3 | 52,4 |
| Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire | 295E | 10 483 | 1 375,2 | 11 595 | 315,1 | 29,1 |
| Fabrication de machines pour les industries textiles | 295G | 4 098 | 841,7 | 4 595 | 146,3 | 22,0 |
| Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton | 295J | 2 324 | 465,4 | 2 151 | 71,0 | 8,1 |
| Fabrication de machines d'imprimerie | 295L | 2 779 | 531,6 | 2 903 | 99,5 | 7,4 |
| Fabrication de machines pour travail du caoutchouc ou des plastiques | 295M | 3 435 | 904,1 | 2 161 | 75,1 | 10,1 |
| Fabrication de moules et modèles | 295N | 9 914 | 1 195,0 | 8 891 | 257,5 | 23,1 |
| Fabrication de machines d'assemblage automatique | 295Q | 2 685 | 526,6 | 3 383 | 121,2 | 9,0 |
| Fabrication de machines spécialisées diverses | 295R | 6 745 | 964,4 | 5 551 | 166,9 | 12,2 |
| **Fabrication d'autres machines à usage spécifique** | **E27** | **53 163** | **8 915,7** | **52 964** | **1 618,3** | **184,2** |
| Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense | 296B | 530 | 67,8 | 491 | 12,3 | 2,1 |
| **Fabrication d'armes et de munitions (1)** | **E28** | **530** | **67,8** | **491** | **12,3** | **2,1** |
| **Industries des équipements mécaniques (1)** | **E2** | **321 525** | **49 922,4** | **327 314** | **9 274,7** | **1 116,8** |

(1) Non compris l'activité : fabrication d'armement (véhicules blindés, matériel d'artillerie et missiles, munitions de guerre ...). Seule est comptabilisée la Naf 700 « 296B » qui comprend notamment la fabrication d'armes de chasse, de tir sportif et de défense ainsi que leurs munitions. Comprend également la fabrication de revolvers et de pistolets de calibre inférieur à 9 mm ; ne comprend pas la fabrication d'armes blanches.

## TABLEAU N.02-10

### Industries des équipements électriques et électroniques : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Fabrication de machines de bureau | 300A | 2 769 | 611,1 | 3 370 | 91,3 | 17,7 |
| Fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques | 300C | 15 373 | 7 796,2 | 22 874 | 1 209,1 | 137,9 |
| **Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique** | **E31** | **18 142** | **8 407,3** | **26 244** | **1 300,4** | **155,6** |
| Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques inférieurs à 750 kw | 311A | 17 358 | 2 661,4 | 16 983 | 442,7 | 61,6 |
| Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques supérieurs ou égals à 750 kw | 311B | 7 060 | 1 498,6 | 5 862 | 182,0 | 19,2 |
| Réparation de matériels électriques | 311C | 2 945 | 269,3 | 3 005 | 77,8 | 4,1 |
| **Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques** | **E32** | **27 363** | **4 429,3** | **25 850** | **702,5** | **84,9** |
| Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne | 322A | 24 325 | 7 072,0 | 22 423 | 1 021,4 | 121,6 |
| Fabrication d'appareils de téléphonie | 322B | 20 393 | 4 374,6 | 25 766 | 1 083,8 | 70,7 |
| **Fabrication d'appareils d'émission et de transmission** | **E33** | **44 718** | **11 446,6** | **48 189** | **2 105,2** | **192,3** |
| Fabrication de matériel d'imagerie médicale et de radiologie | 331A | 2 907 | 1 336,9 | 2 914 | 142,0 | 11,4 |
| Fabrication d'appareils médico-chirurgicaux | 331B | 20 664 | 2 697,9 | 22 508 | 634,5 | 145,3 |
| **Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie** | **E34** | **23 571** | **4 034,8** | **25 422** | **776,5** | **156,7** |
| Fabrication d'équipements d'aide à la navigation | 332A | 27 368 | 7 620,9 | 25 233 | 1 145,8 | 153,4 |
| Fabrication d'instrumentation scientifique et technique | 332B | 21 736 | 3 548,7 | 21 520 | 687,1 | 81,8 |
| Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels | 333Z | 13 103 | 1 793,1 | 12 895 | 406,2 | 35,1 |
| **Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle** | **E35** | **62 207** | **12 962,7** | **59 648** | **2 239,1** | **270,3** |
| **Industries des équipements électriques et électroniques** | **E3** | **176 001** | **41 280,7** | **185 353** | **7 123,7** | **859,8** |

## TABLEAU N.02-11

### Industries des produits minéraux : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Extraction de minerais de fer et de métaux non ferreux | 131Z et 132Z | 210 | 1,8 | 211 | *c* | *c* |
| **Extraction de minerais métalliques** | **F11** | **210** | **1,8** | **211** | **–** | **–** |
| Extraction de pierres pour la construction et d'ardoises | 141A et 141E | 2 329 | 271,5 | 2 280 | 54,1 | 15,2 |
| Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie | 141C | 1 116 | 275,4 | 1 112 | 35,3 | 21,4 |
| Production de sables et de granulats | 142A | 11 950 | 2 563,3 | 12 894 | 335,9 | 239,9 |
| Extraction d'argiles et de kaolin | 142C | 845 | 134,7 | 905 | 25,6 | 7,3 |
| Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels et production de sel | 143Z et 144Z | 2 068 | 314,3 | 2 110 | 71,8 | 15,2 |
| Activités extractives n.c.a. (1) | 145Z | 719 | 148,2 | 714 | 22,0 | 7,9 |
| **Extraction de produits de carrières et minéraux divers (Autres industries extractives)** | **F12** | **19 027** | **3 707,4** | **20 015** | **544,7** | **306,9** |
| Fabrication de verre plat | 261A | 2 019 | 471,1 | 2 796 | 96,7 | 39,8 |
| Façonnage et transformation du verre plat | 261C | 8 988 | 1 422,1 | 9 447 | 223,1 | 47,3 |
| Fabrication de verre creux | 261E | 27 388 | 3 276,8 | 28 358 | 722,7 | 161,3 |
| Fabrication de fibres de verre | 261G | 1 504 | 335,6 | 1 620 | 56,2 | 14,1 |
| Fabrication et façonnage d'articles techniques en verre (y compris isolateurs) | 261J et 261K | 3 849 | 463,5 | 3 729 | 106,3 | 20,5 |
| **Fabrication de verre et d'articles en verre** | **F13** | **43 748** | **5 969,1** | **45 950** | **1 205,0** | **283,0** |
| Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental | 262A | 5 068 | 327,7 | 4 972 | 100,2 | 8,8 |
| Fabrication d'appareils sanitaires en céramique | 262C | 3 393 | 311,3 | 3 632 | 92,2 | 11,7 |
| Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique | 262E | 452 | 43,6 | 403 | 9,5 | 1,5 |
| Fabrication d'autres produits céramiques | 262G et 262J | 392 | 33,2 | 398 | 10,4 | 3,0 |
| Fabrication de produits céramiques réfractaires | 262L | 3 679 | 558,7 | 3 966 | 133,9 | 17,9 |
| Fabrication de carreaux en céramique | 263Z | 2 647 | 296,8 | 2 732 | 63,1 | 21,4 |
| Fabrication de briques | 264A | 1 740 | 235,0 | 1 595 | 40,8 | 25,1 |
| Fabrication de tuiles | 264B | 3 428 | 663,6 | 3 706 | 92,1 | 36,2 |
| Fabrication de ciment | 265A | 4 445 | 2 089,5 | 4 783 | 185,3 | 100,1 |
| Fabrication de chaux | 265C | 946 | 372,4 | 832 | 22,9 | 27,1 |
| Fabrication de plâtre et d'éléments en plâtre pour la construction | 265E et 266C | 2 749 | 756,9 | 3 235 | 110,3 | 48,0 |
| Fabrication d'éléments en béton pour la construction | 266A | 16 377 | 2 256,4 | 17 504 | 416,4 | 124,3 |
| Fabrication de béton prêt à l'emploi | 266E | 5 402 | 2 272,3 | 5 647 | 154,3 | 64,7 |
| Fabrication de mortiers et bétons secs | 266G | 1 989 | 613,8 | 2 145 | 70,6 | 19,2 |
| Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment | 266J | 626 | 123,0 | 635 | 17,5 | 13,8 |
| Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre | 266L | 734 | 84,8 | 532 | 11,7 | 2,6 |
| Travail de la pierre | 267Z | 4 013 | 365,1 | 4 070 | 91,1 | 13,8 |
| Fabrication de produits abrasifs | 268A | 1 699 | 220,4 | 3 416 | 121,7 | 10,2 |
| Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a. (2) | 268C | 4 499 | 1 015,8 | 4 332 | 139,3 | 53,2 |
| **Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction** | **F14** | **64 278** | **12 640,3** | **68 535** | **1 883,3** | **602,6** |
| **Industries des produits minéraux** | **F1** | **127 263** | **22 318,6** | **134 711** | **3 633,0** | **1 192,5** |

(1) Cette classe comprend notamment l'extraction de minéraux et matériaux divers : matières abrasives naturelles, amiante en roche, graphite naturel, farines siliceuses fossiles, stéatite (talc), feldspath ; pierres gemmes, quartz, mica, asphaltes et bitumes naturels, etc.

(2) Cette classe comprend notamment la fabrication d'amiante manufacturée, de matières minérales isolantes : laines de laitier, de roche, vermiculite expansée, argiles expansées (à l'exception de laine de verre et de fibres de verre « isolation » ou « textile » - cf. Naf 261G) ; la fabrication de corindon artificiel (alumine cristallisée, pierre la plus dure après le diamant utilisée comme abrasif), de produits asphaltés et bitumineux, la fabrication d'articles en mica, en tourbe, en graphite, etc.

## TABLEAU N.02-12

### Industrie textile : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Filature de l'industrie cotonnière | 171A | 1 416 | 171,2 | 1 318 | 23,0 | 1,5 |
| Filature de l'industrie lainière - cycle cardé | 171C | 523 | 28,5 | 470 | 8,4 | 0,7 |
| Préparation de la laine | 171E | 812 | 557,7 | 723 | 18,8 | 2,5 |
| Filature de l'industrie lainière - cycle peigné | 171F | 2 254 | 176,0 | 2 516 | 47,1 | 5,6 |
| Préparation et filature du lin | 171H | 1 224 | 236,3 | 1 236 | 27,0 | 12,2 |
| Moulinage et texturation de la soie et des textiles artificiels ou synthétiques | 171K | 2 835 | 415,2 | 2 932 | 59,0 | 7,0 |
| Fabrication de fils à coudre et préparation et filature d'autres fibres | 171M et 171P | 1 559 | 175,7 | 1 700 | 43,5 | 4,2 |
| Tissage de l'industrie cotonnière | 172A | 6 390 | 936,9 | 7 190 | 161,1 | 27,4 |
| Tissage de l'industrie lainière - cycle cardé | 172C | 938 | 228,1 | 978 | 23,6 | 8,0 |
| Tissage de l'industrie lainière - cycle peigné | 172E | 662 | 186,4 | 572 | 15,1 | 3,2 |
| Tissage de soieries | 172G | 791 | 137,6 | 894 | 20,4 | 2,7 |
| Tissage d'autres textiles | 172J | 4 954 | 869,9 | 4 787 | 120,2 | 23,9 |
| Ennoblissement textile | 173Z | 10 448 | 1 203,6 | 10 489 | 236,6 | 35,2 |
| **Filature et tissage** | **F21** | **34 806** | **5 323,1** | **35 805** | **803,8** | **134,1** |
| Fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement | 174A | 5 788 | 700,8 | 4 890 | 96,7 | 11,0 |
| Fabrication de petits articles textiles de literie | 174B | 2 519 | 358,1 | 2 516 | 51,2 | 5,5 |
| Fabrication d'autres articles confectionnés en textile | 174C | 5 567 | 643,0 | 5 537 | 119,1 | 19,9 |
| Fabrication de tapis et moquettes | 175A | 3 120 | 514,9 | 4 223 | 111,7 | 26,0 |
| Ficellerie, corderie, fabrication de filets | 175C | 840 | 93,3 | 863 | 16,6 | 1,6 |
| Fabrication de non-tissés | 175E | 2 101 | 419,9 | 2 259 | 60,0 | 25,0 |
| Industries textiles n.c.a. (1) | 175G | 15 504 | 2 131,4 | 15 407 | 366,3 | 55,3 |
| **Fabrication de produits textiles** | **F22** | **35 439** | **4 861,4** | **35 695** | **821,6** | **144,3** |
| Fabrication d'étoffes à maille | 176Z | 2 189 | 400,7 | 2 118 | 50,1 | 15,5 |
| Fabrication d'articles chaussants à maille | 177A | 5 397 | 659,5 | 6 868 | 162,1 | 10,3 |
| Fabrication de pulls-overs et articles similaires | 177C | 5 556 | 687,4 | 5 297 | 119,0 | 11,3 |
| **Fabrication d'étoffes et d'articles à maille** | **F23** | **13 142** | **1 747,6** | **14 283** | **331,2** | **37,1** |
| **Industrie textile** | **F2** | **83 387** | **11 932,1** | **85 783** | **1 956,6** | **315,5** |

(1) Cette classe comprend notamment : la fabrication de tulles, de dentelles, de feutres, d'ouates, de rubans, d'articles de passementerie, de tissus enduits et d'articles divers en textile ainsi que les travaux de plissage, jours, boutonnières etc.

## TABLEAU N.02-13

### Industrie du bois et du papier : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Imprégnation du bois | 201B | 1 453 | 95,9 | 1 412 | 36,2 | 1,5 |
| Fabrication de panneaux de bois | 202Z | 8 682 | 1 644,5 | 8 901 | 211,5 | 52,5 |
| Fabrication de charpentes et de menuiseries | 203Z | 16 159 | 2 822,5 | 17 153 | 365,3 | 70,9 |
| Fabrication d'emballages en bois | 204Z | 10 471 | 1 318,3 | 11 557 | 246,7 | 45,0 |
| Fabrication d'objets divers en bois | 205A | 3 537 | 326,4 | 3 655 | 75,4 | 14,5 |
| Fabrication d'objets en liège, vannerie ou sparterie (1) | 205C | 935 | 243,6 | 959 | 24,7 | 2,5 |
| **Travail du bois et fabrication d'articles en bois** | **F31** | **41 237** | **6 451,2** | **43 637** | **959,8** | **186,9** |
| Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton | 211A et 211C | 27 196 | 7 266,7 | 27 921 | 885,3 | 424,9 |
| **Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton** | **F32** | **27 196** | **7 266,7** | **27 921** | **885,3** | **424,9** |
| Industrie du carton ondulé | 212A | 17 112 | 3 324,2 | 17 419 | 470,8 | 127,7 |
| Fabrication de cartonnages | 212B | 13 449 | 1 740,2 | 13 005 | 313,2 | 61,3 |
| Fabrication d'emballages en papier | 212C | 1 767 | 295,9 | 2 007 | 49,3 | 10,9 |
| Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique | 212E | 7 850 | 2 213,0 | 9 173 | 271,6 | 107,2 |
| Fabrication d'articles de papeterie (2) | 212G | 4 806 | 773,5 | 4 743 | 127,8 | 17,6 |
| Fabrication de papiers peints | 212J | 1 042 | 126,4 | 1 043 | 28,8 | 5,0 |
| Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (3) | 212L | 6 111 | 1 050,8 | 6 161 | 161,2 | 52,8 |
| **Fabrication d'articles en papier ou en carton** | **F33** | **52 137** | **9 524,0** | **53 551** | **1 422,7** | **382,5** |
| **Industrie du bois et du papier** | **F3** | **120 570** | **23 241,9** | **125 109** | **3 267,8** | **994,3** |

(1) Sparterie : fabrication d'ouvrages tressés en fibres végétales (d'origine diverse), tels des cordes, des nattes, des tapis, des paniers, etc. La vannerie étant l'industrie du vannier, ouvrier confectionnant divers objets (paniers, corbeilles, chaises, meubles) au moyen de tiges et fibres végétales entrelacées d'osier, de rotin ou de jonc, etc.

(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication d'articles de papeterie scolaire ou commerciale (cahiers, classeurs, livres comptables,etc) ; voir 222C « Autre imprimerie (labeur) », dans N.02-4.

(3) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'étiquettes de tous genres, de filtres, de sacs pour aspirateurs, de tubes, mandrins et bobines en carton, d'articles moulés en pâte à papier.

## TABLEAU N.02-14

### Chimie, caoutchouc et plastiques : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Fabrication de gaz industriels | 241A | 4 487 | 1 239,7 | 5 016 | 206,2 | 135,6 |
| Fabrication de colorants et de pigments | 241C | 3 891 | 866,5 | 4 188 | 151,5 | 41,9 |
| Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base | 241E | 7 411 | 2 180,8 | 10 187 | 390,5 | 154,5 |
| Fabrication de produits azotés et d'engrais | 241J | 4 250 | 1 609,4 | 5 133 | 170,4 | 66,9 |
| **Industrie chimique minérale** | **F41** | **20 039** | **5 896,4** | **24 524** | **918,6** | **398,9** |
| Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base | 241G | 21 770 | 10 504,6 | 24 095 | 950,5 | 443,5 |
| Fabrication de matières plastiques de base | 241L | 14 190 | 6 743,5 | 12 845 | 465,6 | 424,5 |
| Fabrication de caoutchouc synthétique | 241N | 2 321 | 962,9 | 2 465 | 91,3 | 38,5 |
| **Industrie chimique organique** | **F42** | **38 281** | **18 211,0** | **39 405** | **1 507,4** | **906,5** |
| Fabrication de produits agrochimiques | 242Z | 4 276 | 1 938,5 | 5 191 | 234,3 | 45,2 |
| Fabrication de peintures et vernis | 243Z | 16 104 | 3 452,4 | 17 424 | 568,8 | 94,0 |
| Fabrication de produits explosifs | 246A | 4 231 | 723,7 | 5 388 | 159,9 | 63,1 |
| Fabrication de colles et gélatines | 246C | 3 062 | 805,8 | 3 358 | 105,2 | 29,0 |
| Fabrication d'huiles essentielles | 246E | 4 653 | 993,0 | 5 012 | 184,2 | 28,1 |
| Fabrication de produits chimiques pour la photographie | 246G | 2 208 | 178,8 | 2 234 | 79,1 | 12,7 |
| Fabrication de supports de données | 246J | 964 | 187,4 | 962 | 28,3 | 9,7 |
| Fabrication de produits chimiques à usage industriel | 246L | 14 232 | 4 338,5 | 12 259 | 446,1 | 135,9 |
| **Parachimie** | **F43** | **49 730** | **12 618,1** | **51 828** | **1 805,9** | **417,7** |
| Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques | 247Z | 1 975 | 436,6 | 2 094 | 56,2 | 6,6 |
| **Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques** | **F44** | **1 975** | **436,6** | **2 094** | **56,2** | **6,6** |
| Fabrication de pneumatiques | 251A | 31 589 | 5 296,1 | 35 381 | 1 053,4 | 246,1 |
| Rechapage de pneumatiques | 251C | 1 727 | 217,8 | 852 | 19,7 | 4,1 |
| Fabrication d'autres articles en caoutchouc | 251E | 29 736 | 3 408,4 | 30 053 | 735,2 | 116,7 |
| **Industrie du caoutchouc** | **F45** | **63 052** | **8 922,3** | **66 286** | **1 808,3** | **366,9** |
| Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques | 252A | 18 016 | 3 393,4 | 16 775 | 461,6 | 144,6 |
| Fabrication d'emballages en matières plastiques | 252C | 34 144 | 5 200,6 | 36 100 | 904,6 | 386,4 |
| Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction | 252E | 22 682 | 3 536,8 | 22 161 | 508,7 | 99,1 |
| Fabrication d'articles divers en matières plastiques (1) | 252G | 9 899 | 1 385,7 | 10 821 | 258,3 | 47,8 |
| Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (2) | 252H | 60 201 | 8 748,2 | 61 303 | 1 453,8 | 340,0 |
| **Transformation des matières plastiques (ou plasturgie)** | **F46** | **144 942** | **22 264,7** | **147 160** | **3 587,0** | **1 017,9** |
| **Chimie, caoutchouc et plastiques** | **F4** | **318 019** | **68 349,1** | **331 297** | **9 683,4** | **3 114,5** |

(1) Cette classe comprend la fabrication de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et d'articles de toilette en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles divers en matières plastiques tels que rubans adhésifs, éponges artificielles, casques de sécurité, articles pour éclairage, bureau, etc.
(2) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques (y compris matériaux composites) réalisées à façon selon les procédés de la plasturgie.

## TABLEAU N.02-15

### Métallurgie et transformation des métaux : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Sidérurgie | 271Y | 33 178 | 10 978,9 | 36 838 | 1 146,4 | 307,7 |
| Fabrication de tubes en fonte et en acier | 272A et 272C | 12 181 | 2 519,9 | 12 544 | 342,9 | 70,5 |
| Étirage à froid | 273A | 2 397 | 464,8 | 1 023 | 27,7 | 5,6 |
| Laminage à froid de feuillards | 273C | 770 | 120,3 | 795 | 21,2 | 3,7 |
| Profilage à froid par formage ou pliage | 273E | 2 495 | 775,1 | 2 402 | 66,8 | 21,9 |
| Tréfilage à froid | 273G | 2 085 | 392,3 | 2 238 | 60,9 | 10,4 |
| **Sidérurgie et première transformation de l'acier** | **F51** | **53 106** | **15 251,3** | **55 840** | **1 665,9** | **419,8** |
| Production de métaux précieux et métallurgie des autres métaux non ferreux | 274A et 274M | 2 681 | 811,1 | 2 273 | 71,5 | 16,3 |
| Production d'aluminium | 274C | 2 810 | 1 160,5 | 3 256 | 130,8 | 52,3 |
| Première transformation de l'aluminium | 274D | 8 499 | 2 307,6 | 8 597 | 268,5 | 96,4 |
| Production et première transformation de plomb, de zinc ou d'étain | 274F et 274G | 1 560 | 445,9 | 1 571 | 46,4 | 24,3 |
| Production et première transformation du cuivre | 274J et 274K | 4 396 | 1 956,2 | 4 498 | 121,7 | 28,4 |
| **Production de métaux non ferreux** | **F52** | **19 946** | **6 681,3** | **20 195** | **638,9** | **217,7** |
| Fonderie de fonte | 275A | 9 880 | 940,6 | 13 217 | 321,5 | 113,8 |
| Fonderie d'acier | 275C | 5 887 | 511,7 | 5 408 | 135,2 | 14,0 |
| Fonderie de métaux légers | 275E | 14 209 | 1 865,9 | 13 562 | 326,7 | 71,2 |
| Fonderie d'autres métaux non ferreux | 275G | 3 501 | 345,7 | 3 587 | 86,7 | 10,0 |
| **Fonderie** | **F53** | **33 477** | **3 663,9** | **35 774** | **870,1** | **209,0** |
| Forge, estampage, matriçage | 284A | 12 303 | 1 553,1 | 10 994 | 261,4 | 89,5 |
| Découpage, emboutissage | 284B | 35 613 | 4 832,7 | 35 486 | 823,6 | 221,5 |
| Métallurgie des poudres | 284C | 1 316 | 129,7 | 1 153 | 32,2 | 9,8 |
| Traitement et revêtement des métaux | 285A | 20 178 | 1 956,5 | 19 960 | 467,6 | 105,0 |
| Décolletage | 285C | 13 344 | 1 480,9 | 13 451 | 344,4 | 87,6 |
| Mécanique générale | 285D | 54 705 | 5 351,3 | 58 387 | 1 470,7 | 183,9 |
| **Services industriels du travail des métaux** | **F54** | **137 459** | **15 304,2** | **139 431** | **3 399,9** | **697,3** |
| Fabrication de coutellerie | 286A | 2 316 | 244,6 | 2 639 | 57,0 | 11,5 |
| Fabrication d'outillage à main | 286C | 4 748 | 540,7 | 5 520 | 143,2 | 20,0 |
| Fabrication d'outillage mécanique | 286D | 11 818 | 1 220,3 | 11 220 | 302,0 | 37,6 |
| Fabrication de serrures et ferrures | 286F | 11 985 | 1 448,3 | 12 427 | 298,6 | 64,4 |
| Fabrication de fûts et emballages similaires en métal | 287A | 676 | 169,7 | 810 | 22,2 | 7,3 |
| Fabrication d'emballages métalliques légers | 287C | 10 839 | 2 233,6 | 10 342 | 269,3 | 76,6 |
| Fabrication d'articles en fils métalliques | 287E | 9 031 | 1 106,2 | 8 998 | 202,5 | 35,2 |
| Visserie et boulonnerie | 287G | 8 068 | 1 030,0 | 8 863 | 227,8 | 45,8 |
| Fabrication de ressorts | 287H | 3 144 | 363,6 | 3 051 | 76,2 | 13,6 |
| Fabrication de chaînes | 287J | 520 | 35,2 | 530 | 11,3 | 0,8 |
| Fabrication d'articles métalliques ménagers | 287L | 6 049 | 842,4 | 6 829 | 168,1 | 50,0 |
| Fabrication de petits articles métalliques | 287N | 1 667 | 192,1 | 1 846 | 44,2 | 12,5 |
| Fabrication d'articles métalliques divers (1) | 287Q | 15 537 | 2 141,3 | 13 782 | 357,9 | 47,1 |
| **Fabrication de produits métalliques** | **F55** | **86 398** | **11 568,0** | **86 857** | **2 180,3** | **422,4** |
| Récupération de matières métalliques recyclables | 371Z | 6 809 | 2 434,7 | 6 812 | 170,8 | 96,2 |
| Récupération de matières non métalliques recyclables | 372Z | 8 881 | 1 302,0 | 8 617 | 195,2 | 87,4 |
| **Récupération** | **F56** | **15 690** | **3 736,7** | **15 429** | **366,0** | **183,6** |
| **Métallurgie et transformation des métaux** | **F5** | **346 076** | **56 205,4** | **353 526** | **9 121,1** | **2 149,8** |

(1) Ces classes comprennent aussi la fabrication de portes blindées, la fabrication d'articles divers en métaux comme les échelles, les escabeaux, les articles de voirie ; la fabrication d'armes blanches : sabres, épées, baïonnettes et la fabrication d'éléments de couverture : gouttières, faîtages ...

## TABLEAU N.02-16

### Industries des composants électriques et électroniques : année 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Code Naf ou Nes | Résultats branche | | Résultats secteur d'établissements | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié | Ventes hors taxes (million d'euros) | Effectif salarié | Rémunérations (million d'euros) | Investissements (million d'euros) |
| Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension.. | 312A | 44 690 | 6 477,6 | 51 385 | 1 531,3 | 372,9 |
| Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension.. | 312B | 8 494 | 1 385,9 | 7 685 | 251,9 | 45,3 |
| Fabrication de fils et câbles isolés | 313Z | 14 098 | 2 198,7 | 14 350 | 449,4 | 46,1 |
| Fabrication d'accumulateurs et de piles électriques | 314Z | 5 154 | 797,0 | 5 094 | 138,9 | 31,5 |
| Fabrication de lampes | 315A | 2 671 | 487,7 | 2 827 | 76,3 | 38,1 |
| Fabrication d'appareils électriques autonomes de sécurité | 315B | 732 | 97,6 | 573 | 15,5 | 1,0 |
| Fabrication d'appareils d'éclairage | 315C | 6 820 | 876,8 | 7 240 | 173,3 | 19,5 |
| Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules | 316A | 18 951 | 3 731,6 | 19 079 | 582,3 | 157,8 |
| Fabrication de matériel électromagnétique industriel | 316C | 2 479 | 333,4 | 1 991 | 49,9 | 14,1 |
| Fabrication de matériels électriques n.c.a. (1) | 316D | 11 452 | 1 962,9 | 10 044 | 315,6 | 26,9 |
| **Fabrication de matériel électrique** | **F61** | **115 541** | **18 349,2** | **120 268** | **3 584,4** | **753,2** |
| Fabrication de composants passifs et de condensateurs | 321A | 6 672 | 707,8 | 7 309 | 181,9 | 24,2 |
| Fabrication de composants électroniques actifs | 321C | 32 350 | 6 122,3 | 32 790 | 1 145,3 | 581,0 |
| Assemblage de cartes électroniques pour compte de tiers | 321D | 19 213 | 2 584,3 | 18 424 | 435,5 | 39,1 |
| **Fabrication de composants électroniques** | **F62** | **58 235** | **9 414,4** | **58 523** | **1 762,7** | **644,3** |
| **Industries des composants électriques et électroniques** | **F6** | **173 776** | **27 763,6** | **178 791** | **5 347,1** | **1 397,5** |

(1) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'appareils électriques de signalisation pour voies routières, fluviales, installations portuaires et aéroportuaires ; la fabrication de sonneries, sirènes et tableaux d'affichage électriques ; de systèmes de détection et de protection pour le vol ou l'incendie ; la fabrication d'électrodes en charbon ou en graphite ; d'isolateurs et de pièces isolantes en matériaux composites (autres que le verre ou la céramique) ; la fabrication de machines et d'appareils électriques divers tels les accélérateurs de particules, générateurs de signaux, détecteurs de mines, détonateurs électriques, etc. Ne comprend pas la fabrication de composants électroniques (cf. Naf 321B) ou la fabrication de pièces isolantes en verre ou en céramique (cf. Naf 261K et 262 E, tableau N.02-11).

# Chapitre N.03

## Construction


1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.


## Liste des tableaux


1 Construction : entreprises, effectifs salariés, chiffres d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2003.

2 Construction : montant du chiffre d'affaires construction selon l'ouvrage.

3 Construction : montant du chiffre d'affaires sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.

4 Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage, le nombre de pièces, le mode d'utilisation et de destination.

5 Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination.

6 Logements commencés par type de construction.

7 Indices annuels de la construction dans l'Union européenne.

8 Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur.

9 Production de bâtiment et de travaux publics.

10 Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces.

11 Parc locatif social au 1er janvier de l'année.

## 1

## ❍ Présentation

En 2003, le secteur de la construction résiste bien dans un contexte général de ralentissement de l'activité économique et de perte d'emplois salariés. Le secteur augmente son chiffre d'affaires de 2,9 % et crée l'équivalent de 12 000 emplois à plein temps. Le secteur des travaux publics contribue davantage que le secteur du bâtiment à ce résultat positif.

L'ensemble du secteur représente plus de 306 000 entreprises, 1 286 000 salariés en équivalent temps plein et 151 milliards d'euros de chiffre d'affaires (130 milliards hors sous-traitance). Il enregistre en 2003 une création nette d'environ 7 000 entreprises, principalement dans le secteur du bâtiment, et de 12 000 emplois dont la moitié dans le secteur des travaux publics.

Après cinq années de croissance, l'activité se maintient dans le secteur du bâtiment, avec un chiffre d'affaires hors sous-traitance en augmentation de 2,4 % en valeur, le montant des travaux réalisés sur des logements progressant de 3,7 %. Le nombre moyen de salariés est de 1 040 000 (emplois en équivalent temps plein), pour 287 000 entreprises.

Le secteur des travaux publics enregistre en 2003 une nette reprise de son activité après une année 2002 plutôt stable. Le chiffre d'affaires hors sous-traitance augmente de 4,6 %, plus de 5 000 emplois équivalent temps plein étant créés dans le secteur. En particulier, les travaux sur voies de communication et sur ouvrages de franchissement progressent en valeur de 6,4 %.

En 2004, avec 460 000 logements ordinaires en France métropolitaine, les autorisations de construire augmentent fortement par rapport à 2003 (+ 22 %). La croissance est particulièrement marquée sur les logements en immeubles collectifs avec 36 % de hausse sur un an et en individuel groupé (+ 27 %). La remontée est très forte dans de nombreuses régions et supérieure à la moyenne dans neuf régions. Après une hausse de 12 % en 2003, l'Ile de France progresse encore de 21 %. Alors qu'un peu plus de la moitié des dossiers de permis de construire concerne toujours des demandes déposées par des particuliers, la part des permis déposés par les organismes d'HLM continue de remonter en 2004 (6 % des logements individuels et 17 % des logements collectifs).

Avec un peu plus de 42 millions de mètres carrés, la construction de locaux non résidentiels baisse de près de 1,1 % en 2004 après 3 % en 2003 ; les mises en chantier progressent de 2,5 %, alors qu'en 2003 elles avaient régressé de 6,7 %, ce qui marque une nette reprise ; le marché de la promotion immobilière en France métropolitaine atteint un niveau encore très haut en 2004 avec plus de 112 000 unités vendues (+ 8,7 %) après + 21 % en 2003. Les ventes d'appartements dynamisent le marché en 2004, avec une croissance de plus de 9,3 % ; pour les maisons individuelles groupées, la progression se limite à 5,5 %. Les ventes de maisons de petite taille sont particulièrement élevées.

Sur l'année 2004, les mises en vente augmentent de 23 %. La forte augmentation de celles-ci combinée à la moindre hausse des ventes entraîne une remontée des stocks en fin d'année de 6,4 %. Les prix progressent de 6,2 % pour la maison et de 9,4 % pour le mètre carré d'appartement.

Au 1er janvier 2004, le parc locatif social comprend près de 4,3 millions de logements (France y compris Dom). Il est en augmentation de 1 % sur un an, 51 600 logements sociaux ayant été mis en service au cours de l'année 2003. Les logements individuels progressent dans le parc (13,4 % après 13 %). Deux tiers des logements mis en service sont des logements neufs (35 000 unités). En 2003, la mobilité baisse légèrement (10,3 %) et la vacance totale demeure à 2,7 % au 1er janvier 2004.

## 2

## ❍ Méthodologie

### L'enquête annuelle d'entreprise (EAE)

L'« enquête annuelle d'entreprise » dans le secteur de la construction est réalisée par le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.
Sa refonte en 1997 a entraîné des ruptures de séries, notamment sur la description fine des chantiers de l'entreprise :
– enquête de périodicité annuelle, exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà.
Afin d'alléger la charge statistique pour les petites entreprises, une « stratégie petites entreprises » est mise en oeuvre périodiquement sur le champ des unités de moins de dix salariés. Leurs données sont alors estimées en mobilisant des informations de source administrative. L'année 1999 est la première année d'application de cette procédure qui a été reconduite pour l'année 2001 et 2003.
Les questionnaires utilisés sont :
– le questionnaire général pour les entreprises de 20 salariés et plus ;
– le questionnaire simplifié, et sans compte de résultat, pour les entreprises de moins de 20 salariés.
Les entreprises enquêtées sont celles qui exercent à titre principal une activité du secteur de la construction. Elles peuvent également intégrer d'autres activités à titre secondaire. Inversement, ne sont pas repris ici les résultats concernant les entreprises dont l'activité « construction » n'est que secondaire. C'est le cas, par exemple, d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.
Le champ de l'enquête d'une année n est constitué des entreprises de la construction ayant leur siège en France métropolitaine, et ayant clos un exercice comptable au cours de l'année n.

### Construction et transformation de bâtiments, permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées par le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer à l'aide de systèmes informatisés, en particulier Sitadel (Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données Élémentaires sur les Logements et les locaux), qui succède à Siclone depuis 1998.
Les opérations retenues correspondent au champ des permis de logements ou de locaux créant de la SHON (surface hors œuvre nette). Cela permet de se conformer à la définition de la construction neuve adoptée par l'ensemble des pays de l'Union européenne.
Les chambres d'habitat communautaire et d'hébergement, qui ne faisaient l'objet d'aucune publication dans Siclone, sont désormais comptées à la rubrique « hébergement » dans les locaux non résidentiels.

### Commercialisation des logements neufs

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est effectuée chaque trimestre auprès des promoteurs, professionnels ou occasionnels. Elle permet de suivre les logements mis en vente, vendus, disponibles, ainsi que les délais d'écoulement et les taux de renouvellement des stocks. Elle donne, par ailleurs, des prix moyens au mètre carré des logements en immeubles collectifs et des prix moyens des maisons individuelles groupées.
Entrent dans le champ de l'enquête les permis de construire de cinq logements et plus, dont la destination est la vente.
Sont donc exclus du champ de l'enquête :
– le secteur locatif (permis de construire destinés à la location) ;
– les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement) ;
– les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées ;
– l'ensemble des logements de fonction ;

– les permis de construire de deux, trois ou quatre logements dont l'importance totale est faible (environ 4,5 % des logements autorisés).

### Le parc locatif social

Le champ de l'enquête sur le parc locatif social est le parc propriété des organismes HLM ou des Sem (Société d'économie mixte) ou géré par eux.
L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des Sem. Elle informe sur la composition du parc au 1er janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.
Elle est utilisée par les différents échelons du ministère pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou Sem pour situer leur intervention respective.
Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.
Ces trois dernières sources sont décentralisées dans les cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement et gérées au niveau national, par la direction des Affaires économiques et internationales au SESP.

## 3
## ○ Définitions

### Année de fin de construction

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée.

### Branche (Nes H0, Naf 45) [1]

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunications, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres.
*Une distinction est faite entre bâtiment et travaux publics dans la nomenclature des activités. Le détail des postes figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire.*
*La nomenclature d'activités française est consultable sur le site Internet de l'Insee* (***www.insee.fr***).

### Logements et pièces

Un logement est constitué d'au moins une pièce principale et de pièces de services telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et espaces. On appelle pièce principale une pièce destinée au logement et au sommeil. Les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'Insee).
Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

### Logement autorisé

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

### Logement commencé

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

### Type de construction

La distinction se fait selon individuel ou collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.

[1] Voir distinction entre le secteur et la branche dans le chapitre N.01 : « Industrie (Y compris IAA) : données générales ».

On distingue deux types de maisons individuelles :
— individuel pur : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement ;
— individuel groupé : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels ou un seul logement individuel avec des locaux.
Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

### Type de conventionnement

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'APL (Aide Personnalisée au Logement).

### Type de financement

Il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.
HLM/O : Habitation à Loyer Modéré Ordinaire.
ILM : Immeuble à Loyer Moyen.
ILN : Immeuble à Loyer Normal.
PAP : Prêt d'Accession à la Propriété.
PC : Prêt Conventionné.
PLA : Prêt Locatif Aidé.
PLA CDC : PLA dont l'établissement prêteur est la caisse des Dépôts et Consignations.
PLA CFF : PLA dont l'établissement prêteur est le Crédit Foncier de France.
PLA TS : PLA très social sans obligation de travaux, financement des logements réservés aux plus démunis.
PLA LM : PLA à loyer minoré.
PLAI : PLA d'intégration.
(PLA LM et PLAI succèdent au PLA TS)
PLUS : Prêt locatif à usage social, en remplacement des PLA CDC et PLA LM.
PLI : Prêt Locatif Intermédiaire.
PLR : Programme à Loyer Réduit.
PLS : Prêt Locatif Social.
PSR : Programme Social de Relogement.

## 4
## ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service économie, statistiques et prospective du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.*

### Organismes :

– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, Service économie, statistiques et prospective ;
– Fédération française du bâtiment ;
– Fédération nationale des travaux publics ;
– Insee.

### Sites Internet :

– www.equipement.gouv.fr
– www.insee.fr

### Publications :

***Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer***
*Données détaillées du Ses :*
– « Statistiques sur le logement social » (annuel).
*Ses Infos Rapides :*
– Résultats de la construction neuve (mensuel et trimestriel) ;
– Résultats sur la commercialisation des logements neufs et anciens (mensuel et trimestriel) ;
– « Commercialisation des logements neufs au troisième trimestre 2005 - Le marché des appartements poursuit sa progression, celui des maisons est en retrait », n° 315, novembre 2005 ;
– « Entreprises du bâtiment - Les travaux d'entretien et d'amélioration de logements en forte hausse depuis 1999 », n° 312, novembre 2005 ;

– « Ralentissement des mises en chantier de logements collectifs au troisième trimestre 2005 », n° 310, octobre 2005 ;
– « La construction de logements ralentit au deuxième trimestre 2005 », n° 301, juillet 2005 ;
– « Le parc locatif social au 1er janvier 2004 - 35 000 logements sociaux neufs mis en service en 2003 », n° 296, juin 2005 ;
– « La construction de logements neufs continue de progresser au premier trimestre 2005 », n° 290, avril 2005 ;
– « Les prix des travaux d'entretien-amélioration de logements augmentent de 0,9 % au quatrième trimestre 2004 », n° 289, mars 2005 ;
– « Résultats de la construction à fin février 2005 », n° 287, mars 2005 ;
– « Commercialisation des logements neufs : niveau exceptionnel des ventes en 2004, mais ralentissement confirmé au second semestre », n° 286, mars 2005 ;
– « La construction neuve en forte accélération en 2004 », n° 282, janvier 2005.

*Service économie, statistiques et prospective (SESP) :*

– « La durée de construction des logements neufs », Virginie Christel, n° 2, septembre 2005 ;
– « La construction neuve de 1994 à 2004 », 2005.

***Insee***

*Insee-Première :*

– « Logements anciens - Des prix toujours en forte hausse en 2004 », n° 1029, juillet 2005 ;

– « La construction en 2004 : une année exceptionnelle pour le logement », n° 1021, juin 2005 ;

– « La hausse des prix des logements anciens depuis 1998 », n° 991, décembre 2004.

*Économie et Statistique :*

– « Logement : aspects économiques et sociaux », nos 381 - 382, octobre 2005.

***Autres***

– « Les fournisseurs de la construction en chiffres », Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi), chiffres clés, édition 2005 ;

– « L'immobilier, pilier de la croissance ou épée de Damoclès », document de travail de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE), n° 2005-16, octobre 2005.

## TABLEAU N.03-1

### Construction : entreprises, effectifs salariés (1), chiffres d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2003

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

*Unités* : Chiffres d'affaires et investissements : Million d'euros
Entreprises et effectifs : Nombre

| Activité principale de l'entreprise | Code Nes ou Naf | Entreprises de 10 salariés et plus | | | | Ensemble des entreprises | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Nombre d'entreprises | Effectifs | Chiffre (2) d'affaires hors taxes | Investissements bruts | Nombre d'entreprises | Effectifs | Chiffre (2) d'affaires hors taxes | Investissements bruts |
| **BÂTIMENT** | **H01** | **20 249** | **572 618** | **67 298** | **1 097** | **286 800** | **1 039 578** | **117 465** | **1 974** |
| **Gros œuvre** | | **6 291** | **182 058** | **25 897** | **466** | **77 021** | **332 662** | **42 066** | **795** |
| Construction de maisons individuelles | 452A | 1 350 | 29 918 | 4 797 | 55 | 12 545 | 56 201 | 8 813 | 106 |
| Construction de bâtiments divers | 452B | 1 527 | 82 350 | 14 197 | 252 | 4 396 | 89 696 | 15 056 | 266 |
| Levage, montage | 452T | 266 | 7 366 | 830 | 37 | 1 302 | 9 927 | 1 122 | 43 |
| Travaux de maçonnerie générale | 452V | 3 148 | 62 424 | 6 073 | 122 | 58 778 | 176 838 | 17 075 | 380 |
| **Second œuvre** | | **13 958** | **390 560** | **41 401** | **631** | **209 779** | **706 916** | **75 399** | **1 179** |
| Réalisation de couvertures par éléments | 452J | 787 | 15 718 | 1 526 | 23 | 10 764 | 38 945 | 3 605 | 64 |
| Travaux d'étanchéification | 452K | 340 | 11 006 | 1 668 | 26 | 1 665 | 13 955 | 2 092 | 31 |
| Travaux de charpente | 452L | 488 | 10 051 | 1 054 | 28 | 5 058 | 20 687 | 2 159 | 50 |
| Travaux d'installation électrique | 453A | 2 599 | 115 003 | 12 261 | 221 | 35 348 | 165 244 | 17 973 | 317 |
| Travaux d'isolation | 453C | 237 | 8 528 | 954 | 13 | 1 955 | 12 603 | 1 425 | 19 |
| Installation d'eau et de gaz | 453E | 1 193 | 29 334 | 2 833 | 38 | 27 283 | 68 176 | 7 300 | 106 |
| Installation d'équipements thermiques et de climatisation | 453F | 1 367 | 46 440 | 5 184 | 47 | 12 359 | 67 822 | 7 786 | 81 |
| Plâtrerie | 454A | 516 | 11 614 | 1 016 | 13 | 11 898 | 31 752 | 2 974 | 39 |
| Menuiserie bois et matières plastiques | 454C | 1 524 | 33 494 | 3 505 | 57 | 29 793 | 80 052 | 8 715 | 146 |
| Menuiserie métallique, serrurerie | 454D | 1 267 | 27 691 | 3 336 | 61 | 10 652 | 45 788 | 5 453 | 93 |
| Revêtement des sols et murs | 454F | 611 | 13 668 | 1 623 | 19 | 13 244 | 30 745 | 3 467 | 50 |
| Miroiterie de bâtiment, vitrerie | 454H | 145 | 3 214 | 394 | 6 | 1 374 | 6 046 | 722 | 11 |
| Peinture | 454J | 2 311 | 53 563 | 4 575 | 61 | 39 844 | 100 782 | 8 838 | 136 |
| Agencement de lieux de vente | 454L | 288 | 6 079 | 924 | 10 | 1 689 | 9 060 | 1 288 | 14 |
| Travaux de finitions non compris ailleurs | 454M | 285 | 5 157 | 548 | 8 | 6 853 | 15 259 | 1 602 | 22 |
| **TRAVAUX PUBLICS** | **H02** | **3 565** | **215 964** | **29 736** | **900** | **19 250** | **246 434** | **34 027** | **1 062** |
| Terrassements divers, démolition | 451A | 1 266 | 32 767 | 3 847 | 134 | 11 633 | 50 168 | 6 273 | 249 |
| Terrassements en grande masse | 451B | 230 | 17 255 | 2 672 | 133 | 1 247 | 18 983 | 2 920 | 148 |
| Forages et sondages | 451D | 63 | 1 618 | 300 | 13 | 269 | 2 285 | 358 | 15 |
| Construction d'ouvrages d'art | 452C | 127 | 16 524 | 2 694 | 46 | 233 | 16 889 | 2 742 | 46 |
| Travaux souterrains | 452D | 12 | 688 | 171 | 4 | 16 | 698 | 172 | 4 |
| Réalisations de réseaux | 452E | 413 | 30 790 | 3 625 | 92 | 674 | 31 588 | 3 732 | 94 |
| Construction de lignes électriques et de télécommunication | 452F | 329 | 27 541 | 2 822 | 87 | 550 | 28 378 | 2 895 | 88 |
| Construction de voies ferrées | 452N | 33 | 3 644 | 457 | 27 | 47 | 3 721 | 466 | 27 |
| Construction de chaussées routières et de sols sportifs | 452P | 580 | 64 336 | 9 785 | 250 | 1 178 | 66 377 | 10 275 | 258 |
| Travaux maritimes et fluviaux | 452R | 36 | 3 369 | 814 | 10 | 257 | 3 743 | 877 | 11 |
| Autres travaux spécialisés de construction | 452U | 205 | 8 609 | 1 491 | 44 | 1 881 | 12 225 | 1 942 | 52 |
| Autres travaux d'installation | 453H | 151 | 5 160 | 638 | 11 | 836 | 6 587 | 823 | 13 |
| Location avec opérateur de matériel de construction | 455Z | 120 | 3 663 | 420 | 49 | 429 | 4 792 | 552 | 57 |
| **Total - CONSTRUCTION (H01 et H02)** | **H0** | **23 814** | **788 582** | **97 034** | **1 997** | **306 050** | **1 286 012** | **151 492** | **3 036** |

(1) Effectif salarié moyen.
(2) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée).

## TABLEAU N.03-2

### Construction : montant du chiffre d'affaires (1) construction selon l'ouvrage

*Source* : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Tourisme et de la Mer
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

*Unité* : Million d'euros

| Nature de l'ouvrage | 1999 | | 2000 | | 2001 | | 2002 | | 2003 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Entreprises de 10 salariés ou plus | Ensemble des entreprises | Entreprises de 10 salariés ou plus | Ensemble des entreprises | Entreprises de 10 salariés ou plus | Ensemble des entreprises | Entreprises de 10 salariés ou plus | Ensemble des entreprises | Entreprises de 10 salariés ou plus | Ensemble des entreprises |
| Maisons individuelles | 9 702 | 30 311 | 11 541 | 35 043 | 11 995 | 38 511 | 14 761 | 40 610 | 14 207 | 41 642 |
| Immeubles de logements (y compris hébergement) | 13 062 | 20 350 | 13 092 | 21 166 | 13 348 | 22 123 | 14 221 | 22 984 | 14 639 | 24 333 |
| **Total résidentiel** | **22 764** | **50 661** | **24 633** | **56 209** | **25 343** | **60 634** | **28 982** | **63 594** | **28 846** | **65 975** |
| Bâtiments non résidentiels | 30 249 | 41 866 | 34 152 | 45 584 | 35 075 | 47 642 | 36 633 | 49 692 | 37 581 | 51 300 |
| **Total Bâtiment** | **53 013** | **92 526** | **58 785** | **101 793** | **60 418** | **108 276** | **65 615** | **113 286** | **66 427** | **117 275** |
| Voies de communication | 11 349 | 12 590 | 11 739 | 12 753 | 12 016 | 13 299 | 11 574 | 12 781 | 12 377 | 13 595 |
| Ouvrages de franchissement | 2 110 | 2 205 | 2 204 | 2 306 | 2 078 | 2 203 | 2 660 | 2 788 | 2 859 | 2 971 |
| Réseaux | 8 209 | 8 812 | 9 238 | 9 737 | 9 766 | 10 395 | 10 420 | 11 174 | 9 817 | 10 731 |
| Autres ouvrages de génie civil | 1 961 | 2 104 | 3 886 | 4 891 | 3 642 | 4 701 | 3 227 | 4 221 | 3 431 | 4 413 |
| **Total Génie civil** | **23 629** | **25 711** | **27 067** | **29 687** | **27 502** | **30 598** | **27 881** | **30 964** | **28 484** | **31 710** |
| **Total Construction** | **76 642** | **118 237** | **85 852** | **131 480** | **87 920** | **138 874** | **93 496** | **144 250** | **94 911** | **148 985** |

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction.

## TABLEAU N.03-3

### Construction : montant du chiffre d'affaires (1) sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

*Unité* : Million d'euros

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Entreprises artisanales** | | | | | | |
| **0 à 9 salariés :** | | | | | | |
| Neuf | 13 221 | 14 072 | 18 202 | 22 561 | 24 026 | 24 243 |
| Entretien, amélioration | 23 343 | 25 442 | 24 806 | 25 296 | 23 644 | 26 605 |
| **Autres entreprises** | | | | | | |
| **10 salariés et plus :** | | | | | | |
| Neuf | 29 066 | 34 702 | 36 914 | 36 278 | 40 128 | 40 245 |
| Entretien, amélioration | 19 110 | 18 310 | 21 871 | 24 140 | 25 487 | 26 182 |
| **Total pour l'ensemble des entreprises :** | | | | | | |
| **Neuf** | **42 287** | **48 774** | **55 116** | **58 839** | **64 154** | **64 488** |
| **Entretien, amélioration** | **42 453** | **43 752** | **46 677** | **49 436** | **49 131** | **52 787** |
| **Montant général des travaux** | **84 740** | **92 526** | **101 793** | **108 275** | **113 285** | **117 275** |

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction, sur des ouvrages de bâtiment.

## TABLEAU N.03-4

**Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage, le nombre de pièces, le mode d'utilisation et de destination**

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SESP) (Sitadel)

*Unités* : Nombre en millier et %

| | *r* 1995 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Maître d'ouvrage** | | | | | | | |
| Organismes HLM | 16,8 | 11,1 | 10,4 | 10,1 | 8,7 | 8,8 | 8,2 |
| Sociétés d'économie mixte (SEM) | 2,4 | 1,2 | 1,2 | 1,0 | 0,9 | 0,9 | 1,1 |
| Sociétés civiles immobilières (SCI) | 26,2 | 24,0 | 25,5 | 27,2 | 27,0 | 27,6 | 30,5 |
| État et collectivités locales | 1,4 | 0,9 | 1,0 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 0,9 |
| Particuliers | 43,6 | 56,2 | 55,0 | 54,0 | 55,0 | 53,6 | 49,3 |
| Autres sociétés (1) | 9,5 | 6,6 | 7,0 | 7,1 | 7,5 | 8,3 | 10,0 |
| **Total** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** |
| **Nombre total de logements autorisés** | **299,3** | **329,4** | **344,3** | **337,2** | **334,2** | **362,9** | **439,1** |
| **Nombre de pièces d'habitation** | | | | | | | |
| 1 pièce | 41,8 | 14,2 | 12,4 | 11,3 | 10,5 | 12,2 | 18,3 |
| 2 pièces | 51,7 | 40,2 | 41,3 | 41,9 | 41,4 | 47,5 | 67,8 |
| 3 pièces | 61,2 | 64,3 | 69,0 | 67,4 | 66,5 | 76,5 | 98,1 |
| 4 pièces | 61,9 | 86,1 | 91,3 | 89,1 | 87,2 | 92,6 | 106,8 |
| 5 pièces | 51,5 | 76,9 | 81,2 | 78,7 | 78,4 | 81,7 | 89,7 |
| 6 pièces et plus | 31,2 | 47,4 | 49,2 | 48,8 | 50,3 | 52,4 | 58,2 |
| **Total** | **299,3** | **329,4** | **344,4** | **337,3** | **334,2** | **362,9** | **439,1** |
| **Mode d'utilisation et de destination** | | | | | | | |
| **Résidences principales :** | | | | | | | |
| Occupation personnelle | 108,6 | 159,6 | 163,9 | 155,9 | 156,1 | 160,2 | 169,9 |
| Location vide ou meublée | 77,0 | 83,0 | 94,4 | 96,7 | 97,0 | 107,4 | 152,3 |
| Vente ou location-vente | 93,2 | 71,5 | 70,1 | 68,2 | 62,6 | 75,3 | 91,0 |
| Logement de fonction | 2,7 | 0,9 | 0,9 | 0,7 | 1,3 | 1,7 | 3,3 |
| **Total** | **281,5** | **315,1** | **329,2** | **321,5** | **316,9** | **344,6** | **416,6** |
| **Résidences secondaires :** | | | | | | | |
| Occupation personnelle | 6,5 | 7,3 | 7,8 | 7,6 | 7,7 | 7,7 | 8,8 |
| Location vide ou meublée | 8,0 | 4,5 | 5,1 | 4,9 | 7,0 | 6,8 | 8,7 |
| Vente ou location-vente | 3,2 | 2,4 | 2,2 | 3,2 | 2,5 | 3,7 | 5,0 |
| Logement de fonction | 0,1 | – | – | – | – | | |
| **Total** | **17,8** | **14,3** | **15,1** | **15,7** | **17,2** | **18,2** | **22,6** |
| **Ensemble :** | | | | | | | |
| Occupation personnelle | 115,1 | 166,9 | 171,6 | 163,6 | 163,8 | 167,9 | 178,7 |
| Location vide ou meublée | 84,9 | 87,5 | 99,5 | 101,6 | 104,0 | 114,2 | 161,1 |
| Vente ou location-vente | 96,4 | 74,0 | 72,3 | 71,4 | 65,1 | 79,0 | 96,1 |
| Logement de fonction | 2,8 | 0,9 | 0,9 | 0,7 | 1,3 | 1,7 | 3,3 |
| **Total** | **299,3** | **329,4** | **344,3** | **337,2** | **334,2** | **362,9** | **439,1** |

(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

## TABLEAU N.03-5

**Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination**

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SESP) (Sidadel)

*Unité* : Millier de mètres carrés

| Destination | *r* 1995 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bâtiments agricoles | 12 112,1 | 16 009,4 | 16 665,8 | 14 365,1 | 12 928,0 | 12 873,5 | 12 367,0 |
| Bâtiments industriels | 5 581,5 | 10 767,7 | 11 943,0 | 12 139,6 | 10 424,0 | 9 725,5 | 8 953,1 |
| Locaux commerciaux | 3 075,8 | 4 097,7 | 4 802,6 | 4 878,4 | 4 695,1 | 5 035,3 | 4 888,4 |
| Bureaux | 2 964,0 | 3 479,1 | 4 892,4 | 5 789,3 | 4 459,6 | 4 138,4 | 4 000,2 |
| Stockages non agricoles et garages | 4 561,8 | 3 812,4 | 4 135,9 | 4 551,6 | 3 969,4 | 3 105,7 | 3 390,0 |
| Autres | 6 887,4 | 7 403,2 | 8 040,0 | 7 535,6 | 7 277,3 | 7 765,7 | 8 511,0 |
| **Total** | **35 182,6** | **45 569,4** | **50 479,7** | **49 259,7** | **43 753,4** | **42 644,2** | **42 109,6** |

## TABLEAU N.03-6

### Logements commencés par type de construction

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SESP) (Sitadel)

*Unité* : Millier de logements

| Type de construction | 1995 | 1999 | *r* 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Individuels purs | 108,5 | 152,4 | 166,9 | 157,2 | 157,2 | 157,5 | 173,3 |
| Autres individuels | 31,1 | 35,1 | 31,6 | 33,8 | 34,6 | 35,4 | 42,5 |
| **Total individuels** | **139,7** | **187,5** | **198,5** | **191,0** | **191,8** | **192,9** | **215,8** |
| **Total collectifs** | **129,6** | **122,8** | **102,7** | **101,7** | **101,2** | **112,2** | **133,5** |
| **Total** | **269,3** | **310,3** | **301,3** | **292,7** | **293,1** | **305,1** | **349,3** |

## TABLEAU N.03-7

### Indices annuels de la construction dans l'Union européenne (1)

*Source* : Eurostat

Base 100 en 2000

| Pays | 2000 | | | *e* 2002 | | | *e* 2003 | | | *e* 2004 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Entrées de commande | Permis de construire | Prix nouveaux bâtiments résidentiels | Entrées de commande | Permis de construire | Prix nouveaux bâtiments résidentiels | Entrées de commande | Permis de construire | Prix nouveaux bâtiments résidentiels | Entrées de commande | Permis de construire | Prix nouveaux bâtiments résidentiels |
| **Zone euro (2)** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **105,6** | **94,3** | **104,4** | **105,1** | **103,0** | **106,6** | **110,0** | **112,3** | **110,6** |
| **U E (à 15) :** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **104,7** | **97,6** | **108,1** | **103,6** | **105,4** | **113,2** | **109,2** | **114,1** | **119,8** |
| Allemagne | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 88,6 | 79,9 | 99,8 | 78,7 | 86,5 | 99,9 | 74,6 | 77,5 | 101,2 |
| Autriche | 100,0 | ... | 100,0 | 98,4 | ... | 103,7 | 109,4 | ... | 106,4 | 115,2 | ... | 111,9 |
| Belgique | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 89,1 | 98,9 | 105,3 | 85,9 | 106,4 | 107,0 | 87,7 | 122,3 | ... |
| Danemark | ... | 100,0 | 100,0 | ... | 171,6 | 105,4 | ... | 128,3 | 107,9 | ... | 129,1 | 109,5 |
| Espagne | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 113,5 | 91,7 | 104,4 | 130,2 | 107,1 | 106,7 | 145,0 | 123,6 | 111,7 |
| Finlande | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 97,6 | 84,3 | 103,3 | 107,6 | 97,7 | 105,2 | 107,5 | 95,1 | 107,8 |
| **France** | **100,0** | **100,0** | **101,5** | **126,4** | **96,8** | **107,7** | **130,6** | **105,1** | **111,2** | **137,6** | **128,0** | **117,7** |
| Grèce | ... | 100,0 | 100,0 | ... | 149,2 | 105,1 | ... | 148,5 | 107,9 | ... | 141,1 | 111,1 |
| Irlande | *c* | 100,0 | 100,0 | *c* | 76,0 | 121,6 | *c* | 85,9 | 133,8 | *c* | 111,4 | 150,9 |
| Italie | ... | *c* | 100,0 | ... | *c* | 106,3 | ... | *c* | 109,5 | ... | *c* | 114,0 |
| Luxembourg | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 137,1 | 91,3 | 106,9 | 125,7 | 102,1 | 109,2 | 131,7 | 120,5 | 112,2 |
| Pays-Bas | *c* | 100,0 | 100,0 | *c* | 85,6 | 107,9 | *c* | 92,2 | 109,5 | *c* | 97,0 | 111,8 |
| Portugal | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 87,3 | 76,4 | 104,4 | 82,9 | 70,9 | 106,5 | 94,5 | 62,2 | ... |
| Royaume-Uni | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 102,5 | 102,5 | 122,6 | 97,8 | ... | 139,0 | 104,8 | ... | 156,0 |
| Suède | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 98,8 | 103,1 | 108,1 | 110,5 | 140,4 | 111,8 | 123,6 | 165,7 | 116,1 |
| **U E (à 25) :** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **106,9** | **97,2** | **108,1** | **105,3** | **105,6** | **113,0** | **110,9** | **114,9** | **119,5** |
| Chypre | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 152,9 | 133,5 | 107,8 | 195,2 | 196,4 | 113,3 | 205,0 | 258,6 | 120,9 |
| Estonie | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 267,8 | 293,3 | 109,9 | 307,8 | 317,8 | 113,7 | 334,3 | 878,0 | 119,7 |
| Hongrie | 100,0 | 100,0 | 97,4 | 129,4 | 111,1 | 115,1 | 90,7 | 132,0 | 119,5 | 134,0 | 134,1 | 126,2 |
| Lituanie | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 169,5 | 112,2 | 99,1 | 217,3 | 162,2 | 100,5 | 254,9 | 220,8 | 107,6 |
| Pologne | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 144,5 | 54,1 | 103,0 | 124,5 | 64,1 | 102,1 | 102,5 | 72,9 | 104,8 |
| République tchèque | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 126,5 | 116,5 | 106,0 | 138,9 | 148,0 | 108,3 | 172,7 | 151,2 | 112,3 |
| Slovaquie | 99,8 | ... | 99,9 | 187,2 | ... | 111,5 | 166,0 | ... | 116,2 | 173,1 | ... | 124,2 |
| Slovénie | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 105,0 | 98,9 | 112,1 | 111,0 | 117,1 | 118,7 | 134,1 | 140,3 | 131,0 |

(1) Malte et la Lettonie n'ont pas fourni de données.
(2) Comprend 12 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pay-Bas, Portugal.

## TABLEAU N.03-8

### Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur (1)

*Source* : Insee (Comptes de la Nation 2004 - base 2000) — *Unité* : Million d'euros à prix courants HTD (hors TVA déductible)

| | Valeur r 2003 | Valeur 2004 | Évolution 2004 / 2003 (%) Volume | Prix |
|---|---|---|---|---|
| **Bâtiment (Nes H01)** | | | | |
| Ménages | 58 361 | 63 487 | 4,1 | 4,5 |
| Sociétés non financières - Entreprises individuelles | 24 591 | 26 186 | 1,9 | 4,5 |
| Administrations publiques | 22 848 | 25 217 | 5,6 | 4,5 |
| Autres | 7 049 | 6 254 | – 15,1 | 4,5 |
| **Total** | **112 849** | **121 144** | **2,7** | **4,5** |
| **Travaux publics (Nes H02)** | | | | |
| Ménages | 1 764 | 1 876 | 2,9 | 3,3 |
| Sociétés non financières - Entreprises individuelles | 16 354 | 17 434 | 3,2 | 3,3 |
| Administrations publiques | 13 822 | 14 796 | 3,6 | 3,3 |
| **Total** | **31 940** | **34 106** | **3,4** | **3,3** |
| **Ensemble - Construction (Nes H0)** | | | | |
| Ménages | 60 125 | 65 363 | 4,1 | 4,5 |
| Sociétés non financières - Entreprises individuelles | 40 945 | 43 620 | 2,4 | 4,0 |
| Administrations publiques | 36 670 | 40 013 | 4,9 | 4,1 |
| Autres | 7 049 | 6 254 | – 15,1 | 4,5 |
| **Total** | **144 789** | **155 250** | **2,9** | **4,2** |

(1) Formation brute de capital fixe (neuf + gros entretien).

## TABLEAU N.03-9

### Production de bâtiment et de travaux publics

*Source* : Insee (Comptes de la Nation 2004 - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros à prix courants HTD (hors TVA déductible)

| | Valeur 2003 | Valeur 2004 | Évolution 2004 / 2003 (%) Volume | Prix |
|---|---|---|---|---|
| **Bâtiment (Nes H01)** | | | | |
| Production (au prix de base) | 139,7 | 151,3 | 3,7 | 4,5 |
| TVA | 13,1 | 13,9 | ... | ... |
| Autres impôts sur la production | 0,7 | 0,7 | ... | ... |
| **Total** | **153,5** | **165,9** | **3,5** | **4,5** |
| Investissement (FBCF) (1) | 112,9 | 121,1 | 3,4 | 4,5 |
| Consommation finale | 9,4 | 9,7 | 2,7 | 3,2 |
| Consommations intermédiaires (2) | 32,1 | 34,6 | – | 4,8 |
| Variations de stocks | – 0,9 | 0,5 | 2,8 | ... |
| **Travaux publics (Nes H02)** | | | | |
| Production (au prix de base) | 39,3 | 41,7 | 2,8 | 3,2 |
| TVA | 3,5 | 3,8 | 5,7 | 2,7 |
| Autres impôts sur la production | – | – | ... | ... |
| **Total** | **42,8** | **45,5** | **3,0** | **3,2** |
| Investissement (FBCF) (1) | 32,0 | 34,1 | 3,1 | 3,3 |
| Consommations intermédiaires (2) | 10,8 | 11,4 | 2,8 | 2,7 |
| **Ensemble - Construction (Nes H0)** | | | | |
| Production (au prix de base) | 179,0 | 193,0 | 3,5 | 4,2 |

(1) Formation brute de capital fixe (neuf + gros entretien).
(2) Y compris sous traitance.

## TABLEAU N.03-10

### Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (SG - DAEI - SESP)
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN))

*Unité* : Logement

| Type de construction | (1) Mises en vente | | | (2) Ventes | | | (3) Stock en fin d'année | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2002 | 2003 | 2004 | 2002 | *r* 2003 | 2004 | 2002 | *r* 2003 | 2004 |
| **Collectif** | | | | | | | | | |
| Une pièce | 4 206 | 4 965 | 6 285 | 5 238 | 5 584 | 6 446 | 2 619 | 2 044 | 1 766 |
| Deux pièces | 21 343 | 26 587 | 33 878 | 23 460 | 29 782 | 33 568 | 10 473 | 7 204 | 7 938 |
| Trois pièces | 25 355 | 30 524 | 37 315 | 26 139 | 33 539 | 36 506 | 15 232 | 11 888 | 13 128 |
| Quatre pièces et plus | 15 899 | 17 393 | 18 399 | 16 268 | 18 597 | 19 137 | 11 186 | 9 993 | 9 244 |
| **Total** | **66 803** | **79 469** | **95 877** | **71 105** | **87 502** | **95 657** | **39 510** | **31 129** | **32 076** |
| **Individuel** | | | | | | | | | |
| Moins de quatre pièces | 2 964 | 2 894 | 5 170 | 3 097 | 3 229 | 4 059 | 1 315 | 934 | 1 892 |
| Quatre pièces | 6 366 | 5 852 | 7 537 | 6 322 | 6 834 | 6 928 | 3 536 | 2 402 | 2 923 |
| Cinq pièces | 3 630 | 3 746 | 4 481 | 3 724 | 4 447 | 4 409 | 2 874 | 2 300 | 2 410 |
| Six pièces et plus | 1 129 | 1 005 | 1 128 | 1 183 | 1 191 | 1 170 | 874 | 745 | 618 |
| **Total** | **14 089** | **13 497** | **18 316** | **14 326** | **15 701** | **16 566** | **8 599** | **6 381** | **7 843** |

(1) Logements nouvellement offerts à la vente au cours de l'année.
(2) Logements ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes ou d'une vente sans réservation préalable au cours de l'année.
(3) Logements disponibles à la vente à la fin de l'année (y compris les ajustements tels que les annulations de réservation ou les retraits de commercialisation).

## TABLEAU N.03-11

### Parc locatif social au 1er janvier de l'année

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SESP)

*Unité* : Logement

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Année de fin de construction** | | | | | |
| Avant 1950 (1) | 334 309 | 254 382 | 268 704 | 279 704 | 297 883 |
| 1951 à 1960 | 477 568 | 496 562 | 482 804 | 480 814 | 478 519 |
| 1961 à 1970 | 1 062 027 | 1 075 635 | 1 062 704 | 1 057 000 | 1 051 392 |
| 1971 à 1980 | 1 027 457 | 1 049 853 | 1 039 406 | 1 028 929 | 1 018 183 |
| 1981 à 1990 | 600 585 | 618 064 | 620 060 | 616 672 | 613 229 |
| 1991 et après | 496 058 | 560 003 | 604 264 | 650 421 | 692 840 |
| **Total** | **3 998 004** | **4 054 499** | **4 077 942** | **4 113 540** | **4 152 046** |
| **Taille des logements (2)** | | | | | |
| Une pièce | 224 984 | 221 870 | 223 701 | 233 526 | 234 564 |
| Deux pièces | 722 464 | 709 535 | 713 212 | 740 307 | 753 087 |
| Trois pièces | 1 431 614 | 1 412 571 | 1 421 628 | 1 470 073 | 1 494 267 |
| Quatre pièces | 1 190 795 | 1 176 102 | 1 178 019 | 1 220 877 | 1 237 917 |
| Cinq pièces et plus | 374 383 | 369 914 | 364 378 | 384 947 | 385 011 |
| **Total** | **3 944 240** | **3 889 992** | **3 900 938** | **4 049 730** | **4 104 846** |
| **Type de financement initial (2) (3)** | | | | | |
| PLR / PSR | 223 451 | 214 429 | 200 274 | 196 104 | 190 237 |
| HLM - O | 1 916 492 | 1 933 488 | 1 918 260 | 1 917 545 | 1 919 377 |
| ILM / ILN | 125 219 | 118 133 | 121 307 | 117 524 | 116 323 |
| PLA très social | 60 906 | 73 154 | 97 419 | 107 781 | 116 620 |
| PLS / PLA CDC / CFF (4) | 1 059 461 | 1 065 032 | 1 066 792 | 1 151 420 | 1 184 238 |
| PLI (5) | 43 944 | 45 422 | 48 429 | 50 673 | 58 643 |
| PAP et PC locatif | 23 881 | 17 821 | 25 417 | 25 716 | 25 269 |
| Autres financements | 490 886 | 422 513 | 423 040 | 482 967 | 494 139 |
| **Total** | **3 944 240** | **3 889 992** | **3 900 938** | **4 049 730** | **4 104 846** |
| **Type de conventionnement** | | | | | |
| Logements conventionnés avec travaux | 1 570 224 | 1 609 948 | 1 611 124 | 1 629 385 | 1 579 173 |
| Logements conventionnés sans travaux | 884 215 | 905 336 | 898 761 | 824 467 | 836 610 |
| Logements conventionnés PLA et PC | 1 167 132 | 1 161 524 | 1 230 263 | 1 303 640 | 1 334 932 |
| **Total des logements conventionnés** | **3 621 571** | **3 676 808** | **3 740 148** | **3 757 492** | **3 750 715** |
| **Total des logements non conventionnés** | **376 433** | **377 691** | **337 794** | **356 048** | **401 331** |
| **Total** | **3 998 004** | **4 054 499** | **4 077 942** | **4 113 540** | **4 152 046** |

(1) La tranche « Avant 1950 » comprend les logements pour lesquels l'année de fin de construction n'est pas connue et, est supposée antérieure à 1950.
(2) Les statistiques sur le financement initial et la taille des logements sont établies sur les logements pour lesquels le type de financement est renseigné.
(3) Les différents sigles utilisés sont explicités dans la partie « définitions » du texte.
(4) Depuis 2002, le prêt PLS remplace le PLA CFF.
(5) Depuis 2002, la rubrique PLI/PLS ne contient plus que les PLI.

# Chapitre O.01

## Bilan de l'énergie


1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Définitions.

4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Bilan rénové de l'énergie.

2 Énergie : grandeurs caractéristiques en 2003.

3 Production nationale d'énergie primaire.

4 Taux d'indépendance énergétique nationale.

5 Consommation d'énergie primaire par type d'énergie et par secteur.

6 Économies d'énergie par secteur.

7 Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.

8 Production d'énergie primaire dans le monde.

9 Consommation d'énergie primaire dans le monde.

## 1

## ❍ Présentation

### Évolution de la consommation depuis 1960

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie paraissait étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permettait de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substitue.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la consommation. Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'énergie primaire, qui passe de 43,5 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep), dont 8,7 % de nucléaire, en 1973 à 136,9 Mtep en 2004 (dont 84,0 % de nucléaire), alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin. Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et ont permis, en 2001, d'économiser environ 6,85 Mtep par rapport à 1990.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a un fort impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation augmentait en moyenne de + 5,7 % par an ; de 1973 à 1982, elle est restée quasiment stable en raison des deux chocs pétroliers, a crû à nouveau de + 2,5 % par an jusqu'en 1996, puis de seulement + 0,8 % par an depuis lors. De même, l'intensité énergétique primaire du PIB (énergie primaire consommée par euro de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, chute de 16 % environ entre 1973 et 1982, puis est stable jusqu'en 1996, pour ensuite baisser de 1,3 % par an depuis.

Ces évolutions contribuent ainsi à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui passe de 23,9 % en 1973 à 50,2 % en 2004.

### Structure de la consommation

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire évolue : une forte réduction de la part du pétrole (67,6 % en 1973, 33,6 % en 2004) et de celle du charbon (15,5 % en 1973, 4,8 % en 2004) s'opère au profit du gaz naturel (7,4 % en 1973, 14,6 % en 2004) et surtout de l'électricité primaire (4,3 % en 1973, 42,5 % en 2004), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente les trois quarts de la production d'électricité.

En ce qui concerne la consommation finale énergétique, les différents secteurs économiques ont des comportements contrastés. Ainsi, le secteur industriel connaît de fortes mutations structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. L'industrie (y compris la sidérurgie), qui représentait environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, n'en couvre plus que 35,9 % en 1973 et 23,4 % en 2004. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de 30 % environ en 1960 à 42,1 % en 1973, pour rester stable depuis. Les transports connaissent une forte expansion : leur part passe de 18 % en 1960 à 19,7 % en 1973 et 31,5 % en 2004.

## 2

## ❍ Méthodologie

### Cadre comptable

Les bilans énergétiques annuels sont établis depuis 1982 par l'Observatoire de l'Énergie ; ce sont les bilans officiels français en quantités physiques.

Dans un cadre comptable cohérent et concis, le bilan global[1] comprend deux parties principales :
– une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente » (total des disponibilités).
– une deuxième partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leurs usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

### Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

**Correspondance entre les différentes unités (méthode rénovée)**

| | Unité physique | Unité de compte énergétique | |
|---|---|---|---|
| | | PCI en GJ | Tep |
| CHARBON | | | |
| Houille | 1 t | 26 | 0,619 |
| Coke de houille | » | 28 | 0,667 |
| Agglomérés et briquettes de lignite | » | 32 | 0,762 |
| Lignites et produits cendreux de récupération | » | 17 | 0,405 |
| PRODUITS PÉTROLIERS | | | |
| Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique | 1 t | 42 | 1,000 |
| Gaz de pétrole liquéfié (GPL) | » | 46 | 1,095 |
| Essences moteur et carburéacteur | » | 44 | 1,048 |
| Fiouls lourds | » | 40 | 0,952 |
| Coke de pétrole | » | 32 | 0,762 |
| ÉLECTRICITÉ | | | |
| Production d'origine nucléaire | 1 MWh | 3,6 | 0,086 / 0,33 = 0,260606...[2]. |
| Production d'origine géothermique | 1 MWh | 3,6 | 0,086 / 0,10 = 0,86 [3] |
| Autres types de production, échanges avec l'étranger, consommation | 1 MWh | 3,6 | 0,086 [4] |
| BOIS | 1 stère | 6,17 | 0,147 |
| GAZ NATUREL ET INDUSTRIELS | 1MWh PCS | 3,24 | 0,077 |

MWh = million de wattheures.
PCS = pouvoir calorifique supérieur.
PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé. Les statistiques présentées dans ce chapitre sont exprimées en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature différentes, des coefficients d'équivalence ont été définis par l'Observatoire de l'Énergie, après concertation d'experts

[1] Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir le chapitre O.02 statistiques par énergie.

[2] L'électricité produite par une centrale nucléaire est comptabilisée selon la méthode de l'équivalent primaire à la production, avec un rendement théorique de conversion des installations égal à 33 % ; le coefficient de substitution est donc de 0,086/0,33 = 0,260606 tep/MWh.

[3] L'électricité produite par une centrale à géothermie est aussi comptabilisée selon la méthode de l'équivalent primaire à la production, mais avec un rendement théorique de conversion des installations égal à 10 % ; le coefficient de substitution est donc 0,086/0,10 = 0,86 tep/MWh.

[4] Toutes les autres formes d'électricité (production par une centrale thermique classique, hydraulique, éolienne, marémotrice, photovoltaïque, etc., échanges avec l'étranger, consommation) sont comptabilisées selon la méthode du contenu énergétique, avec le coefficient 0,086 tep/MWh.

appartenant aux différentes entreprises du secteur de l'énergie. Ces coefficients prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur [PCI][1] exprimé en giga joules (GJ = 1 milliard de joules) ou en tep (1 tep = 42 GJ).

Cependant, dès la publication du bilan énergétique de 2001 et par décision du Conseil d'Orientation de l'Observatoire de l'Énergie le 14 février 2002, a été adoptée, la méthode commune à l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), Eurostat et le Conseil Mondial de l'Énergie (CME) concernant les coefficients d'équivalence de l'électricité et les soutes maritimes internationales. Cette nouvelle méthode est décrite notamment dans la note « La nouvelle méthodologie d'établissement des bilans énergétiques de la France » (avril 2002), disponible sur Internet.

### Corrections du climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1961-1990) ; cet indicateur est constitué par des « degrés-jours » (écart moyen journalier entre la température observée et 18°C jusqu'en 1982, 16°C à partir de 1983). La part des consommations sensibles à la température est estimée ainsi, en 1995-2003 :

– dans l'industrie : 20 % environ de l'ensemble des produits pétroliers ;

– dans le secteur résidentiel-tertiaire : 75 % pour les combustibles minéraux solides et les produits pétroliers ; 70 % pour le gaz naturel, 27 % pour l'électricité.

## 3 ❍ Définitions

Les grandeurs qui suivent portent sur la France métropolitaine.

### Consommation

La **consommation primaire apparente** est égale à : production d'énergie primaire + importations – exportations – stockage + déstockage.

La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.

La **consommation de la branche énergie** englobe d'une part les flux d'énergie impliqués dans des processus de transformation (consommation – production) opérés par la branche énergie, et, d'autre part, la consommation de ces mêmes industriels pour leur usage propre, ainsi que les pertes et les écarts statistiques du bilan.

La **consommation finale énergétique** correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.

La **consommation finale non énergétique** comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première. Les usages non énergétiques sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.

***Le bilan se résume donc à l'équation comptable :***

***consommation primaire = consommation de la branche énergie + consommation finale énergétique + consommation finale non énergétique.***

On détermine le degré ou **taux d'indépendance énergétique** de notre pays, globalement et par source d'énergie, par le rapport production nationale primaire / consommation primaire réelle.

### Énergie primaire

L'énergie primaire est l'ensemble des produits énergétiques non transformés, exploités directement ou importés. Ce sont principalement le pétrole brut, les schistes bitumeux, le gaz naturel, les combustibles minéraux solides, la biomasse, le rayonnement solaire, l'énergie hydraulique, l'énergie du vent, la géothermie et l'énergie tirée de la fission de l'uranium.

### Énergie secondaire

L'énergie secondaire est celle qui est obtenue par la transformation d'une énergie primaire ou d'une autre énergie secondaire (en particulier électricité d'origine thermique). Cette opération de transformation est le plus souvent effectuée par des établissements du secteur de l'énergie (branche énergie), mais aussi par les sidérurgistes par exemple.

## 4 ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Minefi / DGEMP / OE).*

### Organismes :

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Minefi) :
- Direction des Ressources énergétiques et minérales(Direm) ;
- Direction générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI) ;
- Service des études et des statistiques industrielles (Sessi).

– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

– Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (Ceren).

– Charbonnages de France (CDF).

– Comité Professionnel du Pétrole (CPDP).

– Électricité de France : OSGE.

– RTE (Gestionnaire du réseau de transport d'électricité), Ciref.

– Gaz de France.

– Observatoire des énergies renouvelables (Observ'ER).

– Commission européenne, DG TREN (Eurostat).

– Agence internationale de l'énergie (AIE) / OCDE.

### Sites Internet :

– www.industrie.gouv.fr/energie

– www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm

(Avec toutes les publications de l'OE, la base de données Pegase)

– epp.eurostat.cec.eu.int

– www.iea.org

### Publications :

**Observatoire de l'Énergie**

*Méthodes de comptabilité de l'énergie* (Documentation française).

Disponibles auprès des Éditions de l'Industrie :

– *Les chiffres clés de l'énergie*, édition 2004 ;

– *Tableaux des consommations d'énergie en France*, édition 2003.

– *Bilans de l'énergie 1970-2004*, édition 2005 ;

– *L'énergie dans les régions*, édition 2005.

Disponibles gratuitement auprès de l'OE :

– *Conjoncture énergétique mensuelle : 10 numéros par an ;*

– *Énergies renouvelables en France 1970 – 2003 ;*

– *Un scénario énergétique tendanciel à l'horizon 2030 pour la France (06 / 04) ;*

– *L'étude pour une prospective énergétique concernant la France, 2030-2050 (02.05).*

*Dépliants statistiques* :

– Repères (2e trimestre) ;

– Statistiques énergétiques France (1er et 3e trimestre) ;

– Prix des énergies (1er et 3e trimestre).

*Notes statistiques* :

– Prix du gaz et de l'électricité en Europe (avril, novembre) ;

– La consommation de carburant des voitures particulières en France (4ème trimestre) ;

[1] La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de la chaleur latente donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

– Émissions de $CO_2$ dues à l'énergie dans l'OCDE et dans le monde (octobre) ;

– Les Français et l'énergie. Baromètre d'opinion (juin et novembre) ;

– 20 années de chauffage des résidences principales en France, 1982 - 2002 (10 / 04).

***Insee***

*Insee-Première*

– « Services et énergie : moteurs de la hausse des prix en 2004 », n° 1027, juillet 2005 ;

– « Les prix de l'énergie en 2004 : des hausses contrastées », n° 1024, juin 2005 ;

– « Prix et coût de l'énergie en 2002 et jusque mi-2003 », n° 938, Décembre 2003.

***Autres***

– Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010 -2020, rapport du Groupe « Énergie 2010-2020 », du Commissariat général au plan (Documentation française).

– Les consommations d'énergie dans l'industrie, Minefi, Sessi (Éditions de l'Industrie).

– Les consommations d'énergie dans les IAA et les scieries, MAP/Scees, Agreste (annuel).

– *Statistique charbonnière annuelle*, Édition 2004, Charbonnages de France : derniers résultats parus.

– Résultats techniques du secteur électrique en France, Édition 2005 (EDF - RTE).

– *Bulletin mensuel*. Comité professionnel du pétrole (CPDP).

– Pétrole 2004 : éléments statistiques (CPDP).

– Statistiques en bref, Environnement et Énergie, Eurostat.

*Notes bleues de Bercy*

– « La loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique », n° 296, septembre 2005 ;

– « Le bilan et la facture énergétique de la France pour 2004 », n° 290, mai 2005 ;

– « La politique énergétique française depuis 30 ans », n° 287, mars 2005.

*Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire*

– Rapport annuel de l'AEN 2004.

***Les coordonnées de l'Observatoire de l'Énergie figurent dans les annexes en fin d'annuaire.***

## TABLEAU O.01-1

### Bilan rénové de l'énergie (1)

*Source* : Observatoire de l'Énergie (avril 2005) — *Unité* : Million de tep

| | Charbon | | Pétrole | | Gaz | | Électricité | | Énergies renouvelables (3) | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Houille Lignite (2) PR | Coke Agglomérés | Brut | Raffiné | Naturel | Industriel | Production brute | Consommation | | |
| **ANNÉE 2003 (*r*)** | | | | | | | | | | |
| **APPROVISIONNEMENT** | | | | | | | | | | |
| Production d'énergie primaire | 1,28 | /// | 1,22 | 0,28 | 1,24 | /// | 120,56 | /// | 12,36 | **136,94** |
| Importations | 10,40 | 1,07 | 85,46 | 29,05 | 37,79 | /// | 0,60 | /// | /// | **164,37** |
| Exportations | – 0,05 | – 0,28 | /// | – 20,68 | – 0,90 | /// | – 6,31 | /// | /// | **– 28,22** |
| Soutes maritimes internationales | /// | /// | /// | – 2,63 | /// | /// | /// | /// | /// | **– 2,63** |
| Variation de stocks | 1,23 | – 0,05 | – 0,50 | – 0,01 | 0,66 | /// | /// | /// | /// | **1,33** |
| **Total disponibilités** | **12,86** | **0,74** | **86,18** | **6,01** | **38,79** | **///** | **114,85** | **///** | **12,36** | **271,79** |
| **EMPLOIS** | | | | | | | | | | |
| **Consommation de la branche énergie :** | | | | | | | | | | |
| Raffinage | /// | /// | 86,15 | – 81,25 | /// | /// | – 0,13 | 0,32 | /// | **5,09** |
| Production d'électricité thermique | 5,93 | /// | /// | 1,35 | 1,99 | 0,74 | – 5,08 | /// | 1,25 | **6,18** |
| Usages internes de la branche | 3,79 | – 3,18 | – | 0,10 | 0,43 | – 0,37 | /// | 4,77 | 0,23 | **5,77** |
| Pertes et ajustement | 0,43 | 0,12 | 0,03 | – 0,18 | 0,21 | 0,05 | /// | 79,74 | 0,80 | **81,20** |
| **Total (A)** | **10,15** | **– 3,06** | **86,18** | **– 79,98** | **2,63** | **0,42** | **– 5,21** | **84,83** | **2,28** | **98,24** |
| **Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :** | | | | | | | | | | |
| Sidérurgie | 1,51 | 3,11 | /// | 0,06 | 0,56 | – 0,42 | /// | 1,00 | /// | **5,82** |
| Industrie | 0,86 | 0,44 | /// | 6,21 | 11,96 | – | /// | 10,86 | 1,28 | **31,61** |
| Résidentiel Tertiaire | 0,35 | 0,09 | /// | 15,84 | 22,11 | – | /// | 22,44 | 8,76 | **69,59** |
| Agriculture | /// | /// | /// | 2,23 | 0,30 | /// | /// | 0,29 | 0,06 | **2,88** |
| Transports (4) | /// | /// | /// | 49,01 | 0,04 | /// | /// | 1,02 | 0,35 | **50,42** |
| **Total (B)** | **2,72** | **3,64** | **///** | **73,35** | **34,97** | **– 0,42** | **///** | **35,61** | **10,45** | **160,32** |
| **Consommation finale non énergétique :** | | | | | | | | | | |
| **Total (C)** | /// | **0,16** | /// | **13,44** | **2,15** | /// | /// | /// | /// | **15,75** |
| **Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :** | | | | | | | | | | |
| **Total corrigé (A+B+C)** | **12,87** | **0,74** | **86,18** | **6,81** | **39,75** | **///** | **///** | **115,23** | **12,73** | **274,31** |
| *dont* : Correction climatique (5) | 0,01 | – | /// | 0,80 | 0,96 | /// | /// | 0,38 | 0,42 | 2,57 |
| **ANNÉE 2004 (*p*)** | | | | | | | | | | |
| **APPROVISIONNEMENT** | | | | | | | | | | |
| Production d'énergie primaire | 0,39 | /// | 1,14 | 0,29 | 1,12 | /// | 122,49 | /// | 12,67 | **138,10** |
| Importations | 12,21 | 0,92 | 85,17 | 29,63 | 38,79 | /// | 0,56 | /// | /// | **167,28** |
| Exportations | – 0,06 | – 0,56 | /// | – 21,31 | – 0,35 | /// | – 5,90 | /// | /// | **– 28,18** |
| Soutes maritimes internationales | /// | /// | /// | – 2,97 | /// | /// | /// | /// | /// | **– 2,97** |
| Variation de stocks | 0,17 | 0,05 | 0,35 | 0,24 | 0,44 | /// | /// | /// | /// | **1,25** |
| **Total disponibilités** | **12,71** | **0,41** | **86,66** | **5,88** | **40,00** | **///** | **117,15** | **///** | **12,67** | **275,48** |
| **EMPLOIS** | | | | | | | | | | |
| **Consommation de la branche énergie :** | | | | | | | | | | |
| Raffinage | /// | /// | 86,83 | – 81,82 | /// | /// | – 0,13 | 0,32 | /// | **5,20** |
| Production d'électricité thermique | 5,53 | /// | /// | 1,35 | 2,03 | 0,75 | – 4,86 | /// | 1,26 | **6,06** |
| Usages internes de la branche | 3,79 | – 3,22 | – | 0,10 | 0,54 | – 0,32 | /// | 4,82 | 0,24 | **5,95** |
| Pertes et ajustement | 0,62 | – 0,04 | – 0,17 | 0,05 | – 0,06 | – | /// | 81,02 | 0,77 | **82,19** |
| **Total (A)** | **9,94** | **– 3,26** | **86,66** | **– 80,32** | **2,51** | **0,43** | **– 4,99** | **86,16** | **2,27** | **99,40** |
| **Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :** | | | | | | | | | | |
| Sidérurgie | 1,57 | 3,00 | /// | 0,07 | 0,58 | – 0,43 | /// | 1,01 | /// | **5,80** |
| Industrie | 0,88 | 0,45 | /// | 6,12 | 12,17 | – | /// | 10,99 | 1,31 | **31,92** |
| Résidentiel Tertiaire | 0,34 | 0,07 | /// | 15,40 | 22,54 | – | /// | 22,78 | 8,67 | **69,80** |
| Agriculture | /// | /// | /// | 2,28 | 0,30 | /// | /// | 0,28 | 0,06 | **2,92** |
| Transports (4) | /// | /// | /// | 49,35 | 0,04 | /// | /// | 1,04 | 0,35 | **50,78** |
| **Total (B)** | **2,79** | **3,52** | **///** | **73,22** | **35,63** | **– 0,43** | **///** | **36,10** | **10,39** | **161,22** |
| **Consommation finale non énergétique :** | | | | | | | | | | |
| **Total (C)** | /// | **0,14** | /// | **13,24** | **2,18** | /// | /// | /// | /// | **15,56** |
| **Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :** | | | | | | | | | | |
| **Total corrigé (A+B+C)** | **12,73** | **0,40** | **86,66** | **6,14** | **40,32** | **///** | **///** | **117,27** | **12,66** | **276,18** |
| *dont* : Correction climatique (5) | 0,02 | – 0,01 | /// | 0,26 | 0,32 | /// | /// | 0,12 | 0,15 | 0,86 |

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.
(2) PR = produits de récupération.
(3) Autres que hydraulique, éolienne et photovoltaique.
(4) Hors soutes maritimes internationales.
(5) L'indice de rigueur climatique était de : 0,94 en 2003 et 0,98 en 2004.

## TABLEAU O.01-2

### Énergie : grandeurs caractéristiques en 2003

*Source* : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi - Enquête annuelle auprès des entreprises de 20 personnes et plus)

| Activité | Code NAF | Résultats branche | | Résultats secteur d'entreprises | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Effectif salarié moyen | Ventes totales hors taxes (millions d'euros) | Effectif employé (1) | Rémunérations/ effectifs (Milliers d'euros) | Investissements (3) (millions d'euros) | Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros) | Nombre d'entreprises |
| Extraction de produits énergétiques | 101Z à 120Z | 5 121 | 531 | 6 092 | 63,0 | 60 | 902 | 18 |
| Cokéfaction : élaboration et transformation de matières nucléaires | 231Z, 233Z | 12 102 | 4 422 | 11 541 | 39,5 | 90 | 3 746 | 9 |
| Raffinage de pétrole | 232Z | 16 108 | 44 772 | 18 111 | 52,2 | 701 | 47 498 | 46 |
| **Ensemble : production de combustibles et de carburants (code NES G1)** | | **33 331** | **49 725** | **35 744** | **50,0** | **851** | **52 146** | **73** |
| Production et distribution d'éléctricité : | 401Z | 105 018 | 30 694 | 116 376 | 37,3 | 2 927 | 32 168 | 57 |
| Production d'éléctricité | 401A | /// | /// | 112 229 | 37,5 | 2 738 | 30 734 | 22 |
| Distribution et commerce d'éléctricité | 401E | /// | /// | 4 147 | 32,6 | 189 | 1 434 | 35 |
| Production et distribution de combustibles gazeux | 402C | 25 174 | 16 348 | 25 665 | 35,0 | 1 092 | 17 231 | 10 |
| Production et distribution de chaleur | 403Z | 16 974 | 3 548 | 21 174 | 28,7 | 113 | 4 066 | 82 |
| **Ensemble : chaleur, gaz et électricité** | | **147 166** | **50 590** | **163 215** | **35,8** | **4 132** | **53 464** | **149** |
| **Total énergie (2)** | | **180 497** | **100 315** | **198 959** | **38,4** | **4 982** | **105 610** | **222** |

(1) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et donnés en location (moyenne annuelle des effectifs).
(2) Hors NAF 410Z, captage, traitement et distribution d'eau.
(3) Investissements corporels hors apports.

## TABLEAU O.01-3

### Production nationale d'énergie primaire (1)

*Source* : Observatoire de l'Énergie (avril 2005) — *Unité* : Million de tep

| | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charbon | 17,3 | 13,3 | 10,9 | 7,7 | 6,2 | 4,2 | 3,5 | 3,3 | 2,3 | 1,5 | 1,2 | 1,3 |
| Pétrole | 2,2 | 2,2 | 3,3 | 3,5 | 3,3 | 2,3 | 2,2 | 2,0 | 1,7 | 1,7 | 1,6 | 1,5 |
| Gaz naturel | 6,3 | 6,5 | 4,5 | 2,5 | 2,9 | 2,1 | 1,8 | 1,7 | 1,5 | 1,5 | 1,4 | 1,2 |
| Électricité primaire | 8,0 | 16,2 | 63,9 | 86,8 | 101,8 | 108,9 | 106,7 | 109,4 | 114,4 | 116,6 | 119,6 | 120,6 |
| Hydraulique | 4,1 | 5,8 | 5,5 | 5,0 | 5,9 | 5,9 | 5,7 | 6,7 | 6,2 | 6,8 | 5,7 | 5,6 |
| Nucléaire | 3,8 | 10,4 | 58,4 | 81,7 | 96,0 | 103,1 | 101,0 | 102,8 | 108,2 | 109,7 | 113,8 | 115,0 |
| Énergies renouvelables | 9,8 | 9,5 | 11,1 | 11,4 | 12,6 | 11,6 | 11,8 | 12,0 | 11,8 | 12,3 | 11,7 | 12,4 |
| **Total** | **43,5** | **47,7** | **93,8** | **111,8** | **126,7** | **129,2** | **126,1** | **128,4** | **131,8** | **133,5** | **135,5** | **136,9** |

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

## TABLEAU O.01-4

### Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

*Source* : Observatoire de l'Énergie (avril 2005) — *Unité* : %

| Énergie | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | *r* 2001 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charbon | 61,5 | 41,7 | 44,7 | 40,7 | 34,9 | 21,6 | 22,4 | 16,5 | 12,1 | 9,0 | 9,4 | 3,0 |
| Pétrole | 1,8 | 1,9 | 4,0 | 4,0 | 3,4 | 2,3 | 2,1 | 1,9 | 1,8 | 1,8 | 1,6 | 1,5 |
| Gaz | 46,4 | 30,7 | 18,7 | 9,9 | 9,4 | 5,5 | 4,8 | 4,2 | 3,9 | 3,9 | 3,2 | 2,8 |
| Électricité primaire | 103,4 | 97,1 | 103,2 | 104,8 | 106,1 | 104,9 | 105,2 | 105,5 | 105,3 | 105,9 | 105,0 | 104,6 |
| Énergies renouvelables | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 99,9 | 99,9 | 99,9 | 99,9 | 100,2 | 100,4 | 101,3 |
| **Ensemble** | **23,9** | **24,6** | **45,7** | **49,7** | **51,8** | **48,7** | **49,3** | **50,0** | **49,8** | **50,9** | **50,4** | **50,2** |

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) x 100. Les disponibilités totales correspondent à la consommation d'énergie primaire non corrigée (tableau O.01-5). Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

## TABLEAU O.01-5

### Consommation d'énergie primaire par type d'énergie et par secteur (1)

*Source* : Observatoire de l'Énergie (avril 2005) — *Unité* : Million de tep

| | 1973 | | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mtep | % | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | % |
| Énergie | | | | | | | | | | | | |
| Charbon | 27,8 | 15,5 | 31,9 | 24,2 | 19,2 | 14,8 | 14,2 | 12,4 | 12,9 | 13,6 | 13,1 | 4,8 |
| Pétrole | 121,3 | 67,6 | 114,1 | 81,9 | 88,8 | 92,6 | 95,5 | 95,2 | 94,2 | 93,0 | 92,8 | 33,6 |
| Gaz | 13,3 | 7,4 | 21,0 | 23,3 | 26,4 | 30,3 | 37,4 | 39,0 | 40,3 | 39,8 | 40,3 | 14,6 |
| Électricité primaire | 7,7 | 4,3 | 16,7 | 61,6 | 83,4 | 99,3 | 109,2 | 111,0 | 114,2 | 115,2 | 117,3 | 42,5 |
| Énergies renouvelables | 9,5 | 5,3 | 9,3 | 10,5 | 12,1 | 12,4 | 12,6 | 12,6 | 13,1 | 12,7 | 12,7 | 4,6 |
| **Total consommation primaire (1)** | **179,6** | **100,0** | **193,0** | **201,4** | **229,8** | **249,4** | **268,9** | **270,2** | **274,6** | **274,3** | **276,2** | **100,0** |
| Secteur | | | | | | | | | | | | |
| Branche énergie | 35,1 | /// | 42,0 | 61,3 | 74,8 | 85,7 | 93,0 | 92,8 | 95,7 | 98,2 | 99,4 | /// |
| Usages non énergétiques | 10,9 | /// | 12,0 | 11,7 | 12,4 | 15,4 | 17,4 | 16,5 | 15,6 | 15,8 | 15,6 | /// |
| **Consommmation finale énergétique (1)** | **133,6** | **100,0** | **139,0** | **128,4** | **142,6** | **149,9** | **158,5** | **161,0** | **163,3** | **160,3** | **161,2** | **100,0** |
| Sidérurgie | 12,5 | 9,4 | 11,4 | 8,0 | 7,0 | 6,4 | 6,2 | 5,7 | 6,0 | 5,8 | 5,8 | 3,6 |
| Industrie (1) | 35,5 | 26,6 | 35,9 | 29,7 | 31,5 | 31,4 | 33,1 | 33,2 | 32,7 | 31,6 | 31,9 | 19,8 |
| Résidentiel-Tertiaire (1) | 56,2 | 42,1 | 56,9 | 54,0 | 59,3 | 64,5 | 66,9 | 68,7 | 70,7 | 69,6 | 69,8 | 43,3 |
| Agriculture | 3,0 | 2,3 | 3,2 | 3,0 | 3,1 | 2,8 | 3,0 | 3,0 | 3,0 | 2,9 | 2,9 | 1,8 |
| Transports | 26,3 | 19,7 | 31,5 | 33,8 | 41,7 | 44,9 | 49,4 | 50,4 | 50,9 | 50,4 | 50,8 | 31,5 |
| **Consommation d'énergie primaire non corrigée** | **182,4** | /// | **193,9** | **205,2** | **225,2** | **238,9** | **263,8** | **268,1** | **266,3** | **271,7** | **275,3** | /// |

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

## TABLEAU O.01-6

### Économies d'énergie par secteur (1)

*Source* : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (Ademe) — *Unité* : Million de tep

| Secteur | *r* 1991 | *r* 1994 | *r* 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | De 1990 à *r* 2002 | 2002 / 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Industrie | – 0,59 | – 0,04 | – 0,40 | – 0,50 | + 0,26 | + 0,52 | + 1,40 | + 1,78 | + 2,01 | + 2,70 | + 0,69 |
| Résidentiel (chauffage seul) | – 0,40 | + 1,07 | + 1,49 | + 1,82 | + 2,07 | + 1,80 | + 2,33 | + 2,58 | + 2,11 | + 2,53 | + 0,42 |
| Tertiaire (hors électricité) | + 0,42 | + 0,68 | + 0,79 | + 0,85 | + 0,65 | + 0,66 | + 0,82 | + 0,94 | + 0,93 | + 1,01 | + 0,08 |
| Transports routiers | + 0,06 | – 0,47 | + 0,32 | + 0,52 | + 0,56 | + 0,50 | + 0,68 | + 1,58 | + 1,59 | + 2,13 | + 0,54 |
| **Total** | **– 0,51** | **+ 1,24** | **+ 2,20** | **+ 2,69** | **+ 3,54** | **+ 3,48** | **+ 5,23** | **+ 6,88** | **+ 6,64** | **+ 8,37** | **+ 1,73** |

(1) Économies d'énergie cumulées réalisées depuis l'année de référence, soit 1990. Depuis avril 2002, les séries ont été recalculées avec le nouveau coefficient d'équivalence de l'électricité soit 0,086 tep/MWh, conformément aux bilans officiels. Les économies d'énergie apparaissent avec le signe « + », les « déséconomies », avec le signe « - ».

## TABLEAU O.01-7

### Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

*Sources* : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — %

| Pays | *r* 1973 | 1987 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 50,8 | 54,9 | 52,3 | 42,4 | 40,1 | 39,4 | 38,1 | 39,0 | 38,8 |
| Canada | 123,9 | 124,3 | 130,9 | 150,6 | 148,6 | 147,8 | 151,8 | 154,1 | 147,8 |
| États-Unis | 83,8 | 85,6 | 85,6 | 79,6 | 75,0 | 72,8 | 75,2 | 72,8 | 71,6 |
| **France** | **23,9** | **48,3** | **49,2** | **53,1** | **50,1** | **51,0** | **49,9** | **50,6** | **50,3** |
| Italie | 15,9 | 17,6 | 17,1 | 18,3 | 17,2 | 16,3 | 15,5 | 15,9 | 15,3 |
| Japon | 9,1 | 19,1 | 17,0 | 19,9 | 20,1 | 20,2 | 20,3 | 18,8 | 16,4 |
| Royaume-Uni | 49,2 | 115,8 | 98,0 | 115,4 | 121,6 | 117,0 | 111,7 | 112,9 | 106,2 |
| OCDE | 65,0 | 77,5 | 75,5 | 75,0 | 72,7 | 71,9 | 72,9 | 71,9 | 70,5 |

## TABLEAU O.01-8

### Production d'énergie primaire dans le monde

*Source* : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

*Unité* : Million de tep

| Pays | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | *p* 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Amérique du Nord** | **1 703** | **1 852** | **2 005** | **2 119** | **2 214** | **2 276** | **2 276** | **2 321** |
| *dont* : Canada | 198 | 210 | 241 | 274 | 349 | 367 | 375 | 379 |
| États-Unis | 1 455 | 1 526 | 1 569 | 1 650 | 1 662 | 1 686 | 1 675 | 1 712 |
| Mexique | 49 | 116 | 194 | 194 | 202 | 223 | 226 | 230 |
| **Amérique latine (1)** | **357** | **330** | **355** | **420** | **512** | **593** | **614** | **617** |
| **Europe OCDE (2)** | **628** | **832** | **1 019** | **1 030** | **1 130** | **1 158** | **1 162** | **1 160** |
| *dont* : UE à 15 | 439 | 571 | 725 | 715 | 755 | 776 | 765 | 764 |
| Allemagne | 172 | 182 | 209 | 186 | 145 | 137 | 135 | 134 |
| Espagne | 11 | 16 | 26 | 35 | 32 | 31 | 31 | 33 |
| **France** | **36** | **41** | **86** | **112** | **128** | **127** | **131** | **133** |
| Italie | 20 | 21 | 23 | 26 | 29 | 29 | 27 | 26 |
| Royaume-Uni | 108 | 193 | 238 | 208 | 258 | 282 | 271 | 262 |
| **Europe non OCDE (1)** | **1 058** | **1 396** | **1 606** | **1 703** | **1 274** | **1 271** | **1 323** | **1 368** |
| *dont* : Ex-URSS (1) | 989 | 1 315 | 1 513 | 1 625 | 1 209 | 1 212 | 1 262 | 1 306 |
| **Afrique (1)** | **473** | **575** | **593** | **692** | **771** | **859** | **890** | **898** |
| **Moyen-Orient (1)** | **1 097** | **1 138** | **583** | **916** | **1 114** | **1 225** | **1 303** | **1 294** |
| **Extrême-Orient (1)** | **851** | **1 163** | **1 452** | **1 737** | **2 078** | **2 192** | **2 234** | **2 287** |
| *dont* : Chine (1) | 431 | 619 | 756 | 903 | 1 085 | 1 091 | 1 108 | 1 139 |
| Japon | 30 | 39 | 67 | 73 | 97 | 104 | 106 | 104 |
| **Océanie** | **72** | **91** | **134** | **170** | **200** | **227** | **247** | **265** |
| **Monde (1)** | **6 239** | **7 375** | **7 745** | **8 786** | **9 293** | **9 803** | **10 050** | **10 209** |

(1) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays non OCDE.
(2) Y compris Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie.

## TABLEAU O.01-9

### Consommation d'énergie primaire dans le monde

*Source* : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

*Unités* : Million de tep
Nombre de tep par habitant

| Pays | 1973 | | 1990 | | 2001 | | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Totale | Par habitant | Totale | Par habitant | Totale | Par habitant | Par habitant |
| **Amérique du Nord** | **1 953** | **6,78** | **2 261** | **6,30** | **2 682** | **6,45** | **6,35** |
| *dont* : Canada | 161 | 7,16 | 209 | 7,55 | 248 | 7,98 | 8,24 |
| États-Unis | 1 736 | 8,19 | 1 928 | 7,71 | 2 281 | 7,98 | 7,84 |
| Mexique | 55 | 1,03 | 124 | 1,53 | 152 | 1,54 | 1,56 |
| **Amérique latine** | **224** | **0,90** | **338** | **0,96** | **450** | **1,07** | **...** |
| **Europe OCDE (1)** | **1 394** | **3,06** | **1 625** | **3,27** | **1 802** | **3,43** | **3,48** |
| *dont* : UE à 15 | 1 159 | 3,33 | 1 326 | 3,63 | 1 495 | 3,94 | 3,99 |
| Allemagne | 338 | 4,28 | 356 | 4,49 | 351 | 4,26 | 4,21 |
| Espagne | 52 | 1,50 | 91 | 2,35 | 127 | 3,16 | 3,34 |
| **France** | **177** | **3,31** | **227** | **3,90** | **266** | **4,36** | **4,41** |
| Italie | 129 | 2,35 | 153 | 2,69 | 172 | 2,97 | 3,12 |
| Royaume-Uni | 221 | 3,93 | 212 | 3,70 | 235 | 4,00 | 3,91 |
| **Europe non OCDE** | **964** | **5,25** | **1 489** | **7,02** | **1 035** | **4,95** | **...** |
| *dont* : Ex-URSS | 869 | 3,48 | 1 348 | 4,66 | 935 | 3,24 | ... |
| **Afrique** | **214** | **0,55** | **395** | **0,63** | **514** | **0,63** | **...** |
| **Moyen-Orient** | **67** | **0,93** | **225** | **1,73** | **390** | **2,31** | ... |
| **Extrême-Orient** | **1 152** | **0,54** | **2 165** | **0,75** | **3 023** | **0,89** | **...** |
| *dont* : Chine | 431 | 0,49 | 881 | 0,77 | 1 156 | 0,90 | ... |
| Japon | 324 | 2,98 | 437 | 3,53 | 521 | 4,09 | 4,05 |
| **Océanie** | **66** | **3,97** | **102** | **4,94** | **134** | **5,74** | **5,41** |
| **Soutes maritimes internationales** | **118** | /// | **114** | /// | **136** | /// | /// |
| **Monde (2)** | **6 151** | **1,58** | **8 713** | **1,67** | **10 165** | **1,67** | **...** |

(1) Y compris Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie.
(2) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays non OCDE.

# Chapitre O.02

## Statistiques par énergie

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

### Liste des tableaux


1 Bilan des combustibles minéraux solides.

2 Extraction nette de charbon et effectifs des houillères et des charbonnages de France.

3 Importation de produits charbonniers par pays d'origine.

4 Production mondiale de charbon.

5 Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.

6 Consommation de charbon par habitant dans le monde.

7 Bilan du pétrole.

8 Importations de pétrole brut par pays d'origine.

9 Activité des raffineries pétrolières.

10 Ventes de produits pétroliers raffinés par nature de produits.

11 Production et réserves mondiales de pétrole brut.

12 Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.

13 Consommation de pétrole par habitant dans le monde.

14 Bilan de l'électricité.

15 Puissance des centrales électriques par type de centrale au 31 décembre.

16 Longueur des lignes électriques (en fin d'année).

17 Consommation finale d'électricité corrigée du climat par secteur d'utilisation.

18 Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité en fin d'année.

19 Production d'électricité nucléaire des principaux producteurs.

20 Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

21 Bilan du gaz naturel.

22 Canalisations de transport et de distribution de gaz au 31 décembre.

23 Industrie gazière : effectif du personnel au 31 décembre.

24 Production et réserves de gaz naturel dans le monde.

25 Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.

26 Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.

27 Bilan des énergies renouvelables (ENR).

28 Énergie éolienne raccordée au réseau électrique en métropole et dans les Dom-Com.

29 Activité des usines de traitement de déchets avec récupération d'énergie.

30 Consommation de bois de chauffage dans le secteur résidentiel (corrigée du climat).

31 Consommation de biocarburants.

32 Consommation primaire d'énergies renouvelables dans l'Union européenne (à 15) et part des ENR dans la consommation totale d'énergie en 2001.

1

## Présentation

## CHARBON

### Consommation

En France, la suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il atteint son apogée.

Dans les années soixante, le charbon a été concurrencé par le pétrole, alors d'un coût compétitif ; puis, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, il a dû faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.

La consommation totale de charbon est passée de 57,2 millions de tonnes (Mt) en 1970 à 21,4 Mt en 2004, soit une baisse de 63 %. Toutefois, cette tendance n'a pas été constante sur la période : en recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988.

L'évolution de la consommation totale est largement liée à celle des centrales électriques. Celle-ci a crû de 15,1 Mt en 1975 à 28,3 Mt en 1979, pour faire face à la demande d'électricité dans les années 1970 ; dans les années 80, avec la montée du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité (10,9 Mt en 1988), dont il demeure depuis l'énergie de bouclage. Ainsi, il a été fortement sollicité en 1989 (13,5 Mt), en 1991 (15,7 Mt) et en 1998 (13,3 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans le nucléaire et l'hydraulique. Après un niveau historiquement faible en 2001 (7,8 Mt), la demande a gagné plus de 25 % en deux ans, avant de perdre 5,6 % en 2004 pour s'établir à 9,2 Mt.

Quant à la consommation finale (données corrigées du climat), son déclin est quasiment constant depuis 1960 (50,8 Mt) ; elle atteint ainsi 16 Mt en 1990 et 9,8 Mt en 2004. Elle a chuté de 71 % depuis 1970 et a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie (7 Mt en 2004, contre 15 Mt en 1970) et par le développement de la filière électrique au détriment de la filière à oxygène. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur demande à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel tertiaire, essentiellement tourné ces dernières années vers les réseaux de chaleur, ne cesse de se rétrécir (0,65 Mt en 2004 contre 12 Mt en 1970). Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970.

### Approvisionnements

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés), qui culminait à 58,3 Mt en 1960, a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant sous la barre des 10 Mt à partir de 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives, s'arrête définitivement en avril 2004 ; en fin d'année, elle a totalisé 0,9 Mt, essentiellement des produits de récupération valorisés dans les centrales thermiques.

À 16 Mt en 1960, les importations de charbon sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé de croître, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle de 1989 à 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. En 2004, elles atteignent 21,1 Mt, dont 93 % de houille. L'Allemagne (ex-RFA) était notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on a fait massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud (interrompues en 1986, en application de l'embargo, et reprises en 1992) et des États-Unis. En 2004, l'Australie devient notre premier fournisseur (6 Mt) devant l'Afrique du Sud (3,8 Mt), la Colombie (2,8 Mt) et les États-Unis (2,2 Mt).

## PÉTROLE

### Après l'âge d'or, les deux chocs pétroliers

Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.

Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 %, pour culminer, en 1973, à 127 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep).

Le premier choc pétrolier de 1973 donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion ; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 114 Mtep en 1979 à 82 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.

Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. Le charbon d'abord et l'énergie nucléaire ensuite sont utilisés pour produire de l'électricité et la demande de pétrole des centrales baisse très sensiblement (15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985). Ensuite, au niveau de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973 ; 28 % en 1985).

En revanche, la demande de pétrole poursuit sa croissance dans le secteur des transports ; ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.

Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.

Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973 ; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la mer du Nord (0 % en 1973 ; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

### Le contre-choc pétrolier de 1986

Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.

La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

### Après la mini-crise de 1997, plusieurs facteurs poussent le pétrole vers les sommets

Le cours du pétrole a fortement baissé à partir de décembre 1997, puis a connu une remontée spectaculaire depuis février 1999, avec des accès de fièvre au moindre signal négatif (près de 66 $ pour le baril de Brent daté fin août 2005 lors du passage du cyclone Katrina dans le Golfe du Mexique). Les fluctuations depuis 1997 sont à mettre sur le compte du relâchement de la politique de quotas de l'Opep, simultanément à la crise économique en Asie, puis d'un respect plus strict lié à l'élection du président Chavez au Venezuela et à l'accession de fait au trône d'Arabie saoudite du Prince Abdallah ; de plus, l'industrie pétrolière, déjà fortement cyclique (investissements lourds et hasardeux), a retardé ses investissements à tous les niveaux de la chaîne (production, transport maritime, raffinage) en raison des nombreuses fusions-acquisitions de la période 1997-1999, au moment même du boom économique en Asie à partir de 2000, cette zone, très énergivore, bénéficiant notamment d'un transfert de production de la part des pays industrialisés (la Chine a ainsi bénéficié d'une monnaie artificiellement sous-évaluée).

Depuis les attentats du 11 septembre et la montée des tensions au Moyen-Orient (Israël et Irak), les prix du pétrole se sont envolés continûment et une nouvelle donne est apparue depuis 2004 :

- des réglementations environnementales de plus en plus sévères, qui nécessitent des investissements de raffinage, stockage et de terminaux portuaires toujours plus lourds, qui se heurtent en même temps à toujours plus de contraintes administratives ;
- des investissements insuffisants ou tardifs à tous les niveaux de la chaîne (production, transport maritime, raffinage) pour satisfaire la demande en quantité et en qualité (goulots d'étranglement récurrents dans le raffinage américain, d'autant que l'offre s'est avérée trop riche en bruts lourds) ; ainsi selon l'AIE, c'est 1 730 milliards de dollars qui devraient être investis chaque année jusqu'en 2010 pour assurer une offre satisfaisante de pétrole et de gaz dans le monde ; les besoins iraient ensuite croissant ;
- des difficultés et des risques à investir au Moyen-Orient, ou dans des pays tels que Venezuela, Russie,..., zones où le coût du pétrole est pourtant de loin le moins cher ;
- depuis le contre-choc de 1985, le raffinage (notamment dans les pays occidentaux) a pu accroître régulièrement sa capacité de près de + 2 % par an, lors de simples interventions de maintenance ; mais les raffineries sont arrivées au maximum de ce qu'elles pouvaient atteindre et des investissements lourds deviennent incontournables ;
- une demande de pétrole de plus en plus inélastique vis-à-vis du signal prix, cette énergie étant de plus en plus réservée à des usages dits non substituables (transports, pétrochimie) ; de plus dans de nombreux pays en développement, les prix du pétrole sont encore administrés et insensibles au fluctuations des cours internationaux, les États prenant à leur charge la différence entre les deux ;
- ainsi donc, sous l'effet de la forte hausse de la demande en Asie et des faibles investissements, la capacité de production encore inutilisée de l'Opep s'est réduite à un niveau aussi faible qu'en 1979, et inférieur à la production de l'Irak : si ce producteur venait à faire défaut, cela engendrerait alors une véritable rupture d'approvisionnement dans le monde ;
- la hausse des prix du pétrole peut devenir un facteur de revendications sociales (grèves au Nigeria, en Norvège,...) ou nationales (Venezuela) pour un autre partage de la rente pétrolière ; ces revendications prennent la forme de conflits qui eux-mêmes tendent les prix ;
- par ailleurs, les spéculations boursières contribuent à accroître la volatilité des prix : aujourd'hui, les transactions à terme sont 16 fois plus importantes que les transactions « physiques » ; les investissements supportent donc une prime de risque d'autant plus élevée ;
- enfin, la politique de quotas des pays de l'Opep tendant à vouloir maintenir un prix du pétrole leur assurant un revenu suffisant en monnaie nationale, malgré la baisse du dollar.

A contrario, le Peak-Oil [1] paraît encore très éloigné, et encore plus éloigné l'épuisement des réserves ultimes de pétrole (pétroles non conventionnels inclus).

### La place actuelle du pétrole dans le bilan énergétique de la France

En 2004, le pétrole représente 33,6 % de la consommation d'énergie primaire, 16,4 % de la consommation d'énergie de l'industrie (non compris les usages non énergétiques), 22,1 % de celle du résidentiel-tertiaire, et prédomine dans les transports (97,2 %). Ce secteur recouvre, à lui seul, 57 % de la demande de pétrole (hors autoconsommation des raffineries et pertes). Si l'on y ajoute les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages « captifs » atteignent désormais 72 % de la consommation française de pétrole.

[1] maximum historique de la production mondiale de pétrole (récupération améliorée, pétroles non conventionnels inclus) en supposant que tous les investissements nécessaires soient réalisés à temps.

En 2004, l'extraction nationale d'hydrocarbures liquides représente seulement 1,5 % de la consommation totale. En ce qui concerne les importations de pétrole brut et autres produits à distiller, la Mer du Nord reste le principal fournisseur de la France, avec une part de marché de 30,0 %, en net recul (37,2 % en 2000) ; en dehors de l'Irak (1,8 % en 2003 contre 5,5 % en 2002), la part du Moyen-orient est stable ; celle de l'Opep progresse, tout comme sa production totale.

## ÉLECTRICITÉ

### Consommation

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 2004, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 478 térawattheures (TWh) en 2004. L'électricité représente ainsi 22 % de la consommation finale énergétique ; en 1973, cette part était de 10 %.

Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Ensemble, ils représentent 63 % de la consommation finale, tandis que l'industrie en constitue 30 % (48 % en 1973).

### Production

Le parc national des équipements de production d'électricité a, fin 2004, une puissance maximale de l'ordre de 117 gigawatt (GW), dont 63 GW pour le parc nucléaire (59 tranches).

La mise en place du programme électro-nucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul, puis au charbon, pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.

À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, grâce à d'importantes mesures d'économies d'énergie, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, et par le développement des exportations qui atteignent 69 TWh en 2004 et contribuent positivement à la balance commerciale. 4 nouvelles tranches de type « palier N4 », de 1450-1495 mégawatt (MW), sont entrées en service industriel entre 2000 et 2002.

La montée en puissance de la production nucléaire, qui passe de 14 TWh en 1973 à 428 TWh en 2004 (production nette), s'accompagne d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 55 TWh en 2004, soit 48 % de son niveau de 1973, et repose en premier lieu sur des centrales au charbon. En 2004, la production thermique classique représente 10,0 % de la production totale, assurée pour l'essentiel (78,1 %) par les centrales nucléaires.

L'équipement des grands sites hydrauliques aménageables est presque achevé et leur capacité de production (25 GW fin 2004) est près d'atteindre son maximum. Ainsi, la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est passée de 27,3 % en 1973 à 11,9 % en 2004.

Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'auto-production, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.

Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un kWh sont presque dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

## GAZ

### Consommation

Le marché du gaz s'est développé en France dans les années 1960. Principalement destiné à la production d'électricité, il représentait, alors, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final. Avec le lancement du

programme électronucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement.
En 2004, le gaz représente 22,1 % de la consommation finale énergétique, 33,8 % de la demande d'énergie de l'industrie (y compris sidérurgie) et 32,3 % de celle du résidentiel-tertiaire (soit moins que dans la plupart des autres pays européens, en raison de la concurrence du chauffage électrique et aussi d'un problème de rentabilité des réseaux lié notamment à une densité de population plus faible). Depuis 1998, la production d'électricité dans des centrales thermiques classiques ou de cogénération au gaz s'est développée. Avec une consommation totale corrigée du climat de 524 TWh en 2004, le gaz naturel représente 14,6 % de la demande d'énergie primaire.

### Approvisionnements

La France est passée d'une situation d'autosuffisance dans les années 1960 à une situation de dépendance presque totale : la demande s'est fortement accrue et, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production nationale est très faible aujourd'hui. En 2004, 97 % du gaz est importé.
Le recours aux importations n'a cessé de croître depuis le milieu des années 1970. Les Pays-Bas et l'Algérie ont été les premiers fournisseurs. La politique d'approvisionnement se caractérise par des contrats à long terme (25 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des échanges : en 2004, 92 % des importations de gaz naturel résultent de contrats à long terme, le reste est constitué d'achats avec des contrats de court ou moyen terme, d'achats « spots » ou depuis août 2000 des approvisionnements directs des gros industriels auprès de distributeurs étrangers. En 2004, 27 % du gaz importé par la France arrive de la Mer du Nord, 21 % de l'ex-URSS, 12 % d'Algérie (part exceptionnellement basse en 2004, du fait d'un accident grave sur le terminal méthanier de Skikda) et 20 % des Pays-Bas.

## ÉNERGIES RENOUVELABLES

### Situation en 2004

Avec une production primaire de 18,3 Mtep en 2004, les énergies renouvelables (ENR) représentent un peu moins de 7 % de la consommation d'énergie en France. Les ENR comprennent des énergies renouvelables d'origine électrique (hydraulique, éolien et solaire photovoltaïque) et d'origine thermique (solaire thermique, géothermie, pompes à chaleur, déchets urbains, bois et déchets de bois, résidus de récolte, biogaz et biocarburants).
La France dispose de nombreux atouts en matière d'ENR : des ressources hydroélectriques importantes, une des premières forêts d'Europe, un très bon gisement éolien et une technique reconnue en matière d'énergie solaire photovoltaïque et thermique.
De fait, la France est le premier producteur européen d'ENR devant la Suède, l'Allemagne et l'Italie avec près de 18,5 % du total de la production européenne en 2003.
Le taux de pénétration des ENR reste cependant très inégal : certaines, comme la production d'électricité hydraulique à grande échelle, présentent depuis longtemps un intérêt industriel et commercial, alors que d'autres techniques n'ont pas encore atteint le même niveau de maturité. L'énergie hydraulique et le bois représentent 81 % de la production primaire d'énergies renouvelables en 2004.

### Objectifs des pouvoirs publics

Face aux grands enjeux actuels (sécurité d'approvisionnement, diversification énergétique, lutte contre l'effet de serre, création d'emplois locaux ...), les énergies renouvelables font aujourd'hui partie des axes majeurs de la politique énergétique française. Des objectifs ont été définis et des moyens importants sont mis en œuvre pour permettre un développement significatif des différentes filières d'ENR, avec un souci constant d'efficacité économique et de respect de l'environnement.
Ainsi dans le cadre de la directive européenne sur l'électricité d'origine renouvelable du 27 septembre 2001, la France s'est engagée à produire à l'horizon 2010, 21 % de sa consommation électrique à partir d'ENR. Un système d'obligation d'achat de l'électricité d'origine renouvelable, limité aux installations d'une puissance maximum de 12 MW a été institué par la loi électrique du 10 février 2000 (puissance revue pour l'éolien dans la loi Pope du 13 juillet 2005). Des arrêtés tarifaires ont été fixés pour chaque énergie renouvelable.
L'objectif, pour les ENR thermiques, est de maintenir pour la période 2000-2006 les filières existantes (notamment la filière bois) tout en renforçant l'émergence de nouvelles filières, comme le solaire thermique. Le plan soleil 2000-2006 et le plan bois énergie 2000-2006 visent ainsi à favoriser la mise en oeuvre de nouveaux projets dans tous les secteurs d'activité.

## 2 ❍ Méthodologie

## CHARBON

### Production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946 a eu pour mission le contrôle et la coordination de la production du charbon français.
Après la fermeture, au 1er février 2003, de la dernière mine exploitant du lignite dans les Houillères du Bassin du Centre et du Midi (HBCM), et en application du pacte charbonnier de 1994, prévoyant l'arrêt de l'exploitation en 2005 et finalement avancé d'un an, le bassin lorrain a vu l'arrêt de son dernier puits de Creutzwald en avril 2004, après celui de Merlebach en septembre 2003 ; ainsi s'est achevée l'extraction charbonnière dans l'hexagone après plus de deux siècles et demi d'activité durant lesquels 4,6 milliards de tonnes ont été produites.

### Importations

L'Atic (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944 ; la France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne. Par ailleurs, l'Association a cessé toute activité depuis janvier 2002.

## PÉTROLE

### Régime pétrolier en France

Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.
Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (50 % pour les carburants auto) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.
Les fondements du régime pétrolier en France ont été adaptés compte tenu de l'adoption en 1992 d'une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises (transposée en droit interne par la loi du 17 juillet 1992) ainsi que de la mise en place du marché communautaire unique le 1er janvier 1993 : la loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi de 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.
La loi de 1992 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, parmi lesquelles on peut citer l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

### Sociétés pétrolières françaises

Par leurs activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'il mène auprès d'un grand nombre de pays, le groupe Total (anciennement Totalfina-Elf) possède une envergure internationale. Il se classe au 4ème rang mondial parmi l'ensemble des compagnies pétrolières, en fonction d'un ensemble de critères (chiffre d'affaires, résultats, effectifs...).

Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, l'ancien Totalfina-Elf s'était implanté surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...), en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée (Gabon, Congo, Nigeria, Cameroun, Angola), au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman), en Indonésie, en Amérique latine et en Afrique (Angola). Le groupe avait cependant continué à mener des travaux de recherche un peu partout dans le monde.

En aval, Total figure en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.

Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Total, des filiales de groupes étrangers (Exxon-Mobil, BP-Amoco, Royal-Dutch-Shell).

La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, dont le nombre de points de vente ne devrait plus augmenter, indépendants). Le réseau de distribution comporte à la fin 2004 environ 13 823 points de vente en baisse quasi-régulière, contre 40 400 en 1980.

## ÉLECTRICITÉ

### Organisation de l'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, dont la vocation est de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ». Dans le cadre de cette mission, EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France, ainsi que sa distribution aux différents usagers.

La transposition en droit français de la Directive « concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité » (directive 96/92/CE du 19 décembre 1996) a profondément modifié l'organisation électrique française. Ainsi, sans abroger la loi de 1946, la loi du 10 février 2000 sur le service public de l'électricité, modifiée par la loi du 3 janvier 2003, entraîne-t-elle notamment la création de la Commission de Régulation de l'Électricité (CRE), ainsi que du gestionnaire du réseau de transport, le RTE, qui assure désormais le transport de l'électricité en haute tension en France.

La loi du 10 février 2000 modifiée laisse par ailleurs toute latitude au gouvernement pour fixer les seuils d'ouverture du marché, dans le respect des dispositions de la directive européenne de 1996. Le seuil d'éligibilité, initialement fixé en mai 2000 à 16 GWh, a ainsi été abaissé à 7 GWh par le décret du 5 février 2003, permettant à la France de respecter la part communautaire applicable en 2003 : 34,53 %. La deuxième directive 2003/54/CE du 26 juin 2003 a ensuite prévu une ouverture à la concurrence du marché de l'électricité pour tous les clients non résidentiels à partir du 1er juillet 2004, ce qui représente au moins 70 % de la totalité du marché, et pour tous les clients à partir du 1er juillet 2007.

EDF produit 90 % de l'électricité française, le complément étant essentiellement fourni par les centrales de la SNET et de la sidérurgie. Elle domine par ailleurs le marché de la distribution qu'elle partage toutefois avec un certain nombre de petites régies municipales.

EDF exporte de 13 à 15 % de sa production vers les pays voisins : Allemagne, Suisse, Italie, Royaume-Uni... Maître d'ouvrage et exploitant, Électricité de France met son expérience au service des pays étrangers dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en intervenant dans l'aménagement hydroélectrique, la construction de barrages, de centrales thermiques classiques ou nucléaires, etc.

La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la Cogema (cycle du combustible) et Framatome (construction de chaudières nucléaires).

## GAZ

### Industrie du gaz en France

La loi du 8 avril 1946 a nationalisé « la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de gaz combustible » et confié « la gestion des entreprises nationalisées à Gaz de France ». La loi du 2 août 1949 a cependant exclu de la nationalisation la production et le transport du gaz, sous certaines réserves.

La directive européenne du 22 juin 1998 sur le marché intérieur du gaz visait la libéralisation du transport, de la distribution, de la fourniture et du stockage de gaz naturel ; elle a été transposée par la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie. Depuis août 2000, les clients éligibles peuvent choisir leur fournisseur de gaz : ce gaz est alors acheminé par un opérateur de transport. Le seuil d'éligibilité a été progressivement abaissé jusqu'à la directive européenne 2003/55/CE (16 juin 2003) qui a libéré la totalité du marché français du gaz pour tous les clients professionnels, associations et collectivités, à partir du 1er juillet 2004, et à partir du 1er juillet 2007 pour les particuliers.

### Production

La production nationale est actuellement assurée par Total, Gaz de France et Vermilion REP.

### Transport

Trois opérateurs, qui, en application de la loi de finances rectificative pour 2001, ont acheté le réseau qui leur était auparavant concédé par l'État et qui sont titulaires d'une autorisation de transport se partagent actuellement le transport : Gaz de France, CFM et GSO. Gaz de France et Total (actionnaire majoritaire de GSO) ont signé, fin novembre 2003, un protocole d'intention relatif au dénouement de leurs participations conjointes dans CFM et GSO. Aux termes de cet accord, il n'y aura plus en France que deux transporteurs, Gaz de France et GSO dont les réseaux seront désenclavés.

Le stockage du gaz est régi par le code minier. Il est assuré par Gaz de France, Géométhane et TSGF, sur quinze sites.

### Distribution

La distribution de gaz de réseau s'opère dans le cadre de concessions communales de distribution publique. La loi de 1946 a confié cette activité à Gaz de France ainsi qu'aux sociétés existantes à économie mixte ou en régie, qui étaient détenues en majorité par l'État ou les collectivités locales.

Enfin, la loi du 2 juillet 1998 a lancé un plan national d'extension de la desserte des communes : dans ce cadre, 7 nouveaux distributeurs sont apparus et surtout, 1 500 nouvelles communes ont été raccordées à un réseau de gaz.

## ÉNERGIES RENOUVELABLES

### Bilan statistique

La production d'énergie primaire présentée dans ce bilan réunit les productions primaires thermiques et électriques d'origine renouvelable (dans le bilan officiel la production électrique d'origine renouvelable figure dans la colonne électricité (chapitre J01).

En revanche la consommation finale ne concerne que les ENR thermiques utilisées sous forme de chaleur ou de force motrice (biocarburants). L'électricité produite à partir des ENR électriques (hydraulique, éolien, solaire photovoltaïque) ou thermiques (déchets urbains, bois et déchets de bois et biogaz) est injectée dans le réseau électrique national et donc comptabilisée dans la consommation du secteur électrique.

### Bois et déchets de bois

Il n'existe pas de statistiques régulières sur la production ou la vente de bois de feu non commercialisée. La consommation de bois retenue dans les bilans s'appuie donc sur l'enquête logement de l'Insee, réalisée tous les quatre ans, qui recense les

consommations d'énergie des ménages, et sur les panels de consommation d'énergie des secteurs résidentiel et tertiaire du Ceren. Par convention on estime que la production de l'année correspond à la quantité de bois consommée à climat réel multipliée par un pouvoir calorique moyen.

## 3 Définitions

## CHARBON

### Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'extraction, du traitement et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'agglomération et la carbonisation.

### Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

### Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.
Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

### Agglomération

L'agglomération consiste à revaloriser les « fines » (houille réduite à l'état de particules), en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume). La pâte obtenue passe ensuite dans une presse pour donner des agglomérés, se présentant sous forme de « boulets » ou de « briquettes ».

### Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et d'élément perméabilisant de la charge.

## PÉTROLE

### Hydrocarbures

Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles constitués au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins d'origine organique.

### Opep

L'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) créée en 1960 (Conférence de Bagdad), siège à Vienne et regroupe onze pays (Arabie Saoudite, l'Irak, Iran, Koweït, Venezuela, Qatar, Indonésie, Libye, Émirats Arabes Unis, Algérie et Nigeria). Elle se fixe pour objectif de coordonner les politiques pétrolières des États membres, à la fois pour rentabiliser les investissements des producteurs et assurer l'approvisionnement des consommateurs.

### Pays de la mer du Nord

Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

### Réserves prouvées

Les réserves prouvées sont les quantités d'hydrocarbures, de charbon qui, selon les informations géologiques et techniques disponibles, ont une forte probabilité (> 90 %) d'être récupérées dans le futur, à partir des gisements connus et dans les conditions technico-économiques existantes. Cette estimation est donc continuellement réévaluée en fonction des nouvelles découvertes et de l'amélioration de la récupération sur les champs existants.

### Description des activités

#### Exploration – Production

En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'hydrocarbures dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à leur formation et leur accumulation en gisements. Après une étude géologique de surface, intervient l'analyse géophysique, véritable auscultation de l'écorce terrestre. Elle s'appuie sur l'interprétation de certains effets physiques produits par les roches du sous-sol et perceptibles depuis la surface à l'aide d'instruments de mesure particulièrement sensibles. Ces dernières années, cette analyse a été rendue plus aisée grâce à la sismique en trois dimensions. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut passer des présomptions à une connaissance plus assurée de l'existence d'un gisement. Un forage sur cinq, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures. Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

#### Transport

Environ 50 % de la quantité totale de pétrole brut produite dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole brut est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350 000 tonnes, voire 550 000 tonnes (Ultra Very Large Crude Carrier).

#### Raffinage du pétrole

Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.

On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.

Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphaltage, alkylation, polymérisation, isomérisation, hydrocraquage, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.

Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées ne nécessitant en fonctionnement normal qu'un faible personnel n'exerçant essentiellement qu'un travail de surveillance.

#### Distribution

Le mode de distribution varie en fonction de l'importance du consommateur.

D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, usines, entreprises de travaux routiers, aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.

Pour répondre, en revanche, aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers vont transiter par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.

Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

## ÉLECTRICITÉ

### Production

***Centrales hydrauliques***

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage – ce sont les usines barrages – ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.

Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.

Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.

La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

***Centrales nucléaires***

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le coeur du réacteur.

La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.

Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le cœur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :

– l'assemblage des combustibles nucléaires,

– le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.

En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :

– la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969 ;

– la filière réacteur à eau pressurisée (REP).

Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium ;

– la filière neutrons rapides.

Le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.

Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.

La France ne possède aujourd'hui qu'un seul réacteur à neutrons rapides : le prototype de 230 MW, Phénix, mis en service industriel en 1974 à Marcoule. L'unité de grande puissance (1 200 MW), Superphénix, à Creys-Malville, a été arrêtée et est en cours de démantèlement.

***Centrales thermiques***

Elles comprennent les centrales nucléaires et les centrales thermiques classiques. Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité.

***Centrales thermiques classiques***

Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

### Transport et distribution

À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400 000 et 225 000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.

Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.

Les lignes en haute tension (90 000 et 63 000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.

À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF.

Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.

Le réseau moyenne tension (entre 15 000 à 20 000 volts) irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution.

Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 31 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants, les exploitations artisanales et agricoles, ainsi que les services publics et communaux.

## GAZ

### Exploration – Production

Cette industrie utilise les mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que pour le pétrole.

### Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit son volume par 600.

### Stockage

En France, deux techniques bien particulières sont utilisées :

- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde, entre 400 et 1 200 m. Le gaz, injecté dans la roche poreuse, prend la place de l'eau et reste emprisonné entre l'eau stagnante et une couche supérieure de terrain imperméable ;
- le stockage en cavité saline, entre 900 et 1 400 m de profondeur, est un procédé plus récent. Il consiste à dissoudre des gisements de sel afin de constituer des réservoirs étanches dans lesquels le gaz naturel est stocké sous une pression élevée et soutiré à la demande par simple détente.

Une moitié environ du gaz stocké, le « gaz utile », est effectivement récupérable ; l'autre moitié, qui constitue le « gaz coussin », reste au fond du réservoir.

### Distribution

Après un voyage de plusieurs centaines, voire milliers de kilomètres, suivi parfois d'un temps de stockage, le gaz parvient aux portes des agglomérations. Seuls quelques gros clients industriels sont directement raccordés au réseau de transport. La livraison du gaz à tous les autres consommateurs nécessite une dernière phase, celle de la distribution.

Les réseaux de distribution sont reliés à l'artère de transport par des postes de détente qui amènent le gaz à une pression relative

d'abord moyenne (entre 50 mbars et 4 bars), puis basse (environ 20 mbars pour le gaz naturel).
Les nouveaux réseaux n'utilisent plus guère la basse pression : le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur dédié.

## ÉNERGIES RENOUVELABLES

### Biomasse

Elle comprend en principe toute matière organique non fossile d'origine biologique utilisée pour la production de chaleur et de l'électricité. Elle regroupe :
– *le bois et les déchets de bois* qui englobent une multitude de matières ligneuses issues de la sylviculture et de processus industriels : copeaux, sciures générées par les industries du bois, liqueur noire générée par les industries papetières.
– *les résidus de récoltes* tels que la paille, les marcs de café et de raisin, les coques de noix ou les enveloppes du riz.
– *les déchets urbains et assimilés,* incinérés dans des installations spécifiques dénommées « unités d'incinération des ordures ménagères » (UIOM). Ne sont pas pris en compte les déchets industriels tels que pneus, solvants, farines animales.
– *les biogaz et les biocarburants.*

### Biocarburants

On distingue deux filières : la filière éthanol, où ce dernier, produit à partir du blé ou de la betterave est transformé par adjonction d'isobutène en ETBE (Ethyl-Tertio-Butyl-Ether) pour être incorporé aux essences et la filière ester, où les huiles végétales issues du colza ou du tournesol permettent d'obtenir par transformation chimique l'ester méthylique d'huile végétale (EMVH), incorporé au gazole.

### Biogaz

Il s'agit de gaz composés essentiellement de méthane et de gaz carbonique, produits par digestion anaérobie de la biomasse. Ils regroupent les gaz de décharge (digestion des déchets stockés dans les décharges), les gaz de digestion des boues des eaux usées (stations d'épuration urbaines) et les gaz provenant de la fermentation anaérobie des boues et déchets des industries agroalimentaires ou de l'agriculture.

### Énergie éolienne

L'énergie cinétique du vent est exploitée au moyen d'aérogénérateurs pour produire de l'électricité.

### Énergie géothermique

L'énergie thermique provenant de l'intérieur de l'écorce terrestre, généralement sous forme d'eau chaude ou de vapeur est exploitée essentiellement en métropole sous forme de chaleur pour le chauffage urbain.

### Énergie hydraulique

Voir centrales hydrauliques.

### Énergie solaire

Le rayonnement solaire est exploité soit au moyen de capteurs plans pour la production d'eau chaude sanitaire et de chauffage, soit sous forme de cellules photovoltaïques pour une production d'électricité.

**4**

## ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Minefi / DGEMP / OE).*

### Organismes :

La liste des organismes figure dans le chapitre O.01 : bilan de l'énergie.

### Sites Internet :

– www.industrie.gouv.fr/energie
– www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm
(Avec toutes les publications de l'OE, la base de données Pegase)
– epp.eurostat.cec.eu.int
– www.iea.org

### Publications :

La liste des publications de l'Observatoire de l'Énergie figure dans le chapitre O.01 : bilan de l'énergie.

## TABLEAU O.02-1

### Bilan des combustibles minéraux solides (1)

*Source* : Observatoire de l'Énergie (avril 2005) — *Unité* : Millier de tonnes

| Secteur | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | *r* 2001 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Production primaire (2) | 29 114 | 23 077 | 18 942 | 13 532 | 8 918 | 5 690 | 4 101 | 2 671 | 2 068 | 2 243 | 872 |
| Importations | 16 467 | 29 960 | 21 278 | 20 745 | 14 646 | 19 103 | 20 605 | 18 380 | 19 589 | 18 398 | 21 100 |
| Exportations | 1 958 | 2 143 | 1 698 | 982 | 803 | 553 | 822 | 699 | 486 | 501 | 940 |
| Stocks : Stockage (-) ; Déstockage (+) | 2 605 | 1 992 | 2 218 | – 1 732 | 1 825 | – 325 | – 720 | – 169 | – 475 | 1 945 | 380 |
| **Consommation de la branche énergie** | **18 878** | **31 489** | **21 131** | **15 614** | **11 730** | **12 357** | **11 562** | **9 759** | **10 476** | **12 078** | **11 487** |
| *dont* : Centrales électriques | 14 730 | 28 265 | 18 505 | 13 092 | 9 931 | 11 081 | 10 425 | 7 782 | 8 842 | 9 747 | 9 201 |
| **Consommation finale** | **27 350** | **21 397** | **19 609** | **15 949** | **12 856** | **11 558** | **11 602** | **10 426** | **10 220** | **10 007** | **9 925** |
| *dont* : Consommation énergétique | 27 189 | 21 170 | 19 398 | 15 683 | 12 657 | 11 369 | 11 440 | 10 261 | 10 062 | 9 832 | 9 774 |
| Sidérurgie | 14 349 | 12 602 | 9 621 | 8 394 | 7 629 | 7 651 | 7 789 | 6 882 | 7 408 | 7 107 | 7 034 |
| Industrie (3) | 4 124 | 2 743 | 5 573 | 4 713 | 3 168 | 2 544 | 2 670 | 2 406 | 2 001 | 2 068 | 2 103 |
| Résidentiel -Tertiaire | 8 664 | 5 807 | 4 204 | 2 576 | 1 860 | 1 174 | 981 | 973 | 653 | 657 | 637 |
| Transports | 52 | 18 | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| **Consommation totale (4)** | **46 228** | **52 886** | **40 740** | **31 563** | **24 586** | **23 915** | **23 164** | **20 185** | **20 696** | **22 085** | **21 412** |

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris produits de récupération.
(3) Non compris les centrales électriques industrielles.
(4) Consommation non corrigée du climat.

## TABLEAU O.02-2

### Extraction nette de charbon et effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

*Source* : Observatoire de l'Énergie (avril 2005), d'après CDF — *Unité* : Millier de tonnes

| | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | (4) 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Extraction dans l'ensemble des houillères** | **28 457** | **21 065** | **16 963** | **12 820** | **8 415** | **5 091** | **3 462** | **2 296** | **1 630** | **1 739** | **160** |
| Houillères de bassin : | | | | | | | | | | | |
| Nord et Pas-de-Calais | 10 404 | 5 386 | 2 386 | 232 | – | – | – | – | – | – | – |
| Lorraine | 10 111 | 9 595 | 9 813 | 8 359 | 5 825 | 3 670 | 2 540 | 1 875 | 1 483 | 1 730 | 160 |
| Centre-Midi | 6 621 | 5 155 | 4 149 | 3 656 | 2 590 | 1 421 | 922 | 421 | 147 | 9 | – |
| Autres mines | 1 321 | 929 | 615 | 573 | – | – | – | – | – | – | – |
| **Effectifs en fin d'année** (milliers de personnes) | **94,8** | **66,3** | **47,8** | **22,7** | **15,4** | **9,0** | **7,8** | **6,8** | **5,7** | **4,5** | **–** |
| Effectifs des houillères de bassins CDF (2) | 94,3 | 65,7 | 47,3 | 22,5 | 15,4 | 9,0 | 7,8 | 6,8 | 5,7 | 4,5 | – |
| Effectifs des autres mines (3) | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,2 | – | – | – | – | – | – | – |

(1) Extraction de houille et de lignite.
(2) Effectifs miniers et non - miniers.
(3) Mines exploitées par EDF, y compris autres mines en 1973.
(4) Arrêt définitif de l'extraction du charbon en France en avril 2004.

## TABLEAU O.02-3

### Importation de produits charbonniers par pays d'origine (1)

*Sources* : Observatoire de l'Énergie (avril 2005) et Douanes — *Unité* : Millier de tonnes

| Pays | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | **16 468** | **29 961** | **21 278** | **20 745** | **14 472** | **19 103** | **20 605** | **18 073** | **19 589** | **18 398** | **21 100** |
| *dont* : UE à 15 | 11 027 | 10 396 | 5 838 | 3 283 | 1 025 | 951 | 1 069 | 886 | 1 204 | 886 | 991 |
| *dont* : Allemagne (2) | 9 398 | 9 157 | 4 559 | 2 216 | 200 | 189 | 190 | 198 | 390 | 183 | 175 |
| Royaume-Uni | 507 | 792 | 280 | 311 | 150 | 100 | 108 | 109 | 89 | 88 | 74 |
| Afrique du Sud | 501 | 8 408 | 6 444 | 864 | 1 714 | 4 185 | 4 523 | 4 819 | 4 869 | 4 030 | 3 812 |
| Australie | 99 | 2 407 | 2 799 | 3 552 | 3 026 | 4 395 | 3 841 | 3 899 | 4 589 | 4 527 | 6 014 |
| Colombie | n.d.a. | n.d.a. | 3 | 2 033 | 1 155 | 1 767 | 1 914 | 1 776 | 1 611 | 2 331 | 2 840 |
| États-Unis | 1 792 | 3 391 | 4 028 | 6 605 | 3 998 | 3 645 | 3 356 | 2 690 | 1 890 | 2 109 | 2 236 |
| Pologne | 1 968 | 4 457 | 1 068 | 395 | 656 | 773 | 1 645 | 820 | 1 143 | 869 | 1 357 |
| Ex-URSS | 1 079 | 736 | 163 | 777 | 100 | 200 | 375 | 274 | 347 | 373 | 917 |

(1) À partir de 1995, l'ATIC n'est plus en mesure de donner des chiffres avec la précision apportée pour les années antérieures ; à partir de cette date, on peut observer des différences avec les chiffres des tableaux précédents. À partir de 1999, les chiffres sont estimés par l'Observatoire de l'Énergie.
(2) À partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.

## TABLEAU O.02-4

### Production mondiale de charbon

*Source* : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Millier de tonnes

| Pays | Production | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Houille (« hard coal ») | | | | | Lignite (« brown coal ») | | | | |
| | *r* 1973 | *r* 1985 | *r* 2001 | *r* 2002 | *p* 2003 | *r* 1973 | *r* 1985 | *r* 2001 | *r* 2002 | *p* 2003 |
| **Amérique du Nord** | **544 979** | **775 438** | **994 174** | **957 614** | **929 112** | **21 083** | **92 244** | **108 943** | **111 699** | **113 895** |
| *dont* : États-Unis | 530 064 | 735 935 | 948 803 | 917 015 | 892 932 | 12 948 | 65 701 | 72 614 | 74 806 | 78 350 |
| **Amérique latine** | **7 081** | **18 336** | **57 429** | **52 517** | **62 131** | **61** | **35** | **–** | **–** | **–** |
| **Europe OCDE (1)** | **471 855** | **440 035** | **197 312** | **191 713** | **188 157** | **544 658** | **718 334** | **442 921** | **441 283** | **433 448** |
| *dont* : UE à 15 | 281 202 | 217 466 | 74 749 | 70 146 | 67 898 | 389 995 | 500 309 | 255 460 | 266 088 | 259 701 |
| Allemagne | 104 407 | 88 849 | 30 669 | 29 209 | 28 753 | 366 409 | 434 037 | 175 364 | 181 778 | 179 085 |
| **France** | **25 682** | **15 124** | **1 972** | **1 483** | **1 730** | **2 764** | **1 839** | **324** | **148** | **9** |
| Royaume-Uni | 130 154 | 90 858 | 31 513 | 29 539 | 27 759 | – | – | – | – | – |
| Pologne | 156 630 | 191 642 | 103 280 | 102 723 | 101 659 | 39 215 | 57 746 | 59 552 | 58 210 | 60 920 |
| **Europe non OCDE** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| *dont* : Ex-URSS | 510 600 | 569 000 | 307 488 | 302 791 | 326 014 | 157 000 | 157 000 | 101 685 | 93 289 | 101 493 |
| **Afrique** | **68 007** | **178 978** | **229 496** | **226 031** | **245 452** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** |
| *dont* : Afrique du Sud | 62 352 | 173 500 | 223 560 | 220 213 | 239 955 | – | – | – | – | – |
| **Extrême-Orient** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| *dont* : Chine | 417 000 | 837 272 | 1 267 916 | 1 397 849 | 1 670 142 | – | – | – | – | – |
| Inde | 76 588 | 144 437 | 319 704 | 332 887 | 353 536 | 3 320 | 8 040 | 24 813 | 26 018 | 27 958 |
| **Océanie** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| *dont* : Australie | 55 483 | 117 504 | 264 217 | 273 237 | 274 854 | 24 121 | 38 380 | 64 960 | 68 604 | 67 397 |
| **Monde** | **2 232 554** | **3 185 734** | **3 787 257** | **3 894 161** | **4 223 018** | **834 670** | **1 170 318** | **888 193** | **885 000** | **893 255** |

(1) Y compris Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie.

## TABLEAU O.02-5

### Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

*Source* : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Million de tep

| Pays | *r* 1973 | | *r* 1979 | *r* 1985 | *r* 1990 | *r* 1995 | *r* 1998 | *r* 1999 | 2000 | *p* 2001 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mtep | % | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | % |
| **Amérique du Nord** | **328,1** | **16,8** | **389,3** | **454,2** | **485,8** | **508,8** | **553,5** | **557,7** | **579,7** | **583,2** | **21,7** |
| *dont* : Canada | 15,3 | 9,5 | 19,8 | 25,8 | 24,3 | 25,3 | 28,8 | 28,9 | 31,0 | 30,7 | 12,4 |
| États-Unis | 311,1 | 17,9 | 367,0 | 425,4 | 458,3 | 478,1 | 518,0 | 521,9 | 541,7 | 544,7 | 23,9 |
| Mexique | 1,8 | 3,3 | 2,5 | 3,0 | 3,2 | 5,4 | 6,7 | 6,9 | 7,0 | 7,8 | 5,1 |
| **Amérique latine** | **6,9** | **3,1** | **10,7** | **15,9** | **17,1** | **19,5** | **22,0** | **20,9** | **21,2** | **20,3** | **4,5** |
| **Europe OCDE (2)** | **425,4** | **30,5** | **454,0** | **476,3** | **436,5** | **360,1** | **337,5** | **316,5** | **324,9** | **324,2** | **18,0** |
| *dont* : UE à 15 | 292,8 | 25,3 | 301,5 | 314,8 | 299,1 | 239,2 | 219,5 | 207,4 | 214,2 | 217,7 | 14,6 |
| Allemagne | 139,4 | 41,2 | 138,1 | 145,2 | 128,5 | 91,6 | 84,8 | 80,7 | 84,8 | 85,0 | 24,2 |
| Espagne | 9,0 | 17,2 | 10,8 | 19,5 | 19,4 | 19,5 | 17,3 | 19,3 | 20,6 | 18,7 | 14,7 |
| **France** | **29,2** | **16,6** | **32,4** | **25,1** | **20,2** | **16,0** | **17,2** | **15,5** | **15,0** | **12,7** | **4,8** |
| Italie | 8,1 | 6,3 | 10,4 | 15,3 | 14,6 | 12,3 | 11,8 | 11,8 | 12,6 | 13,4 | 7,8 |
| Royaume-Uni | 76,4 | 34,6 | 74,2 | 62,1 | 63,1 | 46,9 | 39,0 | 34,8 | 34,2 | 39,8 | 16,9 |
| **Europe non OCDE** | **345,6** | **35,8** | **371,2** | **346,9** | **330,5** | **235,2** | **202,5** | **203,1** | **208,6** | **206,7** | **20,0** |
| *dont* : Ex-URSS | 319,0 | 36,7 | 337,9 | 301,1 | 288,8 | 204,5 | 171,6 | 177,3 | 181,1 | 177,3 | 19,0 |
| **Afrique** | **38,0** | **17,8** | **48,5** | **72,9** | **73,7** | **84,6** | **85,5** | **88,9** | **89,7** | **88,6** | **17,2** |
| **Moyen-Orient** | **0,6** | **0,9** | **1,0** | **2,7** | **3,0** | **5,3** | **7,1** | **7,0** | **7,9** | **8,4** | **2,2** |
| **Extrême-Orient** | **331,9** | **28,8** | **462,3** | **622,3** | **798,5** | **980,2** | **1 014,8** | **1 010,6** | **1 050,8** | **1 053,6** | **34,8** |
| *dont* : Chine | 204,7 | 47,5 | 314,4 | 404,6 | 538,2 | 670,8 | 675,2 | 658,0 | 659,3 | 642,3 | 55,6 |
| Japon | 57,9 | 17,9 | 51,2 | 71,8 | 74,0 | 82,6 | 84,6 | 87,6 | 95,7 | 100,2 | 19,2 |
| **Océanie** | **23,8** | **36,2** | **25,7** | **31,2** | **36,1** | **38,7** | **45,8** | **48,1** | **48,5** | **56,7** | **42,3** |
| **Monde** | **1 500,4** | **24,4** | **1 762,6** | **2 022,4** | **2 181,2** | **2 232,5** | **2 268,7** | **2 252,8** | **2 331,3** | **2 341,6** | **23,0** |

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie.

## TABLEAU O.02-6

### Consommation de charbon (1) par habitant dans le monde

*Source* : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

| Pays | *r* 1973 | *r* 1979 | *r* 1985 | *r* 1990 | *r* 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | 2000 | *p* 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Amérique du Nord** | **1,139** | **1,242** | **1,343** | **1,353** | **1,330** | **1,377** | **1,403** | **1,396** | **1,390** | **1,436** | **1,402** |
| *dont* : Canada | 0,678 | 0,818 | 1,000 | 0,876 | 0,862 | 0,872 | 0,918 | 0,953 | 0,947 | 1,006 | 0,988 |
| États-Unis | 1,468 | 1,630 | 1,783 | 1,833 | 1,817 | 1,887 | 1,924 | 1,914 | 1,912 | 1,967 | 1,905 |
| Mexique | 0,034 | 0,039 | 0,041 | 0,039 | 0,060 | 0,069 | 0,070 | 0,070 | 0,071 | 0,072 | 0,079 |
| **Amérique latine** | **0,028** | **0,038** | **0,049** | **0,048** | **0,051** | **0,052** | **0,054** | **0,054** | **0,051** | **0,051** | **0,048** |
| **Europe OCDE (2)** | **0,935** | **0,965** | **0,983** | **0,878** | **0,705** | **0,708** | **0,681** | **0,653** | **0,610** | **0,623** | **0,618** |
| *dont* : UE à 15 | 0,842 | 0,849 | 0,874 | 0,818 | 0,642 | 0,629 | 0,599 | 0,585 | 0,551 | 0,567 | 0,574 |
| Allemagne | 1,765 | 1,768 | 1,870 | 1,620 | 1,122 | 1,107 | 1,059 | 1,034 | 0,984 | 1,032 | 1,033 |
| Espagne | 0,259 | 0,290 | 0,509 | 0,500 | 0,498 | 0,414 | 0,464 | 0,439 | 0,486 | 0,515 | 0,465 |
| **France** | **0,549** | **0,591** | **0,444** | **0,347** | **0,270** | **0,278** | **0,245** | **0,287** | **0,257** | **0,248** | **0,208** |
| Italie | 0,148 | 0,185 | 0,270 | 0,258 | 0,214 | 0,196 | 0,197 | 0,204 | 0,204 | 0,217 | 0,231 |
| Royaume-Uni | 1,359 | 1,320 | 1,098 | 1,102 | 0,809 | 0,764 | 0,690 | 0,668 | 0,595 | 0,583 | 0,676 |
| **Europe non OCDE** | **1,139** | **1,160** | **1,032** | **0,947** | **0,671** | **0,649** | **0,600** | **0,580** | **0,582** | **0,599** | **0,596** |
| *dont* : Ex-URSS | 1,277 | 1,282 | 1,085 | 0,999 | 0,699 | 0,673 | 0,611 | 0,589 | 0,609 | 0,625 | 0,613 |
| **Afrique** | **0,098** | **0,106** | **0,134** | **0,118** | **0,120** | **0,119** | **0,118** | **0,113** | **0,114** | **0,113** | **0,109** |
| **Moyen-Orient** | **0,008** | **0,012** | **0,025** | **0,023** | **0,036** | **0,040** | **0,043** | **0,045** | **0,043** | **0,048** | **0,050** |
| **Extrême-Orient** | **0,156** | **0,194** | **0,235** | **0,276** | **0,313** | **0,323** | **0,316** | **0,311** | **0,306** | **0,314** | **0,311** |
| *dont* : Chine | 0,231 | 0,323 | 0,383 | 0,472 | 0,554 | 0,571 | 0,551 | 0,541 | 0,522 | 0,520 | 0,502 |
| Japon | 0,533 | 0,442 | 0,594 | 0,599 | 0,658 | 0,672 | 0,686 | 0,669 | 0,691 | 0,754 | 0,788 |
| **Océanie** | **1,438** | **1,447** | **1,627** | **1,757** | **1,772** | **1,896** | **1,986** | **2,026** | **2,104** | **2,101** | **2,430** |
| **Monde** | **0,385** | **0,406** | **0,421** | **0,417** | **0,396** | **0,403** | **0,395** | **0,387** | **0,379** | **0,387** | **0,384** |

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie.

## TABLEAU O.02-7

### Bilan du pétrole (1)

*Source* : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

| | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | *r* 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ressources** | | | | | | | | | | |
| Production primaire : | | | | | | | | | | |
| Pétrole brut (2) | 1 320 | 1 190 | 2 642 | 3 024 | 2 486 | 1 417 | 1 383 | 1 317 | 1 219 | 1 138 |
| Produits raffinés (PR) | 900 | 900 | 659 | 413 | 505 | 311 | 274 | 285 | 277 | 280 |
| Importations : | | | | | | | | | | |
| Pétrole brut (2) | 134 920 | 127 120 | 73 896 | 73 310 | 78 017 | 85 626 | 86 380 | 80 017 | 85 455 | 85 168 |
| Produits raffinés | 6 350 | 10 210 | 18 460 | 26 709 | 27 480 | 30 099 | 28 883 | 32 144 | 29 161 | 29 466 |
| Exportations de produits raffinés | – 12 970 | – 16 460 | – 11 894 | – 14 417 | – 14 218 | – 19 239 | – 20 406 | – 19 117 | – 20 646 | – 21 302 |
| Soutes maritimes internationales | – 5 523 | – 4 895 | – 2 467 | – 2 614 | – 2 341 | – 3 086 | – 2 616 | – 2 535 | – 2 745 | – 3 103 |
| Stocks : Stockage (-) ; Déstockage (+) | | | | | | | | | | |
| Pétrole brut (2) | – 1 140 | – 750 | 463 | – 419 | – | – 80 | 36 | 225 | – 499 | 354 |
| Produits raffinés | – 930 | – 2 980 | 1 897 | 765 | – 240 | – 1 058 | 701 | – 720 | – 6 | 228 |
| **Total consommation primaire (3)** | **122 927** | **114 335** | **83 656** | **86 771** | **91 689** | **93 990** | **94 635** | **91 616** | **92 216** | **92 229** |
| **Emplois** | | | | | | | | | | |
| Branche énergie | 26 970 | 22 120 | 8 959 | 8 070 | 7 997 | 7 967 | 7 069 | 6 824 | 7 255 | 7 054 |
| Usages non énergétiques (PR) | 9 087 | 9 405 | 9 172 | 10 262 | 13 037 | 14 959 | 14 180 | 13 255 | 13 502 | 13 289 |
| **Consommation finale énergétique (PR)** | **87 420** | **82 728** | **65 525** | **68 439** | **70 816** | **71 064** | **73 385** | **71 536** | **71 459** | **71 886** |
| Sidérurgie | 2 457 | 1 768 | 420 | 340 | 138 | 83 | 95 | 88 | 66 | 70 |
| Industrie | 23 509 | 20 747 | 10 234 | 9 129 | 8 476 | 7 179 | 6 966 | 6 470 | 6 438 | 6 412 |
| Résidentiel-Tertiaire | 33 655 | 27 186 | 20 079 | 16 328 | 16 330 | 14 543 | 16 136 | 14 308 | 14 963 | 15 000 |
| Agriculture | 2 845 | 2 920 | 2 659 | 2 690 | 2 518 | 2 394 | 2 352 | 2 359 | 2 205 | 2 255 |
| Transports | 24 954 | 30 107 | 32 133 | 39 952 | 43 354 | 46 865 | 47 836 | 48 311 | 47 788 | 48 149 |
| **Total consommation primaire (3)** | **123 477** | **114 253** | **83 656** | **86 771** | **91 850** | **93 990** | **94 634** | **91 615** | **92 216** | **92 229** |

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie a été alignée sur celle d'Eurostat, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.
(2) Y compris condensats et autres produits à distiller.
(3) Consommation non corrigée du climat. On observe sur certaines années un écart entre les ressources et les emplois ; un travail de rétropolation est en cours.

## TABLEAU O.02-8

### Importations de pétrole brut par pays d'origine (1)

*Source* : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Million de tonnes

| Pays | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Moyen-Orient** | **96,4** | **95,8** | **22,1** | **31,7** | **34,8** | **33,6** | **31,6** | **24,9** | **23,0** | **21,1** | **23,2** |
| Abu Dhabi/Oman | 15,9 | 7,1 | 2,1 | 1,5 | – | – | – | 0,3 | – | – | – |
| Arabie Saoudite | 30,2 | 45,3 | 6,0 | 15,2 | 20,4 | 15,1 | 15,2 | 11,4 | 10,6 | 11,2 | 12,6 |
| Koweit | 15,5 | 4,9 | 0,6 | – | 1,1 | 1,7 | 1,4 | 1,1 | 1,6 | 2,1 | 1,7 |
| Irak | 18,7 | 24,2 | 6,4 | 3,0 | – | 7,4 | 7,2 | 5,4 | 4,4 | 0,8 | 1,5 |
| Iran | 10,8 | 6,8 | 4,1 | 9,1 | 10,5 | 6,8 | 5,2 | 3,6 | 3,8 | 5,8 | 6,4 |
| Qatar | 3,4 | 3,8 | 1,6 | 0,2 | – | – | 0,1 | – | – | – | – |
| Syrie | 0,6 | 2,1 | 0,5 | 2,2 | 2,9 | 2,6 | 2,5 | 3,0 | 2,5 | 1,1 | 1,1 |
| Autres | 17,3 | 8,7 | 0,8 | 0,6 | – | – | – | 0,1 | – | – | – |
| **Mer du Nord (2)** | **0,2** | **4,1** | **19,2** | **10,4** | **23,2** | **28,7** | **31,9** | **31,9** | **26,1** | **26,5** | **25,6** |
| **Afrique** | **28,9** | **20,7** | **22,7** | **20,9** | **13,4** | **12,0** | **13,9** | **18,7** | **16,0** | **18,7** | **16,6** |
| *dont* : Algérie | 11,1 | 5,1 | 3,6 | 3,0 | 2,6 | 3,0 | 3,5 | 4,3 | 3,6 | 5,9 | 6,0 |
| Cameroun/Angola | 2,4 | 1,3 | 3,4 | 5,8 | 1,6 | 1,3 | 2,2 | 3,9 | 4,2 | 3,2 | 3,1 |
| Gabon/Congo | – | – | 2,6 | 4,9 | 1,0 | 0,1 | 0,3 | 1,6 | 1,2 | 0,2 | 0,3 |
| Libye | 6,5 | 4,1 | 3,1 | 2,9 | 1,7 | 2,3 | 2,4 | 3,0 | 1,6 | 3,6 | 4,1 |
| Nigéria | 12,6 | 9,7 | 8,1 | 3,1 | 5,7 | 4,9 | 4,8 | 5,3 | 4,3 | 5,3 | 2,6 |
| Ex-URSS | 3,4 | 5,1 | 4,1 | 6,2 | 6,3 | 7,8 | 8,0 | 10,1 | 14,4 | 17,7 | 19,2 |
| Mexique | – | – | 2,7 | 2,5 | – | – | – | – | 0,1 | 0,2 | 0,1 |
| Vénézuela | 1,8 | 1,0 | 0,6 | 0,5 | – | – | – | – | – | 0,1 | – |
| Autres | 4,2 | 0,4 | 2,5 | 1,1 | 0,4 | – | 0,3 | 0,7 | 0,4 | 1,2 | 0,5 |
| **Total des importations** | **134,9** | **127,1** | **73,9** | **73,4** | **78,0** | **82,1** | **85,6** | **86,4** | **80,0** | **85,5** | **85,1** |
| *dont* : Façonnage (3) | 7,8 | 8,8 | 3,6 | 1,7 | – | – | – | – | – | – | – |

(1) Y compris condensats et APD (autres produits à distiller).
(2) Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège et Danemark.
(3) Travail à façon pour compte de pays étranger.

## TABLEAU O.02-9

### Activité des raffineries pétrolières (1)

*Sources* : Observatoire de l'Énergie et Direction des Ressources énergétiques et minérales (Direm) — *Unité* : Millier de tonnes

| | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | *r* 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de raffineries au 31 décembre | 23 | 22 | 15 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| Capacité de distillation atmosphérique (2) | 153 885 | 166 840 | 108 772 | 90 425 | 91 900 | 96 348 | 98 462 | 98 186 | 98 186 | 97 703 |
| Brut traité (3) | 134 958 | 127 642 | 76 878 | 75 350 | 79 961 | 85 934 | 87 517 | 81 543 | 86 154 | 86 828 |
| Taux d'utilisation des raffineries (en %) (4) | 87,7 | 76,5 | 70,7 | 89,1 | 88,0 | 89,3 | 89,2 | 83,3 | 88,0 | 88,8 |
| Production nette totale de produits finis | 127 505 | 120 788 | 75 118 | 72 851 | 79 388 | 85 457 | 87 186 | 80 955 | 85 414 | 86 114 |

(1) France métropole, non compris la raffinerie Sara en Martinique ; est incluse l'usine SRD de Dunkerque (huiles et bitumes, sans distillation atmosphérique de pétrole brut).
(2) La capacité de distillation atmosphérique est aussi appelée capacité de raffinage.
(3) Y compris façonnage et APD (autres produits à distiller).
(4) Rapport Quantité traitée/Capacité de raffinage, calculé par la Direm, tenant compte des jours ouvrés.

## TABLEAU O.02-10

### Ventes de produits pétroliers raffinés par nature de produits (1)

*Source* : Comité professionnel du pétrole (CPDP) — *Unité* : Millier de tonnes

| Produit | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | *r* 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Produits pétroliers raffinés** | **117 332** | **110 649** | **77 581** | **82 250** | **86 575** | **90 440** | **91 292** | **88 648** | **88 842** | **89 676** |
| *dont* : Essences auto | 15 772 | 17 701 | 18 006 | 18 231 | 15 651 | 13 598 | 13 390 | 12 925 | 12 109 | 11 519 |
| Sans plomb | – | – | – | 2 602 | 7 859 | 10 675 | 11 252 | 11 361 | 10 998 | 10 721 |
| Sans plomb 95 | – | – | – | – | 1 592 | 5 357 | 6 428 | 6 902 | 6 994 | 7 074 |
| Sans plomb 98 | – | – | – | 2 602 | 6 267 | 5 318 | 4 824 | 4 459 | 4 004 | 3 647 |
| Super | 12 973 | 14 680 | 15 721 | 14 933 | 7 791 | 2 924 | 2 138 | 1 564 | 1 111 | 798 |
| Ordinaire | 2 799 | 3 021 | 2 285 | 696 | – | – | – | – | – | – |
| Gazole | 6 533 | 9 233 | 10 906 | 17 461 | 22 869 | 27 031 | 28 345 | 29 319 | 29 725 | 30 398 |
| Carburéacteur | 1 812 | 2 466 | 2 588 | 3 735 | 4 565 | 5 978 | 5 868 | 5 847 | 5 773 | 6 070 |
| Fioul domestique (2) | 37 937 | 31 261 | 21 024 | 17 363 | 16 833 | 16 066 | 17 667 | 15 949 | 16 339 | 16 333 |
| Fioul lourd (2) | 38 892 | 33 165 | 10 273 | 8 500 | 6 951 | 6 853 | 5 495 | 5 539 | 5 729 | 5 740 |
| GPL (3) | 2 696 | 3 084 | 2 934 | 2 797 | 2 888 | 3 178 | 3 096 | 2 982 | 2 818 | 2 876 |
| Lubrifiants (2) | 1 009 | 1 017 | 867 | 974 | 911 | 931 | 895 | 876 | 833 | 820 |
| Bitumes | 3 395 | 2 917 | 2 192 | 3 012 | 3 103 | 3 393 | 3 410 | 3 242 | 3 303 | 3 421 |
| Naphta | ... | ... | 6 051 | 7 038 | 8 991 | 8 516 | 8 125 | 7 985 | 8 638 | 8 379 |

(1) Cette consommation diffère de la consommation finale indiquée dans le bilan officiel de l'énergie, essentiellement du fait des consommations des Armées et des centrales thermiques. Elle n'est pas corrigée du climat.
(2) Soutes comprises.
(3) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

## TABLEAU O.02-11

### Production et réserves mondiales de pétrole brut

*Sources* : AIE / OCDE (production) et Direction des Ressources énergétiques et minérales (Direm) — *Unité* : Millier de tonnes

| Pays | Production (y compris condensats) | | | | | | | | | Réserves prouvées au 1er janvier 2004 (milliards de tonnes) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *r* 1973 | *r* 1979 | *r* 1985 | *r* 1990 | *r* 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *p* 2003 | |
| **Amérique du Nord** | **634 606** | **643 574** | **732 110** | **656 008** | **647 177** | **647 129** | **651 884** | **659 039** | **668 209** | **7,5** |
| *dont* : Canada | 94 128 | 84 386 | 84 049 | 91 610 | 110 277 | 124 806 | 126 579 | 132 852 | 140 426 | 1,5 |
| États-Unis | 513 296 | 475 465 | 494 350 | 413 344 | 383 345 | 353 062 | 349 807 | 347 885 | 338 494 | 3,9 |
| Mexique | 27 182 | 83 723 | 153 711 | 151 054 | 153 555 | 169 261 | 175 498 | 178 302 | 189 289 | 2,0 |
| **Amérique latine** | **246 407** | **199 946** | **189 658** | **229 342** | **298 619** | **354 651** | **353 228** | **352 990** | **329 142** | **13,0** |
| *dont* : Brésil | 8 432 | 8 453 | 27 995 | 32 395 | 35 712 | 64 311 | 67 410 | 75 577 | 77 894 | 1,2 |
| Vénézuéla | 179 424 | 126 262 | 90 362 | 115 258 | 155 788 | 173 838 | 171 776 | 165 048 | 139 990 | 10,1 |
| **Europe OCDE (1)** | **22 978** | **116 266** | **195 270** | **206 708** | **302 745** | **325 765** | **315 642** | **312 851** | **297 525** | **2,4** |
| *dont* : Mer du Nord (2) | 3 734 | 98 733 | 173 034 | 183 612 | 281 615 | 307 495 | 298 491 | 294 002 | 278 613 | 2,4 |
| Norvège | 1 595 | 18 776 | 38 431 | 82 088 | 138 500 | 160 990 | 162 536 | 156 716 | 151 201 | 1,2 |
| Royaume-Uni | 515 | 77 944 | 127 642 | 91 596 | 130 456 | 126 375 | 116 805 | 116 069 | 106 193 | 0,6 |
| **Europe non OCDE** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **8,5** |
| *dont* : Ex-URSS | 429 100 | 580 400 | 595 291 | 570 753 | 352 500 | 392 527 | 423 029 | 462 472 | 509 930 | 6,9 |
| **Afrique** | **288 932** | **329 063** | **263 980** | **317 048** | **342 636** | **385 250** | **383 499** | **374 085** | **407 276** | **12,7** |
| *dont* : Algérie | 51 118 | 58 016 | 50 421 | 57 858 | 56 761 | 68 008 | 66 745 | 71 035 | 79 180 | 4,1 |
| Angola | 8 154 | 7 200 | 11 430 | 23 337 | 30 371 | 36 825 | 36 469 | 44 045 | 43 083 | 0,7 |
| Égypte | 8 504 | 26 143 | 45 067 | 45 499 | 46 588 | 37 791 | 35 176 | 34 885 | 34 477 | 0,4 |
| Libye | 106 172 | 102 515 | 51 461 | 66 198 | 70 611 | 68 296 | 66 681 | 62 629 | 70 227 | 1,5 |
| Nigéria | 101 412 | 113 679 | 74 031 | 88 322 | 97 541 | 115 333 | 120 116 | 102 189 | 117 666 | 4,7 |
| **Moyen-Orient** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **90,8** |
| *dont* : Arabie Saoudite | 379 905 | 482 198 | 181 209 | 341 824 | 430 679 | 444 560 | 432 144 | 414 074 | 474 773 | 34,5 |
| Émirats arabes unis | 73 617 | 88 492 | 51 392 | 91 693 | 108 757 | 117 210 | 114 036 | 105 934 | 121 117 | 12,8 |
| Iran | 293 159 | 160 783 | 111 740 | 155 946 | 183 018 | 185 988 | 186 149 | 172 411 | 193 687 | 13,0 |
| Irak | 99 542 | 171 668 | 70 656 | 99 156 | 27 185 | 126 950 | 116 771 | 99 776 | 65 602 | 15,1 |
| Koweït | 151 286 | 129 953 | 55 752 | 46 311 | 105 636 | 104 725 | 102 659 | 97 381 | 111 125 | 12,7 |
| Oman | 14 906 | 15 045 | 25 333 | 35 173 | 43 936 | 50 377 | 50 291 | 47 215 | 43 198 | 2,7 |
| **Extrême-Orient** | **144 181** | **225 891** | **257 789** | **299 055** | **332 713** | **344 541** | **347 268** | **349 747** | **352 190** | **4,6** |
| *dont* : Chine | 53 610 | 106 150 | 124 895 | 138 306 | 150 044 | 163 182 | 164 162 | 167 219 | 169 835 | 2,4 |
| Indonésie | 66 112 | 77 136 | 65 565 | 73 178 | 77 418 | 69 910 | 68 288 | 62 766 | 59 356 | 0,6 |
| **Océanie** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **0,5** |
| **Monde** | **2 866 950** | **3 227 458** | **2 807 117** | **3 151 133** | **3 292 918** | **3 616 765** | **3 617 604** | **3 590 793** | **3 711 896** | **140,0** |

(1) Y compris Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie.
(2) Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège et Danemark.

## TABLEAU O.02-12

### Consommation de pétrole (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

*Source* : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unités* : Million de tep et %

| Pays | 1973 | | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *r* Mtep | % | *r* Mtep | *r* Mtep | *r* Mtep | *r* Mtep | *r* Mtep | Mtep | Mtep | % |
| **Amérique du Nord** | **938** | **48,0** | **1 032** | **880** | **931** | **964** | **1 061** | **1 072** | **1 085** | **40,5** |
| *dont* : Canada | 81 | 50,3 | 92 | 70 | 77 | 78 | 87 | 88 | 89 | 35,8 |
| États-Unis | 824 | 47,5 | 884 | 737 | 770 | 801 | 881 | 893 | 904 | 39,6 |
| Mexique | 33 | 60,0 | 56 | 74 | 83 | 85 | 94 | 92 | 93 | 60,8 |
| **Amérique latine** | **125** | **55,5** | **158** | **143** | **157** | **187** | **216** | **215** | **214** | **47,6** |
| *dont* : Brésil | 38 | 46,2 | 57 | 50 | 59 | 72 | 89 | 88 | 90 | 48,4 |
| **Europe OCDE (2)** | **759** | **54,4** | **757** | **604** | **631** | **665** | **693** | **685** | **696** | **38,6** |
| *dont* : UE à 15 | 689 | 59,5 | 673 | 522 | 549 | 580 | 603 | 593 | 605 | 40,5 |
| Allemagne | 162 | 47,9 | 161 | 124 | 126 | 136 | 135 | 132 | 134 | 38,3 |
| Espagne | 38 | 73,3 | 49 | 40 | 46 | 56 | 64 | 65 | 67 | 52,7 |
| **France** | **124** | **70,4** | **114** | **84** | **87** | **85** | **90** | **87** | **94** | **35,3** |
| Italie | 100 | 77,6 | 100 | 83 | 89 | 93 | 89 | 88 | 87 | 50,3 |
| Royaume-Uni | 112 | 50,5 | 95 | 79 | 83 | 85 | 84 | 84 | 81 | 34,6 |
| **Europe non OCDE** | **359** | **37,3** | **475** | **473** | **456** | **255** | **213** | **212** | **218** | **21,1** |
| *dont* : Ex-URSS | 322 | 37,0 | 423 | 431 | 408 | 222 | 182 | 182 | 186 | 19,9 |
| **Afrique** | **42** | **19,6** | **62** | **78** | **89** | **94** | **104** | **106** | **109** | **21,1** |
| **Moyen-Orient** | **50** | **75,6** | **84** | **133** | **142** | **178** | **190** | **210** | **203** | **52,0** |
| **Extrême-Orient** | **410** | **35,6** | **505** | **471** | **621** | **817** | **916** | **935** | **943** | **31,2** |
| *dont* : Chine | 56 | 13,1 | 97 | 97 | 116 | 165 | 215 | 230 | 236 | 20,4 |
| Corée du Sud | 13 | 61,9 | 27 | 27 | 50 | 95 | 100 | 104 | 101 | 51,9 |
| Inde | 25 | 12,8 | 33 | 48 | 62 | 83 | 110 | 112 | 112 | 21,1 |
| Japon | 252 | 77,9 | 259 | 204 | 253 | 270 | 266 | 262 | 256 | 49,2 |
| **Océanie** | **32** | **47,9** | **36** | **32** | **37** | **40** | **42** | **43** | **39** | **29,5** |
| **Soutes maritimes (3)** | **118** | **100,0** | **110** | **91** | **114** | **127** | **140** | **141** | **136** | **100,0** |
| **Monde** | **2833** | **46,1** | **3 219** | **2 905** | **3 176** | **3 327** | **3 574** | **3 618** | **3 643** | **35,8** |

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Y compris Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie.
(3) Il s'agit principalement de fioul domestique (FOD) acheté à l'étranger et consommé par des navires battant pavillon national.

## TABLEAU O.02-13

### Consommation de pétrole (1) par habitant dans le monde

*Source* : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

| Pays | *r* 1973 | *r* 1979 | *r* 1985 | *r* 1990 | *r* 1995 | *r* 1999 | *r* 2000 | 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Amérique du Nord** | **3,26** | **3,29** | **2,60** | **2,59** | **2,52** | **2,65** | **2,66** | **2,61** |
| *dont* : Canada | 3,60 | 3,80 | 2,72 | 2,78 | 2,66 | 2,85 | 2,85 | 2,86 |
| États-Unis | 3,89 | 3,93 | 3,09 | 3,08 | 3,05 | 3,23 | 3,24 | 3,16 |
| Mexique | 0,62 | 0,88 | 0,99 | 1,03 | 0,94 | 0,96 | 0,94 | 0,93 |
| **Amérique latine** | **0,50** | **0,56** | **0,45** | **0,45** | **0,49** | **0,53** | **0,52** | **0,51** |
| *dont* : Brésil | 0,37 | 0,48 | 0,37 | 0,40 | 0,45 | 0,53 | 0,52 | 0,52 |
| **Europe OCDE (2)** | **1,67** | **1,61** | **1,25** | **1,27** | **1,30** | **1,34** | **1,31** | **1,33** |
| *dont* : UE à 15 | 1,98 | 1,89 | 1,45 | 1,50 | 1,55 | 1,60 | 1,57 | 1,60 |
| Allemagne | 2,05 | 2,06 | 1,60 | 1,59 | 1,66 | 1,65 | 1,60 | 1,63 |
| Espagne | 1,10 | 1,32 | 1,03 | 1,20 | 1,42 | 1,61 | 1,62 | 1,67 |
| **France** | **2,33** | **2,09** | **1,48** | **1,50** | **1,43** | **1,49** | **1,44** | **1,54** |
| Italie | 1,83 | 1,77 | 1,47 | 1,57 | 1,62 | 1,55 | 1,53 | 1,49 |
| Royaume-Uni | 1,98 | 1,69 | 1,40 | 1,44 | 1,46 | 1,44 | 1,43 | 1,39 |
| **Europe non OCDE** | **1,18** | **1,48** | **1,41** | **1,31** | **0,73** | **0,61** | **0,61** | **0,63** |
| *dont* : Ex-URSS | 1,29 | 1,60 | 1,55 | 1,41 | 0,76 | 0,63 | 0,63 | 0,65 |
| **Afrique** | **0,11** | **0,14** | **0,14** | **0,14** | **0,13** | **0,13** | **0,13** | **0,13** |
| **Moyen-Orient** | **0,70** | **0,95** | **1,20** | **1,09** | **1,20** | **1,17** | **1,27** | **1,20** |
| **Extrême-Orient** | **0,19** | **0,21** | **0,18** | **0,21** | **0,26** | **0,28** | **0,28** | **0,28** |
| *dont* : Chine | 0,06 | 0,10 | 0,09 | 0,10 | 0,14 | 0,17 | 0,18 | 0,18 |
| Corée du Sud | 0,39 | 0,72 | 0,65 | 1,17 | 2,10 | 2,14 | 2,21 | 2,13 |
| Inde | 0,04 | 0,05 | 0,06 | 0,07 | 0,09 | 0,11 | 0,11 | 0,11 |
| Japon | 2,32 | 2,23 | 1,69 | 2,05 | 2,15 | 2,10 | 2,06 | 2,01 |
| **Océanie** | **1,90** | **2,05** | **1,64** | **1,78** | **1,83** | **1,82** | **1,85** | **1,69** |
| **Monde** | **0,70** | **0,72** | **0,59** | **0,59** | **0,57** | **0,58** | **0,58** | **0,57** |

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Y compris Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie.

## TABLEAU O.02-14

### Bilan de l'électricité

*Source* : Observatoire de l'Énergie d'après EDF - RTE — *Unité* : GWh (1)

| | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ressources** | | | | | | | | | | | |
| **Production nette (2)** | **174 480** | **231 013** | **328 560** | **400 246** | **471 371** | **500 306** | **516 672** | **526 179** | **535 029** | **542 315** | **547 613** |
| *dont* : Thermique nucléaire | 13 969 | 37 898 | 213 087 | 297 949 | 358 779 | 374 914 | 395 200 | 401 256 | 416 500 | 420 669 | 427 698 |
| Hydraulique (y compris pompage) (3) | 47 543 | 66 932 | 63 414 | 57 212 | 75 790 | 76 694 | 71 593 | 78 490 | 65 826 | 64 472 | 65 202 |
| Thermique classique | 112 968 | 126 123 | 52 059 | 45 085 | 36 802 | 48 698 | 49 879 | 46 433 | 52 703 | 57 174 | 54 713 |
| **Importations** | **4 654** | **16 431** | **5 520** | **6 674** | **2 860** | **4 965** | **3 695** | **4 471** | **3 705** | **6 959** | **6 548** |
| **Total** | **179 134** | **247 444** | **334 080** | **406 920** | **474 231** | **505 271** | **520 367** | **530 650** | **538 734** | **549 274** | **554 161** |
| **Emplois** | | | | | | | | | | | |
| **Exportations** | **7 620** | **10 774** | **28 878** | **52 427** | **72 701** | **68 108** | **73 174** | **72 861** | **80 739** | **73 373** | **68 588** |
| **Énergie absorbée par le pompage** | **224** | **1 032** | **2 495** | **4 942** | **4 230** | **6 298** | **6 604** | **5 822** | **7 497** | **7 301** | **7 324** |
| **Consommation intérieure** | **171 290** | **235 638** | **302 707** | **349 551** | **397 300** | **430 865** | **440 589** | **451 967** | **450 498** | **468 600** | **478 249** |
| *dont* : Consommation haute tension (4) | 114 818 | 140 229 | 165 639 | 195 068 | 222 360 | 243 815 | 250 920 | 254 526 | 253 581 | 261 116 | 264 792 |
| Consommation basse tension (5) | 45 117 | 79 150 | 113 763 | 127 869 | 145 527 | 157 222 | 159 747 | 167 441 | 166 017 | 175 738 | 181 357 |
| Pertes de transport et de transformation | 11 355 | 16 259 | 23 305 | 26 614 | 29 413 | 29 828 | 29 922 | 30 000 | 30 900 | 31 749 | 32 100 |
| **Total** | **179 134** | **247 444** | **334 080** | **406 920** | **474 231** | **505 271** | **520 367** | **530 650** | **538 734** | **549 274** | **554 161** |

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Production nette, c'est-à-dire déduction faite de la consommation des services auxiliaires.
(3) Par convention, les productions éoliennes et photovoltaïques sont ajoutées à la production hydraulique.
(4) Tarifs jaune et vert, à partir de 1986.
(5) Tarif bleu, à partir de 1986.

## TABLEAU O.02-15

### Puissance des centrales électriques par type de centrale au 31 décembre

*Source* : Observatoire de l'Énergie d'après EDF - RTE — *Unité* : MW (1)

| | (1) Unités | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Puissance maximale possible :** | | | | | | | | | | | |
| Centrales nucléaires | MW | 2 888 | 8 034 | 37 487 | 55 750 | 58 515 | 63 183 | 63 183 | 63 273 | 63 363 | 63 363 |
| Centrales thermiques classiques | " | 24 232 | 29 202 | 27 246 | 22 673 | 23 869 | 26 799 | 27 210 | 27 278 | 27 387 | 27 687 |
| Centrales hydrauliques, éoliennes et photovoltaïques | " | 15 967 | 19 141 | 21 829 | 24 987 | 25 227 | 25 356 | 25 570 | 25 689 | 25 705 | 25 842 |
| **Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques** | **GWh** | **57 795** | **62 588** | **67 730** | **69 720** | **69 503** | **69 789** | **69 772** | **70 199** | **69 613** | **...** |

(1) MW = million de watts ; GWh = milliard de wattheures.

## TABLEAU O.02-16

### Longueur des lignes électriques (en fin d'année)

*Source* : Observatoire de l'Énergie d'après EDF - RTE — *Unité* : Kilomètre

| Tension nominale | 1970 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **HAUTE TENSION** | | | | | | | | | | |
| **3e catégorie :** | | | | | | | | | | |
| 400 kV | 4 491 | 10 187 | 15 806 | 19 019 | 20 554 | 20 888 | 20 917 | 20 904 | 21 004 | 21 043 |
| 225 kV | 20 569 | 24 448 | 24 848 | 25 493 | 26 063 | 26 325 | 26 299 | 26 476 | 26 440 | 26 441 |
| 150 kV | 6 865 | 5 270 | 3 733 | 2 396 | 1 585 | 1 225 | 1 220 | 1 149 | 1 149 | 1 149 |
| 90 kV | 9 549 | 12 146 | 13 219 | 15 713 | 17 200 | 17 623 | 17 765 | 17 811 | 17 817 | 17 818 |
| 63 kV | 27 344 | 30 985 | 33 039 | 36 376 | 38 986 | 39 355 | 39 366 | 39 206 | 39 153 | 39 056 |
| **Total (1)** | **68 818** | **83 036** | **90 645** | **98 997** | **104 388** | **105 416** | **105 567** | **105 546** | **105 563** | **105 507** |
| **2e catégorie (moins de 57 kV) Total** | **387 307** | **487 134** | **538 987** | **574 266** | **596 792** | **613 291** | **620 182** | **629 024** | **627 090** | **624 674** |
| **BASSE TENSION** | | | | | | | | | | |
| **1ère catégorie Total (1)** | **558 616** | **625 656** | **645 757** | **656 967** | **663 297** | **672 700** | **676 600** | **681 200** | **689 650** | **690 600** |

(1) Non compris le courant continu.

## TABLEAU O.02-17

### Consommation finale d'électricité corrigée du climat par secteur d'utilisation

*Source* : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : GWh (1)

| Secteur | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Sidérurgie | 11 663 | 12 558 | 9 945 | 10 510 | 10 422 | 11 141 | 10 676 | 11 241 | 11 662 | 11 722 |
| Industrie | 72 328 | 82 613 | 86 555 | 105 032 | 114 104 | 127 397 | 129 350 | 127 998 | 126 240 | 127 770 |
| Résidentiel-Tertiaire | 59 226 | 102 552 | 144 095 | 182 349 | 212 534 | 243 740 | 247 492 | 255 648 | 260 985 | 264 920 |
| *dont* : Correction climatique | – | – 402 | – 3 811 | 6 475 | 4 233 | 8 655 | 3 468 | 14 304 | 4 422 | 1 452 |
| Agriculture | 1 129 | 1 542 | 1 425 | 2 050 | 2 494 | 2 726 | 2 700 | 3 038 | 3 388 | 3 213 |
| Transports ferroviaires et urbains | 6 399 | 6 861 | 7 395 | 8 282 | 8 599 | 10 444 | 10 630 | 10 762 | 11 822 | 12 114 |
| **Total** | **150 745** | **206 128** | **249 415** | **308 223** | **348 153** | **395 448** | **400 848** | **408 687** | **414 097** | **419 739** |

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

## TABLEAU O.02-18

### Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité, en fin d'année (1)

*Source* : Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (Dideme) — *Unité* : Nombre

| | 1970 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total (2)** | **102 828** | **116 500** | **132 227** | **127 663** | **123 359** | **123 570** | **124 700** | **124 224** | **118 442** | **117 065** | **116 665** |
| *dont* : EDF | 94 429 | 108 853 | 124 526 | 120 263 | 117 264 | 116 516 | 116 700 | 116 277 | 112 728 | 110 089 | 109 463 |

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps.
(2) Y compris les agents des Distributeurs non nationalisés (DNN).

## TABLEAU O.02-19

### Production d'électricité nucléaire des principaux producteurs

*Source* : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : TWh (1)

| | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | *p* 2004 (2) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Production brute d'éléctricité nucléaire totale** | **203,2** | **648,8** | **1 488,0** | **2 008,2** | **2 333,4** | **2 508,0** | **2 575,4** | ... | ... |
| *dont* : UE à 15 | 67,6 | 182,3 | 575,0 | 720,2 | 809,3 | 867,2 | 864,0 | 891,4 | 865,4 |
| *dont* : Allemagne | 12,1 | 52,1 | 138,6 | 152,5 | 153,1 | 170,0 | 169,6 | 171,3 | 158,4 |
| Belgique | – | 11,4 | 34,6 | 42,7 | 41,4 | 49,0 | 48,2 | 46,3 | 45,0 |
| **France** | **14,7** | **40,0** | **224,1** | **314,1** | **377,2** | **394,2** | **415,2** | **421,1** | **426,8** |
| Royaume-Uni | 28,0 | 38,3 | 61,1 | 65,7 | 89,0 | 95,1 | 85,1 | 90,1 | 73,7 |
| Espagne | 6,5 | 6,7 | 28,0 | 54,3 | 55,5 | 58,9 | 62,2 | 63,7 | 60,9 |
| Suède | 2,1 | 21,0 | 58,6 | 68,2 | 69,9 | 73,2 | 57,3 | 72,1 | 75,0 |
| Canada | 15,3 | 35,3 | 60,5 | 73,0 | 97,8 | 73,5 | 72,8 | 76,7 | 85,3 |
| États-Unis d'Amérique | 89,2 | 270,5 | 406,7 | 611,6 | 713,8 | 771,8 | 797,7 | 808,1 | 793,4 |
| Japon | 9,7 | 70,4 | 159,6 | 202,3 | 291,2 | 316,6 | 322,0 | 319,9 | 290,1 |
| Ex-URSS | 12,0 | 55,0 | 167,0 | 211,4 | 183,6 | 207,3 | 219,9 | 228,0 | ... |
| Corée du Sud | – | 3,2 | 16,7 | 52,9 | 67,0 | 103,1 | 109,0 | 112,1 | ... |

(1) TWh = Terawattheure (milliard de kilowattheures).
(2) Production nette pour 2004.

## TABLEAU O.02-20

### Consommation d'électricité par habitant dans le monde

*Source* : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : kWh par habitant

| Pays ou zone | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | *p* 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Amérique du Nord** | **7 893** | **8 873** | **9 383** | **10 594** | **11 227** | **11 682** | **12 046** | **11 249** |
| *dont* : États-Unis | 9 341 | 10 612 | 11 165 | 12 798 | 13 759 | 14 442 | 14 837 | 13 662 |
| Canada | 11 388 | 13 620 | 16 200 | 17 389 | 17 850 | 18 029 | 18 513 | 18 173 |
| Mexique | 698 | 970 | 1 256 | 1 493 | 1 683 | 1 976 | 2 108 | 2 116 |
| **Amérique latine** | **655** | **964** | **1 216** | **1 392** | **1 613** | **1 813** | **1 872** | **1 807** |
| *dont* : Argentine | 1 060 | 1 362 | 1 493 | 1 593 | 1 993 | 2 354 | 2 177 | 2 275 |
| Brésil | 627 | 1 066 | 1 447 | 1 685 | 1 950 | 2 230 | 2 127 | 2 177 |
| **Europe OCDE (1)** | **3 586** | **4 344** | **4 915** | **5 375** | **5 621** | **6 029** | **6 192** | **6 298** |
| *dont* : UE à 15 | 3 900 | 4 720 | 5 370 | 5 977 | 6 295 | 6 790 | 6 515 | 6 682 |
| Allemagne | 4 907 | 6 030 | 6 760 | 6 942 | 6 636 | 6 763 | 6 693 | 6 775 |
| Espagne | 2 132 | 2 810 | 3 286 | 3 898 | 4 374 | 5 405 | 5 733 | 5 986 |
| **France** | **3 370** | **4 508** | **5 673** | **6 452** | **7 135** | **7 643** | **7 777** | **7 909** |
| Italie | 2 674 | 3 314 | 3 700 | 4 431 | 4 868 | 5 337 | 5 557 | 5 652 |
| Pays-Bas | 3 816 | 4 603 | 4 699 | 5 430 | 5 975 | 6 661 | 6 817 | 6 921 |
| Royaume-Uni | 5 018 | 5 332 | 5 260 | 5 790 | 6 045 | 6 533 | 6 674 | 6 740 |
| Suède | 9 686 | 11 641 | 16 243 | 16 908 | 16 616 | 16 671 | 16 584 | 16 758 |
| **Europe non OCDE** | **3 332** | **4 315** | **5 103** | **5 446** | **4 170** | **4 024** | **4 146** | **4 227** |
| *dont* : Ex-URSS | 3 624 | 4 641 | 5 460 | 5 853 | 4 388 | 4 226 | 4 195 | 4 163 |
| **Afrique** | **289** | **388** | **487** | **515** | **525** | **551** | **560** | **577** |
| **Moyen-Orient** | **506** | **967** | **1 546** | **1 805** | **2 287** | **2 672** | **2 810** | **2 906** |
| **Extrême-Orient** | **386** | **491** | **587** | **772** | **1 000** | **1 130** | **1 182** | **1 217** |
| *dont* : Chine | 196 | 301 | 407 | 570 | 856 | 1 007 | 1 093 | 1 177 |
| Japon | 4 328 | 5 088 | 5 565 | 6 939 | 7 883 | 8 416 | 8 402 | 8 198 |
| **Océanie** | **5 025** | **6 394** | **7 764** | **9 121** | **9 552** | **10 551** | **10 703** | **11 027** |
| **Monde** | **1 575** | **1 851** | **2 042** | **2 266** | **2 361** | **2 489** | **2 563** | **2 549** |

(1) Y compris Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie.

## TABLEAU O.02-21

### Bilan du gaz naturel

*Source* : Observatoire de l'Énergie — *Unités* : GWh ; PCS (1)

| | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ressources** | | | | | | | | | | |
| Production brute (y compris grisou) | 81 277 | 84 080 | 58 632 | 32 509 | 36 091 | 19 444 | 19 506 | 18 733 | 16 096 | 14 537 |
| Importations | 98 704 | 192 080 | 263 693 | 318 765 | 363 235 | 471 138 | 461 981 | 484 517 | 490 834 | 500 163 |
| Exportations | – 1 021 | – 1 926 | – 2 881 | – 3 838 | – 7 965 | – 8 800 | – 10 328 | – 9 741 | – 11 640 | – 4 522 |
| Stocks : Stockage (-) ; Déstockage (+) | – 4 529 | – 189 | – 5 801 | – 20 828 | – 8 030 | – 19 600 | 25 761 | – 9 128 | 8 589 | 5 700 |
| **Total** | **174 431** | **274 045** | **313 643** | **326 608** | **383 331** | **462 182** | **496 920** | **484 381** | **503 880** | **515 878** |
| **Emplois** | | | | | | | | | | |
| Consommation de la branche énergie | 44 091 | 31 214 | 13 550 | 14 252 | 20 675 | 26 084 | 31 095 | 29 129 | 34 077 | 29 015 |
| *dont* : Centrales électriques | 27 250 | 22 425 | 6 445 | 4 847 | 6 969 | 17 739 | 21 653 | 25 318 | 25 836 | 26 353 |
| Consommation finale énergétique | 110 971 | 213 577 | 270 223 | 287 711 | 335 278 | 406 098 | 437 527 | 426 284 | 441 936 | 458 523 |
| Sidérurgie | 8 766 | 12 741 | 8 906 | 8 615 | 7 438 | 7 602 | 7 556 | 7 483 | 7 333 | 7 553 |
| Industrie | 42 926 | 81 535 | 100 178 | 114 681 | 128 790 | 156 382 | 162 921 | 164 423 | 155 382 | 158 002 |
| Résidentiel-Tertiaire | 58 642 | 118 317 | 159 725 | 162 252 | 196 505 | 238 266 | 262 346 | 249 868 | 274 832 | 288 568 |
| Agriculture | 500 | 922 | 1 398 | 2 161 | 2 541 | 3 823 | 4 405 | 4 160 | 3 900 | 3 850 |
| Transports | 137 | 62 | 16 | 2 | 5 | 24 | 300 | 350 | 490 | 550 |
| Consommation à usage non énergétique | 19 369 | 29 254 | 29 870 | 24 645 | 27 378 | 30 000 | 28 298 | 28 968 | 27 866 | 28 340 |
| **Consommation primaire totale** | **174 431** | **274 045** | **313 643** | **326 608** | **383 331** | **462 182** | **496 920** | **484 381** | **503 880** | **515 878** |

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur ; 1 GWh PCS de gaz équivaut à 77 tonnes équivalent pétrole (tep).

## TABLEAU O.02-22

### Canalisations de transport et de distribution de gaz au 31 décembre (1)

*Source* : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Kilomètre

| | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Canalisations de transport | 17 974 | 22 678 | 26 619 | 30 162 | 31 759 | 34 232 | 34 408 | 35 133 | 35 762 | 35 740 |
| Canalisations de distribution | 71 392 | 84 030 | 104 226 | 119 150 | 136 860 | 159 020 | 165 084 | 171 339 | 176 541 | 179 820 |

(1) Y compris les canalisations dépendant des directions régionales de GDF ainsi que celles de Total Fina Elf, GSO, régies et entreprises distributrices non nationalisées.

## TABLEAU O.02-23

### Industrie gazière : effectif du personnel au 31 décembre

*Source* : Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (Dideme)

| | 1973 | 1979 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total (1)** | **28 733** | **29 277** | **32 475** | **29 945** | **28 378** | **27 473** | **27 939** | **27 561** | **26 142** | **25 547** |
| *dont* : Gaz de France | 26 951 | 27 720 | 29 025 | 26 743 | 26 614 | 24 893 | 25 357 | 24 912 | 24 516 | 24 625 |

(1) À partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

## TABLEAU O.02-24

### Production et réserves de gaz naturel dans le monde

*Sources* : Agence internationale de l'énergie (AIE / OCDE) ; Conseil Mondial de l'Énergie, cité par BP Review of World Energy 2004

| Pays | Production (million de m3 ) | | | | | | | | | Réserves prouvées au 1er janv. 2003 (milliard (1) de m3) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *r* 1973 | *r* 1979 | *r* 1985 | *r* 1990 | *r* 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *p* 2003 | |
| **Amérique du Nord** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **7 143** |
| Canada | 75 341 | 82 228 | 86 123 | 109 071 | 159 532 | 181 673 | 186 003 | 187 576 | 183 438 | 5 193 |
| États-Unis | 615 085 | 556 563 | 467 270 | 508 002 | 529 779 | 545 728 | 557 916 | 537 900 | 540 954 | 249 |
| Mexique | 12 428 | 21 185 | 28 281 | 25 579 | 27 094 | 37 221 | 36 868 | 37 762 | 39 646 | 1 701 |
| **Amérique latine** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **7 081** |
| *dont* : Argentine | 6 629 | 8 636 | 13 784 | 20 326 | 25 479 | 40 253 | 40 008 | 38 430 | 42 730 | 764 |
| Vénézuela | 11 268 | 14 221 | 17 269 | 21 754 | 26 184 | 28 382 | 26 512 | 23 400 | 23 168 | 4 188 |
| **Europe OCDE (2)** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **5 269** |
| *dont* : UE à 15 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 082 |
| **France** | **8 046** | **8 323** | **5 729** | **2 857** | **3 353** | **1 878** | **1 864** | **1 778** | **1 583** | ... |
| Pays-Bas | 75 064 | 98 835 | 85 203 | 76 249 | 84 406 | 72 467 | 77 785 | 75 776 | 72 896 | 1 755 |
| Royaume-Uni | 29 210 | 39 354 | 43 104 | 49 672 | 75 539 | 115 386 | 111 277 | 109 211 | 108 532 | 696 |
| Norvège | – | 21 581 | 26 699 | 27 642 | 31 449 | 52 818 | 56 610 | 69 075 | 77 310 | 2 188 |
| **Europe non OCDE** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **55 740** |
| *dont* : Ex-URSS | 241 183 | 415 097 | 641 902 | 810 084 | 698 524 | 712 032 | 715 673 | 733 376 | 766 274 | 55 236 |
| **Afrique** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **11 832** |
| *dont* : Algérie | 4 478 | 19 532 | 34 171 | 47 827 | 57 423 | 85 983 | 80 891 | 83 244 | 87 940 | 4 520 |
| **Moyen-Orient** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **56 026** |
| *dont* : Arabie Saoudite | 1 880 | 6 956 | 19 291 | 33 527 | 42 928 | 49 667 | 53 688 | 57 313 | 60 059 | 6 359 |
| Émirats Arabes Unis | 1 284 | 5 991 | 12 973 | 19 719 | 30 711 | 39 065 | 38 594 | 42 546 | 43 918 | 6 002 |
| Iran | 11 884 | 8 090 | 8 503 | 22 602 | 42 210 | 58 453 | 60 986 | 69 143 | 77 527 | 22 988 |
| **Extrême-Orient** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **10 055** |
| *dont* : Indonésie | 381 | 14 405 | 30 394 | 48 881 | 67 220 | 72 189 | 69 698 | 75 507 | 78 956 | 2 618 |
| Malaisie | 118 | 2 691 | 10 265 | 16 509 | 26 243 | 45 370 | 44 152 | 45 540 | 47 663 | 2 123 |
| **Océanie** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **2 547** |
| *dont* : Australie | 4 048 | 8 236 | 13 101 | 20 475 | 29 260 | 32 819 | 33 561 | 34 970 | 36 089 | 2 547 |
| **Monde** | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | **155 692** |

(1) 1 000 $m^3$ = 0,9 tep.
(2) Y compris Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie.

## TABLEAU O.02-25

### Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

*Source* : Agence internationale de l'énergie (AIE / OCDE)

| Pays | | *r* 1973 | *r* 1979 | *r* 1985 | 1990 | *r* 1995 | *r* 1999 | 2000 | *p* 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mtep | % | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | % |
| **Amérique du Nord** | **562** | **28,8** | **538** | **485** | **517** | **601** | **627** | **657** | **623** | **23,2** |
| *dont* : Canada | 37 | 23,2 | 44 | 50 | 55 | 67 | 71 | 74 | 72 | 28,8 |
| États-Unis | 515 | 29,6 | 477 | 412 | 439 | 509 | 525 | 549 | 517 | 22,7 |
| Mexique | 10 | 19,0 | 18 | 24 | 23 | 25 | 31 | 34 | 34 | 22,4 |
| **Amérique latine** | **22** | **9,8** | **29** | **41** | **53** | **64** | **81** | **87** | **85** | **18,8** |
| *dont* : Argentine | 7 | 20,2 | 9 | 14 | 19 | 23 | 30 | 30 | 28 | 49,3 |
| Vénézuela | 11 | 50,4 | 14 | 16 | 21 | 25 | 26 | 27 | 24 | 44,4 |
| **Europe OCDE (1)** | **135** | **9,7** | **208** | **226** | **258** | **316** | **380** | **390** | **403** | **22,4** |
| *dont* : UE à 15 | 122 | 10,5 | 185 | 197 | 223 | 275 | 329 | 339 | 347 | 23,2 |
| Allemagne | 29 | 8,5 | 51 | 49 | 55 | 67 | 72 | 72 | 76 | 21,5 |
| **France** | **14** | **7,7** | **21** | **25** | **26** | **30** | **34** | **35** | **37** | **13,8** |
| Italie | 14 | 11,0 | 23 | 27 | 39 | 45 | 56 | 58 | 58 | 33,8 |
| Pays-Bas | 28 | 45,6 | 33 | 32 | 31 | 34 | 34 | 35 | 36 | 46,0 |
| Royaume-Uni | 25 | 11,4 | 40 | 47 | 47 | 65 | 84 | 87 | 87 | 36,9 |
| **Europe non OCDE** | **222** | **23,0** | **337** | **503** | **600** | **494** | **487** | **492** | **502** | **48,6** |
| *dont* : Ex-URSS | 196 | 22,6 | 300 | 461 | 559 | 466 | 466 | 471 | 481 | 51,4 |
| **Afrique** | **4** | **1,7** | **10** | **21** | **32** | **40** | **48** | **53** | **57** | **11,0** |
| **Moyen-Orient** | **15** | **22** | **29** | **47** | **77** | **122** | **153** | **166** | **175** | **45,0** |
| *dont* : Arabie Saoudite | 2 | 24,7 | 6 | 16 | 25 | 33 | 40 | 44 | 47 | 42,4 |
| Émirats arabes Unis | 1 | 78,0 | 3 | 8 | 14 | 20 | 25 | 26 | 29 | 89,9 |
| Iran | 3 | 13,9 | 4 | 7 | 17 | 37 | 51 | 56 | 59 | 48,8 |
| **Extrême-Orient** | **16** | **1,4** | **48** | **80** | **115** | **168** | **218** | **237** | **249** | **8,3** |
| *dont* : Indonésie | – | 0,8 | 5 | 9 | 14 | 25 | 28 | 28 | 30 | 19,7 |
| Japon | 5 | 1,6 | 19 | 35 | 43 | 52 | 62 | 66 | 65 | 12,4 |
| **Océanie** | **4** | **5,6** | **8** | **14** | **19** | **21** | **23** | **24** | **26** | **19,1** |
| *dont* : Australie | 3 | 5,9 | 7 | 11 | 15 | 17 | 18 | 19 | 20 | 17,6 |
| **Monde** | **980** | **16,2** | **1 207** | **1 418** | **1 671** | **1 826** | **2 018** | **2 105** | **2 120** | **21,2** |

(1) Y compris Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie.

## TABLEAU O.02-26

### Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

*Source* : Agence internationale de l'énergie (AIE / OCDE) — *Unité* : Kg-équivalent pétrole par habitant

| Pays | *r* 1973 | *r* 1979 | *r* 1985 | *r* 1990 | *r* 1995 | *r* 1999 | 2000 | *p* 2001 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Amérique du Nord** | **1 952** | **1 718** | **1 435** | **1 441** | **1 571** | **1 564** | **1 627** | **1 497** |
| *dont* : Canada | 1 657 | 1 803 | 1 930 | 1 976 | 2 295 | 2 331 | 2 413 | 2 301 |
| États-Unis | 2 428 | 2 119 | 1 726 | 1 758 | 1 933 | 1 924 | 1 992 | 1 810 |
| Mexique | 196 | 279 | 322 | 285 | 281 | 317 | 344 | 345 |
| **Amérique latine** | **89** | **103** | **128** | **150** | **166** | **199** | **209** | **201** |
| Argentine | 285 | 331 | 459 | 579 | 668 | 808 | 823 | 757 |
| Vénézuela | 905 | 926 | 961 | 1 064 | 1 143 | 1 094 | 1 120 | 989 |
| **Europe OCDE (1)** | **296** | **441** | **467** | **519** | **619** | **732** | **748** | **769** |
| *dont* : UE à 15 | 350 | 520 | 548 | 611 | 738 | 875 | 896 | 913 |
| Allemagne | 363 | 657 | 627 | 693 | 824 | 877 | 874 | 918 |
| **France** | **254** | **380** | **434** | **447** | **498** | **572** | **585** | **602** |
| Italie | 260 | 402 | 480 | 687 | 779 | 964 | 1 003 | 1 003 |
| Pays Bas | 2 121 | 2 336 | 2 233 | 2 061 | 2 204 | 2 162 | 2 179 | 2 215 |
| Royaume-Uni | 447 | 719 | 824 | 824 | 1 123 | 1 438 | 1 488 | 1 477 |
| **Europe non OCDE** | **732** | **1 051** | **1 495** | **1 719** | **1 410** | **1 397** | **1 415** | **1 447** |
| *dont* : Ex-URSS | 786 | 1 140 | 1 661 | 1 935 | 1 594 | 1 602 | 1 623 | 1 664 |
| **Afrique** | **9** | **22** | **40** | **51** | **57** | **62** | **66** | **70** |
| **Moyen-Orient** | **206** | **329** | **425** | **594** | **820** | **947** | **1 005** | **1 039** |
| *dont* : Arabie Saoudite | 295 | 728 | 1 273 | 1 605 | 1 810 | 1 981 | 2 120 | 2 188 |
| Émirats Arabes Unis | 2 970 | 3 690 | 5 876 | 7 343 | 8 479 | 8 920 | 9 033 | 9 850 |
| Iran | 103 | 108 | 153 | 321 | 627 | 808 | 884 | 908 |
| **Extrême-Orient** | **8** | **20** | **30** | **40** | **54** | **66** | **71** | **74** |
| *dont* : Indonésie | 3 | 36 | 54 | 78 | 128 | 137 | 138 | 143 |
| Japon | 47 | 161 | 290 | 350 | 414 | 490 | 519 | 509 |
| **Océanie** | **221** | **440** | **744** | **910** | **942** | **1 013** | **1 053** | **1 099** |
| **Monde** | **252** | **279** | **296** | **320** | **325** | **340** | **350** | **348** |

(1) Y compris Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie.

## TABLEAU O.02-27

### Bilan des énergies renouvelables (ENR)

*Source* : Observatoire de l'Énergie d'après Ceren, Ademe, EDF, Observ'ER — *Unité* : Ktep

| | *r* 1973 | *r* 1979 | *r* 1985 | *r* 1990 | *r* 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **A. Production d'énergie primaire (1)** | **13 925** | **15 351** | **16 649** | **16 464** | **18 657** | **17 994** | **19 136** | **17 462** | **17 961** | **18 328** |
| Hydraulique | 4 141 | 5 830 | 5 527 | 4 981 | 6 596 | 6 226 | 6 821 | 5 715 | 5 579 | 5 626 |
| Éolienne | – | – | – | – | 1 | 7 | 11 | 23 | 34 | 49 |
| Solaire thermique et photovoltaïque | – | 7 | 16 | 19 | 20 | 17 | 17 | 17 | 18 | 20 |
| Géothermie | 1 | 10 | 80 | 110 | 132 | 126 | 128 | 128 | 129 | 130 |
| Pompes à chaleur | – | 6 | 221 | 307 | 272 | 213 | 231 | 272 | 291 | 314 |
| Déchets urbains solides | 620 | 542 | 763 | 1 146 | 1 641 | 1 857 | 1 932 | 2 043 | 2 088 | 2 133 |
| Bois et déchets de bois | 9 030 | 8 815 | 9 877 | 9 730 | 9 632 | 8 896 | 9 312 | 8 495 | 9 002 | 9 180 |
| Résidus de récoltes | 59 | 65 | 77 | 67 | 77 | 75 | 77 | 77 | 77 | 77 |
| Biogaz | 74 | 76 | 88 | 104 | 118 | 238 | 268 | 329 | 343 | 353 |
| Biocarburants | – | – | – | – | 168 | 339 | 339 | 363 | 400 | 446 |
| **B. Solde importateur (biocarburants) (2)** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** | **8** | **9** | **– 17** | **– 49** | **– 93** |
| **C. Total disponibilités (A+B)** | **13 925** | **15 351** | **16 649** | **16 464** | **18 657** | **18 002** | **19 145** | **17 445** | **17 912** | **18 235** |
| **D. ENR consommées, directement ou indirectement, sous forme d'électricité (3)** | **4 420** | **6 104** | **5 892** | **5 510** | **7 360** | **7 290** | **7 951** | **6 925** | **6 829** | **6 935** |
| **E. Usages internes + pertes et ajustement** | **565** | **522** | **654** | **745** | **905** | **944** | **943** | **1 024** | **1 053** | **1 054** |
| **F. ENR thermique : consommation finale (C-D-E) (4)** | **8 945** | **8 729** | **10 106** | **10 215** | **10 392** | **9 768** | **10 251** | **9 496** | **10 030** | **10 246** |
| Résidentiel-tertiaire (5) | 7 855 | 7 648 | 8 935 | 8 939 | 8 886 | 8 087 | 8 617 | 7 838 | 8 345 | 8 518 |
| *dont* : Bois et déchets de bois | 7 585 | 7 390 | 8 310 | 8 088 | 7 915 | 7 203 | 7 700 | 6 852 | 7 328 | 7 466 |
| Industrie | 1 049 | 1 040 | 1 128 | 1 228 | 1 294 | 1 283 | 1 231 | 1 257 | 1 279 | 1 308 |
| *dont* : Bois et déchets de bois | 938 | 924 | 992 | 1 105 | 1 140 | 1 120 | 1 066 | 1 089 | 1 109 | 1 138 |
| Agriculture | 41 | 41 | 43 | 48 | 51 | 51 | 55 | 55 | 56 | 56 |
| *dont* : Bois et déchets de bois | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Transports | – | – | – | – | 161 | 347 | 348 | 346 | 350 | 364 |

(1) Ensemble des productions électriques (1GWh = 0,086 ktep) et thermiques d'origine renouvelable.
(2) Importations - exportations.
(3) Énergies renouvelables d'origine électrique (hydraulique, éolienne, solaire photovoltaïque) ou d'origine thermique mobilisées pour produire de l'électricité.
(4) Énergies renouvelables d'origine thermique utilisées sous forme de chaleur ou de force motrice (biocarburants).
(5) Il s'agit de consommations réelles, sans correction climatique.

## TABLEAU O.02-28

### Énergie éolienne raccordée au réseau électrique en métropole et dans les Dom - Com

*Sources* : Ademe / Ceren / EDF — *Unités* : MWh ; GWh (1)

| | 1991 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Puissance installée (MWh) : | | | | | | | | | | | | |
| Au cours de l'année | 0,5 | – | – | 3,2 | 1,9 | 7,8 | 10,2 | 43,1 | 27,0 | 53,0 | 101,8 | 135,4 |
| Parc total en cumul | 0,5 | 2,9 | 2,9 | 6,1 | 8,0 | 15,8 | 25,9 | 69,0 | 96,0 | 149,0 | 250,9 | 386,3 |
| *dont* : Cumul Dom - Com | – | – | – | 0,5 | 2,0 | 2,0 | 9,2 | 13,3 | 13,8 | 17,1 | 29,8 | 29,8 |
| Production annuelle (GWh) | 0,4 | 4,6 | 4,6 | 7,8 | 13,3 | 22,5 | 52,7 | 99,5 | 158,1 | 309,9 | 435,1 | 616,6 |
| *dont* : Dom - Com | – | – | – | 0,5 | 3,0 | 4,0 | 16,8 | 23,2 | 28,1 | 41,9 | 45,1 | 44,6 |

(1) MWh : Mégawattheures (million de wattheures) ; GWh : Gigawattheures (milliard de wattheures).

## TABLEAU O.02-29

### Activité des usines de traitement de déchets avec récupération d'énergie

*Source* : Ademe d'après l'inventaire des unités de traitement des ordures ménagères (Itom)

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | (1) 2000 | *p* 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'installations | 94 | 94 | 98 | 104 | 110 | 109 | 112 |
| Tonnage annuel incinéré (millier de tonnes) | 8 012 | 8 274 | 8 415 | 8 671 | 9 698 | 10 319 | 11 352 |
| Quantité d'énergie vendue (Gigawattheures) | 9 837 | 8 403 | 8 000 | 8 194 | 8 716 | 9 642 | 11 959 |

(1) Depuis l'année 2000, l'enquête Itom est réalisée tous les deux ans.

## TABLEAU O.02-30

### Consommation de bois de chauffage dans le secteur résidentiel (corrigée du climat)

*Source* : Ceren — *Unité* : Million de stères

| | 1992 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *p* 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Résidences principales | 63,9 | 57,4 | 55,7 | 55,8 | 56,3 | 56,1 | 53,5 | 54,7 | 52,0 | 49,7 |
| Base | 23,5 | 16,4 | 15,1 | 16,4 | 18,6 | 20,5 | 21,7 | 22,2 | 20,0 | 17,9 |
| Appoint | 19,7 | 15,9 | 14,6 | 12,7 | 14,0 | 15,1 | 15,6 | 17,8 | 17,6 | 17,6 |
| Associé | 20,7 | 25,1 | 26,1 | 26,7 | 23,7 | 20,5 | 16,2 | 14,8 | 14,4 | 14,2 |
| Résidences secondaires | 2,9 | 2,7 | 2,5 | 2,4 | 2,4 | 2,5 | 2,8 | 3,2 | 3,3 | 3,3 |
| **Total résidentiel** | **66,8** | **60,1** | **58,2** | **58,1** | **58,7** | **58,6** | **56,3** | **57,8** | **55,3** | **53,0** |

## TABLEAU O.02-31

### Consommation de biocarburants

*Source* : Direction des Ressources énergétiques et minérales (Direm) — *Unité* : Millier d'hectolitres

| | *r* 1992 | *r* 1995 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Filière éthanol : ETBE (1) | 93 | 1 017 | 2 234 | 2 624 | 2 435 | 2 480 | 2 425 | 2 424 | 2 069 | 2 149 |
| *dont* : Éthanol | 44 | 478 | 1 050 | 1 233 | 1 144 | 1 166 | 1 140 | 1 139 | 972 | 1 010 |
| Filière ester : EMHV (1) | 8 | 1 737 | 2 844 | 2 558 | 2 788 | 3 491 | 3 515 | 3 494 | 3 649 | 3 666 |

(1) ETBE, EMHV : voir paragraphe "définitions" du présent chapitre.

## TABLEAU O.02-32

### Consommation primaire d'énergies renouvelables dans l'Union européenne (à 15) et part des ENR dans la consommation totale d'énergie en 2001

*Source* : Commission européenne, Eurostat, DG TREN — *Unités* : Million de tep et %

| Pays | 1985 | *r* 1990 | *r* 1995 | 1997 | *r* 1998 | 1999 | 2000 | *p* 2001 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | Mtep | % |
| Allemagne | 5,7 | 5,7 | 6,3 | 7,5 | 8,6 | 8,8 | 9,6 | 9,9 | 2,8 |
| Autriche | 5,7 | 5,0 | 5,9 | 6,7 | 6,0 | 6,4 | 6,5 | 6,7 | 21,7 |
| Belgique | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,8 | 1,4 |
| Danemark | 1,0 | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,8 | 1,9 | 2,1 | 2,2 | 11,0 |
| Espagne | 6,5 | 6,3 | 5,6 | 6,9 | 6,9 | 6,1 | 7,1 | 8,3 | 6,6 |
| Finlande | 5,4 | 5,5 | 6,1 | 6,7 | 7,3 | 7,3 | 7,8 | 7,6 | 22,8 |
| **France** | **16,2** | **15,7** | **17,9** | **16,7** | **17,0** | **17,6** | **17,5** | **18,6** | **7,1** |
| Grèce | 1,1 | 1,1 | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,4 | 1,4 | 1,3 | 4,6 |
| Irlande | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 1,8 |
| Italie | 8,6 | 8,2 | 9,0 | 9,7 | 11,3 | 12,2 | 12,3 | 13,5 | 7,9 |
| Luxembourg | – | – | – | – | 0,1 | – | 0,1 | 0,1 | 1,3 |
| Pays-Bas | 0,8 | 0,8 | 0,9 | 1,4 | 1,5 | 1,5 | 1,6 | 1,6 | 2,1 |
| Portugal | 3,1 | 2,7 | 2,6 | 3,2 | 3,0 | 2,7 | 3,1 | 3,4 | 13,9 |
| Royaume-Uni | 0,9 | 1,1 | 2,0 | 2,1 | 2,3 | 2,4 | 2,6 | 2,7 | 1,2 |
| Suède | 11,4 | 11,7 | 13,1 | 13,4 | 14,3 | 14,1 | 15,1 | 15,0 | 29,0 |
| **Total Union européenne (à 15)** | **67,0** | **66,4** | **73,4** | **78,2** | **82,3** | **83,6** | **87,8** | **91,9** | **6,2** |

# Chapitre P.01

## Commerce


1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Définitions.

4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


**1** Hypermarchés au 1er janvier.

**2** Salariés des établissements du commerce au 31 décembre – France entière.

**3** Chiffres d'affaires du commerce - France entière.

**4** Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2004.

**5** Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2004.

**6** Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2004 (équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat).

**7** Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2004 (parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés).

**8** Ventes au détail par produit : commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2004.

**9** Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2004.

**10** Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 2003.

**11** Commerce de détail, commerce et réparation automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2002.

## 1

## ❍ Présentation

En 2004, de nombreux secteurs du commerce bénéficient de la bonne tenue de la consommation des ménages et de la reprise de l'investissement des entreprises. C'est surtout le commerce de gros qui profite de la reprise (+ 3,3 % en volume). La croissance du commerce de détail est plus faible (+ 1,8 % en volume). Après le recul sensible de 2003, l'activité du commerce et de la réparation automobile se redresse (+ 1,0 % en volume).
Les ventes de marchandises hors taxes de l'ensemble du commerce de gros (hors intermédiaires) se redressent : + 3,3 % en volume. Après la baisse de 2003, l'activité retrouve la tendance de 2000 à 2002. Après une année morose, l'activité des grossistes en biens d'équipement professionnel rebondit nettement en 2004 : la croissance de leurs ventes en volume atteint + 7,5 %. Les ventes des grossistes en matériel de bureau et informatique augmentent de plus de 10 % en volume. Les ventes du commerce de gros en matériel électrique et électronique augmentent plus vite qu'en 2003 (+ 6,1 % en volume après + 1,6 %).
L'activité des grossistes en biens de consommation non alimentaires est un peu plus vive qu'en 2003 (+ 3,9 % en volume après + 2,8 %) L'équipement du foyer est particulièrement dynamique, soutenu par l'électroménager et la radiotélévision. La progression de ces produits sur le marché intérieur compense largement le repli des exportations. Sur l'ensemble des biens intermédiaires non agricoles, les ventes des grossistes croissent de + 2,5 % en volume en 2004. L'activité des grossistes en produits pour l'aménagement de l'habitat et de la construction progresse (+ 4,3 % en volume en 2004) en phase avec l'activité dans la construction. Les ventes des grossistes en produits agricoles bruts sont au point mort : elles augmentent légèrement en valeur, mais fléchissent en volume (– 1,8 %). À l'inverse, dans le commerce de gros de produits alimentaires, une rupture se produit en 2004 : après une année 2001 plutôt stable et deux années de repli, les ventes en volume augmentent de 2 % en 2004.
Les ventes, toutes taxes comprises, de l'ensemble du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial se sont élevées à 407,1 milliards d'euros. Elles progressent de 1,8 % en volume en 2004, après 1,7 % en 2003. Le ralentissement observé depuis 2000 a donc laissé la place en 2004 à une progression stable et modérée de l'activité. La croissance des ventes des pharmacies reste élevée (+ 5,1 %), mais se situe en dessous des années précédentes. Hors pharmacie, les ventes de l'ensemble du commerce et de l'artisanat commercial progressent de 1,6 %.
Ce sont les autres spécialistes de produits non alimentaires qui fournissent la principale contribution à la croissance de cet ensemble hors pharmacie (1,5 point). Leurs ventes progressent en volume de 4,2 % en 2004, davantage qu'en 2003, le secteur de la vente à distance, sur catalogue ou sur l'Internet, progresse en volume de 6,6 % en 2004, rythme un peu supérieur à celui de 2003 (+ 6,2 %). Il est porté par la montée en puissance des achats en ligne. Les ventes des grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés, qui diminuaient depuis 2001, retrouvent le chemin de la croissance (+ 3,7 %).
Les ventes des grandes surfaces à prédominance alimentaire (GSA) ralentissent à nouveau (+ 0,4 % en volume), après trois années de croissance à un rythme voisin de 1 %. Leur part sur le marché des produits alimentaires est de 68,3 %, en très léger recul. Par contre, les GSA gagnent plus d'un point sur les ventes de produits liés à l'automobile (32,2 % du marché), grâce à leurs ventes de carburants. Fin 2004, on recense 1 332 hypermarchés, parmi eux, 65 points de vente génèrent une surface de vente supplémentaire de 130 000 m², soit un accroissement de 1,7 % de la surface totale, par transformation de 29 supermarchés en hypermarchés et par agrandissement de 36 hypermarchés.
Les ventes toutes taxes comprises du commerce et de la réparation automobile atteignent 120,4 milliards d'euros. L'activité de ce secteur progresse modérément : 1,0 % en volume et 4,2 % en valeur. En volume, les ventes de véhicules automobiles reprennent, surtout pour les marques étrangères. Le secteur de l'entretien et de la réparation recule pour la deuxième année consécutive (– 1,4 % après – 1,9 % en 2003), en lien avec la diminution du nombre d'accidents de la route.
L'emploi salarié de l'ensemble du commerce ralentit nettement : + 4 000 en 2004, après + 18 000 en 2003 et + 29 000 en 2002. Sur ces trois dernières années, il n'a continué à augmenter que dans le commerce de détail : + 9 000, après + 23 000 et + 25 000. Alors que le nombre d'entreprises commerciales diminuait régulièrement depuis 1998 (– 1,3 % par an), il augmente de 1,5 % en 2004 et atteint 675 600 (y compris artisanat commercial), dépassant ainsi pour la première fois son niveau de 1996.

## 2

## ❍ Méthodologie

### Hypermarchés et supermarchés

Les renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés, résultent d'un arbitrage réalisé par l'Insee entre les diverses sources professionnelles : principalement l'Institut français du libre-service et la revue « Points de vente ».

### Nombre de salariés

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'Unedic, le tableau « Salariés des établissements du commerce » présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissement du commerce selon la nomenclature NAF.
Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

### Chiffres d'affaires du commerce

L'Insee présente des évaluations des chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros, des intermédiaires du commerce, du commerce de détail et réparation d'articles domestiques, et du commerce et réparation automobile à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen des informations disponibles, notamment fiscales. Elles sont évaluées en base 2000 des comptes nationaux depuis 1999.

### Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce

Réalisée depuis 1971 par l'Insee, c'est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce. Elle permet d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement.
L'enquête s'intègre dans une nouvelle enquête, dite de quatrième génération, depuis 1996. Cette refonte a permis de réaliser une harmonisation des traitements informatiques et la mise au point d'un tronc commun élargi de questions entre les différents services enquêteurs responsables des EAE dans leur domaine respectif (industrie, IAA, commerce, services, transports et construction). Le tronc commun de questions est complété de questions spécifiques à chacun des domaines, reprises des enquêtes de la génération précédente et légèrement complétées.
Par ailleurs, afin d'alléger la charge statistique des entreprises, il a été décidé, dans le cas de l'enquête annuelle (EAE) commerce, de n'interroger les petites entreprises qu'une année sur deux de façon détaillée selon l'alternance suivante :
– 2002, le commerce de détail, les activités artisanales assimilées, le commerce et la réparation automobile sont interrogés complètement, le commerce de gros partiellement.
– 2003, le commerce de gros est interrogé complètement, les autres secteurs partiellement.
En règle générale, les entreprises occupant 20 salariés et plus sont toutes enquêtées. Seul un échantillon des entreprises occupant moins de 20 salariés est enquêté. Compte tenu de la différence de source d'informations, les résultats figurant dans les tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres

parties de cet ouvrage ou mentionnés en sources de documentation.
Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et la possibilité pour l'utilisateur de calculer de nombreux ratios de gestion.
Par contre, des changements d'activité principale intervenant pour certaines entreprises, il n'est pas toujours pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux détaillés de la nomenclature d'activités. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux de ce chapitre, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées ; de même, sont publiés les comptes de résultat par sous-secteur pour les entreprises de 20 salariés et plus.

### Ventes au détail par produit

Les ventes au détail par produit sont établies à partir d'une matrice de passage de la consommation de produits commercialisables aux chiffres d'affaires des secteurs du commerce. La nomenclature de produits utilisée ici est issue d'un croisement de la nomenclature de la consommation par produit et de celle des ventes du commerce. Les résultats relatifs aux années 2002 et 2003 sont publiés dans le rapport présenté à la Commission des comptes commerciaux de la nation, dans la collection *Comptes nationaux* sous le titre « Le commerce en 2003 ».

## 3 ○ Définitions

### Commerce

– Le commerce regroupe les entreprises ou établissements dont l'activité principale est l'achat de produits achetés à des tiers pour la revente en état, sans transformation. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production.

### Hypermarché

Établissement de vente au détail en libre-service qui réalise plus du tiers de ses ventes en alimentation et dont la surface de vente est supérieure ou égale à 2 500 m².

### Supermarché

Établissement de vente au détail en libre-service réalisant plus des deux tiers de son chiffre d'affaires en alimentation et dont la surface de vente est comprise entre 400 et 2 500 m².

## 4 ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Division « Commerce » de l'Insee.*

### Organismes :

– Insee.
– Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).
– IFLS (Institut français du libre service).
– Banque de France.

### Sites Internet :

– www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).
– entreprises.insee.fr (Accès en Ligne au Portail Entreprises).

### Publications :

***Insee***

*Insee-Résultats série Économie* :
– « Les entreprises du commerce de gros en 2003 », (Cédérom inclus), n° 21, juin 2005 ;
– « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2002 », (Cédérom inclus), n° 15, août 2004 ;
*Insee-Première* :
– « Le commerce électronique : une demande en expansion, une offre qui s'adapte », n° 1040, septembre 2005 ;
– « Le commerce en 2004 : hausse de l'activité hors alimentation », n° 1023, juin 2005 ;
– « Les acteurs du commerce électronique », n° 999, janvier 2005 ;
– « Le commerce en 2003 : quelques secteurs restent dynamiques », n° 965, mai 2004 ;
– « Activité des pharmacies et revenus des pharmaciens », n° 955, avril 2004 ;
– « Les filiales de commerce de groupes industriels : un rôle majeur », n° 936, décembre 2003 ;
– « Le commerce de gros s'adapte aux pressions du marché », n° 935, décembre 2003 ;
– « Le commerce en 2002 – Une croissance modeste », n° 897, avril 2003 ;
– « Hypermarchés et grand commerce spécialisé : séduire et fidéliser sa clientèle par l'innovation », n° 891, avril 2003.
*Insee-Comptes nationaux* :
– « Le commerce en 2003 », juin 2005.
*Insee-Méthodes* :
– « L'enquête de conjoncture commerce de détail », n° 110, à paraître ;
– « Au cœur des échanges, le commerce de gros », n° 107, octobre 2004 ;
– « E - commerce, Quels faits, Quels effets », n° 97, novembre 2001.
*Insee-Références* :
– « Le commerce en France », édition 2005-2006.
*Document de travail* :
– « La situation du commerce en 2004 », juin 2005.
*Bulletin mensuel de statistiques* ;
*Informations rapides, thème « Activité dans le commerce et les services ».*

***Autres***

*Bulletin de liaison de l'Unedic* ;
*Fascicules annuels de la Centrale des bilans par secteurs, Banque de France* ;
*Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France* ;
*Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier (annuel), IFLS* ;
Indicateurs (mensuel), COE.

## TABLEAU P.01-1

### Hypermarchés au 1er janvier

*Source* : Insee (IFLS - points de vente)

| Hypermarchés | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *r* 2004 | *p* 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'hypermarchés appartenant à des : | | | | | | | | | |
| Indépendants | 501 | 564 | 569 | 586 | 613 | 636 | 680 | 711 | 736 |
| Grandes entreprises d'hypermarchés | 547 | 559 | 566 | 569 | 572 | 573 | 584 | 592 | 596 |
| **Total** | **1 048** | **1 123** | **1 135** | **1 155** | **1 185** | **1 209** | **1 264** | **1 303** | **1 332** |
| Surface de vente des hypermarchés appartenant à des : | | | | | | | | | |
| Indépendants | 1 904 | 2 194 | 2 239 | 2 328 | 2 449 | 2 571 | 2 756 | 2 905 | 3 001 |
| Grandes entreprises d'hypermarchés | 3 965 | 4 194 | 4 252 | 4 295 | 4 347 | 4 382 | 4 518 | 4 583 | 4 617 |
| **Total (millier de m²)** | **5 869** | **6 388** | **6 491** | **6 623** | **6 796** | **6 953** | **7 274** | **7 488** | **7 618** |

## TABLEAU P.01-2

### Salariés des établissements du commerce au 31 décembre - France entière

*Source* : Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic) — *Unité* : Salarié

| Activité économique | Code NAF | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|
| **COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE** | **50** | **425 791** | **435 988** | **431 889** |
| Commerce de véhicules automobiles | 501 | 225 640 | 226 370 | 222 296 |
| Entretien et réparation de véhicules automobiles | 502 | 100 445 | 105 075 | 104 693 |
| Commerce d'équipements automobiles | 503 | 60 888 | 64 379 | 64 931 |
| Commerce et réparation de motocycles | 504 | 12 498 | 12 707 | 12 866 |
| Commerce de détail de carburants | 505 | 26 320 | 27 457 | 27 103 |
| **COMMERCE DE GROS ET INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE** | **51** | **985 787** | **993 156** | **993 315** |
| Intermédiaires du commerce de gros | 511 | 68 483 | 68 343 | 68 049 |
| Commerce de gros de produits agricoles bruts | 512 | 22 906 | 23 005 | 23 067 |
| Commerce de gros de produits alimentaires | 513 | 163 107 | 166 980 | 164 893 |
| Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires | 514 | 202 360 | 208 457 | 208 707 |
| Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles | 515 | 216 290 | 218 984 | 220 989 |
| Commerce de gros d'équipements industriels | 518 | 303 679 | 295 889 | 293 888 |
| Autres commerces de gros | 519 | 9 162 | 11 498 | 13 722 |
| **COMMERCE DE DÉTAIL ET RÉPARATION D'ARTICLES DOMESTIQUES** | **52** | **1 577 028** | **1 637 733** | **1 644 595** |
| Commerce de détail en magasin non spécialisé | 521 | 623 085 | 645 801 | 640 218 |
| Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé | 522 | 81 140 | 83 252 | 84 115 |
| Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie | 523 | 147 810 | 156 428 | 155 953 |
| Autres commerces de détail en magasin spécialisé | 524 | 628 627 | 654 065 | 667 205 |
| Commerce de détail de biens d'occasion en magasin | 525 | 8 728 | 8 482 | 8 396 |
| Commerce de détail hors magasin | 526 | 63 807 | 65 370 | 65 477 |
| Réparation d'articles personnels et domestiques | 527 | 23 831 | 24 335 | 23 231 |

## TABLEAU P.01-3

### Chiffres d'affaires du commerce - France entière (1)

*Source* : Insee (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

| Secteurs d'activité | Code NAF | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Commerce et réparation automobile** | **50** | **122 092** | **128 491** | **139 190** | **137 802** | **143 721** |
| *dont* : Commerce de véhicules automobiles | 501Z | 88 624 | 93 599 | 101 098 | 99 470 | 103 940 |
| Entretien et réparation automobile | 502Z | 12 320 | 12 818 | 14 382 | 14 560 | 14 903 |
| Commerce d'équipement automobile | 503A, 503B | 12 214 | 12 425 | 13 409 | 13 401 | 14 112 |
| Commerce de détail de carburants | 505Z | 5 225 | 5 628 | 6 023 | 6 091 | 6 318 |
| **Commerce de détail et artisanat à caractère commercial** | **52, 151F 158B, C, D** | **298 649** | **317 703** | **354 030** | **366 269** | **374 383** |
| Alimentation spécialisée et artisanat commercial | 522A à 522P 151F, 158 B, C, D | 23 478 | 24 360 | 26 044 | 26 092 | 26 187 |
| Petites surfaces alimentaires non spécialisées | 521A, B, C | 9 224 | 9 333 | 10 140 | 10 448 | 10 443 |
| Grandes surfaces alimentaires non spécialisées | 521D, E, F | 130 684 | 138 913 | 156 643 | 163 505 | 165 135 |
| Magasins non alimentaires non spécialisés | 521H, J | 4 711 | 5 168 | 5 352 | 5 336 | 5 517 |
| Pharmacies et commerces d'articles médicaux | 523A, C | 23 481 | 25 276 | 28 700 | 30 569 | 31 871 |
| Magasins non alimentaires spécialisés | 523E à 525Z | 91 259 | 98 202 | 109 796 | 112 414 | 116 606 |
| Vente par correspondance | 526A, B | 7 510 | 8 010 | 8 420 | 8 931 | 9 469 |
| Autres commerces hors magasin | 526D à 526H | 6 512 | 6 514 | 6 973 | 6 983 | 7 128 |
| Réparation articles personnels et domestiques | 527A à 527H | 1 790 | 1 926 | 1 962 | 1 992 | 2 027 |
| **Commerce de gros et intermédiaires du commerce** | **51** | **485 648** | **528 717** | **553 888** | **556 878** | **575 527** |
| **Intermédiaires du commerce** | **511A à 511U** | **77 674** | **87 659** | **97 429** | **100 425** | **102 082** |
| **Commerce de gros (hors intermédiaires)** | **512 à 517** | **407 973** | **441 058** | **456 459** | **456 452** | **473 446** |
| *dont* : Produits agricoles bruts | 512A,C,E,G,J | 46 912 | 48 191 | 47 238 | 46 048 | 46 561 |
| Produits alimentaires | 513A à 513W | 97 551 | 101 212 | 104 608 | 103 994 | 104 162 |
| Biens de consommation non alimentaire | 514A à 514S | 76 924 | 83 507 | 95 735 | 98 767 | 101 168 |
| Biens intermédiaires non agricoles | 515A à 515Q | 88 315 | 101 270 | 102 464 | 103 108 | 112 235 |
| Biens d'équipement professionnel | 518A à 518P | 98 272 | 106 878 | 106 414 | 104 535 | 109 320 |

(1) Chiffres d'affaires hors TVA des sociétés et entreprises individuelles ; évaluations en base 2000.

## TABLEAU P.01-4

### Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2004

*Source* : Insee (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

| Produits distribués | Commerce de détail et réparation domestique | Activités artisanales | Commerce et réparation automobile | Commerce de gros et intermédiaires du commerce | Ventes au détail des autres secteurs | **Total des ventes** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits alimentaires frais | 84 836 | 10 437 | 1 | 205 | 1 159 | **96 638** |
| Autres produits alimentaires | 52 456 | 954 | 312 | 365 | 1 481 | **55 569** |
| Tabac et cigarettes | 8 632 | 1 | 39 | 22 | 6 876 | **15 571** |
| **Total alimentaire** | **145 924** | **11 392** | **353** | **593** | **9 516** | **167 778** |
| Produits liés à l'automobile | 22 287 | – | 42 814 | 1 963 | 551 | **67 616** |
| Pharmacie | 32 604 | – | – | 1 878 | 1 701 | **36 183** |
| Équipement de la personne | 49 689 | – | 37 | 194 | 127 | **50 048** |
| Autres produits non alimentaires | 145 025 | 45 | 678 | 5 207 | 8 317 | **159 272** |
| **Total non alimentaire** | **249 605** | **45** | **43 529** | **9 242** | **10 696** | **313 119** |
| Automobile | 97 | – | 76 473 | 96 | 238 | **76 904** |
| **Total alimentaire, non alimentaire et automobile** | **395 627** | **11 437** | **120 355** | **9 930** | **20 451** | **557 801** |

## TABLEAU P.01-5

### Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2004

*Source* : Insee (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

| Produits distribués | **Total commerce de détail et activités artisanales** | Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface | | Grandes surfaces d'alimentation générale | Détail non alimentaire en magasin | | | Commerce hors magasin | | Réparation domestique |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Com. aliment. spécialisés et activités artisanales | Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés | | Non alimentaires non spécialisés | Pharmacies | Non alimentaires spécialisés | Vente par correspondance | Autres | |
| Produits alimentaires frais | **95 273** | 20 566 | 6 398 | 64 765 | 26 | – | 47 | 16 | 3 456 | – |
| Autres produits alimentaires | **53 410** | 4587 | 6 662 | 39 193 | 108 | 198 | 369 | 577 | 1 715 | – |
| Tabac et cigarettes | **8 633** | 5 886 | 33 | 3 | 1 | – | 2 673 | 26 | 12 | – |
| **Total alimentaire** | **157 317** | **31 039** | **13 093** | **103 960** | **135** | **198** | **3 089** | **619** | **5 182** | **–** |
| Produits liés à l'automobile | **22 287** | 7 | 377 | 21 132 | 63 | – | 698 | 9 | 1 | – |
| Pharmacie | **32 604** | – | 2 | 102 | – | 31 800 | 554 | 84 | 62 | – |
| Équipement de la personne | **49 689** | 14 | 120 | 7 002 | 2 693 | 2 | 34 073 | 4 444 | 1 277 | 64 |
| Autres produits non alimentaires | **145 070** | 773 | 1 677 | 30 295 | 3 639 | 649 | 97 981 | 5 530 | 2 358 | 2 167 |
| **Total non alimentaire** | **249 651** | **794** | **2 176** | **58 531** | **6 395** | **32 451** | **133 306** | **10 067** | **3 698** | **2 231** |
| Automobile | **97** | – | 1 | 59 | – | – | 33 | 4 | – | – |
| **Total alimentaire, non alimentaire et automobile** | **407 064** | **31 833** | **15 270** | **162 551** | **6 531** | **32 649** | **136 428** | **10 690** | **8 881** | **2 231** |
| Passage des commissions aux ventes | **– 12 749** | – 5 959 | – 139 | – 41 | – 4 | – 3 | – 6 499 | – 16 | – 86 | – 2 |
| Activités hors commerce de détail | **27 029** | 1 026 | 313 | 17 563 | 44 | 223 | 7 142 | 354 | 277 | 88 |
| **Chiffre d'affaires des secteurs** | **421 345** | **26 900** | **15 444** | **180 073** | **6 571** | **32 870** | **137 071** | **11 028** | **9 072** | **2 316** |

## TABLEAU P.01-6

### Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2004

Équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat

*Source* : Insee (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

| Produits distribués | Équipement de la personne | | | Équipement du foyer | | | Aménagement de l'habitat | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Habillement | Chaussures | Maroquinerie et articles de voyage | Meubles | Autres équipements du foyer | Électroménager radio, TV | Textiles | Quincaillerie | Bricolage | Revêtement des sols et murs | Jardineries fleuristes |
| Produits alimentaires frais | – | – | – | – | 6 | – | – | 1 | 9 | – | 21 |
| Autres produits alimentaires | 2 | – | – | 2 | 7 | 2 | – | 3 | 22 | – | 34 |
| Tabacs et cigarettes | – | – | – | – | – | 12 | – | 5 | – | – | – |
| **Total alimentaire** | **2** | **–** | **–** | **3** | **13** | **15** | **1** | **9** | **31** | **–** | **55** |
| Produits liés à l'automobile | – | – | – | – | – | – | – | 28 | 67 | – | 10 |
| Pharmacie | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Équipement de la personne | 22 297 | 4 788 | 1 164 | 9 | 19 | 80 | 376 | 3 | 42 | 1 | 28 |
| Autres produits non alimentaires | 460 | 19 | 39 | 12 153 | 2 934 | 15 359 | 1 236 | 3 418 | 13 967 | 1 105 | 4 559 |
| **Total non alimentaire** | **22 757** | **4 807** | **1 203** | **12 163** | **2 953** | **15 439** | **1 612** | **3 450** | **14 076** | **1 106** | **4 597** |
| Automobile | 15 | – | – | – | – | – | – | – | 3 | – | – |
| **Total alimentaire, non alimentaire et automobile** | **22 774** | **4 807** | **1 203** | **12 165** | **2 956** | **15 454** | **1 613** | **3 458** | **14 110** | **1 106** | **4 652** |
| Passage des commissions aux ventes | – 89 | – 3 | – | – 185 | – 1 | – 679 | – 1 | – 9 | – 3 | – 1 | – 1 |
| Activités hors commerce de détail | 1 476 | 259 | 10 | 1 200 | 32 | 320 | 24 | 191 | 289 | 15 | 225 |
| **Chiffre d'affaires des secteurs** | **24 160** | **5 063** | **1 214** | **13 181** | **2 997** | **15 095** | **1 636** | **3 639** | **14 396** | **1 119** | **4 876** |

## TABLEAU P.01-7

### Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2004

Parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés

*Source* : Insee (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

| Produits distribués | Parfumerie, loisirs et sport | | | | Autres magasins spécialisés | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Parfumerie et produits de beauté | Livres, journaux, papeterie | Optique, photographie | Articles de sport et de loisir | Horlogerie, bijouterie | Autres com. divers | Com. de biens d'occasion | Charbons et combustibles |
| Produits alimentaires frais | – | 4 | – | – | – | 5 | – | – |
| Autres produits alimentaires | 20 | 225 | – | 2 | 6 | 27 | – | 16 |
| Tabac et cigarettes | – | 2 557 | – | 5 | – | 94 | – | – |
| **Total alimentaire** | **20** | **2 786** | **–** | **7** | **6** | **126** | **–** | **16** |
| Produits liés à l'automobile | – | – | – | 159 | – | 11 | 1 | 421 |
| Pharmacie | 165 | 1 | 386 | – | 1 | – | – | – |
| Équipement de la personne | 39 | 32 | – | 4 642 | 38 | 344 | 172 | – |
| Autres produits non alimentaires | 3 988 | 9 382 | 4 113 | 5 544 | 3 323 | 11 227 | 2 359 | 2 795 |
| **Total non alimentaire** | **4 192** | **9 414** | **4 499** | **10 345** | **3 361** | **11 582** | **2 533** | **3 216** |
| Automobile | – | – | – | 11 | – | – | 3 | 1 |
| **Total alimentaire, non alimentaire et automobile** | **4 212** | **12 200** | **4 499** | **10 363** | **3 367** | **11 708** | **2 535** | **3 233** |
| Passage des commissions aux ventes | – | – 5 385 | – | – 14 | – | – 77 | – | – 49 |
| Activités hors commerce de détail | 422 | 225 | 97 | 557 | 17 | 626 | 42 | 1 116 |
| **Chiffre d'affaires des secteurs** | **4 633** | **7 040** | **4 596** | **10 906** | **3 384** | **12 257** | **2 578** | **4 300** |

## TABLEAU P.01-8

### Ventes au détail par produit : commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2004

*Source* : Insee (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

| Produits distribués | Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales | | | | | | | | Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés | **Total détail alimentaire en magasin spécialisé ou petite surface et artisanat** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Boulangeries, pâtisseries | Boucheries,charcuteries | Fruits et légumes | Poissonnerie | Produits laitiers | Boissons | Divers alimentaires spécialisés | Tabac | | |
| Produits alimentaires frais | 9 031 | 8 166 | 1 829 | 895 | 410 | 13 | 220 | 1 | 6 398 | **26 964** |
| Autres produits alimentaires | 1 114 | 190 | 72 | 8 | 61 | 1 795 | 1 247 | 100 | 6 662 | **11 250** |
| Tabac et cigarettes | 7 | – | – | – | – | 53 | 25 | 5 801 | 33 | **5 920** |
| **Total alimentaire** | **10 152** | **8 356** | **1 902** | **903** | **470** | **1 861** | **1 492** | **5 903** | **13 093** | **44 133** |
| Produits liés à l'automobile | – | 3 | – | – | – | 4 | – | 1 | 377 | **384** |
| Pharmacie | – | – | – | – | – | – | – | – | 2 | **2** |
| Équipement de la personne | 1 | 2 | – | – | – | 1 | – | 10 | 120 | **134** |
| Autres produits non alimentaires | 50 | 5 | 5 | 1 | 1 | 13 | 26 | 671 | 1 677 | **2 450** |
| **Total non alimentaire** | **51** | **10** | **5** | **1** | **1** | **18** | **26** | **682** | **2 176** | **2 970** |
| Automobile | – | – | – | – | – | – | – | – | 1 | **1** |
| **Total alimentaire, non alimentaire et automobile** | **10 204** | **8 366** | **1 907** | **904** | **472** | **1 879** | **1 518** | **6 584** | **15 270** | **47 104** |
| Passage des commissions aux ventes | – 58 | – 3 | – | – | – | – 424 | – 18 | – 5 456 | – 139 | **– 6 099** |
| Activités hors commerce de détail | 491 | 298 | 23 | 45 | 21 | 76 | 38 | 32 | 313 | **1 339** |
| **Chiffre d'affaires des secteurs** | **10 637** | **8 661** | **1 930** | **950** | **492** | **1 531** | **1 538** | **1 161** | **15 444** | **42 344** |

## TABLEAU P.01-9

### Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2004

*Source* : Insee (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

| Produits distribués | Grandes surfaces d'alimentation générale | | | Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés | | **Total ventes au détail commerce alimentation générale** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ensemble des hypermarchés | Ensemble des supermarchés | Ensemble des magasins populaires | Commerce de détail de produits surgelés | Ensemble des supérettes libre-services et magasins traditionnels | |
| Produits alimentaires frais | 32 224 | 31 270 | 1 270 | 1 261 | 5 137 | **71 162** |
| Autres produits alimentaires | 18 786 | 19 554 | 853 | 651 | 6 012 | **45 855** |
| Tabac et cigarettes | 2 | – | – | – | 33 | **36** |
| **Total alimentaire** | **51 013** | **50 824** | **2 123** | **1 912** | **11 181** | **117 053** |
| Produits liés à l'automobile | 11 377 | 9 728 | 28 | – | 377 | **21 509** |
| Pharmacie | 95 | 7 | – | – | 2 | **104** |
| Équipement de la personne | 5 690 | 980 | 332 | – | 120 | **7 122** |
| Autres produits non alimentaires | 22 514 | 6 884 | 898 | – | 1 677 | **31 972** |
| **Total non alimentaire** | **39 675** | **17 598** | **1 258** | **–** | **2 176** | **60 707** |
| Automobile | 51 | 8 | – | – | 1 | **60** |
| **Total alimentaire, non alimentaire et automobile** | **90 739** | **68 431** | **3 381** | **1 912** | **13 358** | **177 821** |
| Passage des commissions aux ventes | – 10 | – 31 | – | – | – 139 | **– 180** |
| Activités hors commerce de détail | 8 002 | 9 416 | 145 | 82 | 231 | **17 876** |
| **Chiffre d'affaires des secteurs** | **98 731** | **77 816** | **3 526** | **1 994** | **13 450** | **195 516** |

## TABLEAU P.01-10

### Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 2003

*Source* : Insee (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

| Activité principale de l'entreprise | Nombre d'entreprises | Personnel occupé au 31 déc. | Effectif salarié au 31 déc. | | Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros) | Valeur ajoutée hors taxes (millions d'euros) | Taux de marge (%) (2) | Investissements totaux (millions d'euros) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Total | *dont* : temps (1) partiel | | | | |
| **COMMERCE DE GROS (HORS INTERMÉDIAIRES)** | **97 295** | **1 013 947** | **974 171** | **119 373** | **455 349,0** | **59 481,0** | **21,9** | **4 443,0** |
| Produits agricoles bruts | c | c | c | c | c | c | c | c |
| Produits alimentaires frais | 6 657 | 83 260 | 80 485 | 17 494 | 48 963,2 | 4 097,1 | 16,8 | 364,5 |
| Autres produits alimentaires | c | c | c | c | c | c | c | c |
| Autres biens de consommation non alimentaire | 25 520 | 173 789 | 164 531 | 19 637 | 66 365,2 | 11 048,4 | 31,6 | 539,2 |
| Produits pharmaceutiques | 2 296 | 42 998 | 43 776 | 6 387 | 34 401,5 | 4 002,4 | 18,5 | 240,0 |
| Combustibles | 611 | 13 818 | 12 973 | 565 | 21 249,5 | 1 293,3 | 11,1 | 171,6 |
| Aménagement de l'habitat | 9 967 | 148 048 | 143 930 | 8 077 | 37 955,1 | 7 289,0 | 29,6 | 552,9 |
| Autres produits intermédiaires | 4 666 | 64 363 | 60 204 | 4 353 | 37 429,5 | 4 024,3 | 17,8 | 304,1 |
| Autres équipements industriels | 21 292 | 240 063 | 232 788 | 15 786 | 76 362,0 | 13 134,0 | 24,8 | 581,0 |
| Machines de bureau, matériel informatique | 6 437 | 70 382 | 66 548 | 4 320 | 29 100,0 | 4 272,0 | 17,8 | 268,0 |
| Autres commerces de gros | 4 124 | 11 416 | 8 908 | 1 471 | 4 237,0 | 566,7 | 24,5 | 17,0 |
| **INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE** | **27 343** | **97 210** | **71 200** | **8 320** | **89 634,0** | **8 601,0** | **n.s.** | **287,0** |
| Centrales d'achats | 799 | 29 494 | 25 830 | 1 510 | 72 339,2 | 4 154,6 | 4,7 | 143,1 |
| Autres intermédiaires | 26 544 | 67 716 | 45 370 | 6 810 | 17 294,4 | 4 446,7 | n.s. | 143,8 |

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marge = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

## TABLEAU P.01-11

### Commerce de détail, commerce et réparation automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2002

*Source* : Insee (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

| Activité principale de l'entreprise | Nombre d'entreprises | Personnel occupé en équivalent temps complet | Effectif salarié au 31 déc. Total | Effectif salarié au 31 déc. *dont* : temps (1) partiel | Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros) | Valeur ajoutée hors taxes (millions d'euros) | Taux de marge (%) (2) | Investissements totaux (millions d'euros) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **COMMERCE DE DÉTAIL** | **449 850** | **2 437 761** | **2 245 707** | **620 326** | **477 358,4** | **89 845,6** | **25,1** | **8 302,5** |
| Produits surgelés | 185 | 9 710 | 11 113 | 2 537 | 1 546,7 | 421,1 | 42,4 | 35,7 |
| Alimentation générale, petites surfaces et supérettes | 18 191 | 45 989 | 32 337 | 12 075 | 7 091,4 | 1 382,0 | 25,9 | 112,9 |
| Grande surface alimentaire | 5 188 | 507 490 | 559 692 | 171 716 | 153 568,1 | 19 885,6 | 14,7 | 2 490,2 |
| Non spécialisé et non alimentaire | 961 | 32 369 | 29 717 | 7 589 | 5 148,0 | 1 081,5 | 36,4 | 340,6 |
| Alimentaire spécialisé hors tabac | 35 537 | 100 637 | 76 818 | 24 053 | 12 183,7 | 3 375,7 | 37,9 | 223,7 |
| Tabac (sauf café-tabac) | 5 560 | 11 217 | 5 173 | 2 327 | 1 236,5 | 522,1 | 27,9 | 25,7 |
| Pharmacies, articles médicaux et orthopédiques | 23 859 | 128 348 | 123 520 | 59 595 | 27 168,1 | 7 295,7 | 31,1 | 175,1 |
| Habillement et chaussures | 37 912 | 177 227 | 162 256 | 55 676 | 23 272,6 | 5 808,0 | 43,5 | 601,6 |
| Autres équipements de la personne | 16 902 | 81 568 | 76 922 | 17 612 | 10 976,3 | 3 384,4 | 46,1 | 257,8 |
| Culture, loisirs, sports | 48 833 | 177 230 | 148 477 | 37 187 | 23 963,1 | 6 176,1 | 36,1 | 452,3 |
| Équipement du foyer | 20 951 | 137 477 | 135 190 | 28 080 | 23 684,2 | 5 399,5 | 36,2 | 512,8 |
| Aménagement de l'habitat | 27 575 | 152 024 | 136 605 | 31 016 | 19 418,6 | 5 165,2 | 38,6 | 569,7 |
| Combustibles et biens d'occasion | 17 134 | 33 889 | 20 239 | 5 217 | 5 455,8 | 1 363,0 | 35,6 | 67,3 |
| Vente par correspondance et à distance | 1 908 | 27 930 | 26 445 | 4 704 | 8 128,9 | 1 062,4 | 46,9 | 58,8 |
| Autres commerces hors magasin | 55 942 | 96 029 | 48 242 | 18 009 | 7 320,0 | 2 328,7 | 46,1 | 200,1 |
| Réparation d'articles personnels et domestiques | 14 297 | 30 759 | 18 339 | 3 139 | 1 527,3 | 752,9 | 69,0 | 41,2 |
| Charcuteries artisanales | 7 137 | 27 806 | 24 478 | 7 967 | 2 146,5 | 828,8 | 56,1 | 46,6 |
| Boulangeries, pâtisseries | 40 598 | 174 371 | 161 433 | 66 206 | 9 311,1 | 4 993,4 | 88,1 | 386,8 |
| **COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE** | **71 180** | **485 693** | **448 711** | **65 621** | **134 211,5** | **18 619,5** | **14,0** | **1 703,6** |

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marge = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

# Chapitre Q.01

## ❍ Transports : Données générales


**1** Présentation.
**2** Méthodologie.
**3** Définitions.
**4** Sources de documentation.


### ❍ Liste des tableaux


**1** Entreprises de transports en 2002.

**2** Effectifs, recettes et investissements de la SNCF au 31 décembre.

**3** Personnel du transport par voies navigables au 31 décembre.

**4** Effectifs des marins français navigant du transport maritime.

**5** Personnel d'Air France.

**6** Consistance technique et administrative de la SNCF au 31 décembre.

**7** Longueur du réseau routier au 31 décembre.

**8** Réseau des voies navigables : longueurs considérées en statistiques et longueurs fréquentées au 31 décembre.

**9** Matériels ferroviaires au 31 décembre.

**10** Immatriculations des véhicules par genre.

**11** Immatriculations des voitures particulières, par puissance et catégories socioprofessionnelles ou activités.

**12** Parc estimé des véhicules en service au 31 décembre.

**13** Flotte des bateaux munis d'un permis d'exploitation au 31 décembre.

**14** Flotte de commerce au 31 décembre.

**15** Flotte du groupe Air France en exploitation.

**16** Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français au 31 décembre.

**17** Accidents corporels de la circulation routière.

**18** Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière en 2003.

**19** Accidents des autres transports.

## 1
## ○ Présentation

En 2003, le nombre d'entreprises du transport routier de marchandises diminue pour la sixième année consécutive (- 9% depuis 1997) malgré une forte hausse des créations. Ce recul se répercute sur le nombre total d'entreprises du secteur des transports, en légère diminution.
La baisse du nombre d'entreprises du transport routier de marchandises correspond à une concentration du secteur : le nombre d'entreprises de 0 à 9 salariés diminue, alors que le nombre d'entreprises de 10 salariés ou plus augmente.
Selon les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise, l'activité du secteur des transports en 2002 poursuit le ralentissement amorcé en 2001.
La stabilisation du chiffre d'affaires du transport routier, qui représente le quart de celui du secteur, explique ce ralentissement.
La croissance est en revanche plus forte dans les transports urbains et routiers de voyageurs (+ 4,7 %) et dans les services auxiliaires des transports (+ 4,2 %).
Après deux années de forte hausse (+ 4,1 % en 2001 et + 5,1 % en 2000), l'effectif total dans le secteur des transports croît faiblement (+ 0,8 %). L'investissement recule fortement dans les transports routiers de marchandises (- 5,4 %) et les transports routiers et urbains de voyageurs (- 5,5 %), et augmente un peu dans les services auxiliaires des transports (+ 3 %).
En 2003, les immatriculations de voitures particulières neuves diminuent (- 6,3 %). Les immatriculations de véhicules Diesel atteignent une part de 67,4 % de l'ensemble. De la même manière, les immatriculations de voitures particulières d'occasion diminuent (- 2,5 %), et la part de diesel dépasse pour la première fois les 50 %.
La baisse sensible des immatriculations des véhicules utilitaires neufs (- 6 % en 2002 et 2003) n'est pas compensée par la progression des immatriculations d'occasion (+ 1,9 % en 2002 et + 0,6 % en 2003).
Dans un contexte de stabilisation de la circulation sur l'ensemble des réseaux, le nombre d'accidents corporels diminue de 14,5 % et le nombre de tués chute de 20,9 %, plus particulièrement sur les routes nationales (- 27 %) et le réseau départemental (- 20 %).
Le nombre d'accidents de chemin de fer reste stable, celui des tués diminue (- 28 %). Mais les accidents aux passages à niveau augmentent de 11,3 % passant de 177 à 197, ainsi que le nombre de morts.
En 2003, l'aviation commerciale française enregistre deux accidents corporels qui ont donné lieu à un décès. L'aviation générale a connu 103 accidents corporels qui ont provoqué 91 décès.
Le nombre de décès par milliard de passagers-kilomètres est, en 2003, de 0,15 pour l'aviation commerciale, de 0,19 pour le transport ferroviaire (hors accidents aux passages à niveau), de 0,37 pour les transports en commun routiers et de 6,5 pour les voitures particulières.
Toutes proportions gardées, on peut estimer que, sur les années 1999 à 2003, l'avion est 35 fois plus sûr que la voiture particulière.

## 2
## ○ Méthodologie

### Effectifs de personnel SNCF

Ces effectifs sont ventilés, jusqu'en 1997, selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant trois grandes classes :
– direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes ;
– Sernam ;
– établissement par fonction.
Depuis 1998 (les résultats de l'année 1997 ayant été rendus comparables), ils sont remplacés par des effectifs de gestion ventilés de la manière suivante :
– directions des activités ;
– directions techniques ;
– directions autres ;
– directions régionales ;
– établissements ;
– Sernam jusqu'en 1999 (filialisation du service : janvier 2000).

### Entreprises de transports

Les principaux résultats de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) sont présentés (tableau Q.01-1) selon les secteurs d'activité et la taille des entreprises. Cette taille est calculée à partir de l'effectif salarié au 31 décembre.
Les activités font référence à la nomenclature officielle des activités (NAF – révision 1), le détail des postes figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire. La NAF est consultable sur le site Internet de l'Insee.

### Parc des véhicules

Les parcs présentés sont ceux du Comité des constructeurs français d'automobiles, excepté en ce qui concerne les remorques et semi-remorques résultant du dépouillement du Fichier central des automobiles (moins de 10 ans). Ces données diffèrent de celles qui sont publiées dans le Marché des véhicules.
L'estimation du parc de motocycles est celle de la Chambre Syndicale nationale du cycle et motocycle.

## 3
## ○ Définitions

### Accidents

**- Ferroviaires**

Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident. Les blessés comprennent les victimes hospitalisées plus de trois jours.

**- Routiers**

Sont comptées comme « blessées » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation) ; si ce traitement requiert six jours d'hospitalisation au moins, la blessure est qualifiée de grave.
Sont comptées comme « tuées » les victimes d'accidents décédées sur le coup ou dans les six jours. La statistique internationale allonge ce délai jusqu'à 30 jours.

**- Maritimes**

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

**- Aériens**

Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trente jours.

### Personnel embarqué des transports maritimes

Il s'agit du personnel considéré comme effectivement embarqué, c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés [en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages)]. Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

### Personnel employé des transports maritimes

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour les autres personnels.

### Pousseur

Bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou remorqueur transformé pour le même usage.

### Toueur

Remorqueur se déplaçant en tirant sur une chaîne ou un câble reposant au fond de l'eau. Le toueur sert à tracter les bateaux pour franchir des passes où le courant est trop fort. Mû par l'électricité, il sert aussi à faire franchir un long souterrain aux bateaux, moteurs coupés, lorsque le souterrain n'est pas muni d'un système de ventilation permettant d'évacuer les gaz d'échappement.

### Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois, constitue le réseau des voies navigables françaises. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

## 4 Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économie, statistiques et prospective).*

### Organismes :

– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer :
- Direction des Affaires économiques et internationales, service économie, statistiques et prospective (SESP).
- Direction des Affaires maritimes et des gens de mer.
- Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral.
- Direction générale de l'Aviation civile, bureau Statistiques et Documentation.

– SNCF :
- Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion, Contrôle de gestion central ;
- Observatoire de gestion.

– Observatoire national Interministériel de sécurité routière.
– Certu (Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques).
– Voies navigables de France.
– Insee.
– Bureau Véritas
– Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI).

### Sites Internet :

– www.sncf.com
– www.transports.equipement.gouv.fr
– www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).

### Publications :

***Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer***

***Direction des Affaires économiques et internationales***
– Les comptes des transports en 2004 ;
– Mémento des statistiques des transports (annuel) ;
– SES Infos Rapides, la conjoncture des transports ;
– SES Infos Rapides, Chiffres et Analyses ;
– Enquête annuelle d'entreprise dans les transports ;
– Le marché des véhicules (fichier central des automobiles et des immatriculations), (annuel) ;
– Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises, (annuel) ;
– Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, (tous les cinq ans) ;
– Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes, (annuelle) ;
– Sitram : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Transport national, transport international), par modes ;
– Notes de synthèse (bimestrielle).

***Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral***
– Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce ;
– Activité des ports maritimes de commerce (annuel) ;
– Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel) ;
– La Plaisance en quelques chiffres (annuel).

***Direction générale de l'Aviation civile, bureau Statistiques et Documentation***
– Bulletin statistique direction des transports aériens (annuel).

***SNCF***
– Mémo-stat ;
– Rapport annuel d'activité.

***Voies navigables de France***
– Transport de marchandises par voies navigables : bilan annuel de l'activité ;
– Statistique annuelle de la navigation intérieure ;
– Statistique annuelle de la flotte fluviale française.

***Insee***

*Insee-Première* :
– « Les transports en 2004 », n° 1045, octobre 2005 ;
– « Le budget transports des ménages depuis 40 ans – La domination de l'automobile s'est accrue », n° 1039, septembre 2005 ;
– « La consommation des ménages en 2004. Une croissance soutenue par les TIC, le logement et les transports », n° 1033, juillet 2005 ;
– « Les transports en 2003 – Tassement global de l'activité », n° 993, décembre 2004 ;
– « Les transports en 2002 – Le ralentissement économique affecte le transport de marchandises », n° 933, novembre 2003 ;
– « Les transports en 2001 – Rupture du rythme de croissance », n° 878, janvier 2003 ;
– « L'industrie automobile, moteur de la croissance », n° 861, juillet 2002 ;
– « La consommation automobile depuis quarante ans », n° 844, mai 2002 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001 ;
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997.

*Synthèses* :
– « Les transports en 2003 », n° 81, novembre 2004 ;
– « Les transports en 2002 », n° 75, octobre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 66, décembre 2002.

***Bureau Véritas***
– Bulletin technique (mensuel).

***Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI)***
– Annuaire statistique ;
– Recueil des statistiques.

## TABLEAU Q.01-1

### Entreprises de transports en 2002

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective (Enquête annuelle d'entreprise)

| Activité | Entreprises du secteur | | Effectif total du secteur en équivalent temps complet | | Chiffre d'affaires net | | Investissements totaux du secteur | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | % | Nombre | % | Millions d'euros | % | Millions d'euros | % |
| **Transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B, 602G et 602E)** | **29 827** | **100,0** | **182 689** | **100,0** | **10 381,5** | **100,0** | **1 249,4** | **100,0** |
| 0 à 5 salariés | 27 675 | 92,8 | 35 882 | 19,6 | 1 408,1 | 13,6 | 193,2 | 15,5 |
| 6 à 9 salariés | 598 | 2,0 | 4 805 | 2,6 | 378,7 | 3,6 | 23,2 | 1,9 |
| 10 à 19 salariés | 609 | 2,0 | 7 409 | 4,1 | 455,1 | 4,4 | 34,1 | 2,7 |
| 20 à 49 salariés | 558 | 1,9 | 16 321 | 8,9 | 1 036,0 | 10,0 | 90,8 | 7,3 |
| 50 à 99 salariés | 175 | 0,6 | 10 663 | 5,8 | 703,2 | 6,8 | 59,9 | 4,8 |
| 100 salariés et plus | 212 | 0,7 | 107 609 | 58,9 | 6 400,4 | 61,7 | 848,2 | 67,9 |
| **Transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)** | **39 249** | **100,0** | **341 367** | **100,0** | **31 217,9** | **100,0** | **1 384,4** | **100,0** |
| 0 à 5 salariés | 29 001 | 73,9 | 62 417 | 18,3 | 4 051,3 | 13,0 | 297,1 | 21,5 |
| 6 à 9 salariés | 3 580 | 9,1 | 27 014 | 7,9 | 2 497,8 | 8,0 | 104,6 | 7,6 |
| 10 à 19 salariés | 3 146 | 8,0 | 43 075 | 12,6 | 3 889,4 | 12,5 | 156,0 | 11,3 |
| 20 à 49 salariés | 2 526 | 6,4 | 79 223 | 23,2 | 7 832,3 | 25,1 | 316,9 | 22,9 |
| 50 à 99 salariés | 572 | 1,5 | 39 752 | 11,6 | 4 005,6 | 12,8 | 179,0 | 12,9 |
| 100 à 249 salariés | 329 | 0,8 | 49 486 | 14,5 | 5 006,2 | 16,0 | 193,0 | 13,9 |
| 250 salariés et plus | 95 | 0,2 | 40 400 | 11,8 | 3 935,3 | 12,6 | 137,8 | 10,0 |
| **Transports maritimes et côtiers (NAF 611A et 611B)** | **475** | **100,0** | **12 046** | **100,0** | **5255,0** | **100,0** | **615,1** | **100,0** |
| 0 à 5 salariés | 365 | 76,8 | 861 | 7,1 | 48,2 | 0,9 | 63,0 | 10,2 |
| 6 à 9 salariés | 56 | 11,8 | 234 | 1,9 | 416,3 | 7,9 | 7,5 | 1,2 |
| 10 à 19 salariés | 20 | 4,2 | 303 | 2,5 | 47,3 | 0,9 | 5,3 | 0,9 |
| 20 à 49 salariés | 8 | 1,7 | 220 | 1,8 | 49,7 | 0,9 | 0,9 | 0,1 |
| 50 à 99 salariés | 7 | 1,5 | 546 | 4,5 | 125,5 | 2,4 | 1,7 | 0,3 |
| 100 à 249 salariés | 10 | 2,1 | 1 515 | 12,6 | 495,1 | 9,4 | 95,5 | 15,5 |
| 250 salariés et plus | 9 | 1,9 | 8 367 | 69,5 | 4072,9 | 77,5 | 441,2 | 71,7 |
| **Transports fluviaux (NAF 612Z)** | **1 064** | **100,0** | **3 585** | **100,0** | **432,0** | **100,0** | **35,7** | **100,0** |
| 0 à 5 salariés | 1 000 | 94,0 | 1 529 | 42,6 | 102,5 | 23,7 | 10,0 | 28,0 |
| 6 à 9 salariés | 20 | 1,9 | 180 | 5,0 | 33,1 | 7,7 | 0,2 | 0,6 |
| 10 à 19 salariés | 27 | 2,5 | 381 | 10,6 | 24,8 | 5,7 | 3,2 | 9,0 |
| 20 à 49 salariés | 10 | 0,9 | 334 | 9,3 | 60,7 | 14,1 | 6,4 | 17,9 |
| 50 à 99 salariés | 7 | 0,7 | 1 161 | 32,4 | 210,9 | 48,8 | 15,9 | 44,5 |
| **Transports aériens (NAF 621Z et 622Z)** | **245** | **100,0** | **71 073** | **100,0** | **14 705,3** | **100,0** | **1 432,0** | **100,0** |
| 0 à 5 salariés | 171 | 69,8 | 313 | 0,4 | 32,4 | 0,2 | 2,2 | 0,2 |
| 6 à 9 salariés | 24 | 9,8 | 146 | 0,2 | 173,1 | 1,2 | 1,4 | 0,1 |
| 10 à 19 salariés | 16 | 6,5 | 222 | 0,3 | 73,0 | 0,5 | 0,5 | 0,0 |
| 20 à 49 salariés | 12 | 4,9 | 343 | 0,5 | 89,6 | 0,6 | 4,6 | 0,3 |
| 50 à 99 salariés | 8 | 3,3 | 549 | 0,8 | 166,1 | 1,1 | 5,6 | 0,4 |
| 100 à 249 salariés | 3 | 1,2 | 381 | 0,5 | 133,4 | 0,9 | 49,7 | 3,5 |
| 250 salariés et plus | 11 | 4,5 | 69 119 | 97,3 | 14 037,7 | 95,5 | 1 368,0 | 95,5 |
| **Manutention et entreposage (NAF 631A, 631B et 631E)** | **1 544** | **100,0** | **49 937** | **100,0** | **5 549,0** | **100,0** | **270,7** | **100,0** |
| 0 à 5 salariés | 823 | 53,3 | 1 683 | 3,4 | 176,9 | 3,2 | 36,2 | 13,4 |
| 6 à 9 salariés | 205 | 13,3 | 1 262 | 2,5 | 395,8 | 7,1 | 14,0 | 5,2 |
| 10 à 19 salariés | 165 | 10,7 | 2 354 | 4,7 | 343,2 | 6,2 | 30,4 | 11,2 |
| 20 à 49 salariés | 190 | 12,3 | 6 333 | 12,7 | 869,8 | 15,7 | 41,5 | 15,3 |
| 50 à 99 salariés | 69 | 4,5 | 4 764 | 9,5 | 571,9 | 10,3 | 56,8 | 21,0 |
| 100 à 249 salariés | 54 | 3,5 | 8 548 | 17,1 | 894,9 | 16,1 | 29,3 | 10,8 |
| 250 salariés et plus | 38 | 2,5 | 24 993 | 50,0 | 2 296,5 | 41,4 | 62,5 | 23,1 |
| **Gestion d'infrastructures de transport (NAF 632A, 632C et 632E)** | **983** | **100,0** | **51 537** | **100,0** | **12 541,5** | **100,0** | **4 457,7** | **100,0** |
| 0 à 5 salariés | 587 | 59,7 | 687 | 1,3 | 102,4 | 0,8 | 8,4 | 0,2 |
| 6 à 9 salariés | 144 | 14,6 | 601 | 1,2 | 1 074,9 | 8,6 | 69,4 | 1,6 |
| 10 à 19 salariés | 83 | 8,4 | 1 139 | 2,2 | 129,9 | 1,0 | 5,7 | 0,1 |
| 20 à 49 salariés | 71 | 7,2 | 2 283 | 4,4 | 394,2 | 3,1 | 134,2 | 3,0 |
| 50 à 99 salariés | 31 | 3,2 | 2 282 | 4,4 | 245,0 | 2,0 | 77,7 | 1,7 |
| 100 à 249 salariés | 34 | 3,5 | 5 100 | 9,9 | 535,8 | 4,3 | 59,7 | 1,3 |
| 250 salariés et plus | 33 | 3,4 | 39 445 | 76,5 | 10 059,3 | 80,2 | 4 102,6 | 92,0 |
| **Organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)** | **3 021** | **100,0** | **138 386** | **100,0** | **26 187,0** | **100,0** | **396,2** | **100,0** |
| 0 à 5 salariés | 1 334 | 44,2 | 3 028 | 2,2 | 272,7 | 1,0 | 11,5 | 2,9 |
| 6 à 9 salariés | 597 | 19,8 | 3 596 | 2,6 | 1 655,5 | 6,3 | 12,7 | 3,2 |
| 10 à 19 salariés | 327 | 10,8 | 4 528 | 3,3 | 1 254,4 | 4,8 | 12,0 | 3,0 |
| 20 à 49 salariés | 402 | 13,3 | 13 138 | 9,5 | 2 786,4 | 10,6 | 34,4 | 8,7 |
| 50 à 99 salariés | 152 | 5,0 | 10 614 | 7,7 | 2 642,2 | 10,1 | 66,6 | 16,8 |
| 100 à 249 salariés | 109 | 3,6 | 17 418 | 12,6 | 2 766,5 | 10,6 | 37,3 | 9,4 |
| 250 salariés et plus | 100 | 3,3 | 86 064 | 62,2 | 14 809,3 | 56,6 | 221,7 | 56,0 |

## TABLEAU Q.01-2

### Effectifs, recettes et investissements de la SNCF au 31 décembre

*Source* : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

*Unités* : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier de personnes

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Produits du trafic (hors taxes) (1)** | **7 786,3** | **8 244,1** | **8 376,0** | **9 612,0** | **9 718,0** | **10 285,0** | **10 315,0** |
| **Investissements totaux (2)** | **937,4** | **1 139,0** | **968,0** | **995,0** | **1 368,0** | **1 643,0** | **1 634,0** |
| Réseau principal | 623,0 | 837,0 | 790,0 | 817,0 | 1 171,0 | 1 339,0 | 1 413,0 |
| Île-de-France | 315,3 | 302,0 | 179,0 | 178,0 | 197,0 | 303,0 | 221,0 |
| **Personnel en activité (effectif de gestion) (3) :** | | | | | | | |
| Domaine Grandes Lignes | 21,1 | 21,3 | 21,9 | 22,7 | 24,0 | 24,0 | 23,8 |
| Domaine TER | 5,9 | 6,1 | 6,3 | 7,1 | 8,0 | 8,3 | 8,6 |
| Domaine IDF (Île-de-France) | 5,2 | 6,2 | 6,9 | 7,5 | 7,8 | 7,9 | 7,7 |
| Domaine Gares | – | – | – | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Domaine Matériel | 24,5 | 24,0 | 23,8 | 24,2 | 24,6 | 24,9 | 24,7 |
| Domaine Traction | 24,4 | 25,0 | 25,2 | 25,8 | 26,2 | 25,8 | 24,6 |
| Domaine Fret | 15,1 | 14,9 | 15,5 | 16,1 | 16,2 | 15,8 | 15,1 |
| Domaine Éléments communs | 11,7 | 10,7 | 10,3 | 10,5 | 9,9 | 9,7 | 9,2 |
| Sernam (4) | 4,2 | 4,0 | 3,8 | – | – | – | – |
| Infrastructure | 62,0 | 61,3 | 60,4 | 60,9 | 59,7 | 59,1 | 57,8 |
| **Total** | **174,1** | **173,5** | **174,1** | **174,9** | **176,5** | **175,6** | **171,6** |
| **Personnel bénéficiant de pensions de retraite :** | | | | | | | |
| Anciens agents (sauf auxiliaires) | 208,3 | 205,4 | 202,4 | 199,2 | 197,1 | 195,0 | 192,8 |
| Veuves et orphelins (5) | 130,8 | 129,2 | 127,6 | 125,8 | 123,8 | 121,7 | 119,6 |

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales.
(2) Non compris les investissements relatifs au programme spécial de l'Île-de-France. Rupture à partir de 1997, en raison de la création de RFF (Réseau ferré de France).
(3) À partir de janvier 1998 l'effectif de gestion, suivi en comptabilité, remplace l'effectif à disposition. Les résultats de 1997 sont rendus comparables. Par ailleurs, l'organisation par domaine, nouvellement créée, modifie légèrement la présentation des résultats.
(4) Filialisation du Sernam en février 2000.
(5) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

## TABLEAU Q.01-3

### Personnel du transport par voies navigables au 31 décembre

*Source* : Voies navigables de France

| Catégorie | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TRANSPORTS PUBLICS (1) : | | | | | | | | |
| Travailleurs indépendants | 1 146 | 1 037 | 1 031 | 926 | 885 | 843 | 841 | ... |
| Salariés | 1 820 | 1 742 | 1 718 | 1 781 | 2 005 | 2 155 | 2 233 | 2 404 |
| Personnel de la traction sur berges (2) | 17 | 16 | 15 | 13 | 13 | 15 | 15 | 15 |
| Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (3) | 310 | 310 | 310 | 310 | 310 | 310 | 310 | ... |
| PERSONNELS ASSURANT LE FONCTIONNEMENT DES VOIES NAVIGABLES (sauf entretien) : | | | | | | | | |
| Conducteurs des travaux publics de l'État | 410 | 428 | 433 | 426 | 445 | 425 | 416 | 418 |
| Agents d'exploitation des travaux publics de l'État | 3 796 | 3 688 | 3 681 | 3 628 | 3 625 | 3 612 | 3 596 | 3 584 |
| Éclusiers auxiliaires | 56 | 29 | 25 | 21 | 19 | 16 | 13 | – |
| PERSONNEL DES BUREAUX D'AFFRÈTEMENT (4) | 96 | 75 | 54 | 54 | /// | /// | /// | /// |

(1) Y compris le personnel des remorqueurs.
(2) Personnel pris en compte par les VNF depuis la suppression de la traction sur berges (remplacé par les toueurs) : ce sont les agents faisant passer les bateaux dans les souterrains.
(3) Effectif estimé. Données non communiquées par le Comité des armateurs fluviaux.
(4) Suppression des bureaux d'affrètement au 1er janvier 2000.

## TABLEAU Q.01-4

### Effectifs des marins français navigant du transport maritime (1) (2)

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction des Affaires maritimes et des gens de mer

*Unité* : Nombre

| Catégorie de personnel | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Officiers | 3 030 | 2 794 | 2 857 | 2 839 | 2 833 | 2 851 | 2 981 | 2 983 |
| Personnel d'exécution | 6 552 | 6 144 | 6 722 | 6 683 | 6 595 | 6 464 | 6 816 | 6 757 |
| **Total** | **9 582** | **8 938** | **9 579** | **9 522** | **9 428** | **9 315** | **9 797** | **9 740** |

(1) Il s'agit des marins français (et communautaires) employés par les principales entreprises d'armement maritime.
(2) Le champ d'activités couvert comprend le commerce maritime (non compris la plaisance professionnelle) et les activités portuaires (remorquage, lamanage, balisage, dragage) sans le pilote.

## TABLEAU Q.01-5

### Personnel d'Air France (1)

*Source* : Direction générale de l'aviation civile

*Unité* : Nombre

| Personnel (2) (équivalent temps plein) | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Personnel technique de bord (3) | 3 262 | 3 354 | 3 432 | 3 407 | 3 665 | 3 906 | 3 996 | 4 065 |
| Personnel commercial de bord (4) | 8 058 | 8 311 | 9 211 | 9 885 | 10 955 | 12 275 | 12 152 | 12 308 |
| **Total du personnel navigant** | **11 320** | **11 665** | **12 643** | **13 292** | **14 620** | **16 181** | **16 148** | **16 373** |
| **Total du personnel au sol** | **34 708** | **34 720** | **36 278** | **38 514** | **41 157** | **43 115** | **43 868** | **43 180** |
| **Total général** | **46 028** | **46 385** | **48 921** | **51 806** | **55 777** | **59 296** | **60 016** | **59 553** |

(1) Après les intégrations d'Air France Europe sur l'exercice 1997/1998 et d'Air Charter sur l'exercice 1998/1999.
(2) 1er avril de l'année citée au 31 mars de l'année suivante.
(3) Pilotes, copilotes et mécaniciens navigants.
(4) Stewards et hôtesses.

## TABLEAU Q.01-6

### Consistance technique et administrative de la SNCF au 31 décembre

*Source* : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

| | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Consistance technique** | | | | | | | | |
| **Longueur totale des lignes exploitées (km) (1)** | **31 940** | **31 821** | **31 770** | **31 735** | **31 397** | **31 385** | **31 320** | **30 990** |
| *dont* : Lignes électrifiées | 13 799 | 14 180 | 14 153 | 14 206 | 14 220 | 14 464 | 14 462 | 14 462 |
| Île-de-France (2) (3) | 1 268 | 1 306 | 1 306 | 1 351 | 1 351 | 1 351 | 1 351 | 1 351 |
| Lignes parcourues par les TGV | 5 807 | 6 678 | 6 686 | 6 655 | 6 533 | 7 332 | 7 165 *r* | 7 165 |
| Lignes ouvertes au trafic voyageurs (4) | 24 148 | 24 122 | 24 095 | 24 081 | 24 081 | 24 336 | 24 336 | 24 334 |
| Lignes ouvertes au trafic fret | 29 546 | 29 504 | 29 443 | 29 546 | 29 201 | 28 933 | 28 867 | 28 537 |
| Lignes à voie unique | 15 950 | 15 862 | 15 831 | 15 794 | 15 460 | 15 243 | 15 178 | 14 856 |
| Lignes à deux voies et plus | 15 283 | 15 237 | 15 939 | 15 941 | 15 937 | 16 142 | 16 142 | 16 133 |
| Lignes à trois voies et plus | 706 | 721 | 720 | 720 | 722 | 722 | 722 | 722 |
| **Nombre de passages à niveau (5)** | **18 270** | **17 579** | **17 514** | **17 419** | **17 345** | **17 198** | **17 101** | **17 069** |
| *dont* : Gardés | 2 291 | 2 069 | 2 032 | 1 958 | 1 919 | 1 856 | 1 854 | 1 862 |
| À signalisation automatique | 11 287 | 11 179 | 11 175 | 11 177 | 11 190 | 11 173 | 11 137 | 11 114 |
| **Consistance administrative (nombre)** | | | | | | | | |
| **Points desservis en trafic commercial** | | | | | | | | |
| Voyageurs | 4 550 | 4 487 | 4 572 | 4 563 | 4 514 | 4 545 | 4 546 | 4 575 |
| Frêt | 1 845 | 1 802 | 1 821 | 1 792 | 1 784 | 1 722 | 1 699 | 1 695 |

(1) Non compris les Chemins de fer de la Corse.
(2) Les limites conventionnelles de la banlieue SNCF ont été étendues à partir du 1/1/1991 à l'ensemble de la région Île-de-France.
(3) À partir de 1999, correspond à la longueur de plateforme.
(4) Ces lignes sont également ouvertes au trafic de marchandises à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs.
(5) Sont exclus les passages à niveau isolés réservés aux piétons et les passages à niveau privés. Non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées.

## TABLEAU Q.01-7

### Longueur du réseau routier au 31 décembre

*Sources* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Setra (Service d'études techniques des routes et autoroutes)
Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

*Unité* : Kilomètre

| | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autoroutes | 8 275 | 8 864 | 9 303 | 9 626 | 9 766 | 10 068 | 10 223 | 10 379 |
| *dont* : Autoroutes concédées | 6 299 | 6 717 | 7 042 | 7 180 | 7 310 | 7 578 | 7 718 | 7 836 |
| Routes nationales (1) (2) | 28 097 | 26 856 | 26 584 | 26 298 | 26 126 | 26 050 | 26 154 | 26 127 |
| Routes départementales | 357 813 | 358 894 | 358 374 | 358 585 | 359 055 | 359 231 | 359 597 | 359 644 |
| Voies communales (3) | 568 222 | 574 775 | 579 411 | 585 949 | 594 149 | 601 733 | 598 380 | 601 851 |
| **Total du réseau national** | **962 407** | **969 389** | **973 672** | **980 458** | **989 096** | **997 082** | **994 354** | **998 001** |

(1) Jusqu'en 1995, y compris les routes nationales en attente de classement et en attente de déclassement. À partir de 1996, les routes nationales en attente de déclassement ne sont plus comprises.
(2) Y compris voierie transférée à la collectivité territoriale de Corse par la loi du 13 mai 1991.
(3) Ce sont des voies dont la largeur de chaussée ne doit pas être inférieure à 5 mètres (5,50 mètres au passage des ouvrages d'art).

## TABLEAU Q.01-8

### Réseau des voies navigables : longueurs considérées en statistiques et longueurs fréquentées au 31 décembre

*Source* : Voies navigables de France — *Unité* : Kilomètre

| Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd | 2000 | | 2002 | | 2003 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Longueur totale du réseau | Longueur fréquentée | Longueur totale du réseau | Longueur fréquentée | Longueur totale du réseau | Longueur fréquentée |
| De moins de 250 tonnes | 1 647 | 5 | 1 660 *r* | 213 | 1 660 | 64 |
| De 250 à 399 tonnes | 3 958 | 3 418 | 4 002 *r* | 3 289 | 4 002 | 3 177 |
| De 400 à 649 tonnes | 284 | 273 | 266 *r* | 159 | 266 | 210 |
| De 650 à 999 tonnes | 586 | 331 | 568 *r* | 342 | 568 | 225 |
| De 1 000 à 1 499 tonnes | 137 | 32 | 137 | 27 | 137 | 31 |
| De 1 500 à 2 999 tonnes | 268 | 265 | 247 *r* | 245 | 247 | 232 |
| De 3 000 tonnes et plus (1) | 1 621 | 1 465 | 1 621 | 1 449 | 1 621 | 1 445 |
| **Total (1)** | **8 501** | **5 789** | **8 501** | **5 724** | **8 501** | **5 384** |

(1) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

## TABLEAU Q.01-9

### Matériels ferroviaires au 31 décembre (1)

*Source* : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

| Nature du matériel | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MATÉRIEL À MOTEUR | | | | | | | | |
| Locomotives diesel | 1 766 | 1 694 | 1 685 | 1 725 | 1 752 | 1 693 | 1 677 | 1 594 |
| TGV (nombre de rames, y compris TGV Atlantique) | 304 | 341 | 351 | 351 | 351 | 353 | 365 | 379 |
| Automotrices électriques (nombre d'éléments) | 856 | 893 | 943 | 996 | 1 007 | 1 019 | 1 012 | 1 023 |
| Autorails (nombre d'éléments) | 699 | 702 | 718 | 720 | 768 | 831 | 909 | 943 |
| Locomotives électriques | 2 148 | 2 096 | 2 079 | 2 006 | 2 000 | 2 014 | 2 008 | 1 954 |
| Turbotrains (nombre d'éléments) | 32 | 17 | 13 | 7 | 7 | 7 | 6 | 5 |
| Locotracteurs | 1 204 | 1 201 | 1 201 | 1 199 | 1 194 | 1 187 | 1 180 | 1 153 |
| MATÉRIEL À VOYAGEURS | | | | | | | | |
| Voitures de l'activité Grandes Lignes (2) | 5 173 | 4 565 | 4 402 | 4 223 | 3 994 | 3 559 | 3 455 | 3 236 |
| Voitures de l'activité TER | 1 727 | 2 039 | 2 067 | 2 077 | 2 167 | 2 468 | 2 445 | 2 393 |
| Voitures de l'activité Île-de-France | 1 179 | 1 077 | 1 069 | 1 024 | 1 024 | 1 024 | 984 | 972 |
| Nombre de caisses motrices et de remorques TGV | 2 786 | 3 092 | 3 178 | 3 178 | 3 178 | 3 194 | 3 290 | 3 402 |
| Automotrices électriques | 3 059 | 3 228 | 3 373 | 3 529 | 3 569 | 3 619 | 3 622 | 3 693 |
| Autorails + turbotrains | 1 585 | 1 517 | 1 531 | 1 515 | 1 558 | 1 587 | 1 669 | 1 656 |
| **Total matériel à voyageurs** | **15 509** | **15 518** | **15 620** | **15 546** | **15 490** | **15 451** | **15 465** | **15 352** |
| Capacité [millier de places offertes] (3) | 1 750,8 | 1 769,5 | 1 791,8 | 1 808,5 | 1 810,1 | 1 826,1 | 1 837,2 | 1843,6 |
| Voitures-lits | 161 | 132 | 125 | 109 | 98 | 98 | 82 | 81 |
| MATÉRIEL À MARCHANDISES (millier) | | | | | | | | |
| Wagons réseaux | 63,7 | 57,0 | 51,3 | 48,3 | 46,4 | 45,5 | 41,6 | 37,5 |
| Wagons de particuliers (4) | 68,2 | 66,7 | 65,9 | 64,5 | 64,6 | 64,3 | 65,4 | 66,3 |
| Wagons du parc de service | 19,2 | 20,0 | 20,9 | 21,1 | 21,1 | 21,0 | 20,7 | 20,8 |
| Fourgons (5) | 495 | 303 | 294 | 292 | 278 | 235 | 223 | 158 |
| Capacité [million de tonnes de charge utile] (6) | 6,2 | 5,9 | 5,6 | 5,5 | 5,4 | 5,4 | 5,3 | 5,1 |

(1) Matériel moteur en service : effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision) en attente de radiation ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voie étroite. Matériel à voyageurs et à marchandises : effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris en location et diminué des véhicules en attente de radiation (non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale).
(2) Non compris les voitures-lits, comptées à part et non compris les voitures-restaurants.
(3) Non compris les voitures-lits ; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit.
(4) Y compris les wagons réseaux donnés en location ou en gérance à des particuliers.
(5) Fourgons à bagages, fourgons porte-autos, fourgons postaux et allèges postales.
(6) Non compris les wagons de service .

## TABLEAU Q.01-10

### Immatriculations des véhicules par genre

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

*Unité* : Véhicule

| | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES NEUFS** | | | | | | |
| Voitures particulières et commerciales | 1 930 504 | 2 148 423 | 2 133 884 | 2 254 732 | 2 145 071 | 2 009 246 |
| *dont* : Diesel | 897 698 | 947 490 | 1 046 485 | 1 267 761 | 1 354 933 | 1 353 914 |
| Autocars et autobus | 3 981 | 5 316 | 5 187 | 5 477 | 5 363 | 4 984 |
| Camions, camionnettes et véhicules spéciaux | 332 052 | 399 889 | 442 208 | 462 868 | 431 114 | 403 965 |
| *dont* : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (1) | 311 702 | 374 307 | 413 925 | 432 857 | 404 021 | 380 847 |
| De plus de 3,5 tonnes de PTAC (1) | 20 350 | 25 582 | 28 283 | 30 011 | 27 093 | 23 118 |
| Tracteurs routiers | 21 743 | 28 300 | 29 809 | 27 918 | 24 460 | 22 497 |
| Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.) | 32 235 | 41 349 | 37 965 | 35 461 | 38 192 | 39 882 |
| Remorques | 2 462 | 3 350 | 3 033 | 2 875 | 2 904 | 2 576 |
| Semi-remorques | 15 428 | 20 651 | 21 265 | 22 011 | 20 531 | 17 171 |
| **Total** | **2 338 405** | **2 647 278** | **2 673 351** | **2 811 342** | **2 667 635** | **2 500 321** |
| Motocycles (2) | 85 639 | 193 817 | 180 536 | 180 425 | 169 587 | 196 928 |
| **IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES D'OCCASION** | | | | | | |
| Voitures particulières et commerciales (3) | 4 128 745 | 4 895 953 | 5 082 122 | 5 395 623 | 5 457 129 | 5 321 638 |
| *dont* : Diesel | 1 362 781 | 1 990 377 | 2 158 970 | 2 440 308 | 2 658 667 | 2 746 539 |
| Autocars et autobus | 6 268 | 6 352 | 6 109 | 6 344 | 6 707 | 6 564 |
| Camions, camionnettes et véhicules spéciaux | 651 408 | 682 131 | 687 925 | 702 527 | 727 555 | 731 943 |
| *dont* : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (1) | 610 339 | 641 083 | 648 839 | 663 384 | 690 410 | 694 628 |
| De plus de 3,5 tonnes de PTAC (1) | 41 069 | 41 048 | 39 086 | 39 143 | 37 145 | 37 315 |
| Tracteurs routiers | 21 706 | 20 835 | 21 151 | 20 639 | 21 200 | 21 948 |
| Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.) | 91 535 | 97 100 | 97 705 | 92 378 | 92 683 | 90 121 |
| Remorques | 4 775 | 4 444 | 4 270 | 4 454 | 4 267 | 4 282 |
| Semi-remorques | 26 307 | 25 276 | 25 296 | 25 606 | 25 363 | 28 411 |
| **Total** | **4 930 744** | **5 732 091** | **5 924 578** | **6 247 571** | **6 334 904** | **6 204 907** |
| Motocycles (2) | 292 641 | 367 303 | 398 215 | 414 335 | 418 203 | 425 169 |

(1) PTAC : poids total autorisé en charge.
(2) Motocycles de plus de 50 $cm^3$.
(3) Y compris les voitures de puissance indéterminée.

## TABLEAU Q.01-11

### Immatriculations des voitures particulières, par puissance et catégories professionnelles ou activités

*Source :* Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

*Unité* : Véhicule

| Profession du propriétaire | Puissance | | | | | | Total 2003 | Total 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 à 3 CV | 4 et 5 CV | 6 et 7 CV | 8 et 9 CV | 10 à 16 CV | 17 CV et plus | | |
| **Véhicules neufs** | | | | | | | | |
| Agriculteurs exploitants | 0 | 700 | 1 407 | 441 | 433 | 19 | **3 000** | 3 475 |
| Artisans, commerçants et chefs d'entreprises | 13 | 6 632 | 9 362 | 4 831 | 6 650 | 827 | **28 315** | 29 418 |
| Cadres et professions libérales | 31 | 23 601 | 28 065 | 9 166 | 9 615 | 798 | **71 276** | 73 837 |
| Professions intermédiaires | 27 | 40 832 | 41 238 | 10 425 | 6 632 | 330 | **99 484** | 99 219 |
| Employés | 352 | 211 556 | 158 617 | 41 568 | 16 201 | 934 | **429 228** | 488 182 |
| Ouvriers | 27 | 30 179 | 24 553 | 5 771 | 1 943 | 105 | **62 578** | 71 155 |
| Retraités, étudiants, mères au foyer et sans profession | 56 | 112 068 | 100 664 | 18 597 | 8 587 | 496 | **240 468** | 278 019 |
| Profession non indiquée | 214 | 96 267 | 95 277 | 35 398 | 15 341 | 1 338 | **243 835** | 258 159 |
| **Sous-total particuliers** | **720** | **521 835** | **459 183** | **126 197** | **65 402** | **4 847** | **1 178 184** | **1 301 464** |
| **Sous-total sociétés** | **670** | **377 114** | **309 375** | **80 342** | **56 544** | **7 017** | **831 062** | **843 607** |
| *dont* : Véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile | 192 | 111 425 | 100 405 | 36 503 | 22 910 | 3 161 | **274 596** | 262 805 |
| Location mobilier (voitures) | 150 | 173 639 | 127 562 | 21 818 | 11 548 | 696 | **335 413** | 346 587 |
| **Total 2003** | **1 390** | **898 949** | **768 558** | **206 539** | **121 946** | **11 864** | **2 009 246** | /// |
| Année 2002 | 2 122 | 948 675 | 855 326 | 217 036 | 111 178 | 10 734 | /// | 2 145 071 |
| **Véhicules d'occasion** | | | | | | | | |
| Agriculteurs exploitants | 226 | 11 231 | 16 313 | 2 433 | 2 474 | 157 | **32 834** | 35 243 |
| Artisans, commerçants et chefs d'entreprises | 979 | 31 316 | 45 790 | 14 889 | 20 243 | 4 605 | **117 822** | 117 494 |
| Cadres et professions libérales | 1 373 | 68 426 | 80 481 | 21 581 | 23 809 | 5 009 | **200 679** | 202 682 |
| Professions intermédiaires | 1 264 | 90 157 | 102 319 | 20 076 | 17 194 | 1 920 | **232 930** | 242 559 |
| Employés | 7 116 | 868 165 | 888 861 | 145 774 | 107 353 | 10 709 | **2 027 978** | 2 086 559 |
| Ouvriers | 3 080 | 275 476 | 339 570 | 53 181 | 36 530 | 2 342 | **710 179** | 756 903 |
| Retraités, étudiants, mères au foyer et sans profession | 3 744 | 311 415 | 276 763 | 40 219 | 28 841 | 3 072 | **664 054** | 660 402 |
| Profession non indiquée | 4 823 | 501 194 | 534 584 | 92 174 | 71 280 | 7 439 | **1 211 494** | 1 228 247 |
| **Sous-total particuliers** | **22 605** | **2 157 380** | **2 284 681** | **390 327** | **307 724** | **35 253** | **5 197 970** | **5 330 089** |
| **Sous-total sociétés** | **414** | **35 848** | **42 450** | **11 664** | **14 668** | **3 594** | **108 638** | **111 527** |
| *dont* : Véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile | 107 | 15 042 | 11 924 | 2 363 | 1 830 | 330 | **31 596** | 28 980 |
| Location mobilier (voitures) | 13 | 1 466 | 1 713 | 450 | 439 | 156 | **4 237** | 6 683 |
| **Total 2003** | **23 019** | **2 193 228** | **2 327 131** | **401 991** | **322 392** | **38 847** | **5 306 608** | /// |
| Année 2002 | 25 118 | 2 248 733 | 2 420 582 | 397 596 | 312 127 | 37 460 | /// | 5 441 616 |

## TABLEAU Q.01-12

### Parc estimé des véhicules en service au 31 décembre

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

*Unité* : Millier

| | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Voitures particulières et commerciales (1) | 25 100 | 26 090 | 26 810 | 27 480 | 28 060 | 28 700 | 29 160 | 29 560 |
| *dont* : Diesel | 6 938 | 8 029 | 8 609 | 9 261 | 9 980 | 10 889 | 11 822 | 12 729 |
| Autocars et autobus (1) | 79 | 82 | 82 | 80 | 80 | 81 | 81 | 82 |
| Camions, camionnettes et véhicules spéciaux (1) | 4 926 | 5 100 | 5 214 | 5 320 | 5 456 | 5 596 | 5 687 | 5 772 |
| *dont* : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2) | 4 564 | 4 750 | 4 868 | 4 975 | 5 110 | 5 249 | 5 339 | 5 419 |
| De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2) | 362 | 350 | 346 | 345 | 346 | 347 | 349 | 354 |
| Tracteurs routiers (1) | 190 | 198 | 204 | 210 | 217 | 220 | 216 | 214 |
| **Total des véhicules à moteur** | **30 295** | **31 470** | **32 310** | **33 090** | **33 813** | **34 597** | **35 144** | **35 628** |
| Remorques (3) | 27 | 27 | 26 | 26 | 26 | 25 | 26 | 26 |
| Semi-remorques (3) | 152 | 154 | 154 | 154 | 154 | 161 | 168 | 175 |
| **Total tous véhicules** | **30 474** | **31 651** | **32 490** | **33 270** | **33 993** | **34 783** | **35 338** | **35 829** |
| Motocycles (4) | 727 | 779 | 839 | 912 | 968 | 1 019 | 1 054 | 1 091 |

(1) Les estimations globales de parcs des véhicules à moteur en service sont celles du Comité des constructeurs français d'automobiles.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Le parc des remorques et semi-remorques provient du Fichier central des automobiles et concerne les véhicules de moins de 10 ans.
(4) Motocycles, vélomoteurs et scooters de plus de 50 $cm^3$. L'estimation du parc des motocycles est celle de la Chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

## TABLEAU Q.01-13

### Flotte des bateaux munis d'un permis d'exploitation au 31 décembre

*Source* : Voies navigables de France

*Unités* : Nombre
Capacités : Millier de tonnes

| | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de bateaux porteurs | 2 227 | 1 982 | 1 941 | 1 890 | 1 871 | 1 894 | 1 900 | 1 894 |
| *dont* : Appartenant à des transporteurs publics | 1 810 | 1 605 | 1 567 | 1 521 | 1 497 | 1 513 | 1 534 | 1 505 |
| Nombre de remorqueurs et pousseurs | 205 | 191 | 197 | 197 | 199 | 201 | 199 | 195 |
| *dont* : Appartenant à des transporteurs publics | 114 | 107 | 113 | 114 | 115 | 118 | 113 | 111 |
| Capacité totale des bateaux porteurs (millier de tonnes) | 1 373 | 1 293 | 1 281 | 1 245 | 1 256 | 1 280 | 1 283 | 1 318 |
| *dont* : Appartenant à des transporteurs publics | 1 159 | 1 094 | 1 081 | 1 047 | 1 051 | 1 068 | 1 077 | 1 086 |

## TABLEAU Q.01-14

### Flotte de commerce au 31 décembre (1)

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

*Unité* : Millier de tonneaux de jauge brute

| Catégorie de navires | 1995 | | (3) 2000 | | 2001 | | 2002 | | 2003 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Jauge brute | Nombre | Jauge brute | Nombre | Jauge brute | Nombre | Jauge brute | Nombre | Jauge brute |
| Navires à passagers (2) | 37 | 337 | 62 *r* (4) | 603 *r* | 66 | 694 *r* | 62 *r* | 755 *r* | 65 | 789 |
| Pétroliers | 59 | 2 462 | 57 | 2 650 | 55 | 2 510 | 55 | 2 943 | 54 | 2 528 |
| Autres | 113 | 1 148 | 100 (4) | 1 297 *r* | 99 *r* | 1 375 *r* | 94 *r* | 1 354 *r* | 87 | 1 235 |
| **Total** | **209** | **3 947** | **219** *r* | **4 550** *r* | **220** *r* | **4 579** | **211** | **5 052** *r* | **206** | **4 552** |

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute.
(2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.
(3) Une rupture de série est à signaler à partir du 31 décembre 2000, suite à la mise en place d'une nouvelle base de données accompagnée par une série de régularisation.
(4) À partir de 2000, les navires à passagers ou mixtes au service des Dom-Tom, navires dits « secs stationnaires », auparavant classés parmi les autres navires, sont repris dans les navires passagers (12 navires à passagers abondent ainsi la catégorie, alors que 34 autres transporteurs de marchandises « stationnaires » demeurent dans la catégorie des autres navires).

## TABLEAU Q.01-15

### Flotte du groupe Air France en exploitation (1)

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

*Unité* : Appareil

| Compagnie de transport aérien et type d'appareils | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **AIR FRANCE (2)** | **204 (3)** | **206** | **214** | **226** | **255** | **248** | **246** |
| Concorde | 5 | 5 | 5 | – | 5 | 4 | /// |
| Boeing 747 Cargo | 12 | 12 | 11 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| Boeing 747 (100-200-300 et 400) | 26 | 26 | 25 | 24 | 26 | 24 | 25 |
| Boeing 747 (combi) (4) | 5 | 5 | 3 | 3 | – | – | /// |
| Boeing 737-200 | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Boeing 737-300 | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Boeing 737-500 | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Boeing 737 (300 et 500) | 43 | 43 | 45 | 41 | 36 | 30 | 25 |
| Boeing 767-300 | 6 | 5 | 5 | 5 | 5 | 2 | – |
| Boeing 777-200 | /// | 3 | 8 | 14 | 23 | 25 | 25 |
| Airbus A 340-300 | 12 | 14 | 16 | 21 | 22 | 22 | 22 |
| Airbus A 310-300/200 | 11 | 10 | 10 | 10 | 5 | – | /// |
| Airbus A 318 | /// | /// | /// | /// | /// | /// | 6 |
| Airbus A 319 | 9 | 9 | 16 | 25 | 38 | 39 | 39 |
| Airbus A 320-200/100 | 62 | 59 | 58 | 58 | 61 | 66 | 65 |
| Airbus A 321-200/100 | 8 | 11 | 12 | 14 | 17 | 13 | 12 |
| Airbus A 330-200 | /// | /// | /// | /// | 5 | 10 | 13 |
| Fokker 100 | 5 | 4 | – | – | /// | /// | /// |

(1) De 1997 à 2001, en exploitation au 31 décembre et à partir de 2002 au 31 mars.
(2) Avec le nouveau périmètre incluant la compagnie Air France Europe à la suite de la fusion avec Air France en septembre 1997.
(3) Dont 7 en exploitation à AIR CHARTER.
(4) Combi : transport de fret et passagers sur le pont supérieur.

## TABLEAU Q.01-16

### Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français au 31 décembre

*Source* : Bureau Véritas — *Unité* : Appareil

| Catégorie d'utilisateurs | 1993 | 1994 | 1995 | (2) 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AVIONS : | | | | | | | | |
| Transports aériens | 737 | 701 | 693 | 706 | 680 | 710 | 633 | 653 |
| Aviation générale | 6 272 | 6 204 | 6 170 | 5 744 | 5 749 | 5 714 | 5 582 | 5 599 |
| CNRA, CNSK et CNRAC (1) | 1 359 | 1 426 | 1 501 | 1 686 | 1 831 | 1 895 | 1 939 | 2 038 |
| **Total** | **8 368** | **8 331** | **8 364** | **8 136** | **8 260** | **8 319** | **8 154** | **8 290** |
| HÉLICOPTÈRES : | | | | | | | | |
| Transports aériens | 224 | 203 | 208 | 206 | 185 | 200 | 180 | 186 |
| Aviation générale | 652 | 654 | 661 | 593 | 630 | 636 | 636 | 668 |
| **Total** | **876** | **857** | **869** | **799** | **815** | **836** | **816** | **854** |
| Planeurs | 2 203 | 2 193 | 2 221 | 2 195 | 2 204 | 2 195 | 2 089 | 2 137 |
| Aérostats (ballons libres) | 695 | 720 | 756 | 783 | 833 | 852 | 847 | 867 |
| Autres | ... | ... | ... | 14 | 17 | 16 | 15 | 15 |
| **Total des aéronefs inscrits au registre** | **12 142** | **12 101** | **12 210** | **11 927** | **12 129** | **12 218** | **11 958** | **12 163** |

(1) CNRA, CNSK et CNRAC : Certificat de navigabilité restreint aux avions ou planeurs, aux appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale) ou aux appareils anciens de collections ; ils ne peuvent survoler les territoires étrangers, sauf autorisation particulière des États.
(2) Les données 1997 et 1998 ne seront jamais disponibles.

## TABLEAU Q.01-17

### Accidents corporels de la circulation routière

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière — *Unité* : Nombre

| | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Accidents corporels | 132 949 | 125 202 | 124 387 | 124 524 | 121 223 | 116 745 | 105 470 | 90 220 |
| *dont* : En agglomération | 91 288 | 84 249 | 83 148 | 83 325 | 80 729 | 77 258 | 68 738 | 60 188 |
| Véhicules impliqués : | | | | | | | | |
| Cycles sans moteur | 8 533 | 7 960 | 7 003 | 6 907 | 6 520 | 5 815 | 5 036 | 5 320 |
| Cycles avec moteur | 39 219 | 39 120 | 38 674 | 39 851 | 39 831 | 38 878 | 35 238 | 32 775 |
| Voitures particulières (1) | 163 486 | 153 101 | 153 289 | 153 005 | 149 180 | 142 751 | 127 740 | 104 761 |
| Autres véhicules (2) | 19 109 | 17 556 | 17 585 | 17 644 | 16 019 | 15 857 | 14 013 | 12 231 |
| **Total** | **230 347** | **217 737** | **216 551** | **217 407** | **211 550** | **203 301** | **182 027** | **155 087** |
| Victimes tuées (3) : | | | | | | | | |
| Piétons | 1 027 | 929 | 988 | 882 | 793 | 778 | 819 | 592 |
| Conducteurs et passagers de cycles sans moteur | 374 | 329 | 301 | 307 | 255 | 242 | 211 | 190 |
| Conducteurs et passagers de cycles avec moteur | 1 251 | 1 302 | 1 319 | 1 367 | 1 317 | 1 437 | 1 339 | 1 185 |
| Conducteurs et passagers de voitures particulières | 5 389 | 5 069 | 5 491 | 5 161 | 5 006 | 4 998 | 4 602 | 3 481 |
| Conducteurs et passagers d'autres véhicules | 371 | 360 | 338 | 312 | 272 | 265 | 271 | 283 |
| **Total** | **8 412** | **7 989** | **8 437** | **8 029** | **7 643** | **7 720** | **7 242** | **5 731** |
| *dont* : En agglomération | 2 757 | 2 526 | 2 608 | 2 394 | 2 137 | 2 154 | 1 945 | 1 577 |
| Victimes blessées : | | | | | | | | |
| Piétons | 21 197 | 19 152 | 18 493 | 18 636 | 18 398 | 17 458 | 16 072 | 14 205 |
| Conducteurs et passagers de cycles sans moteur | 7 681 | 7 191 | 6 366 | 6 260 | 5 927 | 5 259 | 4 571 | 4 851 |
| Conducteurs et passagers de cycles avec moteur | 38 735 | 38 592 | 38 059 | 39 232 | 39 267 | 38 041 | 34 330 | 32 074 |
| Conducteurs et passagers de voitures particulières | 106 290 | 98 259 | 99 034 | 96 953 | 92 961 | 88 029 | 78 158 | 60 680 |
| Conducteurs et passagers d'autres véhicules | 7 500 | 6 384 | 6 583 | 6 491 | 5 564 | 5 158 | 4 708 | 4 119 |
| **Total** | **181 403** | **169 578** | **168 535** | **167 572** | **162 117** | **153 945** | **137 839** | **115 929** |
| *dont* : Grièvement (4) | 39 257 | 35 716 | 33 977 | 31 851 | 27 407 | 26 192 | 24 091 | 19 207 |
| En agglomération | 116 926 | 107 094 | 105 891 | 105 371 | 101 209 | 95 846 | 84 794 | 73 308 |

(1) Y compris taxis, ambulances, caravanes et remorques.
(2) Autres véhicules : camionnettes, camions, tracteurs, autobus et véhicules non précisés.
(3) Victimes décédées dans les six jours.
(4) Victimes blessées ayant nécessité une hospitalisation d'au moins six jours.

## TABLEAU Q.01-18

### Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière en 2003

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière

*Unité* : Nombre

| Âge des victimes | Piétons | Conducteurs et passagers de Bicyclettes | Cyclomoteurs | Motocyclettes | Voitures particulières | Autres véhicules (1) | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Victimes décédées dans les six jours : | | | | | | | |
| Moins de 15 ans | 48 | 20 | 27 | 2 | 111 | 2 | **210** |
| De 15 à 20 ans | 28 | 18 | 188 | 72 | 477 | 10 | **793** |
| De 21 à 24 ans | 17 | 6 | 27 | 131 | 483 | 19 | **683** |
| De 25 à 64 ans | 211 | 82 | 96 | 588 | 1 746 | 200 | **2 923** |
| 65 ans et plus | 283 | 60 | 30 | 5 | 612 | 50 | **1 040** |
| Indéterminé | 5 | 4 | 4 | 15 | 52 | 2 | **82** |
| **Total** | **592** | **190** | **372** | **813** | **3 481** | **283** | **5 731** |
| Blessés : | | | | | | | |
| Moins de 15 ans | 3 262 | 914 | 1 213 | 136 | 3 374 | 233 | **9 132** |
| De 15 à 20 ans | 1 383 | 627 | 9 879 | 1 197 | 8 579 | 317 | **21 982** |
| De 21 à 24 ans | 707 | 293 | 1 517 | 2 380 | 8 315 | 363 | **13 575** |
| De 25 à 64 ans | 5 609 | 2 436 | 3 222 | 11 852 | 34 221 | 2 818 | **60 158** |
| 65 ans et plus | 3 168 | 511 | 186 | 100 | 5 206 | 301 | **9 472** |
| Indéterminé | 76 | 70 | 241 | 151 | 985 | 87 | **1 610** |
| **Total** | **14 205** | **4 851** | **16 258** | **15 816** | **60 680** | **4 119** | **115 929** |

(1) Camionnettes, camions, tracteurs, autobus, véhicules non précisés.

## TABLEAU Q.01-19

### Accidents des autres transports

*Source* : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion
Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile

*Unité* : Nombre

| | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER** | | | | | | | | |
| **Nombre d'accidents (1)** | **358** | **334** | **407** | **370** | **426** | **410** | **365** | **365** |
| Accidents de trains | 74 | 83 | 109 | 89 | 129 | 107 | 114 | 103 |
| Accidents de cars | – | – | – | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Accidents individuels (2) | 137 | 119 | 142 | 115 | 104 | 112 | 93 | 93 |
| Autres accidents (3) | 147 | 132 | 156 | 165 | 192 | 190 | 157 | 168 |
| **Nombre de tués (4)** | **72** | **79** | **85** | **63** | **73** | **68** | **64** | **46** |
| Agents en service (5) (6) | 9 | 11 | 2 | 4 | 6 | 3 | 5 | 5 |
| Voyageurs (6) | 22 | 22 | 14 | 11 | 15 | 11 | 22 | 7 |
| *dont* : Voyageurs par accident de train (6) | – | 9 | – | – | 2 | – | – | 1 |
| Autres personnes (7) | 41 | 46 | 69 | 48 | 52 | 54 | 37 | 34 |
| **Nombre de blessés graves (8)** | **80** | **72** | **67** | **59** | **46** | **61** | **58** | **62** |
| Agents en service (5) (6) | 4 | 2 | 6 | 3 | 4 | 4 | 7 | 5 |
| Voyageurs (6) | 41 | 34 | 26 | 23 | 24 | 22 | 19 | 25 |
| *dont* : Voyageurs par accident de train (6) | 3 | 10 | 4 | – | – | 3 | – | 8 |
| Autres personnes (7) | 35 | 36 | 35 | 33 | 18 | 35 | 32 | 32 |
| **ACCIDENTS DE PASSAGE À NIVEAU (9)** | | | | | | | | |
| **Nombre d'accidents (10)** | **177** | **182** | **177** | **181** | **171** | **175** | **177** | **197** |
| Collision de véhicules ferroviaires et routiers sur passages à niveau : | | | | | | | | |
| Gardés | 2 | 3 | 3 | 6 | 6 | 1 | 2 | 4 |
| Avec signalisation automatique | 109 | 134 | 117 | 132 | 107 | 122 | 134 | 129 |
| Non gardés (sans barrières ni signalisations) | 43 | 28 | 35 | 26 | 35 | 37 | 26 | 40 |
| Accidents de piétons | 23 | 17 | 21 | 17 | 20 | 16 | 15 | 24 |
| **Nombre de tués (11)** | **57** | **38** | **53** | **46** | **49** | **45** | **40** | **61** |
| **Nombre de blessés graves (11)** | **21** | **23** | **24** | **16** | **20** | **22** | **19** | **14** |

N.B. Voir notes en fin de tableau.

## TABLEAU Q.01-19 (suite et fin)

### Accidents des autres transports

*Sources* : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion
Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile

*Unité* : Nombre

| | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE MER AYANT NÉCESSITÉ DES OPÉRATIONS** | **5 851** | **6 325** | **7 026** | **7 162** | **8 070** | **8 534** | **8 860** | **...** |
| Naufrages, abordages, échouements, chavirements | 705 | 725 | 814 | 838 | 749 | 936 | 950 | ... |
| Incendies, explosions, pannes, avaries diverses aux navires | 1 972 | 2 252 | 2 567 | 2 576 | 2 617 | 2 723 | 2 829 | ... |
| Voies d'eau, accidents individuels à personnes embarquées et non embarquées, fausses alertes diverses | 3 174 | 3 348 | 3 645 | 3 748 | 4 704 | 4 875 | 5 081 | ... |
| **CONSÉQUENCES DES ÉVÈNEMENTS DE MER SUR LES PERSONNES :** | | | | | | | | |
| Assistées/sauvées | 8 654 | 8 725 | 11 260 | 10 647 | 11 176 | 13 060 | 11 976 | ... |
| Retrouvées | 355 | 282 | 328 | 518 | 321 | 485 | 306 | ... |
| Blessées | 556 | 530 | 640 | 550 | 550 | 549 | 474 | ... |
| Disparues | 72 | 116 | 113 | 82 | 75 | 94 | 114 | ... |
| Décédées | 132 | 179 | 147 | 158 | 157 | 196 | 155 | ... |
| **RÉPARTITION PAR GENRE DE NAVIGATION** (suivant le nombre d'évènements de mer dans lesquels sont impliqués des navires) : | | | | | | | | |
| Commerce | 398 | 537 | 595 | 551 | 1 268 | 1 267 | 1 236 | ... |
| Pêche | 665 | 822 | 791 | 762 | 932 | 866 | 849 | ... |
| Plaisance | 2 714 | 2 862 | 3 193 | 3 337 | 3 310 | 3 699 | 3 928 | ... |
| **ACCIDENTS D'AÉRONEFS (12)** | | | | | | | | |
| **AVIATION COMMERCIALE (13)** | | | | | | | | |
| Nombre d'accidents corporels | 2 | ... | 3 | 6 | 2 | 4 | 3 | 2 |
| Nombre de morts (14) | 30 | ... | 14 | 27 | 113 (17) | 20 (18) | 5 (19) | 1 |
| Nombre de blessés | – | ... | 8 | 83 | 21 (17) | 11 | 2 | 7 |
| **AVIATION GÉNÉRALE (15)** | | | | | | | | |
| Nombre d'accidents corporels | 108 | ... | 84 | 78 | 81 | 104 | 99 | 103 |
| Nombre de morts (14) | 65 | ... | 51 | 59 | 85 | 102 | 82 (20) | 91 |
| Nombre de blessés | 95 | ... | 84 | 58 | 61 | 60 | 88 (20) | 72 (21) |
| **TRAVAIL AÉRIEN (16)** | | | | | | | | |
| Nombre d'accidents corporels | 7 | ... | 9 | 6 | 11 | 8 | 8 | 6 |
| Nombre de morts (14) | 3 | ... | 2 | 2 | 11 | 5 | 6 | 3 |
| Nombre de blessés | 15 | ... | 8 | 4 | 8 | 6 | 3 | 3 |

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement. Toutefois, ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes au matériel, à la voie et autres installations, perturbation importante dans la circulation des trains.
(2) Notamment : chute d'un train, heurt par un train... (non compris les suicides et tentatives de suicides).
(3) Par exemple : avaries en pleine voie de véhicule moteur, rupture de caténaire, etc.
(4) Personnes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.
(5) Il s'agit d'une partie des accidents du travail survenus lors d'accidents entrant dans le cadre de la définition (1).
(6) Y compris les agents victimes de collisions aux passages à niveau.
(7) Y compris les ouvriers d'entreprises travaillant sur le réseau SNCF.
(8) Est considéré comme blessé grave toute personne dont la gravité des lésions corporelles a entraîné (ou aurait entraîné) une hospitalisation de plus de trois jours.
(9) Non compris dans la rubrique « accidents de chemin de fer ».
(10) Y compris les accidents de véhicules routiers sur un passage à niveau.
(11) Non compris les agents et voyageurs victimes de collisions aux passages à niveau.
(12) Accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils d'immatriculation ou d'exploitation française.
(13) Avions et hélicoptères (compagnies et sociétés).
(14) Décédés dans les 30 jours.
(15) Avions, hélicoptères et ULM (aéroclubs, écoles, sociétés, privés).
(16) Avions, hélicoptères et ULM (sociétés et privés : épandage agricole, photo cinéma, publicité aérienne, surveillance, hélitreuillage, ...).
(17) Sont inclus les 4 morts et 5 blessés au sol parmi les tiers lors de l'accident du Concorde.
(18) Dont 1 mort au sol lors de l'accident du Twin Otter à Saint-Barthélemy le 24 mars 2001.
(19) Dont 1 mort au sol lors de l'accident d'un ATR 42 à Paris Orly le 17 septembre 2002.
(20) Dont 1 mort et 1 blessé au sol lors de l'accident d'un Jodel D 113 à Lyon Corbas le 24 mai 2002.
(21) Dont 1 blessé grave au sol lors de l'accident d'un Pier PA 28 sur l'aérodrome de Belle-Île (56) le 30 mai 2003 et 1 blessé grave au sol lors de l'accident d'un ULM de construction amateur sur la plate-forme ULM de Lavours (01) le 21 juin 2003.

# Chapitre Q.02

## Transports : Trafic voyageurs et marchandises


1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Transport ferroviaire commercial de voyageurs.
2 Transport ferroviaire commercial de marchandises.
3 Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises.
4 Transport routier de marchandises par distance en charge.
5 Transport routier de marchandises par nature de marchandises.
6 Transport routier de voyageurs, hors RATP et autobus de province.
7 Transport effectué sur le réseau français - Bateaux fluviaux français et étrangers.
8 Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise.
9 Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains.
10 Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie.
11 Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes métropolitains suivant les 5 principaux pavillons en 2002.
12 Trafic portuaire maritime – Départements d'outre-mer.
13 Place des ports français dans le monde en 2003.
14 Trafic aérien commercial.
15 Trafic aérien domestique et international.
16 Trafic d'aérodromes.
17 Trafic commercial total de quelques aéroports principaux internationaux.

## 1

## ○ Présentation

### TRANSPORTS FERROVIAIRES

Après une stabilisation en 2002, le fret ferroviaire recule à nouveau en 2003 (- 5,4 %). Le transport international subit également une forte baisse (- 7 %) tout comme le transit ferroviaire (- 10,1 %).

Ce recul concerne tous les produits transportés sauf les « engrais » qui augmentent (7,7 %) ; ils ne représentent que 2,6 % du fret ferroviaire total.

Les mouvements sociaux de mai et juin 2003 tirent fortement les résultats vers le bas. À cette époque, une partie du transit ferroviaire se détourne de la France, notamment au profit de l'Allemagne.

En 2003, du fait des mouvements sociaux, les transports ferrés de voyageurs reculent de 0,9 % après des années de hausse continue.

Le transport par TGV ne cesse de progresser depuis 1993, grâce aux mises en service de nouvelles dessertes. L'année 2003 rompt avec cette tendance puisque le transport par TGV marque une pose (- 1,1 %).

### TRANSPORTS ROUTIERS

Depuis 1996, le transport routier de marchandises, sous pavillon français, augmente régulièrement à un rythme de 3 % par an ; en 2003, la tendance s'inverse avec un recul de 2,6 %. Le compte propre diminue plus nettement (- 4,6 %) que le compte d'autrui (- 1,2 %), ce qui confirme le recentrage des entreprises sur leur cœur de métier amorcé en 2001.

Les quatre principaux groupes de produits qui représentent 88 % du transport total baissent de 2,9 %. Les « combustibles minéraux solides » qui ne pèsent que 0,3 % du fret routier total diminuent quant à eux de 26,8 %.

Le transport routier de voyageurs progresse lentement (0,7 %) comme en 2002 après une année 2001 très forte.

Les déplacements en voitures particulières représentent 94 % de l'ensemble des déplacements de voyageurs en 2003. Après avoir connu une croissance annuelle de 2,5 % depuis 1997, ils se stabilisent en 2002 (0,8 %) et poursuivent sur ce rythme en 2003 (0,7 %).

### TRANSPORTS DE NAVIGATION INTÉRIEURE

Après une année de faible reprise en 2002 (1,1 %) le transport par voie navigable recule en 2003 (- 3,7 %). Cette baisse est plus particulièrement sensible dans le transport international. Les exportations reculent plus que les importations (respectivement 9,7 % et - 8,8 %).

Cette diminution du fret fluvial est principalement due au groupe de produit le plus important (42 % du transport total) « minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique » qui régresse de 7,3 %. D'autres groupes de produits diminuent fortement « combustibles minéraux solides » (- 13,9 %) « minerais et déchets pour la métallurgie » (- 12 %) et « produits métallurgiques » (- 10,4 %) mais leur poids dans le transport total est faible.

### TRANSPORTS MARITIMES

Le tonnage de marchandises traité par les ports métropolitains atteint en 2003 le niveau élevé de 357,8 millions de tonnes. Il augmente ainsi de 12,5 millions de tonnes par rapport à 2002.

Les marchandises débarquées comme embarquées progressent plus modérément pour les entrées (2,2 % en 2003 après 1 % en 2002) et plus fortement pour les sorties (6,9 % après 1,2 % en 2002).

Le transport maritime en 2000 avait été une année exceptionnelle. Elle fut suivie d'un retournement de situation en 2001 avec le ralentissement de l'activité mondiale. Puis, l'activité connaît une reprise en 2002 qui se poursuit en 2003.

Après la forte hausse de 2002 (6,0 %), le nombre de passagers maritimes est en recul de 2,8 % en 2003.

La fréquentation du port de Calais qui représente en 2003 près de la moitié du trafic total de passagers, après une hausse en 2002, retrouve une évolution négative (- 8,4 %) amorcée en 1999. En revanche, les autres ports se développent avec une croissance moyenne annuelle supérieure à 5 % depuis 1998.

### TRANSPORTS AÉRIENS

Après une diminution en 2002 (- 2 %), le fret aérien reprend faiblement en 2003 (0,3 %).

Cette reprise est due essentiellement aux relations internationales (0,4 %), plus spécifiquement aux relations France-Amérique (1,2 %) et France-Asie (2,2 %).

En 2003, le trafic international de fret représente 92 % du fret total.

Après une croissance légèrement positive de la demande (0,5 %), l'année 2002 laissait entrevoir un possible retour rapide à une situation plus favorable du transport aérien de voyageurs. Cependant, l'année 2003 est de nouveau en recul (- 0,5 %).

La baisse de fréquentation des relations domestiques s'accentue (4,2 % après 3 % en 2002) alors que le transport international accuse un tassement de sa croissance en 2003 (1,1 % contre 2,1 % en 2002).

## 2

## ○ Méthodologie

### TRANSPORTS FERROVIAIRES

#### Statistiques du trafic voyageurs SNCF

Depuis 1993, les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :

– Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de circulation ;

– Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.

La première source sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La seconde source permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

### TRANSPORTS ROUTIERS

#### Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (compte d'autrui et compte propre)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par le Service économie, statistiques et prospective.

En 1996, l'enquête est profondément modifiée. La rénovation porte sur deux points : l'utilisation d'une méthode différente pour le redressement des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes. L'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque ou semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion et tracteur routier).

L'enquête concerne donc le transport, pour compte d'autrui et pour compte propre, réalisé par les catégories suivantes de véhicules immatriculés en France : camions de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge (avec ou sans remorque de tous âges) ; tracteurs routiers de moins de 15 ans (avec des semi-remorques de tous âges).

Ces modifications ont eu pour conséquence d'entraîner des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.

#### Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes (transports urbains et routiers de voyageurs)

L'enquête par sondage sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes est effectuée chaque année par le Service économie, statistiques et prospective. Elle porte sur l'utilisation des autocars de province et des autocars et autobus d'Île-de-France d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP.

## TRANSPORTS MARITIMES

### Trafic

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chapitre M.01) et la navigation de plaisance.
Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

### Trafic passagers

Les séries publiées concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, en trafic international (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et cabotage national (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

## TRANSPORTS AÉRIENS

### Activité des principales compagnies de transport aérien

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France et Air France Europe (ex Air inter) sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).
Le trafic ne concerne que les passagers payants.

### Trafic des aérodromes

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.
Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.
Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.
Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.
Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

# 3

# ❍ Définitions

## TRANSPORTS FERROVIAIRES

### Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées.

### Tonne-kilomètre

L'unité de mesure du transport correspond au déplacement d'un poids taxé d'une tonne de marchandises sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée sur le territoire français.

### Transport de marchandises

Il comprend :
– Le transport par wagons complets à charge.
– Les transports routiers : affrètements routiers assurés par la Sceta (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires) jusqu'en septembre 1999.
– Les « expéditions » : transport assuré par le Sernam (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express..., et les journaux neufs jusqu'en janvier 2000.

### Transport de voyageurs

Il comprend :
– Le transport en Ile-de-France relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports d' Ile-de-France (depuis le décret du 11 avril 1975).
– Le transport sur réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains Grandes Lignes, des services ferroviaires et routiers régionaux.

### Transport international

Est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux d'origine ou de destination des marchandises.

### Voyageur-kilomètre

L'unité de mesure correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée sur le territoire français.

## TRANSPORTS DE NAVIGATION INTÉRIEURE

### Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois, constitue le réseau des voies navigables françaises. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

## TRANSPORTS MARITIMES

### Tonnage

Le tonnage (ou jauge) brut total d'un navire de commerce de la navigation maritime représente le volume de la coque. Le tonnage brut s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.
Enfin, le tonnage net est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité est le tonneau international égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 $m^3$.

## TRANSPORTS AÉRIENS

### Coefficient d'utilisation (trafic global)

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

### Coefficient d'utilisation (trafic passagers)

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

# 4

# ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, Direction des affaires économiques et internationales (Service économie, statistiques et prospective).*

### Organismes :

La liste des organismes figure dans le chapitre Q.01 : Transports données générales.

### Sites Internet :

- www.transports.equipement.gouv.fr
- www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).
- www.sncf.com

### Publications :

La liste des publications sur les transports figure dans le chapitre Q.01 : transports données générales.

## TABLEAU Q.02-1

### Transport ferroviaire commercial de voyageurs

*Source* : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

*Unités* : Million de voyageurs
Milliard de voyageurs-km

| | 1980 | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Voyageurs transportés** | **686** | **842** | **741** | **833** | **861** | **861** | **874** | **900** | **892** |
| Services régionaux Île-de-France (1) (2) | 432 | 549 | 487 | 538 | 560 | 547 | 559 | 575 | 572 |
| Réseau principal (1) | 253 | 293 | 254 | 295 | 301 | 314 | 315 | 325 | 320 |
| *dont* : Transport intérieur | 237 | 276 | 238 | 269 | 275 | 284 | 285 | 296 | 293 |
| Transport international | 16 | 16 | 16 | 26 | 27 | 30 | 30 | 29 | 27 |
| *dont* : TGV (3) | – | 30 | 47 | 69 | 74 | 80 | 84 | 88 | 87 |
| Autres trains de grandes lignes | 126 | 263 | 207 | 226 | 227 | 234 | 232 | 238 | 233 |
| TER fer et route (4) (5) | 127 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| **Voyageurs-kilomètres** | **54,66** | **63,74** | **55,56** | **64,46** | **66,59** | **69,87** | **71,50** | **73,53** | **72,26** |
| Services régionaux Île-de-France (1) (2) | 7,61 | 9,97 | 8,48 | 9,31 | 9,62 | 9,68 | 9,85 | 10,11 | 10,05 |
| Réseau principal (1) | 47,04 | 53,77 | 47,08 | 55,15 | 56,97 | 60,19 | 61,65 | 63,43 | 62,21 |
| *dont* : Transport intérieur | 40,57 | 47,34 | 41,46 | 46,70 | 48,12 | 50,59 | 51,95 | 53,98 | 53,75 |
| Transport international | 6,47 | 6,43 | 5,62 | 8,45 | 8,85 | 9,60 | 9,70 | 9,45 | 8,47 |
| *dont* : TGV (3) | – | 14,92 | 21,43 | 29,98 | 32,19 | 34,75 | 37,40 | 39,86 | 39,60 |
| Autres trains de grandes lignes (6) | 42,02 | 32,75 | 18,89 | 17,54 | 16,77 | 16,91 | 15,43 | 14,40 | 13,47 |
| TER fer et route (4) (7) | 5,02 | 6,10 | 6,76 | 7,63 | 8,01 | 8,53 | 8,81 | 9,17 | 9,14 |

(1) Jusqu'en 1990, les limites de la région des transports parisiens prises en compte sont celles définies par le décret du 11-4-1975. À partir de 1991, le périmètre retenu est celui de l'ensemble de l'Île-de-France.
(2) À partir du 1er janvier 1993, détermination de voyages et voyageurs-km de la « gamme orange » à partir d'une nouvelle grille forfaitaire. À partir du 1er janvier 2000, détermination des voyages et voyageurs-kilomètres par application des coefficients issus de l'enquête « carte orange » effectuée en 1998.
(3) Y compris Thalys, Eurostar et affrétés. Les voyageurs-kilomètres parcourus dans le tunnel sous la manche, non pris en compte antérieurement, sont inclus pour moitié depuis 2000.
(4) Services routiers à tarification SNCF.
(5) À partir de 1990, les voyageurs des Transports Express Régionaux fer et route sont comptabilisés avec "autres trains de grandes lignes".
(6) Non compris Express d'intérêt régionaux à partir de 1993.
(7) Les Express d'Intérêt Régionaux, comptés auparavant dans les autres trains de grandes lignes, sont inclus à partir de 1993 dans les TER.

## TABLEAU Q.02-2

### Transport ferroviaire commercial de marchandises

*Source* : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

*Unités* : Tonnes transportées : Million
Tonnes-kilomètres taxées : Milliard

| | TONNES TRANSPORTÉES | | | | (1) TONNES-KILOMÈTRES TAXÉES | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
| Trains entiers/transports conventionnels | 82,9 | 72,5 | 74,7 | 103,5 | 25,41 | 22,82 | 22,90 | 35,47 |
| Transports combinés | 22,0 | 19,8 | 18,9 | 17,2 | 13,77 | 12,47 | 12,36 | 11,37 |
| Autres transports par wagon (2) | 36,8 | 34,0 | 34,0 | ... | 16,18 | 15,11 | 14,78 | ... |
| **Total wagons complets** | **141,7** | **126,3** | **127,6** | **120,7** | **55,36** | **50,40** | **50,04** | **46,84** |
| *dont* : En wagons de particuliers | 97,1 | 88,7 | 91,2 | 88,2 | 38,33 | 35,73 | 35,74 | 34,17 |
| Affrètement routier (3) | – | ... | ... | ... | – | ... | ... | ... |
| Transport par expédition (4) | 0,2 | ... | ... | ... | 0,10 | ... | ... | ... |
| **Total du transport (5)** | **141,9** | **126,3** | **127,6** | **120,7** | **55,46** | **50,40** | **50,04** | **46,84** |
| *dont* : Transport international | | | | | | | | |
| Exportations | 25,2 | 22,6 | 21,8 | 20,8 | 10,22 | 9,51 | 9,03 | 8,50 |
| Importations | 24,6 | 21,8 | 22,3 | 20,7 | 8,27 | 7,49 | 7,94 | 7,25 |
| Transit | 14,3 | 12,6 | 11,9 | 10,7 | 9,34 | 8,21 | 7,86 | 7,14 |
| **Total international** | **64,1** | **57,0** | **56,0** | **52,1** | **27,83** | **25,21** | **24,83** | **22,89** |

(1) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.
(2) Les autres transports par wagon sont inclus dans les transports conventionnels à partir de 2003.
(3) Les affrètements routiers se sont arrêtés le 1er octobre 1999.
(4) L'activité du Sernam ayant été filialisée au 1er février 2000, seul le mois de janvier est pris en compte en 2000.
(5) Non compris le transport de marchandises en Corse (1,82 milliers de tonnes en 2000, 1,11 en 2001, 0,64 en 2002 et 0,80 en 2003 ; 251,8 milliers de tonnes-kilomètres en 2000, 196,0 en 2001, 195,9 en 2002 et 109,1 en 2003, chiffres communiqués par les Chemins de fer de la Corse).

## TABLEAU Q.02-3

### Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises (1)

*Source* : SNCF Direction de la comptabilité et du contrôle de gestion
Contrôle de gestion central. Observatoire de gestion

*Unités* : Tonnages taxés : Million de tonnes
Tonnes-kilomètres : Milliard

| Nature de marchandises | TONNAGES TAXÉS | | | (2) TONNES-KILOMÈTRES | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2000 | 2002 | 2003 | 2000 | 2002 | 2003 |
| Produits agricoles et animaux vivants | 16,17 | 12,91 | 12,56 | 6,33 | 4,99 | 4,86 |
| Denrées alimentaires et fourrages | 11,44 | 10,33 | 10,18 | 4,89 | 4,43 | 4,52 |
| Combustibles minéraux solides | 5,29 | 3,84 | 3,13 | 1,39 | 1,19 | 0,94 |
| Produits pétroliers | 8,73 | 7,97 | 7,07 | 3,46 | 3,11 | 2,77 |
| Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie | 9,97 | 9,44 | 8,76 | 2,79 | 2,68 | 2,34 |
| Produits métallurgiques | 24,85 | 22,64 | 20,79 | 8,02 | 7,54 | 6,81 |
| Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique | 22,64 | 22,65 | 22,58 | 5,62 | 5,23 | 5,09 |
| Engrais | 3,91 | 2,86 | 3,08 | 1,41 | 0,97 | 1,00 |
| Produits chimiques | 9,16 | 8,56 | 8,10 | 3,55 | 3,40 | 3,18 |
| Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales | 29,57 | 26,44 | 24,43 | 17,91 | 16,51 | 15,34 |
| **Total (3)** | **141,73** | **127,64** | **120,68** | **55,37** | **50,05** | **46,85** |

(1) Non compris les bagages et la poste.
(2) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.
(3) Non compris détail et colis ; non compris le tonnage et le tonnage kilométrique forfaitaire des wagons de particuliers vides ; y compris le trafic routier (affrètements Sceta).

## TABLEAU Q.02-4

### Transport routier de marchandises par distance en charge

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

*Unités* : Tonnes : Million
Tonnes-kilomètres : Milliard
Véhicules-kilomètres : Million

| | 1995 | ■ (1) 1996 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TONNES | | | | | | | |
| Compte propre et compte d'autrui : | | | | | | | |
| Moins de 50 km | 775 | 1 022 | 1 063 | 1 095 | 1 139 | 1 181 | 1 126 |
| De 50 à 149,9 km | 296 | 339 | 398 | 392 | 407 | 416 | 412 |
| 150 km et plus | 317 | 365 | 428 | 432 | 440 | 436 | 442 |
| **Total** | **1 388** | **1 726** | **1 889** | **1 919** | **1 986** | **2 033** | **1 980** |
| TONNES-KILOMÈTRES | | | | | | | |
| Compte propre et compte d'autrui : | | | | | | | |
| Moins de 50 km | 12,4 | 16,3 | 18,2 | 18,7 | 19,8 | 19,8 | 19,7 |
| De 50 à 149,9 km | 20,4 | 25,7 | 30,0 | 29,9 | 31,2 | 31,8 | 31,4 |
| 150 km et plus | 99,2 | 116,1 | 133,4 | 135,0 | 137,6 | 136,5 | 137,8 |
| **Total** | **132,0** | **158,1** | **181,6** | **183,6** | **188,6** | **188,1** | **188,9** |
| VÉHICULES-KILOMÈTRES | | | | | | | |
| **Total** | **16 379** | **19 139** | **21 166** | **21 037** | **21 202** | **21 286** | **20 850** |

(1) En 1996, l'enquête a subi une modification importante qui a porté sur deux points : l'utilisation d'une méthodologie différente pour les redressements des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes, où désormais, l'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque et semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion ou tracteur routier). Ces modifications ont entraîné des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.

## TABLEAU Q.02-5

### Transport routier de marchandises par nature de marchandise

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

*Unités* : Millier de tonnes
Million de tonnes-kilomètres

| | TONNES | | | TONNES-KILOMÈTRES | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2000 | 2002 | 2003 | 2000 | 2002 | 2003 |
| **Compte propre et compte d'autrui :** | | | | | | |
| Produits agricoles et animaux vivants | 201 945 | 210 802 | 203 618 | 22 108,6 | 24 475,4 | 24 839,8 |
| Denrées alimentaires et fourrages | 216 393 | 221 728 | 211 740 | 31 151,4 | 30 818,9 | 30 888,3 |
| Combustibles minéraux solides | 6 661 | 6 790 | 4 971 | 593,4 | 439,0 | 496,3 |
| Produits pétroliers | 74 370 | 80 307 | 76 361 | 6 551,0 | 7 300,2 | 7 217,5 |
| Minerais et déchets pour la métallurgie | 32 456 | 38 446 | 39 313 | 2 206,6 | 2 181,3 | 2 645,4 |
| Produits métallurgiques | 29 428 | 27 047 | 24 416 | 5 692,7 | 4 976,4 | 4 574,7 |
| Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique | 848 145 | 905 375 | 899 274 | 30 045,2 | 31 688,8 | 32 126,5 |
| Engrais | 49 146 | 45 262 | 47 830 | 3 591,1 | 3 622,7 | 3 630,4 |
| Produits chimiques | 47 828 | 44 021 | 48 429 | 9 607,8 | 9 131,0 | 9 439,0 |
| Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales | 412 369 | 453 019 | 423 895 | 72 131,1 | 73 455,4 | 73 015,1 |
| **Total** | **1 918 741** | **2 032 797** | **1 979 847** | **183 678,9** | **188 089,1** | **188 873,0** |
| ***Dont* : Compte d'autrui :** | | | | | | |
| Produits agricoles et animaux vivants | 124 801 | 123 770 | 118 290 | 17 247,9 | 18 756,7 | 19 114,1 |
| Denrées alimentaires et fourrages | 134 501 | 141 475 | 134 614 | 25 435,1 | 24 965,5 | 24 869,9 |
| Combustibles minéraux solides | 5 529 | 5 711 | 4 428 | 535,5 | 391,8 | 463,8 |
| Produits pétroliers | 47 958 | 52 455 | 50 355 | 4 919,8 | 5 498,3 | 5 480,6 |
| Minerais et déchets pour la métallurgie | 14 049 | 15 818 | 16 071 | 1 524,1 | 1 418,0 | 1 776,0 |
| Produits métallurgiques | 23 823 | 20 171 | 18 283 | 5 161,4 | 4 459,8 | 4 116,0 |
| Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique | 427 925 | 418 596 | 441 659 | 21 674,8 | 21 698,9 | 22 520,8 |
| Engrais | 25 256 | 20 537 | 17 872 | 2 658,1 | 2 545,6 | 2 395,5 |
| Produits chimiques | 37 137 | 35 267 | 37 089 | 8 811,8 | 8 403,2 | 8 485,6 |
| Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales | 328 381 | 354 257 | 335 642 | 66 556,4 | 67 482,9 | 67 109,1 |
| Total | 1 169 360 | 1 188 057 | 1 174 303 | 154 524,9 | 155 620,7 | 156 331,4 |

## TABLEAU Q.02-6

### Transport routier de voyageurs, hors RATP et autobus de province

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Service économie, statistiques et prospective

*Unités* : Million de voyageurs-kilomètres (1)
Million de véhicules-kilomètres

| | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Transport en commun de personnes** | | | | | | | |
| Transport régulier ordinaire (2) : | | | | | | | |
| Voyageurs-kilomètres | 11 243 | 14 572 | 13 879 | 15 548 | 14 833 | 14 987 | 15 946 |
| Véhicules-kilomètres | 443,4 | 534,5 | 519,4 | 553,0 | 530,3 | 525,2 | 533,2 |
| Transport scolaire (2) : | | | | | | | |
| Voyageurs-kilomètres | 11 457 | 7 896 | 8 128 | 8 481 | 8 428 | 8 072 | 7 497 |
| Véhicules-kilomètres | 329,4 | 225,7 | 238,0 | 249,1 | 246,9 | 232,2 | 227,4 |
| Transport de personnel : | | | | | | | |
| Voyageurs-kilomètres | 3 003 | 2 890 | 2 316 | 2 371 | 2 468 | 2 085 | 1 850 |
| Véhicules-kilomètres | 118,6 | 99,9 | 88,4 | 88,1 | 93,6 | 81,4 | 70,5 |
| Transport occasionnel : | | | | | | | |
| Voyageurs-kilomètres | 18 815 | 18 643 | 18 693 | 18 358 | 17 230 | 18 374 | 18 648 |
| Véhicules-kilomètres | 497,6 | 497,0 | 494,7 | 485,5 | 463,1 | 478,9 | 491,5 |
| **Total en charge :** | | | | | | | |
| **Voyageurs-kilomètres** | **44 518** | **44 001** | **43 016** | **44 758** | **42 959** | **43 518** | **43 941** |
| **Véhicules-kilomètres** | **1 389,0** | **1 357,1** | **1 340,5** | **1 375,7** | **1 333,9** | **1 317,7** | **1 322,6** |
| À vide : | | | | | | | |
| Véhicules-kilomètres | 321,5 | 319,3 | 307,9 | 341,5 | 338,9 | 337,3 | 337,7 |
| **Total véhicules-kilomètres** | **1 710,5** | **1 676,4** | **1 648,4** | **1 717,2** | **1 672,8** | **1 655,0** | **1 660,3** |
| **Voitures particulières :** | | | | | | | |
| Voyageurs-kilomètres | 640 100 | 678 600 | 699 600 | 699 600 | 727 600 | 733 500 | 738 600 |
| Véhicules-kilomètres | 350 100 | 371 300 | 382 800 | 382 900 | 398 200 | 401 400 | 404 200 |

(1) Ces estimations correspondent au produit du nombre de voyageurs transportés par la longueur totale du trajet effectué par le véhicule qu'ils ont emprunté. On estime que, dans le transport occasionnel, un voyageur effectue la totalité du trajet tandis que, dans le transport régulier, un trajet moyen correspond à 75 % du trajet complet.
(2) Le partage entre transport régulier ordinaire et transport scolaire a subi une rupture de série entre 1996 et 1997.

## TABLEAU Q.02-7

### Transport effectué sur le réseau français - Bateaux fluviaux français et étrangers (1)

*Source* : Voies navigables de France

*Unités* : Million de tonnes
Milliard de tonnes-kilomètres

| | TONNAGE | | | TONNES-KILOMÈTRES | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2000 | 2002 | 2003 | 2000 | 2002 | 2003 |
| **Transport national :** | | | | | | |
| Transport pour compte d'autrui | 21,83 | 21,34 | 22,01 | 3,60 | 3,40 | 3,49 |
| Transport pour compte propre | 4,87 | 5,19 | 5,22 | 0,54 | 0,50 | 0,53 |
| **Total national** | **26,70** | **26,53** | **27,23** | **4,14** | **3,90** | **4,02** |
| *dont* : Part du pavillon français (%) | 92,13 | 91,52 | 90,36 | 95,12 | 94,10 | 93,78 |
| **Transport international :** | | | | | | |
| Importations | 12,69 | 13,22 | 12,05 | 1,36 | 1,40 | 1,34 |
| Exportations | 19,28 | 17,04 | 15,38 | 1,76 | 1,64 | 1,53 |
| **Total international** | **31,97** | **30,26** | **27,43** | **3,12** | **3,04** | **2,87** |
| *dont* : Part du pavillon français (%) | 9,39 | 9,09 | 10,79 | 22,44 | 20,06 | 22,29 |
| **Total général** | **58,67** | **56,79** | **54,66** | **7,26** | **6,94** | **6,89** |

(1) Bateaux de mer exclus.

## TABLEAU Q.02-8

### Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise

*Source* : Voies navigables de France

*Unités* : Millier de tonnes
Million de tonnes-kilomètres

| Chapitre de marchandises | Tonnage transporté | | | Tonnes-kilomètres | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2000 | 2002 | 2003 | 2000 | 2002 | 2003 |
| Produits agricoles | 9 023 | 7 790 | 7 877 | 1 540 | 1 343 | 1 377 |
| Denrées alimentaires et fourrages | 3 120 | 2 523 | 2 695 | 487 | 371 | 414 |
| Combustibles minéraux solides | 5 497 | 5 722 | 4 924 | 773 | 703 | 616 |
| Produits pétroliers | 6 130 | 5 673 | 6 121 | 708 | 629 | 644 |
| Minerais et déchets pour la métallurgie | 2 432 | 2 758 | 2 427 | 203 | 213 | 210 |
| Produits métallurgiques | 2 617 | 2 084 | 1 868 | 408 | 341 | 323 |
| Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique | 24 999 | 25 039 | 23 210 | 2 376 | 2 484 | 2 309 |
| Engrais | 975 | 891 | 990 | 159 | 142 | 177 |
| Produits chimiques | 2 246 | 2 220 | 2 204 | 390 | 385 | 408 |
| Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales | 1 632 | 2 088 | 2 345 | 217 | 328 | 412 |
| **Total** | **58 671** | **56 788** | **54 661** | **7 261** | **6 939** | **6 890** |

## TABLEAU Q.02-9

### Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

| | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| NAVIRES DE COMMERCE ENTRÉS | | | | | | |
| Nombre | 71 964 | 77 117 | 78 414 | 78 378 | 80 379 | 81 422 |
| Jauge nette (millier de tonneaux) | 1 921 826 | 2 080 509 | 2 120 282 | 2 252 518 | 2 406 149 | 2 538 921 |
| MARCHANDISES [non compris pêche et avitaillement] (millier de tonnes) | | | | | | |
| Produits pétroliers débarqués | 124 355 | 131 657 | 137 710 | 137 421 | 135 078 | 137 004 |
| Autres marchandises débarquées | 91 078 | 101 345 | 107 690 | 102 487 | 107 224 | 110 702 |
| **Total marchandises débarquées** | **215 433** | **233 002** | **245 400** | **239 908** | **242 302** | **247 706** |
| Produits pétroliers embarqués | 14 690 | 17 985 | 21 032 | 21 072 | 19 056 | 21 111 |
| Autres marchandises embarquées | 66 560 | 81 966 | 79 965 | 80 567 | 83 852 | 88 952 |
| **Total marchandises embarquées** | **81 250** | **99 951** | **100 997** | **101 639** | **102 908** | **110 063** |
| PASSAGERS EMBARQUÉS ET DÉBARQUÉS [services côtiers non compris] (millier) | | | | | | |
| Calais | 17 056 | 17 100 | 15 066 | 14 370 | 14 991 | 13 729 |
| Boulogne | 742 | 660 | 440 | 6 | – | – |
| Autres ports | 12 341 | 11 885 | 12 205 | 13 411 | 14 456 | 14 892 |
| **Total** | **30 139** | **29 645** | **27 711** | **27 787** | **29 447** | **28 621** |

## TABLEAU Q.02-10

### Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie (1)

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

*Unité* : Millier de tonnes

| Catégorie de marchandises | (2) Marchandises débarquées | | | | (2) Marchandises embarquées | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1995 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | 1995 | 2000 | 2001 | *r* 2002 |
| Produits agricoles et animaux vivants | 4 556 | 4 168 | 4 075 | 4 006 | 15 871 | 18 919 | 16 228 | 15 366 |
| Denrées alimentaires et fourrages | 8 380 | 8 344 | 8 723 | 9 020 | 6 867 | 8 313 | 7 746 | 8 289 |
| Combustibles minéraux solides | 11 221 | 18 840 | 14 921 | 16 125 | 235 | 919 | 1 253 | 1 377 |
| Produits pétroliers | 124 355 | 137 711 | 137 422 | 135 078 | 14 690 | 21 033 | 21 072 | 19 056 |
| Minerais et déchets pour la métallurgie | 21 564 | 24 836 | 21 821 | 22 695 | 539 | 1 060 | 922 | 937 |
| Produits métallurgiques | 1 708 | 1 830 | 1 913 | 1 654 | 4 068 | 4 320 | 4 665 | 5 000 |
| Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction | 6 758 | 8 520 | 9 303 | 10 230 | 4 948 | 4 751 | 5 186 | 5 042 |
| Engrais | 6 610 | 5 785 | 5 106 | 4 862 | 401 | 446 | 318 | 296 |
| Produits chimiques | 6 029 | 6 661 | 6 485 | 6 503 | 6 174 | 7 311 | 6 997 | 7 041 |
| Autres (3) | 24 253 | 28 707 | 30 139 | 32 129 | 27 458 | 33 928 | 37 251 | 40 503 |
| **Total des marchandises** | **215 434** | **245 402** | **239 908** | **242 302** | **81 251** | **101 000** | **101 638** | **102 907** |

(1) Trafic international et cabotage national. Les données 2003 ne sont pas disponibles.
(2) Non compris les marchandises des aéroglisseurs et hydrofoils.
(3) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

## TABLEAU Q.02-11

### Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes métropolitains suivant les 5 principaux pavillons en 2002 (1) (données rectifiées)

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

*Unités* : Marchandises : Millier de tonnes
Passagers : Nombre
Navires : Nombre

| Pavillons | Navires entrés | Passagers débarqués | Passagers embarqués | Marchandises débarquées | Marchandises embarquées |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 1 403 | 5 192 | 5 185 | 3 835,3 | 2 327,0 |
| Bahamas (îles) | 7 371 | 1 588 033 | 1 625 379 | 14 356,7 | 4 741,1 |
| **France** | **18 332** | **4 195 634** | **4 233 524** | **23 096,2** | **16 325,7** |
| Panama | 2 118 | 106 620 | 106 855 | 22 746,2 | 6 812,7 |
| Royaume-Uni | 15 157 | 4 766 827 | 4 808 713 | 21 873,6 | 17 318,1 |
| Autres pavillons | 35 998 | 4 035 420 | 3 970 126 | 156 393,7 | 55 382,8 |
| **Total** | **80 379** | **14 697 726** | **14 749 782** | **242 301,7** | **102 907,4** |

(1) Avitaillement non compris. Données 2003 non disponibles.

## TABLEAU Q.02-12

### Trafic portuaire maritime - Départements d'outre-mer

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

*Unités* : Marchandises : Millier de tonnes
Voyageurs : Millier
Navires : Nombre

| | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Navires entrés** | **6 897** | **10 198** | **12 601** | **7 933** | **6 855** | **6 447** | **5 887** |
| *dont* : Guadeloupe | 2 958 | 5 801 | 7 205 | 2 689 | 2 281 | 2 247 | 2 339 |
| Martinique | 2 337 | 2 164 | 2 430 | 2 339 | 2 077 | 2 216 | 2 302 |
| Guyane | 255 | 240 | 396 | 403 | 362 | 395 | ... |
| Réunion | 585 | 885 | 843 | 754 | 756 | 762 | 748 |
| **Voyageurs débarqués** | **922** | **1 230** | **1 176** | **1 124** | **1 012** | **921** | **998** |
| *dont* : Guadeloupe | 343 | 642 | 652 | 649 | 638 | 520 | 525 |
| Martinique | 544 | 532 | 466 | 429 | 341 | 342 | 425 |
| **Voyageurs embarqués** | **901** | **1 240** | **1 184** | **1 139** | **1 015** | **887** | **1 003** |
| *dont* : Guadeloupe | 316 | 638 | 644 | 650 | 637 | 505 | 517 |
| Martinique | 547 | 532 | 465 | 427 | 345 | 340 | 421 |
| **Marchandises débarquées** | **7 153** | **7 603** | **8 138** | **8 310** | **8 391** | **8 222** | **8 247** |
| *dont* : Guadeloupe | 2 285 | 2 518 | 2 747 | 2 618 | 2 575 | 2 459 | 2 489 |
| Martinique | 1 852 | 1 869 | 1 934 | 1 992 | 1 933 | 1 943 | 1 931 |
| Guyane | 447 | 434 | 501 | 622 | 600 | 591 | 454 |
| Réunion | 2 291 | 2 418 | 2 656 | 2 784 | 2 891 | 2 778 | 2 940 |
| **Marchandises embarquées** | **1 766** | **1 702** | **1 765** | **1 950** | **1 839** | **1 852** | **1 871** |
| *dont* : Guadeloupe | 349 | 325 | 428 | 469 | 441 | 416 | 382 |
| Martinique | 892 | 793 | 819 | 853 | 803 | 848 | 831 |
| Guyane | 73 | 72 | 65 | 45 | 38 | 35 | 28 |
| Réunion | 425 | 457 | 403 | 482 | 473 | 417 | 494 |

## TABLEAU Q.02-13

### Place des ports français dans le monde en 2003 (1)

*Source* : Journal de la marine marchande

*Unité* : Million de tonnes

| Principaux ports | Entrées | Sorties | Total du trafic marchandises |
|---|---|---|---|
| Singapour (Malaisie) | ... | ... | 347,7 |
| Rotterdam (Pays-Bas) | 255,4 | 72,4 | 327,8 |
| Shanghai (Chine) | ... | ... | 316,0 |
| Hong Kong (Chine) | 129,8 | 77,9 | 207,7 |
| Ningbo (Chine) | ... | ... | 185,0 |
| Guangzhou (Chine) | ... | ... | 171,0 |
| Nagoya (Japon) | 101,5 | 66,9 | 168,4 |
| Busan (Corée du Sud) | ... | ... | 161,3 |
| Tianjin (Chine) | ... | ... | 161,0 |
| Anvers (Belgique) | 77,6 | 65,3 | 142,9 |
| Qingdao (Chine) | ... | ... | 141,0 |
| Kaohsiung (Taïwan) | 100,9 | 37,9 | 138,8 |
| Dalian (Chine) | ... | ... | 126,0 |
| Yokohama (Japon) | 71,8 | 54,2 | 126,0 |
| Qinhuangdao (Chine) | ... | ... | 125,0 |
| Gwangyang (Corée du Sud) | 87,7 | 36,7 | 124,4 |
| Houston (États-Unis) | 86,9 | 31,4 | 118,3 |
| Ulsan (Corée du Sud) | 73,1 | 44,3 | 117,4 |
| Shenzhen (Chine) | ... | ... | 112,0 |
| Hambourg (Allemagne) | 63,8 | 42,6 | 106,4 |
| **Marseille (France)** | **76,3** | **19,3** | **95,5** |
| New Orléans (États-Unis) | 49,8 | 45,7 | 95,4 |
| Keelung (Taïwan) | 79,5 | 13,6 | 93,1 |
| Dampier (Australie) | 0,3 | 91,9 | 92,2 |
| Osaka (Japon) | 56,4 | 33,3 | 89,7 |
| Klang (Malaisie) | ... | ... | 88,9 |
| Richard's Bay (Afrique du Sud) | 5,5 | 82,3 | 87,8 |
| Incheon (Corée du Sud) | 71,4 | 13,4 | 84,8 |
| Taishung (Taïwan) | 75,3 | 9,3 | 84,6 |
| Hedland (Australie) | 0,6 | 79,1 | 79,7 |
| New York (États-Unis) | 66,9 | 10,0 | 76,9 |
| Newcastle (Australie) | 4,0 | 72,8 | 76,8 |
| Bergen Mongstad Sture (Norvège) | ... | ... | 76,3 |
| Formosa (Brésil) | ... | ... | 72,6 |
| **Le Havre (France)** | **53,0** | **18,9** | **71,9** |

(1) L'enquête annuelle du Journal de la Marine Marchande a subi quelques modifications, ainsi la distinction des produits pétroliers n'est plus disponible. Autre conséquence, le nombre de ports répondants a augmenté, d'où l'apparition en 2003 de nouveaux ports, plus particulièrement en Asie du Sud-Est. Il y a donc une rupture de série par rapport aux années précédentes.

## TABLEAU Q.02-14

### Trafic aérien commercial

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

*Unités* : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| TRAFIC COMMERCIAL D'AIR FRANCE (après intégration d'Air France Europe) (1) : | | | | | | |
| Passagers payants | 33 761 | 37 401 | 39 324 | 39 603 | 37 740 | 38 247 |
| Passagers-km transportés (PKT) (2) | 76 308 | 85 457 | 93 345 | 95 162 | 97 134 | 98 773 |
| Sièges-km offerts (SKO) (3) | 101 107 | 112 401 | 119 504 | 123 297 | 126 568 | 129 547 |
| Coefficient de chargement global (%) | 76 | 76 | 78 | 77 | 77 | 76 |
| Tonnes-km offertes (TKO) | 16 622 | 17 769 | 18 518 | 18 678 | 20 987 | 20 146 |
| *dont* : (TKO) fret et poste | 7 522 | 7 653 | 7 763 | 7 582 | 8 339 | 8 487 |
| Tonnes-km transportées (TKT) (4) | 11 558 | 12 745 | 13 554 | 13 486 | 12 850 | 14 322 |
| *dont* : (TKT) fret et poste | 4 677 | 5 036 | 5 145 | 4 921 | 5 101 | 5 432 |
| Coefficient de chargement global (%) | 70 | 72 | 73 | 72 | 61 | 71 |
| Coefficient de chargement fret et poste (%) | 62 | 66 | 66 | 65 | 65 | 64 |
| TRAFIC COMMERCIAL DES AUTRES TRANSPORTEURS AÉRIENS (5) : | | | | | | |
| Passagers payants | 18 429 | 19 983 | 20 669 | 17 757 | 18 191 | 15 860 |
| Passagers-km transportés (PKT) (2) | 32 371 | 34 298 | 36 757 | 31 939 | 32 656 | 31 284 |
| Tonnes-km de fret et poste (TKT) (4) | 316 | 319 | 305 | 247 | 178 | 217 |

(1) 1er avril de l'année citée au 31 mars de l'année suivante.
(2) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(3) SKO : Sièges-kilomètres offerts. L'unité de compte est l'offre d'un siège sur un kilomètre.
(4) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.
(5) Pour les compagnies basées sur les aéroports de Paris autres que Charles de Gaulle (CDG) et Orly, les résultats sont partiels car aucune statistique n'est disponible en raison du caractère non commercial de ces plates-formes. Du fait de la politique d'affrètement inter-compagnies et du système de collecte statistique, le trafic de certaines compagnies peut être mal affecté par attribution au « tracteur » et non pas à « l'affrèteur ».

## TABLEAU Q.02-15

### Trafic aérien domestique et international

Trafic deux sens

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

*Unités* : Millier de passagers
Tonne de fret

| | 1995 | | 2000 | | 2002 | | 2003 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Passagers | Fret | Passagers | (2) Fret | Passagers | (2) Fret | Passagers | (2) Fret |
| RELATIONS DOMESTIQUES (1) : | | | | | | | | |
| **Métropole/Radiales** | | | | | | | | |
| Nice-Paris | 2 808 | 10 342 | 3 396 | 2 685 | 3 165 | 1 854 | 3 010 | 1 396 |
| Toulouse-Paris | 2 471 | 19 084 | 2 977 | 14 010 | 2 947 | 9 634 | 2 854 | 5 800 |
| Marseille-Paris | 2 455 | 22 320 | 2 977 | 6 031 | 2 146 | 5 523 | 2 025 | 4 714 |
| Bordeaux-Paris | 1 412 | 5 566 | 1 614 | 1 236 | 1 414 | 1 031 | 1 392 | 1 022 |
| Strasbourg-Paris | 1 072 | 4 256 | 1 183 | 595 | 1 083 | 604 | 1 031 | 612 |
| Autres radiales | 7 874 | 20 085 | 9 018 | 14 947 | 7 674 | 17 469 | 7 201 | 13 631 |
| **Total radiales** | **18 092** | **81 653** | **21 165** | **39 504** | **18 429** | **36 115** | **17 513** | **27 175** |
| *dont* : Exploitants français | 17 991 | 80 431 | 21 161 | 33 080 | 18 234 | 24 793 | 16 695 | 17 687 |
| **Métropole/Transversales** | | | | | | | | |
| Bastia-Marseille | 247 | 931 | 257 | 1 493 | 243 | 1 869 | 237 | 2 080 |
| Ajaccio-Marseille | 228 | 2 061 | 255 | 3 405 | 252 | 3 355 | 251 | 3 528 |
| Bordeaux-Lyon | 195 | 352 | 248 | 541 | 243 | 11 | 243 | 10 |
| Lyon-Toulouse | /// | /// | 247 | 1 720 | 227 | 1 371 | 222 | 2 405 |
| Lyon-Nice | 203 | 350 | 229 | 903 | 174 | 975 | 165 | 1 048 |
| Lyon-Nantes | 181 | 390 | 212 | 93 | 220 | 17 | 227 | 44 |
| Lyon-Lille | 191 | 296 | 154 | 210 | 117 | 6 | 118 | 5 |
| Autres transversales | 2 629 | 5 560 | 4 226 | 13 033 | 4 345 | 17 483 | 4 056 | 18 471 |
| **Total transversales** | **3 874** | **9 940** | **5 828** | **21 398** | **5 821** | **25 087** | **5 519** | **27 591** |
| *dont* : Exploitants français | 3 856 | 9 751 | 5 699 | 15 016 | 5 642 | 16 646 | 5 464 | 16 349 |
| **Outre-Mer/Paris** | | | | | | | | |
| Pointe-à-Pitre-Paris | 921 | 11 703 | 1 163 | 10 325 | 1 107 | 9 898 | 1 021 | 12 082 |
| Fort-de-France-Paris | 847 | 9 181 | 1 063 | 10 466 | 987 | 8 351 | 890 | 10 200 |
| Saint-Denis-Paris | 503 | 13 993 | 812 | 16 237 | 841 | 10 727 | 840 | 13 361 |
| Autres relations | 339 | 4 765 | 496 | 7 232 | 352 | 4 883 | 358 | 5 065 |
| **Total Outre-Mer-Paris** | **2 610** | **39 642** | **3 534** | **44 260** | **3 287** | **33 859** | **3 109** | **40 708** |
| *dont* : Exploitants français | 2 608 | 39 642 | 3 532 | 44 227 | 3 283 | 33 856 | 3 096 | 40 611 |
| **Total Outre-Mer-Province** | **256** | **1 585** | **219** | **1 561** | **77** | **815** | **84** | **581** |
| *dont* : Exploitants français | 256 | 1 585 | 217 | 1 336 | 77 | 536 | 82 | 566 |
| **Total Outre-Mer-Intérieur** | **1 411** | **6 905** | **2 062** | **8 795** | **1 908** | **7 761** | **2 045** | **7 028** |
| *dont* : Exploitants français | 1 410 | 6 905 | 2 062 | 8 792 | 1 906 | 7 639 | 2 043 | 7 022 |
| **TOTAL RELATIONS DOMESTIQUES** | **26 243** | **139 725** | **32 808** | **115 518** | **29 522** | **103 637** | **28 270** | **103 083** |
| *dont* : exploitants français | 26 121 | 138 314 | 32 671 | 102 451 | 29 142 | 83 470 | 27 380 | 82 235 |
| RELATIONS FRANCE-EUROPE (1) | 28 904 | 226 312 | 41 718 | 240 881 | 43 051 | 261 545 | 44 096 | 255 425 |
| RELATIONS FRANCE-AFRIQUE | 6 661 | 158 140 | 10 723 | 141 374 | 11 265 | 152 569 | 11 348 | 151 232 |
| RELATIONS FRANCE-AMÉRIQUE | 6 835 | 394 758 | 10 560 | 451 305 | 9 759 | 406 511 | 9 706 | 411 322 |
| RELATIONS FRANCE-ASIE | 3 692 | 264 516 | 5 516 | 406 229 | 5 999 | 402 078 | 5 709 | 410 741 |
| RELATIONS FRANCE-OCÉANIE | 256 | 5 941 | 366 | 8 062 | 363 | 6 670 | 327 | 5 792 |
| **FRANCE - TOTAL PAYS ÉTRANGERS** | **46 348** | **1 049 667** | **68 883** | **1 247 851** | **70 437** | **1 229 373** | **71 186** | **1 234 512** |

(1) Les flux incluent l'intégralité du trafic Bâle-Mulhouse avec la France.
(2) Résultat incomplet à Paris du fait de la non déclaration du trafic fret par certaines compagnies.

## TABLEAU Q.02-16

### Trafic d'aérodromes

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction Générale de l'Aviation Civile

| | 1995 | 1999 | (4) 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux** | | | | | | |
| MOUVEMENTS PAR NATIONALITÉ DE L'EXPLOITANT (nombre) | | | | | | |
| Française | 866 221 | 1 230 437 | 1 239 430 | 1 175 901 | 1 112 905 | 1 032 814 |
| *dont* : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1) | 430 101 | 559 991 | 709 629 | 823 761 | 796 339 | 780 182 |
| Étrangère | 415 151 | 546 825 | 602 081 | 610 873 | 605 306 | 617 709 |
| MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL (nombre) | | | | | | |
| Vol régulier | 1 156 274 | 1 598 441 | 1 661 853 | 1 617 957 | 1 556 282 | 1 496 472 |
| Vol non régulier | 125 098 | 178 821 | 179 658 | 168 817 | 161 929 | 154 051 |
| **Total des mouvements commerciaux (trafic local)** | **1 281 372** | **1 777 262** | **1 841 511** | **1 786 774** | **1 718 211** | **1 650 523** |
| **Trafic de passagers (arrivées + départs)** | | | | | | |
| TRAFIC LOCAL (millier de passagers) | | | | | | |
| Exploitants français | 64 405 | 81 592 | 84 745 | 79 895 | 78 356 | 74 049 |
| *dont* : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1) | 47 840 | 55 148 | 61 839 | 64 491 | 62 896 | 63 417 |
| Vols réguliers | 59 406 | 76 817 | 80 083 | 75 293 | 73 904 | 70 394 |
| Vols non réguliers | 4 999 | 4 775 | 4 662 | 4 602 | 4 452 | 3 655 |
| Exploitants étrangers | 27 113 | 35 759 | 39 980 | 40 723 | 42 224 | 44 622 |
| Vols réguliers | 23 285 | 30 460 | 34 214 | 34 496 | 36 410 | 38 962 |
| Vols non réguliers | 3 828 | 5 299 | 5 766 | 6 227 | 5 814 | 5 660 |
| **Total** | **91 518** | **117 351** | **124 726** | **120 618** | **120 579** | **118 671** |
| Arrivées | 45 646 | 58 562 | 62 399 | 60 351 | 60 333 | 59 301 |
| Départs | 45 872 | 58 789 | 62 327 | 60 267 | 60 246 | 59 370 |
| Trafic de transit direct (2) | 1 439 | 847 | 745 | 481 | 462 | 532 |
| **Total du trafic** | **92 956** | **118 198** | **125 471** | **121 099** | **121 041** | **119 203** |
| **Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste (3)** | | | | | | |
| FRET (tonne) | | | | | | |
| Par nationalité de l'exploitant : | | | | | | |
| Française | 802 622 | 708 951 | 755 554 | 741 999 | 733 756 | 745 765 |
| *dont* : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter) (1) | 698 340 | 574 012 | 619 468 | 590 710 | 608 648 | 629 458 |
| Étrangère | 459 458 | 614 859 | 662 302 | 682 520 | 661 041 | 648 124 |
| Par nature du vol : | | | | | | |
| Vol régulier | 1 227 512 | 1 101 055 | 1 317 450 | 1 302 712 | 1 318 693 | 1 328 673 |
| Vol non régulier | 34 568 | 219 755 | 100 406 | 121 807 | 76 104 | 65 215 |
| **Total** | **1 262 080** | **1 323 810** | **1 417 856** | **1 424 519** | **1 394 797** | **1 393 888** |
| POSTE (tonne) | 237 693 | 247 805 | 210 062 | 239 549 | 228 766 | 187 032 |

(1) Fusion d'Air France et UTA au 31.12.92 avec effet rétroactif au 01.10.92. Air Inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air France Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.
(2) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, qu'une seule fois, dans les statistiques du présent chapitre.
(3) Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(4) Air France, y compris les compagnies franchisées.

## TABLEAU Q.02-17

### Trafic commercial total de quelques aéroports principaux internationaux

*Unités* : Mouvements d'appareils : Millier
Passagers : Millier
Fret : Millier de tonnes

*Source* : Aéroports magazine

| Aéroports | Mouvements d'appareils commerciaux | | | | Passagers | | | | Fret | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1995 | 2000 | 2002 | 2003 | 1995 | 2000 | 2002 | 2003 | 1995 | 2000 | 2002 | 2003 |
| Londres | 695,3 | 944,7 | 935,8 | 936,6 | 80 922,2 | 110 572,9 | 110 646,4 | 113 693,2 | 1 473,8 | 1 909,7 | 1 756,6 | 1 736,6 |
| New York | 1 059,5 | 1 179,2 | 1 055,7 | 1 061,0 | 77 598,4 | 92 596,0 | 81 136,5 | 83 647,2 | 2 571,7 | 3 038,6 | 2 725,5 | 2 529,6 |
| Chicago | 1 157,5 | 1 244,9 | 1 213,8 | 1 256,5 | 77 176,8 | 87 844,6 | 83 611,7 | 88 153,0 | 1 261,7 | 1 442,2 | 1 519,9 | 1 627,6 |
| Tokyo | 321,6 | 390,9 | 445,7 | 457,7 | 70 032,8 | 83 792,1 | 90 183,2 | 89 665,3 | 2 318,1 | 2 702,4 | 2 648,7 | 2 869,7 |
| Atlanta | 754,1 | 913,2 | 888,2 | 910,4 | 57 734,8 | 80 162,4 | 76 876,1 | 79 086,8 | 771,4 | 811,4 | 734,1 | 798,5 |
| Los Angeles | 833,3 | 938,6 | 1 290,7 | 1 234,8 | 60 314,3 | 74 364,2 | 62 740,9 | 61 517,0 | 1 950,7 | 2 760,8 | 2 459,9 | 2 335,3 |
| Paris | 558,1 | 761,2 | 721,2 | 721,8 | 55 009,2 | 73 642,7 | 71 519,9 | 70 677,5 | 1 220,3 | 1 731,1 | 1 750,8 | 1 829,4 |
| Dallas | 1 075,9 | 1 094,3 | 1 010,7 | 1 014,3 | 61 196,3 | 67 764,7 | 58 451,3 | 58 842,5 | 777,7 | 805,0 | 670,3 | 789,5 |
| Francfort | 378,4 | 458,7 | 458,4 | 458,9 | 38 179,5 | 49 360,6 | 48 450,4 | 48 351,7 | 1 461,3 | 1 710,1 | 1 631,5 | 1 650,6 |
| Houston | 717,8 | 778,8 | 778,4 | 790,1 | 33 015,0 | 44 428,6 | 42 016,6 | 42 035,0 | 344,1 | 435,5 | 325,9 | 335,8 |
| San Fransisco | 396,1 | 429,2 | 351,5 | 334,5 | 36 262,7 | 41 041,0 | 31 457,4 | 29 313,3 | 696,2 | 869,8 | 589,7 | 573,5 |
| Amsterdam | 290,7 | 432,5 | 417,1 | 408,3 | 25 355,0 | 39 606,9 | 40 736,0 | 39 960,4 | 1 013,2 | 1 267,4 | 1 288,6 | 1 353,8 |
| Denver | 446,7 | 509,1 | 508,2 | 510,3 | 31 036,6 | 38 751,7 | 35 643,7 | 37 505,1 | 376,4 | 471,5 | 333,0 | 412,2 |
| Las Vegas | 258,5 | 802,4 | 769,5 | 779,7 | 28 027,2 | 37 835,0 | 35 396,9 | 36 777,5 | 50,6 | 102,0 | 82,7 | 82,9 |
| Minneapolis | 465,5 | 523,1 | 507,7 | 510,4 | 26 782,9 | 36 751,6 | 32 629,7 | 33 201,9 | 365,2 | 369,9 | 320,1 | 317,2 |
| Séoul | 197,0 | 242,3 | 254,5 | 256,5 | 30 919,5 | 36 727,1 | 38 012,5 | 36 670,5 | 1 216,0 | 1 874,2 | 2 319,1 | 2 086,6 |
| Phoenix | 430,0 | 579,8 | 541,8 | 538,1 | 27 856,2 | 36 010,1 | 35 547,2 | 37 412,2 | 261,7 | 339,4 | 329,6 | 289,0 |
| Washington | 530,1 | 741,3 | 585,3 | 584,1 | 27 698,5 | 35 695,9 | 29 947,8 | 30 982,6 | 343,7 | 421,6 | 330,7 | 291,1 |

# Chapitre R.01

## ❍ Information, Communication et Édition


**1** Présentation.

**2** Méthodologie.

**3** Définitions.

**4** Sources de documentation.


### ❍ Liste des tableaux


**1** Chiffre clés par type de presse.

**2** Presse éditeur par type de presse et périodicité en 2003.

**3** Presse quotidienne : diffusion et chiffre d'affaires en 2003.

**4** Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.

**5** Production de livres par catégorie et chiffres d'affaires de la vente de livres.

**6** Ventes de phonogrammes.

**7** Ventes de vidéos par les éditeurs.

**8** Téléviseurs recensés et redevances perçues.

**9** Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (projets de lois de finances).

**10** Production audiovisuelle aidée.

**11** Dépenses publicitaires des annonceurs dans les grands médias.

**12** Types de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair.

**13** Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.

**14** Apport des diffuseurs dans les programmes aidés par le CNC.

**15** Activités cinématographiques.

**16** Panorama mondial du cinéma en 2003.

**17** Parc de clients au radiotéléphone par opérateur – France entière, Mayotte et St Pierre et Miquelon.

**18** Téléphone mobile et Internet dans le monde en 2004.

## 1

## ❍ Présentation

En 2004, les recettes « presse » des éditeurs de la presse écrite en France s'élèvent à 10,51 milliards d'euros en progression de 1,5 % par rapport à 2003, mais toujours en deçà des niveaux atteints en 2000 et en 2001. Cette légère amélioration est exclusivement due aux recettes publicitaires (+ 3,6 %) tandis que les recettes de vente de produits de presse (ventes au numéro et ventes par abonnement) restent exactement à leur niveau de 2003 : 6,02 milliards d'euros. Le rapport des sources de revenus des titres de presse s'établit à 57 % pour les recettes de vente et 43 % pour les recettes publicitaires.

Sachant que le niveau général des prix du PIB a progressé en 2004 de 1,6 %, il serait donc illusoire de parler d'une « reprise ». En termes réels, le volume du chiffre d'affaires de la presse écrite est en baisse de 0,1 % (+ 2,0 % pour les recettes publicitaires et - 1,6 % pour les recettes de vente de produits de presse).

Une lecture plus attentive montre même que seule la presse gratuite profite réellement de cette embellie. Alors qu'en 2004 les recettes publicitaires de la presse écrite augmentent de 160 millions d'euros, 90 millions sont à mettre à l'actif de la presse gratuite (d'annonces et d'information) contre 70 millions pour la presse payante. Ainsi, la presse gratuite qui comptait pour 7 % du chiffre d'affaires global de la presse écrite en 2003, recueille 56 % de la manne publicitaire supplémentaire destinée à l'ensemble de la presse en 2004.

Au final, le chiffre d'affaires de la presse gratuite (d'annonces et d'information) progresse de 12,7 % en 2004 ; celui de la presse payante n'augmente que de 0,7 %. Compte tenu de la hausse des prix, le chiffre d'affaires de la presse payante diminue une nouvelle fois en valeur réelle au cours de l'année 2004 (- 0,9 %), malgré un retournement à la hausse du marché publicitaire, une accélération de la croissance du volume du PIB (2,3 % au lieu de 0,8 % en 2003) et un accroissement de 2,0 % de la consommation des ménages (en volume).

En dépit d'un environnement économique plus favorable qu'en 2003, la presse payante française se situe encore en phase descendante de cycle en 2004.

La production de livres régresse en 2004. 65 000 titres dont 33 000 nouveautés et rééditions pour 488 000 exemplaires (non compris les encyclopédies en fascicules) sont produits. La baisse de production provient d'une diminution des réimpressions de titres qui avaient connues une forte hausse en 2003, la production de nouveautés et rééditions continuent à légèrement progresser. Ces données concernent 307 maisons d'édition représentant 420 marques de commercialisation.

Les marchés du disque et de la vidéo continuent en 2004 de suivre des évolutions opposées. Le chiffre d'affaires Hors Taxes des ventes de gros de disques par les éditeurs baisse de 14,6 % (10,2 % en volume), baisse quasiment identique à celle de 2003 tandis que celui des éditeurs de vidéo progresse de 9,6 %. Pour le disque le chiffre d'affaires se répartit en 4,9 % pour le classique, 62,9 % pour la variété nationale et 32,2 % pour la variété internationale. Sur le marché de la vidéo le chiffre d'affaires des ventes de DVD progresse de 26,7 % au détriment de la VHS qui, compte tenu du retour sur les exercices antérieurs, baisse de 63,4 %.

Le paysage audiovisuel français comprend maintenant, outre les huit chaînes généralistes du réseau hertzien, près de deux cents chaînes thématiques ou locales et des services offerts par les opérateurs de bouquets du câble ou du satellite.

Les chaînes généralistes en 2002, 2003 et 2004 concentrent respectivement 90,5 %, 89,1 % et 88,8 % de l'audience. Elles restent donc encore très majoritaires malgré la progression régulière des chaînes thématiques et locales.

En 2004, la fréquentation cinématographique progresse de 12,3 % par rapport à l'année précédente et atteint 194,8 millions d'entrées, niveau jamais atteint depuis 1983. La part du marché des films français s'établit à 39 %, notamment grâce au succès des *Choristes* qui occupe la première place au box-office avec 8,36 millions d'entrées réalisées sur l'année.

Le parc des salles reste stable par rapport à 2003 malgré l'ouverture de 107 salles dans 10 nouveaux multiplexes. Les 127 multiplexes actifs regroupent 28 % des 5 302 salles et 47,7 % des entrées sont assurées par ces établissements.

203 films de long métrage dont 130 intégralement français obtiennent l'agrément au cours de l'année 2004, ainsi, le seuil de 200 films agréés est atteint pour la quatrième année consécutive.

## 2

## ❍ Méthodologie

### Audiovisuel

Les informations concernant l'audience sont établies par la société Médiamétrie selon des méthodologies différentes :

– pour la radio, elles résultent d'interviews dans le cadre de quatre enquêtes annuelles, auprès de personnes âgées de 13 ans et plus à partir de 2003. Depuis 1999, les interviewés sont interrogés sur leur comportement des dernières 24 heures et non plus sur celui de la veille ; les audiences ne sont plus directement comparables avec celles des années précédentes.

– pour la télévision, elles sont fournies quotidiennement à l'aide d'un système audimétrique donnant une mesure quantitative de l'écoute des individus constituant un panel de 3 150 foyers, soit plus de 8 000 personnes âgées de quatre ans et plus.

### Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants ; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films ; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

### Presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par la Direction du développement des médias auprès de la presse périodique éditée en France (métropole, Dom et collectivités d'outre-mer).

Cette enquête permet de déterminer le tirage, la répartition de la diffusion, le chiffre d'affaires et la consommation de papier de chaque famille de presse. Le champ de l'enquête est celui de la « presse éditeur ». Il s'agit d'un sous champ des titres agréés par la Commission Paritaire de la Presse et Agences de Presse (CPPAP) auquel on adjoint les titres de la presse gratuite d'annonce et ceux de la presse gratuite d'information édités en France. Les titres non couverts par l'enquête sont notamment ceux de la « presse de groupement » [1] (publications des administrations privées ou du secteur mutualiste), les publications d'entreprise, les publications des Administrations publiques, les revues savantes, les lettres d'information, les titres de la presse étrangère. Ces publications sont classées suivant six catégories : « presse locale d'information générale et politique », « presse nationale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public », (« presse magazine »), « presse spécialisée technique et professionnelle », « presse gratuite d'annonces », « presse gratuite d'information ».

### Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les Administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

---

[1] Les titres et publications de la « presse de groupement » ne sont plus enquêtés depuis 1980.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons. Des changements de nomenclature des catégories de livres sont intervenus en 2003 et 2004 et empêchent des évolutions sur longues périodes.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène ; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes, des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

### Phonogrammes vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (Snep) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Le Syndicat de l'édition vidéo réalise également une enquête au niveau de l'édition et de la distribution de vidéogrammes destinés à la location et à la vente.

## 3 ❍ Définitions

### Agrément d'investissement (d'après les devis fournis au CNC)

Toute production de film doit obtenir l'agrément d'investissement pour bénéficier du soutien à l'industrie cinématographique (décrets de 1959). La procédure d'agrément s'applique en deux temps : un agrément d'investissement accordé avant le début des prises de vue, un agrément complémentaire accordé éventuellement après l'achèvement du film. Les décisions sont prises après avis d'une commission spécialisée : la commission d'agrément du CNC (Centre national de la Cinématographie). Le producteur d'un film ayant obtenu l'agrément du CNC est susceptible de bénéficier d'un soutien automatique ou sélectif.

Les films agréés sont les films qui ont obtenu l'agrément d'investissement. Ces films sont, soit des films français, soit des coproductions françaises (majoritaires ou minoritaires).

L'agrément d'investissement implique la fourniture par le producteur du film, de son devis détaillé et de son plan de financement au CNC. L'apport personnel du producteur doit se monter au moins à 15 % du devis total.

### Internet

Réseau télématique international, issu du réseau militaire américain Arpanet (conçu en 1969) et résultant de l'interconnexion de milliers de réseaux utilisant un protocole de communication commun. Tout utilisateur d'un micro-ordinateur muni d'un modem peut se connecter à Internet via un fournisseur d'accès. Les services offerts comprennent la consultation d'informations (sites Web), la messagerie électronique, les forums, le commerce électronique, etc.

– **Haut débit** : l'Internet à haut débit permet un accès plus rapide et plus performant.

– **ADSL** (Assymetric Digital Subscriber Line) : Internet à haut débit permanent et illimité.

### Films d'initiative française

Il s'agit des films 100 % français et des coproductions majoritairement françaises.

### Parrainage

Contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activité de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'œuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

### Presse locale d'information générale et politique

Publications comportant des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

### Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

### Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie... et dont le contenu est accessible à tous publics.

### Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

### Presse gratuite d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

### Presse gratuite d'information

Cette forme de presse apparue en 2002 en France comprend les publications exclusivement financées par la publicité, qui sont distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est pour l'essentiel de l'information générale.

### Publicité

Toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

## 4 ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction du développement des médias, département des statistiques, des études et de la documentation sur les médias (Premier Ministre) et du ministère de la Culture et de la Communication, département des études, de la prospective et des statistiques.*

### Organismes :

– Premier Ministre, Direction du développement des médias, Département des statistiques, des études et de la documentation sur les médias ;
– Ministère de la Culture et de la Communication, Département des études de la prospective et des statistiques ;
– Centre national de la cinématographie (CNC) ;
– Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ;
– Institut d'études et de recherches publicitaires (Irep) ;
– TNS Média Intelligence/Secodip ;
– Institut national de l'audiovisuel (Ina) ;
– Autorité de régulation des télécommunications Électroniques et des Postes (Arcep) ;
– Médiamétrie ;
– Insee ;
– Bibliothèque nationale de France ;
– Syndicat national de l'édition ;

– Syndicat national de l'édition phonographique ;
– Syndicat de l'édition vidéo.

**Sites Internet :**

– www.culture.gouv.fr/dep
– www.csa.fr
– www.ddm.gouv.fr
– www.arcep.fr
– www.itu.int
– www.ina.fr
– www.cnc.fr
– www.sne.fr
– www.disqueenfrance.com
– www.sev-video.org
– www.insee.fr

**Publications :**

***Premier Ministre, Direction du développement des médias***

*INFO-MEDIAS :*

– « La presse écrite en 2004 : une reprise plus apparente que réelle », n° 10, juin 2005 ;
– « Le secteur de la publicité en 2000 », n° 7, avril 2003.
– *Tableaux statistiques de la Presse*. Édition 2005. Données détaillées 2003. Rétrospective 1985 - 2003, La Documentation française.
– *Indicateurs statistiques de l'Audiovisuel* (Cinéma, Télévision, Vidéo), édition 2001, Direction du développement des médias, CNC, CSA. La Documentation française.
– *Indicateurs statistiques de la Publicité*, édition 2000, SJTI. La Documentation française.

***Ministère de la Culture et de la Communication, Département des études, de la prospective et des statistiques***

– « *Chiffres clés 2005, statistiques de la Culture* », Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 2005.

*Notes de l'Observatoire de l'emploi culturel :*

– « L'emploi dans le secteur culturel en 2003 d'après l'Enquête Emploi de l'Insee », n° 42, décembre 2005 ;
– « L'emploi dans les professions culturelles en 2003 d'après l'Enquête Emploi de l'Insee », n° 41, décembre 2005 ;
– Emploi et spectacles, synthèse des travaux de la Commission permanente sur l'emploi du Conseil national des professions du spectacle (CNPS), 2004 - 2005, n° 40, octobre 2005.
– L'emploi culturel dans l'Union européenne en 2002, données de cadrage et indicateurs, n° 39, juin 2005.

***Insee***

*Insee-Première :*

– « Le marché des télécommunications en 2003 - Boom des SMS, essor prometteur de l'Internet haut débit », n° 1037, août 2005 ;
– « Un ménage sur deux possède un micro-ordinateur, un sur trois a accès à Internet », n° 1011, mars 2005 ;
– « 40 ans de services culturels et récréatifs. La télévision détrône le stade et le cinéma », n° 983, août 2004 ;
– « Le marché des télécommunications en 2002. Téléphone mobile et connexions Internet toujours en hausse », n° 968, mai 2004.

***Autres***

– CNC info, (mensuel) Centre national de la cinématographie.
– « *L'actualité du disque, édition 2005* », Syndicat national de l'édition phonographique.
– « *Bilan et perspectives vidéo et DVD, édition 2005* », Syndicat de l'édition vidéo, Musique Info, CNC.
– « L'édition de livres en France », *repères statistiques 2004*, Syndicat national de l'édition.
– « La société de l'information », rapport 2004 de Nicolas Curien et Pierre-Alain Muet, La Documentation française.
– *Annuaire statistique des Télécommunications*, Union internationale des télécommunications (UIT).

## TABLEAU R.01-1

### Chiffres clés par type de presse

*Source* : Premier Ministre, Direction du développement des médias — *Unité* : Évolution annuelle : %

| | 1995 | % | 2000 | % | 2002 | % | *r* 2003 | % | *p* 2004 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Presse nationale d'information générale et politique** | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires (1) : | | | | | | | | | | |
| Ventes | 950,11 | 4,1 | 885,47 | – 0,6 | 885,51 | – 1,5 | 889,98 | 0,5 | 900,00 | 0,8 |
| Publicité | 618,98 | 1,6 | 899,32 | 14,8 | 629,28 | – 14,2 | 570,48 | – 9,3 | 570,00 | – |
| **Total** | **1 569,10** | **3,1** | **1 784,80** | **6,6** | **1 514,79** | **– 7,2** | **1 460,46** | **– 3,6** | **1 470,00** | **0,5** |
| Tirage total annuel (2) | 1,07 | – 1,4 | 0,94 | – 4,6 | 0,93 | – 1,1 | 0,91 | – 2,1 | ... | /// |
| Diffusion totale annuelle (2) | 0,81 | 1,9 | 0,71 | – 3,4 | 0,70 | – 1,4 | 0,69 | – 1,4 | ... | /// |
| Consommation de papier (3) | 216,50 | – 4,8 | 232,84 | 5,5 | 212,08 | – 6,0 | 195,77 | – 7,7 | ... | /// |
| Charges de fabrication (1) (4) | 438,06 | 12,1 | 371,34 | 0,2 | 347,05 | – 8,8 | 302,63 | – 12,8 | ... | /// |
| **Presse locale d'information générale et politique** | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires (1) : | | | | | | | | | | |
| Ventes | 1 438,27 | 3,4 | 1 656,74 | 0,9 | 1 646,72 | 0,8 | 1 711,66 | 3,9 | 1 730,00 | 0,8 |
| Publicité | 987,55 | 6,5 | 1 300,83 | 5,9 | 1 277,20 | – 1,2 | 1 297,34 | 1,6 | 1 340,00 | 3,5 |
| **Total** | **2 425,81** | **4,7** | **2 957,57** | **3,1** | **2 923,92** | **– 0,1** | **3 009,00** | **2,9** | **3 070,00** | **2,0** |
| Tirage total annuel (2) | 2,49 | – 0,6 | 2,56 | 0,3 | 2,45 | – 1,2 | 2,44 | – 0,4 | ... | /// |
| Diffusion totale annuelle (2) | 2,21 | – 0,9 | 2,26 | 0,1 | 2,16 | – 1,4 | 2,14 | – 0,9 | ... | /// |
| Consommation de papier (3) | 366,80 | – 1,3 | 469,01 | 3,2 | 431,34 | 0,6 | 432,27 | 0,2 | ... | /// |
| Charges de fabrication (1) (4) | 661,77 | 6,1 | 705,97 | 2,7 | 766,71 | 3,5 | 737,84 | – 3,8 | ... | /// |
| **Presse spécialisée grand public** | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires (1) : | | | | | | | | | | |
| Ventes | 2 431,20 | 3,5 | 2 827,36 | 1,4 | 2 858,30 | – 1,3 | 2 905,48 | 1,7 | 2 860,00 | – 1,5 |
| Publicité | 921,33 | 7,9 | 1 315,84 | 10,5 | 1 253,83 | – 4,4 | 1 225,33 | – 2,3 | 1 240,00 | 1,0 |
| **Total** | **3 352,53** | **4,6** | **4 143,20** | **4,1** | **4 112,13** | **– 2,3** | **4 130,81** | **0,5** | **4 100,00** | **– 0,7** |
| Tirage total annuel (2) | 2,54 | – 0,1 | 2,68 | 0,6 | 2,62 | – 1,9 | 2,56 | – 2,3 | ... | /// |
| Diffusion totale annuelle (2) | 1,82 | – 3,8 | 1,99 | 2,6 | 1,91 | – 1,0 | 1,83 | – 4,2 | ... | /// |
| Consommation de papier (3) | 519,00 | 3,6 | 613,66 | 3,0 | 598,82 | – 1,5 | 594,58 | – 0,7 | ... | /// |
| Charges de fabrication (1) (4) | 926,86 | 5,4 | 1 014,96 | 3,5 | 1 057,83 | – 3,4 | 984,87 | – 6,9 | ... | /// |
| **Presse spécialisée technique et professionnelle** | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires (1) : | | | | | | | | | | |
| Ventes | 454,21 | 3,3 | 504,73 | – 4,5 | 528,56 | 1,9 | 513,08 | – 2,9 | 530,00 | 4,8 |
| Publicité | 521,26 | 3,2 | 621,41 | 4,0 | 557,24 | – 10,8 | 526,51 | – 5,5 | 540,00 | 1,8 |
| **Total** | **975,47** | **3,2** | **1 126,14** | **0,1** | **1 085,80** | **– 5,1** | **1 039,58** | **– 4,3** | **1 070,00** | **3,2** |
| Tirage total annuel (2) | 0,32 | – 0,4 | 0,26 | – 10,4 | 0,25 | – | 0,23 | – 8,0 | ... | /// |
| Diffusion totale annuelle (2) | 0,29 | – 0,8 | 0,24 | – 9,6 | 0,22 | – 4,3 | 0,21 | – 4,6 | ... | /// |
| Consommation de papier (3) | 61,00 | 1,3 | 60,12 | – 5,0 | 55,08 | – 5,8 | 48,57 | – 11,8 | ... | /// |
| Charges de fabrication (1) (4) | 214,76 | 1,4 | 192,54 | – 2,5 | 185,27 | – 6,4 | 172,82 | – 6,7 | ... | /// |
| **Journaux gratuits d'annonces** | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires (1) : | | | | | | | | | | |
| **Total** | **596,80** | **2,9** | **633,15** | **4,1** | **642,07** | **– 1,2** | **684,08** | **6,6** | **750,00** | **10,2** |
| Diffusion totale annuelle (2) | 1,80 | 1,8 | 1,82 | 0,6 | 1,89 | 2,2 | 1,88 | – 0,5 | ... | /// |
| Consommation de papier (3) | 144,20 | 5,0 | 165,26 | 2,1 | 168,05 | 1,7 | 170,84 | 1,7 | ... | /// |
| Charges de fabrication (1) (4) | 188,14 | 2,5 | 221,73 | 3,1 | 280,31 | 10,1 | 287,16 | 2,4 | ... | /// |
| **Journaux gratuits d'information générale et politique** | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires (1) : | | | | | | | | | | |
| **Total** | ... | ... | ... | ... | **9,57** | /// | **26,70** | **179,0** | **47,00** | **76,0** |
| Diffusion totale annuelle (2) | ... | ... | ... | ... | 0,14 | /// | 0,20 | 42,9 | ... | /// |
| Consommation de papier (3) | ... | ... | ... | ... | 7,43 | /// | 10,46 | 40,8 | ... | /// |
| Charges de fabrication (1) (4) | ... | ... | ... | ... | 16,29 | /// | 20,38 | 25,1 | ... | /// |
| **Ensemble presse éditeur** | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires (1) : | | | | | | | | | | |
| Ventes | 5 358,27 | 3,6 | 5 874,31 | 0,4 | 5 919,10 | – 0,5 | 6 020,20 | 1,7 | 6 020,00 | – |
| Publicité | 3 645,92 | 4,9 | 4 770,55 | 7,4 | 4 369,19 | – 5,3 | 4 330,44 | – 0,9 | 4 490,00 | 3,6 |
| **Total** | **9 004,18** | **4,1** | **10 644,86** | **3,4** | **10 288,29** | **– 2,6** | **10 350,64** | **0,6** | **10 510,00** | **1,5** |
| Tirage total annuel (2) | 8,21 | 0,1 | 8,27 | – 0,5 | 8,28 | 1,0 | 8,23 | – 0,6 | ... | /// |
| Diffusion totale annuelle (2) | 7,02 | 0,6 | 7,02 | 0,2 | 7,02 | 1,6 | 6,95 | – 1,0 | ... | /// |
| Consommation de papier (3) | 1 307,50 | 0,8 | 1 540,88 | 3,0 | 1 472,80 | – 0,9 | 1 452,48 | – 1,4 | ... | /// |
| Charges de fabrication (1) (4) | 2 429,58 | 6,2 | 2 506,55 | 2,3 | 2 653,46 | – 0,6 | 2 505,70 | – 5,6 | ... | /// |

(1) En millions d'euros.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

## TABLEAU R.01-2

### Presse éditeur par type de presse et périodicité en 2003

*Source* : Premier Ministre, Direction du développement des médias

*Unités* : Chiffres d'affaires : Millier d'euros
Diffusion : Millier d'exemplaires

| | Nombre de titres | *Dont* quotidiens | hebdomadaires | mensuels | Diffusion totale annuelle | **Chiffre d'affaires Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Presse nationale d'information générale et politique** | **75** | **10** | **26** | **22** | **685 957** | **1 514 792** |
| Information générale et politique | 28 | 10 | 4 | 6 | 486 381 | **993 356** |
| Presse d'opinion | 34 | – | 13 | 14 | 33 591 | **60 395** |
| Magazine | 13 | – | 9 | 2 | 165 986 | **461 041** |
| **Presse locale d'information générale et politique** | **445** | **67** | **314** | **35** | **2 140 979** | **3 009 000** |
| Information générale et politique | 335 | 67 | 253 | 12 | 2 113 854 | **2 924 523** |
| Magazine | 50 | – | 1 | 23 | 4 377 | **19 228** |
| Annonces judiciaires et légales | 60 | – | 60 | – | 22 749 | **65 248** |
| **Presse spécialisée grand public** | **1 680** | **13** | **91** | **617** | **1 827 844** | **4 130 813** |
| Journaux d'annonces | 48 | – | 8 | 24 | 13 387 | **134 851** |
| Presse culturelle | 86 | – | 1 | 34 | 19 252 | **83 107** |
| Maison et décoration | 76 | – | 1 | 13 | 48 327 | **188 526** |
| Économie | 20 | – | 8 | 9 | 38 346 | **141 053** |
| Presse féminine | 108 | – | 7 | 42 | 232 178 | **636 178** |
| Presse des jeunes | 175 | 4 | 5 | 81 | 132 362 | **300 893** |
| Loisirs | 778 | – | 11 | 250 | 178 120 | **730 837** |
| Sport | 184 | 7 | 22 | 89 | 263 669 | **457 826** |
| Science et technique | 19 | – | – | 11 | 14 178 | **64 642** |
| Télévision-Spectacle | 26 | – | 19 | 5 | 607 846 | **717 397** |
| Sensation-Évasion | 79 | 2 | 7 | 27 | 185 153 | **368 679** |
| Famille-Société | 81 | – | 2 | 32 | 95 026 | **306 823** |
| **Presse spécialisée technique et professionnelle** | **1 483** | **5** | **151** | **635** | **209 835** | **1 039 584** |
| Presse agricole | 156 | – | 74 | 60 | 43 433 | **114 304** |
| Bâtiment-travaux publics | 59 | – | 4 | 30 | 9 086 | **88 752** |
| Commerce | 71 | – | 3 | 49 | 8 463 | **55 001** |
| Presse médicale | 365 | 1 | 13 | 119 | 37 853 | **161 774** |
| Biens d'équipements | 31 | – | 4 | 17 | 3 526 | **21 452** |
| Finances-activité boursière | 18 | 1 | 2 | 6 | 2 536 | **14 178** |
| Agro-alimentaire | 34 | 1 | 2 | 16 | 3 459 | **16 236** |
| Biens intermédiaires | 29 | – | – | 17 | 625 | **9 665** |
| Locations-Crédit-bail-Immobilier | 17 | – | 1 | 12 | 1 737 | **9 095** |
| Services marchands | 419 | 1 | 32 | 201 | 82 149 | **419 510** |
| Services non marchands | 187 | – | 4 | 63 | 7 847 | **63 956** |
| Production-Distribution d'énergie | 11 | – | – | 4 | 133 | **1 877** |
| Assurance | 11 | – | 1 | 6 | 1 248 | **9 415** |
| Transport et Télécommunications | 31 | 1 | 5 | 15 | 3 394 | **24 959** |
| Biens de consommation | 44 | – | 6 | 20 | 4 347 | **29 410** |
| **Journaux gratuits d'annonces** | **524** | **–** | **425** | **96** | **1 880 689** | **684 083** |
| **Journaux gratuits d'informations** | **11** | **3** | **–** | **–** | **204 685** | **26 703** |
| **Total** | **4 218** | **98** | **1 007** | **1 405** | **6 949 989** | **10 404 974** |

## TABLEAU R.01-3

### Presse quotidienne : diffusion et chiffre d'affaires en 2003

*Source* : Premier Ministre, Direction du développement des médias

*Unités* : Recettes et chiffres d'affaires : Millier d'euros
Diffusion : Millier d'exemplaires

| | **Diffusion totale annuelle** | Répartition de la diffusion : % Vente au numéro | Vente par abonnements | Services gratuits | **Diffusion totale** | Invendus | Recettes ventes | Recettes publicité | **Chiffre d'affaires total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Presse nationale d'information générale et politique | **456 403** | 46,7 | 23,8 | 3,3 | **73,7** | 26,3 | 478 653 | 404 521 | **883 174** |
| Presse locale d'information générale et politique | **2 001 112** | 54,7 | 30,8 | 2,7 | **88,2** | 11,8 | 1 594 739 | 1 098 563 | **2 693 302** |
| Presse gratuite d'information | **198 979** | – | – | 99,7 | **99,7** | 0,3 | – | 24 797 | **24 797** |
| Presse spécialisée grand public | **231 718** | 52,4 | 12,3 | 0,7 | **65,4** | 34,6 | 169 428 | 31 509 | **200 937** |
| Presse spécialisée, technique et professionnelle | **24 917** | 0,4 | 63,3 | 34,6 | **98,4** | 1,6 | 20 789 | 23 993 | **44 781** |
| **Total** | **2 913 129** | **49,5** | **26,1** | **8,4** | **84,0** | **16,0** | **2 263 609** | **1 583 383** | **3 846 991** |

## TABLEAU R.01-4

### Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

*Source* : Syndicat national de l'édition — *Unité* : Nombre

| Chiffre d'affaires (euro) | 1990 | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | (1) 2003 | (2) 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 38 millions et plus | 13 | 12 | 11 | 13 | 13 | 13 | 14 | 12 | 11 |
| De 15 à moins de 38 millions | 12 | 10 | 16 | 15 | 17 | 15 | 14 | 14 | 23 |
| De 3 à moins de 15 millions | 72 | 56 | 63 | 61 | 61 | 66 | 68 | 67 | 74 |
| De 1,5 à moins de 3 millions | 47 | 31 | 28 | 31 | 35 | 38 | ... | ... | ... |
| De 0,2 à moins de 1,5 million | 183 | 161 | 124 | 142 | 138 | ... | ... | ... | ... |
| Moins de 0,2 million | 85 | 59 | 72 | 69 | 67 | ... | ... | ... | ... |
| **Total** | **412** | **329** | **314** | **331** | **331** | **313** | **300** | **290** | **307** |

(1) En 2003, 115 maisons d'édition ont un CA compris entre 0,5 et 3 millions d'euros et 82 maisons un CA inférieur à 0,5 million d'euros.
(2) En 2004, 127 maisons d'édition ont un CA compris entre 0,5 et 3 millions d'euros et 72 un CA inférieur à 0,5 million d'euros.

## TABLEAU R.01-5

### Production de livres par catégorie et chiffres d'affaires de la vente de livres

*Source* : Syndicat national de l'édition — *Unités* : Titres : Nombre ; Exemplaires : Millier ; Chiffres d'affaires : Million d'euros

| | Titres produits | | | Exemplaires produits | | | Chiffres d'affaires (1) des maisons d'édition | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2000 | (2) 2003 | 2004 | 2000 | (2) 2003 | 2004 | 2000 | (2) 2003 | 2004 |
| Enseignement | 7 753 | 7 901 | 8 028 | 73 392 | 77 109 | 65 530 | 325,8 | 312,6 | 304,8 |
| Livres scientifiques, professionnels et techniques | 2 840 | ... | ... | 7 027 | ... | ... | 118,7 | ... | ... |
| Sciences humaines et sociales | 5 310 | ... | ... | 14 824 | ... | ... | 111,9 | ... | ... |
| Droit et sciences économiques | 1 651 | ... | ... | 4 596 | ... | ... | 117,0 | ... | ... |
| Religion | 1 441 | 1 358 | 1 229 | 6 215 | 7 205 | 7 320 | 42,0 | 36,1 | 34,0 |
| Ésotérisme, occultisme | 356 | 423 | 529 | 2 547 | 1 680 | 1 757 | 9,1 | 9,8 | 12,4 |
| Littérature | 11 501 | ... | ... | 122 218 | ... | ... | 412,9 | ... | ... |
| Actualité | 1 288 | ... | ... | 8 848 | ... | ... | 55,6 | ... | ... |
| Encyclopédies et dictionnaires (3) | 670 | 696 | 756 | 9 070 | 10 014 | 5 344 | 247,8 | 235,7 | 261,6 |
| Livres d'art | 1 475 | 2 636 | ... | 8 585 | 11 920 | ... | 109,7 | 141,4 | ... |
| Livres pour la jeunesse | 8 350 | 9 578 | 9 714 | 78 265 | 92 454 | 82 279 | 203,5 | 256,1 | 189,6 |
| Bandes dessinées | 1 963 | 2 921 | 3 475 | 25 060 | 46 606 | 45 738 | 90,5 | 149,1 | 451,2 |
| Ouvrages de documentation | 467 | 328 | 425 | 2 251 | 1 615 | 1 162 | 18,4 | 12,2 | 4,2 |
| Livres pratiques (4) | 6 772 | ... | ... | 59 965 | ... | ... | 321,2 | ... | ... |
| Non ventilé | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| **Total des ventes de livres** | **51 837** | **65 705** | **65 268** | **422 863** | **511 967** | **488 346** | **2 184,3** | **2 431,4** | **2 551,7** |

(1) Les cessions de droit ne sont pas comprises dans le chiffre d'affaires de la vente de livres. Elles représentent 101,6 millions d'euros en 2000, 108,0 millions d'euros en 2003 et 105,0 millions d'euros en 2004.
(2) À partir de 2003, par suite d'un changement de nomenclature, les données de certaines catégories ne sont plus disponibles.
(3) Les encyclopédies en fascicules (19 titres en 2004 pour 20 478 exemplaires) ne sont pas comprises dans les titres et les exemplaires produits, par contre elles sont comprises dans le chiffre d'affaires (172,5 millions d'euros en 2004).
(4) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

## TABLEAU R.01-6

### Ventes de phonogrammes

*Source* : Syndicat national de l'édition phonographique

*Unités* : Quantités : Millier de disques et cassettes
Facturations : Million d'euros

| Vente en France | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Quantité (1)** | **132 890** | **138 989** | **155 161** | **154 309** | **165 754** | **171 299** | **151 523** | **136 104** |
| Disques 45 tours | 26 622 | 279 | 691 | 822 | 635 | 465 | 419 | 218 |
| Disques 33 tours | 6 708 | 84 | 376 | 464 | 590 | 454 | 406 | 182 |
| Disques compacts | 56 220 | 114 513 | 138 602 | 140 866 | 153 168 | 159 433 | 137 954 | 125 088 |
| Cassettes | 41 961 | 22 246 | 11 419 | 8 361 | 6 421 | 4 658 | 2 349 | 496 |
| Tous supports et livres | /// | 489 | 2 217 | 1 895 | 1 818 | 1 987 | 2 777 | 1 497 |
| Vidéomusiques (CD, K7) | 1 379 | 1 378 | 1 675 | 1 802 | 3 028 | 3 887 | 7 310 | 8 557 |
| Autres | /// | – | 181 | 99 | 94 | 415 | 308 | 66 |
| **Facturation (2)** | **816,4** | **1 050,6** | **1 136,2** | **1 124,9** | **1 246,6** | **1 301,8** | **1 112,1** | **953,4** |
| Disques 45 tours | 53,2 | 1,1 | 2,3 | 2,5 | 2,2 | 1,8 | 1,8 | 0,8 |
| Disques 33 tours | 31,1 | 0,5 | 1,7 | 2,3 | 2,9 | 2,2 | 2,1 | 0,9 |
| Disques compacts | 484,4 | 891,4 | 1 015,6 | 1 031,0 | 1 143,4 | 1 197,1 | 986,4 | 848,9 |
| Cassettes | 230,6 | 138,0 | 69,8 | 50,5 | 38,7 | 27,9 | 13,0 | 2,1 |
| Tous supports et livres | /// | 3,2 | 18,9 | 13,6 | 14,6 | 16,1 | 15,2 | 10,9 |
| Vidéomusiques (CD, K7) | 17,1 | 16,1 | 26,8 | 24,1 | 44,1 | 53,3 | 91,0 | 89,2 |
| Autres | /// | 0,4 | 1,1 | 1,0 | 0,7 | 3,4 | 2,6 | 0,6 |

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

## TABLEAU R.01-7

### Ventes de vidéos par les éditeurs (1)

*Source* : Syndicat de l'édition vidéo

*Unités* : Quantités : Millier de disques laser et DVD
Facturations : Million d'euros

| | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Quantité** | | | | | | | | |
| Vente | 15 298 | 46 574 | 44 625 | 52 509 | 62 048 | 81 904 | 98 753 | 122 116 |
| *dont* : Disque laser | ... | 770 | 358 | – | – | – | – | – |
| DVD | /// | /// | 4 523 | 12 324 | 25 556 | 49 170 | 75 779 | 113 099 |
| Location | 760 | 943 | 1 703 | 1 809 | 2 330 | 2 562 | 2 285 | 2 027 |
| **Total** | **16 058** | **47 517** | **46 328** | **54 318** | **64 378** | **84 466** | **101 038** | **124 143** |
| **Facturation** | | | | | | | | |
| Vente | 187,8 | 483,1 | 497,7 | 577,8 | 723,1 | 986,2 | 1 131,0 | 1 263,7 |
| *dont* : Disque laser | ... | 16,6 | 4,7 | – | – | – | – | – |
| DVD | /// | /// | 83,5 | 215,1 | 415,1 | 714,1 | 942,8 | 1 194,8 |
| Location | 52,0 | 49,9 | 78,2 | 77,9 | 95,6 | 87,7 | 77,7 | 60,5 |
| **Total** | **239,8** | **533,0** | **576,0** | **655,7** | **818,7** | **1 073,9** | **1 208,7** | **1 324,2** |
| Nombre d'entreprises concernées | 23 | 18 | 15 | 15 | 15 | ... | ... | ... |

(1) Ventes nettes des éditeurs-distributeurs vidéo adhérents du Syndicat de l'édition vidéo (environ 80% du marché), concerne une quinzaine d'entreprises.

## TABLEAU R.01-8

### Téléviseurs recensés et redevances perçues (1)

*Source* : Service de la Redevance de l'Audiovisuel

| | 1992 | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | (2) 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre de comptes [millier] :** | | | | | | | | | |
| Télévision noir et blanc | 1 687 | 860 | 404 | 360 | 315 | 289 | 265 | 161 | /// |
| Télévision couleur | 18 001 | 19 233 | 20 755 | 21 279 | 21 737 | 22 226 | 22 744 | 23 029 | 23 460 |
| **Taux de la redevance audiovisuelle [euro] :** | | | | | | | | | |
| Télévision noir et blanc | 56,86 | 65,55 | 71,80 | 72,41 | 73,02 | 73,02 | 74,31 | 74,31 | /// |
| Télévision couleur | 88,42 | 102,14 | 112,05 | 113,42 | 114,49 | 114,49 | 116,50 | 116,50 | /// |
| Outre-mer | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | 74,31 |
| Métropole | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | 116,50 |

(1) La redevance est une taxe parafiscale payable par tout détenteur d'un appareil récepteur de télévision. Son montant est fixé annuellement par les pouvoirs publics qui définissent les prévisions d'encaissements dans le projet de loi de finances. La redevance est payée par foyer, indépendamment du nombre de postes qu'il possède (il y a un compte par foyer). Le produit net de la redevance est réparti entre les différents organismes publics de l'audiovisuel : France Télévision, ARTE-France, Radio-France, RFO, RFI, Ina (déduction faite des frais de fonctionnement du Service de la Redevance et de la TVA au taux réduit de 2,1 %).

(2) À partir du 1er janvier 2004, le nombre de télévisions noir et blanc est considéré comme insignifiant : en particulier le taux « noir et blanc » est supprimé. Il existe désormais un taux outre-mer (74,31 euros) et un taux métropole (116,50 euros).

## TABLEAU R.01-9

### Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (projets de lois de finances) (1)

*Source* : Premier Ministre, Direction du développement des médias — *Unité* : Million d'euros

| | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ressources publiques (2) | 1 885 | 2 184 | 2 408 | 2 489 | 2 538 | 2 614 | 2 660 |
| Ressources propres | 637 | 777 | 733 | 753 | 764 | 825 | 804 |
| *dont* : Ressources publicitaires | 510 | 647 | 602 | 633 | 639 | 652 | 704 |
| Prélèvement sur le fonds de roulement d'Arte France | /// | /// | /// | /// | 1,30 | 1,30 | 1,30 |
| **Budget global (3)** | **2 522** | **2 961** | **3 141** | **3 242** | **3 304** | **3 440** | **3 464** |

(1) Recettes des organismes suivants : Ina, France Télévision (France 2, France 3 et France 5), ARTE-France, RFO, Radio France et RFI.

(2) Les ressources publiques comprennent le produit de la redevance et la contribution du budget de l'État au remboursement des exonérations et la contribution du ministère des Affaires étrangères au financement de RFI.

(3) Y compris prélèvement sur le fonds de roulement d'Arte France pour 1,3 million d'euros, pour la première fois en 2003.

## TABLEAU R.01-10

### Production audiovisuelle aidée (1)

*Source* : Centre national de la Cinématographie (CNC)

*Unités* : Production : Million d'euros
Programmes : Heure

| | 1990 | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Coût des programmes aidés** | **663,9** | **797,6** | **824,4** | **1 028,7** | **1 007,3** | **1 143,2** | **1 192,1** | **1 275,7** | **1 140,8** | **1 236,4** |
| Apport des diffuseurs (%) | 36,1 | 50,7 | 48,5 | 46,4 | 50,3 | 48,0 | 48,6 | 51,5 | 50,5 | 51,7 |
| **Nombre d'heures de programmes produits par genre :** | | | | | | | | | | |
| Fiction | 912 | 899 | 631 | 679 | 684 | 708 | 717 | 712 | 667 | 721 |
| Animation | 151 | 114 | 262 | 375 | 294 | 235 | 327 | 256 | 208 | 330 |
| Documentaire | 280 | 939 | 1 154 | 1 464 | 1 880 | 2 262 | 2 639 | 2 748 | 2 466 | 2 256 |
| Magazine | 74 | 170 | 70 | 174 | 383 | 433 | 282 | 544 | 279 | 189 |
| Spectacle vivant | 13 | 30 | 27 | 84 | 165 | 208 | 250 | 393 | 439 | 433 |
| **Total** | **1 430** | **2 152** | **2 144** | **2 776** | **3 406** | **3 846** | **4 215** | **4 653** | **4 059** | **3 929** |

(1) Il s'agit des programmes audiovisuels dont la production est financée en partie avec les aides attribuées par le CNC.

## TABLEAU R.01-11

### Dépenses publicitaires des annonceurs dans les grands médias

*Source* : Premier Ministre, Direction du développement des médias
Compte économique de la publicité et de la communication externe d'entreprise

*Unités* : Million d'euros
Indice : base 100 en 1995

| | 1995 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Télévision | 2 693 | 3 091 | 3 354 | 3 815 | 3 590 | 3 658 | 3 768 | 4 013 |
| Cinéma | 65 | 84 | 109 | 129 | 114 | 117 | 103 | 106 |
| Presse (1) | 4 323 | 4 822 | 5 300 | 5 710 | 5 521 | 5 234 | 5 103 | 5 226 |
| Radio | 637 | 651 | 729 | 809 | 739 | 806 | 841 | 887 |
| Publicité extérieure (2) | 1 190 | 1 353 | 1 437 | 1 560 | 1 500 | 1 442 | 1 402 | 1 438 |
| **Total grands médias** | **8 908** | **10 001** | **10 929** | **12 023** | **11 464** | **11 257** | **11 217** | **11 670** |
| Indice | 100,0 | 112,3 | 122,7 | 134,9 | 128,7 | 126,4 | 125,9 | 131,0 |

(1) Y compris les petites annonces.
(2) Affichage sous toutes ses formes (affichage sur panneaux mais aussi mobilier urbain, transport et publicité lumineuse).

## TABLEAU R.01-12

### Types de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair (1)

*Source* : Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

| | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Volume horaire (heures)** | **38 288** | **40 478** | **41 927** | **42 266** | **41 946** | **43 179** | **43 270** |
| Répartition (%) : | | | | | | | |
| Information | 13,7 | 12,0 | 10,6 | 10,7 | 11,3 | 11,4 | 11,6 |
| Documentaire | 13,1 | 23,0 | 25,6 | 26,7 | 26,8 | 26,8 | 26,2 |
| Fiction | 44,8 | 34,0 | 34,7 | 33,6 | 33,0 | 30,4 | 30,6 |
| Musique et divertissement | 16,1 | 17,2 | 14,0 | 14,0 | 15,0 | 16,5 | 17,1 |
| Sport | 4,0 | 3,0 | 2,8 | 3,4 | 2,8 | 3,3 | 2,6 |
| Autres émissions (2) | 5,5 | 7,6 | 9,0 | 8,4 | 7,9 | 8,5 | 8,8 |
| Autres éléments (3) | 2,8 | 3,3 | 3,3 | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,2 |

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, France 2, France 3, La Cinq (disparition de La Cinq depuis 1992) et M6 en 1990. Puis sont intégrés à partir de leur apparition, en 1993 les programmes d'Arte et en 1995, ceux de La Cinquième. Pour France 3, il s'agit du programme national, ce qui exclut les décrochages régionaux.
(2) Publicité, téléachat, loto, etc.
(3) Bandes annonces, indicatifs, etc.

## TABLEAU R.01-13

### Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

*Source* : Médiamétrie, 75 000 + Radio

| | Part d'audience (%) | | | | | Durée d'écoute quotidienne par individu (minutes) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2000 | 2002 | 2003 | (1) 2003 | 2004 | 2000 | 2002 | 2003 | *r* (1) 2003 | 2004 |
| **RADIODIFFUSION (2)** | | | | | | | | | | |
| Radios de Service Public | 22,5 | 23,0 | 23,8 | 23,3 | 21,6 | 35 | 36 | 38 | 35 | 32 |
| *dont* : France-Inter | 9,8 | 10,1 | 10,0 | 9,8 | 9,3 | 15 | 16 | 16 | 15 | 14 |
| France-Info | 4,9 | 4,5 | 4,6 | 4,5 | 3,9 | 9 | 7 | 7 | 7 | 6 |
| Programmes généralistes privés | 27,3 | 23,8 | 23,3 | 22,8 | 23,2 | 42 | 38 | 36 | 34 | 34 |
| *dont* : Europe 1 | 8,5 | 7,9 | 8,0 | 7,8 | 8,0 | 13 | 12 | 13 | 12 | 12 |
| RTL | 15,9 | 13,0 | 11,9 | 11,7 | 11,7 | 24 | 21 | 18 | 18 | 17 |
| RMC INFO | 1,8 | 2,1 | 2,6 | 2,6 | 2,8 | 2 | 3 | 4 | 4 | 4 |
| Nouveaux Programmes Musicaux | ... | 38,2 | 37,6 | 38,6 | 38,7 | ... | 60 | 59 | 58 | 57 |
| *dont* : Europe 2 | 3,0 | 4,1 | 4,2 | 4,3 | 3,8 | 5 | 6 | 7 | 6 | 6 |
| Fun Radio | 3,5 | 4,1 | 3,4 | 3,6 | 3,2 | 5 | 6 | 5 | 5 | 5 |
| Nostalgie | 6,8 | 6,1 | 5,8 | 5,7 | 6,2 | 10 | 10 | 9 | 9 | 9 |
| NRJ | 7,0 | 7,2 | 6,9 | 7,3 | 7,4 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Skyrock | 3,9 | 4,2 | 4,0 | 4,6 | 4,7 | 6 | 7 | 6 | 7 | 7 |
| **TÉLÉVISION (3)** | | | | | | | | | | |
| TF1 | 33,4 | 32,7 | 31,5 | /// | 31,8 | 65 | 65 | 64 | /// | 65 |
| France 2 | 22,1 | 20,8 | 20,5 | /// | 20,5 | 43 | 42 | 41 | /// | 42 |
| France 3 | 16,7 | 16,4 | 16,1 | /// | 15,2 | 32 | 33 | 33 | /// | 31 |
| Canal + | 4,0 | 3,5 | 3,7 | /// | 3,8 | 8 | 7 | 7 | /// | 8 |
| Arte + France 5 | 3,5 | 4,0 | 4,7 | /// | 5,0 | 7 | 8 | 10 | /// | 10 |
| M 6 | 12,7 | 13,2 | 12,6 | /// | 12,5 | 25 | 26 | 25 | /// | 25 |
| Autres TV | 7,6 | 9,5 | 10,9 | /// | 11,2 | 15 | 19 | 22 | /// | 23 |

(1) À partir de 2003, du lundi au vendredi pour la radio, cible : 13 ans et plus.
(2) Du lundi au vendredi pour la radio : cible « 15 ans et plus » jusqu'en 2002, cibles « 15 ans et plus » et « 13 ans et plus » en 2003, cible « 13 ans et plus » à partir de 2004. Les données de 2003 figurent pour les deux cibles afin d'effectuer la transition.
(3) Du lundi au dimanche pour la télévision, cible : 4 ans et plus.

## TABLEAU R.01-14

### Apports des diffuseurs dans les programmes aidés par le CNC (1)

*Source* : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Million d'euros

| | 1990 | 1995 | 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Données par genre :** | | | | | | | | |
| Fiction | 190,4 | 228,4 | 334,0 | 350,4 | 377,9 | 421,9 | 380,6 | 415,6 |
| Documentaire | 23,5 | 54,8 | 114,0 | 143,5 | 138,5 | 162,4 | 139,1 | 144,5 |
| Animation | 16,2 | 11,8 | 39,0 | 34,6 | 41,2 | 30,4 | 27,6 | 47,4 |
| Magazine | 4,7 | 4,2 | 11,2 | 11,3 | 8,0 | 23,8 | 10,1 | 10,1 |
| Spectacle | 1,2 | 2,6 | 8,9 | 12,3 | 13,7 | 17,7 | 18,8 | 21,1 |
| **TOTAL** | **235,9** | **301,9** | **507,1** | **552,2** | **579,3** | **656,2** | **576,2** | **638,7** |
| **Accroissement annuel (%)** | **14,7** | **6,7** | **6,3** | **8,9** | **4,9** | **13,3** | **– 12,2** | **10,8** |
| **Données par chaîne :** | | | | | | | | |
| **Chaînes publiques :** | **131,3** | **145,7** | **277,6** | **259,7** | **297,4** | **343,0** | **323,2** | **372,1** |
| France 2 | 64,7 | 56,7 | 124,5 | 110,9 | 131,6 | 143,9 | 135,3 | 157,7 |
| France 3 | 44,7 | 55,5 | 98,9 | 84,3 | 99,3 | 108,2 | 119,1 | 132,4 |
| Arte (2) | 21,9 | 22,3 | 37,0 | 39,9 | 42,4 | 55,5 | 43,2 | 56,6 |
| France 5 | • | 11,1 | 17,2 | 24,6 | 24,1 | 35,4 | 25,6 | 25,4 |
| **Chaînes privées :** | **87,5** | **156,2** | **229,5** | **294,1** | **277,5** | **309,1** | **249,0** | **260,5** |
| TF1 | 66,7 | 109,4 | 142,3 | 180,1 | 169,0 | 201,1 | 158,8 | 164,1 |
| M6 | 3,1 | 21,6 | 27,6 | 40,0 | 49,8 | 43,3 | 28,3 | 32,2 |
| Canal Plus | 16,6 | 19,6 | 30,7 | 32,0 | 14,2 | 8,3 | 7,8 | 20,2 |
| Chaînes de complément | 1,1 | 5,7 | 29,0 | 42,1 | 44,5 | 56,4 | 54,1 | 44,0 |
| **TOTAL** | **218,8** | **301,9** | **507,1** | **553,9** | **574,9** | **652,1** | **572,2** | **632,6** |
| **Total (hors Canal + et chaînes de complément)** | **201,1** | **276,6** | **447,4** | **479,8** | **516,2** | **587,4** | **510,3** | **568,4** |

(1) Dans le budget d'un programme ne figurent pas uniquement l'apport des diffuseurs, présenté ici, mais aussi les apports étrangers, du Sofica, du CNC, ainsi que des producteurs. L'apport des diffuseurs à un programme est donc inférieur au coût total de ce programme.
(2) Arte est soumise à l'obligation de diffusion d'une part majoritaire d'œuvres télévisuelles et cinématographiques d'origine européenne.

## TABLEAU R.01-15

### Activités cinématographiques

*Source* : Centre national de la Cinématographie (CNC)

| | 1990 | *r* 1995 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Production cinématographique** | | | | | | | |
| **Films de long métrage produits (1)** | **146** | **141** | **171** | **204** | **200** | **212** | **203** |
| Films d'initiative française | 106 | 97 | 145 | 172 | 163 | 183 | 167 |
| Plus de 10 millions d'euros | 4 | 7 | 14 | 20 | 14 | 18 | 24 |
| De 5 à 10 millions d'euros | 16 | 26 | 26 | 29 | 43 | 32 | 42 |
| De 2 à 5 millions d'euros | 45 | 34 | 62 | 49 | 44 | 55 | 48 |
| Moins de 2 millions d'euros | 41 | 30 | 43 | 74 | 62 | 78 | 53 |
| Intégralement français | 81 | 63 | 111 | 126 | 106 | 105 | 130 |
| De coproduction | 25 | 34 | 34 | 46 | 57 | 78 | 37 |
| Films de coproduction à majorité étrangère | 37 | 32 | 26 | 32 | 37 | 29 | 36 |
| Films bénéficiaires d'une aide sélective (2) | 3 | 12 | – | – | – | – | – |
| **Montant des investissements (million d'euros)** | **501,4** | **548,2** | **803,3** | **905,1** | **860,7** | **1 153,3** | **1 048,8** |
| Français | 350,0 | 406,3 | 665,3 | 728,7 | 678,2 | 789,3 | 819,8 |
| Étrangers | 151,4 | 141,9 | 138,0 | 176,4 | 182,5 | 364,0 | 229,0 |
| **Coût médian des films d'initiative française produits (million d'euros)** | **2,4** | **3,2** | **3,2** | **2,4** | **2,8** | **2,6** | **3,9** |
| **Distribution cinématographique** | | | | | | | |
| Sociétés de distribution | 162 | 180 | 189 | 196 | 213 | 224 | ... |
| Films en exploitation dans les salles | 3 689 | 3 967 | 4 408 | 4 491 | 4 467 | 4 469 | ... |
| Films sortis pour la première fois | 370 | 397 | 533 | 506 | 488 | 511 | 560 |
| *dont* : Films français | 129 | 147 | 210 | 204 | 199 | 217 | 239 |
| **Exploitation cinématographique** | | | | | | | |
| Établissements | 2 300 | 2 119 | 2 180 | 2 192 | 2 153 | 2 136 | 2 115 |
| Salles standard au 31-12 (3) | 4 518 | 4 377 | 5 155 | 5 249 | 5 264 | 5 298 | 5 302 |
| Fauteuils des salles standard (millier) | 1 007 | 922 | 1 060 | 1 074 | 1 074 | 1 076 | 1 072 |
| Complexes cinématographiques (4) | 860 | 828 | 864 | 871 | 865 | 865 | 864 |
| Salles de complexes | 3 078 | 3 082 | 3 803 | 3 925 | 3 978 | 4 032 | 4 051 |
| Fauteuils des complexes (millier) | 584 | 561 | 717 | 737 | 754 | 764 | 768 |
| Spectateurs (million) | 121,9 | 130,2 | 165,8 | 187,5 | 184,4 | 173,5 *p* | 194,8 |
| Recette (million d'euros) (5) | 583,3 | 690,1 | 894,0 | 1 021,0 | 1 030,0 | 996,1 *p* | 1 134,2 |
| Pourcentage du film français dans la recette guichet | 37,4 | 35,2 | 28,5 | 41,2 | 34,9 | 34,9 *p* | 39,0 |

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1 600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale (fonds Eco) jusqu'en 1997 et fonds Sud à partir de 1998.
(3) Salles autorisées jusqu'en 1991, salles actives à partir de 1992.
(4) Établissements comportant au moins deux écrans (en 2004, 127 multiplexes totalisent 1 482 écrans et réalisent 47,7 % des entrées).
(5) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

## TABLEAU R.01-16

### Panorama mondial du cinéma en 2003

*Source* : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.) d'après organismes nationaux et internationaux

| | Union européenne | Allemagne | Espagne | **France** | Italie | Royaume-Uni | États-Unis | Japon |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Production** | | | | | | | | |
| Longs métrages (y compris les films de coproduction) | 678 | 80 | 110 | **212** | 117 | 173 | 593 | 287 |
| **Exploitation - Distribution** | | | | | | | | |
| Écrans | 26 041 | 4 868 | 4 253 | **5 298** | 3 498 (1) | 3 402 | 35 786 | 2 681 |
| Nombre de films distribués | 478 *e* | 315 | 458 | **511** | 419 | 387 | 473 | 622 |
| Entrées (millions) | 889,0 | 149,0 | 137,5 | **173,5** | 105,0 | 167,3 | 1 574,0 | 162,3 |
| Entrées moyennes par habitant | 2,4 | 1,8 | 3,3 | **2,9** | 1,9 | 2,8 | 5,4 | 1,3 |
| Entrées moyennes par salle | 34 100 | 30 600 | 32 300 | **32 700** | 30 000 | 49 200 | 44 000 | 60 500 |
| Recettes guichet (millions dans la monnaie locale) (2) | 5 220,0 *e* | 850,0 | 639,4 | **996,1** | 608,6 | 809,5 | 9 488,5 | 203,3 |
| Recettes (millions d'euros) | 5 220,0 *e* | 850,0 | 639,4 | **996,1** | 608,6 | 1 179,1 | 7 317,4 | 1 459,9 |
| Recettes réalisées par les films nationaux (%) | 26,0 (3) | 16,7 | 15,8 | **34,6** | 21,8 | 10,2 | 96,7 | 33,0 |
| Recettes réalisées par les films américains (%) | 71,0 | 76,8 | 67,3 | **52,9** | 64,5 | 73,5 | 96,7 | 63,7 |
| Taux d'équipement DVD (%) | 37,1 | 34,6 | 34,6 | **41,9** | 32,4 | 43,1 | 41,9 | 22,4 |
| Taux de pénétration des foyers TV (%) : | | | | | | | | |
| Câble | 32,5 | 56,1 | 5,3 | **14,8** | 0,7 | 13,0 | 71,8 | 31,9 |
| Satellite | 21,9 | 35,7 | 19,6 | **14,4** | 12,9 | 27,7 | 14,8 | 38,0 |

(1) Salles ouvertes plus de 60 jours par an.
(2) Milliards pour le Japon.
(3) Part du film européen.

## TABLEAU R.01-17

### Parc de clients (1) au radiotéléphone par opérateur - France entière, Mayotte et St Pierre et Miquelon

*Source* : Autorité de régulation des télécommunications — *Unité* : Millier

| Téléphone mobile | 30 sept 2000 | 30 juin 2003 | 31 déc 2003 | 30 juin 2004 | 31 déc 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| France Télécom - Groupe Orange (2) | 12 571,5 | 19 367,9 | 20 328,6 | 20 395,8 | 21 251,5 |
| *dont :* Parc forfait | 7 323,0 | 10 962,9 | 11 762,6 | 12 169,8 | 12 878,4 |
| Groupe SFR | 9 169,1 | 13 914,3 | 14 724,4 | 14 942,2 | 15 819,8 |
| *dont :* Parc forfait | 5 543,2 | 7 705,9 | 8 501,4 | 8 886,4 | 9 601,6 |
| Groupe Bouygues Télécom | 4 457,9 | 6 096,0 | 6 630,1 | 6 903,5 | 7 468,4 |
| *dont :* Parc forfait | 2 449,5 | 3 861,4 | 4 272,6 | 4 526,8 | 4 938,6 |
| **Total** | **26 198,5** | **39 378,2** | **41 683,1** | **42 243,4** | **44 551,8** |
| ***dont* : Parc forfait** | **15 315,7** | **22 530,2** | **24 536,6** | **25 583,0** | **27 420,0** |
| **Taux de pénétration % (3)** | **43,6** | **65,3** | **69,1** | **70,0** | **73,9** |
| **Total métropole** | **25 696,4** | **38 129,8** | **40 388,7** | **40 923,8** | **43 139,7** |
| **Taux de pénétration % (4)** | **43,9** | **65,2 *r*** | **69,0** | **69,9** | **73,7** |

(1) Radiotéléphone : est considéré comme client tout titulaire d'une carte SIM ou tout détenteur d'une carte prépayée active (c'est-à-dire ayant passé au moins un appel, et n'ayant pas dépassé la date au-delà de laquelle il est contractuellement impossible de recevoir des appels), inscrit à l'Enregistreur de Localisation Nominal (HLR) de l'opérateur.
(2) Pour l'année 2000, il s'agit d'Itinéris-Ola + Améris pour les Caraïbes.
(3) À partir du second trimestre 2002, le taux de pénétration prend en compte la population de la collectivité départementale de Mayotte. Le taux de pénétration est obtenu en divisant le nombre total de clients au radiotéléphone par la population.
(4) Le taux de pénétration est obtenu en divisant le nombre total de clients au radiotéléphone par la population de la métropole.

## TABLEAU R.01-18

### Téléphone mobile et internet dans le monde en 2004

*Source* : International Telecommunication Union

| Pays | Téléphonie mobile | | (1) Internet | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de clients en 2004 (millier) | (2) Taux de croissance annuel moyen 1999/2004 | Nombre d'ordinateurs connectés | Nombre d'internautes (millier) | Nombre d'internautes pour 10 000 habitants |
| Afrique du sud | 19 500,0 | 30,3 | 350 501 | 3 566,0 | 789 |
| Allemagne | 71 316,0 | 24,9 | 3 021 130 | 41 263,0 | 5 000 |
| Australie | 16 449,0 | 21,1 | 3 939 321 | 13 000,0 | 6 528 |
| Brésil | 65 605,0 | 34,3 | 3 485 773 | 22 000,0 | 1 218 |
| Canada | 14 984,0 | 16,7 | 3 562 482 | 20 000,0 | 6 301 |
| Chine | 334 824,0 | 50,5 | 162 821 | 94 000,0 | 716 |
| Corée du Sud | 36 586,0 | 9,3 | 5 433 591 | 31 580,0 | 6 568 |
| Égypte | 7 643,0 | 73,9 | 3 499 | 3 900,0 | 557 |
| Espagne | 38 647,0 | 20,8 | 939 376 | 14 332,8 | 3 318 |
| États-Unis | 181 105,0 | 16,0 | 195 138 696 | 185 000,0 | 6 228 |
| **France** | **44 552,0** | **15,8** | **2 335 625** | **25 000,0** | **4 137** |
| Hong-Kong | 8 149,0 | 13,8 | 783 371 | 3 479,7 | 4 891 |
| Italie | 62 750,0 | 15,7 | 1 635 799 | 28 870,0 | 4 978 |
| Japon | 91 474,0 | 10,0 | 16 445 223 | 64 160,0 | 5 020 |
| Kénya | 2 546,0 | 154,7 | 10 016 | 1 500,0 | 463 |
| Maroc | 9 337,0 | 90,8 | 4 118 | 3 500,0 | 1 171 |
| Mexique | 38 451,0 | 37,8 | 1 523 277 | 14 036,5 | 1 338 |
| Pays-Bas | 14 821,0 | 17,1 | 5 410 760 | 10 000,0 | 6 163 |
| Philippines | 32 936,0 | 63,1 | 65 390 | 4 400,0 | 532 |
| Pologne | 23 096,0 | 42,3 | 271 767 | 9 000,0 | 2 335 |
| Portugal | 10 362,0 | 17,3 | 581 583 | 2 951,0 | 2 803 |
| Royaume-Uni | 61 091,0 | 17,6 | 2 130 786 | 37 600,0 | 6 288 |
| Russie | 13 735,0 | 129,3 | 130 144 | 3 750,0 | 779 |
| Suède | 9 302,0 | 12,5 | 1 321 676 | 6 800,0 | 7 546 |
| Turquie | 34 708,0 | 33,7 | 474 129 | 10 220,0 | 1 413 |
| **Monde** | **1 751 940,0** | **28,9** | **265 498 510** | **869 751,8** | **1 370** |

(1) Internet host data : Network Wizards, RIPE.
(2) %.

# Chapitre R.02

## Tourisme


1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


**1** Agences de voyages, Hôtels, restaurants : données sur les secteurs d'entreprise en 2002.

**2** Hôtellerie classée : établissements et chambres par catégorie – Parc au 31 décembre.

**3** Fréquentation de l'hôtellerie classée : arrivées par catégorie.

**4** Fréquentation de l'hôtellerie classée : nuitées par catégorie.

**5** Fréquentation de l'hôtellerie classée : nuitées par nationalité.

**6** Campings classés : terrains et emplacements par catégorie - Parc au 31 décembre.

**7** Fréquentation des campings classés : nuitées par catégorie.

**8** Autres hébergements : établissements et lits – Parc au 31 décembre.

**9** Hébergements touristiques dans les Dom-Com – Parc au 1er janvier 2005.

**10** Dépenses des touristes étrangers en France.

**11** Tourisme international : arrivées et recettes par pays.

**12** Tourisme d'affaires : salons organisés selon le secteur d'activité en 2004.

**13** Fréquentation des lieux culturels et récréatifs en France.

**14** Navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire et région administrative.

**15** Navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire – Départements d'outre-mer.

## 1
## ❍ Présentation

En 2004, l'offre d'hébergement confirme certaines des tendances observées les années précédentes : relative stabilité par rapport à 2004 pour l'hôtellerie classée (baisse de 0,6 % en nombre d'établissements et hausse de 0,16 % en nombre de chambres) et pour les terrains de campings (- 1,4 % en nombre d'établissements et + 1,1 % en emplacements). L'hébergement en chambres d'hôtes continue de se développer (+ 7,9 %), tout comme celui en résidences de tourisme (+ 6 %).
En 2004, la France reste la première destination en nombre d'arrivées de touristes, loin devant les États-Unis, l'Espagne et l'Italie. En revanche, en termes de recettes touristiques, la France se situe au 3ème rang mondial derrière les États-Unis et l'Espagne. Le solde de la balance des paiements est largement positif procurant à la France 10 milliards d'euros d'excédent.

## 2
## ❍ Méthodologie

### Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont eu cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoile à 4 étoiles luxe).

### Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (*JO* du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993. Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

### Dépenses des touristes étrangers en France

Elles sont issues de la Balance des paiements de la Banque de France, poste « Voyages », en termes de règlements avec les principaux pays (cf. chapitre K.02 « Balance des paiements »).

## 3
## ❍ Définitions

### Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas ; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

### Hôtellerie

Les hôtels sont classés ou homologués tourisme par arrêté préfectoral après délibération de la commission départementale d'action touristique. Ils sont classés en six catégories, de 0 à 4 étoiles luxe ; les conditions requises pour ce classement portent sur le nombre de chambres, les locaux communs, l'équipement de l'hôtel, la surface et le confort des chambres, le niveau de service rendu par le personnel de l'hôtel.

### Hôtellerie de plein air

Les campings-caravanings sont homologués par arrêté préfectoral. Ils sont classés de 1 à 4 étoiles, mention "loisir" ou "tourisme", dès lors qu'ils comportent un emplacement loué au passage. Les conditions requises pour ce classement portent sur les équipements communs, les équipements sanitaires, l'accessibilité aux personnes handicapées.
Un emplacement de passage est un emplacement destiné à une clientèle touristique n'y élisant pas domicile. Un emplacement loué à l'année est un emplacement réservé à la location résidentielle, c'est à-dire à un seul client pour l'ensemble de la période d'ouverture du camping.

### Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991 ; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.
Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs non liés à l'exercice d'une activité rémunérée dans le lieu visité ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.
Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.
Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

### Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

## 4
## ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.*

### Organismes :

– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, département de la stratégie, de la prospective, de l'évaluation et des statistiques, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.
– Insee.

### Sites Internet :

– www.tourisme.gouv.fr
– www.odit-france.fr

**Publications :**

***Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer***

***Direction du Tourisme***

– Chiffres clés du tourisme ;
– Mémento du tourisme ;
– La note de conjoncture (mensuelle) ;
– Tourisme infos rapides, note mensuelle disponible sur le site www.tourisme.gouv.fr , rubrique « Statistiques » ;
– « Les nouveaux enjeux du camping », décembre 2004 ;
– « Les investissements touristiques : mise en place d'un tableau de bord », juin 2004.

***Odit-France***

– L'observation touristique ;
– Les analyses et perspectives ;
– La lettre de l'Observation du Tourisme (bimestrielle).

***Ministère de la culture et de la Communication, Département des études et de la prospective***

– « Statistiques de la culture - Chiffres clés 2004 » .

***Insee***

*Insee-Première* :

– « Population présente et population résidente : les flux touristiques génèrent une économie présentielle », à paraître.
– « Une médiocre saison d'été pour l'hôtellerie et le camping en 2004 », n° 1003, février 2005 ;
– « L'hôtellerie a souffert en 2003 », n° 976, juillet 2004 ;
– « L'hôtellerie de chaîne en 2000 », n° 820, janvier 2002 .

*Insee-Références :*

« Le tourisme en France », novembre 2005 ;
« Les services en France », édition 2005 - 2006.

***Autres***

– Compendium des statistiques du tourisme 2004, mai 2004.

*Revue Espaces :*

– « Marketing alternatif », n° 219, octobre 2004 ;
– « Tourisme et banlieue », n° 216, juin 2004.

*Les cahiers d'Espaces* :

– « Hébergement de plein air », n° 84, février 2005 ;
– « Tourisme et famille », n° 83, novembre 2004.

*Revue d'économie régionale et urbaine :*

– « Le tourisme durable : une organisation du tourisme en milieu rural, n° 1, 2004.

Voir aussi le chapitre E.05 « Vacances et Loisirs divers ».

## TABLEAU R.02-1

### Agences de voyages , Hôtels, restaurants : données sur les secteurs d'entreprise en 2002 (Naf 63.3, 55)

*Source* : Insee (Enquête annuelle d'entreprise dans les services)

*Unité* : Million d'euros

| | Nombre d'entreprises | Effectif salarié au 31 décembre | Personnel occupé (1) annuel | Chiffre d'affaires | Valeur ajoutée | Investissements totaux |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Agences de voyages (Naf 63.3)** | | | | | | |
| Hors tranche (2) | 124 | 606 | 652 | 688 | – 18 | 1 |
| 0 salarié | 546 | – | 808 | 295 | 54 | 1 |
| 1 à 2 salariés | 787 | 1 143 | 1 421 | 352 | 102 | 2 |
| 3 à 5 salariés | 1 206 | 4 721 | 4 615 | 1 111 | 255 | 7 |
| 6 à 9 salariés | 624 | 4 504 | 4 297 | 1 132 | 293 | 5 |
| 10 à 19 salariés | 324 | 4 390 | 4 082 | 1 258 | 217 | 6 |
| 20 à 29 salariés | 95 | 2 192 | 1 986 | 663 | 88 | 3 |
| 30 à 49 salariés | 72 | 2 841 | 2 706 | 893 | 119 | 5 |
| 50 à 99 salariés | 46 | 3 131 | 2 882 | 970 | 125 | 5 |
| 100 salariés et plus | 36 | 19 113 | 18 510 | 4 822 | 767 | 119 |
| **Total du secteur** | **3 860** | **42 641** | **41 958** | **12 185** | **2 002** | **152** |
| **Hôtels, restaurants (Naf 55)** | | | | | | |
| Hors tranche (2) | 2 361 | 4 109 | 5 002 | 1 087 | 109 | 133 |
| 0 salarié | 55 076 | – | 65 491 | 3 754 | 1 680 | 239 |
| 1 à 2 salariés | 63 722 | 87 615 | 127 061 | 7 889 | 3 628 | 341 |
| 3 à 5 salariés | 38 758 | 145 569 | 146 189 | 8 720 | 4 244 | 380 |
| 6 à 9 salariés | 15 349 | 110 799 | 104 546 | 6 753 | 3 449 | 364 |
| 10 à 19 salariés | 8 433 | 111 413 | 102 865 | 6 734 | 3 454 | 339 |
| 20 à 29 salariés | 2 069 | 49 620 | 43 468 | 3 064 | 1 543 | 166 |
| 30 à 49 salariés | 1 493 | 56 296 | 47 225 | 3 569 | 1 748 | 221 |
| 50 à 99 salariés | 614 | 39 678 | 32 471 | 2 618 | 1 280 | 172 |
| 100 salariés et plus | 298 | 189 117 | 169 210 | 12 347 | 5 751 | 540 |
| **Total du secteur** | **188 173** | **794 216** | **843 528** | **56 537** | **26 884** | **2 895** |

(1) Personnel occupé annuel moyen = effectif salarié et non salarié en équivalent temps plein.
(2) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.

## TABLEAU R.02-2

### Hôtellerie classée : établissements et chambres par catégorie - parc au 31 décembre

*Sources* : Insee, Direction du Tourisme et sources régionales

| | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Sans étoile (1) : | | | | | | | | |
| Hôtels | 495 | 2 603 | 2 212 | 2 223 | 2 199 | 2 166 | 2 138 | 2 084 |
| Chambres | 3 554 | 55 859 | 55 119 | 60 593 | 64 875 | 66 804 | 67 246 | 67 453 |
| 1 étoile : | | | | | | | | |
| Hôtels | 7 472 | 3 126 | 2 240 | 2 130 | 2 026 | 1 922 | 1 858 | 1 756 |
| Chambres | 121 566 | 57 846 | 42 408 | 40 552 | 39 052 | 37 412 | 37 078 | 35 773 |
| 2 étoiles : | | | | | | | | |
| Hôtels | 9 176 | 10 586 | 10 136 | 10 049 | 10 019 | 9 974 | 9 867 | 9 825 |
| Chambres | 264 907 | 302 530 | 285 145 | 282 157 | 283 602 | 281 954 | 278 890 | 276 681 |
| 3 étoiles : | | | | | | | | |
| Hôtels | 2 825 | 3 342 | 3 362 | 3 426 | 3 551 | 3 607 | 3 635 | 3 702 |
| Chambres | 132 499 | 157 057 | 155 605 | 158 442 | 161 310 | 163 824 | 164 692 | 167 137 |
| 4 étoiles et 4 étoiles-luxe : | | | | | | | | |
| Hôtels | 415 | 555 | 613 | 646 | 673 | 704 | 719 | 747 |
| Chambres | 28 320 | 38 245 | 45 301 | 47 430 | 51 653 | 53 625 | 55 373 | 57 191 |
| **Total :** | | | | | | | | |
| **Hôtels** | **20 383** | **20 212** | **18 563** | **18 474** | **18 468** | **18 373** | **18 217** | **18 114** |
| **Chambres** | **550 846** | **611 537** | **583 578** | **589 174** | **600 492** | **603 619** | **603 279** | **604 235** |

(1) Norme 1986.

## TABLEAU R.02-3

### Fréquentation de l'hôtellerie classée : arrivées par catégorie

*Sources* : Insee, Direction du Tourisme et sources régionales — *Unité* : Millier

| Arrivées | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sans étoile (1) : | | | | | | |
| Français | 8 480,0 | 9 992,2 | 10 592,8 | 10 616,6 | 11 826,6 | 11 889,4 |
| Étrangers | 2 339,7 | 3 218,3 | 3 106,7 | 3 494,0 | 2 774,6 | 3 021,3 |
| Total | 10 819,7 | 13 210,5 | 13 699,5 | 14 110,6 | 14 601,2 | 14 910,7 |
| 1 étoile : | | | | | | |
| Français | 4 397,0 | 4 271,1 | 4 444,9 | 4 173,6 | 4 141,9 | 4 316,4 |
| Étrangers | 1 080,4 | 1 195,7 | 1 401,2 | 1 301,9 | 1 226,1 | 1 076,5 |
| Total | 5 477,5 | 5 466,8 | 5 846,1 | 5 475,5 | 5 368,0 | 5 392,9 |
| 2 étoiles : | | | | | | |
| Français | 32 538,8 | 33 333,6 | 33 616,3 | 33 055,3 | 32 896,6 | 33 304,6 |
| Étrangers | 12 881,1 | 13 148,0 | 12 446,4 | 12 840,0 | 11 777,1 | 11 396,3 |
| Total | 45 419,9 | 46 481,6 | 46 062,7 | 45 895,3 | 44 673,7 | 44 700,8 |
| 3 étoiles : | | | | | | |
| Français | 14 086,8 | 14 412,1 | 14 520,2 | 14 307,3 | 14 429,6 | 14 646,7 |
| Étrangers | 12 149,9 | 12 521,6 | 12 020,9 | 12 147,3 | 11 170,7 | 11 740,5 |
| Total | 26 236,8 | 26 933,7 | 26 541,2 | 26 454,7 | 25 600,3 | 26 387,2 |
| 4 étoiles et 4 étoiles-luxe : | | | | | | |
| Français | 2 625,5 | 2 903,8 | 2 937,3 | 3 099,8 | 3 069,9 | 3 367,4 |
| Étrangers | 5 816,2 | 6 390,3 | 6 121,7 | 6 309,9 | 5 571,7 | 6 157,0 |
| Total | 8 441,7 | 9 294,2 | 9 058,9 | 9 409,8 | 8 641,6 | 9 524,1 |
| **Total :** | | | | | | |
| **Français** | **62 128,2** | **64 912,9** | **66 111,4** | **65 252,7** | **66 364,7** | **67 524,5** |
| **Étrangers** | **34 267,3** | **36 473,9** | **35 097,0** | **36 093,1** | **32 520,1** | **33 391,3** |
| **Total** | **96 395,5** | **101 386,7** | **101 208,5** | **101 345,8** | **98 884,8** | **100 915,8** |

(1) Norme 1986.

## TABLEAU R.02-4

### Fréquentation de l'hôtellerie classée : nuitées par catégorie

*Sources* : Insee, Direction du Tourisme et sources régionales — *Unité* : Millier

| Nuitées | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sans étoile (1) : | | | | | | |
| Français | 13 720,3 | 16 373,4 | 16 856,0 | 17 049,9 | 18 990,0 | 18 656,0 |
| Étrangers | 4 095,8 | 5 701,9 | 5 431,7 | 6 242,5 | 4 793,3 | 5 154,3 |
| Total | 17 816,1 | 22 075,3 | 22 287,6 | 23 292,4 | 23 783,3 | 23 810,3 |
| 1 étoile : | | | | | | |
| Français | 8 055,8 | 7 876,5 | 7 766,7 | 7 313,8 | 7 249,0 | 7 372,3 |
| Étrangers | 2 184,4 | 2 356,4 | 2 780,0 | 2 613,7 | 2 629,1 | 2 169,5 |
| Total | 10 240,1 | 10 232,9 | 10 546,7 | 9 927,4 | 9 878,1 | 9 541,8 |
| 2 étoiles : | | | | | | |
| Français | 56 999,6 | 58 653,7 | 59 114,9 | 58 366,4 | 57 380,9 | 56 670,2 |
| Étrangers | 26 418,4 | 27 115,6 | 26 318,0 | 26 902,2 | 24 498,4 | 23 049,4 |
| Total | 83 418,0 | 85 769,4 | 85 432,9 | 85 268,6 | 81 879,3 | 79 719,6 |
| 3 étoiles : | | | | | | |
| Français | 25 228,5 | 25 806,1 | 26 470,7 | 26 126,2 | 26 387,7 | 26 344,7 |
| Étrangers | 27 000,5 | 28 132,2 | 27 724,4 | 27 911,5 | 25 320,0 | 25 983,8 |
| Total | 52 229,0 | 53 938,3 | 54 195,1 | 54 037,7 | 51 707,7 | 52 328,6 |
| 4 étoiles et 4 étoiles-luxe : | | | | | | |
| Français | 4 770,0 | 5 349,6 | 5 367,9 | 5 598,0 | 5 528,3 | 5 851,1 |
| Étrangers | 12 068,9 | 13 708,0 | 13 398,0 | 13 932,1 | 12 082,6 | 13 122,3 |
| Total | 16 838,9 | 19 057,6 | 18 765,9 | 19 530,1 | 17 610,9 | 18 973,4 |
| **Total :** | | | | | | |
| **Français** | **108 774,2** | **114 059,4** | **115 576,1** | **114 454,3** | **115 535,9** | **114 894,3** |
| **Étrangers** | **71 767,9** | **77 014,1** | **75 652,1** | **77 602,0** | **69 323,5** | **69 479,3** |
| **Total** | **180 542,1** | **191 073,4** | **191 228,2** | **192 056,3** | **184 859,4** | **184 373,7** |

(1) Norme 1986.

## TABLEAU R.02-5

### Fréquentation de l'hôtellerie classée (1) : Nuitées par nationalité

*Sources* : Insee, Direction du Tourisme et sources régionales — *Unité* : Millier

| Nuitées | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **France** | **108 774,2** | **114 059,4** | **115 576,1** | **114 454,3** | **115 535,9** | **114 894,3** |
| **Étranger** | **71 767,9** | **77 014,1** | **75 652,1** | **77 602,0** | **69 323,5** | **69 479,3** |
| **Europe** | **52 226,5** | **54 344,9** | **54 272,6** | **56 909,2** | **52 445,5** | **51 548,5** |
| *dont* : Allemagne | 8 626,0 | 8 403,6 | 8 310,6 | 8 425,9 | 7 250,9 | 7 141,8 |
| Autriche | 437,5 | 447,8 | 457,0 | 427,7 | 453,9 | 383,7 |
| Belgique | 4 918,3 | 5 093,3 | 5 041,9 | 5 115,8 | 4 871,4 | 4 825,4 |
| Danemark | 679,5 | 639,7 | 691,8 | 578,1 | 633,6 | 502,8 |
| Espagne | 3 787,4 | 3 939,6 | 4 002,0 | 4 404,8 | 4 077,3 | 4 449,6 |
| Grèce | 204,7 | 223,7 | 211,9 | 306,8 | 316,0 | 332,0 |
| Irlande | 314,8 | 501,1 | 338,2 | 446,5 | 444,7 | 501,5 |
| Italie | 8 117,9 | 7 765,1 | 7 174,0 | 7 630,9 | 7 001,4 | 6 767,3 |
| Pays-Bas | 3 744,0 | 4 058,1 | 4 014,9 | 4 182,4 | 3 737,4 | 3 712,4 |
| Portugal | 433,2 | 461,6 | 391,1 | 478,8 | 467,7 | 469,0 |
| Royaume-Uni | 14 720,9 | 16 196,0 | 16 939,3 | 18 170,7 | 16 551,5 | 16 218,2 |
| Russie | 542,3 | 576,3 | 786,8 | 959,0 | 1 115,4 | 908,7 |
| Suisse | 2 978,0 | 3 117,3 | 3 007,6 | 2 865,4 | 2 776,5 | 2 516,1 |
| Autres pays d'Europe | 2 722,0 | 2 921,7 | 2 905,5 | 2 916,3 | 2 748,0 | 2 820,0 |
| **Amérique** | **10 639,0** | **12 379,0** | **11 528,0** | **10 401,6** | **7 711,4** | **8 167,1** |
| Amérique centrale et du sud | 1 129,9 | 1 359,0 | 1 313,9 | 1 295,5 | 966,9 | 1 036,8 |
| Canada | 652,8 | 746,5 | 764,0 | 776,1 | 665,7 | 684,0 |
| États-Unis | 8 856,3 | 10 273,6 | 9 450,1 | 8 330,0 | 6 078,8 | 6 446,3 |
| **Asie/Océanie** | **5 734,4** | **6 858,8** | **6 497,5** | **6 408,4** | **5 616,9** | **6 295,3** |
| Japon | 2 892,9 | 3 525,2 | 3 111,9 | 3 161,7 | 2 651,0 | 2 810,4 |
| Proche et Moyen Orient (y.c. Égypte) | 1 248,9 | 1 452,4 | 1 448,6 | 1 116,6 | 951,0 | 1 053,0 |
| Autre Asie, Australie, Océanie | 1 592,7 | 1 881,3 | 1 936,9 | 2 130,0 | 2 014,9 | 2 431,9 |
| **Afrique** | **789,6** | **905,8** | **913,0** | **949,5** | **901,4** | **880,8** |
| Algérie, Maroc, Tunisie | 424,3 | 462,0 | 446,7 | 499,9 | 437,8 | 413,0 |
| Autre Afrique (sauf Égypte) | 365,3 | 443,9 | 466,3 | 449,5 | 463,6 | 467,8 |
| **Indéterminés** | **2 378,4** | **2 525,5** | **2 441,1** | **2 933,3** | **2 648,3** | **2 587,8** |
| **Total général** | **180 542,1** | **191 073,4** | **191 228,2** | **192 056,3** | **184 859,4** | **184 373,7** |

(1) Norme 1986.

## TABLEAU R.02-6

### Campings classés (1) : terrains et emplacements par catégorie - parc au 31 décembre

*Sources* : Insee, Direction du Tourisme

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 étoile : | | | | | | |
| Terrains | 1 384 | 1 384 | 1 388 | 1 355 | 1 345 | 1 295 |
| Emplacements de passage | 58 496 | 59 443 | 59 447 | 57 544 | 57 695 | 54 823 |
| Emplacements totaux | 76 766 | 79 546 | 79 067 | 77 900 | 78 294 | 76 076 |
| 2 étoiles : | | | | | | |
| Terrains | 4 131 | 4 076 | 4 035 | 4 012 | 3 941 | 3 865 |
| Emplacements de passage | 312 492 | 304 794 | 298 834 | 293 026 | 285 562 | 276 489 |
| Emplacements totaux | 373 298 | 364 868 | 362 881 | 358 499 | 353 151 | 349 221 |
| 3 étoiles : | | | | | | |
| Terrains | 2 160 | 2 212 | 2 241 | 2 262 | 2 302 | 2 299 |
| Emplacements de passage | 270 391 | 271 807 | 268 538 | 266 863 | 272 816 | 270 903 |
| Emplacements totaux | 309 965 | 314 398 | 315 881 | 316 434 | 323 514 | 331 140 |
| 4 étoiles : | | | | | | |
| Terrains | 681 | 685 | 690 | 698 | 701 | 715 |
| Emplacements de passage | 141 495 | 138 922 | 138 087 | 140 005 | 140 895 | 140 074 |
| Emplacements totaux | 161 760 | 161 035 | 163 659 | 167 766 | 169 419 | 178 205 |
| **Total :** | | | | | | |
| **Terrains** | **8 356** | **8 357** | **8 354** | **8 327** | **8 289** | **8 174** |
| **Emplacements de passage** | **782 874** | **774 966** | **764 906** | **757 438** | **756 968** | **742 289** |
| **Emplacements totaux (2)** | **921 789** | **919 847** | **921 488** | **920 599** | **924 378** | **934 642** |

(1) Norme 1986.
(2) La différence entre le nombre des emplacements totaux et celui des emplacements de passage est le nombre des emplacements loués à l'année.

## TABLEAU R.02-7

### Fréquentation des campings classés : nuitées par catégorie

*Sources* : Insee, Direction du Tourisme — *Unité* : Millier

| Nuitées | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | (1) 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 étoile : | | | | | | |
| Français | 3 192,6 | 3 182,6 | 3 408,6 | 3 291,9 | 3 232,7 | 2 921,9 |
| Étrangers | 1 564,3 | 1 510,9 | 1 520,9 | 1 641,8 | 1 573,5 | 1 339,2 |
| Total | 4 756,9 | 4 693,5 | 4 929,5 | 4 933,7 | 4 806,2 | 4 261,0 |
| 2 étoiles : | | | | | | |
| Français | 24 271,4 | 22 285,5 | 22 616,3 | 21 943,2 | 22 126,1 | 20 574,1 |
| Étrangers | 8 182,2 | 7 069,8 | 7 218,1 | 7 695,4 | 6 870,3 | 6 699,5 |
| Total | 32 453,6 | 29 355,3 | 29 834,4 | 29 638,6 | 28 996,4 | 27 273,7 |
| 3 étoiles : | | | | | | |
| Français | 23 784,8 | 23 939,7 | 24 906,5 | 24 300,4 | 25 671,2 | 24 205,1 |
| Étrangers | 13 107,7 | 11 592,3 | 12 088,3 | 12 479,0 | 12 415,0 | 13 597,9 |
| Total | 36 892,5 | 35 532,0 | 36 994,8 | 36 779,4 | 38 086,2 | 37 803,0 |
| 4 étoiles et 4 étoiles-luxe : | | | | | | |
| Français | 11 263,2 | 11 514,4 | 12 531,4 | 12 308,9 | 12 786,6 | 13 004,9 |
| Étrangers | 14 216,2 | 12 477,4 | 13 782,1 | 13 823,2 | 13 562,5 | 12 150,6 |
| Total | 25 479,4 | 23 991,8 | 26 313,5 | 26 132,1 | 26 349,1 | 25 155,5 |
| **Total :** | | | | | | |
| **Français** | **62 511,9** | **60 922,2** | **63 462,8** | **61 844,4** | **63 816,5** | **60 706,0** |
| **Étrangers** | **37 070,5** | **32 650,4** | **34 609,4** | **35 639,4** | **34 421,4** | **33 787,2** |
| **Total** | **99 582,4** | **93 572,6** | **98 072,2** | **97 483,8** | **98 237,9** | **94 493,2** |

(1) Les chiffres ne sont pas directement comparables à ceux des années précédentes en raison d'une rénovation de l'enquête Insee - Direction du Tourisme.

## TABLEAU R.02-8

### Autres hébergements : établissements et lits - parc au 31 décembre

*Sources* : Insee, Direction du Tourisme, sources régionales, fédérations professionnelles

| | 1990 | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre d'établissements :** | | | | | | | | |
| Résidences de tourisme et hébergements assimilés | 219 | 678 | 816 | 841 | 1 015 | 1 091 | 1 227 | 1 300 |
| Villages de vacances | 858 | 825 | 892 | 879 | 897 | 865 | 1 001 | 981 |
| Meublés de tourisme | ... | ... | ... | ... | 135 162 | 135 162 | 151 376 | 151 750 |
| Chambres d'hôtes | 11 168 | 17 659 | 22 987 | 24 202 | 27 971 | 29 030 | 31 013 | 33 432 |
| Auberges de jeunesse | 303 | 191 | 215 | 200 | 201 | 187 | 188 | 181 |
| **Nombre de lits, en milliers :** | | | | | | | | |
| Résidences de tourisme et hébergements assimilés | 71,9 | 253,9 | 318,5 | 331,2 | 365,1 | 380,8 | 429,5 | 455,1 |
| Villages de vacances | 272,9 | 244,2 | 260,6 | 263,5 | 264,0 | 258,9 | 276,3 | 276,1 |
| Meublés de tourisme (1) | ... | ... | ... | ... | 540,6 | 540,6 | 605,5 | 607,0 |
| Chambres d'hôtes | 22,3 | 36,6 | 46,0 | 48,4 | 55,9 | 58,1 | 62,0 | 66,9 |
| Auberges de jeunesse | 17,6 | 12,9 | 15,2 | 14,8 | 14,6 | 13,8 | 14,4 | 14,2 |

(1) Nombre de meublés multiplié par 4.

## TABLEAU R.02-9

### Hébergements touristiques dans les Dom-Com - parc au 1er janvier 2005

*Sources* : Insee, Direction du Tourisme, IEDOM, IEOM

| | Guadeloupe | Martinique | Guyane | Réunion |
|---|---|---|---|---|
| **Nombre d'établissements** | **537** | **914** | **70** | **1 045** |
| Hôtellerie | 92 | 109 | 27 | 152 |
| Résidences de tourisme et établissements assimilés | 7 | 10 | 1 | 1 |
| Camping et aires naturelles | – | – | – | – |
| Villages de vacances | 2 | 6 | – | 2 |
| Meublés | 433 | 750 | 23 | 561 |
| Chambres d'hôtes | 3 | 27 | 13 | 282 |
| Auberges de jeunesse | – | – | – | 5 |
| Gîtes de montagne, gîtes d'étapes | – | 12 | 6 | 42 |
| **Nombre de lits (en milliers)** | **18 212** | **18 751** | **3 148** | **13 129** |
| Hôtellerie | 13 254 | 12 197 | 2 500 | 7 570 |
| Résidences de tourisme et établissements assimilés | 2 870 | 2 423 | 350 | 362 |
| Camping et aires naturelles | – | – | – | – |
| Villages de vacances | 350 | 1 425 | – | 704 |
| Meublés | 1 732 | 1 908 | 92 | 2 956 |
| Chambres d'hôtes | 6 | 54 | 26 | 564 |
| Auberges de jeunesse | – | – | – | 186 |
| Gîtes de montagne, gîtes d'étapes | – | 744 | 180 | 787 |

## TABLEAU R.02-9 (suite et fin)

### Hébergements touristiques dans les Dom-Com - parc au 1er janvier 2005

*Sources* : Insee, Direction du Tourisme, IEDOM, IEOM

| | Mayotte | Saint-Pierre et Miquelon | Polynésie Française | Nouvelle-Calédonie | Wallis et Futuna |
|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre d'établissements** | **152** | **17** | **318 (1)** | **184** | **5** |
| Hôtellerie | 8 | 14 | 318 (1) | 61 | 5 |
| Résidences de tourisme et établissements assimilés | 1 | – | – | 2 | – |
| Camping et aires naturelles | 2 | 2 | – | 75 | – |
| Villages de vacances | – | – | – | – | – |
| Meublés | 34 | – | – | 30 | – |
| Chambres d'hôtes | 106 | – | – | 5 | – |
| Auberges de jeunesse | – | – | – | 1 | – |
| Gîtes de montagne, gîtes d'étapes | 1 | 1 | – | 10 | – |
| **Nombre de lits** | **761** | **205** | **9 212 (1)** | **7 204** | **108** |
| Hôtellerie | 370 | 165 | 9 212 | 4 925 | 108 |
| Résidences de tourisme et établissements assimilés | 54 | – | – | 645 | – |
| Camping et aires naturelles | 20 | 20 | – | 800 | – |
| Villages de vacances | – | – | – | – | – |
| Meublés | 65 | – | – | 300 | – |
| Chambres d'hôtes | 230 | – | – | 20 | – |
| Auberges de jeunesse | – | – | – | 76 | – |
| Gîtes de montagne, gîtes d'étapes | 22 | 20 | – | 438 | – |

(1) Dont 259 auberges non classées offrant 2 560 lits.

## TABLEAU R.02-10

### Dépenses des touristes étrangers en France

*Source* : Banque de France (Balance des paiements) — *Unité* : Million d'euros

| | 1990 | 1995 | (1) 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OCDE | 15 332 | 18 962 | 25 696 | 28 536 | 29 368 | 30 022 | 28 448 | 28 856 |
| *dont* : UE à 15 | 7 258 | 9 398 | 16 845 | 17 788 | 18 407 | 19 915 | 19 737 | 19 959 |
| *dont* : Allemagne | 1 889 | 2 605 | 3 579 | 3 895 | 3 820 | 3 927 | 3 888 | 3 830 |
| Royaume-Uni | 1 723 | 1 914 | 3 895 | 4 429 | 4 838 | 5 146 | 4 936 | 4 931 |
| UEBL (2) | 830 | 1 607 | 2 742 | 2 781 | 2 971 | 3 099 | 3 176 | 3 317 |
| Italie | 1 010 | 1 116 | 2 501 | 2 546 | 2 400 | 2 519 | 2 446 | 2 461 |
| Pays-Bas | 629 | 766 | 1 826 | 1 547 | 1 759 | 1 931 | 1 921 | 1 936 |
| Espagne | 1 022 | 715 | 1 188 | 1 274 | 1 280 | 1 409 | 1 393 | 1 533 |
| Portugal | 36 | 79 | 194 | 208 | 213 | 235 | 235 | 244 |
| Grèce | 22 | 28 | 57 | 67 | 80 | 286 | 275 | 289 |
| Danemark | 76 | 118 | 248 | 265 | 281 | 296 | 325 | 309 |
| Irlande | 21 | 31 | 123 | 149 | 179 | 192 | 190 | 198 |
| États-Unis-Canada | 2 704 | 2 885 | 4 814 | 6 138 | 6 092 | 5 486 | 4 358 | 4 417 |
| Hors OCDE | 1 426 | 1 983 | 3 873 | 4 764 | 4 311 | 4 168 | 3 899 | 3 978 |
| **Total** | **16 758** | **20 945** | **29 569** | **33 300** | **33 679** | **34 190** | **32 347** | **32 834** |

(1) Nouvelle méthodologie depuis 1999. Cf. chapitre K.02 "Balance des paiements".
(2) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

## TABLEAU R.02-11

### Tourisme international : arrivées et recettes par pays (1)

*Sources* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Organisation mondiale du tourisme (OMT)

| | Arrivées de touristes (milliers) | | | | | Recettes du Tourisme International (millions de dollars US) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1990 | 2000 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 | 1990 | 2000 | 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
| **France** | **52 497** | **77 190** | **77 011** | **75 048** | **75 121** | **20 185** | **29 900** | **32 329** | **37 038** | **40 842** |
| Espagne | 34 085 | 47 898 | 52 347 | 51 830 | 53 599 | 18 593 | 31 000 | 33 609 | 41 770 | 45 248 |
| États-Unis | 39 363 | 50 944 | 41 892 | 41 212 | 46 077 | 43 007 | 85 153 | 66 547 | 64 509 | 74 481 |
| Chine | 10 484 | 31 229 | 36 803 | 32 970 | 41 761 | 2 218 | 16 231 | 20 385 | 17 406 | 25 739 |
| Italie | 26 679 | 41 181 | 39 799 | 39 604 | 37 071 | 20 016 | 27 439 | 26 915 | 31 222 | 35 658 |
| Royaume-Uni | 18 013 | 25 211 | 24 181 | 24 715 | 27 710 | 14 940 | 19 518 | 17 591 | 22 752 | 27 299 |
| Hong-Kong | 6 581 | 13 059 | 16 566 | 15 537 | 21 811 | 5 032 | 7 886 | 10 117 | 7 657 | 9 007 |
| Mexique | 17 176 | 20 641 | 19 667 | 18 665 | 20 618 | 5 467 | 8 295 | 8 858 | 9 457 | 10 753 |
| Allemagne | 17 045 | 17 344 | 17 969 | 18 392 | 20 137 | 11 471 | 17 812 | 19 158 | 22 984 | 27 657 |
| Autriche | 19 011 | 17 982 | 18 611 | 19 078 | 19 373 | 13 410 | 11 440 | 11 237 | 14 068 | 15 412 |
| Canada | 15 209 | 19 627 | 20 057 | 17 534 | 19 095 | 6 339 | 10 171 | 9 700 | 10 579 | 12 843 |
| Turquie | 4 799 | 9 586 | 12 782 | 13 342 | 16 835 | 3 225 | 7 636 | 9 010 | 13 203 | 15 888 |
| Malaisie | 5 299 | 10 222 | 13 292 | 10 577 | 15 703 | 1 667 | 4 947 | 6 784 | 5 901 | 8 198 |
| Pologne | 3 400 | 17 400 | 13 980 | 13 720 | 14 290 | 358 | 6 000 | 3 273 | ... | ... |
| Grèce | 8 873 | 13 096 | 14 180 | 13 969 | 13 000 | 2 587 | 9 290 | 9 741 | 10 701 | 12 872 |
| Hongrie | 20 510 | 15 571 | 15 870 | 15 706 | 12 212 | 824 | 3 424 | ... | 3 440 | ... |
| Portugal | 8 020 | 12 097 | 11 666 | 11 707 | 11 617 | 3 555 | 5 206 | 5 919 | 6 937 | ... |
| Pays-Bas | 5 795 | 10 200 | 9 595 | 9 181 | 9 646 | 3 636 | 6 951 | 7 706 | 9 249 | 10 081 |
| Russie | 7 204 | 21 169 | 23 296 | ... | ... | 2 752 | 7 771 | 4 188 | 4 502 | ... |
| Suisse | 13 200 | 11 400 | 9 000 | 6 630 | ... | 7 411 | 7 303 | 7 628 | ... | 10 309 |
| **Total monde** | **461 217** | **687 300** | **702 700** | **691 000** | **762 600** | **263 370** | **477 300** | **474 300** | **514 400** | **622 400** |

(1) Transport exclu.

## TABLEAU R.02-12
### Tourisme d'affaires : salons organisés selon le secteur d'activité en 2004

*Source* : Office de justification des statistiques (OJS)

*Unités* : Salons : Nombre
Visiteurs : Millier

| Groupes sectoriels | Salons | Visiteurs | *dont* Visiteurs étrangers |
|---|---|---|---|
| Agriculture - Viticulture - Pêche | 11 | 1 137,4 | 23,4 |
| Habitat - Équipement, aménagement et décoration de la maison | 31 | 966,3 | 74,7 |
| Transport - Circulation | 8 | 1 609,7 | 8,4 |
| Sports - Jeux - Loisirs - Tourisme | 20 | 1 433,4 | 17,6 |
| Arts, artisanat | 8 | 233,7 | ... |
| Antiquités | 5 | 42,4 | 0,2 |
| Alimentation - Hôtellerie - Restauration | 10 | 536,6 | 155,2 |
| Textiles - Habillement - Cuir - Accessoires de mode | 32 | 569,1 | 299,4 |
| Bâtiment - Travaux publics | 5 | 163,2 | 11,9 |
| Santé - Hygiène - Mode de vie | 5 | 115,2 | 26,6 |
| Environnement | 2 | 173,1 | 44,6 |
| Sécurité civile et militaire | 2 | 71,9 | 20,8 |
| Informatique - Bureautique - Industrie graphique - Communication | 16 | 180,9 | 48,9 |
| Mécanique et ses équipements | 4 | 140,1 | 15,1 |
| Électricité - Électronique - Mesure | 1 | 14,7 | 1,4 |
| Nouvelles technologies | 2 | 27,6 | 1,5 |
| Sous-traitance | 4 | 67,4 | 7,7 |
| Communication d'entreprise - Commerce - Services | 12 | 176,9 | 35,7 |
| **Total** | **178** | **7 659,6** | **793,2** |

## TABLEAU R.02-13
### Fréquentation des lieux culturels et récréatifs en France (1)

*Source* : Odit-France, Direction de l'observation

*Unité* : Nombre d'entrées

| | 1996 | 2000 | 2002 | *r* 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| Disneyland, Paris | 11 700 000 | 12 200 000 | 13 100 000 | 12 400 000 | 12 400 000 |
| Tour Eiffel | 5 530 279 | 6 152 032 | 6 157 042 | 5 864 969 | 6 229 993 |
| Musée du Louvre | 4 742 000 | 6 100 000 | 5 717 249 | 5 735 399 | 6 600 398 |
| Centre Georges Pompidou, Paris | 6 614 514 | 5 122 099 | 5 502 699 | 5 320 957 | 5 368 548 |
| Château de Versailles | 2 806 000 | 2 872 988 | 3 026 192 | 2 853 976 | 3 260 986 |
| Cité des Sciences de la Villette, Paris | 3 903 000 | 3 088 000 | 2 624 000 | 2 853 000 | 2 795 000 |
| Musée d'Orsay | 2 135 000 | 2 345 110 | 2 130 149 | 1 829 574 | 2 590 316 |
| Musée national d'art moderne (Centre Georges Pompidou) | ... | 2 381 538 | 2 469 154 | 2 262 497 | 2 589 825 |
| Parc Astérix, Plailly | 1 707 000 | 1 830 000 | 1 750 000 | 1 770 000 | 1 830 000 |
| Parc Futuroscope Poitiers | 2 800 000 | 2 291 344 | 1 553 000 | 1 205 000 | 1 350 000 |
| Parc zoologique du Bois de Boulogne, Lille | ... | 1 412 237 | 1 500 000 | 1 505 790 | 1 241 115 |
| Parc Marineland d'Antibes | 1 200 000 | 1 400 000 | ... | ... | ... |
| Jardin d'acclimatation, Paris | 1 052 632 | 1 200 000 | ... | ... | ... |
| Arc de Triomphe, Paris | 803 632 | 1 335 117 | 1 258 506 | 1 192 791 | 1 205 988 |
| Le Puy du Fou (Grand parc + Cinescénie) | ... | 1 067 000 | 1 100 414 | 1 103 697 | 1 138 000 |
| Merveille de l'abbaye du Mont Saint-Michel | 833 985 | 1 078 266 | 1 112 844 | 1 075 886 | 1 132 058 |
| Musée de l'Armée, Paris | 757 386 | 843 509 | 1 018 672 | 990 650 | 1 031 045 |
| Chemin de fer du Montenvers-Mer de Glace, Chamonix | 998 584 | 874 913 | 930 986 | 963 433 | 932 079 |
| Aquarium, La Rochelle | 517 984 | 423 949 | 866 460 (2) | 850 000 | 830 000 |
| Parc floral de Paris | 1 000 000 | 811 648 | ... | ... | ... |
| Parc Aquaboulevard Paris (espace aquatique) | ... | 763 944 | ... | ... | ... |
| Château de Chenonceaux | 900 000 | 850 000 | ... | ... | ... |
| Parc zoologique de Paris (Vincennes) | 715 712 | 749 794 | 851 526 | 780 626 | ... |
| Château de Chambord | 755 797 | 743 305 | 722 948 | 647 840 | 658 293 |
| Parc animalier de la Palmyre, Les Mathes | 750 996 | 638 693 | 721 074 | 671 692 | 756 799 |
| Verrerie, Biot | ... | 732 000 | 704 235 | ... | ... |
| Musée océanographique, Monaco | 725 061 | 719 289 | 703 551 | 593 138 | 592 818 |
| Sainte Chapelle, Paris | 605 236 | 794 041 | 822 843 | 633 045 | 689 005 |
| Visite en bateau de la ville, Strasbourg | ... | 678 302 | 664 337 | 687 775 | ... |
| Parc de loisirs Loisinord, Nœux les Mines | 600 000 | 665 000 | 640 000 | 620 000 | 450 000 |
| Vulcania, Saint-Ours les Roches | /// | /// | 628 000 | 584 000 | 420 000 |
| Parc Nausicaa, Boulogne sur Mer | 576 682 | 689 826 | 625 000 | 533 274 | 603 612 |
| Musée Grévin | 511 145 | 594 000 | 615 898 | 605 000 | 705 100 |
| Palais des Papes, Avignon | 531 778 | 616 432 | 613 376 | 514 188 | 532 010 |
| Zoo du bois de Coulange, Amnéville les Thermes | ... | 478 043 | 574 202 | 570 000 | 545 131 |
| Musée Rodin, Paris | 484 000 | 560 542 | 559 531 | ... | ... |
| Géode de la cité de la Villette, Paris | 846 000 | 691 222 | 537 509 | 504 000 | 490 835 |
| Château du Haut-Koenigsbourg, Orschwiller | 584 249 | 533 194 | 528 779 | 525 021 | 521 090 |
| Musée Carnavalet | ... | ... | 490 048 | 611 500 | 395 355 |
| Parc d'attractions Nigloland, Dolancourt | ... | ... | 488 700 | 515 000 | 496 547 |
| Site, Sommet du Puy de Dôme | ... | ... | 518 224 | 506 117 | 409 155 |

(1) Sites dont les entrées sont comptabilisées et qui ont reçu plus de 500 000 visiteurs.
(2) Ouverture du nouveau site en 2001.

## TABLEAU R.02-14

### Navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire et région administrative

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

| | Nord - Pas-de-Calais Picardie | Haute-Normandie | Basse-Normandie | Bretagne | Pays de la Loire | Poitou-Charentes | Aquitaine | Langue-doc-Roussillon | Provence - Alpes - Côte d'Azur | Corse | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Navires immatriculés au 31/08/2004 :** | | | | | | | | | | | |
| Voiliers | 3 842 | 5 974 | 9 786 | 57 207 | 20 214 | 13 183 | 12 039 | 16 477 | 36 606 | 3 380 | **178 708** |
| Navires à moteur | 20 972 | 34 334 | 36 079 | 121 081 | 50 126 | 32 590 | 49 116 | 71 459 | 175 353 | 33 886 | **624 996** |
| Autres modes de propulsion (1) | 327 | 888 | 1 541 | 8 650 | 2 230 | 1 979 | 3 248 | 3 079 | 6 728 | 889 | **29 559** |
| **Total** | **25 141** | **41 196** | **47 406** | **186 938** | **72 570** | **47 752** | **64 403** | **91 015** | **218 687** | **38 155** | **833 263** |
| **Nouvelles immatriculations (2) entre le 01/09/2003 et le 31/08/2004 :** | | | | | | | | | | | |
| **Non habitables :** | | | | | | | | | | | |
| Voiliers | 63 | 53 | 59 | 683 | 166 | 171 | 68 | 143 | 159 | 38 | **1 603** |
| Navires à moteur | 96 | 144 | 310 | 1 189 | 423 | 220 | 476 | 568 | 977 | 221 | **4 624** |
| Autres modes de propulsion (1) | 19 | 76 | 43 | 441 | 53 | 41 | 14 | 32 | 149 | 15 | **883** |
| **Habitables :** | | | | | | | | | | | |
| Voiliers | 58 | 35 | 67 | 466 | 214 | 223 | 86 | 232 | 582 | 36 | **1 999** |
| Navires à moteur | 126 | 124 | 259 | 972 | 578 | 290 | 520 | 645 | 1 274 | 227 | **5 015** |
| Autres modes de propulsion | – | – | – | – | – | – | – | 1 | 2 | 1 | **4** |
| Véhicule nautique à moteur | 165 | 334 | 277 | 256 | 229 | 228 | 291 | 519 | 956 | 194 | **3 449** |
| Pneumatiques | 186 | 245 | 320 | 1 513 | 448 | 253 | 266 | 434 | 1 282 | 395 | **5 342** |
| Autres modes de propulsion (1) | – | 1 | – | 14 | – | 1 | 2 | 49 | 32 | 5 | **104** |
| **Total** | **713** | **1 012** | **1 335** | **5 534** | **2 111** | **1 427** | **1 723** | **2 623** | **5 413** | **1 132** | **23 023** |

(1) Y compris non renseignés.
(2) Il s'agit des types de propulsion.

## TABLEAU R.02-15

### Navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire - Départements d'outre-mer

*Source* : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

| | Guadeloupe | Martinique | Guyane | Réunion | St Pierre-et-Miquelon | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Navires immatriculés au 31/08/2004 :** | | | | | | |
| Voiliers | 1 504 | 1 310 | 118 | 325 | 50 | **3 307** |
| Navires à moteur | 8 936 | 7 785 | 1 884 | 2 991 | 744 | **22 340** |
| Autres modes de propulsion (1) | 1 146 | 1 329 | 185 | 77 | 21 | **2 758** |
| **Total Dom** | **11 586** | **10 424** | **2 187** | **3 393** | **815** | **28 405** |
| **Nouvelles immatriculations entre le 01/09/2003 et le 31/08/2004 :** | | | | | | |
| Voiliers | 35 | 40 | 2 | 4 | – | **81** |
| Navires à moteur | 401 | 236 | 50 | 85 | 24 | **796** |
| Autres modes de propulsion (1) | – | 4 | – | 18 | – | **22** |
| **Total Dom** | **436** | **280** | **52** | **107** | **24** | **899** |

(1) Y compris non renseignés.

# Chapitre R.03

## Activités financières et immobilières


1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Établissements de crédit et entreprises d'investissement (situation en fin d'année).
2 Bilan de la Banque de France et des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France (encours en fin d'année).
3 Bilan des banques dans les départements et les collectivités d'outre-mer (encours en fin d'année).
4 Crédit-bail mobilier et immobilier par secteur d'activité clients.
5 Crédit-bail mobilier et immobilier selon la nature d'investissement.
6 Sociétés d'assurance, de réassurance et institutions de prévoyance contrôlées par la CCAMIP au 31 décembre.
7 Effectifs du secteur de l'assurance.
8 Primes d'assurance et de réassurance.
9 Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie.
10 Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie.
11 Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie en 2003.
12 Placements d'assurance en 2003.
13 Part des primes brutes directes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE.
14 Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE.
15 Salariés et établissements employeurs dans les activités immobilières au 31 décembre.
16 Activités immobilières : principaux indicateurs.

## 1
## ❍ Présentation

L'activité de l'assurance est très soutenue en 2004, en croissance de plus de 10 % par rapport à 2003, soit la deuxième meilleure performance des dix dernières années. Cette progression est nettement plus forte en assurances de personnes (+ 14 %). En assurances de biens et de responsabilité, elle ralentit (+ 4 %) par rapport aux deux années précédentes.
L'assurance française se situe, pour 2004, au quatrième rang mondial, après les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni.
Le chiffre d'affaires, qui atteint 158 milliards d'euros en 2004 (dont 117,6 milliards d'euros pour les assurances de personnes), correspond aux opérations d'assurance réalisées en France par les sociétés, françaises ou étrangères, agréées sur le marché français et par les succursales de sociétés européennes y opérant, hors acceptations de réassurance.
Avec une charge de sinistres encore élevée, le résultat technique de l'ensemble des sociétés d'assurance continue de s'améliorer. En 2004, le résultat net comptable représente 3,9 % des cotisations et 10,8 % des fonds propres des sociétés. Pour les sociétés d'assurance vie, de capitalisation et mixtes, le résultat technique s'établit à 3,3 milliards d'euros ; le résultat net comptable atteint 3,5 milliards. Il représente 3 % des cotisations et 10 % des capitaux propres des sociétés.

Au sein des services marchands, les activités immobilières sont parmi les plus dynamiques. La promotion immobilière de logements neufs ainsi que l'administration d'immeubles tirent vers le haut la production de l'ensemble de la branche. Cela s'explique par une demande dynamique d'investissement des ménages ainsi que par des dépenses des entreprises en hausse.

## 2
## ❍ Méthodologie

### Assurances

Deux grands changements réglementaires sont intervenus en 1995.
• *Création des entreprises mixtes*
Avant 1995, il y avait deux sortes d'entreprises :
– les entreprises vie, qui ne pouvaient pratiquer que les opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation ;
– les entreprises non-vie, qui ne pouvaient exercer que des opérations non-vie (appelées aussi « dommages »).
Grâce aux troisièmes directives européennes d'assurance (1992), les entreprises peuvent pratiquer simultanément l'ensemble des « assurances de personnes », soit, les opérations d'assurance sur la vie, la capitalisation et les opérations d'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie. L'assurance des dommages corporels reste parmi les branches non-vie mais devient ainsi une plage commune aux entreprises ayant des agréments vie et aux entreprises non-vie.
Cette faculté est introduite en France par la loi du 4 janvier 1994. Les entreprises l'utilisant s'appellent « sociétés mixtes ». La première société mixte apparaît en 1995.
• *Introduction d'un nouveau plan comptable*
Un nouveau plan comptable, pris en application d'une directive européenne de 1991, est utilisé en France depuis l'exercice 1995 par les entreprises d'assurance et réassurance.
Il a transformé la nomenclature et le contenu des comptes et des planches établies par les entreprises. Ces changements perturbent la continuité des séries statistiques :
– les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits ont été remplacés par les comptes de résultat, technique et non technique ;
– la nomenclature des opérations d'assurance sur la vie a été profondément modifiée.
Les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance soumises au contrôle de la Commission de contrôle des assurances (CCA) - remplacée par la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP) depuis l'été 2004 - lui envoient périodiquement des informations retraçant leur activité.
La plupart des informations comptables et statistiques sont fournies sous une forme normalisée et la Commission de contrôle publie les totalisations des principaux états reçus. Ces totalisations concernent à la fois les comptes publiés par les entreprises et les états réservés à l'autorité de tutelle. La Commission de contrôle publie également des tableaux de synthèse (modifications concernant les sociétés, évolutions chronologiques, répartition des activités, bilans et comptes de résultat, etc.) établis à partir des informations reçues.
Jusqu'au 1er juillet 1994, toutes les entreprises d'assurance établies en France relevaient de la Commission de contrôle, soit qu'elles y aient installé leur siège social, soit qu'elles y possédaient une succursale.
Depuis le 1er juillet 1994, les entreprises communautaires relèvent de l'autorité de tutelle compétente pour leur siège social, pour toute leur activité communautaire. Cette mesure concerne les entreprises dont le siège social est situé dans l'Espace Économique Européen (Union européenne, Islande, Liechtenstein et Norvège). Aussi, les tableaux figurant dans l'annuaire n'intègrent-ils plus, depuis l'exercice 1994, les comptes des succursales en France des entreprises communautaires. Seul le tableau indiquant la variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (tableau R.03-6) inclut toutes les entreprises établies en France.
Les statistiques de la Commission de contrôle regroupent les sociétés mixtes avec les sociétés vie.
Les entreprises de réassurance de droit français sont soumises depuis le 1er janvier 1995 au contrôle de la Commission. Elles font l'objet de statistiques depuis cette date.
Les succursales à l'étranger d'entreprises françaises d'assurance ou de réassurance sont comprises dans ces comptes.
Les succursales en France d'entreprises extra-communautaires, dont l'effectif est devenu trop faible pour faire l'objet de totalisations séparées, sont incluses dans les totalisations portant sur les sociétés anonymes.
En assurance non-vie, les sociétés d'assurance mutuelles rémunérantes sont totalisées par la Commission avec les sociétés anonymes.
En ce qui concerne les effectifs du secteur, les chiffres proviennent d'estimations des organismes professionnels.

### Enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

En métropole, l'enquête est exhaustive pour les « grandes » entreprises, c'est-à-dire employant au moins 30 salariés ou réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 millions d'euros. Ces seuils sont relevés, dans certains cas, en fonction des particularités du secteur. Pour le secteur des agences de voyage et ceux de la promotion et gestion immobilière, le seuil correspond aux entreprises de 30 salariés ou plus, ou réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 8 millions d'euros, alors que dans la location immobilière il s'applique aux entreprises de plus de 50 salariés ou au moins 15 millions d'euros de chiffre d'affaires. Pour les entreprises en-dessous de ces seuils, l'enquête est réalisée par sondage et ne porte chaque année que sur la moitié des secteurs : une moitié des secteurs est interrogée une année et l'autre l'année suivante.

### Enquête annuelle « crédit-bail » (NAF-CPF)

La loi du 2 juillet 1966 officialise l'existence du crédit-bail et codifie l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.
L'ordonnance du 28 septembre 1967 adapte cette réglementation au crédit-bail immobilier et crée le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (Sicomi). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux Sicomi un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal

(exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits...).
En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des postes et télécommunications. La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ».
Enfin, la loi du 15 juillet 1980 crée les « sociétés de financement des économies d'énergie » (Sofergie) par voie crédit-bail notamment. Ces sociétés sont autorisées également à financer les investissements des collectivités locales.

## 3 ❍ Définitions

### Activités immobilières

Elles regroupent la promotion et la gestion immobilières (promoteurs, agences immobilières, marchands de biens et administrateurs d'immeubles) et la location immobilière (de logements et hors logements).

### Affaires directes

Il s'agit des opérations souscrites entre un assuré et un assureur, par opposition avec la réassurance qui intervient entre un assureur et un réassureur.

### Agent général d'assurance

Il est le représentant d'une entreprise d'assurance dans une circonscription déterminée ; l'agent général d'assurance exerce une profession libérale.

### Contrat de capitalisation

La capitalisation est un contrat par lequel une entreprise d'assurance s'engage, moyennant un versement unique ou des versements périodiques, à payer un capital déterminé d'avance, soit au terme du contrat soit avant cette date si le contrat est désigné par tirage au sort. Les opérations de capitalisation ne sont pas des opérations d'assurance mais peuvent être pratiquées en même temps que l'assurance sur la vie.

### Crédit-bail (NAF 65.2A) (CPF 65.21)

Cette classe comprend notamment :

• *L'activité des organismes spécialisés dans le crédit-bail mobilier et immobilier ; ils constituent une partie des « sociétés financières » au sens du Comité des établissements de crédits, dont :*
– Sociétés de financement des télécommunications ;
– Sociétés de financement des économies d'énergie (Sofergie) ;
– Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (Sicomi).

• *L'activité des organismes spécialisés dans la location avec option d'achat.*
Le crédit bail est une opération financière impliquant généralement pour l'usager les risques liés au choix de la chose louée, un engagement de durée de bail et une option d'achat en fin de bail.
*Le détail des postes composant les services marchands figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire.*
*La nomenclature d'activités française est consultable sur le site Internet de l'Insee (www.insee.fr).*

### Groupe ouvert

C'est un contrat collectif d'assurance à adhésion individuelle et facultative souscrit auprès d'une société d'assurance par l'intermédiaire d'un organisme représentant le groupe des assurés. Dans les statistiques d'assurance vie, les groupes ouverts sont totalisés avec les contrats individuels.

### Mixte (société d'assurance)

Une société mixte pratique à la fois l'assurance sur la vie et l'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie.

### Mutuelle (société)

Les sociétés d'assurance mutuelle sont des sociétés d'assurance dont les membres sont à la fois assureurs et assurés.

### Provisions techniques

Chaque fois qu'elles contractent un engagement d'assurance ou de réassurance, les entreprises constituent des provisions destinées à garantir le paiement de cet engagement ; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est survenu, mais non encore payé ; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux provisions mathématiques, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus par le contrat.

### Placements

La représentation des provisions techniques des entreprises d'assurance par des actifs financiers et immobiliers est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les entreprises placent librement leurs fonds propres.
Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs non-vie de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, les utilisent pour financer les intérêts prévus aux contrats et pour distribuer des participations aux bénéfices sous forme de revalorisation des prestations garanties.

### Réassurance (Cessions, Acceptations)

C'est une convention par laquelle un assureur transfère à un réassureur une partie des risques d'assurance qu'il a souscrits, moyennant une prime de réassurance. La réassurance est pratiquée par les sociétés d'assurance et par des sociétés de réassurance (réassureurs professionnels). Le réassuré « cède » des risques, le réassureur les « accepte ».

### Tontine

C'est une association dans laquelle chacun des associés apporte sa contribution à un fonds qui est capitalisé. À une date fixée par le contrat, le montant de ce fonds est distribué :
– soit aux survivants (tontines en cas de vie) ;
– soit aux ayants droit des décédés (tontines en cas de décès).

## 4 ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance et des divisions « Services » et « Synthèse générale des comptes » de l'Insee.*

### Organismes :

– Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance ;
– Organismes professionnels ;
– Caisse nationale de prévoyance ;
– Insee ;
– Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

### Sites Internet :

– www.ccamip.fr
– www.ffsa.fr
– www.insee.fr
– www.alisse.insee.fr (Accès en ligne des statistiques structurelles d'entreprises)

### Publications :

***Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance***
*Rapport d'activité* (annuel) ;
*Résultats comptables des entreprises d'assurance de capitalisation et de réassurance* (annuel) ;
*Tableaux de synthèse* (annuel).

***Insee***
*Enquête annuelle d'entreprise.*
*Enquête annuelle « Crédit-bail ».*

*Insee-Références* :
– « Les services en France », Édition 2005-2006.

*Insee-Première* :
– « Les entreprises de services, concentration accrue sous l'influence des groupes », n° 1038, septembre 2005 ;
– « les services marchands en 2004 : les services aux entreprises reprennent », n° 1030, juillet 2005 ;
– « services et énergie : moteurs de la hausse des prix en 2004 », n° 1027, juillet 2005 ;
– « Patrimoine : quand les ménages prennent de l'assurance », n° 1015, mai 2005.
*Insee-résultats, série Économie* :
– « Les entreprises de services en 2003 », n° 22, septembre 2005.

*Insee-Comptes nationaux* :
– « Les services en 2003 - Rapport à la commission des comptes des services », juin 2005.
*Insee-Document de travail* :
– « Les services en 2004 - Rapport sur les comptes », juillet 2005.
***Autres***
– « L'assurance française en 2004 », Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) [rapport annuel] ;
– Annuaire des statistiques d'assurance 1994 - 2003, Édition 2005, OCDE.

## TABLEAU R.03-1

### Établissements de crédit et entreprises d'investissement (situation en fin d'année)

Établissements de crédit (Code monétaire et financier)

*Source* : Banque de France — *Unité* : Nombre

| | 1990 | 1995 | 2000 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Établissements de crédit agréés en France et succursales de l'E.E.E. exerçant en France** | | | | | | |
| ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AGRÉÉS EN FRANCE (1) (hors Monaco) | 2 001 | 1 399 | 1 026 | 924 *r* | 884 *r* | 825 |
| **I. Établissements habilités à traiter toutes opérations de Banque** | **760** | **547** | **454** | **418** *r* | **400** | **390** |
| **Banques** | **380** | **360** | **280** | **263** *r* | **252** | **244** |
| Sociétés de droit français adhérant à la Fédération bancaire française (FBF) | 332 | 314 | 236 | 214 *r* | 203 | 192 |
| Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers adhérant à la FBF | 48 | 44 | 31 | 28 | 28 | 27 |
| Sociétés de droit français affilliées à des organes centraux | – | 2 | 10 | 14 | 13 | 18 |
| Sociétés de droit français affilliées à un organisme professionnel (autre que FBF) | – | – | 2 | 5 | 8 | 6 |
| Sociétés de droit français en instance d'adhésion | – | – | 1 | 2 | – | 1 |
| **Banques mutualistes ou coopératives** | **173** | **167** | **153** | **135** | **128** | **126** |
| Établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires | 33 | 32 | 31 | 25 | 31 | 30 |
| Établissements affiliés au Crédit Agricole S.A | 90 | 61 | 53 | 46 | 45 | 44 |
| Établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif | 15 | 11 | 10 | 9 | – | – |
| Établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel (2) | 32 | 27 | 24 | 21 | 20 | 20 |
| Sociétés coopératives de banque adhérant à la FBF | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Caisses d'épargne et de prévoyance | 186 | 35 | 34 | 33 | 31 | 31 |
| **Caisses de crédit municipal** | **21** | **20** | **21** | **20** | **20** | **20** |
| **II. Sociétés financières** | **1 209** | **821** | **553** | **490** *r* | **469** *r* | **424** |
| Sociétés de caution mutuelle affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires | 164 | 5 | 3 | 1 | 1 | 1 |
| Sociétés affiliées au Centre national des caisses d'épargne et prévoyance | 21 | 7 *r* | 19 | 23 *r* | 25 *r* | 30 |
| Établissements affiliés au Crédit Agricole S.A | 26 | 8 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| Sociétés affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif | 19 | 19 | 16 | 17 | – | – |
| Sociétés affiliées à la Chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier | 144 | 132 | 95 | 84 *r* | 81 | 79 |
| Sociétés à statut particulier adhérant à l'Association française des sociétés financières (ASF) | 196 | 130 *r* | 41 | 34 | 32 | 28 |
| Sociétés financières exerçant divers types d'activités adhérant à l'ASF | 639 | 520 | 377 | 326 *r* | 315 *r* | 281 |
| Sociétés affiliées à l'association française des entreprises d'investissement | – | – | – | 3 | 3 | 3 |
| Sociétés financières en instance d'adhésion | – | – | – | – | 11 | 1 |
| **III. Institutions financières spécialisées (3)** | **32** | **31** | **19** | **16** | **15** | **11** |
| SUCCURSALES D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN EXERÇANT EN LIBRE ÉTABLISSEMENT (4) | 26 | 46 | 59 | 51 | 52 | 55 |
| **Total** | **2 027** | **1 445** | **1 085** | **975** | **936** | **880** |
| **Établissements de crédit agréés pour exercer leur activité à Monaco** | | | | | | |
| ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AGRÉÉS POUR EXERCER LEUR ACTIVITÉ À MONACO | 21 | 24 | 31 | 37 | 34 | 31 |
| **I. Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banques** | **13** | **16** | **27** | **33** | **31** | **29** |
| **Banques** | **13** | **15** | **26** | **32** | **30** | **28** |
| Sociétés de droit monégasque adhérant à la Fédération bancaire française (FBF) | 12 | 12 | 21 | 22 | 20 | 19 |
| Succursales d'établissements ayant leur siège à l'étranger adhérant à la FBF | 1 | 3 | 5 | 10 | 10 | 9 |
| **Établissement assimilable à une caisse de crédit municipal adhérant à la FBF** | **–** | **1** | **1** | **1** | **1** | **1** |
| **II. Sociétés financières** | **8** | **8** | **4** | **4** | **3** | **2** |
| **Sociétés financières exerçant divers types d'activité adhérant à l'ASF** | **7** *r* | **6** *r* | **4** | **4** | **3** *r* | **2** |

(1) Pour mémoire : le crédit coopératif en tant que réseau a cessé d'exister en 2003, seules la banque Crédit coopératif et les caisses régionales de Crédit maritime mutuel se sont affiliées à la Banque fédérale des banques populaires.
(2) Jusqu'au 25 septembre 1991, les caisses de Crédit mutuel agricole et rural étaient affiliées à la Fédération centrale du Crédit mutuel agricole et rural.
(3) Dont quatre établissements affiliés à la Caisse nationale des Caisses d'épargne et de prévoyance.
(4) Exercice en libre établissement depuis 1993.

## TABLEAU R.03-2

### Bilan de la Banque de France et des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France (encours en fin d'année)

*Source* : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

**Banque de France**

| ACTIF | 2002 | r 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|
| **Territoire national** | **19,7** | **16,4** | **23,3** |
| **Crédits** | **17,0** | **11,5** | **17,7** |
| Institutions financières monétaires | 16,1 | 11,1 | 17,3 |
| Administrations publiques | 0,6 | 0,2 | 0,2 |
| Secteur privé | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| **Titres autres que des actions** | **2,7** | **4,9** | **5,5** |
| Institutions financières monétaires | – | – | – |
| Administrations publiques | 2,7 | 4,9 | 5,5 |
| **Autres États de la zone euro** | **33,8** | **32,5** | **23,9** |
| **Reste du monde** | **21,5** | **18,3** | **20,5** |
| **Avoirs en or** | **31,8** | **32,1** | **30,9** |
| **Non ventilés par zone géographique** | **48,4** | **59,6** | **76,3** |
| **Total de l'actif** | **155,2** | **158,9** | **174,8** |

| PASSIF | 2002 | r 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|
| **Territoire national - Dépôts** | **36,2** | **28,8** | **29,3** |
| Institutions financières monétaires | 34,6 | 27,8 | 28,7 |
| Administration centrale | 0,8 | 0,3 | 0,3 |
| Autres secteurs | 0,8 | 0,8 | 0,4 |
| **Autres États de la zone euro - Dépôts** | **–** | **–** | **–** |
| Institutions financières monétaires | – | – | – |
| Autres secteurs | – | – | – |
| **Reste du monde - Dépôts** | **1,8** | **3,8** | **7,3** |
| **Non ventilés par zone géographique** | **116,6** | **126,3** | **138,2** |
| Billets et pièces en circulation | 74,2 | 85,0 | 97,8 |
| Titres de créances émis | – | – | – |
| Instruments du marché monétaire | – | – | – |
| Capital et réserves | 38,4 | 35,5 | 32,9 |
| Autres | 4,0 | 5,8 | 7,4 |
| **Total du passif** | **155,2** | **158,9** | **174,8** |

**IFM hors Banque de France (1)**

| ACTIF | 2002 | r 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|
| **Territoire national** | **2 875,2** | **2 999,4** | **3 200,9** |
| **Crédits** | **2 209,0** | **2 265,7** | **2 416,4** |
| Institutions financières monétaires | 951,7 | 947,8 | 1 013,1 |
| Administrations publiques | 126,8 | 142,0 | 139,5 |
| Secteur privé | 1 130,5 | 1 175,9 | 1 263,8 |
| **Titres autres que des actions** | **416,4** | **431,2** | **460,8** |
| Institutions financières monétaires <= 2 ans | 116,2 | 129,8 | 162,6 |
| Institutions financières monétaires > 2 ans | 52,1 | 49,8 | 53,3 |
| Administrations publiques | 152,4 | 157,5 | 155,8 |
| Secteur privé | 95,7 | 94,2 | 89,2 |
| **Titres d'OPCVM monétaires** | **58,4** | **63,7** | **67,8** |
| **Actions et autres titres participatifs** | **191,4** | **238,8** | **255,9** |
| **Autres États de la zone euro** | **408,6** | **465,9** | **553,9** |
| **Reste du monde** | **513,3** | **502,8** | **608,3** |
| **Non ventilés par zone géographique** | **364,6** | **379,1** | **417,0** |
| **Total de l'actif** | **4 161,7** | **4 347,1** | **4 780,2** |

| PASSIF | 2002 | r 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|
| **Territoire national - Dépôts** | **1 920,9** | **2 047,7** | **2 180,2** |
| Institutions financières monétaires | 927,0 | 933,2 | 1 006,6 |
| Administration centrale | 11,7 | 39,0 | 43,9 |
| Autres secteurs | 982,2 | 1 075,5 | 1 129,6 |
| Dépôts à vue | 290,9 | 344,1 | 357,1 |
| Dépôts à terme <= 2 ans | 60,4 | 49,6 | 45,5 |
| Dépôts à terme > 2 ans | 283,3 | 299,3 | 306,4 |
| Dépôts remboursables avec préavis | 319,9 | 351,8 | 377,5 |
| Pensions | 27,7 | 30,7 | 43,2 |
| **Autres États de la zone euro - Dépôts** | **195,4** | **201,8** | **238,6** |
| Institutions financières monétaires | 170,8 | 173,6 | 201,5 |
| Autres secteurs | 24,5 | 28,2 | 37,1 |
| **Reste du monde - Dépôts** | **437,3** | **429,9** | **511,7** |
| **Non ventilés par zone géographique** | **1 608,1** | **1 667,8** | **1 849,6** |
| Titres de créances émis <= 2 ans | 206,5 | 218,3 | 259,4 |
| Titres de créances émis > 2 ans | 354,9 | 375,2 | 404,8 |
| Titres d'OPCVM monétaires | 303,8 | 327,8 | 354,1 |
| Capital et réserves | 284,1 | 294,9 | 310,2 |
| Autres | 458,8 | 451,6 | 521,1 |
| **Total du passif** | **4 161,7** | **4 347,1** | **4 780,2** |

(1) Depuis juillet 2003, les opérations financières de la Poste sont recensées dans le bilan des institutions financières monétaires. Il en résulte notamment un accroissement, à l'actif, du poste "Actions et autres titres participatifs" et, au passif, des postes "Dépôts à vue" et "Capital et réserves".

## TABLEAU R.03-3

### Bilan des banques dans les départements et les collectivités d'outre-mer (encours en fin d'année)

*Source* : Institut d'émission des départements d'Outre-mer (Rapport annuel) — *Unité* : Millier d'euros

| ACTIF | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|
| GUADELOUPE | 3 564 114 | 3 744 882 | 4 003 545 |
| GUYANE | 587 307 | 632 165 | 668 705 |
| MARTINIQUE | 3 686 134 | 3 698 624 | 3 937 862 |
| RÉUNION | 5 611 404 | 6 524 867 *r* | 7 763 457 |
| MAYOTTE | 203 164 | 225 413 *r* | 245 863 |
| SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON | 144 749 | 157 845 | 166 240 |
| POLYNÉSIE FRANÇAISE | 3 152 975 | 3 326 542 | 3 587 713 |
| NOUVELLE-CALÉDONIE | 2 957 696 | 3 071 061 *r* | 3 565 288 |

| PASSIF | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|
| GUADELOUPE | 3 564 114 | 3 744 882 | 4 003 545 |
| GUYANE | 587 307 | 632 165 | 668 705 |
| MARTINIQUE | 3 686 134 | 3 698 624 | 3 937 862 |
| RÉUNION | 5 611 404 | 6 524 867 *r* | 7 763 457 |
| MAYOTTE | 203 164 | 225 413 *r* | 245 863 |
| SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON | 144 749 | 157 845 | 166 240 |
| POLYNÉSIE FRANÇAISE | 3 152 975 | 3 326 542 | 3 587 713 |
| NOUVELLE-CALÉDONIE | 2 957 696 | 3 071 061 *r* | 3 565 288 |

## TABLEAU R.03-4

### Crédit-bail mobilier et immobilier par secteur d'activité clients

*Source* : Insee (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité* : Million d'euros (1)

| Secteurs d'activité clients (en NAF) | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Crédit-bail mobilier** | | | | | | |
| Agriculture | 198,8 | 492,7 | 491,7 | 466,3 | 453,9 | 417,8 |
| Industries extractives | 62,5 | 58,5 | 62,6 | 73,2 | 96,0 | 71,1 |
| Industries manufacturières | 1 511,1 | 1 995,8 | 2 190,2 | 2 377,4 | 2 042,6 | 2 341,2 |
| Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur | 68,1 | 58,5 | 53,6 | 100,6 | 43,6 | 44,4 |
| Construction | 420,3 | 601,2 | 795,6 | 850,4 | 881,6 | 871,1 |
| Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques | 818,0 | 1 361,1 | 1 296,2 | 1 371,6 | 1 300,6 | 1 306,6 |
| Hôtels et restaurants | 56,9 | 83,5 | 107,3 | 109,7 | 122,2 | 147,6 |
| Transports et communications | 982,7 | 1 369,5 | 1 448,2 | 1 563,6 | 1 632,3 | 1 525,3 |
| Activités financières | 68,1 | 116,9 | 125,2 | 100,6 | 61,1 | 133,3 |
| Immobilier, location et services aux entreprises | 738,5 | 1 269,3 | 1 573,3 | 1 353,3 | 1 291,9 | 1 306,5 |
| Administration publique | 56,9 | 91,9 | 71,5 | 54,9 | 61,1 | 88,9 |
| Éducation | 22,7 | 50,1 | 44,7 | 45,7 | 61,1 | 62,2 |
| Santé et action sociale | 460,1 | 400,8 | 384,4 | 420,6 | 392,8 | 453,3 |
| Services collectifs, sociaux et personnels | 170,4 | 359,1 | 259,2 | 182,9 | 200,8 | 222,2 |
| Autres (activités non précisées) | 51,1 | 41,8 | 35,8 | 73,2 | 17,5 | 8,9 |
| **Total** | **5 686,3** | **8 350,5** | **8 939,5** | **9 144,0** | **8 729,0** | **9 000,5** |
| **Crédit-bail immobilier** | | | | | | |
| Agriculture | 11,7 | 14,7 | 12,5 | 38,7 | 21,2 | 14,8 |
| Industries extractives | – | 3,7 | – | – | – | 4,9 |
| Industries manufacturières | 1 140,6 | 949,3 | 1 053,9 | 1 212,8 | 1 072,4 | 1 124,3 |
| Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur | 47,3 | 14,7 | 96,2 | 19,3 | 26,5 | 69,1 |
| Construction | 82,6 | 29,4 | 29,3 | 53,2 | 42,5 | 44,4 |
| Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques | 1 046,3 | 684,4 | 547,9 | 608,8 | 886,6 | 631,3 |
| Hôtels et restaurants | 141,6 | 390,0 | 284,4 | 231,9 | 175,2 | 262,0 |
| Transports et communications | 240,0 | 261,2 | 401,5 | 473,5 | 451,3 | 426,0 |
| Activités financières | 70,7 | 47,8 | 20,9 | 116,0 | 318,5 | 138,1 |
| Immobilier, location et services aux entreprises | 798,4 | 1 089,1 | 1 547,4 | 1 913,5 | 2 054,6 | 1 850,4 |
| Administration publique | 7,9 | 7,4 | 16,7 | – | 5,3 | 9,9 |
| Éducation | 4,0 | – | 4,2 | 14,5 | 5,3 | 4,9 |
| Santé et action sociale | 149,4 | 66,2 | 129,7 | 48,3 | 95,6 | 83,9 |
| Services collectifs, sociaux et personnels | 188,7 | 62,6 | 37,6 | 48,3 | 69,0 | 74,0 |
| Autres (activités non précisées) | 4,0 | 58,9 | – | 53,2 | 21,2 | 34,5 |
| **Total** | **3 933,2** | **3 679,5** | **4 182,2** | **4 832,0** | **5 309,0** | **4 772,5** |

(1) Hors TVA déductible.

## TABLEAU R.03-5

### Crédit-bail mobilier et immobilier selon la nature d'investissement (1)

*Source* : Insee (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité* : Million d'euros (2)

| | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Crédit-bail mobilier** | | | | | | |
| Produits du travail des métaux | 56,9 | 183,7 | 134,1 | 118,9 | 104,7 | 90,0 |
| Machines et équipements | 1 848,1 | 2 981,1 | 3 084,1 | 2 880,4 | 2 863,1 | 2 754,2 |
| Machines de bureau | 204,7 | 263,9 | 268,2 | 237,7 | 253,1 | 290,2 |
| Ordinateurs et équipements informatiques | 659,6 | 955,3 | 688,3 | 658,4 | 488,8 | 393,8 |
| Machines et appareils électriques, équipements de radio, télévision et télécommunications, instruments et matériel de précision | 449,3 | 534,4 | 536,4 | 512,1 | 506,3 | 558,0 |
| Produits de l'industrie automobile | 1 740,1 | 2 705,6 | 3 388,1 | 3 456,4 | 3 535,2 | 3 555,2 |
| Produits de la construction navale | 39,8 | 55,4 | 26,8 | 91,4 | 61,1 | 55,7 |
| Matériel ferroviaire roulant | 5,6 | 83,1 | 17,9 | 18,3 | 17,5 | 37,1 |
| Produits de la construction aéronautique | 34,1 | 36,9 | 35,8 | 45,7 | 384,1 | 510,3 |
| Meubles | 108,1 | 50,1 | 71,5 | 54,9 | 61,1 | 45,0 |
| Autres et indéterminés | 540,3 | 501,0 | 688,3 | 1 069,9 | 445,2 | 711,0 |
| **Total** | **5 686,3** | **8 350,5** | **8 939,5** | **9 144,0** | **8 729,0** | **9 000,5** |
| **Crédit-bail immobilier** | | | | | | |
| **Achats de terrains** | | | | | | |
| Magasins et commerces | 125,9 | 117,7 | 138,0 | 174,0 | 307,9 | 200,4 |
| Usines et entrepôts | 161,3 | 150,9 | 263,5 | 290,9 | 403,5 | 362,7 |
| Bureaux | 39,3 | 44,2 | 96,2 | 135,3 | 217,7 | 152,7 |
| Cliniques et hôpitaux | 19,7 | 3,7 | 4,2 | 4,8 | 21,2 | 4,8 |
| Autres | 86,6 | 73,5 | 58,6 | 58,0 | 63,7 | 47,7 |
| **Total** | **432,7** | **390,0** | **560,4** | **663,0** | **1 014,0** | **768,4** |
| **Achats de bâtiments existants** | | | | | | |
| Magasins et commerces | 448,4 | 375,3 | 263,5 | 280,3 | 504,4 | 424,7 |
| Usines et entrepôts | 361,9 | 787,4 | 740,2 | 797,3 | 822,9 | 610,9 |
| Bureaux | 82,6 | 184,0 | 334,6 | 396,2 | 408,8 | 310,2 |
| Cliniques et hôpitaux | 47,3 | 33,1 | 33,5 | 38,7 | 90,3 | 38,2 |
| Autres | 122,0 | 327,5 | 267,7 | 236,8 | 191,1 | 257,7 |
| **Total** | **1 062,0** | **1 707,3** | **1 639,4** | **1 749,3** | **2 017,4** | **1 641,7** |
| **Construction et génie civil** | | | | | | |
| Magasins et commerces | 527,0 | 331,1 | 305,3 | 294,8 | 297,3 | 286,3 |
| Usines et entrepôts | 1 203,6 | 864,8 | 1 246,3 | 1 622,3 | 1 619,2 | 1 598,8 |
| Bureaux | 184,9 | 172,9 | 204,9 | 236,8 | 175,2 | 128,9 |
| Cliniques et hôpitaux | 114,0 | 22,1 | 20,9 | 43,5 | 53,1 | 105,0 |
| Autres | 409,0 | 191,3 | 204,9 | 222,3 | 132,7 | 243,4 |
| **Total** | **2 438,6** | **1 582,3** | **1 982,4** | **2 419,7** | **2 277,6** | **2 362,4** |
| **Total général** | **3 933,2** | **3 679,5** | **4 182,2** | **4 832,0** | **5 309,0** | **4 772,5** |

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

## TABLEAU R.03-6

### Sociétés d'assurance, de réassurance et institutions de prévoyance contrôlées par la CCAMIP au 31 décembre (1)

*Source* : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP) — *Unité* : Nombre

| Forme juridique | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Sociétés d'assurance non-vie** | | | | | | |
| Sociétés nationales | 4 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Sociétés anonymes | 141 | 144 | 148 | 143 | 142 | 137 |
| Sociétés d'assurance mutuelle rémunérant des intermédiaires | 55 | 48 | 46 | 45 | 43 | 39 |
| Sociétés d'assurance mutuelle ne rémunérant pas d'intermédiaires | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| Mutuelles locales ou professionnelles | 84 | 53 | 53 | 52 | 52 | 52 |
| Mutuelles agricoles | 24 | 23 | 22 | 21 | 16 | 14 |
| Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E (2) | 16 | 13 | 13 | 12 | 11 | 11 |
| Divers (3) | 1 | 1 | – | – | – | – |
| Société dispensée d'agrément (4) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| **Sociétés d'assurance sur la vie** | | | | | | |
| Sociétés nationales | 4 | – | – | – | – | – |
| Sociétés anonymes | 110 | 68 | 64 | 64 | 65 | 60 |
| Sociétés d'assurance mutuelle | 16 | 14 | 14 | 14 | 14 | 13 |
| Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E | 5 | 4 | 4 | 2 | 1 | 1 |
| Sociétés tontinières | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| **Sociétés d'assurance mixtes** | | | | | | |
| Sociétés nationales | – | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Sociétés anonymes | 1 | 35 | 38 | 41 | 40 | 40 |
| Sociétés d'assurance mutuelle | – | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 |
| **Sociétés de réassurance** | | | | | | |
| Sociétés anonymes | 20 | 31 | 33 | 32 | 30 | 29 |
| Société d'assurance mutuelle | 1 | 2 | 3 | 3 | 3 | 2 |
| **Institutions de prévoyance** | | | | | | |
| Institutions de prévoyance | – | – | – | – | – | 79 |

(1) À l'exclusion des sociétés en liquidation.
(2) E.E.E. : Espace Économique Européen.
(3) Caisse départementale des incendiés de la Meuse.
(4) Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles d'Antilles-Guyane.

## TABLEAU R.03-7

### Effectifs du secteur de l'assurance

*Sources* : Fédération française des sociétés d'assurance, Agéa, FCA

| | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Salariés de sociétés d'assurances** | **121 800** | **132 300** | **135 100** | **137 600** | **139 000** | **138 500** | **138 000** |
| **Agences** | | | | | | | |
| Agents généraux | 17 400 | 15 800 | 15 150 | 14 000 | 13 400 | 13 200 | 13 000 |
| Collaborateurs d'agence (salariés et non salariés) | 35 000 | 32 000 | 30 000 | 28 000 | 28 000 | 28 000 | 28 000 |
| **Total** | **52 400** | **47 800** | **45 150** | **42 000** | **41 400** | **41 200** | **41 000** |
| **Courtage** | | | | | | | |
| Courtiers (1) | 2 400 | 2 400 | 2 800 | 2 800 | 2 800 | 2 800 | 2 800 |
| Collaborateurs (salariés) | 16 000 | 15 000 | 17 000 | 17 000 | 17 000 | 17 000 | 17 000 |
| **Total** | **18 400** | **17 400** | **19 800** | **19 800** | **19 800** | **19 800** | **19 800** |
| **Experts** | **4 400** | **4 400** | **4 400** | **4 400** | **4 400** | **4 400** | **4 400** |
| **Total** | **197 000** | **201 900** | **204 450** | **203 800** | **204 600** | **203 900** | **203 200** |

(1) Hors gestionnaires de patrimoine.

## TABLEAU R.03-8

### Primes d'assurance et de réassurance

Primes émises brutes de cession en réassurance

*Source* : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP) — *Unité* : Million d'euros

| | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1) Affaires directes d'assurances sur la vie et capitalisation** | | | | | | |
| **Affaires directes en France** | **63 527** | **74 730** | **90 295** | **84 507** | **85 278** | **91 882** |
| Affaires directes dans l'Union européenne (LPS et succursales) (1) | 161 | 35 | 43 | 57 | 93 | 271 |
| Affaires directes hors Union européenne | 10 | 3 | 5 | 9 | 13 | 26 |
| **Total des affaires directes à l'étranger** | **171** | **38** | **48** | **66** | **106** | **297** |
| **Total général des opérations d'assurance sur la vie et capitalisation** | **63 698** | **74 768** | **90 343** | **84 573** | **85 384** | **92 179** |
| **Évolution des primes en %** | **9,1** | **15,0** | **20,8** | **– 6,4** | **1,0** | **8,0** |
| **2) Affaires directes d'assurance non-vie** | | | | | | |
| **Affaires directes en France** | **36 996** | **38 751** | **40 298** | **42 563** | **45 529** | **49 015** |
| Affaires directes dans l'Union européenne (LPS et succursales) | 774 | 900 | 1 072 | 1 579 | 2 091 | 1 811 |
| Affaires directes hors Union européenne | 207 | 86 | 114 | 154 | 189 | 230 |
| **Total des affaires directes à l'étranger** | **981** | **986** | **1 186** | **1 733** | **2 280** | **2 041** |
| **Total général des opérations d'assurance non-vie** | **37 977** | **39 737** | **41 484** | **44 296** | **47 809** | **51 056** |
| **Évolution des primes en %** | **5,6** | **1,8** | **4,4** | **6,8** | **7,9** | **6,8** |
| **3) Ensemble des affaires directes** | | | | | | |
| En France | 100 523 | 113 481 | 130 593 | 127 070 | 130 807 | 140 897 |
| À l'étranger | 1 152 | 1 024 | 1 234 | 1 799 | 2 386 | 2 338 |
| **Total des affaires directes** | **101 675** | **114 505** | **131 827** | **128 869** | **133 193** | **143 235** |
| **4) Opérations de réassurance** | | | | | | |
| **Sociétés d'assurance vie et mixtes** | | | | | | |
| En France | 2 291 | 2 470 | 3 285 | 3 226 | 4 019 | 5 518 |
| À l'étranger | 1 | – | – | – | 1 | 1 |
| **Total** | **2 292** | **2 470** | **3 285** | **3 226** | **4 020** | **5 519** |
| **Sociétés d'assurance non-vie** | | | | | | |
| En France | 5 894 | 5 285 | 5 477 | 6 020 | 6 800 | 6 800 |
| À l'étranger | 129 | 146 | 150 | 492 | 413 | 217 |
| **Total** | **6 023** | **5 431** | **5 627** | **6 512** | **7 213** | **7 017** |
| **Ensemble des sociétés d'assurance** | | | | | | |
| En France | 8 185 | 7 755 | 8 762 | 9 246 | 10 819 | 12 318 |
| À l'étranger | 130 | 146 | 150 | 492 | 414 | 222 |
| **Total** | **8 315** | **7 901** | **8 912** | **9 738** | **11 233** | **12 540** |
| **Sociétés de réassurance françaises** | | | | | | |
| En France | 4 441 | 4 761 | 5 481 | 7 302 | 7 334 | 6 573 |
| À l'étranger | 312 | 332 | 484 | 644 | 683 | 607 |
| **Total** | **4 753** | **5 093** | **5 965** | **7 946** | **8 017** | **7 180** |
| **Total des opérations de réassurance** | | | | | | |
| En France | 12 626 | 12 516 | 14 243 | 16 548 | 18 153 | 18 891 |
| À l'étranger | 442 | 478 | 634 | 1 136 | 1 097 | 829 |
| **Total** | **13 068** | **12 994** | **14 877** | **17 684** | **19 250** | **19 720** |

(1) LPS : Libre prestation de services.

TABLEAU R.03-9

## Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

*Source* : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP) — *Unité* : Million d'euros

| | Montant 2001 | % des primes | Montant 2002 | % des primes | Montant 2003 | % des primes |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (tontines comprises) (1) :** | | | | | | |
| **Ressources** | | | | | | |
| Primes | 91 207 | 100,0 | 93 153 | 100,0 | 101 734 | 100,0 |
| Résultat financier du compte technique | 17 765 | 19,5 | 8 185 | 8,8 | 42 125 | 41,4 |
| Autres produits | 492 | 0,5 | 533 | 0,6 | 698 | 0,7 |
| Charges incombant aux réassureurs | 3 414 | 3,7 | 4 188 | 4,5 | 6 212 | 6,1 |
| **Total** | **112 878** | **123,8** | **106 059** | **113,9** | **150 769** | **148,2** |
| **Charges** | | | | | | |
| Charges des sinistres | 54 604 | 59,9 | 59 165 | 63,5 | 64 486 | 63,4 |
| Charges des provisions techniques | 15 755 | 17,3 | 6 664 | 7,2 | 37 938 | 37,3 |
| Participation aux résultats | 28 349 | 31,1 | 26 299 | 28,2 | 30 315 | 29,8 |
| Frais d'acquisition et d'administration | 7 810 | 8,6 | 8 057 | 8,6 | 8 484 | 8,3 |
| Autres charges techniques | 570 | 0,6 | 667 | 0,7 | 669 | 0,7 |
| Primes cédées aux réassureurs | 2 985 | 3,3 | 3 879 | 4,2 | 5 647 | 5,6 |
| **Total** | **110 073** | **120,7** | **104 731** | **112,4** | **147 539** | **145,1** |
| **Résultat technique** | **2 805** | **3,1** | **1 328** | **1,4** | **3 230** | **3,2** |
| **Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance non-vie :** | | | | | | |
| **Ressources** | | | | | | |
| Primes | 47 400 | 100,0 | 51 357 | 100,0 | 54 041 | 100,0 |
| Résultat financier du compte technique | 4 498 | 9,5 | 2 675 | 5,2 | 3 200 | 5,9 |
| Autres produits techniques | 535 | 1,1 | 567 | 1,1 | 608 | 1,1 |
| Charges incombant aux organismes dispensés d'agrément | 127 | 0,3 | 123 | 0,2 | 124 | 0,2 |
| Charges incombant aux réassureurs | 9 625 | 20,3 | 8 437 | 16,4 | 8 018 | 14,8 |
| **Total** | **62 185** | **131,2** | **63 159** | **122,9** | **65 991** | **122,0** |
| **Charges** | | | | | | |
| Prestations et frais payés | 34 827 | 73,5 | 35 445 | 69,0 | 35 570 | 65,8 |
| Charges des provisions techniques | 5 260 | 11,1 | 4 789 | 9,3 | 5 376 | 9,9 |
| Participation aux résultats | 479 | 1,0 | 479 | 0,9 | 549 | 1,0 |
| Frais d'acquisition et d'administration | 9 811 | 20,7 | 10 205 | 19,9 | 10 625 | 19,7 |
| Autres charges techniques | 1 227 | 2,6 | 1 422 | 2,8 | 1 504 | 2,8 |
| Primes cédées aux organismes dispensés d'agrément | 175 | 0,4 | 176 | 0,3 | 179 | 0,3 |
| Primes cédées aux réassureurs | 9 025 | 19,0 | 10 197 | 19,9 | 10 128 | 18,7 |
| **Total** | **60 804** | **128,3** | **62 713** | **122,1** | **63 931** | **118,2** |
| **Résultat technique** | **1 381** | **2,9** | **444** | **0,9** | **2 060** | **3,8** |

(1) Y compris les dommages corporels.

## TABLEAU R.03-10

### Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

*Source* : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP) — *Unité* : Million d'euros

| | Montant 2001 | % des primes | Montant 2002 | % des primes | Montant 2003 | % des primes |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (tontines comprises) (1) :** | | | | | | |
| **Ressources** | | | | | | |
| Résultat technique | 2 805 | 3,1 | 1 338 | 1,4 | 3 229 | 3,2 |
| Résultat financier du compte non technique | 1 399 | 1,5 | 1 219 | 1,3 | 1 396 | 1,4 |
| Produits exceptionnels et autres produits non technique | 401 | 0,4 | 316 | 0,3 | 313 | 0,3 |
| **Total** | **4 605** | **5,0** | **2 873** | **3,1** | **4 938** | **4,9** |
| **Charges** | | | | | | |
| Charges exceptionnelles et autres charges non techniques | 324 | 0,4 | 493 | 0,5 | 371 | 0,3 |
| Participation des salariés | 69 | 0,1 | 51 | 0,1 | 65 | 0,1 |
| Impôts sur les bénéfices | 966 | 1,1 | 1 017 | 1,1 | 991 | 1,0 |
| **Total** | **1 359** | **1,5** | **1 561** | **1,7** | **1 427** | **1,4** |
| **Résultat de l'exercice** | **3 246** | **3,6** | **1 312** | **1,4** | **3 511** | **3,5** |
| **Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance non-vie :** | | | | | | |
| **Ressources** | | | | | | |
| Résultat technique | 1 381 | 2,9 | 444 | 0,9 | 2 059 | 3,8 |
| Résultat financier du compte non technique | 1 327 | 2,8 | 930 | 1,8 | 1 052 | 1,9 |
| Produits exceptionnels et autres produits non technique | 616 | 1,3 | 530 | 1,0 | 461 | 0,9 |
| **Total** | **3 324** | **7,0** | **1 904** | **3,7** | **3 572** | **6,6** |
| **Charges** | | | | | | |
| Charges exceptionnelles et autres charges non techniques | 728 | 1,5 | 706 | 1,4 | 842 | 1,5 |
| Participation des salariés | 73 | 0,2 | 42 | 0,1 | 93 | 0,2 |
| Impôts sur les bénéfices | 535 | 1,1 | 317 | 0,6 | 600 | 1,1 |
| **Total** | **1 336** | **2,8** | **1 065** | **2,1** | **1 535** | **2,8** |
| **Résultat de l'exercice** | **1 988** | **4,2** | **839** | **1,6** | **2 037** | **3,8** |

(1) Y compris les dommages corporels.

## TABLEAU R.03-11

### Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie en 2003 (1)

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

*Source* : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP) — *Unité* : Million d'euros

| | Sociétés d'assurance sur la vie et sociétés mixtes (tontines comprises) | | Sociétés d'assurance non-vie | |
|---|---|---|---|---|
| | Montant | % du total | Montant | % du total |
| **Actif** | | | | |
| Placements | 835 121 | 92,6 | 108 041 | 71,4 |
| Part des réassureurs dans les provisions techniques | 21 899 | 2,4 | 18 835 | 12,5 |
| Créances | 13 545 | 1,5 | 16 544 | 10,9 |
| Actifs incorporels et autres actifs | 8 075 | 0,9 | 4 632 | 3,1 |
| Comptes de régularisation et différences de conversion | 22 752 | 2,5 | 3 157 | 2,1 |
| **Total** | **901 392** | **100,0** | **151 209** | **100,0** |
| **Passif** | | | | |
| Capitaux propres et passifs subordonnés | 43 249 | 4,8 | 31 323 | 20,7 |
| Provisions techniques | 822 241 | 91,2 | 99 206 | 65,6 |
| Provisions pour risques et charges | 1 512 | 0,2 | 1 683 | 1,1 |
| Dettes | 34 390 | 3,8 | 18 997 | 12,6 |
| **Total** | **901 392** | **100,0** | **151 209** | **100,0** |

(1) Avant affectation.

## TABLEAU R.03-12

### Placements d'assurance en 2003

Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire (valeur nette)

*Source* : Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP) — *Unité* : Million d'euros

| Nature des valeurs | Vie, mixtes et tontines | Non-vie |
|---|---|---|
| Immeubles et parts de SCI (1) | 24 320 | 9 203 |
| Actions et titres à revenu variable (OPCVM inclus) (2) | 89 064 | 33 486 |
| Obligations et titres à revenu fixe (OPCVM inclus) | 575 300 | 57 712 |
| Prêts et effets assimilés | 12 243 | 2 337 |
| Dépôts auprès des cédantes | 5 580 | 4 664 |
| Autres placements | 4 173 | 739 |
| **Total** | **710 680** | **108 141** |

(1) SCI : Société Civile Immobilière.
(2) OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.

## TABLEAU R.03-13

### Part des primes brutes directes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE

*Source* : OCDE — %

| Pays | *r* 1994 | *r* 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 8,05 | 8,14 | 8,27 | 8,42 | 8,27 | 8,60 | 8,81 | 8,94 | 9,66 | 9,81 |
| Autriche | 5,95 | 5,95 | 6,77 | 6,15 | 6,01 | 6,21 | 6,30 | 6,28 | 6,53 | 6,61 |
| Belgique | 5,25 | 5,59 | 5,87 | 6,02 | 6,74 | 7,30 | 8,11 | 8,14 | 7,94 | 9,59 |
| Danemark | 6,43 | 6,31 | 6,74 | 6,92 | 7,51 | 6,99 | 6,80 | 7,39 | 8,69 | 8,20 |
| Espagne | 5,10 | 4,79 | 4,98 | 5,08 | 5,05 | 5,86 | 6,93 | 6,61 | 7,09 | 5,86 |
| Finlande | 3,11 | 3,45 | 4,17 | 3,80 | 4,05 | 4,63 | 5,19 | 4,43 | 4,35 | 3,99 |
| **France** | **8,83** | **9,15** | **9,61** | **9,91** | **8,45** | **8,94** | **9,81** | **9,24** | **9,13** | **9,85** |
| Grèce | 1,65 | 1,64 | 1,76 | 1,77 | 1,86 | 2,17 | 2,11 | 2,02 | 2,06 | 2,14 |
| Irlande | 9,12 | 8,57 | 9,36 | 10,35 | 12,35 | 15,09 | 21,80 | 14,28 | ... | 16,23 |
| Italie | 3,80 | 3,89 | 3,91 | 4,46 | 5,18 | 6,03 | 6,33 | 6,75 | 7,47 | 7,98 |
| Luxembourg | 10,31 | 23,00 | 20,02 | 27,53 | 29,13 | 29,25 | 29,28 | 27,73 | 26,81 | 28,27 |
| Pays-Bas | 8,59 | 8,80 | 9,01 | 9,19 | 9,65 | 9,82 | 10,12 | 10,28 | 9,91 | 10,01 |
| Portugal | 4,01 | 4,49 | 4,98 | 4,79 | 5,34 | 6,02 | ... | 6,52 | 6,64 | 7,27 |
| Royaume-Uni | 13,26 | 12,37 | 12,49 | 12,51 | 13,44 | 14,73 | 17,82 | 16,11 | 16,15 | 16,56 |
| Suède | ... | ... | ... | 5,92 | 6,09 | ... | 8,26 | 9,22 | ... | 8,45 |
| **Union européenne à 15 (UE)** | **7,58** | **7,52** | **7,75** | **8,22** | **8,25** | **8,81** | **9,99** | **9,68** | **9,49** | **10,18** |
| Hongrie | 2,14 | 2,12 | 2,23 | 2,33 | 2,45 | 2,53 | 2,86 | 2,84 | 2,98 | 3,02 |
| Pologne | 1,72 | 1,69 | 1,98 | 2,44 | 2,65 | 2,83 | 2,88 | 2,94 | 2,92 | 3,06 |
| République tchèque | 2,36 | 2,30 | 2,48 | 2,69 | 2,84 | 3,08 | 3,28 | 3,49 | 3,75 | 4,15 |
| Slovaquie | ... | ... | ... | 2,40 | 2,74 | 2,81 | 2,94 | 3,18 | 3,33 | 3,53 |
| **OCDE** | **8,40** | **8,40** | **8,47** | **8,88** | **9,10** | **9,28** | **9,83** | **9,71** | **8,99** | **10,12** |
| *dont* : États-Unis | 10,43 | 10,40 | 10,24 | 10,81 | 11,44 | 11,45 | 11,85 | 11,64 | 9,89 | 12,48 |
| Japon | 8,48 | 8,49 | 8,03 | 7,99 | 7,65 | 7,38 | 7,22 | 7,12 | 7,22 | 7,32 |
| Canada | 5,18 | 5,17 | 5,00 | 4,77 | 4,63 | 7,24 | 7,66 | 7,91 | 8,38 | 8,69 |
| Suisse | 14,12 | 14,43 | 12,88 | 13,23 | 13,56 | 13,48 | 13,80 | 15,38 | 15,95 | 13,24 |

## TABLEAU R.03-14

### Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE

*Source* : OCDE — *Unité* : Million de dollars US

| Pays | *r* 1994 | *r* 1995 | *r* 1996 | *r* 1997 | *r* 1998 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Union européenne (UE) (1)** | **582 954** | **649 305** | **675 731** | **667 126** | **736 487** | **723 406** | **769 447** | **766 657** | **884 228** | **1 173 100** |
| Allemagne | 173 835 | 199 131 | 191 049 | 173 288 | 187 026 | 172 293 | 160 961 | 165 559 | 207 349 | 256 732 |
| Autriche | 12 512 | 14 168 | 15 516 | 12 523 | 13 555 | 12 566 | 11 936 | 12 081 | 14 692 | 18 386 |
| Belgique | 12 764 | 15 400 | 15 308 | 14 399 | 17 776 | 17 411 | 18 098 | 18 475 | 21 113 | 31 785 |
| Danemark | 10 071 | 11 423 | 12 045 | 11 410 | 13 662 | 11 483 | 10 462 | 11 729 | 16 109 | 18 845 |
| Espagne | 26 028 | 28 463 | 29 439 | 27 785 | 31 230 | 33 556 | 38 086 | 38 570 | 50 457 | 53 712 |
| Finlande | 3 359 | 4 513 | 5 270 | 4 500 | 5 521 | 5 627 | 6 076 | 5 359 | 6 219 | 7 036 |
| **France** | **122 238** | **142 902** | **145 683** | **136 583** | **129 173** | **122 687** | **125 438** | **121 718** | **142 063** | **188 629** |
| Grèce | 1 652 | 1 875 | 2 152 | 2 092 | 2 391 | 2 552 | 2 307 | 2 373 | 2 965 | 4 042 |
| Irlande | 5 120 | 5 642 | 7 074 | 7 947 | 11 214 | 13 666 | 20 231 | 14 720 | ... | 26 897 |
| Italie | 38 440 | 43 577 | 48 720 | 50 799 | 65 105 | 67 639 | 66 429 | 73 461 | 95 951 | 127 726 |
| Luxembourg | 1 635 | 4 141 | 3 515 | 4 699 | 5 804 | 5 548 | 5 609 | 5 452 | 6 228 | 8 328 |
| Pays-Bas | 30 951 | 36 330 | 35 948 | 33 735 | 40 048 | 37 193 | 36 646 | 39 428 | 44 939 | 55 900 |
| Portugal | 3 739 | 4 822 | 5 503 | 4 922 | 6 316 | 6 580 | ... | 7 129 | 8 693 | 11 674 |
| Royaume-Uni | 140 611 | 136 918 | 158 509 | 168 089 | 192 766 | 214 605 | 248 308 | 230 839 | 267 449 | 335 314 |
| Suède | ... | ... | ... | 14 355 | 14 898 | ... | 18 861 | 19 766 | ... | 28 093 |
| Hongrie | 843 | 856 | 941 | 988 | 1 139 | 1 145 | 1 276 | 1 520 | 2 146 | 2 599 |
| Pologne | 1 706 | 2 220 | 2 864 | 3 485 | 4 475 | 4 429 | 4 810 | 5 565 | 5 802 | 6 568 |
| République tchèque | 1 051 | 1 268 | 1 504 | 1 382 | 1 850 | 1 762 | 1 817 | 2 215 | 2 958 | 4 172 |
| Slovaquie | ... | ... | ... | 495 | 592 | 564 | 566 | 665 | 890 | 1 266 |
| **OCDE (1)** | **1 853 840** | **1 972 998** | **2 012 295** | **2 040 033** | **2 247 533** | **2 346 533** | **2 465 748** | **2 435 161** | **2 455 623** | **3 155 900** |
| *dont* : États-Unis | 731 673 | 763 639 | 795 115 | 891 694 | 994 961 | 1 055 045 | 1 157 516 | 1 173 018 | 1 031 530 | 1 366 732 |
| Japon | 415 000 | 414 403 | 360 139 | 321 675 | 334 625 | 364 629 | 329 148 | 283 410 | 294 786 | 337 809 |
| Canada | 28 262 | 30 149 | 30 245 | 29 060 | 27 031 | 47 570 | 53 353 | 54 780 | 61 315 | 79 425 |
| Suisse | 39 032 | 46 189 | 36 254 | 34 959 | 38 938 | 33 877 | 34 131 | 39 313 | 47 725 | 45 377 |

(1) Uniquement pour les données disponibles.

## TABLEAU R.03-15

### Salariés et établissements employeurs dans les activités immobilières au 31 décembre

*Sources* : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic) et division Services (Insee) — *Unité* : Nombre

| Secteurs d'activité | Code NAF | Salariés des établissements 2002 | Salariés des établissements *r* 2003 | Salariés des établissements *p* 2004 | Établissements employeurs 2002 | Établissements employeurs *r* 2003 | Établissements employeurs *p* 2004 | Établissements employeurs 2004/2003 % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES** | **70.1 à 70.3** | **321 482** | **326 737** | **334 775** | **130 019** | **130 642** | **132 088** | **1,1** |
| Location de biens immobiliers | 70.2 | 102 868 | 102 412 | 103 011 | 38 310 | 37 599 | 37 434 | **– 0,4** |
| Location de logements | | 83 410 | 82 718 | 83 560 | 32 351 | 31 448 | 31 238 | **– 0,7** |
| Location immobilière hors logement | | 19 458 | 19 694 | 19 451 | 5 959 | 6 151 | 6 196 | **0,7** |
| Promotion et gestion immobilières | 70.1, 70.3 | 218 614 | 224 325 | 231 764 | 91 709 | 93 043 | 94 654 | **1,7** |
| Promotion immobilière de logements | | 12 892 | 13 222 | 14 316 | 2 182 | 2 130 | 2 187 | **2,6** |
| Promotion immobilière hors logement | | 8 131 | 8 630 | 8 853 | 1 374 | 1 358 | 1 399 | **2,9** |
| Marchands de biens immobiliers | | 8 312 | 8 831 | 9 470 | 2 765 | 2 953 | 3 149 | **6,2** |
| Agences immobilières | | 62 915 | 65 780 | 71 192 | 16 415 | 17 012 | 18 243 | **6,7** |
| Administration d'immeubles | | 126 364 | 127 862 | 127 933 | 68 973 | 69 590 | 69 676 | **0,1** |

## TABLEAU R.03-16

### Activités immobilières : principaux indicateurs

*Source* : Insee (EAE services) — *Unité* : Million d'euros

| Secteurs d'activité | Code NAF | Nombre d'entreprises | Effectif salarié au 31-12 Total | Effectif salarié au 31-12 *dont* à temps partiel | Effectif non salarié annuel moyen | Salaires bruts | Investissements (1) | Chiffre d'affaires hors taxes | Valeur ajoutée hors taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **31 décembre 2002** | | | | | | | | | |
| **ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES** | **(2) 70** | **68 901** | **228 636** | **37 951** | **49 300** | **5 708,5** | **13 492,3** | **52 227,0** | **26 860,4** |
| Promotion immobilière de logements | 70.1A | 4 923 | 12 694 | 1 476 | 3 236 | 471,0 | 85,7 | 6 667,8 | 1 836,8 |
| Promotion immobilière de bureaux | 70.1B | 266 | 590 | 80 | 179 | 34,6 | 149,3 | 1 018,1 | 453,0 |
| Promotion immobilière d'infrastructures | 70.1C | 2 332 | 4 684 | 642 | 1 736 | 158,7 | 86,1 | 3 148,6 | 747,0 |
| Supports juridiques de programmes | 70.1D | 1 185 | 711 | 139 | 934 | 19,4 | 44,1 | 553,2 | 307,4 |
| Marchands de biens immobiliers | 70.1F | 11 675 | 6 319 | 994 | 10 142 | 161,0 | 293,6 | 4 797,5 | 1 474,5 |
| Location de logements | 70.2A | 5 393 | 87 135 | 14 930 | 3 168 | 1 809,7 | 9 150,9 | 20 039,2 | 12 344,8 |
| Location de terrains | 70.2B | 267 | 98 | 27 | 198 | 1,5 | 1,5 | 14,9 | 10,2 |
| Location d'autres biens immobiliers | 70.2C | 6 732 | 10 899 | 2 823 | 4 135 | 226,4 | 2 749,7 | 5 052,1 | 3 323,9 |
| Agences immobilières | 70.3A | 30 608 | 66 153 | 12 229 | 22 801 | 1 708,2 | 213,5 | 6 490,8 | 3 792,2 |
| Administration d'immeubles résidentiels | 70.3C | 4 477 | 30 346 | 3 827 | 2 210 | 825,9 | 388,7 | 2 805,4 | 1 828,4 |
| Administration d'autres biens immobiliers | 70.3D | 1 043 | 9 007 | 784 | 562 | 291,9 | 329,1 | 1 639,4 | 742,3 |

(1) Y compris apports.
(2) Sauf 70.3E « Supports juridiques de gestion de patrimoine ».

# Chapitre R.04

## Recherche et Développement expérimental


1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Effort national de Recherche et de Développement.

2 Financement et exécution de la Recherche et du Développement expérimental par secteur institutionnel.

3 Effectifs occupés dans la Recherche et le Développement expérimental.

4 Recherche et Développement technologique en France et dans quelques pays en 2003.

5 Concentration de la Recherche dans les entreprises en 2003.

6 Dépense intérieure de Recherche et Développement (Dird) des entreprises et son financement.

7 Dépenses intérieures et effectifs de Recherche et Développement expérimental des entreprises et Administrations.

## 1

## Présentation

En 2003, la dépense intérieure de Recherche et de Développement expérimental (Dird) s'établit à 34,6 milliards d'euros. Celle-ci correspond aux travaux de Recherche et Développement exécutés sur le territoire national quelle que soit l'origine des fonds (cf. partie 3 Définitions). L'effort de R & D (Dird/PIB) s'établit à 2,18 %, en baisse pour la première fois depuis 1999. En 2003, les entreprises effectuent 63 % de la Dird, le solde étant réalisé par les Administrations et organismes publics de recherche. La dépense nationale de Recherche et de Développement expérimental (DNRD), qui mesure le financement national de la R & D, atteint 34,4 milliards d'euros, 54 % de cette somme étant financée par les entreprises.

Les premiers résultats 2004 indiquent une hausse de l'effort de R & D. Les dépenses de recherche progresseraient dans les Administrations comme dans les entreprises pour atteindre 35,6 milliards d'euros.

La R & D occupe près de 351 000 personnes en équivalent temps plein (ETP), soit une hausse de 0,7 % en 2003. La croissance des effectifs dans les Administrations est plus faible que celle des entreprises, + 0,3 % contre 1,1 %. Depuis plusieurs années, la croissance des effectifs de recherche est portée par l'augmentation du nombre de chercheurs, les autres personnels de recherche (techniciens, ouvriers et administratifs) progressant moins vite. Depuis 2002, les entreprises emploient un plus grand nombre de chercheurs que les Administrations.

Les implantations régionales de la recherche sont relativement concentrées : quatre régions sur les vingt-deux, l'Île-de-France (plus de 40 %), Rhône-Alpes (près de 11 %), Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Midi-Pyrénées (plus de 5 % chacune) rassemblent en 2003, près des deux tiers des effectifs de la recherche française.

### La recherche dans les entreprises

La dépense intérieure de recherche des entreprises (Dirde) s'établit à 21,6 milliards d'euros, en baisse de 0,9 % en valeur. Ce repli, qui fait suite à plusieurs années de croissance soutenue, ne devrait pas se poursuivre en 2004. D'après des estimations réalisées en avril-mai 2005, la Dirde progresserait de près de 3,5 % en 2004.

La baisse des dépenses de recherche résulte d'un repli des investissements et des frais généraux, les rémunérations progressant encore. De ce fait, les effectifs de recherche, en particulier les chercheurs, augmentent.

Les dépenses de recherche sont très concentrées, à la fois dans les grandes entreprises et dans quelques branches d'activité. Les quatre premières branches de recherche réalisent la moitié des dépenses de R & D. Seule parmi ces quatre branches à ne pas être dans un domaine de haute technologie, l'automobile est la première branche de R & D. Son poids dans la recherche, 14,7 %, traduit avant tout l'importance de cette industrie en France. Sa Dirde atteint 3,2 milliards d'euros en 2003, soit le même niveau qu'en 2002. La Dirde de la pharmacie augmente de 5,4 % en volume et poursuit une progression entamée il y a 7 ans. Elle réalise 14 % de la Dirde des entreprises en 2003, prenant ainsi la deuxième place aux équipements radio, télé, communication et aux composants. La Dirde de cette dernière branche recule et représente 12,8 % de la Dird des entreprises en 2003. Ce repli fait suite à l'éclatement de la bulle « Tic » en 2001. La construction aéronautique et spatiale, première branche de recherche au début des années 90, reste en quatrième position, ses investissements en R & D reculant après une forte croissance en 2002. Sur plus long terme, l'aéronautique est très touchée par la baisse des financements publics, tout comme les instruments de précision qui occupent la cinquième position, assez loin derrière l'aéronautique.

La recherche se concentre dans les grandes entreprises (plus de 500 salariés) qui effectuent les trois quart de la Dirde et reçoivent plus de 80 % des financements publics. Rapportées au chiffre d'affaires, les dépenses de recherche sont particulièrement lourdes pour les toutes petites entreprises (moins de 20 salariés), au sein desquelles on trouve des entreprises spécialisées dans la R & D et qui vendent donc leur recherche.

La concentration des groupes est encore plus grande. Les 13 premiers groupes français en termes de recherche effectuent à eux seuls la moitié des dépenses de recherche.

### La recherche publique

La dépense intérieure de recherche des Administrations (Dirda) s'élève à 12,9 milliards d'euros en 2003, soit une hausse de + 1,8 % en valeur et + 0,3 % en volume. Sa progression serait un peu plus rapide en 2004 pour atteindre 13,2 milliards d'euros.

L'activité de recherche dans l'enseignement supérieur représente 35 % de la recherche publique, devant les EPST (établissements publics à caractère scientifique et technologique : 27 %) et les Epic (établissements à caractère industriel et commercial : 24 %). Avec une dépense de 4,6 milliards d'euros en 2003 correspondant à une augmentation de 2,5 % en volume par rapport à 2002, ce secteur est le principal contributeur à la croissance de la Dirda. Sa contribution s'explique principalement par la progression des dépenses de recherche des universités (qui représentent 91 % de la recherche dans le secteur de l'enseignement supérieur en 2003).

Alors que les EPST (y compris le CNRS) ont connu une forte croissance de leur activité de recherche entre 2001 et 2002 (+ 4,9 % en volume), celle-ci diminue de 1,4 % en volume en 2003 pour atteindre 3,5 milliards d'euros. La situation est cependant différenciée : les dépenses de recherche du CNRS (qui représentent 61 % de la Dird des EPST) sont stables tandis que la dépense intérieure de R & D des autres EPST est en hausse pour la moitié d'entre eux et en baisse pour l'autre moitié. C'est finalement la Dird des Epic qui enregistre le plus fort repli (- 3 % en volume). La situation est aussi très contrastée avec une baisse marquée pour certains d'entre eux (Cnes, Andra) et une progression pour d'autres tels que le CEA, l'Ifremer, l'Anvar ou le BRGM.

En 2003, avec une progression de ses dépenses de recherche de près de 12 % en volume, le ministère de la Défense est le second contributeur à la croissance de la Dirda. La part du ministère de la Défense dans l'ensemble de la Dirda remonte d'un point pour s'établir à 8 % (elle est passée de 20 % en 1992 à 6,7 % en 2000).

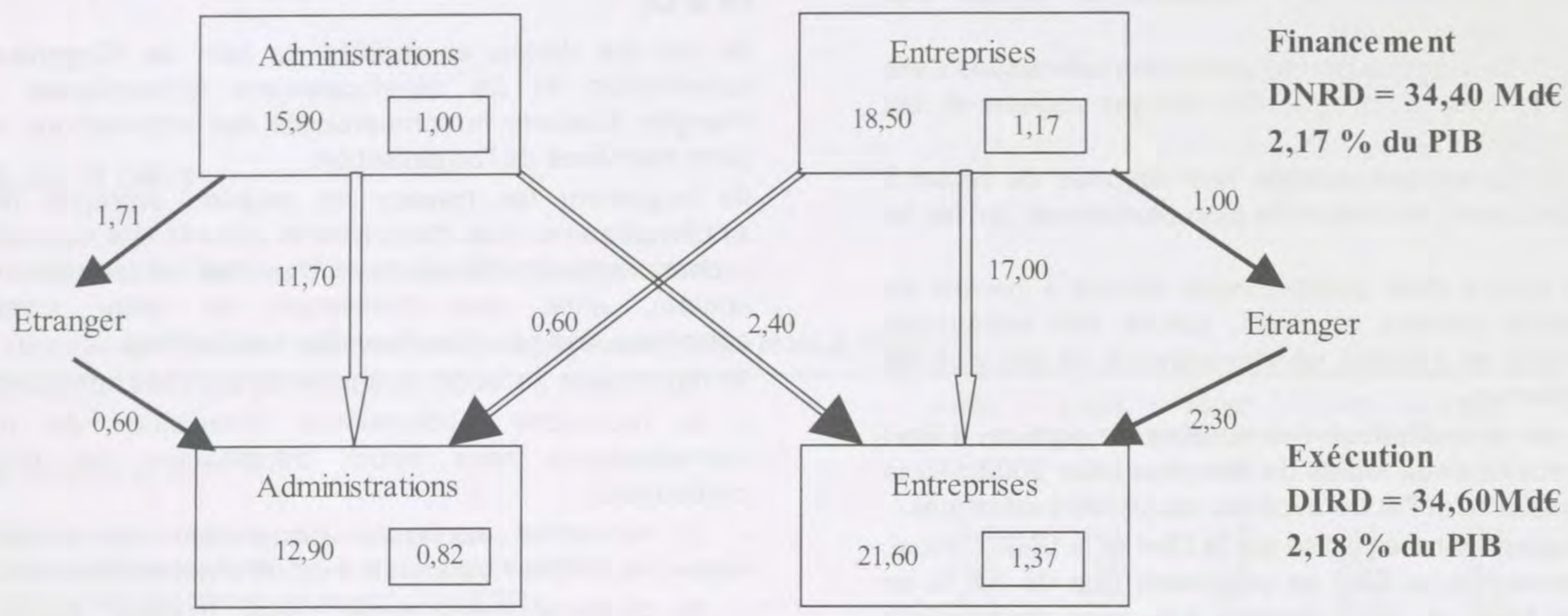
Les Administrations ont aussi un rôle de financeur via leurs dépenses extérieures (soit 4,6 milliards d'euros en 2003) dont plus de 50 % sont à destination des entreprises françaises. Ce niveau est stable depuis 1999. Ces dépenses extérieures comprennent la contribution nationale aux financements d'organisations internationales comme l'Agence Spatiale Européenne ou encore le Cern (Centre Européen pour la Recherche Nucléaire).

La ressource principale de ces organismes de recherche est constituée de dotations dont le budget civil de Recherche et Développement (BCRD), auquel il convient d'ajouter la partie du budget de l'enseignement supérieur qui finance des activités de R & D, notamment les salaires des enseignants-chercheurs pris à 50 % et le budget de R & D de la Défense. Depuis 1992 la part des subventions dans le financement de la Dirda est en recul (86 % en 1992 et 80 % en 2003) au profit des ressources contractuelles et des autres ressources propres.

### La place de la France dans le monde

L'effort français de recherche (ratio Dird/PIB), avec 2,18 %, place la France en 2003 au quatrième rang parmi les principaux pays de l'OCDE, après le Japon, les États-Unis et l'Allemagne. Si l'on ramène l'effort de recherche au nombre d'habitants, le rang de la France est le même, mais les États-Unis précèdent le Japon et passent au premier rang selon cet indicateur.

**Le financement et l'exécution de la recherche en 2003 (chiffres définitifs)**




Les montants sont en milliards d'euros ; les valeurs encadrées expriment les montants en % du PIB.

## 2 ○ Méthodologie

Les travaux de Recherche et de Développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R & D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation. Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R & D sont la dépense nationale de R & D (DNRD), qui mesure les financements de la Recherche et Développement, et la dépense intérieure de R & D (Dird), qui mesure le coût des travaux de R & D exécutés.

### L'effort national de Recherche et Développement expérimental

#### *Les agents économiques*

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

– les Administrations publiques et privées, c'est-à-dire l'État, les universités, les institutions sans but lucratif (ISBL).

L'État comprend les services ministériels et établissements publics administratifs, civils et militaires ; les organismes publics de recherche : Établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) ; établissements publics à caractère industriel et commercial (Epic) ; établissements publics à caractère administratif (Epa) à l'exception du CNRS et de ses instituts classés dans le secteur de l'enseignement supérieur ; les Administrations territoriales (régions, départements, etc.).

L'enseignement supérieur comprend les universités et les établissements publics d'enseignement sous tutelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur ou d'autres départements ministériels ; le CNRS et ses instituts ; les centres hospitaliers universitaires et les centres de lutte contre le cancer.

Le secteur associatif comprend les fondations et associations ou institutions sans but lucratif, hormis les associations rattachées à d'autres secteurs.

– les entreprises publiques et privées et les centres techniques des organismes professionnels.

L'analyse de l'effort national de R & D et de son évolution s'appuie sur :

. la mesure de l'effort global fournie par le ratio Dird/PIB (part de la dépense intérieure de R & D dans le produit intérieur brut) ;

. la part prise par chaque secteur (administrations, entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R & D ;

. l'évaluation des effectifs occupés dans la R & D , dont le nombre de chercheurs. Cette évaluation est faite à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein recherche ».

Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction de l'Évaluation et de la Prospective du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

### L'effort de Recherche et Développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les plus importants pays de l'OCDE sont les suivants :

– Dird/PIB par pays (en %) ;
– indice de la Dird des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100) ;
– indice de la Dird par habitant des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100) ;
– nombre de chercheurs des principaux pays, par secteur et par millier d'actifs.

### AVERTISSEMENT

#### *Modifications de la méthodologie*

Les résultats présentés pour l'année 2001 ne sont pas directement comparables avec les résultats 2000 du fait :

- d'une amélioration de la couverture du champ dans le secteur des entreprises. Les effets de cette rupture sont présentés ci-dessous pour quelques variables :

| | Évolution brute en % | Évolution à champ constant % | Montants 2001 Millions d'euros |
|---|---|---|---|
| Dirde | 7,4 | 5,0 | 20 782 |
| Financement public | - 6,6 | - 7,4 | 2 110 |
| Financement privé | 5,6 | 5,1 | 5 497 |
| Effectif de recherche | 4,4 | 2,5 | 185 468 |
| Chercheurs | 9,2 | 6,7 | 88 479 |

- de la communication par le ministère de la Défense des données intégrant des travaux qui n'étaient pas considérés par le passé comme relevant du champ de la R & D.

De même, les résultats présentés pour l'année 2000 ne sont pas directement comparables avec les résultats 1999. En effet, plusieurs changements méthodologiques sont intervenus, qui

permettent d'améliorer la représentation de la recherche publique mais introduisent des ruptures de séries. Ces changements sont les suivants :

– l'évaluation de la dépense de recherche des universités a été améliorée, par la prise en compte des charges sociales et des pensions de retraite ;

– certains organismes ont modifié leur réponse de façon à être en harmonie avec le contrat de plan pluriannuel qui les lie à l'État ;

– la mise en œuvre d'un questionnaire rénové a permis de clarifier certaines notions (contrats, nature des ressources propres, effectifs) et a induit un changement de réponse de certains organismes.

Compte tenu de la multiplicité des sources de rupture, il était difficile de produire deux séries de données pour 2000 : l'une à méthode constante et l'autre avec les nouvelles évaluations.

L'exercice a cependant été réalisé sur la Dird et la DNRD. Ainsi, à méthode constante, la Dird ne progresse que de 1,6 % en volume entre 1999 et 2000 (contre 4 % avec la nouvelle méthode). Cette hausse, inférieure à celle du PIB (+ 3,8 % en volume), résulte d'une hausse de la Dird des entreprises de 2,9 % et d'une baisse de la Dird des Administrations de 0,7 %. De même, la DNRD aurait progressé de 1,9 % en volume à méthode constante (contre 4,4 % après changements méthodologiques), résultat d'une hausse de 2,1 % de la DNRD des entreprises et de 1,2 % de la DNRD des Administrations.

Les résultats des enquêtes 1998 comportent des changements significatifs qui ont obligé à une nouvelle estimation des résultats 1997 afin de pouvoir établir des comparaisons.

Le premier changement porte sur l'évaluation des Dépenses intérieures de la Défense. La collaboration avec les services de la Direction Générale de l'Armement a conduit à une nouvelle estimation de Dépenses intérieures des laboratoires de la Défense et de la Direction des applications militaires de la Défense : la correction s'élève à 0,47 milliard d'euros pour l'année 1997. C'est le changement essentiel auquel s'ajoute, pour la recherche publique civile, une réappréciation des données relatives au CEA civil et aux dépenses de recherche clinique, soit respectivement 57,2 millions d'euros et 45,7 millions d'euros.

Les nouvelles estimations de 1998 ont ainsi donné lieu à des corrections pour les effectifs de 1997. Tous secteurs confondus, les effectifs rémunérés, qui étaient de 313 154 ETP (équivalent temps plein), dans la précédente évaluation, ne sont plus que 303 463. Cette différence résulte d'une augmentation de 2 257 ETP dans le secteur des entreprises et d'une diminution de 11 948 dans le secteur des Administrations. Les nouvelles informations du ministère de la Défense ont en effet permis de corriger les effectifs qui de 19 544 (chiffre qui n'avait pas été révisé depuis une vingtaine d'années) sont passés à 4 063, soit un écart de 15 481. Les corrections intervenues au CEA et dans la recherche clinique ont limité l'impact de la révision des effectifs de la Défense.

## 3

## ○ Définitions

### La dépense intérieure de Recherche et de Développement (Dird)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R & D (Recherche et Développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

### La dépense nationale de Recherche et de Développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la Recherche-Développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.

La relation avec la Dird est la suivante :

DNRD = Dird + financements nationaux des travaux de recherche exécutés à l'étranger – financements étrangers des travaux de recherche exécutés en France.

### Les travaux de Recherche et Développement (R & D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.

Ils englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

– la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière) ;

– la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé) ;

– le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer ceux qui existent déjà).

## 4

## ○ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (direction de l'Évaluation et de la Prospective, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche).*

### Organismes :

– Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche ;

– Insee, OCDE.

### Site Internet :

– www.recherche.gouv.fr/indicateursRetD

### Publications :

***Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR)***

– « Recherche et développement en France, résultats 2002, estimations 2003, Objectifs socio-économiques du BCRD 2004 », dossier n° 162, avril 2005.

*Notes de recherche (NR), disponibles sur le site Internet* :

– « Dépenses de Recherche et Développement en France en 2003, estimations 2004 », n° 05.03, septembre 2005 ;

– « Un panorama international des mécanismes nationaux d'aides fiscales à la recherche et à l'innovation », n° 05.02, septembre 2005.

*Éducation et formations :*

– « Recherche et innovation », n° 59, avril-juin 2001.

***Autres***

– « R & D publique, R & D privée et efficacité du processus d'innovation : quelles perspectives ?, Marc Baudry et Béatrice Dumont, Commissariat général du plan, 2005.

– « Science et technologie – indicateurs 2004 », *Economica*, OST.

– « Tableau de bord de l'innovation », Direction générale de l'Industrie, des Technologies de l'information et des Postes, 13ème édition, juillet 2005.

– « Principaux indicateurs de la science et de la technologie », 2005 / 1, OCDE.

– « Tableau de bord européen de l'innovation », Commission européenne, mars 2004.

Voir aussi le chapitre L02 « Innovation et Propriété industrielle ».

## TABLEAU R.04-1

### Effort national de Recherche et de Développement

*Source :* Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — %

| | *r* 1995 | *r* 1999 | *r* 2000 | *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Effort global (DIRD/PIB en %) (1) | 2,29 | 2,16 | 2,19 | 2,20 | 2,23 | 2,18 | 2,16 |
| Part de la dépense nationale financée par les Administrations (DNRD) | 49,5 | 44,4 | 44,9 | 43,7 | 45,1 | 46,2 | 46,7 |
| Part de la dépense intérieure exécutée par les Administrations (DIRD) | 39,0 | 36,8 | 37,2 | 36,8 | 36,7 | 37,4 | 37,1 |
| Part de la dépense nationale financée par les entreprises (DNRD) | 50,5 | 55,6 | 55,1 | 56,3 | 54,9 | 53,8 | 53,3 |
| Part de la dépense intérieure exécutée par les entreprises (DIRD) | 61,0 | 63,2 | 62,8 | 63,2 | 63,3 | 62,6 | 62,9 |

(1) Part de la dépense intérieure de Recherche et de Développement dans le PIB.

## TABLEAU R.04-2

### Financement et exécution de la Recherche et du Développement expérimental par secteur institutionnel

*Unités :* Million d'euros

*Source :* Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — Variation : %

| | *r* 1995 | (1) *r* 1999 | (1) *r* 2000 | (1) *r* 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépense nationale de Recherche et de Développement (DNRD)** | **27 563** | **29 885** | **32 081** | **33 570** | **34 759** | **34 395** | **35 234** |
| Variation annuelle en volume (2) | 1,1 | 4,2 | 3,8 | 2,8 | 1,3 | – 2,6 | 0,8 |
| Financement par les Administrations (3) | 13 647 | 13 267 | 14 404 | 14 673 | 15 677 | 15 891 | 16 445 |
| Variation annuelle en volume (2) | – 0,1 | 3,4 | 6,1 | 0,1 | 4,6 | – 0,2 | 1,8 |
| Financement par les entreprises | 13 916 | 16 618 | 17 677 | 18 897 | 19 082 | 18 505 | 18 789 |
| Variation annuelle en volume (2) | 2,3 | 4,9 | 1,9 | 5,0 | – 1,2 | – 4,5 | – 0,1 |
| **Dépense intérieure de Recherche et de Développement (DIRD)** | **27 302** | **29 529** | **31 517** | **32 887** | **34 527** | **34 569** | **35 648** |
| Variation annuelle en volume (2) | 1,0 | 4,5 | 3,4 | 2,5 | 2,7 | – 1,4 | 1,5 |
| Exécution par les Administrations (3) | 10 653 | 10 873 | 11 717 | 12 105 | 12 689 | 12 923 | 13 239 |
| Variation annuelle en volume (2) | 3,2 | 1,9 | 5,3 | 1,5 | 2,6 | 0,3 | 0,8 |
| Exécution par les entreprises | 16 649 | 18 655 | 19 800 | 20 782 | 21 839 | 21 646 | 22 409 |
| Variation annuelle en volume (2) | – 0,4 | 6,0 | 2,3 | 3,1 | 2,8 | – 2,4 | 1,9 |

(1) Rupture de série pour les Administrations entre 1999 et 2000 et pour les entreprises entre 2000 et 2001. Cf. partie 2 "Méthodologie".
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

## TABLEAU R.04-3

### Effectifs occupés dans la Recherche et le Développement expérimental

*Source :* Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité* : Millier (1)

| | 1995 | (2) 1997 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Effectif total de Recherche et Développement** | **318,4** | **306,2** | **314,5** | **327,5** | **339,2** | **348,9** | **351,4** |
| Entreprises | 162,0 | 166,3 | 171,6 | 177,7 | 185,5 | 191,2 | 193,3 |
| % | 50,9 | 54,3 | 54,6 | 54,3 | 54,7 | 54,8 | 55,0 |
| Administrations (État et institutions sans but lucratif) | 75,7 | 59,9 | 59,6 | 59,7 | 61,2 | 63,9 | 63,2 |
| Enseignement supérieur (3) | 80,7 | 79,9 | 83,3 | 90,1 | 92,5 | 93,8 | 94,9 |
| **Effectif des seuls chercheurs (4)** | **151,2** | **154,7** | **160,4** | **172,1** | **181,4** | **190,0** | **196,4** |
| Entreprises | 66,6 | 72,0 | 75,4 | 81,0 | 88,5 | 95,3 | 100,6 |
| % | 44,0 | 46,5 | 47,0 | 47,1 | 48,8 | 50,2 | 51,2 |
| Administrations (État et institutions sans but lucratif) | 30,9 | 27,8 | 28,3 | 29,5 | 30,2 | 31,7 | 32,0 |
| Enseignement supérieur (3) | 53,7 | 54,9 | 56,7 | 61,6 | 62,7 | 63,0 | 63,8 |

(1) En équivalent temps plein recherche.
(2) Plusieurs corrections ont été apportées dans le traitement de l'enquête 1997 auprès des Administrations. Pour que les données 1997 soient comparables avec 1996, il faut diminuer les effectifs 1996 de l'Administration et de l'enseignement supérieur de 5 100 personnes en équivalent temps plein environ. Ces écarts résultent de corrections de la part de quelques organismes, d'une mobilisation de données relatives aux postes réellement consommés dans les universités et d'une intégration des boursiers rémunérés par de grandes fondations caritatives, notamment dans le domaine de la santé.
(3) Comprend, outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.
(4) Y compris les boursiers de thèse et les ingénieurs de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) et de l'enseignement supérieur.

## TABLEAU R.04-4

### Recherche et Développement technologique en France et dans quelques pays en 2003

*Sources* : OCDE, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

| | (2) États-Unis | (3) Japon | Allemagne | **France** | Royaume-Uni | (1) Italie |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DIRD/PIB (pourcentage) | 2,60 | 3,15 | 2,55 | **2,18** | 1,89 | 1,16 |
| DIRD (France base 100) (4) | 759 | 304 | 152 | **100** | 90 | 46 |
| DIRD par habitant (France base 100) (4) | 160 | 147 | 113 | **100** | 92 | 49 |
| Nombre de chercheurs (etp) dans les entreprises | 1 015 700 | 458 845 | 153 721 | **100 646** | 102 684 | 28 019 |
| Nombre de chercheurs dans les administrations (y compris les boursiers de thèse) (5) | 245 527 | 216 485 | 111 000 | **95 748** | ... | 43 223 |
| Ensemble des chercheurs | 1 261 227 | 675 330 | 264 721 | **196 394** | ... | 71 242 |
| Nombre de chercheurs (etp) par millier d'actifs | 8,96 | 10,13 | 6,70 | **6,90** | ... | 2,96 |

(1) Les statistiques portent sur l'année 2002.
(2) Chiffres 1999 pour le nombre de chercheurs dans les entreprises, les Administrations et pour le nombre de chercheurs par milliers d'actifs.
(3) La série des dépenses intérieures de Recherche et de Développement (DIRD) a été réajustée par l'OCDE en évaluant la masse salariale universitaire en équivalent temps plein recherche (etp) et non en personnes physiques.
(4) Indice de conversion des monnaies établi à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(5) Comprend les secteurs de l'État, de l'enseignement supérieur et des associations.

## TABLEAU R.04-5

### Concentration de la Recherche dans les entreprises en 2003

*Source :* Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

| | Entreprises et centres techniques professionnels dont le nombre de chercheurs est : | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | inférieur à 4 | compris entre 5 et 9 | compris entre 10 et 19 | compris entre 20 et 49 | compris entre 50 et 99 | égal ou supérieur à 100 | **Total** |
| Nombre d'entreprises et centres techniques | n. s. | n. s. | n. s. | n. s. | n. s. | n. s. | **n. s.** |
| % | 69,0 | 15,2 | 7,5 | 4,6 | 1,9 | 1,8 | **100,0** |
| Chercheurs en équivalent temps plein recherche | 9 408 | 6 797 | 6 975 | 9 980 | 8 587 | 58 899 | **100 646** |
| % | 9,3 | 6,8 | 6,9 | 9,9 | 8,5 | 58,5 | **100,0** |
| Effectif de R & D en équivalent temps plein recherche | 19 025 | 12 157 | 13 166 | 20 820 | 16 533 | 111 555 | **193 256** |
| % | 9,8 | 6,3 | 6,8 | 10,8 | 8,6 | 57,7 | **100,0** |
| Dépenses intérieures de R & D (million d'euros) | 1 332 | 988 | 1 325 | 2 014 | 1 997 | 13 990 | **21 646** |
| % | 6,2 | 4,6 | 6,1 | 9,3 | 9,2 | 64,6 | **100,0** |
| Financement public (million d'euros) | 114 | 55 | 97 | 87 | 65 | 1 999 | **2 417** |
| % | 4,7 | 2,3 | 4,0 | 3,6 | 2,7 | 82,7 | **100,0** |

## TABLEAU R.04-6

### Dépense intérieure de Recherche et Développement (DIRD) des entreprises et son financement

*Source* : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche — *Unité* : Million d'euros

| | 1995 | 1999 | 2000 | 2001 | *r* 2002 | *r* 2003 | *p* 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DIRD des entreprises : montant total** | **16 649** | **18 655** | **19 348** | **20 782** | **21 839** | **21 646** | **22 409** |
| % du PIB (1) *(r)* | 1,39 | 1,37 | 1,34 | 1,39 | 1,41 | 1,37 | 1,36 |
| Variation annuelle en volume (%) (2) | – 1,10 | 5,20 | 2,95 | 5,53 | 2,84 | – 2,39 | 1,86 |
| **Financement de la DIRD des entreprises :** | | | | | | | |
| Sur fonds des entreprises | 12 523 | 14 880 | 15 398 | 16 955 | 17 162 | 16 970 | 17 259 |
| % du total | 75,00 | 80,00 | 79,58 | 81,58 | 78,59 | 78,40 | 77,02 |
| Variation annuelle en volume (%) (2) | 1,50 | 4,30 | 2,71 | 8,19 | – 0,94 | – 2,63 | 0,07 |
| Sur fonds publics | 2 277 | 2 129 | 2 202 | 2 027 | 2 440 | 2 418 | 2 659 |
| % du total | 14,00 | 11,00 | 11,38 | 9,75 | 11,17 | 11,17 | 11,86 |
| Variation annuelle en volume (%) (2) | – 12,50 | 18,10 | 2,64 | – 9,56 | 17,83 | – 2,42 | 8,19 |
| Sur autres fonds (3) | 1 850 | 1 646 | 1 749 | 1 800 | 2 236 | 2 258 | 2 491 |
| % du total | 11,00 | 9,00 | 9,04 | 8,66 | 10,24 | 10,43 | 11,12 |

(1) Nouvelle base 2000 des Comptes nationaux.
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Ce sont principalement des fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

## TABLEAU R.04-7

### Dépenses intérieures et effectifs de Recherche et Développement expérimental des entreprises et Administrations

*Source* : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

*Unités* : Million d'euros
Effectifs : Millier

| Branches (branches de recherche pour les activités marchandes) | 2002 | | | | 2003 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses intérieures de R & D | Financement public reçu par les entreprises | Effectifs de R & D | Dont chercheurs (1) | Dépenses intérieures de R & D | Financement public reçu par les entreprises | Effectifs de R & D | Dont chercheurs (1) |
| Industrie automobile | 3 189,0 | 14,9 | 29,7 | 11,3 | 3 192,0 | 14,9 | 29,9 | 12,2 |
| Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (2) | 2 858,2 | 333,4 | 21,5 | 15,1 | 2 763,0 | 339,6 | 21,2 | 15,3 |
| Industrie pharmaceutique (3) | 2 796,4 | 14,8 | 20,8 | 8,8 | 2 993,4 | 43,5 | 22,2 | 9,7 |
| Construction aéronautique et spatiale | 2 328,3 | 1 179,4 | 15,1 | 7,8 | 2 267,3 | 1 029,0 | 15,6 | 8,4 |
| Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (4) | 1 487,6 | 352,3 | 13,7 | 8,6 | 1 420,4 | 393,0 | 13,5 | 9,6 |
| Industrie chimique (5) | 1 300,5 | 31,7 | 11,9 | 4,4 | 1 356,9 | 74,6 | 11,8 | 4,3 |
| Services de transports et télécommunications | 1 267,0 | 7,6 | 9,2 | 5,1 | 841,9 | 6,6 | 7,9 | 4,1 |
| Fabrication de machines et équipements (6) | 991,2 | 276,9 | 11,2 | 4,4 | 1 049,4 | 254,7 | 11,7 | 4,6 |
| Énergie et extraction produits énergétiques | 717,3 | 17,5 | 5,1 | 2,8 | 723,3 | 12,4 | 4,8 | 2,9 |
| Fabrication de machines et appareils électriques | 755,1 | 15,3 | 8,4 | 3,7 | 809,7 | 9,3 | 8,4 | 4,0 |
| Fabrication de machines de bureau et matériel informatique | 250,5 | 8,3 | 2,1 | 1,5 | 224,2 | 11,8 | 2,2 | 1,6 |
| Services informatiques | 824,7 | 44,5 | 10,7 | 8,7 | 907,3 | 54,9 | 11,4 | 9,7 |
| Autres activités marchandes | 3 072,7 | 143,5 | 31,7 | 13,1 | 3 097,3 | 172,5 | 32,5 | 14,3 |
| Administrations (y.c. enseignement supérieur) | 12 688,6 | /// | 157,7 | 94,7 | 12 922,9 | /// | 158,1 | 95,7 |
| **Ensemble** | **34 527,3** | **2 440,1** | **348,9** | **190,0** | **34 569,1** | **2 416,8** | **351,4** | **196,4** |

(1) Y compris les ingénieurs de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) et les boursiers. Ces effectifs sont exprimés en équivalent temps plein recherche.
(2) Y compris composants.
(3) Y compris la fabrication des principes actifs.
(4) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(5) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(6) Y compris armement et appareils domestiques.

# Chapitre R.05

## Services aux entreprises et aux particuliers


1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Définitions.

4 Sources de documentation.


### Liste des tableaux


1 Salariés et établissements employeurs dans les services, au 31 décembre.

2 Services aux entreprises, services aux particuliers : principaux indicateurs.

3 Prélèvements proportionnels non fiscaux applicables sur les courses de chevaux, à compter du 1er janvier 2004.

4 Autres prélèvements.

5 Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises.

6 Chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux ».

7 Produits des jeux de casinos.

8 Indices des prix à la production dans les services.

## 1
## ○ Présentation

En 2004, la production des services marchands progresse en volume (+ 2,1 %) après + 1,3 % en 2003. Cette évolution reste essentiellement le fait des services aux entreprises. Dans la branche « conseils et assistance », les services informatiques sont particulièrement dynamiques (+ 4,4 % en volume), grâce notamment à une forte augmentation de l'infogérance (gestion du système informatique par un prestataire externe à l'entreprise). Tous les secteurs consommateurs sont bien orientés. La meilleure performance vient du secteur des télécommunications (+ 8,0 %) grâce au développement des réseaux et de l'Internet. La bonne tenue des dépenses du secteur public ne se dément pas, avec une progression de 6,0 %.

La branche publicité et études de marché s'accroit de 2,6 %, rythme légèrement supérieur à la moyenne, grâce à la demande intermédiaire des entreprises. Il en est de même pour les services de télécommunications (+ 4,3 %) qui profitent de la hausse de la consommation des ménages, de leur demande très soutenue dans le segment des mobiles : 44,5 millions d'abonnés (+ 7,0 %).

Les services opérationnels reprennent plus modestement (+ 1,4 %) ; cependant, les entreprises de travail temporaire bénéficient de la croissance (+ 2,4 %). Sur l'année, l'évolution du volume du travail intérimaire en équivalents-emplois à temps plein est de + 2,6 % en moyenne annuelle et atteint 569 300. L'assainissement progresse selon la tendance d'ensemble des services aux entreprises (+ 2,0 %). Les activités liées à l'environnement demeurent en expansion. En particulier, l'activité des entreprises de collecte et de traitement des eaux continue de progresser (+ 2,8 %) : les progrès dans la desserte et l'épuration se poursuivent dans le cadre de la directive européenne sur les eaux urbaines résiduaires.

Pour la troisième année consécutive, la production des services aux particuliers progresse peu. Seules les activités récréatives, culturelles et sportives se développent en 2004 (+ 3,3 %), en particulier les activités audiovisuelles (+ 5,1 %). Également soutenue par la demande de ménages, la consommation s'accroît de 4,6 % pour les jeux de hasard et d'argent, de 4,1 % pour les activités liées au sport et de 3 % pour les parcs d'attraction. En revanche, l'activité des hôtels et restaurants recule en 2004 (- 0,8 %).

Après un léger recul de l'emploi en 2003, le regain d'activité dans les services marchands en 2004 entraîne une croissance de l'emploi avec 60 000 salariés supplémentaires en moyenne annuelle (+ 1,3 %).

En 2004, La Française des Jeux poursuit sa progression avec un chiffre d'affaires de 8,55 milliards d'euros, soit une croissance de 9,8 % par rapport à 2003. Le chiffre d'affaires des jeux de tirage (Loto, Rapido, Euro Millions, Keno) progresse de 15,9 %. Après une année 2003 en baisse, celui des jeux de grattage affiche une hausse de 2,6 %. Par ailleurs, les jeux de pronostics sportifs réalisent un chiffre d'affaire de 221 millions d'euros, en progression de 3,9 % grâce à une évolution réussie des deux jeux de la gamme : Cote & Match et Loto Foot.

Les jeux de casino, bien que concernant moins d'adeptes, continuent d'être très prisés, plus particulièrement les machines à sous, dont le nombre atteint plus de 16 000 en 2003. Le produit brut total des casinos de France s'élève à 2,613 milliards d'euros sur la saison du 1er novembre 2003 au 31 octobre 2004.

## 2
## ○ Méthodologie

### Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2/6/1891 modifiée par la loi du 16/4/1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU). La loi du 28/12/1999 a adapté la législation en vigueur à la situation de la Nouvelle Calédonie et de la Polynésie. Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif. Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture et de la Pêche), elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et une autorisation d'organiser délivrées par le pari mutuel.

Les sociétés de courses sont régies par le décret n° 97-456 du 5/5/1997, les règles applicables aux différentes formes de pari, par l'arrêté du 13/9/1985 modifié portant règlement du pari mutuel, qui est pris sur proposition du GIE pari mutuel urbain.

### Enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

En métropole, l'enquête est exhaustive pour les « grandes » entreprises, c'est-à-dire employant au moins 30 salariés ou réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 millions d'euros. Ces seuils sont relevés, dans certains cas, en fonction des particularités du secteur. Pour le secteur des agences de voyage et ceux de la promotion et gestion immobilière, le seuil correspond aux entreprises de 30 salariés ou plus, ou réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 8 millions d'euros, alors que dans la location immobilière il s'applique aux entreprises de plus de 50 salariés ou au moins 15 millions d'euros de chiffre d'affaires. Pour les entreprises en-dessous de ces seuils, l'enquête est réalisée par sondage et ne porte chaque année que sur la moitié des secteurs : une moitié des secteurs est interrogée une année et l'autre l'année suivante.

### Loterie

Le Loto national a été créé en 1976. En janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13/1/1989 France Loto et le 12/9/1991 La Française des Jeux.

### Prix à la production dans les services

L'Insee réalise des enquêtes trimestrielles pour le suivi des prix dans les services aux entreprises. À ce jour, le suivi est réalisé dans 18 branches et des indices sont publiés dans 10 branches : location de machines et d'équipements pour la construction, location de véhicules automobiles, conseil et ingénierie informatique (depuis 2004), traitements de données informatiques, banques de données, services comptables, services d'ingénierie, services de sécurité et services de nettoyage. En 2006, des indices seront probablement diffusés dans le développement logiciel, le conseil pour les affaires et la gestion ainsi que dans la mise à disposition de personnel, la publicité et le courrier.

## 3
## ○ Définitions

### Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 19,60 %, à compter du 1er/4/2000).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet : de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, pour l'année 2004, par le décret n° 2004-227 du 9/3/2004 ; d'un droit de timbre de 4 % ; d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 % ; d'un taux de TVA de 19,60 % appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice ; d'un prélèvement au titre de la Contribution Sociale Généralisée (CSG), depuis le 1er/1/1998.

Par ailleurs, le taux de la contribution pour le remboursement de la dette sociale est fixé à 0,28 % des enjeux.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 95-1405 du 30/12/1995.
En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

### Services aux entreprises

Les services aux entreprises intègrent les télécommunications et courrier (sauf La Poste), les auxiliaires d'assurance, les services de conseils et d'assistance (activités informatiques, comptables, juridiques, publicité, architecture ..), les services opérationnels (location sans opérateur, travail temporaire, nettoyage, assainissement ..) et la recherche et développement ; ils réalisent 68 % de la production totale des services marchands. L'intérim est inclus dans cet ensemble.

### Services aux particuliers

Les services aux particuliers comprennent les hôtels et restaurants, les agences de voyages, les activités audiovisuelles, les agences de presse ainsi que les services personnels tels que la coiffure et la blanchisserie ; leur production s'élève à 21 % de l'ensemble.

### Types de jeux :

| Jeux | Date de lancement ou de nouveau lancement | Modalités pratiques | Prix | Gains |
|---|---|---|---|---|
| LOTO® | 19 mai 1976 | Il existe 2 types de bulletins : simple et multiple. Pour jouer au LOTO® simple, le joueur coche 6 numéros par grille (sur 49) sur 2, 4, 6, 8 ou 10 grilles. Pour le LOTO® multiple, le joueur coche sur une seule grille 7, 8, 9, 10 numéros sur une seule grille. Le joueur coche également la case correspondant au(x) jour(s) de tirage (mercredi ou samedi ; mercredi et samedi). Possibilité d'abonnement pour 2, 3, 4 ou 5 semaines.<br>Il est possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au Système Flash. C'est le terminal de jeu qui attribue aléatoirement des combinaisons pour le joueur.<br>Il y a 2 tirages de LOTO® le mercredi et 2 tirages le samedi vers 20h40 sur France2.<br>Les numéros gagnants sont déterminés par tirage au sort en direct à la télévision et permettent de définir les différents rangs de gains. | Mise minimum 1,2 euro : pour 2 grilles participant aux 2 tirages d'un jour de tirage. | Le LOTO® est un jeu de répartition, le montant des gains est fonction du nombre de gagnants. |
| JOKER® | 20 octobre 1999 | Possibilité de jouer 1 ou 2 numéros JOKER® (Système Flash). Pour participer, il suffit de cocher « oui » sur les bulletins ou de le demander au détaillant. Le tirage du numéro JOKER® a lieu deux fois par semaine après chaque second tirage du LOTO®. | 1 euro par numéro JOKER® et par tirage. | De 2 à 250 000 euros. |
| SUPER LOTO® | 15 mai 1996 | Tirage exceptionnel organisé 3 ou 4 fois par an lors d'événements porteurs de rêve tels que le vendredi 13.<br>Même mécanique que le LOTO® : trouver les 6 bons numéros du tirage parmi 49.<br>Le SUPER LOTO® donne lieu à un tirage unique et spécifique et ne remplace pas les tirages du LOTO®.<br>Il se joue également sur un bulletin spécifique.<br>Il est également possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au Système Flash. | Mise minimum 1,5 euro la grille pour 1 tirage. | 15 Millions d'euros généralement offerts. Comme pour le LOTO®, le montant des gains des différents rangs SUPER LOTO® est fonction du nombre de gagnants. |
| LOTO-PHONE® | 2003 | Jeu ouvert à tous les téléspectateurs des tirages du LOTO®, qu'ils soient joueurs ou non-joueurs de LOTO®. Le joueur, tiré au sort parmi les inscrits, doit choisir une case parmi 6 (derrière lesquelles se cachent des trèfles). Le trèfle se colore au fur et à mesure et laisse apparaître le gain du joueur. Si le joueur a joué au LOTO® le jour de son inscription, il accède au second niveau de jeu. Il doit alors choisir 1 case parmi 6 derrière lesquelles se trouve un coefficient multiplicateur (2, 3 ou 5) qui sera appliqué au montant gagné au 1er niveau de jeu. Les joueurs peuvent notamment s'inscrire au 08 92 68 40 00. | Coût de l'appel téléphonique (0,34 euro TTC/mn pour la métropole et Monaco). | De 1 000 à 50 000 euros. |
| Euro Millions | 13 février 2004 | Euro Millions est un jeu coordonné par 10 loteries (France, Royaume-Uni, Espagne, Portugal, Irlande, Luxembourg, Suisse Romande, Suisse Alémanique, Belgique, Autriche). Chaque loterie reste seule opératrice du jeu sur son territoire, dans le respect des contraintes réglementaires s'y appliquant.<br>Sur une grille composée de 50 numéros et de 9 étoiles, le joueur peut choisir la formule simple et donc cocher 5 numéros et 2 étoiles ou la formule multiple et cocher jusqu'à 9 numéros et/ou 9 étoiles par grille. | Mise minimum 2 euros pour 1 grille participant à 1 tirage. | Euro Millions est un jeu de répartition, le montant des gains est fonction du nombre de gagnants. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Il est possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au Système Flash. C'est le terminal qui attribue aléatoirement des combinaisons de numéros et d'étoiles. Possibilité d'abonnement pour 2, 3, 4 ou 5 semaines. Les numéros gagnants (5 numéros + 2 étoiles) sont déterminés par tirage au sort, diffusé à la télévision et permettent de définir les différents rangs de gains. | | |
| Cote & Match | Janvier 2003 modifié en août 2004 | Cote & Match est un jeu de pronostics sportifs basé sur le principe du pari à cote fixe. Depuis janvier 2005, deux listes de 60 matches maximum de football, rugby ou de basket sont proposées aux joueurs (une liste du lundi au mercredi, une liste du jeudi au dimanche). Une cote reflétant la probabilité de chaque résultat possible (1, N ou 2) est fixée pour chacun des matches de cette liste. Plus la cote d'une équipe est proche de la valeur 1, plus cette équipe est favorite.<br>Le joueur choisit de 2 à 6 matches dans la liste officielle Cote & Match. Il reporte ses pronostics sur le bulletin de jeu (pronostic de type 1N2). Il choisit la formule de jeu (simple ou multiple). Il choisit enfin sa mise (1 à 100 euros).<br>Jeu simple : le joueur doit choisir 2, 3, 4, 5 ou 6 matches. Pour gagner, tous ses pronostics doivent être corrects (quel que soit le nombre de matches choisi).<br>Jeu multiple : le joueur augmente ainsi ses chances de gagner puisqu'il peut se permettre jusqu'à 4 erreurs sur le bulletin (en fonction du multiple choisi). | Mise de 1 à 100 euros en jeu simple.<br>De 3 à 2 000 euros en jeu multiple. | Le montant du gain est égal à la mise multipliée par le produit des cotes des résultats pronostiqués. |
| Loto Foot 7 & 15 | 1er septembre 2004 | Le jeu Loto Foot 7 & 15 est constitué de 2 jeux de répartition indépendants sur un même bulletin.<br>Le joueur choisit de jouer 1 à 8 grilles sur un bulletin. Pour chaque grille, le joueur peut parier sur les 15, ou sur les 7 premières rencontres de la liste (selon le principe du 1N2). Pour jouer aux deux formules (sur un même bulletin), le joueur doit jouer sur deux grilles différentes. Si le joueur joue aux deux formules (LF7 et LF15), le détaillant lui remet deux reçus, un pour le 7 et un pour le 15.<br>Le numéro Mise : sur chaque reçu figure un Numéro Mise. Si le reçu Loto Foot 7 ou Loto Foot 15 du joueur comporte le Numéro Mise sorti au tirage, le joueur gagne un montant équivalent au coût de ce reçu.<br>Le bulletin easy : il s'agit d'un bulletin – notice, qui permet de valider ses pronostics. Il doit faciliter l'essai du jeu par un joueur néophyte, et aider le détaillant à guider son joueur. | Mise à partir d'1 euro. | Jeu de répartition. Le montant des gains est fonction du chiffre d'affaires et du nombre de gagnants pour chacun des rangs. |
| Keno | 10 septembre 1993 | Sur une grille de 70 numéros, le joueur peut cocher de 2 à 10 numéros pour gagner jusqu'à 1 000 000 euros à chaque tirage. Il y a 2 tirages par jour et le joueur peut s'abonner jusqu'à 14 tirages.<br>Keno Système Flash : les numéros sont choisis de manière aléatoire par le terminal de prises de jeux.<br>Numéro JACKPOT : 1 numéro Jackpot, composé de 7 chiffres, est offert pour 1 euro misé (pour une grille à 2 euros, 2 numéros Jackpot sont offerts). Pour gagner, il faut avoir les 7 chiffres dans l'ordre. Le montant du Jackpot augmente de 10 000 euros par tirage jusqu'à ce qu'il soit remporté.<br>À chaque tirage, 20 numéros sur 70 sont tirés au sort ainsi qu'un numéro Jackpot. | 1, 2, 3, 4 ou 5 euros par grille participant à 1 tirage. | Jeu de contre-partie, les gains sont fixés à l'avance. Ils vont de 2 à 1 000 000 euros selon les mises. |
| Rapido | 11 janvier 1999 | Le joueur coche 8 numéros parmi 20 dans la grille A et de 1 à 4 numéros parmi 4 dans la grille B. Il choisit sa mise (1, 2, 3, 5 ou 10 euros), le nombre de tirages souhaités (de 1 à 50) et sa participation ou non au tirage de la 2ème chance.<br>Toutes les 5 minutes, de 6h00 à minuit, le joueur peut suivre le tirage des 2 chances en direct, sur l'écran situé dans le point de vente. À chaque chance, 8 numéros sont tirés au sort dans la grille A et 1 numéro dans la grille B. | 1, 2, 3, 5 ou 10 euros par grille participant à 1 tirage. | Jeu de contre-partie, les gains sont fixés à l'avance, ils vont de 1 à 100 000 euros selon les mises. |
| Goal | 16 octobre 1995 modifié le 24 mars 1997 | Jeu instantané lié à l'univers du football. Pour gagner, le joueur doit gratter les 6 ballons et découvrir 3 sommes identiques parmi les sommes découvertes. | 1 euro. | De 1 à 2 000 euros. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Astro | 12 mai 1997 modifié le 11 mars 2004 | Déclinaison en 12 tickets de jeu de chacun des 12 signes du zodiaque.<br>Pour gagner, le joueur doit retrouver 2 fois son signe parmi les 5 symboles découverts. Il remporte alors la somme inscrite sous la case Gain qu'il peut multiplier jusqu'à 1 000 fois grâce à l'Astroscope, phrase qui dans tous les cas lui laisse une note personnelle et positive associée au signe. | 2 euros. | De 2 à 16 000 euros. |
| Banco | 28 mai 1990 modifié le 08 juillet 2004 | Une case à gratter sous laquelle apparaît la somme remportée. | 1 euro. | De 1 à 1 000 euros. |
| Baraka | 03 mars 2005 | S'appuie sur l'univers des jeux conviviaux pratiqués « en salle ». 1er jeu proposant un lot d'une famille de 5 tickets composés de mécaniques différentes et regroupés sous le même nom. Structure commune des 5 tickets : 2 jeux par ticket, même format rectangulaire, graphisme réaliste.<br>*Baraka « fléchettes »* : Jeu 1 : le joueur gratte les fléchettes et la cible. S'il découvre dans la cible un ou plusieurs scores identiques à ceux des fléchettes, il gagne la ou les sommes associées. Jeu 2 : le joueur gratte l'ardoise. Il gratte si son score est supérieur à celui de l'adversaire.<br>*Baraka « baby-foot »* : Jeu 1 : si le score du joueur est supérieur à celui de l'adversaire, il gagne la somme inscrite sous la case gain. Jeu 2 : le joueur gratte le but. Il gagne s'il découvre un symbole « BUT ».<br>*Baraka « bowling »* : Jeu 1 : le joueur gratte les quilles, s'il découvre une ou plusieurs quilles couchées, il gagne les sommes associées. Jeu 2 : le joueur gratte la boule. Il gagne s'il découvre une boule de bowling.<br>*Baraka « billard »* : Jeu 1 : le joueur gratte les boules de couleurs. S'il découvre une ou plusieurs boules rayées, il gagne les sommes associées. Jeu 2 : le joueur gratte le trou. Il gagne s'il découvre la boule portant le numéro 8 dans le trou.<br>*Baraka « flipper »* : Jeu 1 : le joueur gratte ses cibles et découvre son score. Si son score est supérieur au score à battre, il remporte la somme inscrite sous la case gain. Jeu 2 : le joueur gratte la boule. Il gagne s'il rattrape la boule. | 2 euros. | De 2 à 10 000 euros. |
| Dédé | 15 juillet 2002 | Le joueur gratte 3 lancers de dés. Si pour un même lancer, l'addition des dés égale 7, le joueur gagne la somme inscrite sous la case gain correspondante. Le joueur peut cumuler ses gains. | 2 euros. | De 2 à 10 000 euros. |
| Million-naire | 30 septembre 1991 modifié le 19 avril 2004 | Jeu qui propose le gain maximum le plus élevé des jeux de grattage : 1 000 000 d'euros.<br>En grattant le tapis rouge, le joueur doit découvrir trois montants identiques pour le remporter (gains de 2 à 10 000 euros). S'il découvre trois symboles étoiles, il participe à une émission de télévision diffusée sur une grande chaîne nationale, au cours de laquelle il détermine son gain (de 20 000 euros à 1 000 000 d'euros) en actionnant la roue de la machine de tirage. | 2 euros. | De 2 à 1 000 000 d'euros. |
| Morpion | 2 mai 1994 modifié le 31 juillet 2003 | Jeu basé sur la mécanique du morpion et incarné par une célèbre mascotte. Le ticket comporte une grille de 9 cases. En grattant, si le joueur découvre 3 X ou 3 O en large, en long ou en travers, il gagne la somme associée. | 1 euro. | De 1 à 1 000 euros. |
| Numéro Fétiche | 6 juin 2002 | Jeu de grattage lié à l'univers de la « petite superstition ». L'offre se décline en 9 tickets, chacun mettant en scène un numéro compris entre 1 et 9 et étant associé à une couleur. Pour gagner, le joueur doit retrouver au moins une fois son numéro fétiche. Il a 3 chances de gagner et peut cumuler ses gains. | 1 euro. | De 1 à 1 000 euros. |
| Saga | 20 septembre 1999 | Le concept de SAGA (+ nom du film) repose sur l'univers du cinéma. Il s'associe à une déclinaison de films très médiatiques et « à épisodes ».<br>Depuis 1999, 5 déclinaisons de SAGA ont été lancées :<br>– SAGA Star Wars ™ (1999)<br>– SAGA Indiana Jones ™ (2000)<br>– SAGA James Bond 007 ™ (2002)<br>– SAGA Seigneur des Anneaux ™ (2003)<br>– SAGA Star Wars ™ (2005). | 2 euros. | De 2 à 10 000 euros pour Saga Star Wars ™. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Solitaire | 6 novembre 1995 modifié en juillet 1999 et en juin 2003 | De forme octogonale, le ticket rappelle ainsi le plateau de jeu du Solitaire traditionnel. Le joueur gratte les 12 billes. Sous chacune d'elles, apparaissent un numéro et une somme. S'il retrouve l'un des « numéros gagnants » parmi les 12 découverts, il gagne la somme inscrite sous ce numéro. Le numéro bonus donne au joueur une chance supplémentaire de gagner. | 2 euros. | De 2 à 10 000 euros. |
| Super Bingo | 7 juin 1993 modifié le 19 septembre 1994 puis le 20 août 2001 | Le seul jeu de grattage à proposer un premier gain égal au double de son prix de vente.<br>Le ticket est composé de 2 séries de 4 jetons grattables associées à 2 grilles de 12 cases (comportant chacune 7 numéros et 5 cases pleines). Pour gagner, le joueur doit retrouver au moins un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante. Le numéro bonus donne une chance supplémentaire de gagner sur les 2 grilles. | 2 euros. | De 4 à 5 000 euros. |
| Tac O Tac Gagnant à vie | 25 décembre 1983<br>Dernière modification : Novembre 2003 | Tac O Tac est le plus ancien des jeux de grattage. Depuis 1998, le jeu propose un gain mensualisé et est associé à une émission TV. Avec le Gain à Vie, Tac O Tac s'est dotée d'une promesse totalement inédite et exceptionnelle.<br>Le ticket comporte 4 jeux intitulés *Les pièces, La voiture de sport, L'île paradisiaque* et *La maison de rêve* , ainsi que 4 clés associées à chacun des 4 jeux qui permettent de gagner le passage TV.<br>Lors de l'émission TV, 4 gagnants TV jouent ensemble et doivent se qualifier au fil de manches successives. 1 seul d'entre eux accèdera à la finale et pourra tenter de remporter le Gain à Vie. | 3 euros. | De 3 à 3 000 euros sur le ticket de jeu et de 800 euros par mois pendant 4 ans à 2 000 euros par mois à vie à la TV. |
| Végas | 13 mars 2000 modifié le 16 septembre 2004 | S'appuie sur l'univers du Casino. Le ticket propose 4 jeux distincts et 4 chances de gagner.<br>*La Roulette* : Le joueur gratte 3 mises sous chacune desquelles un numéro et une somme apparaissent. Pour gagner, le joueur doit retrouver l'un des 3 numéros dans la roulette, après grattage.<br>*Le Poker* : Le joueur doit gratter 6 cartes (dont une carte bonus) pour trouver l'une des combinaisons gagnantes : 1 paire, 2 paires, 1 brelan, 1 suite ou 1 carré.<br>*Le Craps* : le joueur gratte 4 lancers de 2 dés. Pour gagner, il doit parvenir à faire 7 ou 11 dans un même lancer.<br>*Le Jackpot* : Pour gagner, le joueur doit gratter 3 points d'interrogation et découvrir trois « 7 », trois « couronnes », trois « bar », trois « cerises » ou trois « étoiles ». Si le joueur fait apparaître une cerise, quelle que soit la zone de jeu, il gagne automatiquement 3 euros. Le joueur cumule les gains acquis à chaque jeu. | 3 euros. | De 3 à 40 000 euros. |
| XIII La BD culte | 11 mars 2002 modifié le 16 octobre 2000 et le 16 février 2004 | Le joueur gratte la première bulle et additionne les 4 chiffres découverts. Si le total est égal à 13 il gagne la somme inscrite sous la bulle gain. | 2 euros. | De 2 à 13 000 euros. |
| Black Jack | 15 juin 1992 modifié en juin 1993 et en juin 2001 | S'appuie sur l'univers du Casino. Premier jeu instantané à associer le principe d'un score à battre et d'une case Gain.<br>Le joueur doit gratter ses 3 jeux, la Banque et la case Gain. Si l'un de ses Jeux est supérieur à celui de la Banque, il gagne la somme inscrite sous la case Gain. | 2 euros. | De 2 à 20 000 euros. |
| La Pyramide de Pharaon | 3 avril 2003 modifié en février 2004 | S'inscrit dans l'univers de l'Egypte Antique. Le ticket propose 4 jeux distincts.<br>*Le Sarcophage* : Le joueur gratte le sarcophage et gagne la somme découverte. Il peut gagner jusqu'à 5 000 euros.<br>*Les Hiéroglyphes* : Le joueur gratte le papyrus et doit retrouver un ou plusieurs symboles gagnants parmi les hiéroglyphes découverts. Il peut gagner jusqu'à 10 000 euros.<br>*Les Colosses* : Le joueur doit reconstituer des symboles égyptiens en retrouvant les deux moitiés d'un même symbole sous l'un des deux socles à gratter. Le joueur peut gagner jusqu'à 15 000 euros.<br>*La pyramide de Pharaon* : Le joueur gratte la pyramide. Il doit trouver 3 symboles identiques pour gagner la somme correspondante.<br>Le joueur double les gains de ce jeu s'il découvre « le masque de Pharaon ». Il peut gagner jusqu'à 20 000 euros. | 3 euros. | De 3 à 50 000 euros. |

4

## ❍ Sources de documentation

*Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, sous direction du cheval, des Haras nationaux, du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (direction de la Comptabilité publique), de la Française des jeux, et de la division « Services » de l'Insee.*

**Organismes :**

– Insee.
– La Française des Jeux.
– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, sous-direction du cheval.
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.
– Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

**Sites Internet :**

– www.fdjeux.com
– www.insee.fr
– www.alisse.insee.fr (Accès en ligne des statistiques structurelles d'entreprises)

**Publications :**

***Insee***

*Enquête annuelle d'entreprise.*

*Insee-Références :*
– Les Services en France, Édition 2005-2006.
– France, Portrait social, Édition 2005-2006.

*Insee-Comptes nationaux :*
– « Les services en 2003 », Édition 2005.

*Insee-Première :*
– « La restauration commerciale », n° 1047, novembre 2005 ;
– « Les services marchands en 2004 : les services aux entreprises reprennent », n° 1030, juillet 2005 ;
– « Les Comptes de la Nation en 2004 : une reprise tirée par la demande », n° 1017, mai 2005 ;
– « En 25 ans, les Français ont doublé leur mise », n° 1016, mai 2005.

*Insee-Résultats, série Économie (papier et cédérom) :*
– « Les entreprises des services en 2003 », n° 22, à paraître.

## TABLEAU R.05-1

### Salariés et établissements employeurs dans les services au 31 décembre

*Sources* : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic) et division Services (Insee) — *Unité* : Nombre

| Secteurs d'activité | Code (1) NAF | Salariés des établissements *r* 2003 | Salariés des établissements *p* 2004 | Établissements employeurs *r* 2003 | Établissements employeurs *p* 2004 | Établissements employeurs 2004/2003 % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **SERVICES AUX ENTREPRISES** | | **2 911 863** | **2 966 601** | **192 603** | **196 296** | **1,9** |
| **Postes et télécommunications** | **64** | **55 849** | **56 944** | **2 050** | **2 242** | **9,4** |
| Activités de poste et de courrier | 64.1 | 7 686 | 7 769 | 603 | 623 | 3,3 |
| Télécommunications | 64.2 | 48 163 | 49 175 | 1 447 | 1 619 | 11,9 |
| **Conseils et assistance** | **72, 74.1 à 4** | **1 259 475** | **1 296 199** | **124 899** | **127 888** | **2,4** |
| Activités informatiques | 72 | 297 537 | 298 356 | 17 487 | 17 851 | 2,1 |
| Services professionnels | 74.1A, C, G | 350 935 | 359 261 | 50 250 | 51 088 | 1,7 |
| Administration d'entreprises | 74.1J | 181 240 | 190 692 | 13 325 | 14 365 | 7,8 |
| Publicité et études de marché | 74.4, 74.1E | 148 573 | 156 618 | 11 059 | 10 972 | – 0,8 |
| Architecture, ingénierie, contrôle | 74.2, 3 | 281 190 | 291 272 | 32 778 | 33 612 | 2,5 |
| **Services opérationnels** | **71** | **1 549 823** | **1 565 490** | **63 800** | **64 292** | **0,8** |
| | **74.5 à 8, 90** | | | | | |
| Location sans opérateur | 71 | 74 426 | 75 387 | 8 177 | 8 266 | 1,1 |
| Sélection et fourniture de personnel | 74.5 | 660 673 | 667 739 | 9 889 | 10 062 | 1,7 |
| Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises | 74.6 à 8 | 753 300 | 759 107 | 43 491 | 43 666 | 0,4 |
| Assainissement | 90 | 61 424 | 63 257 | 2 243 | 2 298 | 2,5 |
| **Recherche et développement** | **73** | **46 716** | **47 968** | **1 854** | **1 874** | **1,1** |
| **SERVICES AUX PARTICULIERS** | | **1 315 050** | **1 328 474** | **242 089** | **242 927** | **0,3** |
| **Hôtels et restaurants** | **55** | **812 369** | **825 213** | **132 405** | **134 395** | **1,5** |
| Hôtels de tourisme | | 174 335 | 177 975 | 21 417 | 21 320 | – 0,5 |
| Autres moyens d'hébergement de courte durée | | 55 672 | 55 566 | 7 336 | 7 438 | 1,4 |
| Restaurants | | 412 906 | 423 022 | 72 445 | 74 940 | 3,4 |
| Cafés et discothèques | | 55 743 | 54 884 | 18 076 | 17 646 | – 2,4 |
| Cantines d'entreprises et restauration sous contrat | | 98 698 | 98 520 | 11 339 | 11 201 | – 1,2 |
| Traiteurs, organisation de réception | | 15 015 | 15 246 | 1 792 | 1 850 | 3,2 |
| **Agences de voyages** | **63.3Z** | **48 096** | **48 272** | **7 384** | **7 361** | **– 0,3** |
| **Activités culturelles, récréatives et sportives** | **92** | **268 548** | **268 244** | **46 193** | **45 064** | **– 2,4** |
| Activités audiovisuelles | 92.1, 92.2 | 56 208 | 56 300 | 4 854 | 4 890 | 0,7 |
| Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles | 92.3 à 7 | 212 340 | 211 944 | 41 339 | 40 174 | – 2,8 |
| **Services personnels et domestiques** | **93, 95** | **186 037** | **186 745** | **56 107** | **56 107** | **–** |
| Services personnels | 93 | 181 459 | 182 445 | 52 863 | 53 070 | 0,4 |
| Services domestiques | 95 | 4 578 | 4 300 | 3 244 | 3 037 | – 6,4 |

(1) Les résultats de la statistique annuelle de l'Unédic sont publiés ici dans la nouvelle nomenclature d'activités française révision 1 (NAF rév. 1, 2003) en vigueur depuis le 1er janvier 2003.

## TABLEAU R.05-2

### Services aux entreprises, services aux particuliers : principaux indicateurs

*Source* : Insee (EAE services) — *Unité* : Million d'euros

| Secteurs d'activité | Code NAF | Nombre d'entreprises | Effectif salarié au 31-12 : Total | Effectif salarié au 31-12 : *dont* à temps partiel | Effectif non salarié annuel moyen | Salaires bruts | Investissements (1) | Chiffre d'affaires hors taxes | Valeur ajoutée hors taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **SERVICES AUX PARTICULIERS 31 décembre 2002** | | | | | | | | | |
| Hôtels et restaurants | (2) 55 | 188 173 | 794 216 | 290 588 | 156 834 | 12 590,2 | 2 895,3 | 56 537,2 | 26 884,5 |
| Agences de voyages | 63.3Z | 3 860 | 42 641 | 5 225 | 1 646 | 1 052,9 | 152,4 | 12 184,6 | 2 001,8 |
| Services audiovisuels et agences de presse | 92.1, 2 et 4 | 9 616 | 74 861 | 22 727 | 5 355 | 3 096,1 | 446,6 | 20 405,9 | 9 134,4 |
| Services personnels | 93 | 91 157 | 195 103 | 80 557 | 79 348 | 2 523,0 | 298,1 | 8 852,8 | 5 552,7 |
| **SERVICES AUX ENTREPRISES 31 décembre 2003** | | | | | | | | | |
| **Télécommunications et courrier** | **(3) 64** | **2 500** | **161 909** | **17 352** | **1 785** | **6 180,0** | **7 988,5** | **51 941,0** | **26 114,0** |
| Activités de courrier (privé) | 64.1C | 1 261 | 6 902 | 1 032 | 1 005 | 130,6 | 11,1 | 523,2 | 241,1 |
| Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles) | 64.2C | 1 112 | 147 862 | 15 795 | 738 | 5 744,2 | 6 813,3 | 48 832,6 | 24 365,3 |
| Transmission d'émissions de radio et de télévision | 64.2D | 127 | 7 145 | 525 | 42 | 305,2 | 1 164,1 | 2 585,2 | 1 507,6 |
| **Auxiliaires d'assurance** | **67.2Z** | **22 440** | **71 151** | **15 401** | **21 328** | **1 788,3** | **94,3** | **7 796,2** | **5 392,4** |
| **Location sans opérateur** | **71** | **17 308** | **80 578** | **9 125** | **14 041** | **1 828,7** | **9 424,0** | **19 893,7** | **10 233,8** |
| Location de courte durée de véhicules automobiles | 71.1A | 1 043 | 12 114 | 1 431 | 602 | 277,1 | 2 210,7 | 2 750,1 | 1 149,7 |
| Location de longue durée de véhicules automobiles | 71.1B | 265 | 2 700 | 216 | 195 | 85,2 | 3 425,1 | 3 463,3 | 2 367,6 |
| Location d'autres matériels de transport terrestre | 71.2A | 1 092 | 5 565 | 441 | 821 | 103,4 | 807,3 | 2 407,4 | 1 079,8 |
| Location de matériel de transport par eau | 71.2C | 100 | 46 | 6 | 90 | 1,0 | 28,7 | 83,0 | 36,0 |
| Location d'appareils de transport aérien | 71.2E | 225 | 89 | 20 | 199 | 2,7 | 5,9 | 208,0 | 94,6 |
| Location de matériel agricole | 71.3A | 5 644 | 1 811 | 1 021 | 4 994 | 19,3 | 89,7 | 263,0 | 185,7 |
| Location de machines et équipements pour la construction | 71.3C | 1 293 | 13 908 | 705 | 730 | 343,1 | 299,1 | 2 252,9 | 968,4 |
| Location de machines de bureau et de matériel informatique | 71.3E | 234 | 2 942 | 167 | 148 | 140,6 | 1 510,0 | 3 315,8 | 1 452,5 |
| Location de machines et équipements divers | 71.3G | 1 794 | 9 133 | 633 | 1 333 | 249,7 | 547,9 | 2 220,1 | 1 251,0 |
| Location de linge | 71.4A | 86 | 16 615 | 836 | 10 | 322,7 | 238,9 | 1 289,4 | 871,2 |
| Location d'autres biens personnels et domestiques | 71.4B | 5 532 | 15 655 | 3 649 | 4 918 | 283,8 | 260,8 | 1 640,8 | 777,4 |
| **Activités informatiques** | **72** | **37 483** | **323 907** | **29 537** | **24 719** | **12 378,9** | **862,4** | **40 220,3** | **22 959,4** |
| Conseils en configurations informatiques | 72.1Z | 13 482 | 126 572 | 9 294 | 9 093 | 4 994,1 | 247,6 | 14 450,3 | 8 818,8 |
| Édition de logiciels (non personnalisés) | 72.2A | 3 406 | 37 751 | 3 827 | 1 674 | 1 645,9 | 85,8 | 5 928,5 | 3 303,0 |
| Autre activités de réalisation de logiciels | 72.2C | 13 446 | 81 942 | 9 460 | 9 558 | 3 196,2 | 151,6 | 9 959,3 | 5 840,4 |
| Traitement de données | 72.3Z | 3 602 | 53 238 | 4 444 | 1 898 | 1 848,0 | 335,6 | 7 320,2 | 3 822,1 |
| Activités de banque de données | 72.4Z | 1 219 | 6 818 | 1 183 | 844 | 231,6 | 14,6 | 885,0 | 418,1 |
| Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique | 72.5Z | 2 328 | 17 586 | 1 329 | 1 652 | 463,1 | 27,3 | 1 677,0 | 756,9 |
| **Services fournis principalement aux entreprises** | **74** | **282 848** | **2 329 086** | **994 550** | **204 384** | **56 793,6** | **4 940,7** | **199 559,0** | **102 621,4** |
| Activités juridiques | 74.1A | 35 740 | 124 467 | 36 061 | 38 614 | 3 403,5 | 184,0 | 15 311,5 | 11 970,8 |
| Activités comptables | 74.1C | 18 909 | 135 104 | 28 864 | 12 996 | 4 241,7 | 194,4 | 1 344,2 | 7 869,0 |
| Études de marché et sondages | 74.1E | 2 752 | 30 677 | 18 034 | 1 800 | 587,3 | 29,7 | 2 142,1 | 1 137,6 |
| Conseil pour les affaires et la gestion | 74.1G | 42 553 | 95 676 | 22 941 | 33 482 | 3 532,5 | 199,5 | 12 898,8 | 7 436,0 |
| Administration d'entreprises | 74.1J | 34 430 | 154 263 | 18 260 | 6 877 | 7 890,1 | 2 014,6 | 34 863,0 | 8 769,8 |
| Activités d'architecture | 74.2A | 25 753 | 38 399 | 12 163 | 24 655 | 986,0 | 87,4 | 4 865,5 | 3 335,5 |
| Métreurs, géomètres | 74.2B | 3 617 | 15 612 | 3 021 | 3 487 | 346,9 | 25,2 | 1 144,3 | 903,1 |
| Ingénierie, études techniques | 74.2C | 30 169 | 185 797 | 18 454 | 20 129 | 6 492,5 | 760,2 | 29 755,9 | 12 201,4 |
| Contrôle technique automobile | 74.3A | 3 634 | 9 525 | 1 934 | 1 937 | 207,0 | 20,3 | 693,5 | 435,7 |
| Analyses, essais et inspections techniques | 74.3B | 2 197 | 38 101 | 3 590 | 1 329 | 1 104,4 | 118,8 | 3 104,4 | 1 766,6 |
| Gestion de support de publicité | 74.4A | 4 239 | 67 500 | 39 206 | 2 742 | 1 114,0 | 120,4 | 10 760,3 | 2 689,3 |
| Agences, conseil en publicité | 74.4B | 12 799 | 112 149 | 68 195 | 7 914 | 2 086,2 | 136,6 | 10 311,8 | 4 069,4 |
| Sélection et mise à disposition de personnel | 74.5A | 1 962 | 32 330 | 18 701 | 948 | 531,3 | 8,0 | 1 102,8 | 835,0 |
| Travail temporaire | 74.5B | 1 015 | 542 887 | 374 321 | 151 | 12 314,8 | 54,4 | 18 862,5 | 17 892,1 |
| Enquêtes et sécurité | 74.6Z | 5 567 | 152 959 | 30 131 | 3 574 | 2 511,4 | 138,5 | 5 312,7 | 3 847,6 |
| Activités de nettoyage | 74.7Z | 13 882 | 368 102 | 255 702 | 10 403 | 3 772,1 | 150,1 | 7 605,0 | 5 802,5 |
| Studios et autres activités photographiques | 74.8A | 5 074 | 6 695 | 1 693 | 4 709 | 127,2 | 29,7 | 786,9 | 368,3 |
| Laboratoires de développement et de tirage | 74.8B | 2 154 | 13 760 | 2 312 | 1 717 | 277,1 | 35,6 | 1 459,9 | 519,8 |
| Services de conditionnement à façon | 74.8D | 934 | 17 867 | 1 486 | 454 | 345,9 | 72,7 | 1 583,6 | 648,2 |
| Secrétariat et traduction | 74.8F | 12 858 | 18 313 | 5 224 | 10 471 | 365,8 | 32,0 | 1 666,1 | 910,3 |
| Routage | 74.8G | 743 | 21 901 | 8 109 | 472 | 436,9 | 42,7 | 1 769,5 | 732,6 |
| Centres d'appel | 74.8H | 324 | 31 667 | 5 039 | 116 | 610,0 | 24,5 | 1 758,7 | 933,8 |
| Organisation de foires et salons | 74.8J | 2 141 | 12 793 | 3 563 | 1 391 | 346,7 | 47,9 | 2 249,6 | 850,0 |
| Services annexes à la production | 74.8K | 19 402 | 102 542 | 17 546 | 14 016 | 3 162,1 | 413,3 | 18 206,3 | 6 697,1 |
| **Assainissement, gestion déchets** | **90** | **1 549** | **63 278** | **2 712** | **657** | **1 524,3** | **635,8** | **7 685,4** | **3 262,5** |
| Épuration des eaux usées | 90.0A | 579 | 8 810 | 551 | 322 | 218,3 | 57,0 | 904,8 | 468,0 |
| Enlèvement et traitement des ordures ménagères | 90.0B | 544 | 44 250 | 1 382 | 186 | 1 035,6 | 397,2 | 5 213,9 | 2 097,7 |
| Traitement des autres déchets solides | 90.0E | 346 | 8 954 | 482 | 130 | 238,5 | 169,9 | 1 408,5 | 633,8 |
| Voirie, dépollution et activités similaires | 90.0G | 80 | 1 264 | 297 | 19 | 31,9 | 11,7 | 158,2 | 63,0 |

(1) Y compris apports.
(2) Sauf 55.2F "Hébergement collectif non touristique".
(3) Sauf 64.1A : « Postes nationales ».

## TABLEAU R.05-3

### Prélèvements proportionnels non fiscaux applicables sur les courses de chevaux, à compter du 1er janvier 2004 (1)

*Source* : Journal officiel — *Unité* : % des enjeux

| Désignation des attributaires | Pari Mutuel | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Paris et Région parisienne | | | | | Province | | |
| | Sur les hippodromes (2) | | Hors les hippodromes (3) | | | (4) Hors les hippodromes (5) Sur les hippodromes | | |
| | Paris simples | Autres paris | Tiercé, Quarté+, Quinté + | Paris "simple" et "par reports" | Autres paris | Quarté+ | Paris simples | Autres paris |
| Sociétés de courses (HT) | 8,5500 | 13,6000 | 14,6729 | 8,7260 | 13,7760 | 15,4000 | 13,8000 | 16,6000 |
| Budget général | 0,5700 | 1,9800 | 1,9800 | 0,5700 | 1,9800 | 1,9800 | – | 1,9800 |
| Fonds national des courses et de l'élevage | 0,8760 | 1,9100 | 1,2133 | 0,7000 | 1,7340 | 0,1100 | – | 0,1100 |
| Fonds national pour le développement du sport | – | 0,0100 | 0,0100 | – | 0,0100 | 0,0100 | – | 0,0100 |

(1) Le décret n° 2004-227 du 9 mars 2004 modifie les taux et la répartition des prélèvements à compter du 1er janvier 2004.
(2) Hippodromes de Paris (Auteuil, Longchamp, Vincennes), Région parisienne (Enghien, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud).
(3) Hormis pour les sommes engagées sur des courses organisées sur les hippodromes autres que ceux de Paris et de la région parisienne (voir note 2), et collectées dans moins du quart du réseau d'enregistrement du pari mutuel urbain.
(4) Pour les sommes engagées sur des courses organisées sur les hippodromes autres que ceux de Paris et de la région parisienne (voir note 2), et collectées dans moins du quart du réseau d'enregistrement du pari mutuel urbain.
(5) Autres que ceux de Paris et de la région parisienne.

## TABLEAU R.05-4

### Autres prélèvements

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Sous-direction du cheval) — *Unité* : Million d'euros

| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU) (1) | 341,7 | 298,6 | 285,6 | 296,7 | 286,9 | 284,8 | 284,2 | 267,4 | 261,9 | 257,2 |
| CSG (2) | /// | /// | 47,4 | 57,8 | 58,9 | 62,5 | 66,6 | 69,0 | 75,2 | 80,7 |

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.
(2) La CSG s'applique à l'ensemble des paris selon les taux suivants : Quarté : 1,938 %, Tiercé : 1,615 %, Quinté : 1,4535 %, autres paris à l'exception des paris du PMH province 0,5205 % des mises correspondantes.

## TABLEAU R.05-5

### Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises

*Source* : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Sous-direction du cheval) — *Unité* : Million d'euros

| | 1995 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome) | 327,9 | 276,8 | 280,8 | 249,3 | 241,0 | 236,3 | 239,4 | 226,6 | 213,7 |
| Sommes engagées au pari mutuel urbain en France sur les courses françaises | 5 088,3 | 5 210,3 | 5 273,4 | 5 367,0 | 5 714,9 | 6 100,6 | 6 413,9 | 7 021,2 | 7 434,1 |
| *dont* : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4, classic tiercé, Grand 7 (1) | 3 042,1 | 3 089,2 | 3 131,8 | 3 143,3 | 3 282,2 | 3 389,2 | 3 345,0 | 3 356,0 | 2 858,6 |

(1) De 1995 à 1997, Grand 7, supprimé en 1997. Depuis septembre 1999, "classic tiercé", non comptabilisé sur cette ligne en 2004.

## TABLEAU R.05-6

### Chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

*Source* : La Française des Jeux

| | Unités | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **LOTO 6/49 - SUPERLOTO - JOKER (1)** | | | | | | | |
| Nombre de bulletins | Million | 557,00 | 302,60 | 306,60 | ... | ... | ... |
| Montant des mises | Million d'euros | 1 893,11 | 1 751,08 | 1 739,92 | 1 865,94 | 1 969,76 | 2 311,64 |
| Lots à payer | » | 979,79 | 892,48 | 886,42 | 952,67 | 1 008,94 | 1 177,85 |
| Prélèvements non fiscaux | » | 737,85 | 737,14 | 733,11 | 786,96 | 829,90 | 1 007,14 |
| *dont* : Mouvement sportif | » | 44,97 | 48,40 | 48,20 | 51,71 | 54,50 | 63,57 |
| Prélèvements fiscaux | » | 138,73 | 121,46 | 120,39 | 126,31 | 130,92 | 126,66 |
| *dont* : TVA | » | 50,46 | 45,26 | 44,40 | 46,23 | 48,42 | 55,28 |
| Prélèvements progressifs | » | 24,54 | 12,25 | 13,60 | 11,99 | 9,58 | 7,72 |
| Produit des arrondis | » | 12,20 | 8,01 | 7,35 | 5,94 | 5,10 | 5,44 |
| **LOTO FOOT MATCHES - MATCHES EUROPÉENS (2) DUO FOOT (3)** | | | | | | | |
| Nombre de bulletins | Million | 34,00 | 17,70 | 16,50 | ... | ... | ... |
| Montant des mises | Million d'euros | 78,51 | 88,64 | 95,33 | 108,35 | 212,73 | 221,04 |
| Lots à payer | » | 41,77 | 61,39 | 66,02 | 75,05 | 141,02 | 151,30 |
| Prélèvements non fiscaux | » | 29,58 | 20,84 | 22,45 | 25,61 | 56,65 | 54,20 |
| *dont* : Mouvement sportif | » | 1,83 | 17,63 | 2,56 | 2,93 | 5,91 | 6,14 |
| Prélèvements fiscaux | » | 5,79 | 6,40 | 6,85 | 7,69 | 15,06 | 15,54 |
| *dont* : TVA | » | 2,13 | 2,24 | 2,37 | 2,60 | 5,07 | 5,16 |
| Prélèvements progressifs | » | 1,22 | 2,71 | 3,00 | 2,63 | 2,83 | 2,40 |
| Produit des arrondis | » | 0,15 | 0,12 | 0,15 | 0,19 | 0,17 | 0,13 |
| **KÉNO (4)** | | | | | | | |
| Nombre de bulletins | Million | 38,00 | 85,80 | 84,00 | ... | ... | ... |
| Montant des mises | Million d'euros | 224,56 | 419,61 | 432,26 | 415,14 | 478,73 | 520,94 |
| Lots à payer (dont TOP KENO) | » | 129,89 | 243,31 | 250,64 | 240,72 | 277,59 | 304,36 |
| Prélèvements non fiscaux | » | 88,73 | 165,95 | 171,05 | 164,46 | 189,75 | 204,42 |
| *dont* : Mouvement sportif | » | 5,34 | 11,15 | 11,58 | 11,14 | 12,83 | 14,04 |
| Prélèvements fiscaux | » | 5,95 | 10,35 | 10,56 | 9,96 | 11,39 | 12,15 |
| *dont* : TVA | » | 5,95 | 10,35 | 10,56 | 9,96 | 11,39 | 12,15 |
| **RAPIDO** | | | | | | | |
| Nombre de bulletins | Million | /// | 412,80 | 499,80 | ... | ... | ... |
| Montant des mises | Million d'euros | /// | 844,37 | 1 327,60 | 1 588,68 | 1 762,93 | 2 046,58 |
| Lots à payer | » | /// | 574,17 | 902,77 | 1 080,30 | 1 198,79 | 1 386,18 |
| Prélèvements non fiscaux | » | /// | 248,95 | 391,78 | 470,24 | 522,18 | 612,68 |
| *dont* : Mouvement sportif | » | /// | 23,92 | 37,86 | 45,31 | 50,13 | 58,13 |
| Prélèvements fiscaux | » | /// | 21,25 | 33,05 | 38,13 | 41,96 | 47,72 |
| *dont* : TVA | » | /// | 21,25 | 33,05 | 38,13 | 41,96 | 47,72 |
| **JEUX INSTANTANÉS** | | | | | | | |
| Nombre de tickets placés | Million | 2 226,00 | 2 516,00 | 2 543,00 | ... | ... | ... |
| Placements nets (mises) | Million d'euros | 2 836,92 | 3 421,65 | 3 414,43 | 3 449,55 | 3 359,10 | 3 437,47 |
| Lots à payer | » | 1 752,71 | 2 105,14 | 2 093,11 | 2 138,15 | 2 091,28 | 2 146,59 |
| Prélèvements non fiscaux | » | 951,74 | 1 159,29 | 1 165,98 | 1 163,63 | 1 125,81 | 1 149,32 |
| *dont* : Mouvement sportif | » | 67,99 | 96,93 | 96,93 | 97,97 | 95,17 | 97,51 |
| Prélèvements fiscaux | » | 132,63 | 157,22 | 155,33 | 147,76 | 142,00 | 141,56 |
| *dont* : TVA | » | 87,20 | 102,49 | 100,71 | 92,58 | 88,27 | 86,58 |
| **OAD (Offre de jeux à distance)** | | | | | | | |
| Montant des mises | Million d'euros | /// | /// | 1,03 | 3,09 | 5,47 | 15,11 |
| Lots à payer | » | /// | /// | 0,70 | 2,09 | 3,61 | 9,89 |
| Prélèvements non fiscaux | » | /// | /// | 0,28 | 0,87 | 1,63 | 4,60 |
| *dont* : Mouvement sportif | » | /// | /// | 0,03 | 0,09 | 0,15 | 0,43 |
| Prélèvements fiscaux | » | /// | /// | 0,04 | 0,13 | 0,23 | 0,62 |
| *dont* : TVA | » | /// | /// | 0,03 | 0,08 | 0,14 | 0,38 |

(1) Jeu LOTO 7 premier tirage le 29/03/1994, dernier tirage le 15/06/95. SUPERLOTO, premier tirage le 15/05/1996. Y compris EURO MILLIONS en 2004.
(2) Depuis le 2/08/1997, le LOTO SPORTIF est remplacé par le LOTO FOOT MATCHES. Le 15/01/1999 lancement de LOTO FOOT MATCHES Championnats Européens.
(3) Le 28/02/2000, lancement de DUO FOOT.
(4) À partir de janvier 1996, tirage quotidien du KÉNO.

## TABLEAU R.05-7

### Produit des jeux de casinos (1)

*Source* : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Millier d'euros

| | 1997/1998 | 1998/1999 | 1999/2000 | 2000/2001 | (2) 2001/2002 | (2) 2002/2003 | (2) 2003/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit brut total (3) | 1 433 697,7 | 1 570 899,8 | 1 732 330,9 | 1 895 807,9 | 2 456 354,9 | 2 546 843,0 | 2 613 151,6 |
| *dont* : Casinos autorisés à avoir des machines à sous | 1 392 553,6 | 1 529 519,4 | 1 686 645,8 | 1 847 119,1 | ... | ... | ... |
| *dont* : Produit brut des machines à sous | 1 258 661,2 | 1 395 618,2 | 1 549 087,1 | 1 705 977,5 | ... | ... | ... |
| *dont* : Produit brut réel des jeux de tables | 173 452,3 | 175 281,6 | 183 243,8 | 189 830,4 | 206 987,8 | 181 366,1 | 173 105,1 |
| Produit brut réel des machines à sous (4) | 1 470 934,1 | 1 655 347,0 | 1 873 365,6 | 2 088 484,8 | 2 249 367,1 | 2 365 476,9 | 2 440 046,5 |
| *dont* : Prélèvements des communes | 177 686,0 | 197 552,4 | 220 932,8 | 239 974,2 | 276 417,8 | 293 438,4 | 301 838,8 |

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n-1) au 31 octobre de l'année (n).
(2) Source : Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire - Sous-Direction des Courses et Jeux.
(3) Comprenant le produit brut réel des jeux de table et le produit brut théorique des machines à sous, servant au calcul des prélèvements jusqu'en mai 2002. À partir de la saison 2001-2002, il comprend le produit brut réel des jeux de tables et des jeux des machines à sous.
(4) Recettes réelles des casinos après distribution des gains aux joueurs.

## TABLEAU R.05-8

### Indices des prix à la production dans les services

Prix des prestations commercialisées sur le marché français - Moyennes annuelles

*Source* : Insee — *Unité* : Base 100, année 2000

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Location de véhicules automobiles à court terme** | **100** | **101,1** | **102,8** | **101,8** | **100,2** |
| Location de véhicules utilitaires | 100 | 101,5 | 104,3 | 105,0 | 105,1 |
| Location de véhicules particuliers | 100 | 101,0 | 102,3 | 101,0 | 99,2 |
| **Location de machines et d'équipements pour la construction** | **100** | **101,7** | **99,4** | **99,2** | **98,9** |
| **Services comptables** | **100** | **103,6** | **106,8** | **111,0** | **115,1** |
| Expertise comptable | 100 | 103,7 | 107,0 | 110,5 | 113,1 |
| Audit - commissariat aux comptes | 100 | 103,5 | 106,6 | 111,3 | 116,6 |
| **Services d'ingénierie** | **100** | **101,9** | **103,2** | **104,3** | **106,0** |
| Bâtiment | 100 | 103,1 | 105,3 | 106,5 | 108,2 |
| Infrastructure | 100 | 103,3 | 104,4 | 105,6 | 107,7 |
| Industrie | 100 | 101,5 | 102,6 | 103,6 | 105,2 |
| Assistance technique, documentation | 100 | 103,5 | 104,8 | 105,9 | 108,1 |
| Études préalables | 100 | 101,6 | 103,5 | 106,0 | 107,6 |
| Études de conception | 100 | 102,3 | 103,7 | 105,0 | 106,3 |
| Maitrise de la réalisation | 100 | 100,0 | 100,8 | 101,1 | 102,3 |
| **Enquête et sécurité** | **100** | **103,6** | **106,4** | **109,7** | **113,7** |
| Services de surveillance humaine | 100 | 105,9 | 108,9 | 112,5 | 116,5 |
| Transports de fonds et traitements de valeurs | 100 | 102,3 | 104,9 | 107,8 | 112,6 |
| **Services de nettoyage** | **100** | **102,1** | **104,6** | **107,1** | **109,0** |
| Nettoyage de bureaux | 100 | 102,2 | 104,8 *r* | 107,4 | 109,2 |
| Nettoyage de bureaux, marché public | 100 | 102,1 | 104,3 | 107,2 | 108,9 |
| Nettoyage de bureaux, marché privé | 100 | 102,2 | 104,9 | 107,4 | 109,2 |
| Nettoyage d'usines et d'ateliers | 100 | 101,7 | 103,8 | 106,0 | 107,7 |
| Usines et ateliers, locaux classiques | 100 | 101,8 | 104,1 | 107,0 | 109,5 |
| Usines et ateliers, zones sensibles | 100 | 102,1 | 103,9 | 105,1 | 106,1 |
| Nettoyage de locaux commerciaux | 100 | 102,2 | 106,7 | 109,2 | 109,4 |
| Nettoyage d'équipements collectifs | 100 | 102,5 | 105,4 | 107,8 | 110,5 |
| Nettoyage de parties communes d'habitation | 100 | 103,4 | 106,2 | 108,3 | 112,1 |

# Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans l'Annuaire statistique de la France, ainsi que leurs références bibliographiques sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives permettant une interprétation plus précise des données publiées.

## A. Nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, une partie du dispositif européen a été révisée au 1er janvier 2002 et au 1er janvier 2003.

***1. Nomenclature du commerce extérieur.*** Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale. Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée ; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

Une nouvelle version de ces nomenclatures devrait entrer en application le 1er janvier 2007.

***2. Nomenclature des activités – révision 1.***

La nomenclature d'activités française (NAF) s'est substituée à la NAP (nomenclature d'activités et de produits) depuis le 1er janvier 1993. Une version légèrement révisée de la NAF, la NAF révision 1, est entrée en vigueur le 1er janvier 2003. Une nouvelle révision, importante, est prévue au 1er janvier 2008.

La NAF révision 1 reprend tous les niveaux de la NACE révision 1.1 (nomenclature d'activités de la communauté européenne) et y ajoute un niveau national qui éclate (ou non) les classes de la NACE (dernier niveau) pour tenir compte des spécificités et des habitudes nationales.

La NAF révision 1 fait l'objet d'un décret commun avec la CPF révision 1 (classification des produits française) qui oblige l'ensemble des organismes publics à utiliser la nomenclature (ou ses dérivées) dans les textes officiels, décisions, documents, travaux et études. Le code caractérisant l'activité principale exercée par les unités économiques (code APE), attribué par l'Insee, est déterminé à partir du niveau le plus détaillé de la NAF.

Les modifications introduites au 1er janvier 2003 sont dues d'une part à la modification de la NACE, d'autre part aux demandes de modifications françaises émanant des organisations professionnelles et des services statistiques des ministères. Ces révisions ont été validées par la Commission nationale des nomenclatures d'activités et de produits (CNAP) devenue la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales (CNNES) depuis le 7 avril 2005.

Lors du passage de la NAF à la NAF révision 1, 31 classes ont été supprimées et 47 nouvelles classes ont été créées. Par ailleurs, 13 classes ont vu leur contenu légèrement modifié sans que la codification ait changé.

Les principales modifications concernent la sidérurgie (fin du traité CECA), la mécanique, l'électronique, l'électricité et le gaz, le commerce de gros, l'hôtellerie, les télécommunications, la location de voitures, les services informatiques, l'assainissement, l'audiovisuel.

***3. Nomenclature des produits - révision 1.*** Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA) ; une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits française (CPF) instaurée également au 1er janvier 1993 se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

Une nouvelle version de la CPF, la CPF révision 1, est entrée en vigueur au 1er janvier 2003.

La révision de la NAF n'a pratiquement pas de conséquences sur la CPF. La principale modification de la CPF est la création de nombreux codes de services industriels permettant d'isoler les services rendus par les sous-traitants.

L'Insee a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques, dénommés nomenclature économique de synthèse (NES), constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions. Les codes et intitulés de la NES n'ont pas été modifiés lors de la révision 2003 de la NAF et de la CPF.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114 est donnée dans le tableau du point E dans sa présentation « Activités ».

Par ailleurs, les comptes nationaux sont, depuis leur publication en 1999, compatibles avec la nomenclature d'activités française elle-même cohérente avec la NACE (nomenclature des communautés européennes). La nomenclature adoptée permet de meilleures comparaisons internationales.

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) ;

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements statistiques des douanes, 8, rue de la Tour-des-Dames, 75436 Paris Cedex 09).

Les nomenclatures d'activités et de produits sont publiées par l'Insee dans la collection « Nomenclatures et codes ». Elles peuvent aussi être consultées sur le site Internet **www.insee.fr**.

Tous les textes juridiques concernant les nomenclatures européennes sont édités par le Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) et vendus au *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15), en particulier :

— le règlement du Conseil 3037/90 du 9 octobre 1990 amendé par le règlement de la Commission 29/2002, pour la NACE (disponible également à Insee Info-Service),

— le règlement du Conseil 3696/93 modifié par le règlement de la Commission 204/2002, pour la CPA.

***4. Classification type pour le commerce international (CTCI)*** ONU, 1988 (3e révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

***5. Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports (NST)***, Office statistique des Communautés européennes, 3e révision, 1982 :

— en vente au service des publications européennes de la Direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15.

***6. Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité » :***

— nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *Insee-Résultats*.

## B. Nomenclature Insee de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

***Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS et PCS ESE).*** — La nomenclature PCS est utilisée pour la codification de la profession dans le recensement et les enquêtes que l'Insee réalise auprès des ménages, depuis le recensement de 1982. La nomenclature PCS rénovée, dite PCS-2003, est entrée en vigueur début 2003. La rénovation a porté sur le niveau le plus fin de la nomenclature, celui des professions, qui comporte désormais 497 postes, dont 486 postes d'actifs. Les niveaux plus agrégés des groupes socioprofessionnels (8 groupes correspondant au premier chiffre de la profession), et des catégories socioprofessionnelles (42 postes correspondant aux deux premiers chiffres de la PCS, avec une version agrégée en 24 postes), n'ont en revanche pas été affectés par la rénovation :

— le « niveau 8 » ou groupe socioprofessionnel comporte 6 postes d'actifs,

— le « niveau 24 » ou catégorie socioprofessionnelle agrégée, comporte 19 postes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » ou catégorie socioprofessionnelle, comporte 32 postes d'actifs.

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point F.

Il existe une version affinée de la nomenclature PCS, dite nomenclature PCS des Emplois Salariés d'Entreprise (PCS-ESE), utilisée par les entreprises du secteur privé pour codifier la profession de leurs salariés dans les formulaires administratifs ou d'enquête statistique. La PCS-ESE ne concerne que des professions d'actifs salariés. Elle a été rénovée en même temps que la nomenclature PCS. La PCS-ESE 2003 est entrée en vigueur début 2003. Elle comporte 412 postes au niveau le plus fin des professions, dont certains correspondent à des éclatements de postes de la PCS. Aux niveaux plus agrégés, elle comporte 6 groupes socioprofessionnels et 29 catégories socioprofessionnelles.

— la *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles 2003,* Insee, est l'index analytique de référence, disponible en format papier dans la série « Nomenclatures et codes ».

— la *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des Emplois Salariés d'Entreprise 2003,* Insee est l'index analytique de référence, disponible en format papier dans la série « Nomenclatures et codes ».

Les deux guides sont en vente dans les directions régionales de l'Insee et à Insee Info-Service. Les deux nomenclatures peuvent également être consultées sur le site Internet de l'Insee **www.insee.fr**

## C. Découpages géographiques

Le Code officiel géographique rassemble en un seul volume les codes et libellés des pays et territoires étrangers, des régions, des départements, des arrondissements, des cantons, des communes. Il se décompose de la façon suivante :

— une table de correspondance Région-Département ;

— un tableau du nombre d'arrondissements et de cantons au 1er janvier et du nombre de communes à différentes dates ;

— les listes des arrondissements, cantons, communes et des modifications communales intervenues depuis 1943 pour les départements métropolitains et les Dom.

— les listes des cantons et communes pour les Collectivités d'outre-mer ;

— la liste des pays et territoires étrangers.

L'édition 1999 (la 13e) du Code Officiel Géographique donne la situation de la géographie administrative au 1er janvier 1999. Les précédentes éditions sont parues en 1943, 1954, 1961, 1966, 1968, 1971, 1975, 1978, 1982, 1985, 1990 et 1994.

Chaque année, le Code officiel Géographique fait l'objet d'une mise à jour ; la dernière publiée est établie au 1er janvier 2005.

Il peut être consulté sur le site Internet de l'Insee **www.insee.fr**

— en vente dans les directions régionales de l'Insee et à Insee Info-Service.

## D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (10e révision, 1996) — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

**E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1).**

| NES « 16 » | NES « 36 » | NES « 114 » | Divisions, groupes ou classes de la NAF |
|---|---|---|---|
| EA Agriculture, sylviculture, pêche. | A0 Agriculture, sylviculture, pêche. | A01 Agriculture, chasse, services annexes.<br>A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.<br>A03 Pêche, aquaculture. | 01<br>02<br>05 |
| EB Industries agricoles et alimentaires. | B0 Industries agricoles et alimentaires. | B01 Industrie des viandes.<br>B02 Industrie du lait.<br>B03 Industrie des boissons.<br>B04 Travail du grain, fabrication d'aliments pour animaux.<br>B05 Industries alimentaires diverses.<br>B06 Industrie du tabac. | 15.1<br>15.5<br>15.9<br>15.6,15.7<br>15.2 à 15.4, 15.8<br>16 |
| EC Industries des biens de consommation. | C1 Habillement, cuir. | C11 Industrie de l'habillement et des fourrures.<br>C12 Industrie du cuir et de la chaussure. | 18<br>19 |
| | C2 Édition, imprimerie, reproduction. | C20 Édition, imprimerie, reproduction. | 22 |
| | C3 Pharmacie, parfumerie, entretien. | C31 Industrie pharmaceutique.<br>C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien. | 24.4<br>24.5 |
| | C4 Industries des équipements du foyer. | C41 Fabrication de meubles.<br>C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique.<br>C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses.<br>C44 Fabrication d'appareils domestiques.<br>C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image).<br>C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie. | 36.1<br>36.2, 36.3<br>36.4 à 36.6<br>29.7<br>32.3<br>33.4, 33.5 |
| ED Industrie automobile. | D0 Industrie automobile. | D01 Construction automobile.<br>D02 Fabrication d'équipements automobiles. | 34.1, 34.2<br>34.3 |

**E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1) *(suite).***

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| EE | Industries des biens d'équipement. | E1 | Construction navale, aéronautique et ferroviaire. | E11 | Construction navale. 35.1 |
| | | | | E12 | Construction de matériel ferroviaire roulant. 35.2 |
| | | | | E13 | Construction aéronautique et spatiale. 35.3 |
| | | | | E14 | Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a. 35.4, 35.5 |
| | | E2 | Industries des équipements mécaniques. | E21 | Fabrication d'éléments en métal pour la construction. 28.1 |
| | | | | E22 | Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières. 28.2, 28.3 |
| | | | | E23 | Fabrication d'équipements mécaniques. 29.1 |
| | | | | E24 | Fabrication de machines d'usage général. 29.2 |
| | | | | E25 | Fabrication de machines agricoles. 29.3 |
| | | | | E26 | Fabrication de machines-outils. 29.4 |
| | | | | E27 | Fabrication d'autres machines d'usage spécifique. 29.5 |
| | | | | E28 | Fabrication d'armes et de munitions. 29.6 |
| | | E3 | Industries des équipements électriques et électroniques. | E31 | Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique. 30 |
| | | | | E32 | Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques. 31.1 |
| | | | | E33 | Fabrication d'appareils d'émission et de transmission. 32.2 |
| | | | | E34 | Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie. 33.1 |
| | | | | E35 | Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle. 33.2, 33.3 |
| EF | Industries des biens intermédiaires. | F1 | Industries des produits minéraux. | F11 | Extraction de minerais métalliques. 13 |
| | | | | F12 | Autres industries extractives. 14 |
| | | | | F13 | Fabrication de verre et d'articles en verre. 26.1 |
| | | | | F14 | Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction. 26.2 à 26.8 |
| | | F2 | Industrie textile. | F21 | Filature et tissage. 17.1 à 17.3 |
| | | | | F22 | Fabrication de produits textiles. 17.4, 17.5 |
| | | | | F23 | Fabrication d'étoffes et d'articles à maille. 17.6, 17.7 |
| | | F3 | Industrie du bois et du papier. | F31 | Travail du bois et fabrication d'articles en bois. 20 |
| | | | | F32 | Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton. 21.1 |
| | | | | F33 | Fabrication d'articles en papier ou en carton. 21.2 |

**E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1) *(suite).***

| | | | |
|---|---|---|---|
| EF Industries des biens intermédiaires *(fin).* | F4 Chimie, caoutchouc, plastiques. | F41 Industrie chimique minérale. | 24.1A à 24.1E et 24.1J |
| | | F42 Industrie chimique organique. | 24.1G, 24.1L, 24.1N |
| | | F43 Parachimie. | 24.2, 24.3, 24.6 |
| | | F44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques. | 24.7 |
| | | F45 Industrie du caoutchouc. | 25.1 |
| | | F46 Transformation des matières plastiques. | 25.2 |
| | F5 Métallurgie et transformation des métaux. | F51 Sidérurgie et première transformation de l'acier. | 27.1 à 27.3 |
| | | F52 Production de métaux non ferreux. | 27.4 |
| | | F53 Fonderie. | 27.5 |
| | | F54 Services industriels du travail des métaux. | 28.4, 28.5 |
| | | F55 Fabrication de produits métalliques. | 28.6, 28.7 |
| | | F56 Récupération. | 37 |
| | F6 Industries des composants électriques et électroniques. | F61 Fabrication de matériel électrique. | 31.2 à 31.6 |
| | | F62 Fabrication de composants électroniques. | 32.1 |
| EG Énergie. | G1 Production de combustibles et de carburants. | G11 Extraction de houille, de lignite et de tourbe. | 10 |
| | | G12 Extraction d'hydrocarbures ; services annexes. | 11 |
| | | G13 Extraction de minerais d'uranium. | 12 |
| | | G14 Cokéfaction et industrie nucléaire. | 23.1, 23.3 |
| | | G15 Raffinage de pétrole. | 23.2 |
| | G2 Eau, gaz, électricité. | G21 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur. | 40 |
| | | G22 Captage, traitement et distribution d'eau. | 41 |
| EH Construction. | H0 Construction. | H01 Bâtiment. | 45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4 |
| | | H02 Travaux publics. | 45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5 |
| EJ Commerce. | J1 Commerce et réparation automobile. | J10 Commerce et réparation automobile. | 50 |
| | J2 Commerce de gros, intermédiaires. | J20 Commerce de gros, intermédiaires. | 51 |
| | J3 Commerce de détail, réparations. | J31 Grandes surfaces à prédominance alimentaire. | 52.1D à 52.1F |
| | | J32 Magasins d'alimentation, spécialisés ou non. | 52.1A à 52.1C, 52.2 |
| | | J33 Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations. | 52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7 |

**E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1) *(suite et fin).***

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| EK | Transports. | K0 | Transports. | K01 | Transport ferroviaire. |
| | | | | K02 | Transport routier de voyageurs. |
| | | | | K03 | Transport routier (ou par conduites) de marchandises. |
| | | | | K04 | Transport par eau. |
| | | | | K05 | Transport aérien. |
| | | | | K06 | Transport spatial. |
| | | | | K07 | Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures. |
| | | | | K08 | Agences de voyage. |
| | | | | K09 | Organisation du transport de fret. |
| EL | Activités financières. | L0 | Activités financières. | L01 | Intermédiation financière. |
| | | | | L02 | Assurance. |
| | | | | L03 | Auxiliaires financiers et d'assurance. |
| EM | Activités immobilières. | M0 | Activités immobilières. | M01 | Promotion, gestion immobilière. |
| | | | | M02 | Location immobilière. |
| EN | Services aux entreprises. | N1 | Postes et télécommunications. | N11 | Activités de poste et de courrier. |
| | | | | N12 | Télécommunications. |
| | | N2 | Conseils et assistance. | N21 | Activités informatiques. |
| | | | | N22 | Services professionnels. |
| | | | | N23 | Administration d'entreprises. |
| | | | | N24 | Publicité et études de marché. |
| | | | | N25 | Architecture, ingénierie, contrôle. |
| | | N3 | Services opérationnels. | N31 | Location sans opérateur. |
| | | | | N32 | Sélection et fourniture de personnel. |
| | | | | N33 | Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises. |
| | | | | N34 | Assainissement, voirie et gestion des déchets. |
| | | N4 | Recherche et développement. | N40 | Recherche et développement. |
| EP | Services aux particuliers. | P1 | Hôtels et restaurants. | P10 | Hôtels et restaurants. |
| | | P2 | Activités récréatives, culturelles et sportives. | P21 | Activités audiovisuelles. |
| | | | | P22 | Autres activités récréatives, culturelles et sportives. |
| | | P3 | Services personnels et domestiques. | P31 | Services personnels. |
| | | | | P32 | Services domestiques. |
| EQ | Éducation, santé, action sociale. | Q1 | Éducation. | Q10 | Éducation. |
| | | Q2 | Santé, action sociale. | Q21 | Activités relatives à la santé. |
| | | | | Q22 | Action sociale. |
| ER | Administration. | R1 | Administration publique. | R10 | Administration publique. |
| | | R2 | Activités associatives et extra-territoriales. | R21 | Activités associatives. |
| | | | | R22 | Activités extra-territoriales. |

| | |
|---|---|
| 60.1 | |
| 60.2A à 60.2G | |
| 60.2L à 60.2P, 60.3 | |
| 61 | |
| 62.1, 62.2 | |
| 62.3 | |
| 63.1, 63.2 | |
| 63.3 | |
| 63.4 | |
| 65 | |
| 66 | |
| 67 | |
| 70.1, 70.3 | |
| 70.2 | |
| 64.1 | |
| 64.2 | |
| 72 | |
| 74.1A, 74.1C, 74.1G | |
| 74.1J | |
| 74.1E, 74.4 | |
| 74.2, 74.3 | |
| 71 | |
| 74.5 | |
| 74.6 à 74.8 | |
| 90 | |
| 73 | |
| 55 | |
| 92.1, 92.2 | |
| 92.3 à 92.7 | |
| 93 | |
| 95, 96, 97 | |
| 80 | |
| 85.1, 85.2 | |
| 85.3 | |
| 75 | |
| 91 | |
| 99 | |

**F. Correspondances entre les niveaux 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS)**

| Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs) | Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs) | Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs) |
|---|---|---|
| 1. Agriculteurs exploitants. | 10 Agriculteurs exploitants. | 11 Agriculteurs sur petite exploitation.<br>12 Agriculteurs sur moyenne exploitation.<br>13 Agriculteurs sur grande exploitation. |
| 2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise. | 21 Artisans. | 21 Artisans. |
| | 22 Commerçants et assimilés. | 22 Commerçants et assimilés. |
| | 23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus. | 23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus. |
| 3. Cadres et professions intellectuelles supérieures. | 31 Professions libérales. | 31 Professions libérales. |
| | 32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques. | 33 Cadres de la fonction publique.<br>34 Professeurs, professions scientifiques.<br>35 Professions de l'information, des arts et des spectacles. |
| | 36 Cadres d'entreprise. | 37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise.<br>38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise. |
| 4. Professions intermédiaires. | 41 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés. | 42 Instituteurs et assimilés.<br>43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social.<br>44 Clergé, religieux.<br>45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique. |
| | 46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises. | 46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises. |
| | 47 Techniciens. | 47 Techniciens. |
| | 48 Contremaîtres, agents de maîtrise. | 48 Contremaîtres, agents de maîtrise. |
| 5. Employés. | 51 Employés de la fonction publique. | 52 Employés civils et agents de service de la fonction publique.<br>53 Policiers et militaires. |
| | 54 Employés administratifs d'entreprise. | 54 Employés administratifs d'entreprise. |
| | 55 Employés de commerce. | 55 Employés de commerce. |
| | 56 Personnels des services directs aux particuliers. | 56 Personnels des services directs aux particuliers. |
| 6. Ouvriers. | 61 Ouvriers qualifiés. | 62 Ouvriers qualifiés de type industriel.<br>63 Ouvriers qualifiés de type artisanal.<br>64 Chauffeurs.<br>65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport. |
| | 66 Ouvriers non qualifiés. | 67 Ouvriers non qualifiés de type industriel.<br>68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal. |
| | 69 Ouvriers agricoles. | 69 Ouvriers agricoles. |
| 7. Retraités. | 71 Anciens agriculteurs exploitants. | 71 Anciens agriculteurs exploitants. |
| | 72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise. | 72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise. |
| | 73 Anciens cadres et professions intermédiaires. | 74 Anciens cadres.<br>75 Anciennes professions intermédiaires. |
| | 76 Anciens employés et ouvriers. | 77 Anciens employés.<br>78 Anciens ouvriers. |
| 8. Autres personnes sans activité professionnelle. | 81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé. | 81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé. |
| | 82 Inactifs divers (autres que retraités). | 83 Militaires du contingent.<br>84 Élèves, étudiants.<br>85 Personne diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités).<br>86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités). |

# SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS DANS CET ANNUAIRE

| | |
|---|---|
| AAH | Allocation d'adulte handicapé |
| AASQA | Association agréée de surveillance de la qualité de l'air |
| ACEMO | Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre. |
| ACM | Association pour le commerce moderne |
| ACOSS | Agence centrale des organismes de sécurité sociale |
| ACP | Afrique - Caraïbes - Pacifique (ensemble des pays signataires des Accords de Lomé) |
| ACTP | Allocation compensatrice pour tierce personne |
| ADASEA | Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles |
| ADCF | Assemblée des communautés de France |
| ADEME | Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie |
| ADEPALE | Association des entreprises de produits alimentaires élaborés |
| ADIL | Association départementale d'information sur le logement |
| ADSL | Asymétrique digital suscriber line (ligne numérique à paires asymétriques) |
| AELE | Association européenne de libre échange |
| AEMO | Action éducative en milieu ouvert |
| AER | Allocation équivalent-retraite remplacement |
| AES | Allocation d'éducation spéciale |
| AF | Allocations familiales |
| AFB | Association française des banques |
| AFEAMA | Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée |
| AFNOR | Association française de normalisation |
| AFPA | Association pour la formation professionnelle des adultes |
| AFR | Allocation formation-reclassement |
| AGEA | Fédération des agents généraux d'assurance |
| AGED | Allocation de garde d'enfant à domicile |
| AGIRC | Association générale des institutions de retraites des cadres |
| AIE | Agence internationale de l'énergie |
| ALF | Allocation de logement familial |
| ALISSE | Accès en ligne aux statistiques structurelles d'entreprises |
| ALS | Allocation de logement social |
| AMF | Autorité des marchés financiers |
| ANAEM | Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations |
| ANAH | Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat |
| ANDRA | Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs |
| ANF | Actifs non financiers |
| ANPE | Agence nationale pour l'emploi |
| ANVAR | Agence nationale de valorisation de la recherche |
| AOC | Appellation d'origine contrôlée |
| APA | Allocation personnalisée d'autonomie |
| APE | Activité principale exercée |
| APE | Allocation parentale d'éducation |
| APEC | Association pour l'emploi des cadres |
| API | Allocation de parent isolé |
| APJE | Allocation pour jeune enfant |
| APL | Aide personnalisée au logement |
| APU | Administration publique |
| ARCEP | Autorité de régulation électronique et des postes |
| ARE | Allocation de retour à l'emploi |
| ARPE | Allocation de remplacement pour l'emploi |
| ARRCO | Association des régimes de retraite complémentaire |
| ARS | Allocation de rentrée scolaire |
| ARSM | Allocation représentative des services ménagers |
| ART | Autorité de régulation des télécommunications |
| ARTT | Aménagement et réduction du temps de travail |
| ASF | Allocation de soutien familial |
| ASF | Association française des sociétés financières |
| ASSEDIC | Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce |
| ATIC | Association technique de l'importation charbonnière |
| ATOSS | Personnel administratif, technicien, ouvrier de service et de santé |
| AUD | Allocation unique dégressive |
| AVTS | Allocation au vieux travailleur salarié |
| BA | Bénéfice agricole |
| BAFA | Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centre de vacances et de loisirs |
| BAFD | Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur |
| BAFI | Base de données des agents financiers |
| BAPAAT | Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien de la jeunesse et des sports |
| BARPI | Bureau analyse des risques et des pollutions industrielles |
| BASE | Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative |
| BCE | Banque centrale européenne |
| BCN | Banque centrale nationale |
| BCRD | Budget civil de recherche et développement |
| BDA | Banque de données agrégées |
| BDF | Budget des familles |
| BDI | Banque de données individuelles |
| BEATEP | Brevet d'état d'animateur technicien de l'éducation populaire |
| BEES | Brevet d'état d'éducateur sportif |
| BEH | Bulletin épidémiologique hebdomadaire |
| BEI | Banque européenne d'investissement |
| BEP | Brevet d'études professionnelles |
| BEPA | Brevet d'études professionnelles agricoles (et classes y préparant) |
| BEPC | Brevet d'études de premier cycle |
| BFCE | Banque française du commerce extérieur |
| BGCA | Bâtiment et génie civil agricole |
| BIC | Bénéfices industriels et commerciaux |
| BIC-BRN | Régime réel normal des BIC |
| BIC-RSI | Régime réel simplifié des BIC |
| BISF | Bon des institutions et sociétés financières |
| BIT | Bureau international du travail |
| BMS | Bulletin mensuel de statistique |
| BMTN | Bon à moyen terme négociable |
| BNC | Bénéfices non commerciaux |
| BODACC | Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales |
| BPA | Brevet professionnel agricole |
| BPJEPS | Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport |
| BRGM | Bureau de recherche géologique et minière |
| BSLN | Base de sondage des logements neufs |
| BTA | Brevet de technicien agricole |
| BTAN | Bon à taux annuel normalisé |
| BTF | Bons du Trésor à taux Fixe et à intérêts précomptés |
| BTP | Bâtiment et travaux publics |
| BTS | Brevet de technicien supérieur |
| BTSA | Brevet de technicien supérieur agricole |
| CA | Cour d'appel |
| CAAH | Complément allocation adulte handicapé |
| CADES | Caisse d'amortissement de la dette sociale |
| CAF | Caisse d'allocations familiales |
| CAF | Capacité d'autofinancement |
| CAF | Coût, assurance et fret |
| CAHT | Chiffre d'affaires hors taxe |
| CAMAVIC | Caisse mutuelle d'assurance vieillesse des cultes |
| CAMR | Caisse autonome mutuelle des retraites des agents des chemins de fer français. Elle a été intégrée à la CNAV début 1992 |
| CANAM | Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles |
| CANCAVA | Caisse autonome nationale de compensation d'assurance vieillesse artisanale |
| CAP | Certificat d'aptitude professionnelle |
| CAPA | Certificat d'aptitude professionnelle agricole |
| CAPES | Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique du second degré |

| | |
|---|---|
| CAPET | Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique |
| CAT | Centre d'aide par le travail |
| CCAMIP | Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance |
| CCCEP | Caisse centrale des caisses d'épargne et de prévoyance |
| CCCN | Commission des comptes commerciaux de la nation |
| CDC | Caisse des dépôts et consignations |
| CDES | Commission départementale d'éducation spéciale |
| CDF | Charbonnages de France |
| CDN | Centre dramatique national |
| CDNEJ | Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse |
| CEA | Commissariat à l'énergie atomique |
| CECEI | Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement |
| CEE | Communauté économique européenne |
| CEL | Compte épargne logement |
| CEMAGREF | Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts |
| CEP | Certificat d'études primaires |
| CEREN | Centre d'étude et de recherche économique sur l'énergie |
| CEREQ | Centre d'études et de recherche sur les qualifications |
| CERTU | Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques |
| CESP | Centre d'étude des supports de publicité |
| CF | Complément familial |
| CFA | Centre de formation d'apprentis |
| CFDT | Confédération française démocratique du travail |
| CFE | Centre de formalités des entreprises |
| CFE-CGC | Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres |
| CFM | Compagnie française du méthane |
| CFPAJ | Centre de formation professionnelle agricole pour jeunes |
| CFTC | Confédération française des travailleurs chrétiens |
| CGE | Compagnie générale d'électricité |
| CGPME | Confédération générale des petites et moyennes entreprises |
| CGT | Confédération générale du travail |
| CGT-FO | Confédération générale du travail-Force ouvrière |
| CHS | Centre hospitalier spécialisé |
| CHSCT | Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail |
| CHU | Centre hospitalier universitaire |
| CIAT | Comité interministériel pour l'aménagement du territoire |
| CIB | Classification internationale des brevets |
| CIM | Classification internationale des maladies |
| CIO | Comité international olympique |
| CIPAL | Classe d'initiation pré-professionnelle en alternance |
| CIREF | Centre d'information du réseau électrique français |
| CITE | Classification internationale type de l'éducation |
| CITEPA | Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique |
| CIVC | Comité interprofessionnel du vin de champagne |
| CLCC | Centre de lutte contre le cancer |
| CM | Culture marine |
| CME | Conseil mondial de l'Énergie |
| CMPP | Culture marine-petite pêche |
| CMU | Couverture maladie universelle |
| CNA | Caisse nationale des autoroutes |
| CNAF | Caisse nationale d'allocations familiales |
| CNAM | Conservatoire national des arts et métiers |
| CNAMTS | Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés |
| CNASEA | Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles |
| CNAV | Caisse nationale d'assurance vieillesse |
| CNAVPL | Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales |
| CNAVTS | Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés |
| CNBF | Caisse nationale des barreaux français |
| CNC | Centre national de la cinématographie |
| CNCA | Caisse nationale de Crédit agricole |
| CNCT | Conseil national du crédit et du titre |
| CNE | Caisse nationale d'épargne |
| CNES | Centre national d'études spatiales |
| CNIL | Commission nationale informatique et libertés |
| CNIS | Conseil national de l'information statistique |
| CNNES | Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales |
| CNPF | Conseil national du patronat français (voir MEDEF) |
| CNR | Conservatoire national de région |
| CNRA | Certificat de navigabilité restreint aux avions ou planeurs |
| CNRAC | Certificat de navigabilité restreint aux aéronefs de collection |
| CNRACL | Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales |
| CNRS | Centre national de la recherche scientifique |
| CNSA | Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie |
| CNT | Caisse nationale des télécommunications |
| COB | Commission des opérations de bourse |
| CODEVI | Compte pour le développement industriel |
| COE | Centre d'observation économique |
| COGEMA | Compagnie générale des matières nucléaires |
| COI | Changements organisationnels et informatisation |
| COICOP | Classification of individual consumption by purpose (Classification des fonctions de consommation des ménages) |
| COM | Collectivité d'Outre-mer |
| COREF | Comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi |
| COTOREP | Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel |
| CPA | Classe préparatoire à l'apprentissage |
| CPAL | Comité de probation et d'assistance aux libérés |
| CPCI | Commission permanente de concertation pour l'industrie |
| CPDP | Comité professionnel du pétrole |
| CPGE | Classe préparatoire aux grandes écoles |
| CP | Conseil de prud'homme |
| CPPAP | Commission paritaire de la presse et agences de presse |
| CPPN | Classe pré-professionnelle de niveau |
| CRBF | Comité de réglementation bancaire et financière |
| CRDS | Contribution au remboursement de la dette sociale |
| CREDOC | Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie |
| CREPS | Centre régional d'éducation physique et sportive |
| CROUS | Centre régional des œuvres universitaires et scolaires |
| CSA | Conseil supérieur de l'audiovisuel |
| CSG | Contribution sociale généralisée |
| CSP | Catégorie socioprofessionnelle |
| CV | Centre de vacances |
| CVS | Corrigé des variations saisonnières |
| DADS | Déclaration annuelle de données sociales |
| DAEI | Direction des affaires économiques et internationales |
| DAEU | Diplôme d'accès aux études universitaires |
| DARES | Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques |
| DATAR | Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale |
| DBO | Demande biochimique en oxygène |
| DDASS | Direction départementale des affaires sanitaires et sociales |
| DDE | Direction départementale de l'équipement |
| DDEC | Dotation départementale d'équipement des collèges |
| DDTEFP | Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle |
| DEDPAD | Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement |

| | |
|---|---|
| DEFA | Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur |
| DEFM | Demande d'emploi en fin de mois |
| DEUG | Diplôme d'études universitaires générales |
| DEUST | Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques |
| DGFP | Direction générale de l'administration et de la fonction publique |
| DGCCRF | Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes |
| DGCL | Direction générale des collectivités locales |
| DGD | Dotation générale de décentralisation |
| DGDDI | Direction générale des douanes et des droits indirects |
| DGE | Dotation globale d'équipement |
| DGEMP | Direction générale de l'énergie et des matières premières |
| DGF | Dotation globale de fonctionnement |
| DGFAR | Direction générale de la forêt et des affaires rurales |
| DGRST | Délégation générale à la recherche scientifique et technique |
| DGS | Direction générale de la santé |
| DGSE | Direction générale de la sécurité extérieure |
| DGT | Direction générale des télécommunications |
| DGTREN | Direction générale transport énergie |
| DIDEME | Direction de la demande et des marchés énergétiques |
| DIRD | Dépense intérieure de recherche et développement |
| DIRDA | Dépense intérieure de recherche et développement des administrations |
| DIRDE | Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises |
| DIREM | Direction des ressources énergétiques et minérales |
| DIREN | Direction régionale de l'environnement |
| DIS | Diplôme inter universitaire de spécialités |
| DMS | Durée moyenne de séjour |
| DNN | Distributeur non nationalisé |
| DNP | Direction de la nature et des paysages |
| DOM | Département d'outre-mer |
| DPAC | Direction des programmes aéronautiques civils |
| DPMA | Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture |
| DPPR | Direction de la prévention, de la pollution et des risques |
| DREES | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques |
| DRES | Dotation régionale d'équipement scolaire |
| DRIRE | Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement |
| DSI | Département des systèmes d'information |
| DTS | Droit de tirages spéciaux |
| DUT | Diplôme universitaire de technologie |
| EAE | Enquête annuelle d'entreprise |
| EBE | Excédent brut d'exploitation |
| ECO | Europe centrale et orientale |
| ECU | Unité de compte européenne |
| EDF | Électricité de France |
| EHESS | École des hautes études en sciences sociales |
| EIT | Endettement intérieur total |
| EMMA | École municipale de musique agréée |
| EMHV | Ester méthylique d'huile végétale |
| ENA | École nationale d'administration |
| ENM | École nationale de la magistrature |
| ENM | École nationale de musique |
| ENS | École normale supérieure |
| ENSA | École normale supérieure agronomique |
| ENSAD | École nationale supérieure des arts décoratifs |
| ENSBA | École nationale supérieure des beaux-arts |
| ENSCI | École nationale supérieure de création industrielle |
| ENV | École nationale de vétérinaires |
| EPCI | Établissement public de coopération intercommunale |
| EPCV | Enquête permanente sur les conditions de vie |
| EPIC | Établissement public industriel et commercial |
| EPS | Éducation physique et sportive |
| EPST | Établissement public à caractère scientifique et technologique |
| ERCV | Enquête sur les ressources et les conditions de vie |
| EREA | Établissement régional d'enseignement adapté |
| ERF | Enquête revenus fiscaux |
| ERM | Électro radiologie médicale |
| ES | (Série) Economique et sociale |
| ESB | Encéphalopathie spongiforme bovine |
| ETBE | Ethyl Tertio Butyl Ether |
| ETC | Extraits et tableaux des comptes de la Nation |
| ETP | Équivalent temps plein |
| EUROSTAT | European statistical office |
| EURIBOR | Euro interbank offered rate |
| EU-SILC | European community-statistics on income and living conditions |
| FAB | Franco à bord |
| FAO | Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FBCF | Formation brute de capital fixe |
| FBF | Fédération bancaire française |
| FCA | Fédération française des courtiers d'assurance |
| FCC | Fonds commun de créance |
| FCDR | Fonds de correction des déséquilibres régionaux |
| FCIMT | Fonds commun d'intervention sur les marchés à terme |
| FCP | Fonds commun de placement |
| FCPE | Fonds commun de placement d'entreprise |
| FCPI | Fonds commun de placement dans l'innovation |
| FCPP | Fonds commun de placement de proximité |
| FDES | Fonds de développement économique et social |
| FED | Fonds européen de développement |
| FEDHUIL | Fédération nationale des huiles métropolitaines et industries dérivées |
| FEDER | Fonds européen de développement régional |
| FEOGA | Fonds européen d'orientation et de garantie agricole |
| FFI | Faisant fonction d'interne |
| FFPPS | Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale |
| FFSA | Fédération française des sociétés d'assurance |
| FIAC | Fédération française des industries d'aliments conservés |
| FMI | Fonds monétaire international |
| FNB | Fédération nationale du bâtiment |
| FNE | Fonds national de l'emploi |
| FNPF | Fonds national des prestations familiales |
| FNS | Fonds national de solidarité |
| FNSEA | Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles |
| FNTPT | Fédération nationale des transformateurs de pommes de terre |
| FOREC | Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale |
| FPA | Formation professionnelle des adultes |
| FPC | Formation professionnelle continue |
| FSV | Fonds de solidarité vieillesse |
| GAEC | Groupement agricole d'exploitation en commun |
| GBPE | Groupement de banques pour l'émission d'emprunts obligataires |
| GDF | Gaz de France |
| GMR | Garantie mensuelle de rémunération |
| GREF | Génie rural des eaux et forêts |
| GSO | Gaz du sud-ouest |
| HAD | Hospitalisation à domicile |
| HID | Handicap, incapacités, dépendances |
| HLM | Habitation à loyer modéré |
| HLM/O | Habitation à loyer modéré ordinaire |
| HPP | Hôpital psychiatrique privé |
| IAA | Industrie agroalimentaire |
| ICC | Indice du coût de la construction |
| ICS | Industrie, construction, commerce et services |
| IEDOM | Institut d'émission des départements d'outre-mer |
| IEOM | Institut d'émission d'outre-mer |
| IEP | Institut d'études politiques |
| IFEN | Institut français de l'environnement |
| IFLS | Institut français du libre service |
| IFM | Institution financière monétaire |

| | |
|---|---|
| IFN | Inventaire forestier national |
| IFREMER | Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer |
| IFS | Institution financière spécialisée |
| IGACEM | Inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie |
| IGN | Institut géographique national |
| ILM | Immeuble à loyer moyen |
| ILN | Immeuble à loyer normal |
| INA | Institut national de l'audiovisuel |
| INED | Institut national d'études démographiques |
| INP | Institut national polytechnique |
| INPI | Institut national de la propriété industrielle |
| INRA | Institut national de la recherche agronomique |
| INSEE | Institut national de la statistique et des études économiques |
| INSEP | Institut national du sport et de l'éducation physique |
| INSERM | Institut national de la santé et de la recherche médicale |
| INVS | Institut de veille sanitaire |
| IPAMPA | Indice des prix d'achat des moyens de production agricole |
| IPBIA | Indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture |
| IPC | Indice des prix à la consommation |
| IPCH | Indice des prix à la consommation harmonisé |
| IPCIA | Indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture |
| IPPAP | Indice des prix des produits agricoles à la production |
| IRCANTEC | Institut de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales |
| IREP | Institut recherches et d'études publicitaires |
| IRP | Institut régional de participation |
| IRPP | Impôt sur le revenu des personnes physiques |
| ISBLSM | Institution sans but lucratif au service des ménages |
| ISF | Impôt de solidarité sur la fortune |
| ITOM | Inventaire des unités de traitement des ordures ménagères |
| ITSEE | Institut territorial de la statistique et des études économiques |
| IUFM | Institut universitaire de formation des maîtres |
| IUT | Institut universitaire de technologie |
| IVG | Interruption volontaire de grossesse |
| JRLC | Juridiction régionale de libération conditionnelle |
| JO | Journal officiel |
| LEGTA | Lycée d'enseignement général et technologique agricole |
| LEP | Lycée d'enseignement professionnel |
| LIFI | Liaisons financières entre entreprises privées, donne lieu à enquête annuelle |
| LPA | Lycée professionnel agricole |
| MAF | Modernisation des activités financières |
| MATIF | Marché à terme d'instruments financiers |
| MBS | Marge brute standard |
| MEDEF | Mouvement des entreprises de France (ex CNPF) |
| MIDEM | Marché international du disque, de l'édition musicale et de la vidéo-musique |
| MINEFI | Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie |
| MISP | Médecin inspecteur de santé publique |
| MJC | Maison des jeunes et de la culture |
| MONEP | Marché des options négociables de Paris |
| MSA | Mutualité sociale agricole |
| NACE | Nomenclature d'activités de la Communauté européenne |
| NAF | Nomenclature d'activités française |
| NAP | Nomenclature d'activités et de produits |
| NASDAQ | National association of securities dealers automated quotation |
| NES | Nomenclature économique de synthèse |
| NTIC | Nouvelle technologie de l'information et de la communication |
| OAT | Obligation assimilable du Trésor |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| OCRTIS | Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants |
| ODAC | Organismes divers d'administration centrale |
| ODIT | Observation, développement et ingénierie touristiques |
| OECE | Organisation européenne de coopération économique |
| OFCE | Observatoire français des conjonctures économiques |
| OFIMER | Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture |
| OFIVAL | Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture |
| OFPRA | Office français de protection des réfugiés et apatrides |
| OHMI | Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (sorte d'INPI au niveau européen) |
| OIEAU | Office international de l'eau |
| OIT | Organisation internationale du travail |
| OJS | Office de justification statistique |
| OMI | Office des migrations internationales |
| OMPI | Organisation mondiale de la propriété intellectuelle |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |
| OMT | Organisation mondiale du tourisme |
| ONF | Office national des forêts |
| ONI | Office national de l'immigration |
| ONIC | Office national interprofessionnel des céréales |
| ONILAIT | Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers |
| ONISEP | Office national d'information sur les enseignements et les professions |
| ONIVINS | Office national interprofessionnel des vins |
| ONU | Organisation des Nations unies |
| OPA | Offre publique d'achat |
| OPA | Organisation professionnelle agréée |
| OPCVM | Organisme de placements collectifs en valeur mobilière |
| OPEP | Organisation des pays exportateurs de pétrole |
| OQN | Objectif quantifié national |
| ORGANIC | (Caisse de compensation de l') organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce |
| ORT | Obligation renouvelable du Trésor |
| OSCE | Office statistique des communautés européennes |
| OSCE | Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe |
| OTAN | Organisation du traité de l'Atlantique Nord |
| OTC | Obligation toutes catégories |
| OTEX | Orientation technico-économique des exploitations agricoles |
| PAC | Politique agricole commune |
| PACS | Pacte civil de solidarité |
| PAH | Prime à l'amélioration de l'habitat |
| PAJE | Prestation d'accueil du jeune enfant |
| PAJ | Prêt aidé (à l'accession à la propriété) à taux ajustables |
| PAP | Prêt d'accession à la propriété |
| PARE | Plan d'aide au retour à l'emploi |
| PAS | Prêt à l'accession sociale |
| PC | Prêt conventionné |
| PCS | Professions et catégories socioprofessionnelles (nomenclature à 4 chiffres) |
| PCT | Patent Cooperation Treaty (Traité de coopération en matière de brevets ou Traité de Washington) |
| PDRE | Population disponible à la recherche d'un emploi |
| PEA | Plan d'épargne en actions |
| PEGC | Professeur d'enseignement général de collège |
| PEL | Plan d'épargne logement |
| PEP | Plan d'épargne populaire |
| PER | Plan d'épargne retraite |
| PFIT | Période de fixation initiale du taux |
| PIB | Production intérieure brute ou produit intérieur brut |
| PIB | Production indigène brute |
| PIBOR | Paris interbank offered rate |
| PLA | Prêt locatif aidé |
| PLAI | Prêt locatif aidé d'intégration |
| PLALM | Prêt locatif aidé à loyer minoré |

| | |
|---|---|
| PLATS | Prêt locatif aidé très social |
| PLF | Projet de loi de finances |
| PLI | Prêt locatif intermédiaire |
| PLR | Programme à loyer réduit |
| PLS | Programme locatif social |
| PLUS | Prêt locatif à usage social |
| PMDRE | Population marginale disponible à la recherche d'un emploi |
| PME | Petite et moyenne entreprise |
| PMH | Pari mutuel sur les hippodromes |
| PMI | Petite et moyenne industrie |
| PMI | Protection maternelle et infantile |
| PMSI | Programme de médicalisation des systèmes d'information |
| PMU | Pari mutuel urbain |
| PNB | Produit national brut |
| POS | Plan d'occupation des sols |
| PRB | Population Reference Bureau |
| PSD | Prestation spécifique dépendance |
| PSR | Programme social de relogement |
| PTAC | Poids total autorisé en charge |
| PTT | Postes, télégraphe et télécommunications |
| PTZ | Prêt à taux zéro |
| PV | Placement de vacances |
| PVIS | Prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises |
| RATP | Régie autonome des transports parisiens |
| RBE | Résultat brut d'exploitation |
| R & D | Recherche et développement |
| RDS | Remboursement de la dette sociale |
| REE | Répertoire des entreprises et des établissements |
| REP | Réacteur à eau pressurisée |
| RER | Réseau express régional |
| RFI | Radio - France internationale |
| RFO | Société nationale de radiotélévision française d'outre-mer |
| RICA | Réseau d'information comptable agricole |
| RMI | Revenu minimum d'insertion |
| RNC | Résultat net comptable |
| RNDE | Réseau national des données sur l'eau |
| RNIS | Réseau numérique à intégration de services |
| RP | Recensement de la population |
| RTE | Réseau transport électricité |
| RTT | Réduction du temps de travail |
| SA | Société anonyme |
| SAA | Statistique agricole annuelle |
| SACEM | Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique |
| SACI | Société anonyme de crédit immobilier |
| SAE | Statistique annuelle des établissements |
| SAFER | Société anonyme d'aménagement foncier et d'équipement rural |
| SARL | Société à responsabilité limitée |
| SASM | Service des analyses et statistiques monétaires |
| SASV | Service de l'allocation spéciale vieillesse |
| SBF | Société des bourses françaises (en fait Bourse de Paris) |
| SAU | Surface Agricole Utilisée (des exploitations agricoles) |
| SCEES | Service central des enquêtes et des études statistiques |
| SCETA | Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires |
| SCI | Société civile immobilière |
| SCM | Société de caution mutuelle |
| SCPI | Société civile de placement immobilier |
| SEBC | Système européen de banque centrale |
| SEC | Système européen de comptes |
| SEGPA | Section d'enseignement général et professionnel adapté |
| SEI | Service de l'environnement industriel |
| SESP | Service économie, statistiques et prospective du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer (ancien SES) |
| SESOF | Service des études et des statistiques des opérations financières |
| SESPROS | Système européen de statistiques intégrées de protection sociale |
| SESSI | Service d'études des stratégies et des statistiques industrielles |
| SEM | Société d'économie mixte |
| SERIEE | Système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement |
| SERNAM | Service national de messageries |
| SETRA | Service d'études techniques des routes et autoroutes |
| SEV | Syndicat de l'édition vidéo |
| SF | Société financière |
| SFHTI | Société financière habilitée à titre individuel |
| SHON | Surface hors œuvre nette |
| SICAF | Société d'investissement à capital fixe |
| SICAV | Société d'investissement à capital variable |
| SICOMI | Société anonyme immobilière d'investissement à conseil d'administration |
| SIDA | Syndrome immunodéficitaire acquis |
| SIFIM | Service d'intermédiation financière indirectement mesuré |
| SIM (carte) | Subscribes identity module |
| SINE | Système d'information sur les nouvelles entreprises |
| SIE | Système intermédiaire d'entreprise |
| SIRENE | Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements |
| SITADEL | Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et les locaux (fichier de la Direction régionale de l'équipement) |
| SIVOM | Syndicat intercommunal à vocations multiples |
| SIVP | Stage d'initiation à la vie professionnelle |
| SME | Sursis avec mise à l'épreuve |
| SME | Système monétaire européen |
| SMIC | Salaire minimum interprofessionnel de croissance |
| SNCF | Société nationale des chemins de fer français |
| SNCM | Société nationale maritime Corse-Méditerranée |
| SNECMA | Société nationale d'études et de constructions de moteurs d'aviation |
| SNE | Syndicat national de l'édition |
| SNEP | Syndicat national de l'édition phonographique |
| SNEP | Société nationale des entreprises de presse |
| SNF | Société non financière |
| SNFBP | Syndicat national des fabricants de bouillons et potages |
| SNIA | Syndicat national des industriels de la nutrition animale |
| SNIC | Syndicat national des industries cidrières |
| SNM | Service des nouvelles des marchés |
| SOFARIS | Société française pour l'assurance du capital risque des PME |
| SOFERGIE | Société agréée pour le financement des économies d'énergie |
| SOFICA | Société de financement de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel |
| SOFRES | Société française d'études et de sondage |
| SOPEMI | Système d'observation permanente des migrations |
| SPA | Standard de pouvoir d'achat |
| SPF | Structure de la propriété forestière (enquête) |
| SPIP | Service pénitentiaire d'insertion et de probation |
| SRAS | Syndrome respiratoire aigu sévère |
| SRCV | Statistiques sur les ressources et les conditions de vie |
| SROT | Situation résumée des opérations du Trésor |
| SRP | Stage de reclassement professionnel |
| SS | Sécurité sociale |
| STEEGB | Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages |
| STS | Section de technicien supérieur |
| SUMER | Surveillance médicale des risques (enquête) |
| SUSE | Système unifié de statistiques d'entreprises |
| SYGMA | Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles |
| TC | Tribunaux de commerce |
| TER | Transport express régional |
| TES | Tableau entrée sortie |
| TFE | Total Fina Elf |
| TFP | Tableau des financements et placements |
| TGAP | Taxe générale sur les activités polluantes |
| TGI | Tribunal de grande instance |

| | |
|---|---|
| TGV | Train à grande vitesse |
| TI | Tribunaux d'instance |
| TIC | Technologies de l'information et de la communication |
| TIG | Tâche d'intérêt général |
| TICGN | Taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel |
| TIPP | Taxe intérieure sur les produits pétroliers |
| TOF | Tableau des opérations financières |
| TPU | Taxe professionnelle unique |
| TSA | Taxe spéciale additionnelle |
| TVA | Taxe sur la valeur ajoutée |
| UDE | Unité de dimension européenne |
| UDI | Usage de drogues injectables |
| UE | Union européenne |
| UEBL | Union économique belgo-luxembourgeoise |
| UEM | Union économique et monétaire |
| UICN | Union internationale pour la conservation de la nature |
| UIOM | Unité d'incinération des ordures ménagères |
| UMTS | Universal mobile telecommunications system (réseau de télécommunication sans fil à haut débit, incluant l'accès à Internet) |
| UNAF | Union nationale des associations familiales |
| UNEDIC | Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce |
| UNGG | Uranium naturel graphite gaz |
| UNIFA | Union des industries de la fertilisation |
| UNIJUS | Union nationale interprofessionnelle des jus de fruits |
| UNIL | Union nationale interprofessionnelle du logement |
| URSSAF | Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales |
| USIPA | Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés |
| VAB | Valeur ajoutée brute |
| VABCF | Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs |
| VAHT | Valeur ajoutée hors taxe |
| VDQS | Vin délimité de qualité supérieure |
| VIH | Virus de l'immunodéficience humaine |
| VNF | Voie navigable de France |
| VRP | Voyageur représentant et placier |
| ZFU | Zone franche urbaine |
| ZUP | Zone à urbaniser en priorité |
| ZUS | Zone urbaine sensible |

## LISTE DES MINISTÈRES

Ministère des Affaires étrangères
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Ministère de la Culture et de la Communication
Ministère de la Défense
Ministère de L'Écologie et du Développement durable
Ministère de l'Économie, des Finances
et de l'Industrie
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale
et du Logement
Ministère de la Fonction Publique
Ministère de la Jeunesse, des Sports
et de la Vie associative
Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement
du territoire
Ministère de la Justice
Ministère de l'Outre-Mer
Ministère des Petites et moyennes entreprises, du
Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales
Ministère de la Santé et des Solidarités
Ministère des Transports, de l'Équipement,
du Tourisme et de la Mer

# PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

| Administration ou institution de rattachement | Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet | Principales publications |
|---|---|---|
| PREMIER MINISTRE ..... | Commissariat général du Plan :<br>18, rue de Martignac<br>75700 PARIS 07 RP<br>Tél. : 01 45 56 51 00<br>www.plan.gouv.fr | Rapport des commissions et groupes du Plan. |
| | Commissariat à l'Énergie Atomique :<br>31-33, rue de la Fédération<br>75752 PARIS CEDEX 15<br>Tél. : 01 40 56 10 00<br>www.cea.fr | |
| | Direction du développement des médias<br>Département statistiques, études et documentation sur les médias :<br>69, rue de Varenne<br>75700 PARIS<br>Tél. : 01 42 75 80 00<br>www.ddm.gouv.fr | Tableaux statistiques de la presse *(annuel)* ;<br>Info-médias ;<br>Indicateurs statistiques de l'audiovisuel, de la radio, de la publicité. |
| | Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil):<br>21, rue Saint-Guillaume<br>75340 PARIS CEDEX 07<br>Tél. : 01 53 73 22 22<br>www.cnil.fr | |
| AGRICULTURE ET PÊCHE (Ministère) ..... | Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) :<br>251, rue de Vaugirard<br>75732 PARIS CEDEX 15<br>Tél. : 01 49 55 85 85<br>www.agreste.agriculture.gouv.fr | AGRESTE, la statistique agricole :<br>Agreste-Primeur : les premiers résultats ;<br>Agreste Cahiers ;<br>Agreste Chiffres et Données : agriculture ;<br>Agreste Chiffres et Données : agroalimentaire ;<br>Agreste Conjoncture : La note (*mensuel*) ;<br>Agreste Conjoncture : Le bulletin *(mensuel ou trimestriel)* ;<br>Agreste Graph-Agri ;<br>Statistique agricole annuelle ; structure des exploitations agricoles ; RGA 2000. |
| | Direction générale de la Forêt et des Affaires rurales<br>Sous direction Cheval :<br>3, rue Barbet de Jouy<br>75349 PARIS 07 SP<br>Tél. : 01 49 55 59 86<br>www.agriculture.gouv.fr | |
| | Direction des Pêches maritimes et l'Aquaculture :<br>3, place Fontenoy<br>75007 PARIS<br>Tél. : 01 49 55 82 01<br>www.agriculture.gouv.fr | |
| • *Inventaire forestier national (IFN):*<br>Établissement public à caractère administratif. | Château des Barres<br>45290 Nogent-sur-Vernisson<br>Tél. : 02 38 28 18 00<br>www.ifn.fr | Inventaire forestier national : résultats départementaux ;<br>Fonds forestier national. Rapport *(annuel)*. |
| • *Office national des forêts (ONF)* :<br>Établissement public national à caractère industriel et commercial. | 2, avenue de Saint-Mandé<br>75570 PARIS CEDEX 12<br>Tél. : 01 40 19 58 00<br>www.onf.fr | |
| • *Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (Ofimer)*<br>Établissement public national à caractère industriel et commercial. | 76-78, rue de Reuilly<br>75012 PARIS<br>Tél. : 01 53 33 47 00<br>www.ofimer.fr | |

| Administration ou institution de rattachement | Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet | Principales publications |
|---|---|---|
| CULTURE ET COMMUNICATION (Ministère) . . . | Délégation au développement et aux affaires internationales<br>Département Études, Prospective et Statistiques :<br>182, rue Saint-Honoré<br>75033 PARIS CEDEX 01<br>Tél. : 01 40 15 80 00<br>www.culture.gouv.fr | Chiffres clés 19.. : statistiques de la culture *(annuel)* ;<br>Développement culturel *(5 numéros par an)* ;<br>Notes de l'Observatoire de l'emploi culturel. |
| | Direction des Archives de France :<br>56, rue des Francs-Bourgeois<br>75141 PARIS CEDEX 03<br>Tél. : 01 40 27 60 00<br>www.archivesdefrance.culture.gouv.fr | |
| | Direction du livre et de la lecture :<br>180, rue de Rivoli<br>75001 PARIS<br>Tél. : 01 40 15 73 00<br>www.culture.gouv.fr | |
| | Direction des musées de France :<br>6, rue des Pyramides<br>75041 PARIS CEDEX 01<br>Tél. : 01 40 15 73 00<br>www.culture.gouv.fr | |
| | Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles :<br>53, rue Saint-Dominique<br>75007 PARIS<br>Tél. : 01 40 15 80 00<br>www.culture.gouv.fr | Mesures *(plusieurs numéros par an).* |
| | Direction de l'architecture et du patrimoine :<br>182, rue Saint Honoré<br>75033 PARIS CEDEX 01<br>Tél. : 01 40 15 80 00<br>www.culture.gouv.fr | |
| • *Centre national de la cinématographie (CNC)* :<br>Établissement public administratif. | 12, rue de Lubeck<br>75784 PARIS CEDEX 16<br>Tél. : 01 44 34 34 40<br>www.cnc.fr | CNC info. |
| ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (Ministère) ..... | Direction de l'eau ;<br>Direction de la nature et des paysages ;<br>Direction de la prévention des pollutions et des risques :<br>20, avenue de Ségur<br>75302 PARIS CEDEX 07 SP<br>Tél. : 01 42 19 12 01, 19 00, 15 00<br>www.environnement.gouv.fr | Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin *(résultats annuels)* ;<br>État de l'assainissement des collectivités locales ;<br>Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel)* ;<br>État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce ;<br>Bulletin de situation hydrologique. |
| | Institut français de l'Environnement (Ifen) :<br>5, route d'Olivet BP 16105<br>45061 ORLEANS CEDEX 02<br>Tél. : 02 38 79 78 78<br>www.ifen.fr | Les comptes économiques de l'environnement - Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement *(annuel)* ;<br>Les synthèses de l'Ifen ;<br>Les dossiers de l'Ifen ;<br>Les 4 pages (mensuel) ;<br>Études et travaux. |
| • *Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie (Ademe)* :<br>Établissement public à caractère industriel et commercial. | 27, rue Louis-Vicat<br>75737 PARIS CEDEX 15<br>Tél. : 01 47 65 20 00<br>www.ademe.fr | |
| • *Conseil supérieur de la pêche (CSP)* :<br>Établissement public national à caractère administratif. | Immeuble « Le Péricentre »<br>16, avenue Louison Bobet<br>94132 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX<br>Tél. : 01 45 14 36 00<br>www.csp.environnement.gouv.fr | Eaux libres *(trimestriel)* ;<br>BFPP, connaissance et gestion du patrimoine aquatique ;<br>Collection Mise au point. |
| • *Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)* :<br>Établissement public national à caractère administratif. | 85 *bis*, avenue de Wagram BP 236<br>75822 PARIS CEDEX 17<br>Tél. : 01 44 15 17 17<br>www.oncfs.gouv.fr | |

| Administration ou institution de rattachement | Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet | Principales publications |
|---|---|---|
| ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) | Site Internet du ministère : www.minefi.gouv.fr | Notes bleues de Bercy *(bi-mensuel)*. |
| | Service de la Communication : Télédoc : 536 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04 | |
| | Direction générale de la Comptabilité publique : Télédoc : 330 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04 | Compte de la dette publique *(annuel)* ; Les comptes des collectivités locales : les comptes des régions ; les comptes des départements ; les comptes des communes. |
| | Direction générale des douanes et droits indirects (sous-direction des systèmes d'information et de télécommunication) : 8, rue de la Tour des Dames 75436 PARIS CEDEX 09 Tél. : 01 40 04 04 04 www.finances.gouv.fr/douanes | Commerce extérieur de la France : Commentaires annuels ; Résultats annuels par NC8 et par pays ; Annuaire abrégé ; Banque de données BEAXNET. |
| | Direction générale des impôts : Télédoc : 930 86 - 92, allée de Bercy 75574 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04 www.impots.gouv.fr | Annuaire statistique *(annuel)*. |
| | Direction générale de l'Insee : 18, boulevard Adolphe Pinard 75675 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 41 17 50 50 www.insee.fr | Économie et statistique (10 numéros par an) ; Insee-Résultats ; Insee-Première ; Insee-Méthodes ; Insee-Synthèses ; Tableaux de l'économie française *(annuel)* ; Insee-Références ; |
| | Insee Info Service : Tour Gamma A 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 41 17 66 11 | Publications, et cédéroms de l'Insee, d'Eurostat et des services statistiques ministériels. |
| | Direction générale du Trésor et de la politique économique 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 44 87 17 17 www.minefi.gouv.fr/dgtpe | Rapport économique, social et financier ; Economie et prévision. |
| | Agence France Trésor (AFT) 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 15 01 www.aft.gouv.fr | |
| | Direction régionale des Douanes de Polynésie française BP 9006 MOTU UTA, Polynésie française Tél. : 50 55 50 www.polynesie-francaise.gouv.fr /Services/douanes | |
| | Direction régionale des Douanes de Nouvelle Calédonie BP 13 – 98845 NOUMEA CEDEX Tél. : 26 53 00 www.douane.gouv.nc | |
| • *Énergie* | Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : Observatoire de l'économie, de l'énergie et des matières premières Télédoc : 151 61, boulevard Vincent Auriol 75703 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 44 87 17 17 www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm | Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel)* ; Bilans de l'énergie *(annuel)* ; Chiffres clés de l'énergie ; L'Énergie dans les régions ; Conjoncture énergétique mensuelle (10 numéros par an). |

| Administration ou institution de rattachement | Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet | Principales publications |
|---|---|---|
| ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[SUITE]* ..... | | |
| • *Industrie* | Direction générale des entreprises<br>Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) :<br>10, rue Auguste Blanqui<br>93186 MONTREUIL CEDEX<br>Tél : 01 41 63 58 01<br>www.industrie.gouv.fr/sessi | Chiffres-clés référence ;<br>Chiffres-clés analyse ;<br>Chiffres-clés production industrielle ;<br>Dossiers sectoriels du Sessi ;<br>L'état de l'industrie française ;<br>Le 4 pages des statistiques industrielles ;<br>En bref. |
| • *Institut national de la propriété industrielle :*<br>Établissement public de l'État. | 26 *bis*, rue de Saint-Pétersbourg<br>75800 PARIS CEDEX 08<br>Tél. : 01 53 04 53 04<br>www.inpi.fr | Bulletin officiel de la propriété industrielle ;<br>Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger ;<br>Statistiques annuelles de la propriété industrielle. |
| • *École nationale supérieure des mines de Paris.*<br>Établissement public national à caractère administratif. | 60, boulevard Saint-Michel<br>75272 PARIS CEDEX 06<br>Tél. : 01 40 51 90 00<br>www.ensmp.fr | |
| • *Cité des Sciences et de l'Industrie* | 30, avenue Corentin Cariou<br>75019 PARIS<br>Tél. : 01 40 05 70 00<br>www.cite-sciences.fr | |
| • *Commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCAMIP) :*<br>Autorité administrative indépendante. | 54, rue de Châteaudun.<br>75436 PARIS CEDEX 09<br>Tél. : 01 55 07 41 40<br>www.ccamip.fr | Rapport d'activité sur la commission *(annuel)* ;<br>Résultats comptables des entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance *(annuel)* ;<br>Tableaux de synthèse *(annuel).* |
| • *Cour des comptes* | 13, rue Cambon<br>75100 PARIS RP<br>Tél. : 01 42 98 95 00<br>www.ccomptes.fr | Cour des comptes : rapport au Président de la République (*annuel)* ;<br>Tableaux de synthèses. |
| • *Impôts (Conseil des)*<br>*Placé auprès de la Cour des Comptes* | Même adresse<br>Tél. : 01 42 98 97 95 | Conseil des impôts : rapport au Président de la République (*annuel).* |
| ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (Ministère) ..... | Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), sous-direction études statistiques (SDES) :<br>61 - 65, rue Dutot<br>75732 PARIS CEDEX 15<br>Tél. : 01 55 55 72 82<br>www.education.gouv.fr | Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation *(annuel)* ;<br>Éducation et formations ;<br>Notes d'information ;<br>L'état de l'école *(annuel)* ;<br>Géographie de l'école *(annuel)* ;<br>Regards sur le système éducatif français. |
| | Bureau études statistiques sur la recherche :<br>61 - 65, rue Dutot<br>75732 PARIS CEDEX 15<br>Tél. : 01 55 55 76 57<br>www.recherche.gouv.fr | Rapport annexe au projet de la loi de finances : état de la recherche et du développement technologique ;<br>Recherche et développement en France ;<br>Notes Recherche (NR). |
| • *Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) :*<br>Établissement public à caractère administratif. | 10, place de la Joliette<br>BP 21321<br>13567 MARSEILLE CEDEX 02<br>Tél. : 04 91 13 28 28<br>www.cereq.fr | Formation-emploi (*trimestriel)* ;<br>Notes Emploi Formation ;<br>La formation professionnelle continue financée par les entreprises *(annuel)* ;<br>Bref : Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation *(mensuel) ;*<br>« Études » et « Documents » ;<br>Série synthèses et évaluation ;<br>Reflets (banque de données sur l'enseignement technique). |
| • *Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer)* | 155, rue Jean-Jacques Rousseau<br>92138 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX<br>Tél. : 01 46 48 21 00<br>www.ifremer.fr | |
| • *Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) :*<br>Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. | 57, rue Cuvier<br>75231 PARIS CEDEX 05<br>Tél. : 01 40 79 30 00<br>www.mnhn.fr | |
| • *Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep) :*<br>Établissement public national à caractère administratif. | 12, mail B.-Thimonnier<br>BP 86 Lognes<br>77437 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2<br>Tél. : 01 64 80 35 00<br>www.onisep.fr | Collection Parcours. |

| Administration ou institution de rattachement | Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet | Principales publications |
|---|---|---|
| EMPLOI, COHÉSION SOCIALE, ET LOGEMENT (Ministère) | Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) :<br>39-43, quai André Citroën<br>75902 PARIS CEDEX 15<br>Tél. : 01 44 38 38 38<br>www.travail.gouv.fr | Dossiers statistiques du travail et de l'emploi *(8 à 10 numéros par an)* ;<br>Bulletin mensuel de statistiques du travail et ses suppléments,<br>Cahier travail et emploi ;<br>Revue travail et emploi ;<br>Premières informations, Premières synthèses ;<br>Tableau de bord de la politique de l'emploi *(mensuel)* ;<br>Revue française des affaires sociales (trimestrielle). |
| | Direction de la population et des migrations (DPM) :<br>11, place des Cinq Martyrs du lycée Buffon<br>75696 PARIS CEDEX 14<br>Tél. : 01 40 56 60 00 | |
| | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) :<br>11, place des Cinq Martyrs du lycée Buffon<br>75696 PARIS CEDEX 14<br>Tél. : 01 40 56 66 00<br>www.sante.gouv.fr | Dossiers Solidarité et Santé ;<br>Série statistiques, document de travail ;<br>Série études, document de travail ;<br>Revue française des affaires sociales ;<br>Comptes nationaux de la santé *(annuel)* ;<br>Études et résultats. |
| • *Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)* | 50, avenue du Professeur André Lemierre<br>75986 PARIS CEDEX 20<br>Tél. : 01 72 60 10 00<br>www.ameli.fr | Dossiers Études et statistiques. |
| • *Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS)* | 110, avenue de Flandre<br>75951 PARIS CEDEX 19<br>Tél. : 01 55 45 50 00<br>www.retraite.cnav.fr | |
| • *Institut national d'études démographiques (Ined)* | 133, boulevard Davout<br>75980 PARIS CEDEX 20<br>Tél. : 01 56 06 20 00<br>www.ined.fr | Population,<br>Population et sociétés. |
| • *Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)* :<br>Établissement public à caractère scientifique et technologique. | 101, rue de Tolbiac<br>75654 PARIS CEDEX 13<br>Tél. : 01 44 23 60 00<br>www.inserm.fr | Statistiques des causes médicales de décès *(annuel)* ;<br>Inserm actualités *(mensuel)* ;<br>Repères. |
| • *Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM)*<br>Établissement public administratif. | 44, rue Bargue<br>75732 PARIS CEDEX 15<br>Tél. : 01 53 69 53 70<br>www.anaem.social.fr | Omistats : Annuaire des migrations *(annuel)*. |
| FONCTION PUBLIQUE (Ministère) | Direction générale de l'administration et de la fonction publique<br>32, rue de Babylone<br>75700 PARIS SP 07<br>Tél. : 01 42 75 80 00<br>www.fonction-publique.gouv.fr | La fonction publique et la réforme de l'État *(rapport annuel)* ;<br>Les chiffres-clés ;<br>Service public *(mensuel)*. |
| INTÉRIEUR ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère) | Direction générale des collectivités locales (DGCL)<br>Département études et statistiques locales :<br>2, place des Saussaies<br>75008 PARIS<br>Tél. 01 49 27 49 27<br>www.dgcl.interieur.gouv.fr | Bulletin d'informations statistiques (Bis) ;<br>Statistiques et finances locales ;<br>Guide statistique de la fiscalité directe locale. |
| | Direction générale de la police nationale.<br>Direction centrale de la police judiciaire<br>Sous-direction des liaisons extérieures/ DEP :<br>11, rue des Saussaies<br>75800 PARIS<br>Tél. : 01 49 27 49 27<br>www.dgcl.interieur.gouv.fr | Aspects de la criminalité et de la délinquance en France d'après les services de police et de gendarmerie *(annuel)*. |

| Administration ou institution de rattachement | Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet | Principales publications |
|---|---|---|
| INTÉRIEUR ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère) *[SUITE]* | Direction de la défense et de la sécurité civiles :<br>87-95, quai du docteur Dervaux<br>92600 ASNIERES<br>Tél. : 01 49 27 49 27<br>et 01 40 07 60 60<br>www.interieur.gouv.fr | |
| JEUNESSE, SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE (Ministère) | Direction du personnel et de l'administration. Mission bases de données et informations statistiques.<br>95, avenue de France<br>75650 PARIS CEDEX 13<br>Tél. : 01 40 45 94 33<br>www.jeunesse-sports.gouv.fr | Résultats statistiques d'enquêtes ;<br>Tableaux « chiffres clés » ;<br>STAT-INFO ;<br>Le bulletin officiel jeunesse et sports. |
| JUSTICE (Ministère) | Direction de l'administration générale et de l'équipement.<br>Sous-direction de la statistique, des études et de la documentation :<br>13, place Vendôme<br>75042 PARIS CEDEX 01<br>Tél. : 01 44 77 60 60<br>www.justice.gouv.fr | Annuaire statistique de la justice ;<br>Chiffres-clés de la justice (*annuel*) ;<br>Chiffres-clés de l'administration pénitentiaire *(annuel)* ;<br>Infostat justice *(4 numéros par an)* ;<br>Études et statistiques Justice *(périodicité variable)* ;<br>Bulletin officiel du ministère de la Justice *(trimestriel)* ;<br>Lettre de la PJJ (trimestrielle). |
| | Direction de l'administration pénitentiaire<br>8 - 10, rue du Renard<br>75004 PARIS Tél. : 01 44 77 60 60<br>www.justice.gouv.fr | Rapport annuel d'activité de l'administration pénitentiaire ;<br>Rapport annuel de la Cour de cassation ;<br>Rapport annuel d'activité du service central de la prévention de la corruption. |
| PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE, ARTISANAT ET PROFESSIONS LIBÉRALES (Ministère) | Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales :<br>3-5, rue Barbet de Jouy<br>75753 PARIS 07 SP<br>Tél. : 01 43 19 24 24<br>www.pme.gouv.fr | Comptes commerciaux de la Nation ;<br>La France des commerces *(annuel)* ;<br>La France de l'artisanat ;<br>Chiffres-clés *(annuel)*. |
| SANTÉ ET SOLIDARITÉS (Ministère) | Institut de Veille sanitaire (INVS) :<br>12, rue du Val-d'Osne<br>94415 St MAURICE CEDEX<br>Tél. : 01 41 79 67 00<br>www.invs.sante.fr | Bulletin épidémiologique hebdomadaire |
| • *Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf)* | Direction des statistiques, des études et de la recherche :<br>32, avenue de la Sibelle<br>75685 PARIS CEDEX 14<br>Tél. : 01 45 65 52 52<br>www.caf.fr | Prestations légales, aides au logement, revenu minimum d'insertion au 31 décembre. |
| TRANSPORTS, ÉQUIPEMENT, TOURISME ET MER (Ministère) | Secrétariat général<br>Direction des affaires économiques et internationales :<br>Service économie, statistiques et prospective<br>Arche de la Défense Paroi Sud<br>92055 LA DÉFENSE CEDEX<br>Tél. : 01 40 81 21 22<br>www.equipement.gouv.fr | Mémento des statistiques des transports *(annuel)* ;<br>SES Infos Rapides, la conjoncture des transports ;<br>SES Infos Rapides, Chiffres et Analyses ;<br>Enquête annuelle d'entreprise dans les transports ;<br>Le marché des véhicules *(annuel)* ;<br>Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel)* ;<br>Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers *(tous les cinq ans)* ;<br>Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun *(annuelle)* ;<br>Sitram : Système d'information sur les transports de marchandises, Résultats généraux par mode ;<br>Note de synthèse (bimestrielle). |
| • *Aviation civile* | Direction générale de l'Aviation civile :<br>50, rue Henry Farman<br>75720 PARIS CEDEX 15<br>Tél. : 01 58 09 43 21<br>www.aviation-civile.gouv.fr | Bulletin statistique direction des transports aériens *(annuel)*. |

| Administration ou institution de rattachement | Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet | Principales publications |
|---|---|---|
| TRANSPORTS, ÉQUIPEMENT, TOURISME ET MER (Ministère) *[SUITE]* ..... | | |
| • *Mer* | Direction des Transports maritimes, routiers et fluviaux :<br>22, rue Monge<br>75005 PARIS<br>Tél. : 01 40 81 72 10 | Statistiques des ports maritimes de commerce *(mensuelles)* ; |
| | Direction des affaires maritimes :<br>3, place de Fontenoy<br>75700 PARIS 07<br>Tél. : 01 44 49 80 00<br>www.mer.gouv.fr | Activité des ports maritimes de commerce *(annuel)* ;<br>Résultats de l'exploitation des ports maritimes *(annuel)* ;<br>La Plaisance en quelques chiffres (annuel). |
| • *Voies navigables* | Voies navigables de France<br>175, rue Ludovic Boutleux<br>BP 820<br>62408 BÉTHUNE CEDEX<br>Tél. : 03 21 63 24 24<br>www.vnf.fr | Transport de marchandises par voies navigables, bilan d'activité *(annuel)* ;<br>Statistique de la navigation intérieure *(annuelle)* ;<br>Statistique de la flotte fluviale française *(annuelle)*. |
| • *Routes* | Direction de la sécurité et de la circulation routières :<br>Arche de la Défense Paroi Sud<br>92055 LA DÉFENSE CEDEX<br>Tél. : 01 40 81 21 22<br>www.securite-routiere.equipement.gouv.fr<br>Service d'études techniques des routes et autoroutes (Setra) :<br>46, avenue Aristide Briand - BP 100<br>92225 BAGNEUX CEDEX<br>Tél. : 01 46 11 31 31<br>www.setra.fr | Statistiques et commentaires *(hebdomadaire / trimestriel)* ;<br>La sécurité routière en France *(bilan annuel)*.<br>Données de base : circulation, sécurité ;<br>Circulation, accidents sur les routes nationales et les autoroutes : données de base. |
| • *Tourisme* | Direction du Tourisme<br>23, place de Catalogne<br>75014 PARIS<br>Tél. : 01 42 96 70 00<br>www.tourisme.gouv.fr<br>Odit – France<br>23, place de Catalogne<br>75014 PARIS<br>Tél. : 01 70 39 94 00<br>www.odit-france.fr | Chiffres-clés du tourisme ;<br>Mémento du tourisme ;<br>La note de conjoncture *(mensuelle)* ;<br>Tourisme Infos rapides *(mensuel)*.<br><br>L'observation touristique ;<br>Les analyses et perspectives ;<br>La lettre de l'Observatoire du Tourisme *(bimestrielle)*. |

# ORGANISMES INTERNATIONAUX

| Administration ou institution de rattachement | Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet | Principales publications |
|---|---|---|
| AGENCE EUROPÉENNE POUR L'ENVIRONNEMENT | Kongens Nytorv 6<br>DK-1050 COPENHAGUE K<br>Danemark<br>Tel : +45 3336 7100<br>www.eea.eu.int | EEA briefing. |
| AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE (AIE) | 9, rue de la Fédération<br>75739 PARIS cedex 15<br>Tel : 01 40 57 65 59<br>www.iea.org | World Energy outlook 2005. |
| BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE) | Kaiserstrasse 29 D-60311<br>Postfach 16 03 19<br>FRANCFORT (Allemagne)<br>Tel : 00 49 69 13 44 0<br>www.ecb.int | Bulletin mensuel ;<br>Rapport annuel de la BCE. |
| BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT) | 98, rue de Sèvres<br>75007 PARIS<br>Tel : 01 53 69 12 12<br>www.ilo.org | Revue internationale du travail. |
| FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) | Bureau européen à Paris<br>66, avenue d'Iéna<br>75116 PARIS<br>Tél. : 01 40 69 30 70<br>www.imf.org | |
| EUROSTAT<br>*Office statistique des communautés européennes (OSCE)* | Bureau d'information<br>Rue Alcide de Gasperi<br>Bâtiment Jean Monnet<br>L-2920 LUXEMBOURG<br>Tél. : 00 352 4301 34567<br>epp.eurostat.cec.eu.int | Statistiques en bref ;<br>Panorama de l'UE ;<br>Annuaire Eurostat. |
| ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE (OACI) | 999 University Street H3C 5H7<br>MONTREAL, Canada<br>Tél. : (1 514) 954 8219<br>www.icao.int | |
| ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE) | 2, rue André Pascal<br>75775 PARIS CEDEX 16<br>Tél. : 01 45 24 82 00<br>www.oecd.org | OCDE en chiffres ;<br>Perspectives économiques ;<br>L'observateur de l'OCDE. |
| OFFICE DE L'HARMONISATION DANS LE MARCHÉ INTÉRIEUR (OHMI) | Avenida de Europa,<br>4E – 03008 ALICANTE<br>Espagne<br>Tél. 34 96 513 91 00<br>oami.eu.int | |
| OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB) | Siège de Munich<br>80298 MUNICH<br>Allemagne<br>Tél. : (49-89) 23 99 0<br>www.european-patent-office.org | |
| ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI) | 34, chemin des Colombettes<br>GENEVE, Suisse<br>Tél. : (41-22) 338 81 81<br>www.wipo.org | |
| ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) | 20, avenue Appia<br>1202, GENEVE 20, Suisse<br>Tél. : (41-22) 791 21 11<br>www.who.int | Bulletin de l'OMS ;<br>Rapport sur la santé dans le monde. |
| ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT) | Capitàn Haya 42<br>28020 MADRID<br>Tél : (34) 91 567 81 00<br>www.world-tourism.org | |

| Administration ou institution de rattachement | Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet | Principales publications |
|---|---|---|
| ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU) ..... | Centre d'information régional des Nations Unies :<br>The Residence Palace<br>155, Rue de la Loi<br>1040 BRUXELLES (Belgique)<br>www.un.org | |
| POPULATION RÉFÉRENCE BUREAU (PRB) ... | 1875 Connecticut Ave - NW, suite 520<br>WASHINGTON<br>DC 20 009-5728 USA<br>Tél : 202 483 1100<br>www.prb.org | |
| UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT - ITU) ..... | Place des Nations<br>CH - 1211, GENEVE 20, Suisse<br>Tél. : (41-22) 730 51 11<br>www.itu.int | |

# AUTRES ORGANISMES

**Artisanat**

Assemblée permanente des chambres des métiers (APCM)
Direction des relations publiques et des services généraux
12, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : 01 44 43 10 00

**Assurance**

Caisse nationale de prévoyance (CNP) Assurances
4, place Raoul-Dautry - 75716 Paris Cedex 15
Tél. : 01 42 18 88 88

Fédération des agents généraux d'assurance (AGEA)
104, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris
Tél. : 01 44 01 18 55

Fédération française des courtiers d'assurance et de réassurance (FCA)
91, rue Saint Lazare - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 19 12

Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA)
1, rue Foucault - 75016 Paris
Tél. : 01 44 30 24 00

**Audiovisuel**

Arte-France
8, rue Marceau - 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 09
Tél. : 01 55 00 77 77

La Cinquième
10, rue Horace Vernet - 92130 Issy-les-Moulineaux
Tél. : 01 56 22 91 91

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
Tour Mirabeau - 39-43 quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 38 00

France 2
Relations téléspectateurs
7, esplanade Henri-de-France - 75907 Paris Cedex 15
Tél. : 08 90 71 02 02

France 3
Relations téléspectateurs
7, esplanade Henri-de-France - 75907 Paris Cedex 15
Tél. : 08 90 71 03 03

Institut national de l'audiovisuel (INA)
4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 20 00

Institut de recherche et étude publicitaire (IREP)
62, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 71 73

Médiamétrie
55-63, rue Anatole-France - 92300 Levallois-Perret Cedex
Tél. : 01 47 58 97 58

Radio-France
116, avenue du Président Kennedy - 75220 Paris Cedex 16
Tél. : 01 56 40 22 22

Radio-France Internationale (RFI)
116, avenue du Président Kennedy - 75016 Paris
Tél. : 01 56 40 12 12

Radio-télévision française d'Outre-Mer (RFO)
35-37, rue Danton - 92240 Malakoff
Tél. : 01 55 22 71 00

Société française de production et de création audiovisuelles (SFP)
2, avenue de l'Europe - 94360 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 40 00

Télédiffusion de France (siège social)
10, rue d'Oradour-sur-Glane - 75732 Paris Cedex 15
Tél. : 01 55 95 10 00

Télévision française 1 (TF1)
1, quai Point-du-Jour - 92656 Boulogne Billancourt Cedex
Tél. : 01 41 41 12 34

**Bâtiment, travaux publics**

Fédération française du bâtiment (FFB)
33, avenue Kléber - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 51 00

Fédération nationale des travaux publics (FNTP)
3, rue de Berri - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 31 44

**Caoutchouc et matières plastiques**

Fédération de la plasturgie
65, rue de Prony - 75854 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 16 16

Syndicat national du caoutchouc et des polymères (SNCP)
60, rue Auber - 94400 Vitry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 57 57

**Charbon**

Charbonnages de France
100, avenue Albert 1er - 92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 52 35 00

Comité charbonnier de l'Importation et du Commerce (COCIC)
10, rue de Laborde - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 84 84

**Chimie de base**

Union des industries chimiques (UIC)
14, rue République, Le Diamant A - 92800 Puteaux
Tél. : 01 46 53 11 80

**Commerce distribution**

Institut français du libre service
46, rue Clichy - 75009 Paris
Tél. : 01 42 80 42 12

**Construction aéronautique**

Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
8, rue Galilée - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 17 00

**Construction électrique et électronique**

Fédération des industries électriques - électroniques et des communications (FIEEC)
11, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 05 70 70

Syndicat de l'industrie des technologies de l'information (SFIB)
2, place de la Défense - BP 240 - 92800 Puteaux
Tél. : 01 46 92 24 35

**Construction mécanique**

Association française de la mécanique de haute précision
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 91

Association française des industries de la robinetterie
22, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris
Tél. : 01 47 17 62 98

Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques
90 rue de Miromesnil - 75008 Paris
Tél. : 01 53 77 29 00

Groupement des professions de la mesure
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 05

Groupement des constructeurs de matérel de chauffage central par l'eau chaude (CMC)
185, rue de Bercy - 75012 Paris
Tél. : 01 43 46 27 50

Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 00

Syndicat des constructeurs de compresseurs
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de machines papetières, de graphiques et d'emballage conditionnement (SCI PAG EMBALCO)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 50

Syndicat des constructeurs de matériel pour mines, tunnels et travaux souterrains (SYTRAMINES)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 40

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de petites turbines hydrauliques (SCPTH) - Maison de la mécanique
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYTEMEL)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA)
19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 85 90

Union intersyndicale pour les statistiques de la manutention (UISM)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 27

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 53

Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 67 17

Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie industrielle (SNCT)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 63

Syndicat national des fabricants des boîtes d'emballages et bouchages métalliques (SNFBM)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 47

Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 88

Syndicat de la mesure
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 43 34 76 80

Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 45

Union des industries d'équipement (MTPS)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 26

Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 92

Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques (UNITOP)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 09

Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 69

**Construction navale**

Chambre syndicale des constructeurs de navires
47, rue de Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 00

**Culture, loisirs et sports**

Bibliothèque nationale de France
11, quai François-Mauriac - 75706 Paris Cedex 13
Tél. : 01 53 79 59 59

La Française des jeux
Relations joueurs
126, rue Gallieni - 92100 Boulogne-Billancourt
Tél. : 08 10 29 30 31

**Électricité**

Électricité de France - (Observatoire du système électrique)
3, rue de Messine - 75008 Paris
Télex : EDFDPT 651098

Électricité de France - (Réseau de Transport d'Électricité)
34, rue Henri Régnault - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 41 02 10 00

**Emploi**

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)
80, rue de Reuilly - 75012 Paris
Tél. : 01 43 43 11 69

**Énergie**

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
27, rue Louis Vicat - 75010 Paris
Tél. : 01 47 65 20 00

Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN)
10, rue du Faubourg Montmartre - 75440 Paris cedex 09
Tél. : 01 53 81 82 20

Observ'ER
Observatoire des énergies renouvelables
146, rue de l'Université - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 00 80

**Finances et bourse**

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille - 75356 Paris Cedex 07 SP
Tél. : 01 58 50 00 00

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance
29, rue de la Tombe Issoire - 75014 Paris
Tél. : 01 58 40 41 42

Euronext Paris
39, rue Cambon - 75039 Paris Cedex 01
Tél. : 01 49 27 10 00

Fédération internationale des bourses de valeur
176, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 58 62 54 00

Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM)
5, rue Roland Barthes - 75598 Paris cédex 12
Tél. : 01 53 44 41 41

**Fonderie et travail des métaux**

Association des fabricants de fixations mécaniques (AFFIX)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 24

Chambre syndicale de l' industrie métallurgique
Place de l'Europe - 63300 Thiers
Tél. : 04 73 80 11 90

Fédération des Industries mécaniques
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 60 00

Centre professionnel des statistiques de l'acier
173, boulevard Félix Faure - 93532 Aubervilliers
Tél. : 01 41 25 52 00

Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes
2, rue de Bassano - 75783 Paris CEDEX 16
Tél. : 01 47 23 55 50

Groupement français des industries transformatrices des métaux en feuilles minces (GIMEF)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat général des industries de matériels et procédés pour les traitements de surfaces (SITS)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 27

Syndicat national de l'estampage et de la forge (SNEF)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 17

Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national du décolletage (SND)
2, avenue de Châtillon - 74300 Cluses
Tél. : 04 50 98 07 68

Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 64 60

Union Nationale des Industrielle de la Quincaillerie (UNIQ)
16, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 20 75

**Gaz**

Compagnie Française du Méthane
15, rue Lubeck - 75116 Paris
Telex : CEFEM 645426F

Gaz de France - Direction des services économiques et commerciaux
23, rue Philibert-Delorme - 75840 Paris Cedex 17
Tél. : 01 47 54 20 20

Total infrastructures Gaz de France (TIGF)
Siège social
49, avenue Dufau - BP 522 - 64010 Pau Cedex
Tél. : 05 59 02 76 62

**Imprimerie, presse, édition**

Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG)
68, boulevard Saint-Marcel - 75005 Paris
Tél. : 01 44 08 64 46

Syndicat de l'édition vidéo
24, rue Marbeuf - 75008 Paris
Tél. : 01 42 25 33 04

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Syndicat national de l'édition Phonographique (SNEP)
27, rue du Docteur Lancereaux - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 66 66

**Industries agricoles et alimentaires**

Association des brasseurs de France
25, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 29 27

Association nationale de la meunerie française (ANMF)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 45 80

Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche (ANICC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Association Française des Techniciens de l'Alimentation animale (AFTAA)
41 bis, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. 01 47 53 09 85

Association pour la recherche et le développement de la chicorée de France
84, rue François-Herbo - 59310 Orchies
Tél. : 03 20 64 48 30

Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA)
11, place de la Liberté - BP 3 - 32800 Eauze
Tél. : 05 62 08 11 00

Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC)
23, Allée du Champ-de-Mars - BP 18 - 16101 Cognac Cedex
Tél. : 05 45 35 60 00

Chambre syndicale des eaux minérales
10, rue de La Trémoille - 75008 Paris
Tél. : 01 47 20 31 10

Chambre syndicale française de la levure
14, rue de Turbigo - 75001 Paris
Tél. : 01 45 08 54 82

Fédération nationale des industries des corps gras
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 20 25

Chambre syndicale des fabricants aliments chiens chats oiseaux (FACCO)
46, boulevard Magenta - 75010 Paris
Tél. : 01 48 03 29 11

Chambre syndicale des raffineurs de sucre
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 96

Comité interprofessionnel du vin de Champagne (CIVC)
5, rue Henri-Martin - BP 135 - 51204 Épernay Cedex
Tél. : 03 26 51 19 30

Confédération française de la conserve (CFC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB)
43, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 42 37

Confédération nationale des syndicats de fabricants de glace de France
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 72 28

Fédération internationale des vins et spiritueux (FIVS)
18, rue Aguesseau - 75008 Paris
Tél. : 0142 68 82 48

Fédération des industries condimentaires de France
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Fédération française des industriels charcutiers, traiteurs, transformateurs de viande (FICT)
3, rue Anatole de la Forge - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 78 87

Fédération nationale des huiles métropolitaines et industries dérivées (FEDHUIL)
12, avenue George V - 75008 Paris
Tél. : 01 47 23 38 84

Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 85

Fédération nationale de coopérative bétail et viande (FNCBV)
49, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris
Tél. : 01 40 67 98 13

Fédération nationale des boissons
49, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. : 01 45 87 21 41

Fédération nationale des coopératives laitières (FNCL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 90

Fédération nationale des industries de corps gras
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly sur Seine
Tél. : 01 46 37 20 25

Groupement national interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et industries de transformation (GIPT)
9, rue d'Ahènes - 75009 Paris
Tél. : 01 40 82 18 67

Institut national appellations origine (INAO)
6, rue Fresnel - 14000 Caen
Tél. : 02 31 95 20 20

Malteurs de France
66, rue de la Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 93

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)
21, avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : 01 45 51 90 99

Office national interprofessionnel du Lait et des produits laitiers (ONILAIT)
2, rue St Charles - 75740 Paris cedex 15
Tél. : 01 73 00 50 00

Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL)
12, avenue George V - 75008 Paris
Tél. : 01 40 69 49 50

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS)
232, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 42 86 32 00

Société nationale interprofessionnelle de la tomate (SONITO)
54, avenue de Bonaventure - 84000 Avignon
Tél. : 04 90 86 64 39

Syndicat des eaux de source
Allée Charles V - 94300 Vincennes
Tél. : 01 43 65 51 18

Syndicat de la rizerie française
2, rue de Viarmes - 75001 Paris
Tél. : 01 40 41 03 52

Syndicat de la Vittellerie française
41 bis, boulevard de la Tour Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 42 90 20

Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly sur Seine
Tél. : 01 46 37 22 06

Syndicat national des déshydrateurs de France
49, avenue de la Grande Armée - 75016 Paris
Tél. : 01 44 17 95 79

Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des fabricants de sucre de France
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 66

Syndicat national des fabricants de vinaigres
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des fabricants des produits laitiers frais (SYNDIFRAIS)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 30

Syndicat national des industries cidricoles (CNIC)
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 45 33

Syndicat national des transformateurs de poivres, épices, arômates et vanille
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national du café
3, rue de Copenhague - 75008 Paris
Tél. : 01 44 69 87 00

Syndicat national du commerce du porc (SNCP)
17, place des vins de France - 75012 Paris
Tél. : 01 53 02 40 20

Union des semouliers de maïs (USM)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 96

Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA)
4, place d'Estienne-d'Orves - 75009 Paris
Tél. : 01 48 78 51 00

Union nationale interprofessionnelle des jus de fruits
23, boulevard des Capucines - 75002 Paris
Tél. : 01 47 42 82 82

Union des fabricants français d'équipements pour boulangerie-pâtisserie, biscuiterie-biscotterie, glacerie-chocolaterie (UFFEB)
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 42 80 44 41

**Industrie du bois et de l'ameublement**

Fédération nationale du bois
6, rue François 1er - 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 52 00

Syndicat français de la literie
6, avenue du Coq - 75009 Paris
Tél. : 01 42 81 26 26

Union des industries du bois (UIB)
6, avenue Saint Mandé - 75012 Paris
Tél. : 01 53 42 15 50

Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA)
24, rue Saint André des Arts - 75006 Paris
Tél. : 01 46 33 14 87

**Industrie du cuir et de la chaussure**

Conseil national du cuir
109, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75373 Paris Cedex 08
Tél. : 01 43 59 05 69

**Industries diverses**

Chambre syndicale de l'édition musicale (CSDEM)
62, rue Blanche - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 09 29

Fédération des industries nautiques françaises
Port Javel - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 04 00

**Industrie du verre**

Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 65 60 02

Fédération des cristalleries et verreries à la main et mixtes
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 68 81 81

**Ingénierie**

Bureau Véritas
17 bis, place des Reflets - La Défense 2
92400 Courbevoie
Tél. : 01 42 91 55 00

**Matériaux de construction**

Confédération des industries céramiques de France (pour les argiles, kaolin, feldspath, carreaux, produits réfractaires, sanitaires, poterie, porcelaine)
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 58 18 30 40

Fédération française de tuiles et briques de France (FFTB)
17, rue Letellier - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 07 10

Syndicat français de l'industrie cimentière
7, place de la Défense - 92974 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 55 23 01 23

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)
3, rue Alfred-Roll - 75849 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 47 01

**Matériel de transport terrestre**

Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)
2, rue de Presbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 52 51 00

Fédération industrielle ferroviaire
12, rue Bixio - 75007 Paris
Tél. : 01 45 56 13 53

Syndicat des fabricants d'équipements et de pièces automobiles (SFEPA) - Service statistique
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92150 Suresnes
Tél. : 01 46 25 02 30

**Minerais de fer et sidérurgie**

Centre professionnel des statistiques de l'acier (CPS)
immeuble Le Pacific
11-13 cours Valmy - 92070 La Défense cedex
Tél. : 01 41 25 52 00

Syndicat national du profilage des produits plats en acier (SNPPA)
6, rue de La Pérouse 75784 - Paris cedex 16
Tél. : 01 47 23 09 02

Syndicat du tréfilage de l'acier (STA)
6, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 52 00

**Minerais, minéraux, métaux et demi-produits non ferreux**

Association de minéraux métaux non ferreux, santé et environnement (AMSE)
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 74 02 99

Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux
17, rue Am. Hamelin - 75016 Paris
Tél. : 01 40 76 44 50

**Parachimie et industrie parachimique**

Association des industries des savons et des détergents (AISD)
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 47 47 60 00

Fédération des industries de la parfumerie
33, Champs-Elysées - 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 67 89

Les entreprises du médicament (LEEM)
88, rue de la Faisanderie - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 03 88 88

**Pâtes, papiers, cartons**

Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses (COPACEL)
154, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 00

Fédération française du cartonnage
15, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris
Tél. : 01 45 44 13 37

**Pêche**

Comité central des armateurs de France (CCAF)
47, rue Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 52

Comité national des pêches maritimes
51, rue Salvador-Allende - 92000 Nanterre
Télex : COPECHE 616511F

**Pétrole**

Comité professionnel du pétrole
212, avenue Paul Doumer
92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 16 94 60

Institut français du pétrole (IFP)
1 à 4, avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 52 60 00

Union française des industries pétrolières (UFIP)
4, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 40 53 70 00

**Santé - Transferts sociaux**

GIE AGIRC-ARRCO
16-18, rue Jules César -75012 Paris
Tél. : 01 71 72 12 00

**Télécommunications**

Autorité de régulation des télécommunications (ART)
7, square Max Hymans - 75015 Paris
Tél. : 01 40 47 70 00

France Télécom
BR/DCGC
Direction du reporting groupe
Direction générale
6, place d'Alleray - 75505 Paris Cedex 15
Tél. : 01 44 44 22 22

**Textiles artificiels et synthétiques**

Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques (SFTAS)
37, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 30 80

**Textiles et habillement**

Comité central de la laine et des fibres associées
37, rue de Neuilly - BP 249 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 31 41

Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques
Avenue E-VAN-NIEUWENHUYSEN - BP 1160 - Bruxelles
Tél. : 00 32 26 76 74 55

Groupement professionnel de la soierie et du tissage
55, chemin Choulans - 69005 Lyon
Tél. : 04 72 56 49 73

Syndicat français des enducteurs et calandreurs (SFEC)
65, rue Prony - 75017 Paris
Tél. : 01 44 01 16 44

Union des industries textiles Nord (UIT Nord)
40, rue Eugène-Jacquet - 59708 Marcq-en-Baroeul
Tél. : 03 20 65 06 38

**Transport**

Régie autonome des transports parisiens (RATP)
54, quai de la Rapée - 75599 Paris Cedex 12
Tél. : 08 92 68 77 14

Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires (SCETA)
50, rue Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 45 23 56 36

SERNAM
61, rue Chapelle - 75018 Paris
Tél. : 01 40 38 55 00

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)
Siège accueil
34, rue du Commandant Mouchotte - 75699 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 25 31 19

**Divers**

Direction des journaux officiels
26, rue Desaix - 75725 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 75 00

C.I.T.E.P.A (prévention, traitement des pollutions)
7, cité Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 44 83 68 83

Chambre des notaires de Paris
12, avenue Victoria - 75001 Paris
Tél. : 01 44 82 24 00

Groupement français des papetiers utilisateurs de papiers recyclables (REVIPAP)
154, bd Haussmann - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 50

Conseil économique et social
9, place d'Iéna - 75116 Paris
Tél. : 01 44 43 60 00

Mutualité sociale agricole
161, avenue Paul Vaillant-Couturier - 94250 Gentilly
Tél. : 01 49 85 50 00

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)**

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr


**DIRECTEUR GÉNÉRAL : Jean-Michel CHARPIN**

**Cabinet du Directeur général : Lucile OLIER**

- **INSPECTION GÉNÉRALE** ..... **Michel HÉBERT**

Membres : Alain BOUVY - Philippe DOMERGUE - Maryvonne LEMAIRE - Jacques GARAGNON - Alain GOY - Tanneguy de JOUVENCEL - Annie MESRINE - Hugues PICARD - Patrice ROUSSEL - André DE LOS SANTOS

- **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** ..... **Olivier PERRAULT**

| | |
|---|---|
| Mission système d'information budgétaire et comptable | Alain VIÉNOT |
| Conseiller pour les questions juridiques et contentieuses | Alexis TÉNÈZE |
| Mission de contrôle interne | Roger BOËDOT |
| Responsable de la sécurité des systèmes d'information | Gérard POUGETOUX |
| ***UNITÉ GESTION DES CARRIÈRES*** | **Sylvie LAGARDE** |
| Chef-adjoint de l'UGC | Patrick PÉTOUR |
| ***DÉPARTEMENT DE LA PROGRAMMATION ET DE LA GESTION*** | **Joël ALLAIN** |
| Chef-adjoint du département | Guy BOURGEY |
| Adjoint au chef du département | Denis ROGY |
| Division Comptabilité Générale | Bernard BRELOT |
| ***DÉPARTEMENT DU PERSONNEL*** | **Alain MARAIS** |
| Chef-adjoint du chef de département | Pierrre LAULHE |
| Adjoint au chef du département, chargé des ressources humaines | Gildas ROY |
| Cellule organisation des concours et examens | Claudette REBOUL |
| Cellule information interne | Pierre GHIGLIAZZA |
| Division développement et valorisation des ressources humaines | Mme Dominique BONNANS |
| Division procédures générales de gestion du personnel | Christian ROBINET |
| Division gestion statutaire du personnel | Thérèse LÉVI |
| Division système de gestion et d'information du personnel | Gérard BALLAND |
| ***CEFIL*** | **Michel PERONNET** |
| ***DÉPARTEMENT DES SERVICES GÉNÉRAUX*** | **Claudine LAGUZET** |
| Cellule conditions de travail et actions sociales | Rinaldo PIPARI |
| Division matériel et immobilier | Hervé BOUDIER |
| Division logistique de la direction générale | Jacques DUPONT |

**SPHÈRE INFORMATIQUE**

| | |
|---|---|
| ***Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques*** | **Jean-Pierre GRANDJEAN** |
| Division gestion des moyens | Jean-Pierre SIMON |
| ***DÉPARTEMENT PRODUCTION ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUES*** | **Jean-Louis JESTIN** |
| Adjointe au chef du département | Nathalie RENAUD MAZATAUD |
| Division Assistance, Installation, Documentation, Exploitation | François MENU |
| Division production informatique et services aux utilisateurs | Viviane BRINDEJONT |
| Division infrastructure | Jean BUKIET |
| Division réseaux | Pierre CHEVAUGEON |
| Cellule technologies de la sécurité et de la communication | Franck COTTON |
| ***DÉPARTEMENT APPLICATIONS ET PROJETS*** | **Pascal RIVIÈRE** |
| Division conseil, assistance et méthodes pour les applications et les projets | Mireille MOUTARDIER |
| Division applications et projets pour le RP, les prix à la conso. et la démographie | Gérard ARRIVAULT |
| Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises | Isabelle ANXIONNAZ |
| Division applications et projets pour les statistiques sociales | Christine CHAMBAZ |
| Division applications et projets pour le secrétariat général, la DESE et la DCSRI | M. Dominique PERRIN |
| Division applications et projets pour la Diffusion et l'action régionale | Moïse MAYO |

- **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES** ..... **Jean-Pierre PUIG**

| | |
|---|---|
| ***DÉPARTEMENT DE LA COORDINATION STATISTIQUE*** | **Jean-Pierre LE GLÉAU** |
| Chef adjoint du chef de département | Gérard LANG |
| Division environnement juridique de la statistique | Michel ISNARD |
| Division relations avec les services statistiques des ministères | Françoise BALLU |
| Secrétariat du Conseil National de l'Information Statistique | Carla SAGLIETTI MANSARD |
| ***UNITÉ DES NORMES ET SYSTÈMES D'INFORMATION*** | **Chantal MADINIER** |
| Mission d'appui statistique | |
| Chef adjoint de l'unité, Division nomenclatures | Thierry LACROIX |
| Division coordination de la méta-information | Antoine SANTOLINI |
| ***UNITÉ DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE INTERNATIONALE*** | **Alain TRANAP** |
| Division programmes de coopération | Jean-Luc BRICOUT |
| Division appuis et méthodes statistiques pour le développement | Pierre VERDIER |
| ***UNITÉ EUROPE ET RELATIONS MULTILATÉRALES*** | **Jean-Louis LHÉRITIER** |
| Chef adjoint de l'unité, Pôle méthodes comparées | Pascal.Maurice RIVIÈRE |
| Pôle gestion et animation des réseaux | Bruno DIETSCH |

- **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES** ..... **Jean-Marc BÉGUIN**

| | |
|---|---|
| ***UNITÉ RÉPERTOIRE ET DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ET DES ÉTABLISSEMENTS*** | **Michel EURIAT** |
| Division administration du répertoire Sirène et démographie des entreprises | Marie-France BOBIN |
| Division mise à disposition du répertoire Sirène | Michel BRÉZAULT |
| ***DÉPARTEMENT SYSTÈME STATISTIQUE D'ENTREPRISES*** | **Emmanuel RAULIN** |
| Adjoint au chef de département | Raoul DEPOUTOT |
| Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises | Philippe BRION |
| Division synthèse des statistiques d'entreprises | Mme Dominique FRANCOZ |
| Division information et travaux pour les entreprises | Germaine BRUDIEU |
| ***DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE*** | **Laurence BLOCH** |
| Division prix de vente industriels | Lucien POLLINA |
| Division indicateurs conjoncturels d'activité | Jean-François LOUÉ |
| Division comptes et études de l'industrie | Vincent THOLLON-POMMEROL |
| Division agriculture | Jean-Pierre BERTHIER |
| ***DÉPARTEMENT DES ACTIVITÉS TERTIAIRES*** | **Benjamin CAMUS** |
| Division Commerce | Odile BOVAR |
| Division Services | Xavier NIEL |

- **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES** ..... **Stéfan LOLLIVIER**

| | |
|---|---|
| Division études sociales | Christel COLIN |
| ***DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE*** | **Guy DESPLANQUES** |
| Cellule statistiques et études sur l'immigration | Catherine BORREL |
| Division enquêtes et études démographiques | Aline DESESQUELLES |
| ***DÉPARTEMENT DE L'EMPLOI ET DES REVENUS D'ACTIVITÉ*** | **Olivier MARCHAND** |
| Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus | Marie-Christine PARENT |
| Division emploi | Mme Dominique GOUX |
| Division salaires et revenus d'activité | Michel AMAR |
| ***DÉPARTEMENT DES PRIX À LA CONSOMMATION, DES RESSOURCES ET DES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES*** | **Françoise MAUREL** |
| Division prix à la consommation | M. Dominique GUEDES |
| Division logement | Alain JACQUOT |
| Division conditions de vie des ménages | Jérôme ACCARDO |
| Division revenus et patrimoine des ménages | Pascal CHEVALIER |
| ***UNITÉ DES MÉTHODES STATISTIQUES*** | **Daniel VERGER** |
| Chef-adjoint de l'unité | Marc CHRISTINE |
| Division échantillonnage et traitement statistique des données | Pascal ARDILLY |
| Division coordination des activités d'enquêtes et des méthodes de collecte | Paul JANSOLIN |

| | |
|---|---|
| ***UNITÉ RECENSEMENTS DE LA POPULATION*** | **Olivier LEFEBVRE** |
| Division organisation des recensements et des relations extérieures | Caroline ESCAPA |
| Division méthodes et traitements des recensements | Françoise DUPONT |
| Cellule infrastructures géographiques | Nathalie ELTCHANINOFF |

---

| | |
|---|---|
| **• DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES** | **Alain CHAPPERT** |
| ***Directeur adjoint, DÉPARTEMENT DE LA CONJONCTURE*** | **Michel DEVILLIERS** |
| Cellule publications conjoncturelles | Karl EVEN |
| Division enquêtes de conjoncture | Philippe SCHERRER |
| Division synthèse conjoncturelle | Karine BERGER |
| ***DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES D'ENSEMBLE*** | **Didier BLANCHET** |
| Division redistribution et politiques sociales | Cédric AFSA ESSAFI |
| Division croissance et politiques macroéconomiques | Hélène ERKEL |
| Division marchés et stratégies d'entreprise | Sébastien ROUX |
| ***DÉPARTEMENT DES COMPTES NATIONAUX*** | **Fabrice LENGLART** |
| Adjoint au chef du département | M. Dominique LADIRAY |
| Cellule diffusion et rapport sur les comptes | Laurent GASNIER |
| Division synthèses générales des comptes | Adrien FRIEZ |
| Division synthèses des biens et services | Alain GALLAIS |
| Division comptes trimestriels | Guillaume MORDANT |
| Division échanges extérieurs | Claudie LOUVOT |
| Division concepts et méthodes de la comptabilité nationale | Jacques MAGNIEZ |

---

| | |
|---|---|
| **• DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE** | **Pierre AUDIBERT** |
| ***UNITÉ RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET ARCHIVAGE*** | **Alain RAVET** |
| Cellule mise à disposition et archivage | Marie-Claude SALMON de la GODELINAIS |
| Division documentation | Georges BORIE |
| ***DÉPARTEMENT DE L'OFFRE ÉDITORIALE*** | **Michel BLANC** |
| Cellule rédaction en chef d'économie et statistique | Pierre MORIN |
| Division rédaction des publications | Daniel TEMAM |
| Division production éditoriale | Bernard HENNEQUIN |
| ***DÉPARTEMENT DE L'ACTION RÉGIONALE*** | **Bernard MOREL** |
| Division études territoriales | Jean-Luc LIPATZ |
| Division statistiques régionales locales et urbaines | Patrick REDOR |
| Mission conduite de l'action régionale | Joel CREUSAT |
| ***INSEE INFO-SERVICE*** | **Jean-Patrick BERNARD** |
| Adjoint au chef de département, cellule connaissance des publics | Jean-Claude RENAUD |
| Division orientation et produits standard | Arnaud STÉPHANY |
| Division grands comptes | Philippe CLAIRET |
| Division communication externe | Claudine KAGAN |
| Bureau de presse | Sabine GROSDIDIER |
| Division mercatique et commercialisation | Nadine EISENMANN |
| ***UNITÉ AFFAIRES JURIDIQUES ET PRIX*** | **Jean MORIN** |

---

| | |
|---|---|
| **• DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE [GENES]** | **Alain TROGNON** |
| ***ENSAE*** | **Sylviane GASTALDO** |
| Directeur des études ENSAE | Philippe FÉVRIER |
| ***ENSAI*** | **Pierre JOLY** |
| Directeur des études ENSAI | Éric LESAGE |
| ***CREST*** | **Stéphane GRÉGOIR** |
| Directeur du site rennais - Laboratoire de statistique et modélisation | Michel DELECROIX |
| Département de la recherche | Francis KRAMARZ |
| Laboratoire de finance-assurance | Christian GOURIEROUX |
| Laboratoire de microéconométrie | X... |
| Laboratoire d'économie Industrielle | Philippe CHONE |
| Laboratoire de sociologie quantitative | Yannick LEMEL |
| Laboratoire de macroéconomie | Guy LAROQUE |
| Laboratoire de statistique d'enquêtes | Jean-Claude DEVILLE |
| ***CEPE*** | **Olivier SAUTORY** |
| Directeur des études CEPE | Catherine BERTHIER |

Organigramme mis à jour le 1er novembre 2005.

# INDEX ALPHABÉTIQUE

## (Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)


### A

**ACCIDENTS**
- Avion ... Q01 19
- Chemin de fer ... Q01 19
- Industriels et technologiques ... A02 12
- Mer ... Q01 19
- Route ... Q01 17, 18

**ACCIDENTS DU TRAVAIL** ... C02 6, 7
**ACCROISSEMENT NATUREL** ... B02 2
**ACCUEIL** (Jeunes enfants) ... F01 9
**ACIER** ... N02 15
**ACTIFS** ... C01
- Agricoles ... M01 3
- Financiers ... J01 7
- Monétaires ... J01 6
- Population ... B01 9, 10, C01 1, 7, 8, 17

**ACTIONS** (Voir aussi OBLIGATIONS) ... J02 1 à 3, 5
- Cours ... J02 4A, 4B
- Émission ... J02 1

**ACTIVITÉ**
- Culturelles, récréatives, sportives (Effectifs) ... E03 5
- Entreprises ... L01 3A, 3B, 4 à 6, 13
- Immobilière ... R03 15, 16
- Juridictions civiles, procédures au fond et référés (Nombre) .. H01 3
- Parquets et officiers du Ministère public (Nombre) ... H01 4
- Taux d'— ... C01 2

**ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE** ... H01 2, 10
**AÉRONAUTIQUE** ... N02 8
**AÉRONEF** ... N02 8, Q01 16, 19
**AÉROPORT** ... Q02 16, 17
**AFFAIRES CIVILES NOUVELLES** (Nombre et %) ... H01 3

**ÂGE**
- Mariages par — ... B02 9
- Moyen des mères ... B02 5, 8, 11
- Population par — ... B01 1 à 8

**AGENCES DE VOYAGE**
- Données des entreprises ... R02 1
- Effectifs ... R05 1, 2

**AGENTS DE L'ÉTAT**
- Effectifs ... C01 12 à 14
- Rémunération, indice ... D01 10 à 13

**AGRÉGATS**
- Comptabilité nationale ... I01 14
- De monnaie ... J01 3
- Des secteurs institutionnels ... I01 7
- Par habitant ... I01 8

**AGRICULTURE** ... M01
- Indices de prix agricoles ... M01 18, 19

**AIDE SOCIALE**
- Bénéficiaires ... D02 5, 7
- Dépenses d'— ... D02 3, 5

**AIR** (Mesure de la qualité) ... A02 6
**AIRES URBAINES** ... A01 7
**ALCOOL** (Production) ... M01 11
**ALIMENTAIRES** (Industries agricoles et —) ... N01 2, 3, N02 1

**ALIMENTATION**
- Dépenses d'— ... E01 1A, 1B
- Indices de prix ... I02 1 à 4

**ALIMENTATION POUR ANIMAUX** (Indices de prix) ... M01 19

**ALLOCATIONS**
- Demandeurs d'emploi ... C01 11
- Familiales (Bénéficiaires et montants) ... D02 6, 7
- Logement ... D02 7

**ALUMINIUM** ... N02 15

**AMEUBLEMENT**
- Indices de prix à la consommation ... I02 1, 2
- Industrie de l'— ... N02 6

**ANIMAUX**
- Indices de prix des produits — ... M01 18, 19
- Production animale ... M01 13, 14

**APATRIDES** ... B03 14
**APPAREIL PRODUCTIF** ... L01

**APPAREILS**
- D'émission et de transmission ... N02 10
- Domestiques ... N02 6

**APPRENTIS** ... G01 1, 2, 14
**ARCHÉOLOGIE** ... E03 3
**ARMES** (Et munitions) ... N02 9
**ART** ... E03
**ARTICLES DE SPORT** ... E01 3
**ARTICLES DE VOYAGE** (En cuir) ... N02 3
**ASSURANCES** ... R03 6 à 14
- Indices de prix à la consommation ... I02 1, 2
- Maladie, volume d'actes remboursés ... F01 4
- Non-vie ... R03 6, 8 à 12
- Vie ... R03 6, 8 à 12

**AUDIOVISUEL**
- Budget du secteur public ... R01 9
- Dépenses publicitaires des entreprises ... R01 11

**AUTOBUS, AUTOCAR**
- (Parc et immatriculations d'—) ... Q01 10, 12, Q02 6

**AUTOFINANCEMENT** (Taux d'—) ... I01 10

**AUTOMOBILE**
- Achat ... E01 2, 4
- Commerce et réparation ... P01 3 à 9, 11
- Construction ... N02 7
- Équipements ... E01 5 à 7, N02 7
- Immatriculations ... Q01 10, 11
- Indices de prix ... I02 1
- Industrie ... N01 3, 5 à 7, 11, 12, 15, N02 7
- Multi-équipement en — ... E01 5 à 7
- Parc et immatriculations d'— ... Q01 10 à 12
- Taux d'équipement des ménages en — ... E01 5 à 8

**AVION** ... Q01 15, 16

### B

**BACCALAURÉAT** ... G01 7 à 9
**BALANCE DES PAIEMENTS** ... K02
- Comparaisons internationales ... K02 6
- Investissements directs en flux ... K02 7A, 7B

**BALANCE DU COMMERCE EXTÉRIEUR** ... K01 1, 2, 4
**BANQUES** (Opérations de —) ... R03 1 à 3

**BATEAU**
- Commerce ... Q01 13, Q02 7
- Construction navale ... N02 8
- Pêche ... M01 27
- Plaisance ... R02 14, 15

**BÂTIMENT**
- Agricole ... N03 5
- Autre que logement ... N03 5
- Données générales ... N03 1 à 3
- Industriel ... N03 5
- Production de bâtiment et de travaux publics ... N03 9

**BESOIN DE FINANCEMENT** ... I01 7, 14
**BIBLIOTHÈQUE** ... E03 4

**BIENS DE CONSOMMATION COURANTE**
- Indices de prix à la production dans l'industrie ... N01 15
- Industrie des — ... N01 3, 5 à 7, 11, 12, 15

**BIENS D'ÉQUIPEMENT** (Industrie des —) ... N01 3, 5 à 7, 11, 12, 15

**BIENS DURABLES**
Consommation, équipement ..... E01 1A, 1B, 2 à 8
Électroménager ..... N02 6
**BIENS INTERMÉDIAIRES**
Indices de prix à la production dans l'industrie ..... N01 15
Industrie des — ..... N01 3, 5 à 7, 11, 12, 15
**BIJOUTERIE, JOAILLERIE ET ORFÈVRERIE** ..... N02 6
**BILAN** (Voir aussi au mot principal)
Banque de France ..... R03 2
Banques d'outre-mer ..... R03 3
De l'énergie ..... O01 1
Des entreprises ..... L01 14, 15
Institutions financières et monétaires ..... R03 2
Sociétés d'assurance ..... R03 11
**BIOCARBURANT** ..... O02 31
**BITUMES** ..... O02 10
**BOIS**
Bilan de la matière bois ..... M01 26
De chauffage (consommation) ..... O02 30
Exploitation forestière ..... N01 2, N02 2
Industrie du — ..... N02 13
Production ..... M01 24, 25
**BOIS ET PAPIERS** (Industrie) ..... N02 13
**BOISEMENT** ..... M01 23
**BOISSON**
Consommation des ménages ..... E01 1A, 1B, 4
Indices de prix à la consommation ..... I02 1, 2
**BONS DU TRÉSOR** ..... J03 2
**BOURSE** ..... J02
**BRANCHE** (Voir au mot principal)
**BREVETS D'INVENTION** ..... L02 1 à 3
Par domaine technologique ..... L02 3
Pays étrangers ..... L02 2
**BROSSERIE** ..... N02 6
**BUDGET**
De l'État ..... J03 1 à 6
Ménages ..... E01 10

## C

**CAC 40** ..... J02 4A, 5, 7
**CADES** (Voir DETTE SOCIALE)
**CAISSE D'ÉPARGNE** ..... J01 8
**CAMIONS** (Parc et immatriculations de —) ..... Q01 10, 12
**CAMPING-CARAVANING** ..... R02 6, 7, 9
**CAOUTCHOUC** ..... N02 14
**CAPACITÉ DE FINANCEMENT** ..... I01 7, 14
**CAPITAL** (Compte de —) ..... K02 1 à 3, 6
**CAPITALISATION BOURSIÈRE** ..... J02 2, 6
**CARBURANT** (Prix et indices de prix) ..... I02 1
**CARTON** ..... N02 13
**CASINOS** (Produits des jeux) ..... R05 7
**CASSETTE** ..... R01 6
**CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE**
Familles par — ..... B04 5
Ménages par — ..... B04 4
Navettes par — ..... B01 11
Population par — ..... B01 8
Revenus par — ..... D01 1, 3, 8 à 11
Salariés par — ..... C02 2, 4
**CÉLIBATAIRE** ..... B01 3, B02 9, 10, 12
**CENTRALE ÉLECTRIQUE**
Effectifs ..... O02 18
Puissance ..... O02 15
**CENTRE DE LOISIRS ET DE VACANCES** ..... E04 2, 3
**CENTRES RÉGIONAUX D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE** (CREPS) ..... E04 4
**CÉRÉALES** (Production de —) ..... M01 10
**CHAÎNES HERTZIENNES NATIONALES**
(Genre de programmes des —) ..... R01 12
**CHAMBRES**
D'hôtel ..... R02 2 à 5
D'hôtes ..... R02 8, 9
**CHANTIER NAVAL** ..... N02 8
**CHARBON** ..... O02 1 à 6
Bilan de l'énergie ..... O02 1
**CHASSE**
Permis délivrés ..... E05 11
Plans de — ..... A02 5
**CHAUDRONNERIE, CHAUDIÈRES** ..... N02 9
**CHAUSSURE** (Industrie de la —) ..... N02 3
**CHEMIN DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE** ..... N02 8, Q01 9
**CHEPTEL** ..... M01 9, 13
**CHERCHEUR** ..... R04 3 à 5, 7
**CHIFFRE D'AFFAIRES**
A l'exportation ..... N01 1, 2, L01 13
Commerce ..... P01 3
Construction ..... N03 1 à 3
Entreprises ..... L01 12, 13
Industrie ..... N01 1, 2, 6, 9, 10, 12, 13, N02 1
La Française des jeux ..... R05 6
Par activité (Indice) ..... L01 21, 22
Presse ..... R01 1 à 3
**CHIMIE** ..... N02 14
**CHÔMAGE**
Au sens du BIT ..... C01 3, 11
Taux de ..... C01 3, 4, 15, 18
**CHÔMEURS** ..... C01 1, 3, 11
**CHSCT** (Établissements et salariés couverts par un —) ..... C02 9
**CIMENT** ..... N02 11
**CINÉMA** ..... E03 7, R01 15, 16
**CIRCULATION ROUTIÈRE** (Accidents) ..... Q01 17, 18
**CLASSES** (Nombre de —) ..... G01 4, 6
**CLUB SPORTIF** ..... E04 5
**CODEVI** ..... J01 8, 9
**COLLECTIVITÉ TERRITORIALE**
Effectifs ..... C01 17
**COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER**
Bilan des banques ..... R03 3
Commerce extérieur ..... K01 10
Démographie ..... B01 6, B02 17
Indices de prix à la consommation ..... I02 4
Population ..... A01 4, B01 6, B02 17
Superficie ..... A01 4
Transport aérien ..... Q02 15
**COMBUSTIBLES** (Minéraux solides) ..... O02 1
**COMITÉ D'ENTREPRISE** ..... C02 9 à 11
**COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL** (Voir CHSCT)
**COMMERCE** ..... P01
Activité artisanale ..... P01 4, 5, 8
De détail ..... P01 4 à 9, 11
De gros ..... P01 10
**COMMERCE EXTÉRIEUR** ..... K01
Par pays ..... K01 2, 3, 8
Par produit ..... K01 4 à 7
Par zone ..... K01 2, 8
**COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE**
(Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et UNION EUROPÉENNE)
**COMMUNES**
Fonctionnement, investissement ..... J03 10, 11
Nombre de — ..... A01 3, 5 à 7, 9 à 11
Population ..... A01 5, 6, 9 à 11
**COMMUNICATION** ..... R01
**COMPOSANTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES** ..... N02 16
**COMPTABILITÉ NATIONALE** ..... I01
**COMPTE**
De capital ..... K02 1 à 3, 6
De transactions courantes ..... K02 1 à 3, 6
Financier ..... K02 1 à 3, 6
Sur livret ..... J01 9

**COMPTE DE LA BRANCHE** (Agriculture) ..... M01 15
**COMPTE DE RÉSULTAT** (Entreprises d'assurances) ..... R03 9, 10
**COMPTE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES** ..... L01 14
**COMPTE EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES** ..... L01 14
**COMPTE FINANCIER DES ENTREPRISES** ..... L01 14
**CONCENTRATION DES GROUPES D'ENTREPRISES** ..... L01 17
**CONCENTRATIONS ATMOSPHÉRIQUES** ..... A02 6
**CONDAMNATION** ..... H01 7
**CONDITIONS DE TRAVAIL** ..... C02
**CONFLITS DU TRAVAIL** ..... C02 8
**CONFORT DES LOGEMENTS** ..... E02
**CONGÉLATEUR**
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7
**CONSOMMATION**
Alimentaire ..... E01 1A, 1B, 4
De charbon ..... O02 1, 5, 6
De gaz ..... O02 21, 25, 26
De produits pétroliers ..... O02 7, 12, 13
D'électricité ..... O02 14, 17
D'énergie ..... O01 1, 5, 9
Dépenses de — finale ..... I01 1 à 3, 7 à 9
Des ménages ..... E01 1A, 1B, 2 à 4
Médicale ..... F01 1
Par habitant ..... I01 8
**CONSTRUCTION**
Aéronautique et spatiale ..... N02 8
Comparaisons européennes ..... N03 7
Électrique et électronique ..... N02 10, 16
Indice du coût de la — ..... E02 9
Indices annuels de la — ..... N03 7
Logement ..... N03
Matériaux de — ..... N02 11
Mécanique ..... N02 9
Métallique ..... N02 9
Navale ..... N02 8
**CONTRAT** (À durée déterminée) ..... C01 9
**CONTRAVENTION** ..... H01 4, 6
**CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE** (CSG) ..... D01 5, J03 3
**COURSES DE CHEVAUX** (Prélèvements) ..... R05 3, 4
**COÛT** (Main d'œuvre) ..... D01 14 à 16
**CRDS** (Voir DETTE SOCIALE)
**CRÉATIONS D'ENTREPRISES** ..... L01 5 à 8
**CRÉDIT**
Crédit-bail ..... R03 4, 5
Établissements de — ..... J01 12, R03 1
Institutions financières monétaires ..... J01 11
Interne ..... J01 11, 12
**CRIME** ..... H01 1, 4, 5, 7
**CUIR** (Industrie du —) ..... N02 3
**CUIVRE** ..... N02 15
**CULTURE** ..... E03
**CULTUREL** (Fréquentation des lieux) ..... R02 13
**CULTURES AGRICOLES INDUSTRIELLES** ..... M01 10
**CYCLES** ..... N02 8

## D

**DÉCÈS** ..... B02 1, 12 à 18
Par causes ..... F01 13
**DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES** ..... L01 10
**DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL** ..... C02 9, 10
**DÉLITS** ..... H01 1, 4, 7
**DEMANDE D'EMPLOI** (Voir aussi CHÔMAGE) ..... C01 11
**DÉMOGRAPHIE** ..... B01, B02, B03, B04
Indicateurs synthétiques ..... B02 3
**DENSITÉ DE POPULATION** ..... A01 1, 3, 4, 6, 8, 9
**DÉPARTEMENT**
Aide sociale ..... D02 5
Fonctionnement, investissement ..... J03 10, 11
Population ..... A01 2, 3
Superficie ..... A01 3
**DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER**
Actifs ..... B01 9, 10, B03 3, C01 18
Bilan agrégé des banques ..... R03 3
Caractéristiques principales de l'agriculture ..... M01 17
Catégories socioprofessionnelles ..... B01 8
Chômage ..... C01 18
Commerce extérieur ..... K01 9
Démographie ..... B02 1, 2, B03 3, B04 2, 4
Diplôme ..... B01 7
Étrangers ..... B03 3
Exploitations agricoles ..... M01 16
Exploitations forestières ..... M01 22
Indices de prix à la consommation ..... I02 3
Masse monétaire ..... J01 13
Médecins ..... F01 5
Ménages ..... B04 2, 4
Migrations ..... B01 13
Monnaie, crédit ..... R03 3
Navire de plaisance (Immatriculations) ..... R02 15
Pharmaciens ..... F01 5
Population ..... A01 2, 3, 11, B01 5 à 8, C01 18
Superficie forestière ..... M01 22
Trafic maritime ..... Q02 12
Transport aérien ..... Q02 15
Utilisation du territoire ..... M01 17
**DÉPENSE**
Formation professionnelle continue et apprentissage ..... G01 26
Intérieure d'éducation ..... G01 24, 25
Pour l'emploi ..... C01 16
Santé ..... F01 1 à 3
**DÉPLACEMENTS** (Domicile-travail) ..... B01 11
**DÉPÔT**
À terme ..... J01 9
À vue ..... J01 9
**DESSINS ET MODÈLES** (Déposés) ..... L02 5
**DETTE DE L'ÉTAT** ..... J03 2
**DETTE SOCIALE** (Contributions pour le remboursement de la — (CRDS)) ..... D01 5, J03 3
**DEVIS CNC**
Production aidée par genre ..... R01 10
Production de films ..... R01 15
**DEVISES** (Cours des) ..... J02 8
**DIPLÔME** ..... G01 8, 9, 13, 18, 20, 21
Animateur ..... E04 1
Au recensement ..... B01 7
Directeur ..... E04 1
**DIPLÔMES SPORTIFS** ..... E04 1
**DISQUE COMPACT** ..... R01 6, 7
**DIVORCE** ..... B02 1, 3, 9, 10, 12, 17, 18
**DONNEURS D'ORDRE** ..... N01 11
**DURÉE ANNUELLE DU TRAVAIL**
(Par secteur d'activités) ..... C02 1, I01 13
**DVD** ..... R01 7

## E

**EAU**
De pluie ..... A02 8
Pollution ..... A02 9 à 11
**EAUX DE BAIGNADE** (Qualité des —) ..... A02 9
**ÉCHANGES EXTÉRIEURS** ..... K01
**ÉCOLES**
Maternelles et primaires ..... G01 3, 4
Supérieures ..... G01 10, 11
**ÉCONOMIES D'ÉNERGIE** (Par secteur) ..... O01 6
**EDF-GDF** (Voir ÉLECTRICITÉ et GAZ)
**ÉDITION**
Livres ..... R01 5
Presse ..... R01 1 à 3
**ÉDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION** ..... N02 4
**ÉDUCATEURS ET CADRES SPORTIFS** (Brevet d'État) ..... E04 1
**ÉDUCATION** ..... G01
Budget ..... G01 24, 25

**EFFECTIF** (Voir aussi SALARIÉ)
Agents de l'État ... C01 12 à 14
Budgétaire de la justice ... H01 2
Dans les entreprises ... L01 13, N01 1, 2, N02 1
Par branche d'activité ... D01 2, 3
**EFFECTIFS**
De la fonction publique territoriale ... C01 17
D'élèves ... G01 1 à 6, 16 à 18
D'étudiants ... G01 1, 10 à 12, 16 à 18
Par taille d'établissement ... C01 6
Secteur de l'assurance ... R03 7
**EFFET DE SERRE** ... A02 7
**ÉLECTIONS** (Aux comités d'entreprises) ... C02 11
**ÉLECTRICITÉ**
Bilan de l'énergie ... O01 1
Comparaisons internationales ... O02 20
Consommation des ménages ... E01 1A, 1B, 4
Production ... O01 2, 3, O02 14, 15, 19
**ÉLÈVES** ... G01 1 à 6, 17
De terminale ... G01 7
**EMPLOI**
Biens et services ... I01 1 à 3
Demandes d'— (en fin de mois) ... C01 11
Du temps des adultes ... E01 11
Intérieur ... I01 11, 12
Salarié ... I01 12
**ENDETTEMENT INTÉRIEUR** ... J01 4
**ÉNERGIE**
Bilan ... O01 1
Comparaisons internationales ... O01 8, 9
Économies d'— ... O01 6
Exportations ... O01 1
Grandeurs caractéristiques ... O01 2
Importations ... O01 1
Nucléaire ... O02 14, 15, 19
Primaire ... O01 1, 3 à 5, 8, 9
**ÉNERGIES RENOUVELABLES** ... O01 1, 3 à 5, O02 27, 32
**ENFANT**
Légitime ... B02 1, 4 à 7
Naturel ... B02 4, 5
Qualité juridique ... B02 4, 5
Sans vie ... B02 1, 4, 18
**ENGRAIS** ... N02 14, M01 8
Indices de prix ... M01 19
**ENREGISTREMENTS** (Sonores, vidéos, informatiques) ... N02 4, 6
**ENSEIGNANTS** ... G01 22, 23
**ENSEIGNEMENT** ... G01
Agricole ... G01 16
Art, musique, histoire de l'art ... G01 17
Sanitaire et social ... G01 18
Supérieur ... G01 10 à 13, 16 à 18
**ENTREPRISES**
De l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) ... L01 2, 3A, 3B, 4 à 6, 8, 11
Forme juridique ... L01 4, 12
Groupes ... L01 16 à 20
Nombre d'— ... L01 1, 11 à 13, N01 1, 2, 10 à 13, N03 1, 2, R05 2
Par activité ... L01 3A, 3B, 4, 13
Par taille ... L01 1, 3A, 3B, N01 5, 6, 10, 11, N03 2, 3
Performances des — ... L01 21, 22
PME ... L01 3A
Rentabilité ... N01 5
Selon régime fiscal ... L01 12
Transport routier ... Q01 1
**ENTREPRISES INDUSTRIELLES**
Grandes ... N01 13
Par secteur ... N01 1, 2, 5 à 7, 11, 12
PMI ... N01 13, 14
Principales évolutions ... N01 6
Principales grandeurs ... N01 13
**ENVIRONNEMENT** ... A02
Dépense ... A02 16, 17
**ÉPARGNE** ... J01 8
Brute ... I01 7, 8
Taux d'— ... I01 9
**ÉPURATION** ... A02 10
**ÉQUIPEMENT**
Culturel ... E03
Électroménager ... N02 6
Indices de prix à la production dans l'industrie ... N01 15
Ménages ... E01 5 à 8
Ménages de l'Union européenne ... E01 8
Touristique ... R02 2, 3, 6, 8, 9
**ÉQUIPEMENTS**
Automobiles ... N02 7
Mécaniques ... N02 9
**ESPACES NATURELS** ... A02 2
**ESPÈCES**
Animales (État des —) ... A02 4
De vertébrés (État des —) ... A02 3
**ESPÉRANCE DE VIE** ... B02 3, 15, 16, 18
**ÉTABLISSEMENTS**
De commerce ... P01 2
De crédit ... J01 12, R03 1
De l'industrie, du commerce et des services (ICS) ... L01 3B
De travail temporaire ... C01 10
Employeurs (Activités immobilières) ... R03 15, 16
Employeurs (Services aux entreprises) ... R05 1
Employeurs (Services aux particuliers) ... R05 1
Enseignement ... G01 6, 14, 16, 18
Hospitaliers (Équipement et activité) ... F01 7, 8
Par activité ... L01 3B
Par taille ... L01 3B
Tourisme ... R02 2, 3, 9
**ÉTAIN** ... N02 15
**ÉTAT**
Dépenses ... J03 1, 5
Dette ... J03 2
Recettes ... J03 1, 6
**ÉTAT MATRIMONIAL** ... B01 3, B02 9, 10, 12, B03 15
**ÉTAT-CIVIL** ... B02
**ÉTRANGERS** ... B03
Dépenses des touristes ... R02 10
Famille ... B03 8
Fécondité ... B02 7
Natalité des — ... B02 7
Nationalités ... B03 1, 2, 5, 8, 12 à 14, 16
Par activité économique ... B03 7, B03 16
Par âge ... B03 2, 4, 10, 15
Par catégorie socioprofessionnelle ... B03 6
Par sexe ... B03 2 à 7, 9, 10, 15
Permanents ... B03 15, 16
Salariés ... B03 3, 7
**ÉTUDIANTS** ... G01 1, 2, 10 à 12
Par origine socioprofessionnelle ... G01 12
**EURO**
Indices de la production industrielle dans la zone — ... N01 4
Parité ... J01 1
**EXCÉDENT NATUREL** ... B02 1, 2
**EXPLOITATION**
Agricole ... M01 1, 2, 16
Compte d'— ... L01 14
Forestière ... N01 2, N02 2
**EXPORTATIONS**
(Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR) ... K01 1 à 10
Comptabilité nationale ... I01 1, 2, 14
D'électricité ... O01 1, O02 14

## F

**FAMILLES**
Monoparentales ... B04 1, 5
Nombre d'enfants ... B03 8, B04 5
Par catégorie socioprofessionnelle ... B04 5
**FBCF** (Voir aussi INVESTISSEMENT) ... N01 8
Comptabilité nationale ... I01 1, 2
**FÉCONDITÉ** ... B02 3, 8
**FÉDÉRATION SPORTIVE** ... E04 5
**FER** (Minerais de —) ... N02 11
**FERRO-ALLIAGE** ... N02 15
**FERROVIAIRE**
Matériel — ... N02 8, Q01 9
Transport — ... Q02 1 à 3
**FILATURE** ... N02 12

**FILM**
Cinéma ..... R01 15, 16
Coût ..... R01 15
Télévision ..... R01 10
**FINANCEMENTS** ..... J01 5
**FINANCES**
Marché financier ..... J02
Publiques ..... J03
**FIOUL** ..... O02 10
**FLOTTE**
Aérienne ..... Q01 15
Commerciale ..... Q01 13, 14
Fluviale ..... Q01 13
Pêche ..... M01 27
**FONCTIONNAIRE** (Traitement, rémunération) ..... D01 10 à 13
**FONDERIE** (Travail des métaux) ..... N02 15
**FONTE** ..... N02 15
**FORÊT** ..... M01 20 à 25
Incendies de — ..... A02 13
**FORMATION** ..... G01
Professionnelle continue ..... G01 19, 26, 27
**FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES** ..... E03 3
**FOURRURES** (Industrie des —) ..... N02 3
**FRUITS**
Consommation des ménages ..... E01 4
Indices de prix à la production et de gros ..... M01 18
Prix, indices de prix à la consommation ..... I02 1
Production ..... M01 12
**FTSEurofirst** ..... J02 4A, J02 7

## G

**GAINS SALARIAUX** ..... D01 8, 9
**GAZ** ..... O02 21 à 26
Bilan de l'énergie ..... O01 1, O02 21
Comparaisons internationales ..... O02 25, 26
De France (Effectif) ..... O02 23
Émissions de — ..... A02 7
**GAZODUC** (Transport du gaz) ..... O02 22
**GAZOLE** (Ventes) ..... O02 10
**GÉNIE CIVIL** ..... N03 1, 2
**GIBIER** (Chasse) ..... A02 5
**GRANDES SURFACES** (Commerce) ..... P01 1
**GRÈVES** ..... C02 8
**GROS OEUVRE** ..... N03 1
**GROUPE D'ENTREPRISES** ..... L01 16 à 20
Concentration ..... L01 17

## H

**HABILLEMENT**
Dépenses des ménages ..... E01 1A, 1B, 3
Indices de prix à la consommation ..... I02 1, 2
Industrie de l'— ..... N02 3
**HABITATION** (Voir LOGEMENT)
**HANDICAPÉS**
Allocations aux — ..... D02 5, 12
Établissements pour — ..... F01 11
**HÉBERGEMENT** ..... R02 2 à 9
**HÉLICOPTÈRE** ..... Q01 16
**HEURES SUPPLÉMENTAIRES** ..... C02 1
**HIPPODROMES** (Recettes) ..... R05 5
**HÔPITAUX**
Équipements ..... F01 9
Établissements ..... F01 7, 8
**HOSPITALISATION**
Activité ..... F01 10
Équipement ..... F01 9
Principaux indicateurs ..... F01 10
**HÔTEL** (Salariés) ..... R05 1, 2
**HÔTEL, RESTAURANT** (Données des entreprises) ..... R02 1
**HÔTELLERIE**
Homologuée ..... R02 2 à 5
Indices de prix ..... I02 1, 2
**HOUILLÈRES**
Effectif ..... O02 2
Production ..... O02 4
**HYDRAULIQUE** (Électricité) ..... O02 14, 15
**HYPERMARCHÉ** ..... P01 1

## I

**IMMATRICULATIONS**
De navires ..... R02 14, 15
De véhicules ..... Q01 10, 11
**IMMIGRANTS** (Type de procédure) ..... B03 14
**IMMIGRÉS**
Par âge ..... B03 10
Par pays de naissance ..... B03 9, 10
Par sexe ..... B03 9, 10
**IMPORTATIONS** (Voir COMMERCE EXTÉRIEUR) ..... K01 1 à 10
Comptabilité nationale ..... I01 1, 2, 14
De gaz ..... O02 21
**IMPÔT** ..... J03 6 à 9
Sur le revenu ..... J03 8, 9
**IMPRIMERIE** ..... N02 4
**INCENDIES DE FORÊTS** ..... A02 13
**INDEMNITÉS** (Catastrophes) ..... A02 14
**INDICATEUR** (Des entreprises) ..... N01 5, R03 16, R05 2
**INDICATEURS** (Voir aussi au mot principal)
**INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES** ..... B02 3, 8, 11, 13, 17
**INDICATEURS MONÉTAIRES** ..... J01 14
**INDICE** (Voir aussi au mot principal)
De production industrielle ..... N01 3, 4
De prix ..... I02
De prix à la production dans les services ..... R05 8
De prix à la production dans l'industrie ..... N01 15
De prix agricoles à la production ..... M01 18
De prix des logements anciens ..... E02 10
De traitements des fonctionnaires ..... D01 13
Du coût de la construction ..... E02 9
**INDICES** (Voir aussi au mot principal)
Boursiers ..... J02 4A, 4B, 7
De chiffre d'affaires par activité ..... L01 21, 22
De commerce extérieur (Valeur) ..... K01 5B, 7, 8
De commerce extérieur (Volume) ..... K01 5A
De prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) ..... M01 19
De prix à la consommation harmonisés (IPCH) ..... I02 5, I01 16
De prix à la consommation ..... I02 1 à 4
Internationaux ..... J02 7
**INDUSTRIE**
Automobile ..... N01 3, 5 à 7, 11, 12, N02 7
Données générales ..... N01
Indices de prix à la production ..... N01 15
Manufacturière ..... N01 4, 7, 9, 14
Pharmaceutique ..... N02 5
**INDUSTRIE DU POISSON** (Effectif, chiffre d'affaires) ..... N01 2, N02 1
**INDUSTRIE LAITIERE** (Effectif, chiffre d'affaires) ..... N01 2, N02 1
**INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES** ..... N01 2, N02 1
**INDUSTRIES ALIMENTAIRES** (Autres) ..... N01 2, N02 1
**INDUSTRIES DES ALIMENTS POUR ANIMAUX** (Effectif, chiffre d'affaires) ..... N01 2, N02 1
**INDUSTRIES DES BOISSONS** (Effectif, chiffre d'affaires) ..... N01 2, N02 1
**INDUSTRIES DES FRUITS ET LÉGUMES** (Effectif, chiffre d'affaires) ..... N01 2, N02 1
**INDUSTRIES DES VIANDES** (Effectif, chiffre d'affaires) ..... N01 2, N02 1
**INFORMATION** ..... R01
**INFRACTIONS** ..... H01 1
**INNOVATION** ..... L02
Par secteur d'entreprises ..... L02 6
**INSERTION PROFESSIONNELLE** ..... G01 21
**INSTITUTEUR** ..... G01 22, 23
**INSTITUTIONS FINANCIÈRES** ..... R03 1, 2
**INSTRUMENTS**
De mesure ..... N02 10
De musique ..... N02 6
**INTERCOMMUNALITÉ** ..... J03 12
**INTÉRIM** ..... C01 9
**INTERMÉDIAIRES** (Du commerce) ..... P01 10

**INTERNET**
Abonnés ..... R01 18
Monde ..... R01 18
Taux de connexion ..... R01 18
**INVESTISSEMENT**
Construction ..... N03 8, 9
Corporel ..... N01 1, 2, N02 1, 2
Direct (en flux) ..... K02 7A, 7B, 8
Immatériel ..... N01 8
Industriel ..... N01 7
International ..... K02 8
Matériel ..... N01 8
Par secteur ..... N01 7
Productif ..... N01 6
**IPAMPA** ..... M01 19
**IPCH** (Voir INDICES DE PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉS) ..... I01 16, I02 5
**IVG** ..... F01 14

## J

**JEUNESSE**
Et sports ..... E04
Juridiction de la — ..... H01 8, 9
**JEUX** ..... N02 6
D'argent ..... R05 5 à 7
**JOUET** ..... N02 6
**JOURNAUX** (Presse, édition, ventes) ..... R01 1 à 3, N02 4
**JUGES D'INSTRUCTION** (Activité) ..... H01 5
**JURIDICTION** (De la jeunesse) ..... H01 9
**JURIDICTION CIVILE** (Activité) ..... H01 3
**JUSTICE ET POLICE JUDICIAIRE** ..... H01

## L

**LAIT**
Consommation des ménages ..... E01 4
Production, chiffre d'affaires ..... N02 1
**LAVE-LINGE** (Taux d'équipement des ménages et fabrication) ..... E01 5 à 7
**LAVE-VAISSELLE**
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 8
**LECTURE** ..... E03 6
**LÉGUMES**
Consommation des ménages ..... E01 4
Prix de détail et indices de prix à la consommation ..... I02 1
Production ..... M01 12
**LICENCE SPORTIVE** ..... E04 5
**LIEUX CULTURELS ET RÉCRÉATIFS** (Fréquentation) ..... R02 13
**LIGNES**
Aériennes ..... Q02 15
Électriques ..... O02 16
Installations SNCF ..... Q01 6
**LIVRET JEUNE** ..... J01 8, 9
**LOCATAIRE** ..... E02 2, 7, 8
**LOCOMOTIVE** (Construction) ..... N02 8
**LOGEMENT** ..... E02
Autorisé ..... N03 4
Budget des ménages ..... E01 1A, 1B, 2, 10
Commencé ..... N03 6
Confort ..... E02 3
Époque d'achèvement ..... E02 4
Indice du coût de la construction ..... E02 9
Indices de prix à la consommation ..... I02 1, 2
Individuel et collectif ..... E02 4, N03 6
Neuf ..... N03 10
Nombre de personnes par logement et par pièce ..... E02 6
Nombre de pièces ..... E02 4, N03 4, 10, 11
Parc locatif social ..... N03 11
Selon l'âge de la personne de référence ..... E02 2, 6
Vacant ..... E02 1
Ventes-stocks ..... N03 10
**LOGEMENTS ANCIENS**
(Indices de prix en France, à Paris et en province) ..... E02 10
**LOI DE FINANCES** (Exécution) ..... J03 1
**LOISIRS** ..... E05
Sports ..... E04
**LOTO** ..... R05 6
**LOYERS** (Indices de prix à la consommation) ..... I02 1
**LUNETTES** (Production) ..... N02 6

## M

**MAASTRICHT** (Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de —) ..... I01 16
**MACHINE AGRICOLE**
Construction de — ..... N02 9
Indices de prix ..... M01 19, N01 15
**MACHINE OUTIL** ..... N02 9
Indices de prix ..... M01 19, N01 15
**MACHINES DE BUREAU** ..... N02 10
**MAGNÉTOSCOPE** (Taux d'équipement des ménages et fabrication) ..... E01 5 à 8, N02 6
**MAISON**
Familiale de vacances ..... R02 8, 9
Individuelle ..... N03 2
**MAISONS** (D'édition) ..... R01 4
**MALADIE**
Longue ..... F01 12
Professionnelle ..... C02 5
**MALT** ..... N02 1
**MARCHANDISES**
Trafic aérien ..... Q02 14 à 17
Trafic ferroviaire ..... Q02 2, 3
Trafic maritime ..... Q02 9 à 13
**MARCHÉ**
Dérivés ..... J02 5
Financier, bourse ..... J02
**MARCHÉ DU TRAVAIL** ..... C01 11
**MARIAGE** ..... B02 1, 9, 10, 17
**MARIN-PÊCHEUR** ..... M01 28
**MAROQUINERIE** ..... N02 3
**MARQUE DÉPOSÉE** ..... L02 4
**MASSE MONÉTAIRE** ..... J01 13
**MASSE SALARIALE** ..... D01 2, 9
**MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET CÉRAMIQUE** ..... N02 11
**MATÉRIEL**
Agricole (acquisition) ..... N02 9, M01 7
De commutation et de télécommunications ..... N02 10
Électrique ..... N02 10, 16
Électroménager ..... N02 6
Ferroviaire ..... N02 8
Informatique ..... N02 10
Médico-chirurgical et d'orthopédie ..... N02 10
Photographique ..... N02 6
**MATERNITÉ** (Prestations de —) ..... D02 2, 7
**MATIÈRES PLASTIQUES** ..... N02 14
**MÉCANIQUE** (Industrie) ..... N02 9
**MÉDECIN** ..... F01 5, 6
**MÉDIAS** ..... R01
**MÉDICAMENTS** ..... N02 5
**MÉNAGES**
Âge de la personne de référence ..... B04 1
Dom ..... B04 2, 4
Équipement ..... E01 5 à 7
Nombre de — ..... B04 2, 4
Nombre de personnes du — ..... B04 2
Population des — ..... B04 2 à 4
Revenu ..... D01 1, I01 9
Type et composition des — ..... B04 1, 2, 4
**MENUISERIES MÉTALLIQUES** ..... N02 9
**MER**
Interventions et accidents en — ..... Q01 19
Produits de la — ..... M01 29
**MÉTALLURGIE ET TRANSFORMATION** (Des métaux) ..... N02 15
**MÉTAUX** (Travail des —) ..... N02 15
**MEUBLES** (Fabrication de —) ..... N02 6
**MICRO-ONDES**
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 8
**MICRO-ORDINATEURS**
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7
**MIDCAC** ..... J02 4A

**MIGRATIONS**
Alternantes ..... B01 11
Définitives ..... B01 12, 13
**MILITAIRES DU CONTINGENT** ..... C01 1
**MINERAIS**
De fer et sidérurgie ..... N02 15
Extraction et préparation de — ..... N02 11
Métaux et demi-produits non ferreux ..... N02 15
Métaux ferreux ..... N02 15
**MINÉRAUX DIVERS** ..... N02 11
**MINEURS** (Activités des parquets) ..... H01 8
**MINIMA SOCIAUX** (Bénéficiaires de —) ..... D02 12, 13
**MINIMUM VIEILLESSE** ..... D02 9, 11
**MINISTÈRES** (Effectifs des —) ..... C01 12 à 14
**MINITEL** (Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7
**MONNAIE** ..... J01 3, 13
Parité de l'euro ..... J01 1
**MONNAIES ET MÉDAILLES** (Fabrication) ..... N02 6
**MONUMENTS HISTORIQUES** ..... E03 1, 2
**MORTALITÉ** (Voir aussi ENFANTS SANS VIE) ..... B02 1, 2, 4, 13 à 18
Causes de décès ..... F01 13
Infantile ..... B02 2, 13, 17, 18
Tables de — ..... B02 15, 16
Taux de — ..... B02 2, 13, 18
**MORT-NÉS** ..... B02 1, 4
**MOTEURS, GÉNÉRATRICES ET TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES** ..... N02 10
**MOTOCYCLE** (Production) ..... N02 8
**MUSÉE** ..... E03 2

## N

**NAISSANCES** (Voir aussi NATALITÉ) ..... B02 1, 4 à 7, 17, 18
**NASDAQ** (National Association of Securities Dealers Automated Quotation) ..... J02 6
**NATALITÉ** (Voir aussi NAISSANCES) ..... B02 2, 17, 18
**NATIONALITÉ** (Voir aussi ÉTRANGERS) ..... B02 7, 10, B03
Acquisition, perte ..... B03 9, 11 à 13
Données démographiques ..... B02 7, 10, B03 1
Naissance ..... B02 7
**NAVETTES** (Déplacements domicile-travail) ..... B01 11
**NAVIGATION DE PLAISANCE** (Immatriculations) ..... R02 14, 15
**NÉS-VIVANTS** ..... B02 4 à 7, 17
**NIVEAU DE VIE** ..... D01 1
**NON SALARIÉ** ..... C01 1, 7A
**NUCLÉAIRE**
Centrale ..... O02 15
Production ..... O02 19
Production brute d'électricité ..... O02 19
Production d'électricité thermique classique ..... O02 14, 15
Production d'électricité thermique nucléaire ..... O02 14
**NUPTIALITÉ** (Voir aussi MARIAGE) ..... B02 2, 3, 11, 17, 18

## O

**OBLIGATIONS** (Voir aussi ACTIONS) ..... J02 1 à 3
**OPCVM** (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) ..... J01 3, 5 à 7
**OPEP** ..... O02 11
**OPÉRATIONS FINANCIÈRES** ..... J03 1
**OPTIQUE** ..... N02 6
**OR** (Cours de l'—) ..... J02 8
**ORDINATEURS** (Connectés) ..... R01 18
**ORDURES MÉNAGÈRES** ..... A02 15

## P

**PAIEMENTS** (Balance des —) ..... K02
**PAPIERS ET CARTONS** ..... N02 13
**PARACHIMIE** ..... N02 14
**PARC**
Automobile (Des ménages) ..... E01 4
Communications ..... R01 17
De véhicules de transports ..... Q01 12
**PARCS NATIONAUX** ..... A02 2
**PARFUMS** (Et produits de toilette) ..... N02 5
**PARQUETS ET OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC** (Activités) ..... H01 4
**PARTICIPATION ÉLECTORALE** ..... E01 12, 13
**PARTICIPATION ÉTRANGÈRE** (Industrie) ..... N01 9
**PÂTE À PAPIER** ..... N02 13
**PATRIMOINE** (Des secteurs institutionnels) ..... J01 7
**PAYS DU MAGHREB** ..... K02 3
**PAYS ÉTRANGERS** (Voir aussi UNION EUROPÉENNE et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Agriculture ..... M01 2, 9
Assurances ..... R03 13, 14
Balance des paiements ..... K02 6
Comptabilité nationale ..... I01 15
Investissements ..... K02 8
Population, superficie, densité ..... A01 1
Production industrielle ..... N01 4
Recherche-développement ..... R04 4
Taux de chômage ..... C01 4
Taux d'intérêt ..... J01 14
Trafic aérien ..... Q02 17
Trafic maritime ..... Q02 13
**PÊCHE**
Loisir ..... E05 10
Maritime ..... M01 29
**PÉNIBILITÉ** (Liée au travail) ..... C02 3
**PÉPINIÈRE** ..... M01 24
**PERSONNEL**
De la justice ..... H01 2
De la marine de commerce ..... Q01 3, 4
De santé ..... F01 5, 6
Hospitalier (Effectifs) ..... F01 6
Navigant et à terre ..... Q01 3, 4
SNCF ..... Q01 2
Transports aériens ..... Q01 1, 5
Transports par voies navigables ..... Q01 3
**PÉTROLE**
Bilan de l'énergie ..... O01 1, 7
Comparaisons internationales ..... O02 8, 11 à 13
Consommation ..... O02 12, 13
Déstockage ..... O02 7
Production ..... O02 7, 11
Stockage ..... O02 7
**PHARMACIE** (Indices de prix de détail des spécialités vendues en —) ..... I02 6
**PHARMACIE, PARFUMERIE, ENTRETIEN** ..... N02 5
**PHARMACIEN** ..... F01 5
**PHONOGRAMME** ..... R01 6
**PIB** ..... I01 1 à 3
Par habitant ..... I01 8
**PIÈCES** (Nombre moyen par logement) ..... E02 4
**PLACEMENTS D'ASSURANCES** (Répartition) ..... R03 12
**PLACEMENTS DE VACANCES** ..... E04 2, 3
**PLACEMENTS FINANCIERS** ..... J01 5
**PLANS ÉPARGNE LOGEMENT** ..... J01 8
**PLOMB** ..... N02 15
**PMI** ..... N01 5, 6, 10, 11, 13, 14
**PNEUMATIQUE** (Production) ..... N02 14
**POISSON**
Espèces débarquées ..... M01 29
Indices de prix ..... I02 1
Industrie ..... N02 1
**POLICE JUDICIAIRE ET JUSTICE** ..... H01
**POLLUTION**
Atmosphérique ..... A02 6, 7
Dépenses ..... A02 16, 17
En eau douce et en mer ..... A02 9
Industrielle de l'eau ..... A02 11
**POMPES-COMPRESSEURS** ..... N02 9

**POPULATION** ..... A01
Comparaisons internationales ..... A01 1
Des bassins de vie ..... A01 8
Des collectivités d'outre-mer ..... A01 4
Des collectivités ..... B04 3
Des communes ..... A01 5, 9 à 11
Des départements ..... A01 2, 3
Des Dom ..... A01 2, 3, 11, B01 5 à 8
Des habitations mobiles ..... B04 3
Des pays étrangers ..... A01 1
Des régions ..... A01 2, 3, 11
Estimation ..... B01 1, 3, 4
État matrimonial ..... B01 3
Mouvement naturel ..... B02 1, 2, 17
Non réintégrée ..... B04 3
Par âge ..... B01 1 à 8
Par catégorie socioprofessionnelle ..... B01 8
Par sexe ..... B01 2 à 6
Réintégrée ..... B04 3
Résidente occupée ..... C01 5
Salariée ..... C01 1, 5 à 8
Solde migratoire ..... B02 1
Urbaine — rurale ..... A01 5 à 7, 11

**POPULATION ACTIVE** ..... C01
Ayant un emploi (Par statut) ..... B01 9, 10, C01 8
Par activité ..... B01 10, B03 3, C01 5, 7

**POPULATION AGRICOLE FAMILIALE** ..... M01 4

**POPULATION CARCÉRALE** ..... H01 10

**POPULATION ÉTRANGÈRE** ..... B03

**POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE** ..... G01 2

**PORTS MARITIMES**
Mondiaux ..... Q02 11
Trafic des — ..... Q02 13

**POSTE**
Effectif ..... C01 12

**PRÉLÈVEMENTS**
Courses de chevaux ..... R05 3, 4
Obligatoires ..... J03 3, 4

**PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX** (Cotisations salariales et patronales) ..... D01 5

**PREMIER DEGRÉ** ..... G01 3, 4

**PRENEURS D'ORDRE** ..... N01 10

**PRESSE** ..... R01 1 à 3, N02 4

**PRESTATIONS**
Familiales ..... D02 2, 6, 7
Maladies ..... D02 2, 3, 5
Sociales ..... D02 1 à 3, 7
Versées par les caisses de sécurité sociale ..... D02 7
Vieillesse (Bénéficiaires et montants) ..... D02 10, 11

**PRÊTS** ..... J01 12

**PRIME D'ASSURANCE** ..... R03 8 à 10, 13, 14

**PRIX**
À la consommation (Indices) ..... I02 1 à 4
À la production (Indices) ..... N01 15, R05 8
Agricoles (Indices) ..... M01 18
Des logements anciens (Indices) ..... E02 10
Terres agricoles ..... M01 6

**PRODUCTION** (Voir aussi au mot principal)
Agricole ..... M01 9 à 14
De gaz ..... O02 21, 24
Énergie ..... N01 3, O01 1, 3, 8
Films ..... R01 10, 15, 16
Forestière ..... M01 24, 25
Fruitière ..... M01 12
Indices de prix agricoles à la — ..... M01 18
Industrielle (Indices de la —) ..... N01 3, 4

**PRODUCTIVITÉ** (Apparente du travail) ..... I01 13

**PRODUIT**
Commerce extérieur par — ..... K01 4 à 8
Pétrolier (Importation) ..... O02 7, 8
Pétrolier (Par nature) ..... O02 7 à 13

**PRODUIT INTÉRIEUR BRUT** (Voir PIB)

**PRODUITS**
Alimentaires ..... E01 1A, 1B, 4
Amylacés ..... N02 1
Blancs ..... N02 6
Bruns ..... N02 6
Céramiques ..... N02 11
Chimiques ..... N02 14
De carrières ..... N02 11
Énergétiques (Indices de prix à la production dans l'industrie) ..... N01 15
Métalliques ..... N02 15
Pharmaceutiques (Indices de prix à la consommation, à la vente) ..... I02 6

**PROFESSEUR** ..... G01 22, 23

**PROFESSIONS**
Artistiques et littéraires ..... E03 8
De santé (Effectif et densité) ..... F01 5, 6

**PROJECTION**

**PROPRIÉTAIRE** ..... E02 2, 7, 8

**PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE** ..... L02

**PROTECTION** (Espaces naturels) ..... A02 2

**PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE** ..... H01 9

**PROTECTION SOCIALE**
Compte ..... D02 1
Indices de prix à la consommation ..... I02 1

**PUBLICITÉ** (Dépenses des entreprises) ..... R01 11

**PUISSANCE** (Des centrales électriques) ..... O02 15

## R

**RADIODIFFUSION** (Durée d'écoute quotidienne) ..... R01 13

**RADIOTÉLÉPHONE** (Abonnés) ..... R01 17

**RAFFINERIE PÉTROLIÈRE** ..... O02 9

**RATIOS** (Comptabilité nationale) ..... I01 10

**RÉACTIVATIONS** (D'entreprises) ..... L01 5

**RECENSEMENTS DE LA POPULATION** ..... B03 1 à 3, 8 à 10

**RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**
Dépenses ..... R04 1, 2, 5 à 7
Effectifs ..... R04 3 à 5, 7
Entreprises ..... R04 3, 5, 7
Financement ..... R04 2, 5, 6
Pays étrangers ..... R04 4

**REDEVANCE TÉLÉVISION** ..... R01 8, 9

**RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL**
(Voir durée annuelle du travail)

**RÉFRIGÉRATEUR CONGÉLATEUR COMBINÉ**
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7

**RÉFRIGÉRATEUR SANS CONGÉLATEUR**
(Taux d'équipement des ménages en —) ..... E01 5 à 7

**RÉFUGIÉS** ..... B03 14

**RÉGIMES** (Sécurité sociale) ..... D02 2 à 4, 7, 8, 10

**RÉGIONS**
Fonctionnement, investissement ..... J03 10, 11
Population ..... A01 2, 3
Superficie, densité ..... A01 3

**RÉMUNÉRATION** (Voir SALAIRE)
Épargne ..... J01 8

**RENTABILITÉ** (Indicateurs de —) ..... N01 5

**REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL** ..... C02 9, 10

**REPRISES** (D'entreprises) ..... L01 5

**RÉSEAU**
Routier ..... Q01 7

**RÉSERVES**
Gaz ..... O02 24
Naturelles ..... A02 2
Pétrole ..... O02 11

**RÉSIDENCE** (De Tourisme) ..... R02 8, 9

**RÉSIDENCE PRINCIPALE, SECONDAIRE** ..... E02 1 à 6

**RESSOURCES ET EMPLOIS** (Biens et services) ..... I01 1 à 3

**RESTAURANTS** (Salariés) ..... R05 1, 2

**RESTAURATION** (Indices de prix à la consommation) ..... I02 1, 2

**RÉSULTAT** (Compte de —) ..... L01 14

**RETRAITE** ..... D02 8 à 10

**REVENU**
Complément de — ... D02 5, 7, 9
Des ménages ... D01 1, I01 9
Disponible ... D01 1, I01 9
Et salaire ... D01
Par habitant ... I01 8
**REVENU MINIMUM D'INSERTION** (RMI) ... D02 12, 13

## S

**SALAIRE** ... D01
Annuel ... D01 2 à 4, 10 à 12
Par décile ... D01 4, 12
**SALAIRE MINIMUM** (Voir SMIC) ... D01 6
**SALARIÉS**
(Voir aussi au mot principal) ... C01 1, 5, 6, 8, C02 4, D01 7
Au SMIC ... D01 7
Commerce ... P01 2, 10, 11
Construction ... N03 1
Dans les entreprises d'assurance ... R03 7
Des activités immobilières ... R03 15
Des entreprises de service ... R03 15
Étrangers ... B03 3, 6, 7
Répartition des — par type d'horaires ... C01 7, C02 2
Représentativité ... C02 9 à 11
**SANTÉ** ... F01
Enseignement des métiers de la — ... G01 18
Service de — (Indices de prix à la consommation) ... I02 1, 2
**SAVONS, DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN** ... N02 5
**SCIERIE** ... N01 2, N02 2
**SCOLARISATION** (Taux) ... G01 2
**SECOND CYCLE**
Général et technologique ... G01 5
Professionnel ... G01 5, 6
**SECOND DEGRÉ** ... G01 5 à 9
**SECOND OEUVRE** ... N03 1
**SECTEUR** (D'entreprises (Services aux entreprises et aux particuliers)) ... R05 1, 2
**SECTEUR INSTITUTIONNEL** ... I01 6, 7, 11
**SECTIONS SPORTIVES** ... E04 4, 5
**SÉCURITÉ SOCIALE** ... D02 2 à 4
**SÉJOURS**
De vacances à l'étranger ... E05 4
Linguistiques ... E04 2, 3
**SERVICES** ... R05
Activités immobilières ... R03 15, 16
Aux entreprises et aux particuliers ... R05 1, 2
Indices de prix ... I02 1 à 4, R05 8
**SERVICES PERSONNELS** (Effectif) ... R05 1, 2
**SEXE** (Population par —) ... B01 2 à 6, 9, 10
**SIDA** ... F01 15
**SIDÉRURGIE** ... N02 15
**SITES INSCRITS ET CLASSÉS** ... E03 1
**SMIC** ... D01 6
**SNCF** (Effectifs, recettes, investissements) ... Q01 2
**SOCIÉTÉS**
Assurance et réassurance ... R03 6, 9 à 11
Financières ... R03 1
Mixtes ... R03 6, 8 à 11
Non financières ... I01 1 à 3, 7, 10
**SOLDE MIGRATOIRE** ... B02 1
**SORTIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF** ... G01 20, 21
**SOUS-TRAITANCE** ... N01 10, 11
**SPORT** ... E04
De haut niveau ... E04 6
**STATUT** (Effectif de la Fonction publique par —) ... C01 12 à 14
**STOCKAGE DU GAZ** ... O02 21
**STRUCTURE**
De la population ... B03 2, 10
Industrielle ... N01 1, 2
Urbaine de la métropole ... A01 5
**SUBDIVISIONS** (Des régions, des départements et des collectivités d'outre-mer) ... A01 3, 4
**SUCRE** (Consommation des ménages) ... E01 4
**SUPERFICIE**
des collectivités d'outre-mer ... A01 4
Des espaces naturels protégés ... A02 2
Des exploitations agricoles ... M01 1, 2
Forestière ... M01 20 à 22
Pays étrangers ... A01 1
Régions et départements ... A01 3
**SURVIE** (Des entreprises) ... L01 9
**SYNDICAT**
Délégués syndicaux ... C02 9, 10
Élections aux comités d'entreprises ... C02 11
Représentativité des — ... C02 10

## T

**TAUX** (Voir aussi au mot principal)
Activité dans les Dom ... C01 18
Activité par sexe et âge ... C01 2
Autofinancement ... I01 10
Chômage ... C01 3, 4, 15, 18
De couverture ... K01 6
Directeurs ... J01 14
Épargne des ménages ... I01 9
Excédent naturel ... B02 2, 17, 18
Indépendance énergétique ... O01 4, 7
Intérêt pays étrangers ... J01 14
Intérêt ... J01 2, 8, 10, 14
Mortalité infantile ... B02 2, 13, 17, 18
Mortalité ... B02 2, 14, 17, 18
Natalité ... B02 2, 17, 18
Nuptialité ... B02 2, 3, 11, 17, 18
Prélèvements obligatoires ... J03 3, 4
Rémunérations annexes ... D01 11
Reproduction ... B02 3, 18
Réussite au baccalauréat ... G01 9
**TAXES** ... J03 6
**TECHNOLOGIES** (Salariés utilisateurs de nouvelles —) ... C02 4
**TÉLÉCOMMUNICATIONS** ... R01 18
**TÉLÉPHONE** (Taux d'équipement des ménages en —) ... E01 5 à 8
**TÉLÉPHONE MOBILE**
Clients par opérateur (Nombre) ... R01 17
Monde ... R01 18
Taux de pénétration ... R01 17
**TÉLÉPHONE PORTABLE**
(Taux d'équipement des ménages en —) ... E01 5 à 7
**TÉLÉVISION** ... R01 8 à 14
Achat des ménages ... E01 2, 5 à 7
Durée d'écoute quotidienne ... R01 13
Émissions par genre et chaîne ... R01 10, 12, 13
Fabrication ... N02 6
Production aidée par genre ... R01 10
Redevance ... R01 8, 9
**TÉLÉVISION COULEUR**
Multi-équipement en — ... E01 5 à 7
Taux d'équipement des ménages en — ... E01 5 à 8
**TEMPS PARTIEL** ... C01 7, 8
**TERMES DE L'ÉCHANGE** (Commerce extérieur) ... K01 7
**TERRES ARABLES** ... M01 5
**TERRES LABOURABLES** ... M01 6
**TERRITOIRE**
Occupation physique du — ... A02 1
**TEXTILE**
Artificiel et synthétique ... N02 12
Indices de prix ... I02 1, 2
Industrie ... N02 12
Naturel (coton, soie, laine) ... N02 12
**THÉÂTRE** ... E03 5
**TIRAGE** (Presse) ... R01 1, 3
**TISSAGE** ... N02 12
**TITRE DE LA PRESSE** (Voir ÉDITION)
**TOF** (Tableau d'opérations financières) ... J01 6
**TOURISME** ... R02
D'Affaires ... R02 12
International ... R02 11
**TOURISTES ÉTRANGERS** (Dépenses) ... R02 10

**TRACTEURS**
Agricoles ..... N02 9
Immatriculations de — ..... Q01 10
Indices de prix des — ..... M01 19
Routiers (Parc et immatriculations de —) ..... Q01 10, 12
**TRAFIC**
Aérien ..... Q02 14 à 17
Ferroviaire ..... Q02 1 à 3
Fluvial ..... Q02 7, 8
Maritime ..... Q02 9 à 12
Portuaire ..... Q02 12, 13
Routier ..... Q02 4 à 6
**TRAINS** ..... Q02 1 à 3
**TRAITEMENT** (Fonction publique) ..... D01 10 à 13
**TRAITEMENT DES DÉCHETS** ..... A02 15, O02 29
**TRANSACTIONS** ..... J02 3
Courantes ..... K02 1 à 3, 5
**TRANSFERTS SOCIAUX** ..... D02
**TRANSFERTS UNILATÉRAUX** ..... K02 4
**TRANSPORTS**
Aériens ..... Q01 1, 5, Q02 14 à 17
Ferroviaires ..... Q02 1 à 3
Fluviaux ..... Q01 1, Q02 7, 8
Gaz ..... O02 22
Indices de prix à la consommation ..... I02 1, 2
Maritimes ..... Q01 1, Q02 9 à 12
Navigation intérieure ..... Q02 7
Routiers ..... Q01 1, Q02 4 à 6
Terrestres et fluviaux (Auxiliaires de —) ..... Q02 7, 8
Urbains, marchandises et routiers voyageurs ..... Q02 6
**TRAVAIL**
Des métaux ..... N02 15
Durée du — ..... C02 1
Efforts et risques ..... C02 3
Horaires de — ..... C01 7, C02 2
Le samedi, le dimanche ..... C02 2
Marché du — ..... C01 11
Mécanique du bois ..... N02 13
Temporaire, intérimaire, à durée déterminée ..... C01 9, 10
**TRAVAILLEURS** (Étrangers permanents) ..... B03 15, 16
**TRAVAUX PUBLICS** (Production) ..... N03 9
**TRIBUNAUX CORRECTIONNELS** (Activité et nombre) ..... H01 6
**TRIBUNAUX DE POLICE** (Activité et nombre) ..... H01 6

## U

**UNION EUROPÉENNE** (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Coût de la main-d'œuvre ..... D01 15, 16
Critères de convergence de l'— au sens du Traité de Maastricht ..... I01 16
Effectifs animaux ..... M01 9
Exploitations agricoles ..... M01 2
Investissements directs ..... K02 8
Population ..... B01 2
Primes d'assurance dans l'— ..... R03 8, 13, 14
Production agricole ..... M01 9
Protection sociale (dépenses, recettes) ..... D02 3, 4
Règlements entre la France et l'— ..... K02 2, 3, 5
Taux de chômage ..... C01 4
Transactions ..... K02 2, 5
**UNITÉS URBAINES** ..... A01 5, 6
**UNIVERSITÉS** ..... G01 2, 10 à 13
**UTILISATION DU SOL**
Forêt ..... M01 20, 21, 23
**UTILISATION DU TERRITOIRE** ..... M01 5, 17

## V

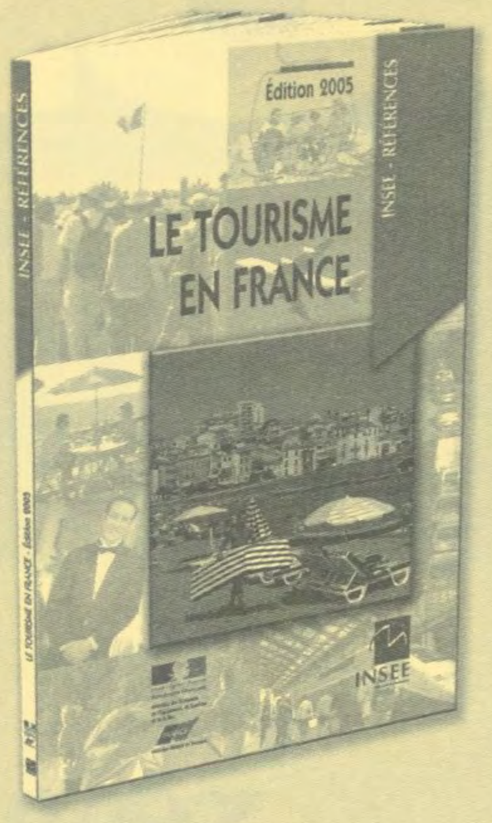
**VACANCES** ..... E05
Centre de — ..... E04 2, 3
Taux de départ ..... E05 9, 10
**VALEUR AJOUTÉE**
Par branche ..... I01 4, 5
Par secteur institutionnel ..... I01 6
**VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES** ..... M01 6
**VALEURS MOBILIÈRES**
Bourse ..... J02 1, 3, 4A, 4B
Entreprises d'assurance ..... R03 12
**VANNERIE** ..... N02 13
**VÉGÉTAUX**
Indices de prix ..... M01 18
Productions de — ..... M01 12
**VÉHICULES**
Automobiles (Production) ..... N02 7
Indices de prix à la consommation ..... I02 1
Pour invalides ..... N02 8
Utilitaires (Parc et immatriculations de —) ..... Q01 10, 12
**VENTES** (Commerce) ..... P01 4 à 9
**VERRE** ..... N02 11
**VERTÉBRÉS** ..... A02 3
**VEUF** (VEUVE) ..... B01 3, B02 9, 10, 12
**VIANDE**
Consommation des ménages ..... E01 4
Indices de prix ..... I02 1
**VIDÉOGRAMME** ..... R01 10
**VIDÉOS** ..... E03 4, R01 6, 7
**VIEILLESSE** (Prestations de —) ..... D02 10, 11
**VILLAGE DE VACANCES** ..... R02 8, 9
**VILLES**
Pollution de l'air des — ..... A02 6
Population des — ..... A01 6, 9
**VIN**
Consommation des ménages ..... E01 4
Indices de prix à la consommation ..... I02 1
Production ..... M01 11
**VOIES NAVIGABLES** ..... Q01 8
**VOITURE**
Multi-équipement en — ..... E01 5 à 7
Taux d'équipement des ménages en — ..... E01 5 à 8
**VOYAGES**
Personnels ..... E05 1 à 8
Professionnels ..... E05 1
**VOYAGEURS**
Par air ..... Q02 14 à 17
Par fer ..... Q02 1
Par mer ..... Q02 9, 11, 12
Par route ..... Q02 6
Transports routiers de — ..... Q02 6

## Z

**ZINC** ..... N02 15
**ZONE FRANC** ..... K02 3

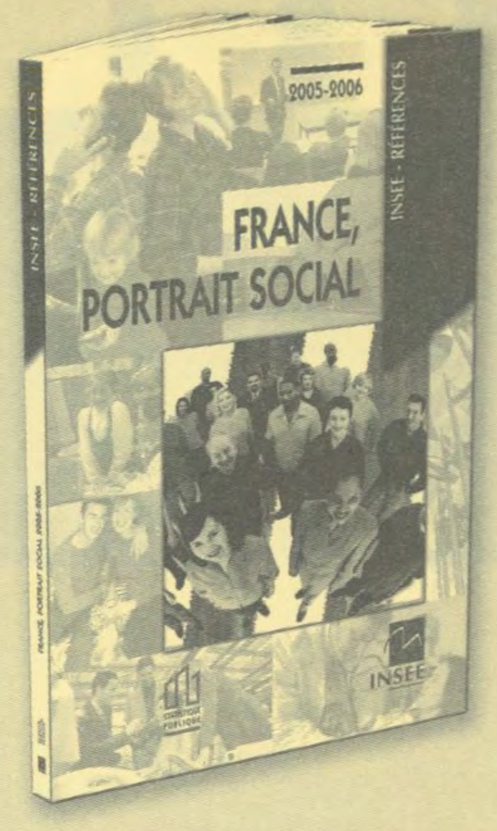
# La Collection Insee - Références

> L'ouvrage 15 €

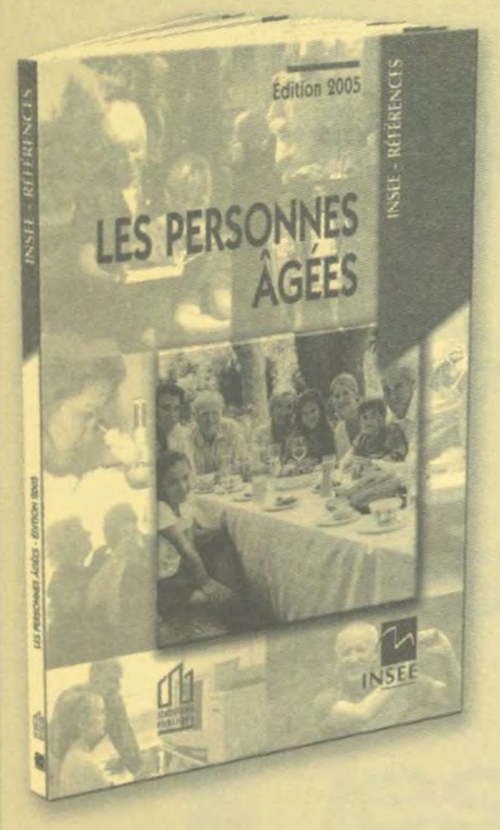



> L'ouvrage 15 €

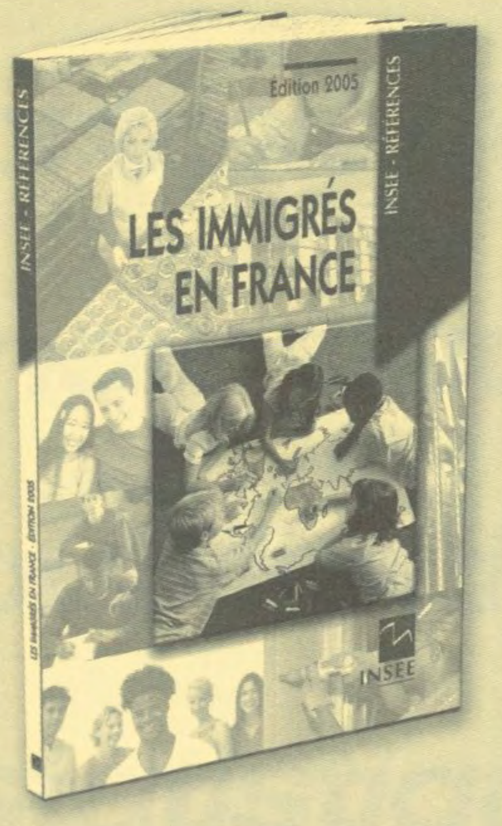
> L'ouvrage 15 €




> L'ouvrage 15 €

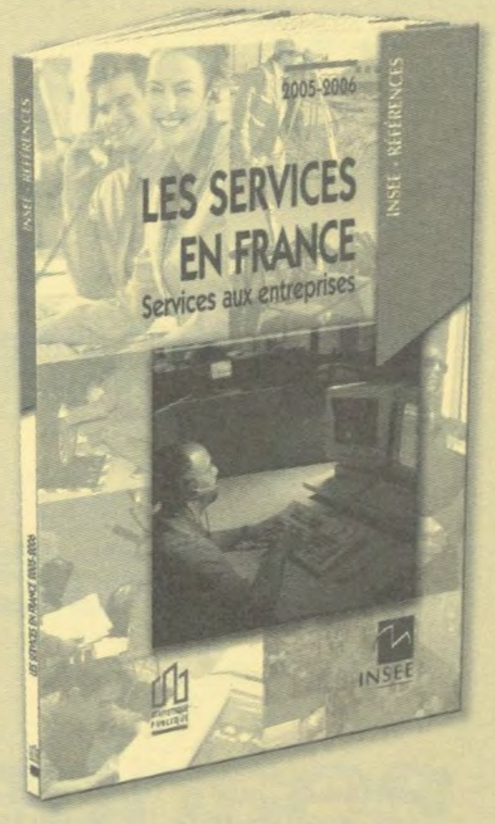



> L'ouvrage 15 €




> L'ouvrage 15 €

> L'ouvrage 15 €




> L'ouvrage 15 €

**Prochainement :** > Annuaire statistique de la France
> Données sociales
> Les revenus et patrimoine des ménages
> Les revenus d'activité des indépendants

**En vente en librairie, à l'Insee et sur www.insee.fr**

**Retrouvez...**

- *la France en faits et chiffres*
- *le portrait de votre région*
- *les indicateurs économiques*
- *les publications de l'Insee*
- *les statistiques d'entreprises*

*Achevé d'imprimer - Février 2006*

*IMPRIMERIE NATIONALE* **5, avenue Louis Luc, 94607 Choisy-le-Roi Cedex - N° d'ordre : 5 010141 1**

***Le Directeur de la publication :*** **J-M CHARPIN, Directeur général de l'INSEE**

Édition 2006

INSEE - RÉFÉRENCES

# ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Cette 109e édition de « l'Annuaire statistique de la France » vous permet d'accéder aux chiffres du système statistique français.

Cet ouvrage, structuré en 18 domaines et 41 chapitres, aborde tous les thèmes : de l'emploi à la santé, de l'industrie à l'éducation…

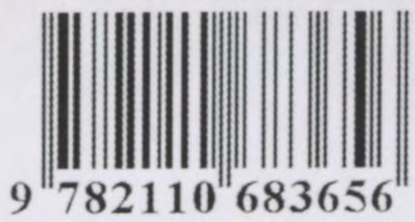
L'accès à ces informations essentielles est facilité par de nombreux tableaux nationaux et des comparaisons internationales. Ceux-ci sont complétés, pour chaque chapitre, par une présentation synthétique, une méthodologie, des définitions et des références bibliographiques.

De nouveaux tableaux concernant les thèmes des vacances et du tourisme viennent enrichir cette édition.

Si vous souhaitez actualiser vos données, consultez le site Internet de l'Insee : www.insee.fr

ISSN 1639-4968 : RÉFÉRENCES-Insee
ISSN 0066-3654 : ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE
ISBN 2.11.068365 1
RÉF ASF109

Mars 2006 - Prix 61 €



Sommaire


- A. TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT
  - Page
  - A.01 Territoire
  - A.02 Environnement
- B. DÉMOGRAPHIE
  - B.01 Structure de la population
  - B.02 Mouvement de la population
  - B.03 Étrangers et Immigrés
  - B.04 Ménages
- C. TRAVAIL ET EMPLOI
  - C.01 Population active et Emploi
  - C.02 Conditions de travail
- D. REVENUS, SALAIRES ET TRANSFERTS SOCIAUX
  - D.01 Revenus et Salaires
  - D.02 Transferts sociaux
- E. CONDITIONS DE VIE ET SOCIÉTÉ
  - E.01 Consommation et modes de vie des ménages
  - E.02 Logement
  - E.03 Activités artistiques et culturelles
  - E.04 Jeunesse et Sports
  - E.05 Vacances et Loisirs divers
- F. SANTÉ
  - F.01 Santé
- G. ENSEIGNEMENT ET FORMATION
  - G.01 Enseignement et Formation
- H. POLICE JUDICIAIRE ET JUSTICE
  - H.01 Police judiciaire et Justice
- I. ÉCONOMIE GENERALE
  - 1.01 Comptes nationaux
  - 1.02 Prix à la consommation
- J. FINANCES
  - J.01 Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine
  - J.02 Marché financier et Bourse
  - J.03 Finances publiques
- K. COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS
  - K.01 Commerce extérieur
  - K.02 Balance des paiements
- L. ENTREPRISES
  - L.01 Entreprises
  - L.02 Innovation et Propriété industrielle
- M. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE
  - M. 01 Agriculture, Sylviculture et Pêche
- N. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION
  - N.01 Industrie (Y compris IAA): Données générales
  - N.02 Industrie (Y compris IAA): Données sectorielles
  - N.03 Construction
- O. ÉNERGIE
  - 0.01 Bilan de l'énergie
  - 0.02 Statistiques par énergie
- P. COMMERCE
  - P.01 Commerce
- Q. TRANSPORTS
  - Q.01 Transports: Données générales
  - Q.02 Transports: Trafic voyageurs et marchandises
- R. AUTRES SERVICES
  - R.01 Information, Communication et Edition
  - R.02 Tourisme
  - R.03 Activités financières et immobilières
  - R.04 Recherche et Développement expérimental
  - R.05 Services aux entreprises et aux particuliers
- ANNEXES
  - À nos lecteurs et lectrices
  - Sommaire
  - Précisions d'ordre général
  - Signes conventionnels
  - Recherche d'un renseignement dans l'annuaire
  - L'essentiel en cartes et graphiques
  - Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire
  - Sigles et acronymes utilisés dans cet annuaire
  - Principaux organismes publics à compétence statistique nationale
  - Organismes internationaux
  - Autres organismes
  - Organigramme de la direction générale de l'Insee
  - Index alphabétique